

Institut Georges Pompidou
Édition : Émilie Robin

Programme d'archives orales : Biographies et index

L'Institut Georges Pompidou, association reconnue d'utilité publique, consacre ses efforts à la recherche sur l'activité de Georges Pompidou comme Premier ministre et comme président de la République, par le biais de colloques, de publications et de documentation en ligne, dans le cadre d'un partenariat étroit avec les Archives nationales.

LE PROGRAMME D'ARCHIVES ORALES

L'Institut Georges Pompidou développe, depuis 1994, un **programme d'archives orales** auprès de grands témoins des années 1960-1970, afin de mieux comprendre la personne et l'action de Georges Pompidou. D'abord concentré sur le cercle de ses collaborateurs à Matignon et à l'Élysée, il s'est élargi à d'autres milieux : hauts fonctionnaires, journalistes, diplomates, politiques, etc. Il compte à ce jour 181 entretiens consolidés et continue de s'enrichir.

Initialement enregistrés sur bande magnétique, les entretiens ont été récemment numérisés. Cette phase de numérisation a été l'occasion d'une réécoute intégrale de manière à élaborer un « **relevé chronothématique** ». Ce document, mis à disposition des chercheurs, comprend une partie descriptive de l'entretien, une biographie du témoin et un canevas de l'entretien, incluant le plan d'ensemble et les thèmes abordés.

Les biographies, sauf mention contraire, ont été rédigées par les chargés de recherche de l'Institut, Émilia Robin et Cédric Francille, avec l'aide de plusieurs stagiaires de recherche (Sarah Anzilotti, Rosalia Bollen, Marion Bonneau, Agnès Casado, Emmanuelle Chiocca, Blandine Dos Santos, Olivia Hendriksen).

COMMENT UTILISER CE DICTIONNAIRE

Le présent volume compile l'ensemble de ces fiches descriptives, avec une description sommaire de l'entretien (durée, conditions d'accès, mots-clés, noms de lieux) et la biographie du témoin. **Cinq index thématiques** permettent d'explorer facilement ce corpus de près de 700 heures :

Index des noms de personnes.....	p. 312
Index des lieux.....	p. 318
Index des thèmes pompidoliens.....	p. 320
Index de politique extérieure.....	p. 322
Index des thèmes.....	p. 323

Les mots-clés et noms de lieux renvoient au corpus élaboré pour décrire les problématiques de la période pompidolienne et peuvent avoir, dans certains cas, un sens très spécifique lié à leur contexte.

CONSULTATION DES ENTRETIENS

Tous les entretiens sont déposés et consultables à l'Institut Georges Pompidou. L'écoute de certains témoignages (une vingtaine environ) est soumise à l'autorisation écrite du témoin ; la mention en figure dans la description de l'entretien.

L'Institut, centre de recherche situé au centre de Paris, est ouvert du lundi au vendredi, sur simple rendez-vous.

Contact :



Institut Georges Pompidou – 6 rue Beaubourg – 75004 Paris

recherche@georges-pompidou.org – <http://www.georges-pompidou.org>

PIERRE ACHARD

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	2 entretiens, durée : 4h19 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Chargé de mission – Comités interministériels – Conférence de La Haye (1969) – Conseils restreints – ENA – Entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun – Gouvernement Chaban-Delmas – PAC – Questions monétaires – SGCI
Noms de lieux	RFA

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Pierre Achard est né le 27 décembre 1934 à Paris. De 1954 à 1957, il étudie à l'Institut d'études politiques de Paris et à la faculté de droit ; il en sort licencié en droit et diplômé d'études supérieures d'économie politique et de sciences économiques. À sa sortie de l'Institut d'études politiques de Paris, il prépare le concours à l'École nationale d'Administration (ENA) où il est reçu en 1959. Après son service militaire dans la Marine nationale, en 1963, Pierre Achard intègre l'ENA, dans la promotion Stendhal. Il en sort en juin 1965 comme inspecteur des Finances (il sera promu inspecteur général des Finances en 1986).

En 1969, Pierre Achard est chargé de mission au Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne (SGCI), alors dirigé par Jean-René Bernard. De 1972 à 1976, il en est secrétaire général adjoint. Parallèlement, Pierre Achard est nommé chargé de mission auprès du ministre de l'Agriculture Christian Bonnet de 1974 à 1975. Puis, en 1976, il est nommé chargé de mission auprès de Jean de Lipkowski, ministre de la Coopération, avant de devenir directeur de cabinet d'André Rossi, ministre du Commerce extérieur, de 1976 à 1978. De 1978 à 1979, Pierre Achard est conseiller financier à Bonn. Il s'occupe plus particulièrement des questions financières pour les Pays-Bas et pour la République fédérale d'Allemagne.

De 1979 à 1981, Pierre Achard est appelé au cabinet du premier ministre Raymond Barre comme conseiller technique et financier pour les Affaires européennes. Parallèlement, il est secrétaire général du SGCI (9 mai 1979 au 20 avril 1982). Il devient ensuite conseiller financier à Rome pour l'Italie, la Grèce et les pays de l'ex-Yougoslavie (1983-1992) avant de retrouver le poste de conseiller financier à Bonn pour l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Europe du Nord.

DÉCORATIONS

Officier de la Légion d'honneur

Commandeur de l'ordre national du Mérite

ÉCRITS DU TÉMOIN

L'intégration économique européenne, Paris, FNSP, service de photocopie, 1983, 209 p.

Le Marché unique de 1992 : perspectives pour les banques, les assurances et le système financier français, Paris, Ministère de l'Économie, des Finances et de la Privatisation, 1987, 154 p.

ACHARD, Pierre, et BERNAT, Jean-Pierre, *Intelligence économique : mode d'emploi*, ADBS, Paris, 1998, 250 p.

La Dimension humaine de l'intelligence économique, Paris, Hermes Sciences publi., 2005, 256 p.

JEAN-PAUL ANGLÈS

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	2 entretiens, durée : 2h08 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Commerce international – Entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun – Livre sterling – Maladie présidentielle – Nomination de Georges Pompidou (1962) – Protocole – Ministère des Affaires étrangères – Questions monétaires – Référendum de 1972 – Voyage en Chine (1973) – Voyages présidentiels
Noms de lieux	Amérique latine – Royaume-Uni

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Jean-Paul Anglès est né le 9 septembre 1920 à Ambleville (Seine-et-Oise) et décédé le 9 mai 2012 à Paris. Son père, normalien et ancien député, est journaliste à Rome. Jean-Paul Anglès y étudie au lycée français. Son père lui ayant suggéré de s'essayer à la carrière diplomatique, il rentre à Paris au lycée Louis-le-Grand avant d'entamer ses études dans le supérieur. Lorsque Paul Reynaud devient président du Conseil en 1940 (avec le portefeuille de ministre des Affaires étrangères), son père est

nommé attaché à son cabinet au Quai d'Orsay. Jean-Paul Anglès part quant à lui à Bordeaux et y effectue son service dans les chantiers de jeunesse de 1941 à 1942, avant de rentrer à Paris pour continuer ses études. Il se cache plus ou moins l'année suivante afin d'éviter le Service du Travail Obligatoire (STO) tout en étant nommé attaché de consulat. Il quitte à nouveau Paris pour la Bretagne en juillet 1944 afin de s'engager et participer à la résistance depuis l'Angleterre.

Il rentre en France en 1945 après l'arrivée des troupes françaises. Il est alors promu attaché d'ambassade. Dès 1948 et jusqu'en 1952, il est nommé chef adjoint du cabinet de Robert Schuman, alors ministre des Affaires étrangères, très attaché à la réconciliation avec l'Allemagne. Il est ensuite nommé premier secrétaire à Santiago du Chili jusqu'en 1954. Il est finalement en poste à l'administration centrale à Paris une demi-douzaine de mois, au tournant des années 1954-1955, dans une direction d'Afrique du Nord dirigée par Geoffroy de Courcel, puis passe un an et demi, soit de 1955 à 1956, dans la capitale éthiopienne en tant que premier secrétaire. Il est ensuite en poste à l'administration centrale jusqu'en 1957 avant d'être nommé deuxième conseiller à Rabat de 1957 à 1962. C'est donc depuis le Maroc qu'il observe l'avènement de la V^e République, ainsi que la guerre d'Algérie.

Le témoin confesse n'avoir que peu entendu parler de Georges Pompidou avant avril 1962 et fut donc très surpris que le Président de l'époque l'ait pris pour succéder à Michel Debré. Il le connaissait comme collaborateur du général de Gaulle et n'imaginait pas qu'après ses années à la banque Rothschild il puisse reprendre une activité politique. Spécialiste de l'Amérique du Sud du fait de son expérience chilienne, il se voit finalement envoyé comme premier conseiller à Rio de Janeiro à partir de décembre 1962 et ce jusqu'en 1965. Il y vit ainsi de près la « guerre de la langouste » qui prend une acuité plus grande dès le tournant 1962-1963, traduisant la perte d'influence économique et financière de la France au profit des États-Unis. Après ce second séjour en Amérique latine, Jean-Paul Anglès est nommé Premier conseiller à l'ambassade de France à Londres en 1965 pour le gaulliste Geoffroy de Courcel, d'octobre 1965 jusqu'en 1972. Il gère ainsi à cette période le veto du président de Gaulle à l'entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE en 1967, vit de loin le mouvement de mai 1968 et doit une fois de plus apaiser les tensions franco-britanniques liées à la dévaluation du franc en août 1969. Il devient ministre plénipotentiaire conseiller près l'ambassade de France à Londres en 1969.

En 1972, il est nommé chef du protocole et donc rappelé à Paris. Il est alors en charge de l'organisation des déplacements du Président de la République et du Premier Ministre ainsi que des visites des chefs d'État et de gouvernement étrangers.



DÉCORATIONS

Chevalier de la Légion d'honneur

Officier de l'ordre national du Mérite

JEAN AUBRY

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	4 entretiens, durée : 5h30 – Librement consultable
Autres archives	CHEFF : archives orales (21h00)
Mots-clés	Accords de Grenelle (1968) – Affaires sociales – Agriculture – Airbus – Aménagement du territoire – Choc pétrolier de 1973 – Concorde – Conseil d'État – Construction européenne – Déclarations de Rome et de Genève – Dévaluation de 1969 – Disparition du général de Gaulle (1968) – Élections présidentielles de 1969 – Mai 1958 – Mai 1968 – MRP – Nouvelle Société – Ordonnances de 1967 – PAC – Participation – Plan – Plan Calcul – Portrait de Georges Pompidou – Référendum de 1969 – Relations entre Pompidou et de Gaulle – Secrétariat général du Gouvernement – SGCI
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Jean Aubry est né le 13 septembre 1920 à Paris, dans une famille lorraine industrielle établie à Paris. Il obtient sa licence d'histoire à l'automne 1939, sa licence de droit à l'automne 1940. Il entame alors des études supérieures de droit à Lyon, interrompues pour passer le concours du ministère des Finances afin de subvenir aux besoins de sa famille. Jean Aubry devient ainsi rédacteur à l'administration centrale du ministère des Finances en 1942. Cette affectation au ministère des Finances ne dure pas, car une fois la guerre finie il est appelé par Jean Letourneau pour travailler à son cabinet en tant qu'attaché parlementaire. Ce dernier est successivement Ministre des PTT, du Commerce et de la Reconstruction. Jean Aubry le suit dans ses différentes fonctions, et se spécialise dans les questions socio-économiques, malgré sa formation initiale de juriste.

Bien qu'il n'ait jamais exercé de fonctions politiques lui-même, il a pu avoir une proximité étroite avec les hommes de la vie politique française et connaît de l'intérieur les institutions de la IV^e et V^e République en tant que haut fonctionnaire. C'est ainsi qu'il se retrouve dans des cabinets ministériels presque sans interruption de 1947 à 1950, puis, après ses années en Indochine, en 1955 et 1956, en travaillant respectivement au ministère de la Justice (1948), comme attaché au cabinet du garde des Sceaux, au cabinet du ministre de la Marine marchande (1948), au cabinet du ministre de la France outre-mer (1949) ; au cabinet du ministre d'État chargé des relations avec les États associés (1950) ; puis au cabinet du secrétaire d'État aux Affaires économiques en 1955 et 1956. Enfin, il entre officieusement comme chargé de mission à la cellule économique au cabinet De Gaulle en juin 1958 et s'y occupe des affaires sociales. C'est à ce moment-là qu'il rencontre Georges Pompidou.

L'année suivante il retourne au ministère des Finances, pour travailler comme conseiller technique au cabinet de Pierre Pflimlin. Il y continue sa carrière au Service des Études Économiques et Financières de la Direction du Trésor jusqu'en 1964. Ainsi, il poursuit sa carrière dans la haute administration économique et financière sous la V^e République, notamment comme conseiller pour les affaires économiques du Secrétariat général du Gouvernement.

Outre ce niveau national, il défend internationalement les positions du gouvernement français en matière économique, quand il fait partie de la délégation française à l'OCDE de 1959 à 1964. Simultanément il a l'occasion de déployer son expertise économique au sein du Comité des experts en conjoncture auprès de la commission de la CEE. Ces responsabilités successives lui permettent d'accéder au poste de conseiller pour les Affaires Économiques au Secrétariat général du Gouvernement, poste qu'il occupe de 1965 à 1976, avant de terminer sa carrière comme trésorier-payeur général.

■ DÉCORATIONS

Officier de la Légion d'honneur

■ ÉCRITS DU TÉMOIN

Compte-rendu du colloque « Georges Pompidou, hier et aujourd'hui. Témoignages. Colloque des 30 novembre et 1^{er} décembre 1989 sous la présidence de Pierre Messmer », *France-Forum*, n° 269-270, avril-juin 1991, p. 37-40.

« Témoignage sur les questions économiques et financières » dans LACHAISE, Bernard, LE BÉGUEC, Gilles, et TURPIN, Frédéric (dir.), *Georges Pompidou : directeur de cabinet du général de Gaulle. Juin 1958-Janvier 1959*, Bruxelles, Peter Lang, 2006, p. 117-125.

MICHEL AURILLAC

■ DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	2 entretiens, durée : 1h54 – Librement consultable
Autres archives	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Archives nationales : 365 AP ◆ Programme interministériel « Histoire et Évaluation des villes nouvelles » : entretien (2004)
Mots-clés	Administration du territoire – CODER – Élections législatives de 1968 – Élections présidentielles de 1974 – Portrait de Georges Pompidou – Préfets – Réforme régionale de 1972 – Villes nouvelles
Noms de lieux	Région parisienne

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Michel Aurillac, né le 11 juillet 1928 à Marseille, est le fils de Jean Aurillac, administrateur des services civils en Indochine de 1928 à 1945, qui devient ensuite diplomate, consul général à Singapour en mai 1958, puis ambassadeur de France en Albanie de 1961 à 1963. Du fait des fonctions de son père, le jeune Michel Aurillac passe son enfance en Indochine. La plus grande partie de sa scolarité se déroule au collège de la Providence, tenu par les pères des missions étrangères en Indochine. Durant la guerre, il est emprisonné un an dans un camp japonais, après quoi il rejoint Bordeaux pour terminer ses études secondaires.

Michel Aurillac entre ensuite à l'Institut d'Études Politiques (IEP) de Paris d'où il sort diplômé en 1949. Après un premier échec en 1950, Michel Aurillac intègre l'École Nationale de l'Administration (ENA) le 1^{er} janvier 1951, dans la promotion Paul Cambon. Il effectue son stage à la préfecture de Saint-Étienne (Loire), sous la tutelle du préfet Roger Moris. De juillet 1956 à avril 1957, Michel Aurillac effectue un service militaire de six mois à l'école des officiers de Saumur.

Le 1^{er} octobre 1953, Michel Aurillac entre au Conseil d'État comme auditeur. Il fait son apprentissage auprès du maître des Requêtes, Georges Pompidou. Michel Aurillac passe alors six mois auprès de Georges Pompidou, à ses côtés presque quotidiennement. Michel Aurillac sera d'ailleurs la dernière personne formée par Georges Pompidou au Conseil d'État puisque celui-ci rejoint la banque Rothschild en décembre 1953. De 1957 à 1958, Michel Aurillac est brièvement conseiller technique au cabinet du secrétaire d'État auprès du ministre de l'Algérie, Abdelkader Barakrok.

En 1958, il est choisi par Michel Debré pour entrer dans le groupe de travail chargé de l'élaboration de la nouvelle Constitution, où il s'occupe plus particulièrement des textes sur la Communauté et les relations entre la France et l'Outre-Mer. En 1959, à la demande de Georges Pompidou, Michel Aurillac est nommé directeur du cabinet de Léopold Sédar Senghor, alors ministre-conseiller du gouvernement de Michel Debré. Il est notamment envoyé pour une mission d'un an en Afrique équatoriale pour participer à l'élaboration des constitutions du Togo, du Tchad, du Gabon et de la République Centrafricaine. Il aide également à mettre en place les institutions de la Fédération du Mali. Le 18 novembre 1960, Michel Aurillac est nommé Président de la section du contentieux de la Cour suprême du Sénégal. Il est aussi conseiller juridique auprès de Léopold Sédar Senghor, Président de la République du Sénégal depuis le 5 septembre 1960.

En 1963, Michel Aurillac est réintégré au Conseil d'État pour quelques mois avant d'être appelé au cabinet du Premier ministre, Georges Pompidou. Du 23 octobre 1963 au 17 septembre 1965, il est ainsi nommé conseiller technique auprès du premier ministre. Le cabinet du Premier ministre est alors dirigé par François-Xavier Ortoli. Michel Aurillac s'occupe des affaires institutionnelles, des affaires de l'Intérieur et de la justice. Notamment, il est chargé des problèmes juridiques que posent les réformes. Il traite en particulier de la réforme départementale avec Paul Delouvrier, délégué général au District de la Région de Paris.

En octobre 1965, Michel Aurillac est détaché en qualité de préfet de l'Indre. Il entame une carrière préfectorale qui dure douze ans. Ainsi de 1969 à 1977, il est successivement Secrétaire général de la préfecture de la région parisienne, préfet de l'Essonne, préfet de la région Picardie, préfet de la Somme, préfet de la région Provence-Côte d'Azur et enfin préfet des Bouches-du-Rhône de 1976 à 1977. De mars 1971 à mars 1977, il est également conseiller municipal de Ribérac (Dordogne). Le 15 mars 1973, Michel Aurillac est appelé comme chargé de mission dans le cabinet du Premier ministre, Pierre Messmer. Le 30 mai 1974, Michel Aurillac est nommé directeur de cabinet de Michel Poniatowski, alors ministre de l'Intérieur.

En 1978, Michel Aurillac est nommé Conseiller d'État. Lors des élections législatives de mars 1978, Michel Aurillac se présente dans la première circonscription de l'Indre sous les couleurs du Rassemblement pour la République (RPR). Il est élu le 19 mars 1978 et son mandat prend fin le 22 mai 1981. Lors des élections législatives de mars 1986, Michel Aurillac se représente dans la première

circonscription de l'Indre. Il est à nouveau élu. Mais quelques jours après son élection du 16 mars 1986, il est nommé membre du Gouvernement et abandonne ses fonctions de député, remplacé par Henri Louet.

Du 20 mars 1986 au 9 mai 1988, Michel Aurillac est ministre de la Coopération dans le gouvernement Jacques Chirac. Sa nomination s'explique avant tout par son ancienne carrière africaine, garant d'une certaine continuité dans la diplomatie d'Outre-Mer. Michel Aurillac poursuit les grandes lignes de la politique de coopération française. Pour Michel Aurillac, les relations franco-africaines constituent l'un des principaux vecteurs de la puissance française sur la scène internationale.

Il est également le fondateur du Club 89 et son président d'honneur depuis 1993. Et depuis 1997, il est vice-président de la cour d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale.

■ DÉCORATIONS

Officier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

■ ÉCRITS DU TÉMOIN

L'Évolution humaine de Ribérac, Dordogne, mémoire de fin de cycle, Institut d'Études Politiques de Paris, 1949, non paginé.

« Le Général de Gaulle, de l'Empire à la décolonisation », dans *Itinéraires : études en l'honneur de Léo Hamon*, Paris, Economica, 1982, p. 5-12.

Libérer la communication, Paris, Albatros, 1984, 301 p.

Le Royaume oublié, Paris, Olivier Orban, 1986, 396 p. (prix Narcisse Michaut de l'Académie française, 1987).

L'Afrique à cœur : la coopération, un message d'avenir, Paris, Berger-Levrault, 1987, 264 p.

AURILLAC, Michel, et VERMANDE, François, *Alarme, citoyens !*, Paris, Plon, 1993, 280 p.

L'Arbre de vie, Montréal, Éditions Hurtubise, 2006, 584 p.

ÉDOUARD BALLADUR

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	3 entretiens, durée : 5h50 – Soumis à l'autorisation du témoin
Autres archives	Archives nationales : 543 AP
Mots-clés	Accords de Grenelle (1968) – Actionnariat ouvrier – Affaire Markovic – Affaires sociales – Aménagement du territoire – ANPE – Assises de Lille (1967) – Avortement – Cabinet politique – Cabinet technique – Cellule économique – Champions nationaux – Chômage – Cinéma – Commission européenne – Conseiller technique – Déconcentration/décentralisation – Déclarations de Rome et de Genève – Départ de Matignon (juillet 1968) – Dévaluation de 1969 – Églises – Élections législatives de 1967 – Élections législatives de 1968 – Élections législatives de 1973 – Élections présidentielles de 1965 – Élections présidentielles de 1969 – Emploi – Entourage – Environnement – Famille – Gaullistes de gauche – Institutions – Jeunesse – Latour-Maubourg – Lip – Mai 1968 – Majorité – Maladie présidentielle – Ministère des Affaires sociales – Notes – Nouvelle Société – Opposition – Ordonnances de 1967 – ORTF – Ouverture – PAC – Parlement – Participation – Pétrole – Plan – Politique contractuelle – Prix – Programme commun de la gauche – Questions monétaires – Quinquennat – Référendum de 1969 – Référendum de 1972 – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Relations entre Pompidou et de Gaulle – Relations entre Pompidou et Messmer – Religions – Républicains indépendants – Salaires – Secrétariat général de la Présidence – Syndicats – Système monétaire international – UDR – Union économique et monétaire – Université – UNR
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Édouard Ballardur est né le 2 mai 1929 à Smyrne (Turquie). Ses parents regagnent la métropole en 1935, avec leurs cinq enfants, et s'installent à Marseille. Édouard Ballardur y étudie au lycée Thiers, avant de faire la faculté de droit d'Aix-en-Provence puis l'IEP de Paris. Il intègre l'ENA en 1955 (promotion France-Afrique). À la sortie de l'ENA, Édouard Ballardur devient auditeur au Conseil d'État (1957), affecté à la première sous-section du contentieux et à la section des travaux publics, puis maître des requêtes en 1963. De 1962 à 1963, il est conseiller auprès du directeur général de la RTF (Robert Bordaz).

Il entre au cabinet de Georges Pompidou Premier ministre comme chargé de mission en 1964 pour les affaires sociales. Nommé conseiller technique en 1966 pour les affaires sociales, juridiques et administratives au cabinet du Premier ministre, il fait partie des fidèles qui entourent Georges Pompidou durant la crise de mai 1968, notamment lors des négociations de Grenelle. Il poursuit sa collaboration avec Georges Pompidou, redevenu député du Cantal et fait partie des membres de son

cabinet boulevard Latour-Maubourg. Sous la présidence de Georges Pompidou, Édouard Balladur est nommé secrétaire général adjoint (1969) puis secrétaire général de la présidence de la République (mars 1973-avril 1974).

Après le décès du Président Pompidou, il réintègre le conseil d'État (il est nommé conseiller d'État en 1984), puis entame une carrière de chef d'entreprise : PDG de la Générale de service informatique (GSI) de 1977 à 1986, filiale de la CGE, et de la Compagnie européenne d'accumulateurs (CEAC) de 1980 à 1986, où il succède à Georges Pébereau.

À partir de 1986, il rejoint la politique. Il est élu député (RPR) de Paris en mars 1986, avant d'être nommé ministre d'État, ministre de l'Économie, des Finances et de la Privatisation dans le Gouvernement Chirac de 1986 à 1988. Il sera ensuite Premier ministre de 1993 à 1995 (deuxième cohabitation). Édouard Balladur est candidat à l'élection présidentielle de 1995 ; il est éliminé à l'issue du premier tour où il recueille 18,58% des suffrages exprimés. Par la suite, il est constamment réélu député de Paris en 1995, 1997 et 2002. Il ne se représente pas aux élections législatives de 2007 mais continue à s'impliquer dans la vie de l'État, notamment sous la présidence de Nicolas Sarkozy (président du Comité de réflexion sur la modernisation et le rééquilibrage des institutions en 2007, président du Comité pour la réforme des collectivités locales en 2008-2009). Il fut également conseiller de Paris de 1989 à 2008.

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Premier ministre (29 mai 1993-11 mai 1995)

Ministre d'État, ministre de l'Économie, des Finances et de la Privatisation (20 mars 1986-12 mai 1988)

Député de Paris (23 juin 1988-1^{er} mai 1993, 24 septembre 1995-19 juin 2007)

Conseiller de Paris (20 mars 1989-16 mars 2008)

DÉCORATIONS

Grand officier de la Légion d'honneur

Grand-Croix de l'ordre national du Mérite

ÉCRITS DU TÉMOIN

L'Arbre de Mai, Paris, Marcel Jullian, 1979, 367 p.

Je crois en l'homme plus qu'en l'État, Paris, Flammarion, 1987, 283 p.

Passion et longueur de temps : conversations avec Jean-Pierre Elkabbach, Paris, Fayard, 1989, 372 p.

Douze lettres aux Français trop tranquilles, Paris, Fayard, 1990, 230 p.

Des modes et des convictions, Paris, Fayard, 1992, 246 p.

Dictionnaire de la réforme, Paris, Fayard, 1992, 297 p.

Deux ans à Matignon, Paris, Plon, 1995, 269 p.

Caractère de la France, Paris, Plon, 1997, 223 p.

Pour une voie nouvelle, Paris, Plon, 1998, 125 p.

« L'élaboration de l'ordonnance du 17 août 1967 sur la participation aux fruits de l'expansion dans l'entreprise », *Cahiers de la Fondation Charles de Gaulle*, « La participation dans l'entreprise », no 5, 1998, p. 11-24.

L'avenir de la différence, Paris, Plon, 1999, 185 p.

Renaissance de la droite : pour une alternance décomplexée, Paris, Plon, 2000, 141 p.

La mondialisation, l'euro et le système monétaire mondial, Paris, Institut français de relations internationales, 2000, 51 p.

Les Aventuriers de l'histoire : des réformateurs heureux et malheureux, Paris, Plon, 2001, 368 p.

Jeanne d'Arc et la France, le mythe du sauveur, Paris, Fayard, 2003, 226 p.

La fin de l'illusion jacobine, Paris, Fayard, 2005, 157 p.

Machiavel en démocratie : mécanique du pouvoir, Paris, Fayard, 2006, 185 p.

L'Europe autrement, Paris, Fayard, 2006, 157 p.

Laissons de Gaulle en paix !, Paris, Fayard, 2006, 151 p.

Pour une V^e République plus démocratique, Paris, La Documentation française, 2008, 267 p.

Le pouvoir ne se partage pas. Conversations avec François Mitterrand, Paris, Fayard, 2009, 435 p.

« La participation, une idée d'avenir ? », *Espoir*, no 167, hiver 2011-2012, p. 7-13.

La Liberté a-t-elle un avenir ?, Paris, Fayard, 2012, 156 p.

La Tragédie du pouvoir : le courage de Georges Pompidou, Paris, Fayard, 2013, 340 p.

RAYMOND BARRE

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	2 entretiens, durée : 1h10 – Librement consultable
Autres archives	Archives d'histoire contemporaine de Sciences Po : Fonds Raymond Barre
Mots-clés	Charbonnages – Conférence de La Haye (1969) – Construction européenne – Dévaluation de 1969 – Énergie – Enseignement supérieur – Grève des mineurs de 1963 – Image de Georges Pompidou – Institutions européennes – Livre sterling – Mai 1968 – Mineurs – PAC – Participation – Politique des revenus – Questions monétaires – Système monétaire international – Union économique et monétaire
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Raymond Barre est né le 12 avril 1929 à Saint-Denis-de-la-Réunion, où il fait ses études secondaires, avant d'aller faire ses études supérieures à Paris. Il en sort agrégé de droit et de sciences économiques, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Raymond Barre commence sa carrière comme professeur de droit et de sciences économiques de Caen (1950), puis à l'Institut d'études politiques de Paris (1961). En 1958, il est nommé directeur du service de recherche sur l'activité économique de la Fondation nationale des Sciences politiques.

En 1959, il devient directeur de cabinet de Jean-Marcel Jeanneney, successivement ministre de l'Industrie et du Commerce (1959) puis ministre de l'Industrie (1959-1962). Raymond Barre est ensuite membre du conseil du CERC (Centre d'études des revenus et des coûts) auprès du Commissariat général du Plan (1966).

De 1967 à 1973, il est vice-président de la Commission unique des Communautés européennes, responsable des affaires économiques et financières. Il s'y intéresse notamment aux projets d'unification économique et monétaire ; les deux « plan Barre » serviront de base au plan Werner. En 1973, il est nommé membre du Conseil général de la Banque de France.

Sous Valéry Giscard d'Estaing, Raymond Barre accède à des fonctions politiques de premier plan, comme Premier ministre d'août 1976 à mai 1981, cumulant ce poste avec celui de ministre de l'Économie et des finances d'août 1976 à avril 1978. Il est également député du Rhône de 1978 à 2002, conseiller régional de la région Rhône-Alpes de 1986 à 1991, et enfin maire de Lyon de 1995 à 2001. Enfin, Raymond Barre a été candidat à l'élection présidentielle en 1988, où il obtient 16,54% des voix au premier tour. En 2001, Raymond Barre est élu membre de l'Académie des sciences morales et politiques, au fauteuil d'Alain Peyrefitte. Il décède le 25 août 2007.

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Ministre du Commerce extérieur (12 janvier-25 août 1976)

Premier ministre (25 août 1976-13 mai 1981)

Ministre de l'Économie et des Finances (27 août 1976-3 avril 1978)

Député du Rhône : Lyon (1978-2002)

Maire de Lyon (1995-2001)

Conseiller régional de Rhône-Alpes (1986-1991)

DÉCORATIONS

Chevalier de la Légion d'honneur

Grand-Croix de l'ordre national du Mérite

Chevalier du Mérite agricole

ÉCRITS DU TÉMOIN

Traité d'Économie Politique, Paris, PUF, coll. « Thémis ». Première édition en 1959, plus de quinze rééditions, traductions en espagnol, portugais, russe et arabe.

Une politique pour l'avenir, Paris, Plon, 181, 244 p.

Réflexions pour demain, Paris, Hachette, 1984, 473 p.

Au tournant du siècle : principes et objectifs de la politique étrangère, Paris, Plon, 1987, 259 p.

Question de confiance, entretiens avec Jean-Marie Colombani, Paris, Flammarion, 1988, 345 p.

Un goût de liberté, Paris, Jean-Claude Lattès, 2000, 258 p.

Entretiens avec Jean-Michel Djian, Flammarion, 2001, 281 p.

L'Expérience du pouvoir, conversations avec Jean Bothorel, Paris, Fayard, 2007, 350 p.

JACQUES BARROT

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 0h52 - Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Centre Démocratie et Progrès - Centrisme - Élections législatives de 1967 - Élections législatives de 1973 - Élections présidentielles de 1969 - Élections présidentielles de 1974 - Mai 1968 - Nouvelle Société - Référendum de 1969 - Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas
Noms de lieux	Haute-Loire

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Jacques Barrot est né le 3 février 1937 à Yssingeaux (Haute-Loire) et décédé le 3 décembre 2014 à Neuilly-sur-Seine. Son père, Noël Barrot, était député MRP de Haute-Loire. En mars 1965, Jacques Barrot est élu conseiller municipal d'Yssingeaux. L'année suivante, il est élu conseiller général de la Haute-Loire pour le canton d'Yssingeaux, avant d'en devenir président en 1976 ; il occupera ces fonctions jusqu'à sa démission en avril 2004. Sa carrière locale se concrétise lorsqu'il devient adjoint au maire d'Yssingeaux, en mars 1971. Il le restera jusqu'en 1989, date à laquelle il est élu maire. Il est constamment réélu jusqu'en 2001, date à laquelle il ne se représente pas. Il s'engage de multiples manières dans la vie de sa circonscription, notamment comme Président du Comité départemental du tourisme de la Haute-Loire de 1971 à 1996 puis comme président du Comité d'expansion de la Haute-Loire de 1976 à 2005.

En 1967, à l'âge de 30 ans, Jacques Barrot est élu député de Haute-Loire, succédant à son père décédé dans l'exercice de ses fonctions l'année précédente ; il sera réélu en 1968. Il s'inscrit au groupe parlementaire PDM puis Union centriste. C'est un fidèle de Jacques Duhamel. Son

engagement dans le mouvement centriste se traduit notamment par son accession, en décembre 1967, au comité du Centre démocrate, avant de devenir secrétaire général du Centre Démocratie et Progrès de juin 1973 à mai 1976. Il fait partie des instances dirigeantes du CDS et de l'UDF. En 2002, Jacques Barrot est l'un des membres du conseil des fondateurs de l'UMP.

Jacques Barrot est constamment réélu député de la Haute-Loire de 1967 à 2004, fonctions qu'il abandonne pour exercer des fonctions ministérielles durant tout le mandat présidentiel de Valéry Giscard d'Estaing (il est successivement secrétaire d'État près du ministère de l'Équipement, ministre du Commerce et de l'Artisanat et ministre de la Santé et de la Sécurité sociale). Il sera de nouveau appelé au gouvernement par Alain Juppé, occupant les fonctions de ministre du Travail de 1995 à 1997. Sa carrière prend une dimension internationale au printemps 2004 lorsqu'il devient commissaire européen chargé de la politique régionale et de la réforme des institutions, en remplacement de Michel Barnier démissionnaire. En novembre, il est élu vice-président de la Commission européenne, chargé des transports, poste qu'il occupe jusqu'en mai 2008. Il devient alors vice-président de la Commission européenne, chargé de la justice, de la liberté et de la sécurité et des affaires intérieures. Le 12 mars 2010, Jacques Barrot est nommé membre du Conseil constitutionnel.

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

1965-1971 : conseiller municipal d'Yssingaux

1966-2004 : conseiller général de la Haute-Loire pour le canton d'Yssingaux

1967-1974, 1981-1995, 1997-2004 : député de la Haute-Loire

1971-1989 : adjoint au maire d'Yssingaux

Juin 1974-mars 1978 : secrétaire d'État près du ministère de l'Équipement

Avril 1978-juillet 1979 : ministre du Commerce et de l'Artisanat

Juillet 1979-mai 1981 : ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Mai 1995-juin 1997 : ministre du Travail

Avril-novembre 2004 : commissaire européen chargé de la politique régionale et de la réforme des institutions

Novembre 2004-mai 2008 : vice-président de la Commission européenne, chargé des transports

Mai 2008-février 2010 : vice-président de la Commission européenne, chargé de la justice, de la liberté et de la sécurité et des affaires intérieures

DÉCORATIONS

Officier de la Légion d'honneur

ÉCRITS DU TÉMOIN

Les Pierres de l'avenir, Paris, France-Empire, 1978, 287 p.

BARNIER, Michel, BARROT, Jacques, PERBEN, Dominique, et RAFFARIN, Jean-Pierre, *Notre contrat pour l'alternance*, Paris, Plon, 2001, 186 p.

L'Europe n'est pas ce que vous croyezt, Paris, Albin Michel / Fondation Robert Schuman, 2007, 243 p.

MAURICE BÉJART

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 0h41 – Librement consultable
Autres archives	Fondation Maurice Béjart (Lausanne)
Mots-clés	Art et culture – Exposition 72/72 – Mai 1968 – Portrait de Georges Pompidou – Projet Beaubourg – Théâtre
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Maurice Béjart est né le 1^{er} janvier 1927 à Marseille et mort le 22 novembre 2007 à Lausanne. De son vrai nom Maurice-Jean Berger, c'est le fils du philosophe Gaston Berger. Il entame une carrière de danseur en 1946, à l'âge de 19 ans, se formant auprès de Janine Charrat, Roland Petit, Léo Staats, Solange Schwarz, avant de rejoindre l'International Ballet de Londres où il incarne tous les grands rôles du répertoire. Une tournée en Suède est pour lui l'occasion de découvrir l'expressionnisme en danse. Tout au long de sa vie, il n'aura de cesse de s'inspirer des cultures et des musiques, contemporaines comme traditionnelles. Il se lance alors dans la chorégraphie, créant une compagnie dès 1954, le Ballet de l'Étoile qui devient Ballet-Théâtre de Paris en 1957. Deux spectacles, « Symphonie pour un homme seul » en 1955 et surtout « Le Sacre du Printemps » en 1959, lui apportent la notoriété.

En 1960 il crée à Bruxelles sa première compagnie, le Ballet du XX^e siècle, compagnie internationale qui se produit dans le monde entier et multiplie les créations. Il fonde également en 1970 l'école Mudra, qui formera de nombreux chorégraphes. Le Ballet du XX^e siècle s'installe en 1987 à Lausanne et devient le Béjart Ballet Lausanne. En 1992, Maurice Béjart fonde l'École-Atelier Rudra-Béjart, dont la discipline est inspirée par la spiritualité indienne.

La carrière de Maurice Béjart a été couronnée par de nombreux prix et récompenses, en France comme à l'étranger : Grand Prix national de la Musique en 1970, prix Érasme de la Danse en 1974, grand prix de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques à Dakar en 1980, Ordre du Soleil Levant (Japon) en 1986, Grand officier de la Couronne de Belgique en 1988, Praemium royal de la Japan Art Association en 1993, prix de l'Association allemande des professionnels de la Danse en 1994, élection à l'Académie des Beaux-Arts en 1994.

Outre ses activités de chorégraphe, Maurice Béjart a également été metteur en scène pour le théâtre et l'opéra, et auteur de plusieurs ouvrages (mémoires et entretiens, romans, pièces de théâtre, regards sur la danse, etc.).

DÉCORATIONS

Ordre du Soleil Levant (Japon)

Ordre de la couronne de Belgique

ÉCRITS DU TÉMOIN

Mathilde ou le temps perdu, Paris, Julliard , 1963

L'autre chant de la danse. Ce que la nuit me dit, Paris, Flammarion, 1974, 224 p.

Un instant dans la vie d'autrui. Mémoires I, Paris, Flammarion, 1979, 289 p.

BÉJART, Maurice, et BERGER, Gaston, *La mort subite. Journal intime*, Séguier, 1990, 240 p.

Cap Rudra. Entretien de Maurice Béjart avec Jean-Pierre Pastori, sous le regard photographique de Mireille Darc et Richard Melloul, Lausanne, éditions Plume, 1992, 160 p.

Le Ballet des mots, Paris, Les Belles Lettres/Archimbaud, 1994, 497 p.

Mémoires II. La Vie de qui ?, Paris, Flammarion, 1998, 279 p.

L'Esprit danse. Entretiens avec René Zahnd, La Bibliothèque des Arts, 2000, 220 p.

Lettres à un jeune danseur, Arles, Actes Sud, 2001, 45 p.

ROBERT, Michel, *Conversations avec Maurice Béjart*, La Renaissance du Livre, 2000, 179 p.

BÉJART, Maurice, et ROBERT, Michel, *Ainsi dans Zarathoustra*, Arles, Actes Sud, 2006, 203 p.

BÉJART, Maurice, et ROBERT, Michel, *Maurice Béjart, une vie : derniers entretiens*, La Waterloo, Renaissance du Livre, 2009, 301 p.

JEAN BÉLIARD

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 1h19 - Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Élections présidentielles de 1965 - Médias - ORTF - Service de presse - Voyages présidentiels
Noms de lieux	États-Unis - RFA - URSS

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Jean Béliard est né le 22 mars 1919 à Colmar (Haut-Rhin) et est décédé le 7 décembre 2010 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Après des études secondaires au lycée de Colmar, il entreprend des études de droit à la Faculté de Strasbourg, puis à la Faculté de Paris. Il en sort licencié en droit, breveté des hautes études administratives et diplômé supérieur d'économie politique.

Encore étudiant, Jean Béliard rejoint la Résistance. Dès 1940, il intègre les services secrets de la France Libre en métropole. Plus particulièrement, il est officier de liaison auprès de la VII^e Armée des États-Unis. En novembre 1941, il est arrêté et condamné à 25 mois de détention. Il est ensuite déporté au « Struthoff », seul camp de concentration sur le territoire français (Natzweiler, Bas-Rhin). Toutefois Jean Béliard parvient à s'évader et rejoint Alger. Il participe ensuite au débarquement de Provence d'août 1944 dans les rangs de la 1^{re} Division de la France Libre (DFL) en tant que sous-lieutenant.

En 1945, bilingue en anglais et décoré de deux prestigieuses *Bronze Star Medals*, Jean Béliard débute sa carrière diplomatique comme attaché à l'ambassade de France à Washington. En 1949, il est premier secrétaire de la Délégation française à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Deux ans plus tard, en 1951, il est nommé directeur adjoint du service de presse et d'information de l'OTAN. En 1953, Jean Béliard devient consul de France à Detroit, aux États-Unis. Il est ensuite nommé directeur adjoint du service de presse et d'information du Quai d'Orsay en 1955. Puis il repart aux États-Unis comme consul général de France à Chicago en 1957. Lors de la visite aux États-Unis du Président de Gaulle en avril 1960, à la demande de l'ambassadeur Hervé Alphand, Jean Béliard lui sert à plusieurs reprises d'interprète.

À partir de janvier 1964, Alain Peyrefitte propose à Jean Béliard de prendre la direction générale de Radio Monte-Carlo (RMC). Il s'agissait de confier la direction de RMC à un gaulliste convaincu pour toute la durée des élections présidentielles dans l'éventualité où le général de Gaulle se représenterait. Jean Béliard est donc détaché administrativement par le Quai d'Orsay à la direction de RMC de 1964 à 1966. Toutefois, il se heurte aux réticences du personnel de RMC et ne parvient pas à couvrir les élections présidentielles de la manière escomptée.

En 1966, Jean Béliard repart aux États-Unis pour être chef, en résidence à New York, des services de presse et d'information de l'ambassade de France à Washington. En 1967, il est nommé ministre plénipotentiaire. Le 10 décembre 1968, Jean Béliard est nommé consul général de France à New York.

À partir d'avril 1969, sous la présidence de Georges Pompidou, Jean Béliard rentre en France pour être directeur des services de presse et d'information au ministère des Affaires étrangères. Il y reste jusqu'en 1973. Dans ce service, Jean Béliard est à la tête d'une trentaine de personnes. Sa tâche consiste à lire tous les télégrammes envoyés de l'étranger. Il donne ensuite lors d'une conférence de presse quotidienne un compte-rendu de ces télégrammes. Généralement, l'après-midi est consacrée aux journalistes étrangers. À ce poste, Jean Béliard est également en relation avec l'Élysée. Il est ainsi porte-parole du président pour les affaires étrangères. Il est ainsi détaché du Quai d'Orsay pour organiser et accompagner le Président dans ses déplacements. Il s'occupe, par exemple, de l'organisation du voyage présidentiel de Georges Pompidou aux États-Unis en 1970. À ce moment-là, sans être interprète, il traduit plusieurs interviews données par le Président à la presse américaine. De la même manière, il organise les voyages présidentiels en RFA les 3 et 4 juillet 1970 et en URSS du 6 au 13 octobre 1970. À l'Élysée, ses interlocuteurs les plus fréquents sont Michel Jobert, Georges Gaucher et Simonne Servais.

Son poste de directeur des services de presse et d'information au ministère des Affaires étrangères comprend également la fonction d'administrateur de plusieurs agences de presse telles qu'Havas, ainsi que de la radio Europe n°1. Du fait de ce poste de directeur des services de presse, Jean Béliard est souvent considéré comme un spécialiste de la presse parmi les diplomates.

À partir de 1973, Jean Béliard est successivement ambassadeur de France au Mexique (1973-1977), puis ambassadeur de France au Brésil (1977-1981) et ambassadeur de France au Canada (5 mai 1981-1984). En 1977, il est nommé ministre plénipotentiaire hors classe.

Il exerce ensuite de nombreuses fonctions, mêlant souvent sa compétence de diplomate et sa connaissance des services de presse. Ainsi, de 1984 à 1989, il est président de *France-Amérique*, le journal français des États-Unis. En 1986, il est également directeur du service de presse de l'Association pour la candidature aux Jeux Olympiques puis directeur des Jeux Olympiques en 1987.

■ DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'honneur

Commandeur de l'ordre national du Mérite

Croix de guerre 39-45

Médaille de la Résistance

Médaille des évadés

Officier de l'Étoile noire

Bronze Star Medal

■ ÉCRITS DU TÉMOIN

Le voyage du général de Gaulle aux États-Unis, Fondation Charles de Gaulle, Paris, 43 p.

« L'OTAN et la défense européenne », *Espoir*, no 94, p. 26

« Le voyage du général de Gaulle aux États-Unis en 1960 », *Espoir*, no 109, p. 37.

« Témoignage à l'occasion du voyage officiel du général de Gaulle aux États-Unis en avril 1960 », *Espoir*, no 146, mars 2006, p. 43.

Sous le pseudonyme de Jean-François Vignant :

- *Vertige en eau profonde*, Paris, Hachette, 1964, 186 p. (Prix du Quai des orfèvres 1964)
- *Meurtre à l'Alpe d'Huez*, Paris, Fayard, 1967, 191 p.
- *Meurtre au Montana*, Paris, Textes & Prétextes, 2003, 196 p.

ROGER BELIN

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	4 entretiens, durée : 3h30 – Librement consultable
Autres archives	<ul style="list-style-type: none">◆ Archives nationales : F60 (Secrétariat général du Gouvernement)◆ Fondation Charles de Gaulle : archives orales◆ CHEFF : archives orales (6h300)
Mots-clés	Conseil d'État – Constitution de 1958 – Élections législatives de 1958 – Mai 1968 – MRP – Portrait de Georges Pompidou – Pratique gouvernementale – Référendum de 1962 – Réforme constitutionnelle de 1962 – Relations entre Pompidou et de Gaulle – Secrétariat général du Gouvernement – Transports
Noms de lieux	Paris

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Roger Belin est né le 21 mars 1916 à Paris et décédé en avril 2004. Il fait ses études au lycée Jeanson-de-Sailly, puis à la faculté de droit de Paris jusqu'au doctorat et à l'école libre des sciences politiques. Roger Belin est reçu au concours du Conseil d'État en 1943 et nommé auditeur. Sa première affectation d'importance date de la Libération, lorsqu'il est nommé chargé de mission au secrétariat général du Gouvernement en août 1944. Il occupe ces fonctions jusqu'en 1955. De 1946 à 1949, il est également directeur général de la SOFIRAD (société financière de radiodiffusion). Le 23 janvier 1958, il est nommé secrétaire général du Gouvernement, fonctions qu'il occupe jusqu'au 14 mars 1964. Roger Belin devient alors Président du conseil d'administration de la RATP de 1964, jusqu'en 1981, année où il prend sa retraite. Entre-temps, il aura été nommé Conseiller d'État, en 1965.

Roger Belin continue d'exercer un certain nombre d'activités après 1981. Il est notamment président du Comité économique et social de la région Île-de-France de 1981 à 1983, et chargé de mission au cabinet d'Édouard Balladur ministre des Finances dans le gouvernement Chirac (1986-1988). D'autre part, il est PDG du *Parisien libéré* de janvier 1982 à novembre 1983, dont il reste administrateur (membre du conseil d'administration des éditions Philippe Amaury jusqu'à son décès).

DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'honneur

ÉCRITS DU TÉMOIN

1958-1962. *Lorsqu'une République chasse l'autre. Souvenirs d'un témoin*, Paris, Michalon, 1999, 288 p.

ANDRÉ BERGERON

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	4 entretiens, durée : 4h00 – Librement consultable
Autres archives	◆ Archives de la CGT-Force Ouvrière ◆ Fondation Charles de Gaulle : archives orales
Mots-clés	Accords de Grenelle (1968) – Conseil économique et social – Disparition du général de Gaulle (1968) – Mai 1968 – Mouvements étudiants – Nouvelle Société – Ordonnances de 1967 – Participation – Patronat – Portrait de Georges Pompidou – Référendum de 1969
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

André Bergeron est né le 1^{er} janvier 1922 à Suarce, près de Belfort, d'un père cheminot. Après une formation d'ouvrier typographe de 1936 à 1939, André Bergeron se retrouve au chômage quand son imprimerie ferme à cause de la mobilisation. Il devient alors facteur auxiliaire. En 1940, devant l'avancée allemande, il fuit vers le Sud avec deux camarades et est accueilli par de la famille à Montélimar. En 1941, il rejoint Belfort, alors zone interdite, et est pris par le STO, qu'il effectue en Autriche. Il en revient en 1945 et reprend son métier de typographe.

André Bergeron s'était syndiqué à la CGT dès le début de son apprentissage, au printemps 1936. En 1946, il devient secrétaire général du syndicat typographique CGT de Belfort. Il y rejoint les groupes « Force ouvrière », hostiles à l'emprise croissante du parti communiste sur le syndicat. Il soutient la scission de décembre 1947 et en 1948, il devient permanent du syndicat. Après une première candidature malheureuse au congrès fondateur de FO en avril 1948, il est élu membre de la Commission exécutive de Force Ouvrière en 1950.

Il grimpe progressivement les échelons : membre du Bureau en 1956, membre du Comité exécutif de la Fédération graphique internationale en 1957, et enfin secrétaire général de la CGT-FO en 1963. Il occupera ces fonctions pendant trente-six ans, jusqu'en février 1989. Son action syndicale

est marquée par le souci de maintenir l'indépendance vis-à-vis des partis politiques, un intérêt marqué pour la politique contractuelle, des relations personnelles avec l'ensemble des acteurs du champ social, qu'il s'agisse des mouvements ouvriers, des syndicats patronaux ou du gouvernement. Il fait partie des fondateurs de l'UNEDIC, qu'il préside régulièrement jusqu'en 1990.

ÉCRITS DU TÉMOIN

La Confédération Force ouvrière, Paris, Épi (Force Ouvrière), 1973, 127 p.

Force ouvrière. Lettre ouverte à un syndiqué, Paris, Albin Michel, 1975, 158 p.

Ma route et mes combats, Paris, Lattès, 1976, 231 p.

Quinze cents jours, Paris, Flammarion, 1984, 205 p.

Tant qu'il y aura du grain à moudre, Paris, Robert Laffont, 1988, 244 p.

Je revendique le bon sens, Paris, Lévi, 1996, 221 p.

C'est ainsi, Paris, Ésope, 1998, 480 p.

Mémoires, Monaco/Paris, Éditions du Rocher, 2002, 199 p.

JEAN-RENÉ BERNARD

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	7 entretiens, durée : 8h29 – Soumis à l'autorisation du témoin
Autres archives	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Archives nationales : 86 AJ ◆ CHEFF : archives orales (durée : 1h00)
Mots-clés	Accords de Grenelle (1968) – Accords de Washington (1971) – Agriculture – Banques – Budget – Cabinet de Georges Pompidou – Cellule diplomatique – Cellule économique – Chef de cabinet – Choc pétrolier de 1973 – Chômage – Comités interministériels – Commission européenne – Concurrence/compétitivité – Conférence de La Haye (1969) – Conférence des Açores (1971) – Conseils restreints – Crédit – Crise monétaire de 1971 – Départ de Matignon (juillet 1968) – Deutschmark – Dévaluation de 1969 – Directeur du cabinet – Dollar – Droits de douane – Droits de tirage spéciaux – ELF – Entourage – Entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun – FECOM – FEDER – Fiscalité – Industrie – Inflation – Inspection générale des Finances – Langue française – Latour-Maubourg – Livre sterling – Mai 1968 – Maladie présidentielle – Ministère de l'Agriculture – Ministère de l'Éducation nationale – Ministère des Finances – Mouvement paneuropéen – Notes – Nouvelle Société – ORTF – PAC –

	Pétrole – Plan – Plan de stabilisation de 1963 – Politique des revenus – Portrait de Georges Pompidou – Pot du lundi – Presse – Prix – Productions agricoles : lait – Référendum de 1972 – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Relations entre Pompidou et de Gaulle – Relations entre Pompidou et Messmer – Sciences Po – SGCI – Secrétariat général de la Présidence – Sidérurgie – Système monétaire international – TVA
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Jean-René Bernard est né le 1^{er} décembre 1932 à Metz. Il fait ses études à l'Institut d'études politiques et à la faculté de droit, avant d'intégrer l'ENA en 1956 (promotion Dix-Huit Juin, janvier 1956-juillet 1958). Inspecteur des Finances à la sortie de l'ENA, Jean-René Bernard effectue ses quatre années de tournée avant d'entrer dans les cabinets ministériels.

Conseiller technique au cabinet de Pierre Sudreau ministre de l'Éducation nationale à partir de l'été 1962, il poursuit ses fonctions auprès de Louis Joxe, qui assure l'interim du ministère de l'Éducation nationale après la démission de Pierre Sudreau en octobre 1962. Jean-René Bernard est nommé chargé de mission au cabinet du Premier ministre Georges Pompidou le 28 novembre 1962 et exerce les fonctions de conseiller pour les questions économiques et financières jusqu'au 10 juillet 1968. En 1965, il est parallèlement nommé adjoint au chef de service de l'Inspection générale des Finances, puis administrateur d'Elf-Erap en 1966. En 1967, Georges Pompidou le nomme Secrétaire général du SGCI, poste qu'il occupe jusqu'en 1977. Après la démission de Georges Pompidou en juillet 1968, Jean-René Bernard poursuit comme chargé de mission au cabinet de Robert Boulin ministre de l'Agriculture (juillet 1968-juin 1969) dans le gouvernement Couve de Murville.

Après l'élection de Georges Pompidou à la présidence de la République, il est nommé conseiller technique au Secrétariat général de la présidence de la République du 20 juin 1969 au 10 mai 1973 pour les affaires économiques et financières. Lorsque Michel Jobert est nommé ministre des Affaires étrangères au printemps 1973, Jean-René Bernard devient Secrétaire général adjoint de la présidence de la République du 10 mai 1973 au 2 avril 1974.

Après le décès du Président Pompidou, il est nommé ambassadeur du Mexique de 1977 à 1982. Il devient Président directeur général du Crédit industriel et commercial de Paris (CIC) de 1987 à 1989, puis Ambassadeur au Pays-Bas de 1989 à 1993. Il achève sa carrière comme sous-gouverneur du Crédit foncier de France (1994-1996) puis membre du Conseil de la politique monétaire de la Banque de France.

DÉCORATIONS

Officier de la Légion d'honneur

Commandeur de l'ordre national du Mérite

Commandeur du Mérite agricole

ANDRÉ BETTENCOURT

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	3 entretiens, durée : 4h30 – Librement consultable
Autres archives	Fondation Charles de Gaulle : archives orales
Mots-clés	Aménagement du territoire – Autoroutes – Construction européenne – Élections présidentielles de 1969 – Mai 1968 – Ministère de l'Aménagement du territoire – MRP – Politique étrangère – Ports – Pratique présidentielle – Projet Beaubourg – Référendum de 1969 – Relations avec le Parlement – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Relations entre Pompidou et Giscard d'Estaing
Noms de lieux	Chine – États-Unis

NOTICE BIOGRAPHIQUE

André Bettencourt est né le 21 avril 1919 à Saint-Maurice-d'Étela (Seine-Maritime) et est décédé le 19 novembre 2007 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Il est issu d'une famille de la bourgeoisie catholique normande et fait ses études secondaires au collège Saint-Joseph au Havre, avant des études de droit.

Après la Seconde Guerre mondiale, André Bettencourt fonde, en 1945, le *Journal agricole* (renommé *Le journal de la France agricole* en 1946) et devient le directeur du *Courrier cauchois*. En 1950, il épouse Liliane Schueller, fille d'Eugène Schueller, propriétaire du groupe L'Oréal. Son beau-père l'associe alors à la gestion du groupe.

En plus de ses fonctions journalistiques, André Bettencourt s'engage en politique. Il devient en 1946 conseiller général du canton de Lillebonne (1946-1973), maire de Saint-Maurice-d'Étela (1965-1989), député indépendant de la Seine-Maritime (1951-1958) puis député Républicain indépendant (à partir de 1958). Sous la IV^e République, il est secrétaire d'État à la Présidence du Conseil sous Mendès France (juin 1954-février 1955), chargé de la coordination de l'Information. André Bettencourt fut également vice-président de la Fédération nationale des Républicains indépendants (1967-1971) ainsi que vice-président de la Commission des Affaires étrangères (1962-1965).

Les années suivantes, il est ministre sans interruption, exerce différents mandats : secrétaire d'État aux Transports (1966-1967), secrétaire d'État aux Affaires étrangères (1967-1968), ministre des Postes et des Télécommunications (mai-juillet 1968), ministre de l'Industrie (1968-1969), ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé du Plan et de l'Aménagement du Territoire (1969-1972) avant d'être chargé de l'intérim du ministre des Affaires culturelles (octobre 1969-janvier 1971) et enfin ministre délégué auprès du Ministre des Affaires étrangères (1972-1973).

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Mandats nationaux :

- Député de la Seine-Inférieure, puis Maritime (1951-1966, 1967, 1968, 1973-1977)
- Sénateur de la Seine-Maritime (1977-1995)

Fonctions ministérielles :

- Secrétaire d'État à la Présidence du Conseil du 19 juin 1954 au 23 février 1955
- Secrétaire d'État aux Transports du 8 janvier 1966 au 1^{er} avril 1967 Secrétaire d'État aux Affaires étrangères du 7 avril 1967 au 31 mai 1968
- Ministre des Postes et Télécommunications du 31 mai au 12 juillet 1968
- Ministre de l'Industrie du 12 juillet 1968 au 27 juin 1969
- Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé du Plan et de l'Aménagement du Territoire du 27 juin 1969 au 6 juillet 1972
- Ministre par intérim des Affaires culturelles du 28 septembre 1970 au 7 janvier 1971
- Ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères du 6 juillet 1972 au 28 mars 1973

DÉCORATIONS

Chevalier de la Légion d'honneur

Croix de guerre 39-45

Rosette de la Résistance

ÉCRITS DU TÉMOIN

« Discours de réception de Henri Loyrette à l'Académie des Beaux-Arts », 10 novembre 1999

ÉMILE-JOSEPH BIASINI

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	4 entretiens, durée : 6h25 - Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Aménagement du territoire - Aquitaine - Art et culture - Artisanat - Budget - Construction/immobilier - DATAR - Décolonisation - Départ de Maignon (juillet 1968) - Mai 1968 - Ministère des Affaires culturelles - Musique - ORTF - Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas - Relations entre Pompidou et Malraux - SECAM - Seconde Guerre mondiale - Télévision - Théâtre - Tourisme
Noms de lieux	Aquitaine - Dahomey (Bénin) - Guinée

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Émile-Jospeh Biasini est né le 31 juillet 1922 à Noves (Bouches-du-Rhône) et est décédé le 2 juillet 2011. Après des études de droit il intègre l'ENFOM, d'où il sort breveté. Il est alors affecté en Afrique noire (Bénin, Guinée, Tchad). Après la décolonisation, il devient conseiller technique au cabinet d'André Malraux (ministre d'État chargé des Affaires culturelles) en 1960, avant d'être nommé en 1962 inspecteur général des services administratifs. Il est alors chargé de la direction du théâtre, de la musique et de l'action culturelle au ministère des Affaires culturelles, poste qu'il occupe jusqu'en 1966. Réintégré dans le corps des administrateurs civils et affecté au ministère de l'Économie et des Finances en 1966, il devient, en 1967, le délégué interministériel pour la télévision en couleurs. En septembre 1967, il est nommé directeur de la télévision à l'ORTF, poste dont il démissionne, en juin 1968, à la suite des événements de mai.

Réintégré au ministère de l'Économie et des Finances, il est appelé en 1970 à la fonction de président de la mission interministérielle pour l'aménagement de la côte Aquitaine. Il occupe ce poste jusqu'en 1985. Mais son action principale s'exerce à Paris, comme président de l'établissement public du Grand Louvre à partir de 1982. C'est également lui qui, nommé secrétaire d'État chargé des Grands Travaux, mène à bien le projet de Très Grande Bibliothèque.

DÉCORATIONS

Grande-croix de la Légion d'honneur

Officier de l'ordre national du Mérite

Commandeur des Arts et des Lettres

ÉCRITS DU TÉMOIN

Action culturelle An I : 1961-1962, Paris, ministère d'État chargé des affaires culturelles, octobre 1962, 15 p.

BIASINI, Émile, LEBRAT, Jean, BEZOMBES, Dominique, et VINCENT, Jean-Michel, *Le Grand Louvre : métamorphose d'un musée : 1981-1993*, Paris, Electra « Moniteur », 1989, 167 p.

PEI, Ieoh Ming, et BIASINI, Émile, *Les grands desseins du Louvre*, Paris, Hermann, 1989, 132 p.

Grands travaux : de l'Afrique au Louvre, Paris, Odile Jacob, 1995, 344 p.

L'Afrique et nous, Paris, Odile Jacob, 1998, 224 p.

Sur Malraux : celui qui aimait les chats, Paris, Odile Jacob, 1999, 221 p.

PEI, Ieoh Ming, BIASINI, Émile, et LACOUTURE, Jean, *L'invention du Grand Louvre*, Paris, Odile Jacob, 2001, 288 p.

JEAN BLANCARD

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	2 entretiens, durée : 3h30 – Librement consultable
Autres archives	◆ Fondation Charles de Gaulle : archives orales ◆ CHEFF : archives orales (3h00)
Mots-clés	Aéronautique – Défense nationale – Disparition du général de Gaulle (1968) – Énergie – Grandes Écoles – Mai 1968 – Nucléaire – Pétrole – TGV
Noms de lieux	Algérie – États-Unis – Israël – Libye

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Jean Blancard est né le 18 août 1914 à Paris et décédé le 24 décembre 2008, à Paris également. Il est reçu à Polytechnique en 1933 puis intègre l'École des Mines (1936-1938). En sortant de l'École des Mines, Jean Blancard est affecté au service des mines de Châlon-sur-Saône, qu'il quitte, mobilisé,

en 1939. Après la défaite il revient à l'École des Mines de Saint-Étienne comme professeur de Sidérurgie. Il remonte à Paris lorsque la zone libre est envahie et est alors recruté à la direction des Carburants en août 1943. C'est à la DICA que Jean Blancard rencontre Pierre Guillaumat en 1944, pour qui il commence à travailler par la suite. Jean Blancard reste en effet l'adjoint de Pierre Guillaumat pendant sept ans, de 1944 à 1951. C'est le début de la carrière de Jean Blancard, qui se spécialise dans le secteur industriel et énergétique, notamment dans le gaz, le pétrole et le nucléaire, ce qui l'amène à occuper aussi des postes en relation avec la Défense nationale.

Il est ensuite nommé Directeur des carburants à l'administration centrale du ministère de l'Industrie et du Commerce, poste qu'il occupe de 1951 jusqu'en 1959. De là, il passe à Gaz de France comme Administrateur, de 1959 à 1969. Il sera par ailleurs Président du conseil d'administration de Gaz de France en 1975. Parallèlement à son poste d'Administrateur, Jean Blancard est également Délégué ministériel pour l'armée de l'air de 1959 à 1961, ainsi que Président du comité de l'équipement industriel au Commissariat à l'énergie atomique (1961), Président du Bureau de Recherche de Pétrole (BRP) de 1959 à 1965, puis Vice-président et Directeur général de la branche Exploration-Production de l'Entreprise de Recherches d'Activités Pétrolières (ERAP) de 1965 à 1968. Ces fonctions l'amènent à présider également la Société française de recherches et d'exploitation pétrolières (SOFREP) de 1966 à 1968.

De 1961 à 1965, on retrouve Jean Blancard également dans le privé, comme vice-président de la Régie nationale des usines Renault et Président-directeur général de la SNECMA de 1964 à 1968. Il occupe également le poste d'administrateur de la société Turboméca, de Vice-président de l'Union syndicale des industries aéronautiques et spatiales (les deux en 1965) et de Vice-président du Conseil général des mines (en 1969).

Jean Blancard retourne dans la sphère publique de 1968 à 1973 comme délégué ministériel pour l'armement, puis délégué général pour l'Énergie de 1973 à 1975. À cette époque, il est également membre du Comité de l'énergie atomique (de 1968 à 1974) et président de la Commission consultative pour la production d'électricité d'origine nucléaire en 1974 et en 1975. En 1977 il est désigné vice-président du Conseil supérieur des installations classées. Il est successivement administrateur de la SNCF en 1974, de la Société nationale ELF et de la Compagnie française des pétroles en 1977, ainsi que Président de la Sogeta en 1979.

DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'honneur

FRANÇOIS BLOCH-LAINÉ

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	3 entretiens, durée : 4h47 - Librement consultable
Autres archives	CHEFF : archives orales (16h11)
Mots-clés	Aménagement du territoire - Architecture - Banques - Bretagne - Caisse des dépôts et consignations - Conceptions de Georges Pompidou (Banque) - Conceptions de Georges Pompidou (Entreprises) - Conceptions de Georges Pompidou (Finances) - Conceptions de Georges Pompidou (Plan) - Crédit - DATAR - Déconcentration/décentralisation - ELF - Georges Pompidou directeur de cabinet - Grève des mineurs de 1963 - Handicapés - Logement - Nouvelle Société - Participation - Patronat - Pétrole - Plan Pinay-Rueff - Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas - Rénovation rurale - Sciences Po - Tourisme - Villes nouvelles
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

François Bloch-Lainé est né le 25 mars 1912 à Paris, d'un père banquier, et décédé le 25 février 2002 à Paris. Après ses études (doctorat de droit et école libre des sciences politiques), François Bloch-Lainé intègre le corps de l'Inspection des Finances en 1936. Au début de la Seconde Guerre mondiale, il entre dans la Résistance et est nommé trésorier du comité financier chargé de collecter des fonds en 1943 par Alexandre Parodi. À la fin de la guerre, avant d'être recruté au cabinet de René Pleven et de devenir sous-directeur du Trésor en charge du contrôle des changes, François Bloch-Lainé est attaché financier en Chine puis conseiller financier auprès du haut-commissaire de France en Indochine en 1945 et 1946. L'année suivante il dirige le cabinet de Robert Schuman, ministre des Finances. Il reste dans la sphère publique, étant nommé en 1947 directeur du Trésor au ministère des Finances.

En 1952, Antoine Pinay, son ministre, met fin à ses fonctions et lui propose la direction de la Caisse des dépôts. François Bloch-Lainé entame ainsi un long mandat, de 1952 à 1967, à la tête de cette institution. Sous sa direction, la Caisse des dépôts est transformée afin de pouvoir jouer un rôle majeur dans le développement économique et social de la France. François Bloch-Lainé crée notamment des outils comme la SCIC, promoteur immobilier du logement social, la SCET et des bureaux d'études accompagnant le financement des collectivités publiques dans l'équipement du territoire. Pendant cette période, François Bloch-Lainé est également membre du conseil général de la Banque de France de 1947 à 1967. De 1947 à 1953, il occupe aussi le poste d'administrateur de la SNCF, de la Banque européenne d'investissements, de la compagnie internationale des wagons-lits de 1953 à 1967, d'Air France de 1947 à 1967, et du Crédit national de 1967 à 1974.

Inspecteur général des Finances en 1963, il préside la commission de l'équipement urbain, constituée en vue du V^e Plan, en 1964. Il est parallèlement membre du Conseil supérieur du plan et vice-président de la Commission nationale de l'aménagement du territoire en 1963. Par la suite, il est nommé vice-président puis président du Comité financier de l'ORTF en 1967 et préside le Crédit lyonnais de 1967 à 1974. En outre, il est administrateur des Charbonnages de France, du Centre national d'études spatiales, de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine (de 1967 à 1977), du Crédit foncier franco-canadien, de Péchiney-Ugine-Kuhlmann, et du Crédit foncier de France.

À la fin de sa carrière, François Bloch-Lainé fait partie du Conseil de surveillance de la Compagnie bancaire (de 1968 à 1974) et est nommé vice-président de l'Association professionnelle des banques, poste qu'il occupe en 1973 et en 1974. Par ailleurs, il est membre du conseil d'administration de l'Institut Pasteur de 1967 à 1976, Président de la Fondation pour la recherche médicale, membre du comité de direction de la Croix Rouge française, ancien professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, Président de la Commission chargée d'établir le rapport sur l'état de la France (en 1981) et Président du Conseil d'administration de l'Établissement public de l'Opéra de la Bastille de 1983 à 1985.

■ DÉCORATIONS

Grand-Croix de la Légion d'honneur

Grand-Croix de l'ordre national du mérite

Croix de guerre 39-45

Médaille de la Résistance

■ ÉCRITS DU TÉMOIN

La zone franc, Paris, Presses universitaires de France, 1956, 512 p.

Le Trésor public et le mouvement général des fonds, Paris, Presses universitaires de France, 1960, 373 p.

Pour une réforme de l'entreprise, Paris, Le Seuil, 1963, 157p.

Profession : fonctionnaire, Paris, Le Seuil, 1976, 253 p.

BLOCH-LAINÉ, François, et BOUVIER, Jean, *La France restaurée 1944-1954 : dialogue sur les choix d'une modernisation*, Paris, Fayard, 1986, 338 p.

Associations et développement local, Paris, LGDJ, 1988, 330 p.

« Le financement de l'appareil clandestin », *Espoir*, no 98, juillet 1994, p. 78-86.

Ce que je crois, Paris, Grasset, 1995, 277 p.

BLOCH-LAINÉ, François, et GRUSON, Claude, *Hauts fonctionnaires sous l'Occupation*, Paris, Odile Jacob, 1996, 283 p.

Faire société : les associations au cœur du social, Paris, Syros, 1999, 253 p.

JEAN-MARC BOEGNER

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	2 entretiens, durée : 2h35 – Librement consultable
Autres archives	◆ Archives historiques de l'Union européenne : INT597 – Boegner, Jean-Marc, Voices of Europe Collection ◆ Archives orales du ministère des Affaires étrangères et européennes : AO 39 (3 entretiens, 4h00)
Mots-clés	Alliance atlantique – Conférence de La Haye (1969) – Construction européenne – Institutions européennes – PAC – SGCI
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Jean-Marc Boegner est né le 3 juillet 1913 à Paris (Seine) et est décédé le 24 janvier 2003 aux Praz-de-Chamonix (Haute-Savoie). Il est le fils du pasteur Marc Boegner, président de la fédération protestante de France (1929-1960) et académicien. Après des études à la Faculté des Lettres de Paris et à l'École libre des Sciences politiques, Jean-Marc Boegner entame une carrière de diplomate. Il est tout d'abord attaché d'ambassade en poste à Berlin en 1939, puis à Ankara en 1940 et à Beyrouth en 1941.

Au printemps 1941, Jean-Marc Boegner rejoint les Forces Françaises Libres (FFL) et part à Londres. Cet engagement lui vaut d'être révoqué de ses fonctions d'attaché d'ambassade et d'être déchu de la nationalité française. Aux FFL, il est affecté au cabinet du général Catroux, résident général de France en Syrie et au Liban. En 1944, il est ensuite chef de service au Commissariat aux affaires étrangères à Alger.

À partir du printemps 1945, Jean-Marc Boegner travaille au cabinet du général de Gaulle, assurant l'intérim d'Étienne Burin des Rozières, alors à San Francisco pour les négociations sur la création de l'ONU ; il est chargé des liaisons avec le ministère des Affaires étrangères. Fin 1945, il est nommé conseiller d'ambassade à Stockholm puis à La Haye en 1947.

En 1948, Jean-Marc Boegner rejoint l'administration centrale du ministère des Affaires étrangères, devenant notamment chef du service des pactes au ministère en 1952. En 1955, il devient directeur du cabinet de Gaston Palewski, ministre délégué à la présidence du Conseil pour les questions atomiques dans le gouvernement d'Edgar Faure.

En 1958, Jean-Marc Boegner est nommé conseiller technique au cabinet du général de Gaulle, président du Conseil avant de devenir, en janvier 1959, conseiller technique au secrétariat général de la présidence de la République. Il s'occupe des questions diplomatiques et européennes et assiste notamment à la visite de Konrad Adenauer à Colombey-les-deux-Églises le 14 septembre 1958. Le 4 novembre 1959, et pour quelques mois seulement, il est nommé ambassadeur de Tunisie.

Le 26 juin 1961, Jean-Marc Boegner devient représentant permanent de la France auprès des Communautés européennes (CEE) à Bruxelles, où il succède à Georges Gorse. À ce poste, il participe notamment à la négociation et à la signature de la convention de Yaoundé avec les pays africains et Madagascar. Il est, sur ordre du général de Gaulle, l'acteur de la politique de la chaise vide à Bruxelles en 1965, laissant à son adjoint Maurice Ulrich le soin de la représentation de la France pendant sept mois. Autre dossier dont il est en charge, l'établissement des relations diplomatiques de la CEE avec la Chine de Pékin. Étienne Burin des Rozières lui succède en mars 1972.

En 1973, Jean-Marc Boegner est élevé à la dignité d'ambassadeur de France. De 1975 à 1978, Jean-Marc Boegner est chef de la délégation permanente de la France auprès de l'OCDE. À la fin de sa carrière, du 2 juillet 1986 au 2 juin 1987, il est conseiller technique sur les questions européennes au cabinet de Jacques Chirac, Premier ministre.

■ DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'honneur

Commandeur des Palmes académiques

Grand-Croix de l'ordre national du Mérite

■ ÉCRITS DU TÉMOIN

Le Marché commun de Six à Neuf, Paris, Armand Colin, 1974, 253 p.

« Le traité de l'Élysée et la construction européenne », *Espoir*, no 23, juin 1978, p. 18.

« Les institutions des Communautés européennes », dans *De Gaulle en son siècle*, t. V : *L'Europe*, Paris, Plon/La Documentation française, 1992, p. 101-107.

« Le traité de l'Élysée et la construction européenne », *Espoir*, n° 23, juin 1978, p. 18-22.

« La politique de la chaise vide en Europe », *Espoir*, no 69, décembre 1989, p. 28.

« 1958 : le général de Gaulle et l'acceptation du traité de Rome », *Espoir*, no 87, 1992, p. 28.

« Institutions européennes et indépendance nationale », *Espoir*, no 117, novembre 1998, p. 31-35.

MARCEL BOITEUX

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 2h15 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Accords de Grenelle (1968) – Électricité – Énergie – Mai 1968 – Nucléaire civil – Recherche scientifique – 6 ^e Plan
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Marcel Boiteux est né le 9 mai 1922 à Niort (Deux-Sèvres), de parents enseignants. Agrégé de mathématiques et diplômé d'études politiques de Paris, Marcel Boiteux fut tout d'abord attaché au Centre national de la recherche scientifique (1947) puis ingénieur au service des études économiques générales (1956) puis Directeur (1967) et Président (1979-1987) d'Électricité de France et enfin Président d'Honneur à partir de 1987.

Professeur à l'École normale des Ponts et Chaussées (1964-1967), Membre (1965-1968) et Président (1966-1967) du Comité consultatif de la recherche scientifique et technique, il fut par ailleurs Président de nombreuses autres sociétés favorisant la recherche.

DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'Honneur

Grand-croix de l'ordre national du Mérite

Croix de guerre 39-45

ÉCRITS DU TÉMOIN

« Comment l'atome prendra-t-il le relais du pétrole ? », *Revue de défense nationale*, mai 1973, Paris.

« Le calcul économique à l'épreuve du feu : l'exemple d'Électricité de France », *Cahiers d'économétrie*, Genève, Faculté des sciences économiques et sociales, n° 10, 1986.

BOITEUX, Marcel, MONTBRIAL, Thierry de, MUNIER, Bertrand R., *Marchés, capital et incertitude : essais en l'honneur de Maurice Allais*, Paris, Économica, 1986, 265 p.

Haute tension, Paris, Odile Jacob, 1993, 232 p.

MICHEL BONGRAND

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	3 entretiens, durée : 4h50 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Affaire Markovic – Communication – Déclarations de Rome et de Genève – Départ de Matignon (juillet 1968) – Élections législatives de 1967 – Élections législatives de 1973 – Élections présidentielles de 1965 – Élections présidentielles de 1969 – Élections présidentielles de 1974 – Entourage – Image de Georges Pompidou – Jeunes Loups – Mai 1968 – Médias – Nouvelle Société – Portrait de Georges Pompidou – Publicité – Référendum de 1969 – Référendum de 1972 – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Relations entre Pompidou et Messmer – Résistance – RPF – SAC – Sondages
Noms de lieux	Afrique

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Michel Bongrand est né le 30 décembre 1921 à Colombes (Seine), d'un père ingénieur. Il s'engage dans la Résistance dès décembre 1940 et rejoint Londres. Il poursuit son engagement gaulliste après la guerre au sein du Rassemblement du peuple français (RPF) et commence parallèlement sa carrière professionnelle de publicitaire. Secrétaire général puis conseiller publicitaire des Éditions Jean Darroux de 1945 à 1960, il est ensuite président directeur général de la Société Service et Méthodes, spécialisée dans le conseil en communication politique.

En 1968, il fonde sa société de conseil politique, Michel Bongrand SA. De 1964 à 1969 il est en outre vice-président de la société des publicitaires brevetés par l'État, et président fondateur de l'Association internationale des conseils en politique (1969). Il s'occupa tout particulièrement des campagnes électorales de 1967, 1968, 1969 et 1973 pour la majorité. Il était par ailleurs un membre actif du Service d'action civique.

DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'honneur

Croix de guerre 1939-1945

Rosette de la Résistance

ÉCRITS DU TÉMOIN

Splendeurs et misères de la politique, Paris, Larousse, 1986, 202 p.

Le marketing politique, Paris, PUF, Que sais-je ?, 1986, 125 p.

ANTOINE BONIFACIO

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 1h50 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Anthologie de la poésie française – Banque Rothschild- Déclarations de Rome et de Genève – Déjeuners – Éducation nationale – Élections présidentielles de 1969 – ENS/Normaliens – Francophonie – LAURS – Maladie présidentielle – Georges Pompidou professeur – Portrait de Georges Pompidou – Pot des normaliens – Religions
Noms de lieux	Québec

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Antoine Bonifacio étudie au lycée de Nice où il obtient des prix au Concours général (deux premiers prix en histoire). Il fait ensuite ses classes préparatoires à Lyon et intègre l'ENS comme cadique en 1930. Il en sort en 1934, premier à l'agrégation d'histoire et géographie, et devient enseignant, après le service militaire effectué à Saint-Maixent en compagnie de Georges Pompidou. Antoine Bonifacio se marie en 1937 et part pour trois ans en Perse mais en revient en 1939 quand il est mobilisé comme interprète d'italien à Nice. En 1943, il revient à Paris, au moment où Georges Pompidou est enseignant au lycée Henri IV.

Leurs relations régulières reprennent quand René Maillard commence à organiser des pots mensuels entre normaliens, tradition poursuivie par Georges Pompidou à partir des années 1960 dans le cadre de déjeuners. Antoine Bonifacio est un habitué de ces déjeuners, cependant qu'il poursuit sa carrière d'enseignant, notamment au lycée Charlemagne à Paris, doublée d'enseignements à Sciences Po et d'un travail éditorial chez Hachette pour renouveler la collection des manuels « Mallet-Isaac ».

ÉCRITS DU TÉMOIN

BONIFACIO, Antoine, et MÉRIEULT, Louis, *Histoire de France, images et récits. Cours élémentaire*, Paris, Hachette, 1952, 80 p.

ISAAC, Jules, et BONIFACIO, Antoine, *XVII^e et XVIII^e siècles. Classe de 2^{de}*, Paris, Hachette, 1952, 554 p.

ISAAC, Jules, et BONIFACIO, Antoine, *Histoire contemporaine, 1852-1939. Classes de philosophie, mathématiques et sciences expérimentales*, Paris, Hachette, 1953, 714 p.

MARÉCHAL, Paul, et BONIFACIO, Antoine, *Histoire de France. Cours moyen*, Paris, Hachette, 1954, 160 p.

MARÉCHAL, Paul, et BONIFACIO, Antoine, *Histoire de France. Cours élémentaire et moyen*, Paris, Hachette, 1956, 128 p.

MARÉCHAL, Paul, et BONIFACIO, Antoine, *Histoire. Classe de fin d'études*, Paris, Hachette, 1957, 192 p. Réédité en 1961.

BONIFACIO, Antoine, *Histoire. Orient, Grèce, Rome. Cours complémentaire, enseignement court, 6^e*, Paris, Hachette, 1958, 224 p.

AUBERT, André, et BONIFACIO, Antoine, *50 diapositives d'histoire. Antiquité*, Paris, Hachette, 1959, livret de 16 pages et 50 vues diapositives en couleur.

MARÉCHAL, Paul, et BONIFACIO, Antoine, *Histoire de 406 à 1610. Cours complémentaire, enseignement court, 5^e*, Paris, Hachette, 1959, 224 p.

MARÉCHAL, Paul, et BONIFACIO, Antoine, *Histoire de 1610 à 1815. Cours complémentaire, enseignement court, 4^e*, Paris, Hachette, 1960, 256 p.

MARÉCHAL, Paul, et BONIFACIO, Antoine, *Histoire de 1610 à 1815. Cours complémentaire, enseignement court, 4^e*, Paris, Hachette, 1960, 256 p.

MARÉCHAL, Paul, et BONIFACIO, Antoine, *Histoire de 1815 à 1939. Collège d'enseignement général, enseignement court, 3^e*, Paris, Hachette, 1961, 256 p.

MARÉCHAL, Paul, et BONIFACIO, Antoine, *Histoire de France. Cours élémentaire, 1^{re} année*, Paris, Hachette, 1961, 75 p.

BONIFACIO, Antoine, *Histoire. Le monde contemporain*, Paris, Hachette, 1962, 368 p.

BONIFACIO, Antoine, *Histoire. Orient, Grèce, 6^e*, Paris, Hachette, 1963, 224 p.

MARÉCHAL, Paul, et BONIFACIO, Antoine, *Histoire de France. Cours moyen 1re année*, Paris, Hachette, 1964, 128 p.

MARÉCHAL, Paul, et BONIFACIO, Antoine, *Histoire. Rome, Le Moyen-Âge du V^e au XIII^e siècle. 5e*, Paris, Hachette, 1964, 256 p

MARÉCHAL, Paul, et BONIFACIO, Antoine, *Histoire. La France, l'Europe et le monde, de 1715 à 1870, 3e*, Paris, Hachette, 1965, 288 p.

BONIFACIO, Antoine, et MICHAUD, Jean, *L'Époque contemporaine. Manuel de 3e*, Paris, Hachette, 1971, 401 p.

CHRISTIAN BONNET

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	2 entretiens, durée : 2h02 – Soumis à l'autorisation du témoin
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Affaire Markovic – Conseils des ministres – Construction/immobilier – Départ de Matignon (juillet 1968) – Disparition du général de Gaulle (1968) – Élections législatives de 1968 – Élections législatives de 1973 – Élections présidentielles de 1974 – Logement – Mai 1968 – Maladie présidentielle – Manifestation du 30 mai 1968 – Ministère du Logement – Nomination de Georges Pompidou (1962) – Ouverture – Portrait de Georges Pompidou – Référendum de 1969 – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Relations entre Pompidou et Giscard d'Estaing – Relations entre Pompidou et Messmer – Républicains indépendants
Noms de lieux	Morbihan

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Christian Bonnet est né le 14 juin 1921 dans le douzième arrondissement de Paris (Seine). Son père, Pierre Bonnet, est dirigeant d'entreprise avant d'entrer, en 1934, comme rédacteur au ministère des Travaux publics. Après des études secondaires au collège Stanislas, Christian Bonnet intègre la Faculté de droit de Paris et l'École libre des Sciences Politiques. Il est docteur en droit romain.

Christian Bonnet achève ses études en 1942. Voulant échapper au Service du travail obligatoire (STO), il exerce plusieurs petits métiers, dont ceux de bagagiste et d'apprenti ajusteur à la SNCF. En janvier 1945, il s'engage dans la première armée française. A la fin de la campagne de France, il est officier juriste au Gouvernement militaire interallié à Neustadt (Rhénanie, Allemagne).

Après la Libération, en janvier 1946, Christian Bonnet est démobilisé. Il devient alors chef du service économique de la Fédération nationale des industries et commerce de l'alimentation. En 1947, il est appelé à prendre la direction d'une entreprise de conserves de poisson à Quiberon, la société Delory. De 1952 à 1961, il est nommé président du Conseil d'administration de la Société « Les grandes marques de conserves du Maroc ». En 1954, il est également Président de la chambre syndicale des fabricants de conserves du Morbihan et Vice-Président de la Fédération nationale des conserveries des produits de mer. L'implantation locale de Christian Bonnet se poursuit puisqu'il est élu conseiller général du canton de Belle-Île de 1958 à 2002, puis maire de Carnac de 1964 à 1992.

En 1956, Christian Bonnet se présente aux élections législatives dans la deuxième circonscription du Morbihan, qui comprend notamment Belle-Île. Il se trouve en troisième position sur une liste « Républicaine d'Union Nationale et d'Action Populaire et Paysanne », rattachée au Mouvement républicain populaire (MRP). À part lors de cette première élection, Christian Bonnet se présentera ensuite toujours comme candidat indépendant. Christian Bonnet demeure député jusqu'en 1983, avec une interruption de plusieurs années lorsqu'il est appelé au gouvernement. Il est également secrétaire général du groupe des Républicains indépendants. De 1983 à 2001, date à laquelle il ne se représente pas, il est sénateur du Morbihan.

Le 1^{er} juin 1958, Christian Bonnet vote la confiance au général de Gaulle et le 2 juin, les pleins pouvoirs. Du 6 juillet 1972 au 27 mai 1974, Christian Bonnet est secrétaire d'État auprès du ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Équipement, du logement et du Tourisme dans les trois gouvernements de Pierre Messmer. Il sera ensuite ministre de l'Agriculture de mai 1974 à mars 1977, avant de devenir ministre de l'Intérieur (mars 1977-mai 1981).

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

1964-1992 : maire de Carnac

1958-2002 : conseiller général du canton de Belle-Île

1956-1983 : député du Morbihan

1983-2001 : sénateur du Morbihan

Mai 1974-mars 1977 : ministre de l'Agriculture

Mars 1977-mai 1981 : ministre de l'Intérieur

DÉCORATIONS

Officier de la Légion d'honneur

ANDRÉ BORD

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	5 entretiens, durée : 5h49 – Librement consultable
Autres archives	Fondation Charles de Gaulle : archives orales
Mots-clés	Accords d'Évian (1962) – Affaire Markovic – Affaire Touvier – Aménagement du territoire – Cabinet politique – Chargé de mission – Conseiller technique – Conseils des ministres – Construction européenne – Crise de la chaise vide – Départ de Matignon (juillet 1968) – Disparition du général de Gaulle (1968) – Élections législatives de 1968 – Élections municipales de 1971 – Élections présidentielles de 1969 – Élections présidentielles de 1974 – Mai 1968 – Manifestation du 30 mai 1968 – Ministère de l'Intérieur – Ministère des Anciens combattants – Mouvements gaullistes – Nomination de Georges Pompidou (1962) – PAC – Portrait de Georges Pompidou – Pratique gouvernementale – Pratique présidentielle – Putsch des généraux – Référendum de 1969 – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Résistance – RPF – Seconde Guerre mondiale – UJP
Noms de lieux	Algérie

NOTICE BIOGRAPHIQUE

André Bord est né le 30 novembre 1922 à Strasbourg (Bas-Rhin), dans une famille ouvrière, et décédé le 13 mai 2013 à Holtzheim (Bas-Rhin). Il fait ses études au collège épiscopal Saint-Étienne de Strasbourg. Après la défaite de juin 1940 et l'occupation de l'Alsace pour l'Allemagne nazie, André Bord rejoint en 1941 la Dordogne. Il entre dans la Résistance et s'engage dans les réseaux « Andalousie » et « Martial ». En 1943, il est arrêté par la Gestapo et incarcéré à Périgueux. Il s'évade et est alors condamné à mort par contumace. Vivant dans la clandestinité, il participe à la création de la Brigade Alsace-Lorraine d'André Malraux et participe à ce titre aux combats de libération du territoire national. Il prend ensuite part à la campagne d'Allemagne.

Après la guerre, il travaille à la Compagnie de Navigation Française et Rhénane et devait contrôler les bâtiments qui circulaient le long du Rhin. En 1947, on lui confie des fonctions à la propagande au sein du RPF. Il quitte alors son emploi. En 1951, il devient délégué régional des Républicains sociaux. Il devient ensuite le secrétaire particulier du général Koenig, député du Bas-Rhin. Ce poste lui permet de se familiariser avec les arcanes du Palais-Bourbon. Le 30 novembre 1958, André Bord est élu au second tour député du Bas-Rhin, puis, en 1959, il entre au conseil municipal de Strasbourg alors dominé par Pierre Pflimlin. En 1961, il devient membre du Conseil général du Bas-Rhin, dont il assurera la présidence de 1967 à 1979.

Le 8 janvier 1966, il est nommé secrétaire d'État à l'Intérieur, chargé des collectivités territoriales et de la protection civile. Il se préoccupe alors des finances locales, des communautés urbaines, du Service national de la Protection civile, etc. Il occupe ces fonctions dans les

gouvernements successifs de Georges Pompidou, Maurice Couve de Murville et Jacques Chaban-Delmas. Le 5 juillet 1972, Pierre Messmer le nomme ministre des Anciens combattants. Il entreprend alors différentes mesures en direction des anciens combattants : carte d'ancien combattant pour les anciens de l'Afrique française du Nord, levée des forclusions, etc. André Bord reste ministre puis secrétaire d'État aux Anciens combattants jusqu'en septembre 1977. Il est alors nommé secrétaire d'État pour les relations avec le Parlement (septembre 1977-avril 1978).

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

1959-1989 : conseiller municipal de Strasbourg

1967-1979 : président du conseil général du Bas-Rhin

1973-1977 : président du Conseil régional d'Alsace

1958-1981 : député du Bas-Rhin

Janvier 1966-juillet 1972 : secrétaire d'État à l'Intérieur

Juillet 1972-septembre 1977 : ministre puis secrétaire d'État aux Anciens combattants

Septembre 1977-avril 1978 : secrétaire d'État pour les relations avec le Parlement

1982-1984 : député européen

DÉCORATIONS

Grand officier de la Légion d'honneur

Médaille militaire

Croix de guerre 39-45

Médaille de la Résistance

Médaille d'or de la Jeunesse et des Sports

ÉCRITS DU TÉMOIN

Un état d'esprit. Propos recueillis par Dominique Wirtz-Habermeyer, Illkirch, Le Verger, 1993, 224 p.

ROBERT BORDAZ

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	2 entretiens, durée : 2h54 – Librement consultable
Autres archives	◆ Archives nationales : 543 AP (Édouard Balladur), 9 : RTF et ORTF ◆ Archives nationales : 574 AP (Henri Domerg), 12-16 : centre Beaubourg ◆ Fondation Charles de Gaulle : archives orales
Mots-clés	Artistes – Conceptions de Georges Pompidou (Culture) – Déjeuners – Exposition 72/72 – Georges Pompidou directeur de cabinet – Information – IRCAM – ORTF – Projet Beaubourg – Projet du musée d'Orsay – Radio – Relations entre Pompidou et Peyrefitte – SLII – Télévision
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Robert Bordaz est né le 6 juillet 1908 à Argenton-le-Château (Deux-Sèvres) et est décédé le 22 mars 1996 à Paris (Seine). Il fait ses études secondaires à Clermont-Ferrand, avant de suivre des études de lettres et de droit à Paris. Dans les années 1930, Robert Bordaz achève sa thèse de doctorat. Il fréquente alors les milieux littéraires et intellectuels (son oncle est Édouard Dujardin), notamment les Décades de Pontigny.

En 1939, Robert Bordaz est mobilisé dans la marine. Après l'armistice de 1940, il enseigne le droit à Poitiers, avant de partir rejoindre de Gaulle à Alger *via* l'Espagne. Il y retrouve René Mayer. En 1944, Robert Bordaz est nommé maître des requêtes au Conseil d'État ; c'est dans ce cadre qu'il fera la connaissance de Georges Pompidou après la guerre. De 1946 à 1951, il est commissaire du Gouvernement auprès de la banque de Paris et des Pays-Bas nationalisée à la Libération. Il est également directeur de cabinet d'Eugène Claudius-Petit, ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme, de 1948 à 1951, ce qui lui permet de rencontrer de nombreux architectes, notamment Le Corbusier. Robert Bordaz est ensuite affecté hors métropole, comme directeur général de l'Institut d'émission du Cambodge, du Laos et du Vietnam (1951-1953), commissaire général adjoint de France en Indochine (1954-1955), puis comme conseiller économique et social près l'ambassade de France en URSS (1956-1958).

En 1958, il est nommé conseiller d'État. Il préside en 1960-1962 l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne. On lui confie la responsabilité de l'exposition française à Moscou (1960-1961) ; il sera ensuite chargé du pavillon français à l'exposition universelle de Montréal en 1967 (commissaire général de la section française, 1964-1968).

En 1962, Robert Bordaz est nommé directeur général de la Radio Télévision française (1962-1964). Il assume parallèlement la fonction de président de la commission des prestations sociales des VI^e et VII^e Plans. En août 1970, il est nommé délégué pour le projet de Centre sur le plateau Beaubourg. En janvier 1972, Robert Bordaz devient président de l'établissement public du Centre Beaubourg. En 1976-1977, il sera le premier président du Centre Pompidou.

DÉCORATIONS

Grand officier de la Légion d'honneur
Commandant de l'ordre national du Mérite

ÉCRITS DU TÉMOIN

La loi de Marx sur les capitaux à la lumière des événements contemporains. Thèse pour le doctorat, Paris, Rodstein, 1933, 207 p.

Essai sur quelques interventions en matière de crise. Pathologie et thérapeutique économiques, Paris, Sirey, 1938, 142 p.

Coûts constants et prix multiples. Essai sur le rôle de la composition du coût dans la formation du prix de vente, Paris, Sirey, 1942, 97 p.

La nouvelle économie soviétique, Paris, Grasset, 1960, 287 p.

Regards sur l'URSS, Paris, Centre d'études politiques et civiques, 1962, 28 p.

Montréal 1967, Paris, Les conférences des ambassadeurs, 1966, 30 p.

Le Centre Beaubourg, nouvelle approche de l'architecture et de la culture, Paris, Les conférences des ambassadeurs, 1972, 20 p.

Le Centre national d'art et de culture Georges Pompidou : une idée neuve, Paris, Les conférences des ambassadeurs, 1977, 15 p.

Le Centre Pompidou : une nouvelle culture, Paris, Ramsay, 1977, 197 p.

« De Gaulle et le Québec », *Espoir*, no 31, juin 1980, p. 42.

Pour donner à voir. Au service des arts, du public et de l'État, Paris, Cercle d'Art, 1987, 313 p.

« L'évolution du Québec », *Espoir*, no 90, 1993, p. 56.

BORDAZ, Robert, et PIANO, Renzo, *Entretiens*, Paris, Cercle d'Art, 1997, 157 p.

PIERRE BOULEZ

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 0h33 – Librement consultable
Autres archives	inconnues

Mots-clés	Élections présidentielles de 1969 – IRCAM – Mai 1968 – Portrait de Georges Pompidou – Projet Beaubourg
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Pierre Boulez, compositeur et chef d'orchestre, est né le 26 mars 1925 à Montbrison (Loire) et décédé le 5 janvier 2016 à Baden-Baden. En 1943, il est reçu au Conservatoire national supérieur de musique de Paris. Pierre Boulez commence très tôt à composer, s'intéressant notamment à la musique sérielle et aux explorations de John Cage. Il devient chef d'orchestre dès 1945, d'abord pour raisons alimentaires, ensuite pour interpréter correctement les œuvres contemporaines. Son travail de compositeur se double d'une réflexion approfondie sur la musique contemporaine, alimentée par son travail d'enseignant (Darmstadt, Musik Akademie à Bâle, Harvard) et son activité de chef d'orchestre. Il fonde en 1969 l'IRCAM (Institut de recherche et coordination acoustique/musique), qui sera d'emblée intégré dans le projet de centre culturel du plateau Beaubourg.

DÉCORATIONS

Commandeur des Arts et des Lettres

Grand Croix de l'Ordre du Mérite de la République d'Allemagne

Commandeur of the British Empire

ÉCRITS DU TÉMOIN

Hommage à Anton Webern, Liège, Dynamo 1961, 9 p.

Penser la musique aujourd'hui, Paris, Gonthier, 1964, 174 p.

Relevés d'apprenti. Textes réunis et présentés par Paule Thévenin, Paris, Le Seuil, 1966, 387 p.

Boulez on Music today, Cambridge, Harvard University Press, 1971, 144 p.

Par volonté et par hasard. Entretiens avec Célestin Deliège, Paris, Le Seuil, 1975, 159 p.

Points de repère. Textes réunis par Jean-Jacques Nattiez et Sophie Galaise, Paris, Bourgeois/Le Seuil, 1981, 573 p.

BOULEZ, Pierre, TATE, Jeffrey, et NATTIEZ, Jean-Jacques, *Entretiens sur la « Tétralogie du Centenaire »*, Montréal, Université de Montréal, 1982, 280 p.

BOULEZ, Pierre, et VERMEIL, Jean, *Conversations sur la direction d'orchestre*, Paris, Plume/Calman-Lévy, 1983, 214 p.

Éclats. Entretiens avec Pierre Boulez, Paris, éditions du Centre Pompidou, 1986, 143 p.

Jalons pour une décennie : dix ans d'enseignement au Collège de France, 1978-1988, Paris, Bourgeois, 1989, 451 p.

BOULEZ, Pierre, et CAGE, John, *Correspondance*, Paris, Bourgeois, 1991, 258 p.

BOULEZ, Pierre, et SCHAEFFNER, André, *Correspondance*, Paris, Fayard, 1998, 216 p.

L'écriture du geste. Entretiens avec Cécile Gilly sur la direction d'orchestre, Paris, Bourgeois, 2002, 169 p.

Leçons de musique : deux décennies d'enseignement au Collège de France (1976-1995), Paris, Bourgeois, 2005, 758 p.

BOULEZ, Pierre, et MEÏMOUN, Francois, *Entretien avec Pierre Boulez. La naissance d'un compositeur*, Paris Aedam Musicae, 2010, 83 p.

Yvon BOURGES

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	6 entretiens, durée : 5h06 - Librement consultable
Autres archives	Fondation Charles de Gaulle : archives orales
Mots-clés	Aérospatial - Artisanat - Coopération - Élections législatives de 1962 - Élections législatives de 1967 - Élections législatives de 1973 - Franc CFA - Information - Mai 1968 - Nucléaire - ORTF - Pratique présidentielle - Secrétariat général pour les Affaires africaines et malgaches - UDR
Noms de lieux	Afrique - Dinard - Ille-et-Vilaine

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Yvon Bourges est né le 29 juin 1921 et est décédé le 18 avril 2009. Il entame sa carrière administrative en 1942, à 21 ans, comme attaché à la préfecture de Rennes. En 1947, il est nommé sous-préfet d'Erstein dans le Bas-Rhin. Durant les années 1950, il est rattaché à l'administration coloniale ; il devient haut-commissaire de l'AEF en 1958. Roger Frey, ministre de l'Intérieur, fait ensuite appel à lui, en 1961, pour devenir son directeur de cabinet.

La carrière politique d'Yvon Bourges commence en 1962, lorsqu'il est élu maire de Dinard et député UNR. Il sera maire de Dinard de 1962 à 1967, puis continûment de 1971 à 1989. Il est également réélu député aux élections législatives de 1962, 1967, 1968 et 1973. Les années 1960-1970 sont cependant surtout marquée par la nomination à des fonctions ministérielles successives : secrétaire d'État chargé de la Recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales de 1965 à 1966, secrétaire d'État à l'Information(1966-1967), secrétaire d'État chargé de la Coopération (1967-1972), ministre du Commerce et de l'Artisanat de 1972 à 1973. Durant le mandat présidentiel de Valéry Giscard d'Estaing, il est ministre de la Défense (1975-1980).

Il est également sénateur (RPR) d'Ille-et-Vilaine de 1980 à 1998, conseiller général de 1964 à 1998 et président du conseil régional de Bretagne de 1986 à 1998.

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Maire de Dinard (1962-1967, 1971-1989)

Député gaulliste d'Ille-et-Vilaine (1962-1978)

Secrétaire d'État chargé de la Recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales (février 1965-janvier 1966)

Secrétaire d'État chargé de l'Information (janvier 1966-avril 1967)

Secrétaire d'État aux Affaires étrangères, chargé de la Coopération (avril 1967-juillet 1972)

Ministre du Commerce et de l'Artisanat (juillet 1972-avril 1973)

DÉCORATIONS

Chevalier de la Légion d'honneur

ÉCRITS DU TÉMOIN

L'Europe, notre destin, Paris, Hachette, 1999, 120 p.

JEAN BOUSQUET

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 1h04 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Déjeuners – Jeunesse de Georges Pompidou – ENS/Normaliens – Portrait de Georges Pompidou – Seconde Guerre mondiale
Noms de lieux	Grèce

NOTICE BIOGRAPHIQUE

NB : ne pas confondre Jean Bousquet, universitaire, et René Bousquet, ancien secrétaire général de la police de Vichy, objet d'un scandale qui éclate en 1978.

Jean Bousquet est né le 9 mai 1912 à Bordeaux (Gironde) et est décédé le 1^{er} avril 1996, à Paris. Il est issu d'une famille bordelaise. Son père, Gustave Bousquet, était fonctionnaire. Reçu premier en novembre 1931 au concours d'entrée de l'École normale supérieure de Paris (ENS), Jean Bousquet a ainsi partagé plusieurs années de formation avec des hommes tel que Léopold Sédar Senghor. C'est l'amitié de ce dernier qui l'a conduit, plus tard, à intégrer le cercle des proches de Georges Pompidou, lui-même issu des cercles normaliens. Lorsque Jean Bousquet aborde les événements de cette époque, il parle de la difficulté à se faire accepter dans le milieu étudiantin de la capitale, évoquant la différence entre khâgneux de province et khâgneux de Paris. Cette différence serait liée, selon lui, à la richesse du patrimoine culturel parisien (musées, théâtres, etc.) auquel n'ont pas tout de suite eu accès les étudiants provinciaux.

Fréquentant les milieux artistiques de la ville, amateur de théâtre et de peinture, il intègre progressivement le cercle des amis de Georges Pompidou. Invité plus tard aux repas réunissant ses anciens camarades de formation dans l'un des restaurants parisiens de la rue Hautefeuille (VI^e arrondissement) où Georges Pompidou aimait aller, les anciens élèves de la rue d'Ulm évoquaient ensemble leurs années de formation. D'autres personnalités, comme Julien Gracq, étaient également présentes à ces repas.

Reçu premier à l'agrégation de lettres, Jean Bousquet quitte la France en 1936 pour intégrer l'École française d'archéologie d'Athènes, où il reste pendant les premières années de la Seconde Guerre mondiale sans jamais voir son établissement et son personnel être inquiétés par les Allemands. Il y développe sa compétence d'helléniste spécialisé sur le sanctuaire panhellénique de Delphes, où plusieurs missions de fouilles seront organisées sous sa direction. En 1942, Jean Bousquet est nommé professeur de lycée à Bordeaux. Il quitte la ville en 1946 pour intégrer la faculté de lettres de Rennes, où il enseignera jusqu'en 1971. Il occupe, en parallèle à ce poste, celui de professeur à l'École d'architecture ainsi qu'à l'École des beaux-arts de Rennes à partir de 1948. Il devient plus tard directeur de la circonscription des antiquités historiques de la ville de 1960 à 1971, puis des pays de la Loire en 1970.

Pendant toute cette période, ses relations avec Georges Pompidou restent suivies, ce dernier ayant veillé à maintenir les liens avec ses anciens camarades. Des repas de retrouvailles sont régulièrement organisés – repas que Jean Bousquet décrit comme étant peuplés d'individus aux tendances politiques et religieuses diverses, mais où chacun, en cas de désaccord, exprimait calmement ses idées.

Sa carrière prend un nouveau cours en 1971. En effet, l'helléniste Robert Flacelière est contraint de démissionner de son poste de directeur de l'École normale supérieure après l'occupation de ses locaux par des groupuscules maoïstes lors de La Nuit de la Commune, au printemps 1971. Jean Bousquet, lui-même helléniste, le remplace en mars. Il a bénéficié, pour cette fonction qu'il occupe jusqu'en 1981, de l'appui de Georges Pompidou. Son directorat est marqué plus tard par une nouvelle intervention de ce dernier pour l'obtention de crédits destinés à la réparation des bâtiments de l'École. Enfin, en 1981, il est élu professeur de langue et civilisation grecque à l'université Paris-Sorbonne.

DÉCORATIONS

Officier de la Légion d'honneur et de l'ordre national du Mérite

Commandeur des Palmes académiques et des Arts et des Lettres
Officier de l'ordre de Georges 1^{er} de Grèce
Lauréat de l'Institut de France (médaille Perrot, prix Ambatiélos)
Grande médaille d'argent de la Société française des architectes

ÉCRITS DU TÉMOIN

Le sanctuaire de Delphes et les fouilles françaises, Paris, 1946.

Fouilles de Delphes : le trésor de Cyrène à Delphes, Paris, 1952.

BOUSQUET, Jean, et PAPAÏOANNOU, *L'Art grec*, Paris, 1972 .

Armée romaine et provinces, Paris, 1977.

Études sur les comptes de Delphes, BEFAR, Rome, 1988.

Corpus des inscriptions de Delphes. Volume II, Les comptes du quatrième et du troisième siècle, Paris, 1989.

GUY BRAJOT

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	3 entretiens, durée : 4h03 - Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Action culturelle extérieure - Art et culture - Disparition du général de Gaulle (1968) - ENA - ENFOM - Mai 1968 - Maisons de la Culture - Ministère des Affaires culturelles - ORTF - Télévision - Théâtre
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Guy Brajot est né le 23 février 1928 à Brantôme (Dordogne), dans une famille modeste (son père a une petite entreprise dans le bâtiment). Il fait ses études secondaires en Dordogne, passe le baccalauréat en 1946 au lycée Montaigne de Bordeaux, avant d'intégrer la faculté de droit de

Bordeaux et d'être reçu à l'ENFOM (1948-1950). Guy Brajot passe tout naturellement ses premières années en Afrique, de 1952 à 1961. Il y fait la connaissance d'Émile-Joseph Biasini, en 1955, en Guinée. Au 1^{er} janvier 1961, Guy Brajot est nommé au ministère des Affaires culturelles, où il est chargé de l'aide au théâtre. Il occupe ces fonctions jusqu'en 1968. Il y est un témoin privilégié des conceptions d'André Malraux en matière de culture, d'action culturelle contemporaine et d'art dramatique. En 1968, Guy Brajot est nommé à la direction de la Télévision, toujours au ministère de la Culture. Biasini prend la Direction, Brajot s'occupe du personnel et des finances et Liegen de l'information, de la presse et des relations avec le monde politique. Il démissionne peu après les événements de Mai, n'ayant pu imposer une nouvelle forme de programmation.

Il devient alors inspecteur général des services administratifs. En 1970, il est nommé à la Direction des théâtres, des maisons de la Culture et des lettres, et occupe ce poste jusqu'en 1979, avant d'être nommé directeur de l'administration générale au ministère de la Culture (1979-1985) puis conseiller-maître en service extraordinaire à la Cour des Comptes (1985-1989) et enfin conseiller spécial auprès d'Émile Biasini, secrétaire d'État aux grands travaux (1989-1993).

DÉCORATIONS

Officier de la Légion d'honneur

Ordre national du Mérite

Commandeur des Arts et des lettres

ÉCRITS DU TÉMOIN

« Les premières années des maisons de la culture », dans *Les Affaires culturelles au temps d'André Malraux (1959-1969)*, Paris, La Documentation française, Comité d'histoire du ministère de la Culture, 1996, p. 63-78.

« D'un ministre à l'autre, l'action de l'État », dans ABIRACHED, Robert (dir.), *La Décentralisation théâtrale*, Arles, Actes Sud-Papiers, coll. « Cahiers », t. 4, Le temps des incertitudes, 1969-1981, 1995.

ALAIN BRIOTTET

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	3 entretiens, durée : 4h23 – Soumis à l'autorisation du témoin
Autres archives	<i>inconnues</i>

Mots-clés	Cellule diplomatique – Coopération – Francophonie – Guerre d'Algérie – Image de Georges Pompidou – Maladie présidentielle – Ministère des Affaires étrangères – Portrait de Georges Pompidou – Projet Beaubourg – Protocole – Relations entre Pompidou et les ministres – Sciences Po – Secrétariat général de la Présidence – Voyages présidentiels
Noms de lieux	Amérique latine – Cajarc – Éthiopie – Québec – Tunisie

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Alain Briottet est né le 28 janvier 1938 à Paris. Après des études supérieures de droit public et l'obtention du diplôme de l'IEP de Paris, il entre au Quai d'Orsay en qualité de secrétaire adjoint des Affaires étrangères, attaché à la direction générale des affaires techniques et culturelles (1964-1968).

Secrétaire d'ambassade en Turquie de 1968 à 1970, il est affecté au service du protocole à l'Élysée de mai 1970 à mai 1973, et s'occupe plus particulièrement du protocole de Claude Pompidou. Il quitte l'Élysée au printemps 1973, avec Michel Jobert, qui le nomme conseiller technique à son cabinet. Conseiller technique au cabinet du ministre des Affaires étrangères de 1973 à 1978, il poursuit comme directeur du cabinet d'Olivier Stirn, secrétaire d'État aux Affaires étrangères (1978-1981), puis rejoint l'administration centrale comme sous-directeur du Pacifique de 1981 à 1985.

Consul général à Boston (1985-1990), ambassadeur en Birmanie (1990-1994), il fut ambassadeur au Bangladesh de 1999 à 2000. Coordonnateur de la mission d'information parlementaire sur Srebrenica en 2001, il poursuit comme ambassadeur délégué à la coopération régionale dans la zone Antilles-Guyane de 2001 à 2003, puis ambassadeur représentant de la France auprès de l'Association des États de la Caraïbe de 2002 à 2003.

Alain Briottet fut secrétaire général de l'Association Georges Pompidou de 2005 à 2011.

DÉCORATIONS

Chevalier de la Légion d'honneur

ÉCRITS DU TÉMOIN

Boston, un hiver si court : nouvelles, Monaco, éditions du Rocher, 2007, 213 p.

CLAUDIUS BROSSE

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	5 entretiens, durée : 8h00 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Affaire Markovic – Aménagement du territoire – Conseil économique et social – Déclarations de Rome et de Genève – Déjeuners – Disparition du général de Gaulle (1968) – Élections législatives de 1967 – Élections législatives de 1968 – Élections présidentielles de 1969 – ENA – Information – Jeux Olympiques de Grenoble – Latour-Maubourg – – Mai 1968 – Mouvements gaullistes – ORTF – Portrait de Georges Pompidou – Pratique présidentielle – Référendum de 1969 – Relations entre Pompidou et de Gaulle – SECAM – SLII – Sport – UNR – Voyages en province
Noms de lieux	Algérie – Cantal – Lot – Lozère – Sénégal

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Claudius Brosse est né le 16 novembre 1931 à Vienne (Isère) et décédé le 9 novembre 2011. Il constitue le parfait exemple de promotion sociale à l'échelle familiale : aïeux agriculteurs ou artisans, parents petits-bourgeois, lui-même haut fonctionnaire et membre du personnel politique. Nommé préfet de Lozère à tout juste 37 ans en 1968, il était aussi le plus jeune cette année-là à assurer ces fonctions.

Après des études de droit et de sciences politiques à Lyon, Claudius Brosse fait son service militaire au Maroc avant de passer avec succès le concours de l'École nationale d'administration en 1957. Il devient chef de cabinet de préfet avant d'être affecté en Algérie, où il occupe le poste de chargé de mission au cabinet du préfet de Constantine. Il est alors chargé de la confection du programme économique de la ville, appelé aussi Plan de Constantine (1959-1963). Il est ensuite appelé comme sous-préfet de Tizi-Ouzou en 1960, à la demande de Pierre Doueil, secrétaire général de la préfecture de Constantine.

Claudius Brosse quitte ce poste à la suite des accords d'Évian de mars 1962, et est nommé chargé de mission au cabinet de Georges Pompidou lorsque celui-ci devient Premier ministre en avril, là encore grâce au soutien de Pierre Doueil. Il reste au cabinet de Georges Pompidou jusqu'au départ de celui-ci en juillet 1968. Parmi ses attributions, l'on trouve notamment les rapatriés d'Algérie, le service du courrier, les décorations, l'organisation des Jeux Olympiques d'hiver à Grenoble en 1968, l'Information. En 1968, Claudius Brosse est nommé préfet de la Lozère. Il est muté dans la Drôme en 1972, puis dans la Sarthe en 1975.

Pendant toutes ces périodes, il entretient des relations discontinues avec Georges Pompidou, et le rencontre le plus souvent à l'occasion de déjeuners consacrés aux questions d'aménagement du territoire. Sa carrière administrative se poursuit normalement dans les années suivantes : préfet de la

Sarthe (1975-1977), préfet de la région Auvergne (1977-1982), trésorier-payeur général du Morbihan (1982-1985) puis de l'Aisne (1985-1986), préfet de la région Bourgogne (1986-1987). En 1987 il est nommé préfet hors cadre et est successivement président de la Mission interministérielle de la lutte contre la toxicomanie (1987-1989) puis chargé de mission sur la géothermie à Matignon (1989-1993). Il fait valoir ses droits à la retraite en 1993 mais ne se retire pas de la vie publique, exerçant jusqu'en 2000 les fonctions de secrétaire général de la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment et assumant d'autre part des missions de conseil.

■ DÉCORATIONS

Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite
Chevalier des Palmes académiques
Chevalier des Arts et des Lettres
Chevalier du Mérite agricole
Chevalier du Mérite sportif
Chevalier du Nichan el-Anouar
Médaille commémorative d'Afrique du Nord

■ ÉCRITS DU TÉMOIN

L'État dinosaure, Paris, Albin Michel, 2000, 313 p.

« La sécurité dans les villes, à mettre à l'heure ! », *France Forum*, dossier « : La sécurité : un combat », n°4, 4^e trimestre 2001.

« Refaire l'État : telle est la question ! », *France Forum*, dossier « Crises et renouveau », n°5, premier trimestre 2002.

« Oui à une véritable décentralisation », *France Forum*, dossier « L'urgence des réformes », n°6-7, 2^e et 3^e trimestre 2002.

« Où en sont les réformes ? », *France Forum*, dossier « Les réformes à cloche-pied », n°11, septembre 2003.

JEAN-PIERRE BRUNET

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	3 entretiens, durée : 3h52 – Librement consultable
Autres archives	Archives orales du ministère des Affaires étrangères et européennes : AO 39 (2 entretiens, 2h35)
Mots-clés	Crise de la chaise vide – Énergie – Entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun – Institutions européennes – PAC – Pétrole – Politique industrielle communautaire – Pratique gouvernementale – Relations entre Pompidou et Couve de Murville – SGCI – Système monétaire international
Noms de lieux	Chine – États-Unis – Japon – RFA – URSS

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Jean-Pierre Brunet est né le 20 janvier 1920 à Paris (Seine) et décédé le 7 février 2004. Fort d'une tradition familiale, il devient officier de marine en 1939. Dès l'année 1940, Jean-Pierre Brunet déserte la marine pour s'engager dans les forces navales françaises libres. En 1946, il est en poste à l'ambassade de France à Londres avant d'être nommé à la direction des affaires économiques extérieures du ministère des Affaires étrangères de 1948 à 1961. Il est nommé en 1961 représentant permanent de la France auprès des Communautés européennes (1961-1964). En 1965, il est fait chef de service puis directeur des Affaires économiques et financières au ministère des Affaires étrangères (1966-1975). Il est ensuite nommé ambassadeur au Japon puis en RFA, jusqu'en 1982.

D'autre part, il s'investit dans les affaires bancaires et industrielles. Il a été notamment membre du Conseil général de la Banque de France de 1966 à 1973, administrateur de sociétés (Elf-ERAP, Air France). Lors de la nationalisation de la Compagnie générale d'électricité, en 1981, il en devient PDG, succédant à Ambroise Roux.

DÉCORATIONS

Grand officier de la Légion d'honneur

Commandeur de l'ordre national du Mérite

Croix de guerre 39-45

ÉTIENNE BURIN DES ROZIERS

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	3 entretiens, durée : 3h30 – Librement consultable
Autres archives	◆ Fondation de Gaulle : F42 (papiers Burin des Roziers) et archives orales ◆ Archives orales du ministère des Affaires étrangères et européennes : AO 30 (5 entretiens, 8h00)
Mots-clés	Amis de Georges Pompidou – Banque Rothschild – CED – Conceptions de Georges Pompidou (État) – Conceptions de Georges Pompidou (Europe) – Conférence de La Haye (1969) – Conseils des ministres – Conseils restreints – Déclarations de Rome et de Genève – Georges Pompidou directeur de cabinet – Élections législatives de 1962 – Élections législatives de 1967 – Élections présidentielles de 1965 – Élections présidentielles de 1969 – Énergie – Entourage – Entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun – Gaullistes de gauche – GPRF – Grève des mineurs de 1963 – PAC – Participation – Plan de stabilisation de 1963 – Portrait de Georges Pompidou – Presse – Putsch des généraux – Rapatriés d'Algérie – Référendum de 1962 – Référendum de 1972 – Réforme constitutionnelle de 1962 – Relations entre Pompidou et de Gaulle – Secrétariat général du Gouvernement – UNR
Noms de lieux	Italie

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Étienne Burin des Roziers est né le 11 août 1913 à Paris, dans une famille d'ingénieurs et de polytechniciens, et décédé le 26 décembre 2012. Il fait de brillantes études : licence en droit, diplôme de l'École libre des Sciences politiques, certificat d'études supérieures d'histoire moderne, diplôme d'économie politique de l'université d'Oxford. Étienne Burin des Roziers entre par concours dans la carrière diplomatique le 9 juin 1939. Il est aussitôt mobilisé et rejoint l'ambassade de Washington comme attaché en 1940. Démissionnaire révoqué par Vichy, il rejoint les FFL. Il est ensuite au cabinet militaire du général Catroux (1942) puis officier d'ordonnance de Charles de Gaulle (1943-1944). Chargé de mission au cabinet de Charles de Gaulle, président du GPRF de 1944 à 1946, il y fait la connaissance de Georges Pompidou.

Sa carrière se poursuit ensuite au Quai d'Orsay. Secrétaire général de la délégation française au Conseil des ministres des Affaires étrangères (1946), puis chef de la délégation française à la Commission internationale d'enquête dans les anciennes colonies italiennes (1947-1948), il devient le sous-directeur de la Sarre au Quai d'Orsay (1948-1950). Conseiller technique au cabinet de René Mayer en mai 1953, il est ensuite premier conseiller à Belgrade en 1954-1955 puis ministre délégué à la résidence générale de France au Maroc en 1955-1956 (brièvement directeur du cabinet du général Catroux, ministre résidant à Alger, du 1^{er} au 6 février 1956). Il est nommé ministre plénipotentiaire, consul général à Milan (1956) avant d'assumer les fonctions d'Ambassadeur en Pologne de 1958 à

janvier 1962.

Il revient ensuite à Paris comme Secrétaire général de la présidence de la République de février 1962 à juin 1967. Il renoue avec la carrière diplomatique en 1967 comme ambassadeur en Italie jusqu'en 1972, puis représentant permanent de la France auprès des Communautés européennes de 1972 à 1975. Enfin, sa carrière s'achève comme conseiller d'État (1975-1984).

■ DÉCORATIONS

Grand officier de la Légion d'honneur

Grand-Croix de l'ordre national du Mérite

Croix de guerre 1939-1945

Médaille de la Résistance

■ ÉCRITS DU TÉMOIN

« À propos de l'ouvrage d'Alain Prate, *Les batailles économiques du général de Gaulle* », *Espoir*, no 23, juin 1978, p. 50.

avec Alfred GROSSER, « De Gaulle et l'Amérique : une alliance objective », *Espoir*, no 29, décembre 1979, p. 3.

« L'État, la Nation, la Société selon le général de Gaulle », *Espoir*, no 34, mars 1981, p. 4.

« L'un des meilleurs parmi les siens [Louis Vallon] », *Espoir*, no 39, juin 1982, p. 50.

« À propos de l'ouvrage de Jean-Baptiste Duroselle : *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours* », *Espoir*, no 57, p. 53.

« Ambassadeur à Rome [Gaston Palewski] », *Espoir*, no 50, mars 1985, p. 31-33.

« À propos du 40^e anniversaire du pacte franco-soviétique », *Espoir*, no 50, mars 1985, p. 65.

Retour aux sources. 1962 l'année décisive, Paris, Plon, collection Espoir, 1986, 193 p.

« Catroux, délégué général de la France libre au Levant (16 juillet 1941-25 mars 1943) », *Espoir*, no 57, p. 13.

« Catroux, artisan de l'unité française : la négociation avec Giraud », *Espoir*, no 57, p. 28.

« Le général de Gaulle et la "question d'Europe" », *Espoir*, no 70, mars 1990, p. 33.

« Colloque de New-York, avril 1990 », *Espoir*, no 71, 1990, p. 72.

« À propos de l'ouvrage de Pierre Maillard, *De Gaulle et l'Allemagne, le rêve inachevé* », *Espoir*, no 72, p. 105.

« Manifestations du Centenaire à Moscou », *Espoir*, no 73, p. 81.

« Prague-Varsovie – Los Angeles, été-automne 1990 », *Espoir*, no 73, p. 88.

« 1940-1946, le CLN, le GPRF et l'Europe », *Espoir*, no 87, 1992, p. 4.

« À propos de l'ouvrage *De Gaulle en son siècle*, tome IV, *La sécurité et l'indépendance de la France* », *Espoir*, no 87, 1992, p. 61.

« Geoffroy de Courcel, l'homme de caractère », *Espoir*, no 92, juin 1993, p. 28-31.

« Alger : la promesse de l'aube [Geoffroy de Courcel] », *Espoir*, no 92, juin 1993, p. 43-44.

« Le premier secrétaire général de la Présidence de la V^e République [Geoffroy de Courcel] », *Espoir*, no 92, juin 1993, p. 58-63.

« Témoignage sur la mission d'Edgar Faure en Chine en 1963 », *Cahiers de la Fondation Charles de Gaulle*, « L'établissement de relations diplomatiques entre la France et la Chine populaire (27 janvier 1964) », no 1, 1995, p. 34-36.

« À propos de l'ouvrage de Philippe de Saint-Robert, *De Gaulle et ses témoins* », *Espoir*, no 120, novembre 1999, p. 100.

« Nation, État et société selon Charles de Gaulle », *Cahiers de la Fondation Charles de Gaulle*, « L'idée de Nation chez Charles de Gaulle », no 7, 2000, p. 45-55.

GÉRARD DE CAFFARELLI

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	6 entretiens, durée : 8h30 - Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Chasses présidentielles - Crise de la chaise vide - Élections présidentielles de 1965 - Élections présidentielles de 1969 - FNSEA - Loi d'orientation agricole (1960-1962) - Mai 1968 - Ministère de l'Agriculture - PAC - Politique des prix et des structures (agriculture) - Portrait de Georges Pompidou - Pratique présidentielle - Référendum de 1969 - Rénovation rurale - Syndicats agricoles
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Gérard de Caffarelli est né le 11 décembre 1926 à Vaunoise (Orne) et décédé le 17 mai 2011 à Nouvion-en-Thiérache. Après des études supérieures d'agronomie, Gérard de Caffarelli devient agriculteur à Leschelle (Aisne), reprenant la ferme familiale, en 1950. Il le reste toute sa vie, prenant sa retraite à l'âge de 71 ans, en 1997.

Parallèlement, il s'engage très vite dans le syndicalisme agricole, multipliant les responsabilités : président du Centre national des Jeunes agriculteurs de 1953 à 1956, secrétaire général adjoint (1956) puis président de l'Union des syndicats agricoles de l'Aisne (1962-1970), administrateur (1958), secrétaire général adjoint (1959-1963) et enfin président de la FNSEA (1963-1971), président du Conseil de l'Agriculture française (1966-1973), président de la Confédération générale de l'Agriculture (1967-1968), président du Comité de gestion du fonds de solidarité des

céréaliculteurs et des éleveurs (1971-1983), président de l'ANDA, Association nationale pour le développement agricole (1972-1976), membre du Conseil d'administration de l'INRA (1972-1978), membre du Conseil d'administration de la BNP (1973-1981), membre du Comité économique et social de la CEE de 1973 à 1987. Il assume également des responsabilités locales et régionales, comme président de la Chambre d'Agriculture de l'Aisne de 1971 à 1987 (succédant à René Blondelle lors de son décès) et vice-président de la chambre régionale d'agriculture de Picardie durant la même période. Gérard de Caffarelli s'est également impliqué dans la vie de sa commune, dont il est maire de 1977 à mars 2001. Il en devient ensuite maire honoraire.

Gérard de Caffarelli s'intéresse également aux questions de formation. Élu à membre titulaire émérite de l'Académie d'agriculture de France en juin 1981, il préside le Conseil national de l'enseignement agricole privé de 1981 à 1996 et participe activement à l'élaboration des lois de 1984 sur l'enseignement agricole. Par la suite, il est membre de l'Observatoire national de l'Enseignement agricole de sa fondation en 1996 à 2004.

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Maire de Leschelle (1977-2001)

DÉCORATIONS

Chevalier (1972), officier (1985), commandeur (1996) de la Légion d'Honneur

Officier (1978), commandeur de l'Ordre national du Mérite (1989)

Chevalier (1961), officier (1981), commandeur de l'Ordre du Mérite agricole (1987)

ÉCRITS DU TÉMOIN

Les problèmes actuels de l'agriculture française. Exposé fait le 24 octobre 1962, Paris, Centre d'études politiques et civiques, 1963, 52 p.

JACQUES CALVET

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	4 entretiens, durée : 7h30 - Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>

Mots-clés	Aéronautique – Agriculture – Champions nationaux – Choc pétrolier de 1973 – Commerce extérieur français – Conférence des Açores (1971) – Construction européenne – Défense nationale – Dévaluation de 1969 – Entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun – FECOM – Inflation – Maladie présidentielle – Ministère des Finances – Nouvelle Société – Pétrole – Plan Calcul – Plan de stabilisation de 1963 – Pratique présidentielle – Référendum de 1972 – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Relations entre Pompidou et Giscard d'Estaing – Républicains indépendants – Sidérurgie – Système monétaire international – Union économique et monétaire – 6e Plan
Noms de lieux	Algérie – États-Unis

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Jacques Calvet est né le 19 septembre 1931 à Boulogne-sur-Seine. Après des études à l'ENA (1955-1957), Jacques Calvet devient auditeur à la Cour des Comptes (1957-1959), où il progresse en carrière : conseiller référendaire en 1963, sous-directeur en 1964. En 1959, il rejoint le cabinet de Valéry Giscard d'Estaing ministre des Finances et des Affaires économiques, comme chargé de mission (1959-1962) puis conseiller technique et enfin directeur adjoint du cabinet (1962-1966). En 1967, il devient chef de service à l'administration centrale des Finances et chef de la mission des affaires financières à la préfecture de la Région parisienne. En 1969, il redevient directeur adjoint du cabinet de Valéry Giscard d'Estaing, avant d'en prendre la tête en 1970 et ce jusqu'en 1974. D'autre part, en 1973, il est nommé directeur au ministère des Finances.

Après l'élection de Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la République en 1974, Jacques Calvet entame une carrière dans l'entreprise. Il rejoint la BNP, alors banque nationalisée, en 1974, et en prend la présidence en 1979. Notamment, il est appelé en 1982 par la famille Peugeot pour présider le groupe PSA, tâche qu'il assume de 1983 à 1997.

DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite
Officier de l'ordre du Mérite agricole
Chevalier des palmes académiques

ÉCRITS DU TÉMOIN

La grande faillite : comment l'éviter, Paris, Plon, 1998, 218 p.

YVES CANNAC

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	2 entretiens, durée : 3h30 – Soumis à l'autorisation du témoin
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Choc pétrolier de 1973 – Commissariat général du Plan – Déconcentration/décentralisation – Dévaluation de 1969 – Élections présidentielles de 1969 – Entreprises – Inflation – Mai 1968 – Mensualisation – Nouvelle Société – Nucléaire civil – ORTF – Participation – Politique contractuelle – Pratique gouvernementale – Questions monétaires – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – 6e Plan
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Yves Cannac est né le 2 mars 1935 à Chartres (Eure-et-Loir). Français par son père et russe par sa mère, Il grandit dans une famille de fonctionnaires amateurs de lettres. Yves Cannac suit d'abord les traces de son père, René Cannac, en passant, dans un premier temps, l'agrégation d'Histoire. Spécialisé en histoire économique, il enseigne au lycée de garçons de Reims à partir de 1962. Deux ans plus tard, en 1963, il passe avec succès le concours de l'École nationale d'administration. C'est ainsi qu'il intègre la promotion Stendhal, dont ont fait partie, notamment, Jean-Pierre Chevènement et Lionel Jospin. Comme son père qui, au lendemain de la guerre, a fait quelques pas en politique auprès d'hommes tels que Alain Poher et Michel Debré, il renonce à une carrière de professeur pour se tourner vers le milieu administratif et politique.

Diplômé de l'ENA en 1965, il choisit d'intégrer le Conseil d'État au lieu de se tourner, comme initialement prévu, vers l'Inspection des Finances, et devient auditeur. Trois ans plus tard, en 1968, il prend les responsabilités de chargé de mission au Commissariat général du Plan. C'est cette année-là qu'il se sépare de la gauche : activement ménédiste pendant ses années d'études et président des étudiants radicaux pendant cette même période, il décide finalement de changer d'orientation politique après avoir constaté un rapprochement entre François Mitterrand et le communiste Georges Marchais. Cette séparation ne l'empêchera pas pour autant d'être appelé par Simon Nora au poste de chargé de mission au Commissariat général du Plan, de 1968 à 1969.

C'est par l'intermédiaire de son père qu'il a pour la première fois entendu parler de Georges Pompidou : René Cannac était en effet lui aussi enseignant au lycée Henri IV entre 1938 et 1944. Ce n'est pourtant qu'une quinzaine d'années plus tard que les deux hommes se rencontrent finalement en personne : Yves Cannac, alors en année post-agrégation à l'École normale supérieure, se voit proposer par le secrétaire général de son École de rencontrer Georges Pompidou, alors désireux d'échanger avec un étudiant avancé. Cet échange en tête à tête est le seul que les deux hommes auront ensemble au cours de leurs existences ; leurs rencontres ultérieures n'ont eu lieu que dans des circonstances officielles.

Peu de temps après l'élection de Georges Pompidou à la présidence, Yves Cannac intègre le cabinet du Premier ministre Jacques Chaban-Delmas en tant que chargé de mission où il reste trois ans, de 1969 à 1972. Il a, entre autres, travaillé avec ses collègues puis repris pendant une trentaine d'heures le discours d'investiture du Premier ministre, resté célèbre pour son contenu traitant de la « Nouvelle Société ». Ce concept, largement controversé pour l'orientation politique des idées qu'il propose ainsi que par son aspect critique de la société française, fut une source de discorde entre Georges Pompidou et son Premier ministre.

En 1972, Jacques Chaban-Delmas démissionne de son poste et est remplacé par Pierre Messmer. Yves Cannac change alors de fonction et revient au Conseil d'État, où il occupe cette fois-ci le poste de maître des Requêtes pendant un an.

L'année suivante, en 1973, Valéry Giscard d'Estaing, reconduit comme ministre de l'Économie et des Finances, lui propose d'intégrer son cabinet pour y occuper les fonctions de directeur adjoint. Rencontré au début du mandat présidentiel de Georges Pompidou alors qu'il était encore au cabinet de Jacques Chaban-Delmas sous l'autorité de Simon Nora, Valéry Giscard d'Estaing a été amené à correspondre avec Yves Cannac pendant toute cette période.

Il occupe ce poste jusqu'à la mort de Georges Pompidou en 1974 et devient, après l'élection de Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire général adjoint de la Présidence de la République jusqu'en 1978, puis chargé de mission spécial pour Raymond Barre, Premier ministre, pour l'évaluation des Programmes d'application industrielle des communications spatiales.

■ DÉCORATIONS

Premier prix de français au concours général des lycées (1951)

Chevalier de la Légion d'honneur

■ ÉCRITS DU TÉMOIN

Le Juste Pouvoir : essai sur les deux chemins de la démocratie, Paris, Lattès, 1983 (réédition augmentée chez Hachette en 1983), 254 p.

CANNAC, Yves, avec la CEGOS, *La Bataille de la compétence : l'éducation professionnelle permanente au cœur des stratégies de l'entreprise : témoignages*, Paris, Hommes et Techniques, 1985, 203 p.

Pour un État moderne, Paris, Plon, 1993, 385 p.

« La loi organique relative aux lois de finances : une chance et un défi », *Revue française de finances publiques*, n° 82, juin 2003, p. 9-12.

La Qualité des services public. Rapport au Premier ministre réalisé par la Commission Qualité des services publics présidée par Yves Cannac, Paris, La Documentation française, 2004, 211 p.

Préface de TROSA, Sylvie, *La Réforme de l'État : un nouveau management ?*, Paris, Ellipses, 2008, 191 p.

CANNAC, Yves, et TROSA, Sylvie (dir.), *La Réforme dont l'État a besoin : pour un management public par la confiance et la responsabilité*, Paris, Dunod, 2007, 304 p.

GILBERT CARRÈRE

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	2 entretiens, durée : 2h13 – Librement consultable
Autres archives	Témoignage oral auprès du Programme interministériel « Histoire et évaluation des villes nouvelles »
Mots-clés	Administration du territoire – Bilan des années Pompidou – Conceptions de Georges Pompidou – Conseiller technique – Départ de Matignon (juillet 1968) – Disparition du général de Gaulle (1968) – Élections législatives de 1968 – Élections législatives de 1973 – Mai 1968 – Maladie présidentielle – ORTF – Préfets – Référendum de 1969 – Réforme régionale de 1972 – Relations entre Pompidou et de Gaulle – Secrétariat général de la Présidence
Noms de lieux	Andorre

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Gilbert Carrère est né le 26 février 1925 à La Montjoie, dans le Lot-et-Garonne, et décédé le 27 février 2015. Il fait des études de droit à Paris parallèlement à l'Institut des études politiques et en sort avec de multiples diplômes : diplôme de l'IEP de Paris, diplôme d'études supérieures en droit, diplôme d'expert en coopération technique internationale.

La carrière administrative de Gilbert Carrère commence en 1952, lorsqu'il devient chef de cabinet du préfet du Loiret. Il est ensuite chef de cabinet du directeur de la Protection civile au ministère de l'Intérieur, avant d'être nommé en Algérie comme sous-préfet de Sebdo (1959-1961) puis directeur de cabinet du secrétaire général de l'Algérie. Il revient alors en France avec rang de sous-préfet, comme chef de mission régionale auprès de Jacques Pélissier, préfet de région du Languedoc-Roussillon (1963-1967).

En 1967, il est appelé au secrétariat général de la présidence de la République, comme chargé de mission. Il conserve ses fonctions lorsque Georges Pompidou est élu président, comme chargé de mission pour l'Intérieur, la police, la fonction publique, la réforme régionale et administrative, les affaires sociales et Andorre (juin 1969-décembre 1970). Il est ensuite préfet des Pyrénées-orientales de 1970 à 1973, avant de revenir à la Présidence comme conseiller technique, chargé des mêmes attributions qu'auparavant (mai 1973-avril 1974).

Après le décès de Georges Pompidou, Gilbert Carrère poursuit sa carrière : préfet du Val-d'Oise (1974-1979), préfet de la région Limousin et de la Haute-Vienne (1979-1981), préfet de la région Bretagne et d'Ille-et-Vilaine (1981-1984), commissaire de la République de la région Rhône-Alpes et du département du Rhône (1985-1989), préfet hors cadre (1989). Il revient ensuite aux milieux gouvernementaux comme directeur de cabinet de Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur (1989-1990), puis directeur général de l'administration au ministère de l'Intérieur (1990). Il fait valoir ses droits à la

retraite en 1990, mais n'abandonne pas la vie publique pour autant. Il est notamment conseiller-maître extraordinaire à la Cour des Comptes en 1990, président de l'Institut régional d'administration de Lyon (1991-1993) et président de la Fondation Les orphelins apprentis d'Auteuil (1993-2002), membre du Conseil national de l'Ordre du Mérite (1993-2007).

■ DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'honneur
Grande-Croix de l'ordre national du Mérite
Croix de la Valeur militaire
Commandeur du Mérite agricole
Commandeur des Palmes académiques
Officier des Arts et des Lettres
Chevalier du Mérite maritime

■ ÉCRITS DU TÉMOIN

Le Transport en France, Paris, PUF, 1997, 127 p.

Mémoires d'un préfet : à la traverse du XX^e siècle, Paris, L'Harmattan, 2012, 244 p.

FRANÇOIS CEYRAC

■ DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	3 entretiens, durée : 4h15 – Librement consultable
Autres archives	Fondation Charles de Gaulle : archives orales
Mots-clés	Chômage – Déjeuners – LAURS – Louis-le-Grand – Mensualisation – Nouvelle Société – Portrait de Georges Pompidou – Syndicats patronaux
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

François Ceyrac fait ses études secondaires à Sarlat avant de « monter » à Paris faire ses classes préparatoires au lycée Louis-le-Grand. Il y rencontre Georges Pompidou, avec qui il a un an d'écart. Après des études à la faculté de lettres et à l'École libre des sciences politiques, François Ceyrac entre très vite, dès 1936, à l'Union des industries métallurgiques et minières, où il fait carrière : chef de service, secrétaire général adjoint à partir de 1945, délégué général adjoint de 1952 à 1968, enfin président de 1969 à 1973.

Mobilisé en 1939, François Ceyrac est fait prisonnier et passe près de trois ans en détention dans un stalag. Au sortir de la guerre, il s'investit dès 1946 dans le jeune CNPF tout juste créé par Georges Villiers. Il en est secrétaire général dès 1946, avant de devenir vice-président (1967) puis président de la commission sociale du CNPF (1968-1972). Les principaux dossiers qu'il a à y traiter sont les négociations interprofessionnelles sur l'emploi en 1969, la mensualisation en 1970, la formation professionnelle en 1971. D'autre part, il siège au Conseil économique et social de 1969 à 1974. François Ceyrac succède à Paul Huvelin comme président du CNPF en décembre 1972, et assume ces fonctions jusqu'en 1981, date à laquelle il devient président d'honneur du syndicat patronal.

Dans les années suivantes, François Ceyrac est vice-président (1981) puis président (1982-1984) de la Chambre de commerce internationale, et président du Comité économique et social des communautés européennes (1982-1984). Il assume également de nombreuses responsabilités comme administrateur ou membre des conseils de surveillance de multiples entreprises et comités.

DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'honneur

Commandeur de l'Ordre du Mérite

Commandeur de l'Ordre de Malte

ÉCRITS DU TÉMOIN

Les dossiers de l'économie de liberté [par un groupe de cadres d'entreprise]. Textes présentés par François Ceyrac, Paris, France-Empire, 1977, 186 p.

CEYRAC, François, CHAUVIN, Maurice, FAUROUX, Roger, FOUCAUT, Michel, *et. al.*, *La CFDT en questions*, Paris, Gallimard, 1984, 246 p.

ÉMILE CHALINE

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	2 entretiens, durée : 2h25 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Accords de Grenelle (1968) – Affaire Markovic – Alliance atlantique – Conceptions de Georges Pompidou – Défense nationale – Départ de Matignon (juillet 1968) – Disparition du général de Gaulle (1968) – Domaine réservé – Essais nucléaires – État-major particulier – Force de frappe – France Libre – Mai 1968 – Marine – Notes – Pratique présidentielle – Vedettes de Cherbourg
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Natif de Brest, Émile Chaline connaît tout jeune l'appel de la mer. Rêvant d'aventure, il passe en juin 1940 les écrits du concours de l'École navale de Brest. La débâcle de juin 1940 bouleverse ses plans et sur ordre de son père il quitte Brest pour l'Angleterre, le 18 juin 1940, sans avoir entendu l'appel du général de Gaulle. Il rallie les Forces Navales Françaises Libres et suit les cours de l'École navale anglaise. Il se spécialise dans un domaine nouveau : la détection radar. Il participe à la bataille de l'Atlantique à bord du contre-torpilleur *Léopard* et des corvettes *Comandant Drogou* et *Roselys*, ainsi qu'aux opérations de débarquement en Normandie en juin 1944.

En mai 1945, Émile Chaline est l'un des rares membres des FNFL à rejoindre la Marine nationale. Il participe alors à des opérations de dragage de mines dans la Manche en 1946 et part patrouiller sur les côtes d'Indochine à bord du *Marjolaine* en 1947. En 1950, il est nommé lieutenant de vaisseau instructeur en détection (radar) sur le navire-école *Jeanne d'Arc*. Après un bref passage comme aide de camp au secrétariat d'État à la Marine de Jacques Gavini, Émile Chaline embarque en 1953 sur le porte-avions *Lafayette*, dont il prend en charge le service détection. Il retourne alors en Indochine. À l'automne 1956, il est admis à l'École de guerre navale et en ressort en breveté d'état-major. Il participe alors à la mise sur pied des moyens navals et aériens nécessaires à l'expédition de Suez. En 1957, il est nommé commandant en second de la frégate *La Confiance*, en campagne dans l'océan Pacifique.

Lors de la crise de mai 1958, la frégate *La Confiance* croise dans les eaux polynésiennes. Émile Chaline entame alors une tournée des îles de Polynésie. Le 28 septembre 1958, l'ensemble de la Polynésie vote *oui* à la nouvelle Constitution. De retour de campagne, il est affecté aux études générales de l'état-major des Armées, puis il prend le commandement du dragueur océanique *Berlaimont* à Bizerte de 1960 à 1961. En 1962, il est nommé attaché militaire au Danemark et en Norvège. En 1965, il prend le commandement de l'escorteur d'escadre *La Bourdonnais* lors des premières expérimentations nucléaires dans le Pacifique. Il était alors affecté à un rôle de surveillance et de contrôle.

Après avoir été nommé capitaine de vaisseau, il entre le 16 juin 1967 au cabinet militaire du Premier ministre en tant qu'officier de marine. Après l'élection de Georges Pompidou à la présidence de la République, Émile Chaline entre à l'état-major particulier du Président Pompidou le 20 juin 1969, toujours comme officier de Marine. En mars 1971, il prend le commandement de la division des avisos-escorteurs du Pacifique puis, en 1972, du Centre d'instruction naval de Saint-Mandrier (Var).

■ DÉCORATIONS

Grand officier de la Légion d'honneur

Grand officier de l'ordre national du Mérite

Croix de guerre 39-45 et des Théâtres d'opérations extérieurs

Médaille des Évadés

Officier du Mérite maritime

Croix du combattant volontaire de la Résistance

Commandeur de l'Étoile noire

■ ÉCRITS DU TÉMOIN

CHALINE, Émile, et SANTARELLI, Pierre, *Historique des forces navales françaises libres*, Vincennes, Service historique de la Marine, 1989, plusieurs volumes.

« Les Forces navales françaises libres », *Espoir*, no 68, septembre 1989, p. 15.

« Les Forces navales françaises libres », *Espoir*, no 100, janvier 1995, p. 71.

« La bataille de l'Atlantique », *Espoir*, no 148, septembre 2008, p. 60.

« À propos de l'ouvrage d'Henri de Wailly, *Syrie 1941, la guerre occultée* », *Espoir*, no 150, mars 2007, p. 100.

« À propos de l'ouvrage *Historique des Forces navales françaises libres* », *Espoir*, no 150, mars 2007, p. 103.

« À propos du Mémorial des Français libres », *Espoir*, no 150, mars 2007, p. 104.

JEAN CHAMANT

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	4 entretiens, durée : 5h00 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Aéronautique – Aérotrain – Alliance atlantique – Aménagement du territoire – Budget – Centrisme – CODER – Conseils des ministres – Conseiller technique – DATAR – Déclarations de Rome et de Genève – Départ de Matignon (juillet 1968) – Élections législatives de 1967 – Élections législatives de 1968 – Élections présidentielles de 1969 – Gouvernement Chaban-Delmas – Gouvernement Couve de Murville – Guerre d'Algérie – IV ^e République – Mai 1968 – Ministère des Transports – Motion de censure – MRP – Nomination de Georges Pompidou (1962) – Nouvelle Société – Ouverture – Plan de stabilisation de 1963 – Politique industrielle communautaire – Pratique présidentielle – Référendum de 1962 – Référendum de 1969 – Réforme constitutionnelle de 1962 – Réforme régionale de 1972 – Relations avec le Parlement – Relations entre Pompidou et de Gaulle – Relations entre Pompidou et Giscard d'Estaing – Relations entre Pompidou et les ministres – Républicains indépendants – Résistance – TGV – Transports ferroviaires – 5 ^e Plan
Noms de lieux	Yonne

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Jean Chamant est né le 23 novembre 1913 à Chagny (Saône-et-Loire) et est décédé le 22 décembre 2010 à Paris (Paris). Après ses études de droit à Paris, Jean Chamant devient avocat, en 1937, à vingt-quatre ans. Il s'engage en politique à la Libération. Élu député indépendant de l'Yonne en 1946, il est constamment réélu jusqu'en 1977. Il est notamment vice-président de l'Assemblée nationale de 1959 à 1967, et à plusieurs reprises vice-président du groupe des républicains indépendants de l'Assemblée nationale. Il est appelé au gouvernement à plusieurs reprises, sous la IV^e puis la V^e République : brièvement secrétaire d'État aux Affaires étrangères pour les affaires marocaines et africaines d'octobre 1955 à janvier 1956, ministre des Transports d'avril 1967 à juin 1969, puis à nouveau de février 1971 à février 1972. Parmi les principaux dossiers qu'il suit, on trouve le TGV et le programme Airbus.

D'autre part, il s'investit dans la vie politique locale. Il devient conseiller municipal de Sens en 1947. Élu au Conseil général de l'Yonne en 1965 et à sa présidence en 1970 jusqu'en 1992. Parallèlement, il est maire d'Avallon de 1977 à 1983. Il occupe les fonctions de président du Conseil régional de Bourgogne de 1974 à 1978. Enfin, il a été sénateur RPR de 1977 à 1995.

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Secrétaire d'État aux Affaires étrangères (20 octobre 1955-1^{er} février 1956)

Ministre des Transports (6 avril 1967-20 juin 1969, 7 janvier 1971-6 juillet 1972)

Député de l'Yonne (1946-1977)

Conseiller général de l'Yonne (1965-1992)

Président du Conseil régional de Bourgogne (1974-1978)

Sénateur (RPR) de l'Yonne (25 septembre 1977-1^{er} octobre 1995)

Maire d'Avallon (mars 1977-mars 1983)

DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'honneur

ANDRÉ CHANDERNAGOR

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 2h01 – Soumis à l'autorisation du témoin
Autres archives	<ul style="list-style-type: none">◆ OURS : fonds André Chandernagor 1956-1958 (62 APO)◆ OURS : fonds Guy Mollet◆ Fondation Charles de Gaulle : archives orales◆ Archives orales de l'European University Institute : INT599
Mots-clés	Constitution de 1958 – Cumul des mandats – Élections législatives de 1973 – Élections présidentielles de 1969 – FGDS – Georges Pompidou directeur de cabinet – Guerre d'Algérie – Mai 1968 – Maladie présidentielle – Ministère/secrétariat d'État chargé des relations avec le Parlement – MRP – Nouvelle Société – Ouverture – Portrait de Georges Pompidou – Pratique gouvernementale – Pratique présidentielle – Référendum de 1969 – Référendum de 1972 – Réforme constitutionnelle de 1962 – Relations avec le Parlement – Société
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

André Chandernagor est né le 19 septembre 1921 à Civray (Vienne). Il commence sa scolarité au collège de Civray. En 1940, il s'inscrit en classes préparatoires au lycée Henri IV. Puis, en 1943, il séjourne quelques temps en Indochine comme élève administrateur des services civils de l'Indochine. En 1945, il est admis à l'École nationale de la France d'Outre-mer, une école formant les cadres de l'administration coloniale. Il obtient une licence en droit et un diplôme d'études supérieures de droit public et d'économie politique.

En 1944, André Chandernagor adhère à la SFIO, et il fait ses débuts en politique dix ans plus tard en tant qu'attaché de presse au cabinet de Marius Moutet, ministre SFIO de la France d'Outre-mer. Il y reste jusqu'en septembre 1947. Sa carrière politique commence en 1953 lorsqu'il est élu maire de Mortroux (Creuse), commune d'origine de son épouse, Éliane Bernadet. Cette élection marque le début de l'implantation d'André Chandernagor dans la Creuse. Pendant plus de trente ans, jusqu'en 1983, il est réélu et conserve ce poste de maire de Mortroux. Sa carrière locale se poursuit : victoire aux élections cantonales de 1961, président du conseil général de la Creuse en 1973, président du Conseil régional du Limousin en 1974.

Parallèlement, en janvier 1949, André Chandernagor entre à l'École nationale d'administration dans la promotion Europe. En 1952, il est nommé auditeur au Conseil d'État. C'est à ce moment qu'il rencontre pour la première Georges Pompidou, conseiller d'État, travaillant tous deux dans la Haute Assemblée du Conseil d'État. En 1957, il passe maître des requêtes. De 1956 à 1958, André Chandernagor est conseiller technique au cabinet de Guy Mollet, président du Conseil. Celui-ci lui confie le soin de préparer un projet de réforme constitutionnelle, avec l'aide de Jérôme Solal-Céligny, spécialiste des questions institutionnelles. Plus particulièrement, il représente Guy Mollet dans le comité de rédaction de la Constitution que préside Michel Debré, garde des Sceaux.

Dans la toute jeune V^e République, André Chandernagor est élu député (socialiste) de la Creuse au deuxième tour des élections législatives de novembre 1958. Il sera réélu continûment jusqu'en 1981. Durant ses mandats successifs, il est l'un des principaux porte-parole du groupe socialiste à l'Assemblée nationale (il est élu au comité directeur de la SFIO en 1963) et intervient au nom du groupe socialiste dans les domaines diplomatique, économique et financier. Il est notamment vice-président de l'Assemblée nationale d'avril 1967 à avril 1968. Par ailleurs, le 5 octobre 1962, il fait partie des députés ayant voté la motion de censure à l'Assemblée nationale.

En juin 1981, André Chandernagor est nommé ministre délégué auprès du Ministre des Relations extérieures, Claude Cheysson, chargé des affaires européennes dans le gouvernement de Pierre Mauroy. Il abandonne ces fonctions en décembre 1983 pour devenir premier Président de la Cour des comptes. Il conserve ce poste jusqu'en septembre 1990, date à partir de laquelle il en devient président honoraire.

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

21 mai 1981-7 décembre 1981 : ministre délégué, chargé des Affaires européennes

1962-1981 : député de la Creuse, circonscription d'Aubusson

1961-1983 : conseiller général de la Creuse

1973-1983 : président du Conseil général de la Creuse

1974-1981 : président du Conseil régional du Limousin

1953-1983 : maire de Mortroux (Creuse)

DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'honneur

Commandeur de l'Ordre national du Mérite

ÉCRITS DU TÉMOIN

Le Socialisme et le pouvoir. Conférence donnée le lundi 28 janvier 1963, Paris, Parti Socialiste SFIO, 1963, 40 p.

Un Parlement, pour quoi faire ?, Paris, Gallimard, 1967, 186 p.

Réformer la démocratie ?, Paris, Balland, 1977, 188 p.

Les Maires en France, XIX^e-XX^e siècle : histoire et sociologie d'une fonction, Paris, Fayard, 1993, 274 p.

La Liberté en héritage, Paris, Pygmalion, 2004, 330 p.

JEAN CHARBONNEL

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	4 entretiens, durée : 7h05 - Librement consultable
Autres archives	Fondation Charles de Gaulle : archives orales
Mots-clés	Aérospatial - Affaire Markovic - Affaires sociales - Affaire Touvier - Aménagement du territoire - Assises de Lille (1967) - Budget - Conceptions de Georges Pompidou (Recherche) - Conseils des ministres - Coopération - Déclarations de Rome et de Genève - Déconcentration industrielle - Départ de Matignon (juillet 1968) - Disparition du général de Gaulle (1968) - Élections législatives de 1968 - Énergie - Fiscalité - Georges Pompidou directeur de cabinet - Gouvernement Chaban-Delmas - Gouvernement Couve de Murville - Industrie - Jeunes Loups - Lip - Loi Faure - Mai 1968 - Majorité - Manifestation du 30 mai 1968 - Mouvements gaullistes - MRP - Nomination de Georges Pompidou (1962) - Ouverture - Patronat - Plan Calcul - PME - Pratique gouvernementale - Pratique présidentielle - Présence et action du gaullisme - Recherche scientifique - Référendum de 1969 - Relations avec le Parlement - Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas - Relations entre Pompidou et Chirac - Relations entre Pompidou et les ministres - Seconde Guerre mondiale - Syndicats - UDR - Unidata - UNR
Noms de lieux	Brive-la-Gaillarde - Corrèze

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Jean Charbonnel est né à La Fère (Aisne) le 22 avril 1927 et décédé le 19 février 2014. Après des classes préparatoires aux lycées Henri IV et Louis-le-Grand, il intègre l'ENS en 1947 et passe l'agrégation d'histoire. Il fait ensuite l'ENA, dans la promotion Guy Desbos (1954-1956). À sa sortie de l'École nationale d'Administration, sa place au classement permet à Jean Charbonnel de débiter sa carrière, en 1956, comme auditeur à la Cour des Comptes. Il peut ainsi assurer sa formation de magistrat et refuse, par ailleurs, d'entrer à la Direction des Affaires culturelles du Quai d'Orsay et d'entrer dans les affaires. De 1958 à 1959, il est chargé de mission du ministre du Sahara, Jacques Soustelle.

Il devient conseiller technique de Bernard Chenot de 1959 à août 1961, au ministère de la Santé. Il rédige les statuts de la nouvelle École nationale de la Santé. Il suit Bernard Chenot au ministère de la Justice d'août 1961 à 1962. Il constitue, au ministère de la Justice, un réseau de fonctionnaires et de collaborateurs du ministre pour résister à un putsch militaire des opposants à l'indépendance algérienne. Il est, enfin, conseiller technique du ministre des Travaux publics, Pierre Dumas. Il devient conseiller référendaire à la Cour des Comptes en 1962. D'autre part, Jean Charbonnel est nommé secrétaire d'État aux Affaires étrangères chargé de la Coopération (8 janvier 1966- 1^{er} avril 1967).

Malgré l'influence de la gauche et de l'antigaullisme dans le Limousin, il est élu député UNR-UDT dans la deuxième circonscription de la Corrèze en novembre 1962 et devient rapporteur de la commission des Finances pour le budget de l'énergie atomique. Il lance l'hebdomadaire *L'Essor de la Corrèze* suite aux législatives. Il devient conseiller général du canton de Brive-Nord en 1964. S'il perd les législatives de 1967, il remporte les élections anticipées de juin 1968 et reste député jusqu'à 1972 pour le nouveau parti Union pour la nouvelle République, créé en 1968. Il est rapporteur de la commission des Finances pour les questions de budget de l'Éducation nationale, qu'il préside en 1971-1972.

S'il n'a jamais ouvertement critiqué le rôle restreint accordé au Parlement sous la présidence du général de Gaulle, il s'efforce, sous Pompidou, de rappeler l'importance du Parlement par un texte qu'il fait signer, en tant que président de la commission des Finances, aux présidents UDR, de commissions permanentes.

Pour s'assurer un meilleur ancrage politique local, il se porte candidat à la mairie de Brive, parallèlement à la députation. Il est défait en 1965 mais les élections sont invalidées par le Conseil d'État. Il est élu maire le 2 octobre 1966 et le reste jusqu'en 1995. Bien qu'il n'adhère pas officiellement à l'Union Démocratique du Travail (UDT), son image de gaulliste de gauche lui vaut le soutien de l'ancien maire de Brive, issu de la gauche radicale, Henri Chapelle. Son équipe est composé entre autres d'un membre de l'UDT, le général Poujade, et d'un membre de l'Union pour la Nouvelle République (UNR), Jean Alibert, ancien animateur des Jeunesses socialistes de Brive en 1939 et ancien résistant. Son action lui vaut le titre de maire honoraire de Brive en 2008.

Soutenu par Georges Pompidou et Pierre Juillet et malgré l'hostilité du secrétaire général de l'UNR-UDT, Jacques Baumel, Jean Charbonnel favorise le renouvellement générationnel dès mai 1963. Par l'opération « Jeunes Loups », il cherche à promouvoir de nouveaux candidats gaullistes pour le Quercy et le Limousin, en vue des législatives de mars 1967, contre les socialistes et les radicaux. Ces jeunes cadres du parti manifestent leur engagement par le serment de Solignac le 6 novembre 1966.

Au départ de Jacques Baumel de son poste de secrétaire général de l'UNR-UDT, en juin 1967, il fait partie du secrétariat national de l'UNR-UDT, composé de cinq membres chargés de questions thématiques : à Robert Poujade la question des élections, à André Fanton l'information, à René Tomasini l'organisation, à Jean Taittinger les finances et enfin à Jean Charbonnel les questions économiques et sociales et les relations extérieures, notamment avec les gaullistes de gauche. En novembre 1967, les assises du mouvement à Lille mettent fin à la direction collégiale. L'adoption d'un système plus traditionnel vaut à Robert Poujade son élection, le 19 janvier 1968, au poste de

secrétaire général de l'Union des Démocrates pour la V^e République, et à Jean Charbonnel sa nomination comme secrétaire général adjoint. Ils sont tout deux reconduits dans leurs fonctions à la tête de l'Union des Démocrates pour la République d'octobre 1968 à 1971.

Il devient Ministre du Développement industriel et scientifique du gouvernement Messmer (juillet 1972-février 1974). Dans ces fonctions, Jean Charbonnel est le promoteur du programme Ariane et a préparé le plan électronucléaire français. Il est aussi connu pour son engagement dans l'affaire Lip, entreprise d'horlogerie, de mécanique et d'armement en difficulté, dès octobre 1973. Il est ainsi accusé de vouloir sauver l'entreprise à tout prix, notamment en relançant l'ensemble de l'entreprise et non pas seulement le secteur de l'horlogerie, malgré le « Lip, c'est fini » du Premier ministre. Il est partisan de l'intervention de l'État dans la perspective d'une relance globale de l'industrie et s'oppose, en ce sens, aux libéraux du gouvernement. Jean Charbonnel ne réintègre pas le gouvernement lors du remaniement ministériel de février 1974.

En 1979, il adhère au RPR créé en 1976 par Jacques Chirac et devient député RPR en 1986. Refusant de soutenir la candidature de Jacques Chirac aux élections présidentielles de 1981 et 1988, Charbonnel est exclu en 1990 du RPR. Il reste député jusqu'à 1993 sans affiliation à un parti. À l'élection présidentielle de 2002, il accorde son soutien à Jean-Pierre Chevènement plutôt qu'à Jacques Chirac, puis à Nicolas Sarkozy en 2007 et 2012. Il préside actuellement [2010] la Convention des gaullistes sociaux pour la V^e République.

■ EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Fonctions politiques :

Secrétaire d'État aux Affaires étrangères chargé de la Coopération (8 janvier 1966- 1^{er} avril 1967)

Membre du secrétariat national de l'UNR-UDT chargé des affaires économiques, sociales et des relations extérieures (1967-1968)

Secrétaire général adjoint de l'Union des Démocrates pour la République (1968-1971)

Président de la commission des finances de l'Assemblée nationale (1971-1972)

Ministre du Développement industriel et scientifique (juillet 1972-février 1974) dans le gouvernement de Pierre Messmer

Fonctions électives :

Député de la Corrèze, 2^e circonscription Brive-la-Gaillarde (1962-1966, 1968-1972, 1986-1993)

Conseiller général du canton de Brive-Nord à partir de 1964

Maire de Brive-la-Gaillarde (1966-1995)

■ ÉCRITS DU TÉMOIN

Club Nouvelle Frontière (Jean Charbonnel dir.), *Radioscopie des oppositions*, Paris, Plon, 1973, 249 p.

L'aventure de la fidélité, Paris, Le Seuil, 1976, 297 p.

Comment peut-on être opposant?, Paris, Robert Laffont, 1983, 256 p.

Edmond Michelet, Paris, Beauchesne, 1988, 294 p.

De Gaulle au présent, Paris, Flammarion, 1990, 371 p.

Histoire de Brive et de sa région, Toulouse, Privat, 1991, 319 p.

À la Gauche du Général, Paris, Plon, 1996, 325 p.

Le gaullisme en questions, Paris, PUF, 2002, 220 p.

Les légitimistes de Châteaubriand à De Gaulle, Paris, La Table Ronde, 2006, 327 p.

« Au rendez-vous de la légitimité. Entretien avec Raphaël Dargent », *Espoir*, no 148, septembre 2008, p. 111-113.

CHARBONNEL, Jean, et BOISSIEU, Laurent, *Pour l'honneur du gaullisme : contre-enquête sur un héritage*, Paris, Riveneuve, 2011, 353 p.

FERNAND CHAUSSEBOURG

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	2 entretiens, durée : 3h08 - Librement consultable
Autres archives	Archives orales de l'European University Institute : INT495
Mots-clés	Centre démocrate - Centre Démocratie et Progrès - Départ de Matignon (juillet 1968) - Disparition du général de Gaulle (1968) - Élections législatives de 1967 - Élections législatives de 1968 - Élections législatives de 1973 - Élections présidentielles de 1965 - Élections présidentielles de 1969 - Élections présidentielles de 1974 - Entourage - Grande fédération - IVe République - Mai 1968 - MRP - Nouvelle Société - PDM - Quinquennat - Référendum de 1969 - Réforme constitutionnelle de 1962 - Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas
Noms de lieux	Vienne

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Fernand Chaussebourg est né le 6 mai 1921 à Paris et décédé le 20 février 2004. Parallèlement à ses études de droit, il commence sa carrière comme rédacteur de préfecture à la Libération (Montpellier, 1944-1945). Il occupe ensuite différentes fonctions dans les cabinets ministériels de la IV^e République : attaché au cabinet de René Schmitt, sous-secrétaire d'État à la Reconstruction (décembre 1946-janvier 1947), conseiller technique auprès de Pierre Abelin, secrétaire d'État à l'Information (décembre 1947-juillet 1948), chef du secrétariat particulier de Yvon Coudé du Foresto, secrétaire d'État au Ravitaillement (juillet 1948-octobre 1949), attaché parlementaire chargé de la presse au cabinet de Georges Bidault, président du Conseil (octobre 1949-juin 1950). Fernand Chaussebourg devient ensuite secrétaire général administratif du groupe MRP à l'Assemblée nationale, fonctions qu'il occupe, auprès du MRP ou du groupe centriste, jusqu'en 1972.

En novembre 1957, il est appelé comme chef adjoint de cabinet par Henri Dorey, secrétaire d'État à l'Agriculture jusqu'en juin 1958. Dans le gouvernement de transition du général de Gaulle, Fernand Chaussebourg est chargé de mission pour l'aviation civile dans le cabinet de Robert Buron, ministre des Travaux publics (juin 1958-janvier 1959). Tout au long des années 1960, il est secrétaire général administratif du groupe MRP puis « Progrès et démocratie moderne ».

En 1972, il devient secrétaire administratif du groupe centriste au Sénat, et le reste jusqu'en 1983, avant de devenir conseiller politique du groupe (1983-1992). Il est également suppléant de Jean-Marie Bouloux, sénateur de la Vienne, de septembre 1977 à septembre 1986. En 1981, il coordonne les comités de soutien à la candidature de Valéry Giscard d'Estaing, candidat à la présidentielle.

Fernand Chaussebourg s'engage également dans la vie politique locale. En novembre 1958, il se présente aux premières élections législatives de la V^e République. Il sera conseiller général de la Vienne de 1958 à avril 1982, dans le canton de Saint-Savin, et président du Conseil régional de Poitou-Charentes de janvier 1980 à septembre 1981. En 1983 il fait partie des membres fondateurs du Centre d'études politiques et parlementaires. Désigné membre du Conseil économique et social au titre des personnalités qualifiées, il y siège de 1994 à 1999.

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Conseiller général de la Vienne (1958-1982)

Président du Conseil régional de Poitou-Charentes (1980-1981)

DÉCORATIONS

Officier de la Légion d'honneur

Commandeur de l'ordre national du Mérite

Palme académique

ÉCRITS DU TÉMOIN

Le tourisme, un atout à développer. Avis adopté par le Conseil économique et social sur le rapport de Fernand Chaussebourg (séance du 26 juin 1996), Paris, 1996.

JACQUES CHEVALLIER

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 3h30 – Soumis à l'autorisation du témoin
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Défense nationale – Marine – Nucléaire civil – Nucléaire militaire – SNLE
Noms de lieux	Canada – États-Unis – Tunisie

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Né le 28 décembre 1921 à Vendôme de parents médecins, Jacques Chevallier poursuit ses études à l'École polytechnique en 1940 puis exerce ses fonctions d'ingénieur du génie militaire à l'arsenal de Bizerte (1945-1947) puis à celui de Toulon (1947-1951). Il se spécialise dans les questions liées à l'énergie atomique lors de ses années comme ingénieur puis chef du service des appareils moteurs à l'Établissement des constructions et armes navales d'Indret (1951-1959). De 1959 à 1968, il est chef du groupe qui devient ensuite département de propulsion nucléaire du Commissariat à l'énergie atomique (CEA). De 1969 à 1972, il est président-directeur général de la Compagnie centrale d'études industrielles. De 1972 à 1986, il est directeur de la direction des applications militaires du CEA. Il est alors nommé délégué général pour l'Armement (1986-1988). Il décède le 11 décembre 2009.

DÉCORATIONS

Grand Officier de la Légion d'honneur

ÉCRITS DU TÉMOIN

« Le prototype à terre du réacteur nucléaire pour sous-marins », *Défense nationale*, no 267, avril 1968.

« Histoire de la DAM [direction des applications militaires du CEA] », 1998, 18 pages [texte en ligne : <http://pbillaud.fr/html/atom12.html>; consulté le 4 avril 2014]

« La genèse de la force de dissuasion nucléaire française », dans VAÏSSE, Maurice (dir.), *Armement et V^e République*, Paris, CNRS Éditions, 2002, p. 281-291.

LAURENT CLÉMENT

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 0h52 - librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Conceptions de Georges Pompidou (Administration) - Portrait de Georges Pompidou - Préfets - Rénovation rurale
Noms de lieux	Cantal

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Issu du milieu agricole dont il s'émancipe par le biais d'études de droit et de sciences politiques à Paris, Laurent Clément, né le 27 juillet 1921 et décédé le 28 janvier 2004, a traversé le second conflit mondial en entrant dans la Résistance. Fait prisonnier par les Allemands, il rejoint ensuite le maquis avant de participer au procès de Nuremberg en tant que Chargé de mission au Tribunal militaire international en 1945. Laurent Clément occupe en 1947 son premier poste dans son département de naissance comme directeur de cabinet du préfet de la Manche. Il assume les mêmes fonctions à partir de 1952 auprès du préfet de l'Yonne. En 1953, il intègre en tant que chargé de mission le cabinet d'André Colin, alors secrétaire d'État à l'Intérieur, puis, en 1954, les cabinets de Léon Martinaud-Déplat puis de François Mitterrand, ministres de l'Intérieur. De 1955 à 1960, il est affecté successivement dans trois sous-préfectures : Saint-Jean-de-Maurienne, Clamecy et enfin Bordj-Bou-Arreridj, en Algérie. De 1960 à 1961, il est secrétaire général de Sétif, puis chef de cabinet de Pierre Chatenet, ministre de l'Intérieur.

Laurent Clément rencontre pour la première fois Georges Pompidou en 1972, lorsqu'il est nommé préfet du Cantal - poste qu'il occupera presque sept années. Laurent Clément, dont la candidature pour la préfecture du Cantal est soumise à Georges Pompidou, est appelé à l'Élysée pour un entretien avec le président de la République. Au cours de ce premier échange, les deux hommes évoquent le développement et l'avenir du Cantal au travers de ses fragilités d'alors et des solutions pour y remédier. Ils abordent, entre autres, les questions de son enclavement, du développement des voies de communication, etc.

Laurent Clément a donc assumé pendant les sept années qui ont suivies le rôle de préfet dans le département du président de la République - rôle qu'il dit avoir assumé parfaitement, étant depuis toujours un provincial malgré sa scolarité et les quelques postes importants qu'il a pu occuper dans la capitale. C'est au cours de cette période qu'il découvre les liens unissant Georges Pompidou à sa région natale, à laquelle il était très attaché. Les Cantaliens eux-mêmes avaient, selon ses dires, une réelle estime pour ce président natif de leur région.

Laurent Clément a, tout le temps qu'il était préfet, participé au développement de cette zone, en travaillant notamment sur la question de la rénovation rurale ainsi que celle de la modernisation de l'agriculture. Ses autres priorités étaient le désenclavement à travers un programme routier complet, le tourisme et l'agriculture (ces deux secteurs étant selon lui complémentaires).

DÉCORATIONS

Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite
Croix de la valeur militaire

ÉCRITS DU TÉMOIN

DELOROZOY, Robert, et CLÉMENT, Laurent, *Entreprendre, agir, servir. Une vie*, Paris, Choisel, 1999, 215 p.

MICHEL COINTAT

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	5 entretiens, durée : 9h10 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Agriculture – Conseils des ministres – Construction européenne – Crise de la chaise vide – Élections législatives de 1967 – Élections législatives de 1968 – Élections présidentielles de 1974 – Entourage – Forêts – FORMA – Gaullistes de gauche – Industries agro-alimentaires – Investitures – IVe République – Loi d'orientation agricole (1960-1962) – Mai 1968 – Manifestation du 30 mai 1968 – Ministère de l'Agriculture – Motion de censure – Mouvements gaullistes – PAC – Parlement européen – Portrait de Georges Pompidou – Pratique gouvernementale – Pratique présidentielle – Prix agricoles – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Relations entre Pompidou et Pisani – Rénovation rurale – Retraites – Syndicats agricoles – 6e Plan
Noms de lieux	Ille-et-Vilaine

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Michel Cointat est né le 13 avril 1921 à Paris (Seine) et décédé le 16 novembre 2013 à Paris. Ingénieur des Eaux et Forêts, Michel Cointat commence sa carrière dans ce domaine : chef du cantonnement des eaux et forêts d'Uzès (1943-1949), chef de l'inspection des Eaux et Forêts à

Joinville (1949-1958), directeur général adjoint (1948-1961) puis Président-directeur général (1961-1971) de la Société d'aménagement des friches et taillis de l'Est. En 1962, il est appelé au cabinet d'Edgard Pisani, ministre de l'Agriculture, comme directeur de cabinet. La même année, il devient directeur général de la production et des marchés dans ce même ministère jusqu'en 1967.

Élu député UDR d'Île-et-Vilaine en mars 1967, il le reste jusqu'en 1993 ; il sera questeur de l'Assemblée nationale de 1988 à 1990. D'autre part, Michel Cointat représente la France au Parlement européen à deux reprises (1968-1971 et 1974-1979) ; il présidera d'ailleurs Paneurope France de 1990 à 1992. En janvier 1971 il devient ministre de l'Agriculture dans le gouvernement remanié de Jacques Chaban-Delmas, et le demeure jusqu'en juillet 1972. Il reprend ensuite ses fonctions de député, avant d'être de nouveau appelé au gouvernement par Raymond Barre comme ministre du Commerce extérieur de 1980 à 1981.

Michel Cointat a été administrateur de plusieurs institutions, comme les mines de potasse d'Alsace et l'Office national industriel de l'azote (1964-1967). Il a également présidé l'Académie d'Agriculture de France et de nombreuses autres associations touchant aux questions agricoles et au développement de la Bretagne, et publié de nombreux écrits, certains littéraires, d'autres historiques (il s'intéresse à la commune gardoise de Tresques d'où est originaire son épouse).

■ EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Ministre de l'Agriculture (janvier 1971-juillet 1972)

Ministre du Commerce extérieur (octobre 1980-mai 1981)

Maire de Fougères (1971-1983)

Représentant de la France au Parlement européen (1968-1971, 1974-1979)

Député d'Ille-et-Vilaine, circonscription de Fougères (mars 1967-février 1971, mars 1973-avril 1993)

■ DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'honneur

Officier de l'ordre national du Mérite

Commandeur du Mérite agricole

Chevalier de l'Économie nationale

Grand officier du Mérite de la RFA

Grand officier de l'Ordre de Victoria

Grand Officier de l'Ordre de la Haute-Volta

Commandeur du Mérite de la République italienne

Grand officier du Rio Branco (Brésil)

■ ÉCRITS DU TÉMOIN

La Métallurgie haut-marnaise au XIX^e siècle, Chaumont, 1958, 8 p.

Essai de cartographie agricole : situation et perspectives d'évolution des petites régions agricoles, Rouen, Imprimerie Rouennaise, 1967, 24 p.

La forêt en mouvement, Paris, Ser-Publicité, 1973, 10 p.

Les heures orangées, Rodez, Subervie, 1974, 58 p.

La toile foncière d'un village du Gard : Tresque au XVI^e siècle, Fougères, 1975, 47 p.

Fougères, Rennes, Ouest-France, 1977, 32 p.

Inventaire des titres de la ville et viguerie de Bagnols, Gard, Fougères, 1977.

Le terroir de Saint-Laurent-de-Carnols en 1624, Carmes-Sabran, édition de la Sabranenque, circa 1977, 12 p.

Tresques en Languedoc ou l'histoire vivante dans le Midi, Paris, France-Empire, 1979, 318 p.

Les moments inutiles, Rodez, Éditions Subervie, 1983, 200 p. (prix de la Société des poètes français)

COINTAT, Michel, et PISANI-FERRY, Fresnette, *Le neveu de Jules Ferry, Abel : le ministre-soldat (1881-1918)*, Paris, Thésaurus, 1987, 198 p.

1789 : sept députés bretons à Versailles, Paris, France-Empire, 1988, 279 p.

Tresques à l'époque gallo-romaine, Bagnols-sur-Cèze, 1989, 42 p.

Visages des jardins en France, Paris, Société nationale d'horticulture de France, 1992, 93 p.

Souvenirs de l'Uzège (1944-1950), Nîmes, C. Laclour, 1992, 150 p.

Poèmes en fleurs : anthologie de la poésie des fleurs, Paris, Société nationale d'horticulture de France, 1994, 466 p.

Les couloirs de l'Europe, Paris, L'Harmattan, 2001, 286 p.

Rivarol (1753-1801) : un écrivain controversé, Paris, L'Harmattan, 2001, 317 p.

Un jardin d'alliance pour le vingt et unième siècle, Paris, L'Harmattan, 2002, 158 p.

Histoires de fleurs : les plus jolies fleurs du jardin, Paris, L'Harmattan, 2002, 152 p.

Le Moyen âge moderne : scènes de la vie quotidienne au XX^e siècle, Paris, L'Harmattan, 2003, 183 p.

Florian, 1755-1794 : aspects méconnus de l'auteur de « Plaisir d'amour », Paris, L'Harmattan, 2007, 250 p.

CLAUDE CONTAMINE

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 3h02 – Soumis à l'autorisation du témoin
Autres archives	<i>inconnues</i>

Mots-clés	Cinéma – Conceptions de Georges Pompidou (Information) – Élections législatives de 1967 – Élections présidentielles de 1965 – Information – Maladie présidentielle – Médias – Ministère de l'Information – ORTF – Pratique gouvernementale – Télévision
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Claude Contamine est né le 29 août 1929 à Metz, d'un père agrégé d'histoire. Il fait ses études secondaires au lycée Malherbe de Caen, avant d'entamer ses études à l'université de Caen : il décroche un certificat d'histoire moderne et contemporaine et commence une licence de droit qu'il achève à Paris en 1950. Après une année à l'Institut d'études politiques, il est reçu à l'ENA (1951-1953, promotion Paul Cambon). À sa sortie de l'ENA en 1953, Claude Contamine entame une carrière au ministère des Affaires étrangères, affecté à l'administration centrale des Affaires étrangères, période pendant laquelle il rencontre Alain Peyrefitte. En 1954-1955 il est attaché au cabinet de Guy La Chambre, alors ministre d'État chargé des relations avec les États associés.

Il obtient en 1956 le poste de Secrétaire particulier de Louis Joxe nommé Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, puis, sous la V^e République, il effectue les liaisons avec le Quai d'Orsay comme chargé de mission au cabinet du Premier ministre Michel Debré, de 1959 à avril 1962.

Le témoin devient alors conseiller juridique au Ministère des Affaires étrangères. À plusieurs reprises, au cours de l'année 1962, Alain Peyrefitte, alors secrétaire d'État chargé de l'information, lui propose d'être son directeur de cabinet. Il finit par accepter cette charge en décembre 1962. Claude Contamine suit Alain Peyrefitte dans ses fonctions successives de secrétaire d'État puis ministre de l'Information, et ministre des Rapatriés de septembre à décembre 1962. Cette période est décrite par le témoin comme harmonieuse. Il y rencontre notamment Simonne Servais, Arlette La Loyère et Michel Jobert (directeur de cabinet de Georges Pompidou).

En 1964, Claude Contamine commence à alterner entre ses fonctions administratives et une carrière dans la communication audiovisuelle, comme directeur général adjoint de l'ORTF et directeur de la télévision de 1964 à 1967. Il devient ensuite Président-directeur général de l'Union Générale Cinématographique (UGC) de 1967 à 1971, période pendant laquelle il prépare la dénationalisation de la firme cinématographique.

Il retrouve brièvement la carrière diplomatique de 1971 à 1972 en tant que Consul général à Milan puis se dirige de nouveau vers l'ORTF comme Directeur Général adjoint, et simultanément directeur des affaires extérieures et de la coopération de l'Office (1973-1974). Il est finalement nommé Ministre plénipotentiaire en 1974 tout en étant membre du Haut Conseil de l'audiovisuel jusqu'en 1980. Il préside ensuite FR3, de 1975 à 1981, avant de gagner la Cour des Comptes lorsque François Mitterrand devient président de la République. De 1986 à 1989, enfin, il préside Antenne 2.

DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'honneur

Commandeur de l'ordre national du Mérite

Officier des Arts et des Lettres

ARTHUR CONTE

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 1h01 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Déclarations de Rome et de Genève – Départ de Matignon (juillet 1968) – Disparition du général de Gaulle (1968) – Élections législatives de 1968 – Mai 1968 – Maladie présidentielle – ORTF – Référendum de 1969 – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas
Noms de lieux	Pyrénées-Orientales

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Arthur Conte est né le 31 mars 1920 à Salses (Pyrénées Orientales) et décédé le 26 décembre 2013. Il fait ses études à la faculté des lettres de Montpellier et en sort diplômé d'études supérieures classiques. Réfractaire au Service du Travail Obligatoire, Arthur Conte est déporté du travail sous l'Occupation. Devenu journaliste depuis 1945, il conjugue carrière professionnelle et vie politique dès 1946. Il est en effet nommé secrétaire fédéral du Parti socialiste des Pyrénées-Orientales et se porte candidat aux élections législatives du 10 novembre 1946. L'année suivante, il est élu maire de sa ville natale, Salses (il le restera jusqu'en 1972) et préside l'Union des maires des Pyrénées-Orientales. Il est également élu conseiller général du canton de Latour-de-France le 14 octobre 1951, et le restera jusqu'en 1964. Parallèlement, il rejoint de 1950 à 1960 l'*Indépendant de Perpignan* en tant qu'éditorialiste de politique internationale puis rédacteur en chef.

En 1951, sa carrière politique prend une échelle nationale. Il est en effet élu député des Pyrénées-Orientales le 17 juin sous l'étiquette de la SFIO, après avoir mené une campagne électorale passionnée et farouchement anti-communiste. Durant son mandat, il se fait connaître pour ses positions laïques et européistes. Arthur Conte est réélu lors des élections législatives de janvier 1956, et désigné le mois suivant comme représentant suppléant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe jusqu'en 1962. Il préside d'autre part l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale en 1961-1962.

Le 17 juin 1957, il est nommé secrétaire d'État à l'industrie et au commerce auprès de Félix Gaillard, ministre de l'Économie et des Finances. En mai 1958, il se prononce pour la confiance à Charles de Gaulle, les pleins pouvoirs et la révision constitutionnelle les 1^{er} et 2 juin. C'est d'ailleurs un mois plus tard, en juillet 1958, qu'Arthur Conte, alors qu'il rendait visite à Guy Mollet, ministre d'État chargé de la fonction publique, rencontre Georges Pompidou, directeur de cabinet du Général de Gaulle. L'entretien s'oriente essentiellement vers des problèmes constitutionnels, et le témoin affirme avoir été peu loquace.

Arthur Conte est de nouveau élu député socialiste des Pyrénées-Orientales en novembre 1958, jusqu'à la dissolution de 1962. Il sera réélu en 1968, cette fois sur une liste UDR, parti qu'il a contribué à fonder. En 1969, il est nommé vice-président de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

1972-1973 marque un tournant dans sa vie politique et journalistique, puisqu'il est nommé Président-directeur général de l'Office de Radiodiffusion-Télévision Française (ORTF). Il est écarté de l'institution en 1973, ayant échoué, selon ses détracteurs, à limiter l'hostilité de certains journalistes au pouvoir en place. Arthur Conte continue par la suite sa carrière de romancier, historien et journaliste, comme collaborateur du *Quotidien de Paris*, de *Paris Match*, du *Figaro*, de *France-soir*, *Jours-de-France*, etc.

■ EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Maire de Salses (1947-1972)

Conseiller général des Pyrénées-Orientales (1951-1964)

Député des Pyrénées-Orientales (1951-1962, 1968-1972)

Délégué à l'Assemblée du Conseil de l'Europe (1956-1962)

Président de l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale (1961-1962)

Secrétaire d'État à l'Industrie et au Commerce (juin-novembre 1957)

■ DÉCORATIONS

Prix d'Académie de l'Académie française pour *Soldats de France* et l'ensemble de son œuvre en 2002.

■ ÉCRITS DU TÉMOIN

Romans :

Les oiseaux n'y savent pas chanter, Paris, Julliard, 1954, 200 p.

Les Étonnements de Mister Newborn, Paris, Julliard, 1955, 295 p.

Les Promenades de Monsieur Tripoire, Paris, Julliard, 1956, 279 p.

Les Hommes ne sont pas des héros, Paris, Julliard, 1959, 456 p.

La Vigne sous le rempart, Paris, Julliard, 1957, 237 p.

Où vivre ? Un prince cherche un royaume, Paris, Hachette, 1964, 253 p.

Les Frères Burns, Paris, Julliard, 1971, 343 p.

... *Et les coyotes hurleront*, Paris, Julliard, 1974, 417 p.

Essais, ouvrages historiques, mémoires :

La légende de Pablo Casals, Perpignan, Proa, 1950, 142 p.

Grandeurs, faiblesses et perspectives de l'Alliance atlantique, Paris, Association pour la Communauté atlantique, 1962, 22 p.

La succession. Pour une France neuve, une charte des temps nouveaux, Paris, Julliard, 1963, 231 p.

Bandoung, tournant de l'Histoire, Paris, Laffont, 1965, 327 p.

Sire, ils ont voté la mort. La condamnation de Louis XVI, Paris, Laffont, 1966, 479 p.

Yalta ou le partage du monde : 11 février 1945, Lausanne/Paris, Rencontre, 1970, 408 p.

Sans de Gaulle, Paris, Plon, 1970, 205 p.

Lénine, Staline, Paris, Perrin, 1970, 288 p.

L'épopée mondiale d'un siècle, Paris, Hachette, 1970 ; I. *Le grand départ, 1865-1885*, 399 p. ; II. *La Belle Époque, 1885-1905*, 401 p. ; III. *Guerre et Paix, 1905-1925*, 401 p. ; IV. *Le temps des dictateurs, 1925-1945*, 401 p. ; V. *Les nouvelles frontières, 1945 à nos jours*, 399 p.

Hommes libres, Paris, Plon, 1973, 236 p. [mémoires concernant ses fonctions à l'ORTF]

Le 1^{er} janvier 1900, Paris, Plon, 1975, 346 p.

Le 1^{er} janvier 1920, Paris, Plon, 1976, 352 p.

Le 1^{er} janvier 1940, Paris, Plon, 1977, 435 p.

Le 1^{er} janvier 1960, Paris, Plon, 1978, 440 p.

La légende de Bourguiba, Paris, éditions Média, 1978, 94 p.

L'Aventure européenne, Paris, Plon, 1979 ; I. *De Louis XVI à Gagarine*, 442 p. ; II. *De Minos à Louis XVI*, 433 p.

Vers quel avenir ?, Paris, Plon, 1980, 270 p.

Le 1^{er} janvier 1980, Paris, Plon, 1980, 378 p.

L'homme Giscard, Paris, Plon, 1981, 78 p.

La Côte-d'Ivoire ou les racines de la sagesse, Paris, Jeune Afrique, 1981, 179 p.

L'Après-Yalta, Paris, Plon, 1982, 342 p.

Karl Marx et son époque, Paris, Fernand Nathan, 1983, 181 p.

Le 1^{er} janvier 1983, Paris, Plon, 1983, 358 p.

Les Dictateurs du XX^e siècle, Paris, Robert Laffont, 1984, 524 p.

Août 1984, Paris, Éditions 13/Carrère/Lafon, 1984, 212 p.

Les Présidents de la V^e République, Paris, Le Pré au clercs, 1985, 466 p.

Les Premiers ministres de la V^e République, Paris, Le Pré aux clercs, 1986, 441 p.

Verdun : le 24 octobre 1916, Paris, Orban, 1987, 444 p.

Le 1^{er} janvier 1789, Paris, Orban, 1989, 426 p.

Billaud-Varenne, géant de la Révolution, Paris, Orban, 1989, 525 p.

La mémoire de l'Hôtel-de-Ville de Paris, Paris, Saurat, 1989, 213 p.

Le 1^{er} janvier 1800, Paris, Orban, 1990, 485 p.

Joffre, Paris, Orban, 1991, 501 p.

L'épopée coloniale de la France, Paris, Plon, 1992, 535 p.

Nostalgies françaises, Paris, Plon, 1993, 342 p.

Au village de mon enfance, Paris, Plon, 1994, 209 p. [mémoires]

Pyrénées orientales, Paris, Bonneton, 1995, 48 p.

Grandes Françaises du XX^e siècle, Paris, Plon, 1995, 314 p.

L'épopée des chemins de fer français, Paris, Plon, 1996, 414 p.

Un provincial à Paris, Paris, Plon, 1997, 320 p. [mémoires]

C'était la IV^e République, Paris, Plon, 1998, 465 p.

La Drôle de guerre, Paris, Plon, 1999, 424 p.

Les paysans de France : de l'an 1000 à aujourd'hui, Paris, Plon, 2000, 401 p.

Soldats de France, Paris, Plon, 2001, 493 p.

Ma terre de toujours : histoire d'une province en France, Paris, Plon, 2002, 388 p.

Bâtisseurs de la France, de l'an 1000 à l'an 2000, Paris, Plon, 2004, 521 p.

JACQUES CORBON

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	3 entretiens, durée : 5h55 - Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Accords d'Évian (1962) - Aménagement du territoire - Conceptions de Georges Pompidou (Administration) - Élections législatives de 1967 - Élections législatives de 1968 - Georges Pompidou député du Cantal - Guerre d'Algérie - Maladie présidentielle - Portrait de Georges Pompidou - Réforme régionale de 1972 - Voyages en province
Noms de lieux	Cantal - Lot - Région parisienne

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Jacques Corbon est né le 13 janvier 1929. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris en 1950, il est reçu au concours de chef de Cabinet. D'autre part, ancien membre de la conférence Olivaint, il devient par ce biais attaché parlementaire à la présidence du Conseil en 1951. Il poursuit sa carrière en devenant, en 1953, chargé de mission au cabinet de René Pleven, ministre de la Défense et, de 1954 à 1957, chef de cabinet du préfet de l'Aveyron. Durant ces quatre années, Jacques Corbon apprend son métier sur le terrain, sans jamais passer par les bancs de l'ENA dont il prépare, pourtant, le concours.

En 1958, il occupe les fonctions de sous-préfet détaché comme Administrateur civil au ministère de l'Algérie, à Alger, jusqu'en 1961. En mai 1961, Jacques Corbon est nommé Secrétaire général de la conférence d'Évian. Jacques Corbon n'avait pas eu connaissance, alors même qu'il

occupait ce poste, du rôle secret joué par Georges Pompidou dans les affaires algériennes. En 1962, après la signature des accords d'Évian, Jacques Corbon quitte l'Algérie et revient en France, où il occupe pendant deux ans le poste de préfet de Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne).

En juillet 1964, Jacques Corbon est nommé au poste de chargé de mission pour le suivi des Affaires de réformes territoriales au cabinet de Georges Pompidou. Recommandé à ce dernier par des membres de son entourage, Jacques Corbon, qui n'était à ce moment-là qu'un jeune inconnu pour Georges Pompidou, intègre ainsi le cercle de ses collaborateurs. Il occupe une place dans son cabinet, d'abord comme chargé de mission, puis comme conseiller technique à Matignon, pendant trois années consécutives.

À l'été 1967, il est nommé, avec le soutien de Georges Pompidou dont il a l'entière confiance, préfet du Cantal. Il occupe ce poste jusqu'en 1972. Pendant ces cinq années, il entretient avec Georges Pompidou, devenu président de la République en 1969, des liens étroits. Ce dernier, très attaché à son Cantal natal, s'y rend régulièrement, et ses voyages sont organisés avec le préfet Corbon.

En 1972, lassé par la routine du travail à la préfecture du Cantal, Jacques Corbon décide de changer de zone. Devant initialement partir pour la Corse, il est envoyé au dernier moment dans les Vosges : Georges Pompidou ne souhaitait pas que l'un de ses collaborateurs directs soit muté sur l'île de beauté, où le début d'un nouvel aménagement immobilier créait des tensions entre l'île et la métropole. La carrière de préfet de Corbon se poursuit jusqu'en 1986, année au cours de laquelle il intègre de nouveau le milieu des cabinets ministériels jusqu'en 1993.

■ DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre national du Mérite

Chevalier des Palmes académiques

CHARLES DE CROISSET

■ DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	2 entretiens, durée : 2h15 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Budget – Champions nationaux – Choc pétrolier de 1973 – Énergie – Environnement – Franc – Inflation – Logement – Majorité civile – Maladie présidentielle – Portrait de Georges Pompidou – Prix – Relations entre Pompidou et Giscard d'Estaing

Noms de lieux	États-Unis
---------------	------------

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Charles de Croisset est né le 28 septembre 1943 à New York. Il est le fils de Philippe de Croisset, journaliste (notamment directeur de *Marie-Claire*), qui connaît bien Georges Pompidou, et d'une mère américaine. À sa sortie de l'ENA en 1968, Charles de Croisset intègre l'Inspection générale des Finances. Il est ensuite appelé au secrétariat général de la présidence de la République de 1972 à 1974 comme chargé de mission pour les questions économiques et financières. Il y suit notamment les conséquences du flottement du dollar et le choc pétrolier de 1973. Il reste dans les rouages de l'État comme chargé de mission (1974-1976) puis conseiller technique (1976-1978) auprès de Jean-Pierre Fourcade (ministre de l'Économie et des finances puis ministre de l'Équipement). Il devient ensuite directeur de cabinet d'André Giraud, ministre de l'Industrie (1979-1980).

Charles de Croisset entre alors dans l'administration du Crédit commercial de France, où il mène une longue carrière : secrétaire général (1980-1983), directeur général, chargé du secteur bancaire (1983-1987), administrateur directeur général (1988-1993) et enfin président-directeur général de 1993 à 2004. Il s'interrompt entre 1987 et 1988 pour être directeur de cabinet d'Édouard Balladur, ministre de l'Économie dans le premier gouvernement de cohabitation. Charles de Croisset entre chez Goldman Sachs en 2004, et continue sa carrière dans les affaires bancaires et financières, comme administrateur de nombreuses grandes sociétés.

DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'Honneur

Commandeur de l'ordre national du Mérite

ÉCRITS DU TÉMOIN

DE CROISSET, Charles, PROT, Baudouin, et DE ROSEN, Michel, *Dénationalisations : les leçons de l'étranger*, Paris, Economica, 1986, 209 p.

DE CROISSET, Charles, PROT, Baudouin, et DE ROSEN, Michel, *Réduire l'impôt : les leçons de l'étranger*, Paris, Economica, 1985, 154 p.

JEAN DANÉY DE MARCILLAC

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	3 entretiens, durée : 4h50 – Librement consultable
Autres archives	◆ CHEFF : archives orales (durée : 4h30) ◆ Archives nationales : fonds privé Jean Daney de Marcillac (540 AP, 1-39)
Mots-clés	Budget – Chômage – Commissariat général du Plan – Crise monétaire de 1973 – Élections présidentielles de 1965 – Inflation – Mai 1968 – Mensualisation – Ministère des Finances – Participation – Plan de stabilisation de 1963 – Plan – Pot du lundi – Prix – Réforme régionale de 1972 – Secrétariat général de la Présidence – 5 ^e Plan – 6 ^e Plan
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Jean de Marcillac est né le 3 janvier 1934 à Toulon. Son père, officier de marine, devient agriculteur en 1947 en reprenant une propriété familiale dans le Gers. Jean Daney de Marcillac, à la sortie de son école d'application de l'École polytechnique, l'ENSAE, entra à l'INSEE où il occupa d'abord les fonctions d'administrateur à la division de la conjoncture de l'INSEE de 1960 à 1963. Il est ensuite chargé de la coordination à la direction des synthèses économiques de l'INSEE en 1963 et 1964 avant d'être appelé au cabinet de Valéry Giscard d'Estaing du ministère de l'Économie et des Finances en janvier 1965.

En janvier 1966, Jean de Marcillac retourne à la direction des synthèses économiques à l'INSEE. Il est à nouveau appelé au cabinet du ministère de l'Économie et des Finances auprès de Michel Debré (1967-1968). En juillet 1968, il retourne à l'INSEE où il occupe les fonctions d'administrateur à la coordination générale de l'INSEE chargé des relations extérieures. Après l'élection de Georges Pompidou à la présidence de la République, il est nommé au secrétariat général de la Présidence comme chargé de mission conjoncturiste. Au cours de l'été 1972, il quitte le Secrétariat général pour occuper le poste de chef du service des Affaires sociales au Commissariat Général du Plan (1972-1977).

DÉCORATIONS

Chevalier de la Légion d'honneur

Officier de l'ordre national du Mérite

Chevalier du Mérite agricole

LOUIS DAUGE

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 2h08 – Soumis à l'autorisation du témoin
Autres archives	Archives orales du ministère des Affaires étrangères et européennes : AO 60 (1 entretien, 1h30)
Mots-clés	Conférence de Paris (1973) – Coopération – Guerre d'Algérie – IVe République – Pétrole
Noms de lieux	Algérie – Asie – Cambodge – Congo – Japon – Pologne – Saint-Siège – Vietnam

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Né le 13 mars 1918 à Angers et décédé le 3 janvier 2016, Louis Dauge est diplômé de l'École libre des Sciences politiques, licencié ès lettres et en droit. Il entre au ministère des Affaires étrangères en 1945 où il poursuit une carrière qui le mène notamment au Mexique, en Thaïlande, avant d'être affecté à la Mission permanente de la France auprès des Nations unies (1957-1962). De 1962 à 1968, il est successivement chef du service des affaires générales au secrétariat d'État chargé des affaires algériennes (1962-1963) puis ministre délégué à l'ambassade de France en Algérie (à partir de 1964). Dans le cadre de ces fonctions, il est confronté à l'application directe des accords d'Évian et aux problèmes militaires, politiques, économiques et culturels que cela pose.

De 1965 à 1968, il est ambassadeur, haut-représentant de France au Congo-Brazzaville puis, de 1968 à 1973, ambassadeur au Cambodge. Il y suit de près la politique indochinoise du général de Gaulle après le discours de Phnom Penh, le renversement du roi Sihanouk en 1970, et les développements de la guerre du Vietnam jusqu'aux accords de Paris en 1973. De 1973 à 1977, il est ambassadeur à Varsovie, avant d'être nommé au Japon (1977-1979) et de finir sa carrière comme Ambassadeur de France près le Saint-Siège.

DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'Honneur

Commandeur de l'ordre national du Mérite

Croix de guerre 39-45

MICHEL DAVID-WEILL

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 1h07 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Artistes – Banques – Dévaluation de 1969 – Élections présidentielles de 1969 – Portrait de Georges Pompidou
Noms de lieux	Paris

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Né le 23 novembre 1932 à Paris, dans une famille de banquiers, Michel David-Weill fait ses études au lycée français de New York puis à l'IEP de Paris à partir de 1953. Il devient associé-gérant (*general partner*) de Lazard Frères & Co à New York en 1961, avant de revenir à Paris comme associé-gérant de Lazard Frères et Cie à Paris en 1965, fonctions qu'il exerce jusqu'en 1977. À cette date il en devient président-directeur général, jusqu'en 2001.

Il connaît personnellement depuis les années 1960 Georges Pompidou qu'il rencontre à de multiples occasions : dîners mondains ou privés, etc. Leurs goûts communs pour l'art contribue également à les rapprocher. Michel David-Weill a notamment été élu membre libre de l'Académie des Beaux-Arts en 1982.

DÉCORATIONS

Grand-croix de la Légion d'honneur

ÉCRITS DU TÉMOIN

L'esprit en fête, Paris, Robert Laffont, 2007, 265 p.

ALAIN DE BOISSIEU

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 3h57 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Accords de Grenelle (1968) – Affaire Markovic – Alliance atlantique – Budget – Chasses présidentielles – Déclarations de Rome et de Genève – Défense nationale – Départ de Matignon (juillet 1968) – Disparition du général de Gaulle (1968) – Élections présidentielles de 1965 – Georges Pompidou directeur de cabinet – IVe République – Mai 1968 – Nomination de Georges Pompidou (1962) – Nucléaire militaire – Putsch des généraux – Référendum de 1969 – Relations entre Pompidou et de Gaulle – RPF – Seconde Guerre mondiale
Noms de lieux	Algérie

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Alain de Boissieu Déan de Luigné est né le 5 juillet 1914 à Chartres (Eure-et-Loir) et est décédé le 5 avril 2006 à Clamart (Hauts-de-Seine). Après des études à l'Institution Notre-Dame à Chartres puis au lycée jésuite Sainte-Croix du Mans, il intègre l'école Sainte-Geneviève de Versailles afin de préparer le concours d'entrée à l'École navale. Malheureusement, le jeune Alain de Boissieu, atteint d'une primo-infection, se trouve dans l'impossibilité de présenter le concours d'entrée. Deux ans plus tard, il se présente à l'École Spéciale militaire de Saint-Cyr. Il y est admis en octobre 1936, dans la promotion du Soldat Inconnu. Il en sort sous-lieutenant de cavalerie en juin 1938. Il poursuit alors sa formation militaire à l'École d'Application de la Cavalerie de Saumur.

Lors de la déclaration de guerre contre l'Allemagne, le 3 septembre 1939, le sous-lieutenant de Boissieu sert au Groupe de Reconnaissance de la 10^e Division d'infanterie (15^e GRDI). Il se fait remarquer à plusieurs reprises pour son courage et son sang-froid. Le 12 juin 1940, tentant de regagner sa division d'infanterie après une attaque ennemie, il est fait prisonnier dans une embuscade allemande, en compagnie du chef de bataillon de la Rochefordière.

Alain de Boissieu est promu lieutenant en septembre 1940, pendant sa détention. C'est en Belgique, le 19 juin, au cours du transfert de son détachement de prisonniers vers l'Allemagne, qu'il prend indirectement connaissance de l'appel prononcé la veille par le général de Gaulle à la radio de Londres.

Le 28 mars 1941, il s'évade de l'Oflag II D en Poméranie avec deux camarades, le sous-lieutenant Klein et le lieutenant Branet. Il gagne l'URSS où il est de nouveau interné, après avoir demandé à rejoindre le général de Gaulle en Angleterre. Toutefois avec 185 camarades, emmenés par le capitaine Billotte, Alain de Boissieu parvient à rejoindre l'Angleterre où il signe son engagement dans les Forces française de libération (FFL) à Camberley (Surrey), le 12 septembre 1941.

Servant à l'État-major particulier du général de Gaulle à Londres pour remplacer un officier blessé, Alain de Boissieu suit un entraînement de parachutiste et de commando. En décembre 1942, Alain de Boissieu est envoyé en mission dans l'océan Indien, sous les ordres du général Legentilhomme. Il participe alors aux opérations du rétablissement de l'autorité française à Madagascar et à Djibouti avec le Bataillon de marche n° 2 des FFL. En mars 1943, il rejoint la Force « L » du général Leclerc en Tunisie et est affecté au 3^e Bureau de l'État-major. Il débarque en Normandie le 30 juillet 1944 et se distingue successivement lors des combats de la forêt d'Écouves (Orne), à Paris le 25 août 1944 et en Alsace, en décembre 1944.

Le 2 janvier 1946 à Paris, Alain de Boissieu épouse la fille du général de Gaulle, Élisabeth. À partir de ce moment et tout au long de sa vie, Alain de Boissieu restera très proche du Général, se substituant régulièrement à son aide de camp à Colombey-les-deux-Églises.

D'août 1947 à novembre 1949, il se voit affecté en Afrique équatoriale puis au Secrétariat de la Défense de l'ensemble de l'Afrique Équatoriale Française (AEF)-Cameroun. En 1953, il est nommé lieutenant-colonel. En 1955, il est breveté de l'École supérieure de Guerre. Alain de Boissieu sert ensuite pendant une année à Paris, à l'État-major du commandant en chef de la Zone stratégique de l'Afrique centrale. En septembre 1958, il est promu colonel. Il devient directeur du Cabinet militaire du Délégué général du Gouvernement Paul Delouvrier et du général Maurice Challe, commandant en chef en Algérie. Il est alors un témoin et un acteur privilégié des événements de la guerre d'Algérie.

Durant toute la présidence du général de Gaulle, Alain de Boissieu, malgré ses responsabilités militaires, est à ses côtés pour l'assister et le soutenir. Ainsi le 22 août 1962, il est présent dans la DS présidentielle lors de l'attentat du Petit-Clamart contre le général de Gaulle. De même, lors du voyage impromptu du général de Gaulle à Baden-Baden le mercredi 29 mai, il le conseille et l'aide à préparer son départ dans la plus grande discrétion. Lors de ces deux événements, Alain de Boissieu fit également office d'intermédiaire entre le général de Gaulle et le Premier ministre, Georges Pompidou.

Général d'armée en mai 1971, il exerce les fonctions de chef d'État-major de l'Armée de Terre jusqu'en février 1975. Il est nommé vice-président du Conseil supérieur de l'Armée de Terre en 1972 et 1973.

DÉCORATIONS

Grand-Croix de la Légion d'Honneur

Compagnon de la Libération

Chancelier de l'Ordre de la Libération

Grand-Croix de l'Ordre National du Mérite

Croix de guerre 39/45 (7 citations)

Croix de la Valeur Militaire (2 citations)

Médaille de la Résistance

Médaille des Évadés

Croix du Combattant Volontaire 39/45

Croix du Combattant Volontaire de la Résistance

Knight Commander of the British Empire (Royaume-Uni)

Commander of the Legion of Merit (États-Unis)

ÉCRITS DU TÉMOIN

Pour combattre avec de Gaulle, (1940-1945), Paris, Plon, 1981, 357 p.

Pour servir le Général, (1946-1970), Paris, Plon, 1982, 277 p.

« La remarquable et secrète entente de Gaulle-Leclerc pour la libération de Paris », *Espoir*, no 53, 1986, p. 8.

« La participation de la 2^e DB à la libération de Paris », *Espoir*, no 96, avril 1994, p. 93-104.

« le capitaine Geoffroy de Courcel et le général Leclerc », *Espoir*, no 92, juin 1993, p. 42.

« À monsieur René Brouillet », *Espoir*, no 93, septembre 1993, p. 56.

« Témoignage [de Gaulle et les préparatifs de la Libération] », *Espoir*, no 95, janvier 1994, p. 71.

« Deux batailles pour Strasbourg, novembre 1944-janvier 1945 », *Espoir*, no 96, avril 1994, p. 51-63.

« La campagne de Normandie », *Espoir*, no 100, janvier 1995, p. 13.

« La participation de la 2^e DB à la libération de la Normandie et de Paris », *Espoir*, no 107, juin 1996, p. 27.

« Entretien avec Pierre Lavéry [sur les journées du 29 et 30 mai 1968] », *Espoir*, no 115, 1998, p. 69.

« Entretien avec Pierre Lavéry [sur l'Algérie] », *Espoir*, no 119, juin 1999, p. 19.

« Le "Corps cuirassé" du colonel de Gaulle », *Espoir*, no 123, juin 2000, p. 5.

« Témoignage [sur Leclerc] », *Espoir*, no 132, septembre 2002, p. 9.

« Ce que Weygand a dit et fait », *Espoir*, no 139, juin 2004, p. 146.

« L'attentat du Petit-Clamart. Extrait de son ouvrage *Pour servir le Général* », *Espoir*, no 144, septembre 2005, p. 106.

PHILIPPE DECHARTRE

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	4 entretiens, durée : 4h25 - Librement consultable
Autres archives	Fondation de Gaulle : archives orales
Mots-clés	Actionnariat ouvrier - Amis de Georges Pompidou - Assises de Lille (1967) - Automobile - Conceptions de Georges Pompidou (Culture) - Conceptions de Georges Pompidou (Médias) - Conceptions de Georges Pompidou (Participation) - Conseils des ministres - Constitution de 1958 - Coopération - Élections législatives de 1967 - Formation professionnelle - Francophonie - Gaullistes de

	gauche – Mai 1968 – Mensualisation – Ministère des Affaires culturelles – Mouvements gaullistes – Nouvelle Société – Participation – Politique contractuelle – Portrait de Georges Pompidou – Presse – Radio – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Renault – Résistance – Secrétariat d'État au Travail – SMIG/SMIC – Télévision – Théâtre – Tourisme – UNESCO
Noms de lieux	Algérie

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Philippe Dechartre est né le 14 février 1919 à Truong-Thi (Tonkin), sous le nom de Jean Duprat-Geneau, et décédé le 7 avril 2014. Son père y est ingénieur des chemins de fer. Le futur Philippe Dechartre fait ses classes préparatoires au lycée Louis-le-Grand avant de décrocher une licence de droit à la Faculté de droit de Paris.

En 1940, Jean Duprat-Geneau est officier à l'École d'application de l'artillerie de Fontainebleau. Fait prisonnier, il est envoyé en Allemagne au stalag disciplinaire de Fallingbomel où il rencontre Michel Cailleau, dit « Vergennes », un des neveux du général de Gaulle dont il favorise l'évasion. Évadé lui-même, il participe à la création d'un mouvement de résistance des prisonniers de guerre, devenant chef de la zone nord en 1943. C'est durant la Résistance qu'il prend le pseudonyme de Philippe Dechartre. Arrêté par la Gestapo à Paris, il est incarcéré à Fresnes et condamné à mort. Délivré sur ordre de De Gaulle par un commando organisé depuis Londres, il rejoint Alger en 1944 où il rencontre le Général. Il devient délégué général des prisonniers de guerre, déportés de la Résistance et déportés du travail auprès du Gouvernement provisoire de la République française à Alger, puis membre de l'Assemblée consultative provisoire (1944) où il est président de la commission des déportés et prisonniers de guerre.

Homme de culture, Philippe Dechartre aura une riche carrière dans le domaine de la diffusion culturelle au sens large. Il commence sa carrière comme producteur à la radio (1946), puis membre du comité des programmes de radiodiffusion de l'ORTF (1965), directeur de plusieurs festivals (festival du palais des rois de Majorque, directeur général des Chorégies d'Orange, du festival antique d'Arles) et metteur en scènes de spectacles son et lumière. D'autre part, il est expert à l'UNESCO et membre du Comité international pour l'alphabétisation dans les années 1960. Parallèlement, il assume les fonctions de chargé de mission auprès de Jean-Pierre Dannaud, directeur de la Coopération culturelle et technique au secrétariat d'État aux Affaires étrangères (1964-1966). Enfin, il est directeur général adjoint de l'Office de coopération radiophonique (OCORA) de 1965 à 1969, et secrétaire général de l'Association pour le développement de l'enseignement et de la culture en Afrique et à Madagascar (Audecam).

Philippe Dechartre s'engage également très activement en politique. Sous la IV^e République, il est proche du radical-socialisme et collabore avec Pierre Mendès France jusqu'en 1958. Il est d'ailleurs candidat républicain radical et radical-socialiste et Centre de la réforme républicaine aux élections législatives de novembre 1958 dans la 25^e circonscription de la Seine. Avec l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle, le gaullisme de gauche devient son horizon politique. Il contribue à la mise en place du premier mouvement rassemblant des gaullistes de gauche, l'Union démocratique du travail (UDT), qui fusionne en 1962 avec l'UNR. En 1966-1967, il reprend le flambeau en devenant secrétaire général de l'Union de la gauche V^e République.

Candidat aux élections législatives de 1967 à la Rochelle, il est élu un an plus tard en juin 1968 dans la 1^{re} circonscription de Charente-Maritime. C'est au même moment qu'il accède aux fonctions gouvernementales, d'abord brièvement comme secrétaire d'État à l'Équipement et au Logement dans le cinquième Gouvernement Pompidou (31 mai-10 juillet 1968), puis secrétaire d'État auprès du

ministre du Travail, de l'Emploi et de la Population dans le gouvernement Couve de Murville (juillet 1968-juin 1969), fonctions qu'il conserve dans le gouvernement Chaban-Delmas (juin 1969-juillet 1972).

Dans les années 1970, Philippe Dechartre est également fondateur du Mouvement pour le socialisme par la participation (MSP), créé en 1971 et dissous en 1994. Membre du RPR dès sa fondation, délégué national à l'Action ouvrière et professionnelle du RPR (1976-1978), membre du conseil national et du bureau politique du RPR, il soutient les candidatures de Jacques Chirac à l'élection présidentielle, mais aussi celles de François Mitterrand au second tour en 1981 et 1988. Enfin, en 1994 il devient membre du Conseil économique et social, dont il est le doyen d'âge.

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Député des Charentes-Maritimes (30 juin-12 août 1968)

Secrétaire d'État à l'Équipement et au Logement (31 mai 1968-20 juin 1969)

Secrétaire d'État auprès du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Population (29 juin 1969-15 mai 1972)

DÉCORATIONS

Grand-Croix de la Légion d'honneur

Grand-Croix de l'ordre national du Mérite

Croix de guerre 39-45

Rosette de la Résistance

ÉCRITS DU TÉMOIN

Le vaisseau fantôme, Paris, Le Monde illustré théâtral et littéraire, 1948, 27-40 p.

Le dossier de la participation. Conférence du 16 février 1971, Paris, Les conférences des Ambassadeurs, 1971, 16 p.

JEAN-FRANÇOIS DENIAU

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	3 entretiens, durée : 2h01 – Librement consultable
Autres archives	◆ CHEFF : archives orales (durée : 2h00) ◆ Archives historiques de l'Union européenne : INT587 – Deniau, Jean-François, The European Commission memories collection
Mots-clés	Commission européenne – Construction européenne – Coopération – Élections présidentielles de 1974 – ENA – Entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun – Institutions européennes – Maladie présidentielle – Ministère de l'Agriculture – Ministère des Affaires étrangères – Nouvelle Société – PAC – Presse – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Relations entre Pompidou et Messmer – Relations entre Pompidou et les ministres – SECAM – Secrétariat d'État à la Coopération – SGCI
Noms de lieux	Madagascar – URSS

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Jean-François Deniau est né le 31 octobre 1928 à Paris, dans une famille de viticulteurs et forestiers établie en Sologne depuis quatre siècles environ (décédé le 24 janvier 2007 à Paris). Frère de Xavier Deniau (1923-2011), lui-même devenu homme politique et haut fonctionnaire comme son cadet, il est élevé par sa mère après la mort de son père Marcel Deniau, polytechnicien et ingénieur des Ponts et Chaussées.

Après de brillantes études dans le secondaire à Neuilly-sur-Seine, puis à Versailles, il obtient d'abord une licence ès lettres en ethnologie et sociologie, ainsi qu'un DES d'économie politique, avant d'être diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et d'obtenir un doctorat en droit. Ses études achevées, il rejoint en 1949 son frère aîné Xavier en Indochine, où il sert pendant un certain temps dans une unité de partisans montagnards. C'est là-bas, à Saïgon, qu'il passe et réussit les épreuves écrites du concours d'entrée à l'ENA.

Admis en 1950 à l'ENA dans la promotion « Jean Giraudoux », il effectue son stage d'études en Allemagne, à Bonn, au Haut Commissariat de France, auprès de l'ambassadeur André François-Poncet. Il s'y lie notamment avec Alain Peyrefitte et Claude Cheysson. En 1952, à sa sortie de l'ENA, Jean-François Deniau opte pour l'inspection des Finances et devient, en 1956, secrétaire permanent de la délégation française à Bruxelles, présidée par Maurice Faure. Très tôt intéressé par l'idée européenne, il rédige le préambule du Traité de Rome, acte fondateur de la CEE signé le 25 mars 1957. Pendant cinq ans, de 1958 à 1963, il occupe successivement à la Commission européenne le poste de Directeur, puis celui de Directeur général chargé des négociations avec l'Angleterre avant de devenir, enfin, Commissaire chargé des négociations avec les pays d'Afrique. En 1963, il est nommé ambassadeur en Mauritanie par le général de Gaulle.

En 1967, Jean-François Deniau est chargé de la coordination interministérielle pour la télévision en couleur (SECAM), avant de renouer avec l'Europe en devenant membre de la Commission des communautés européennes. Il est alors chargé des négociations d'adhésion du Royaume-Uni, de l'Irlande, du Danemark ainsi que de l'aide aux pays en voie de développement.

C'est à son retour en France en 1967 qu'il rencontre Georges Pompidou lors de soirées chez des amis communs. Les deux hommes y parlent art et littérature, mais n'abordent que très rarement, voire jamais, ce qui touche au monde de la politique. Jean-François Deniau conserve son poste à la Commission des communautés européennes pendant six ans, jusqu'en 1973. C'est alors qu'il est nommé secrétaire d'État chargé de la Coopération puis secrétaire d'État au ministère de l'Agriculture dans le gouvernement Messmer. Il conserve ces fonctions dans le gouvernement Chirac après le décès de Georges Pompidou (1975-1976).

La carrière politique de Jean-François Deniau s'est poursuivie en parallèle à celle menée comme écrivain et journaliste. Le parcours de Jean-François Deniau a été marqué tant par son engagement politique, concernant notamment la construction de l'Europe, que son engagement artistique.

■ EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Coopération (1973-1974)

Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Agriculture et du Développement rural (mars-mai 1974)

1975-1976 : Secrétaire d'État auprès du ministre de l'agriculture (cabinet Jacques Chirac remanié)

■ DÉCORATIONS

Chevalier de la Légion d'honneur

Croix de guerre des TOE

Commandeur du Mérite agricole

■ ÉCRITS DU TÉMOIN

Le Marché commun, Paris, PUF, coll. « Que-sais-je », 1958, 128 p.

La mer est ronde, Paris, Le Seuil, 1975, 173 p.

L'Europe interdite, Paris, Le Seuil, 1997, 322 p., réédité sous titre *La découverte de l'Europe*, Paris, Le Seuil, 1994, 179 p.

Deux heures après minuit, Paris, Grasset, 1985, 236 p.

La Désirade, Paris, Orban, 1988, 387 p.

Un héros très discret, Paris, Orban, 1989, 272 p.

L'Empire nocturne, Paris, Orban, 1990, 359 p.

Ce que je crois, Paris, Grasset, 1992, 207 p.

Le Secret du Roi des serpents et autres contes, Paris, Corps 16, 1993, 205 p.

« Témoignage sur Geoffroy de Courcel », *Espoir*, no 92, juin 1993, p. 92.

Mémoires de sept vies. Tome 1 : Les temps aventureux, Paris, Plon, 1994, 435 p.

L'Atlantique est mon désert, Paris, Gallimard, 1996, 159 p.

Mémoires de sept vies. Tome 2 : Croire et oser, Paris, Plon, 1997, 486 p.

Le Bureau des secrets perdus, Paris, Odile Jacob, 1998, 318 p.

Un mari délicieux et autres contes, Paris, Pocket, 1998, 120 p.

Tadjoura, Paris, Hachette, 1999, 214 p.

Histoires de courage, Paris, Plon, 2000, 149 p.

La Bande à Suzanne, Paris, Stock, 2000, 123 p.

L'île Madame, Paris, Hachette, 2000, 273 p.

Dictionnaire amoureux de la mer, Paris, Plon, 556 p.

La Gloire à vingt ans : récits, Paris, XO, 2003, 265 p.

La Double Passion : écrire ou agir, Paris, Robert Laffont, 2004, 211 p.

La Lune et le miroir, Paris, Gallimard, 2004, 125 p.

Le grand jeu, Paris, Hachette, 2005, 295 p.

Survivre, Paris, Plon, 2005, 321 p.

Toine et Toinon, Paris, Hachette jeunesse, 200, 76 p.

L'oubli, Paris, Plon, 2006, 158 p.

XAVIER DENIAU

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 1h40 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Affaire Markovic – Agriculture – Conceptions de Georges Pompidou (Outre-Mer) – Conseil d'État – Coopération – Déclarations de Rome et de Genève – Élections législatives de 1967 – Élections législatives de 1973 – ENFOM – Entourage – Georges Pompidou député du Cantal – Langue française – Mai 1958 – Mai 1968 – Maladie présidentielle – Ministère des Armées – Mouvements gaullistes – Nouvelle Société – Nucléaire – Présence et action du gaullisme – Putsch des généraux – Résistance – Seconde Guerre mondiale – Secrétariat d'État aux DOM-TOM – Sécurité
Noms de lieux	Cameroun – Colonies françaises – Djibouti – Indochine – Loiret – Nouvelle-Calédonie – Polynésie française – Sénégal

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Xavier Deniau est né le 24 septembre 1923 à Paris et mort le 29 mars 2011. Il est le frère de l'académicien et ancien ministre Jean-François Deniau. Xavier Deniau commence une carrière d'administrateur des colonies en 1944, en Indochine, comme chef de district puis chef de province. Il devient ensuite directeur des relations extérieures au Cameroun puis conseiller politique du Haut Commissaire général à Dakar.

Professionnellement, Xavier Deniau devient en 1962 maître des requêtes au Conseil d'État, poste qu'il occupe jusqu'en 1989. Parallèlement, il reste présent sur la scène diplomatique, comme membre de la délégation française à l'ONU de 1955 à 1981. De surcroît, il est membre de la délégation française à l'OTAN entre 1960 et 1962, période où il est également conseiller technique chargé des questions diplomatiques au cabinet de Pierre Messmer (ministre des Armées de 1960 à 1969). À partir de 1962, Xavier Deniau joue toujours un rôle dans les relations internationales françaises en tant que rapporteur puis vice-président de la Commission des Affaires étrangères pour les relations culturelles et la coopération technique jusqu'en 1972. Il devient alors, le 5 juillet 1972, secrétaire d'État chargé des Départements et Territoires d'outre-mer auprès de Pierre Messmer. Il remplit cette fonction jusqu'au 28 mars 1973 et reprend ensuite son poste à la Commission des Affaires étrangères jusqu'en 1986.

Intéressé par la question de la francophonie, Xavier Deniau est secrétaire général de l'association internationale des parlementaires de langue française dès 1967. Il est également président des groupes d'amitié de l'Assemblée nationale France-Cameroun (1963-1972), France-Irlande, France-Québec et France-Canada (1967-2002). Il est nommé président du Comité de la francophonie en 1973 et devient président de l'association pour la diffusion de la pensée française (ADPF) en 1987. D'autre part, il est président puis président d'honneur de l'association pour la diffusion internationale francophone de livres, ouvrages et revues (ADIFLOR) entre 1985 et 1998 ainsi que de l'Association francophone d'amitiés et de liaison (AFAL).

Xavier Deniau semble particulièrement impliqué dans les relations entre la France et le Québec. Il a accompagné le général de Gaulle lors de son voyage à Montréal dans le cadre de l'exposition universelle de 1967 et assiste donc au « Vive le Québec libre ! » lancé par le Général du balcon de l'hôtel de ville de Montréal. Xavier Deniau est d'abord vice-président de l'association nationale France-Canada entre 1966 et 1969 puis fonde l'association France-Québec dont il est président entre 1969 et 1972. Il est également fait docteur *honoris causa* de l'université du Québec.

Il a, par ailleurs, été membre de la Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (1968), membre du Conseil de l'Europe (1993), membre correspondant de l'Académie des sciences morales et politiques (1993) et membre-fondateur de l'association Debout la République (1999).

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

1962-2002 : Député du Loiret (4^e circonscription : Montargis)

1965 -2001: Maire d'Escrignelles

1974-1986 :Vice-président du Conseil régional du Centre

1981-1982 : Député européen apparenté RPR

1982-1988 : Président puis président d'honneur du syndicat intercommunal à vocation multiple du Canton de Briare et du syndicat d'aménagement rural Berry-Puisaye du Loiret

DÉCORATIONS

Officier de la Légion d'honneur

Croix de guerre 39-45

Croix de guerre TOE

Croix du combattant volontaire de la Résistance

Grand officier du mérite de l'ordre souverain de Malte

ÉCRITS DU TÉMOIN

Florilège de la langue française et de la francophonie, Paris, Richelieu Senghor, 1988, 158 p.

La francophonie, Paris, PUF, « Que sais-je ? », 2003, 127 p.

MICHEL DENIEUL

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	3 entretiens, durée : 3h45 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Architecture – Communes – Déjeuners – Élections législatives de 1967 – Élections législatives de 1968 – Élections législatives de 1973 – Jeunes Loups – Mai 1968 – Maladie présidentielle – Ministère de l'Information – Ordonnances de 1967 – Portrait de Georges Pompidou – Pratique présidentielle – Projet Beaubourg – Référendum de 1969 – Réforme régionale de 1972 – Relations avec le Parlement – Relations entre Pompidou et les ministres – Relations entre Pompidou et Peyrefitte – SLII
Noms de lieux	Cajarc – Lot – Paris

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Michel Denieul est né le 7 janvier 1926 à Rennes (Ille-et-Vilaine) et décédé le 15 octobre 2013. Archiviste départemental (1950), admis à l'ENA élève à l'ENA (1953-1955), il est successivement chef de cabinet du préfet délégué à Tizi Ouzou (septembre 1955-avril 1956), chef de cabinet du préfet du

Morbihan (avril 1956-octobre 1957). Promu sous-préfet de troisième classe, il est affecté comme chef de cabinet du préfet des Basses-Pyrénées (octobre 1957) avant de devenir directeur de cabinet du préfet des Bouches-du-Rhône, Raymond Haas-Picard (mai 1960-novembre 1963). Il le suit, comme directeur adjoint de cabinet, lorsque Haas-Picard devient préfet de la Seine à l'automne 1963.

En septembre 1966, Michel Denieul est nommé au cabinet de Roger Frey, ministre de l'Intérieur, comme chef de cabinet. Lorsque Roger Frey devient ministre d'État chargé des Relations avec le Parlement en avril 1967, Michel Denieul le suit comme conseiller technique. Il occupe ces fonctions jusqu'en février 1968 ; il est alors détaché comme directeur du SLII, service de liaison interministériel pour l'information (1968). À ce poste, il suit de près les événements de mai 1968. Il devient ensuite directeur de l'architecture au ministère des Affaires culturelles (octobre 1968-1971). Michel Denieul revient ensuite à la carrière préfectorale comme préfet du Lot (octobre 1971-mai 1973), avant d'être directeur de cabinet d'Alain Peyrefitte, ministre chargé des Réformes administratives puis ministre des Affaires culturelles et de l'Environnement (mai 1973-mai 1974).

Durant le mandat de Valéry Giscard d'Estaing, Michel Denieul est directeur de cabinet de René Haby, ministre de l'Éducation (juin 1974-avril 1977), préfet de la région Franche-Comté (avril 1977-décembre 1980), avant d'être brièvement directeur général de la marine marchande au ministère des Transports (janvier-mai 1981). Il se présente aux élections législatives de juin 1981 comme candidat RPR dans les Côtes-du-Nord, mais est battu. Nommé préfet hors cadre en 1981, il devient directeur des services du département de Seine-et-Marne (avril 1982-juillet 1986), avant de présider la Société Autoroutes du Sud de la France et la Société d'autoroute de la Côte basque (1986-1991). Après sa retraite en 1992, il s'investit notamment dans la restructuration du domaine de Chamarande, poursuivant ainsi son activité dans les questions de patrimoine.

■ DÉCORATIONS

Officier de la Légion d'honneur

Officier de l'ordre national du Mérite

Commandeur des Palmes académiques et des Arts et des Lettres

HENRI DOMERG

■ DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	4 entretiens, durée : 5h00 – Soumis à l'autorisation du témoin
Autres archives	◆ Archives nationales : fonds 574 AP (fonds privé Henri Domerg) ◆ Archives orales de l'enseignement : entretien no 74

Mots-clés	Architecture – Art et culture – BPI – Budget – Cinéma – Danse – Entourage – Exposition 72/72 – Francophonie – IRCAM – Livre – Ministère des Affaires culturelles – Musées – Musique – Notes – Plan – Portrait de Georges Pompidou – Pratique présidentielle – Projet Beaubourg – Projet du musée d'Orsay – Secrétariat général de la Présidence – Télévision – Théâtre
Noms de lieux	La Défense – Les Halles

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Henri Domerg est né en le 28 avril 1922 à Toulouse, d'un père inspecteur divisionnaire à la SNCF (il est décédé le 17 octobre 2015). Reçu à l'agrégation de lettres en 1946, il se marie la même année avec Madeleine Pompidou et fait la connaissance de Georges Pompidou devenu son beau-frère. Il est affecté au lycée de Metz (1946-1951) puis à celui de Vanves (1951-1960). En 1958, sur une suggestion de Georges Pompidou devenu directeur de cabinet du général de Gaulle, il intègre le milieu des cabinets ministériels comme chargé de mission au cabinet de Jean Berthoin (1958) puis d'André Boulloche (1959-1960), ministres de l'Éducation nationale.

En avril 1962, lorsque Georges Pompidou constitue son cabinet de Premier ministre, il fait appel à Henri Domerg, qui sera chargé de mission pour les questions d'éducation nationale jusqu'en 1968, tout en assumant des enseignements à la faculté des lettres de Paris. Henri Domerg est de nouveau un collaborateur de Georges Pompidou à l'Élysée, comme chargé de mission puis comme conseiller technique pour les affaires culturelles, les questions d'éducation étant confiées à Jean-François Saglio puis Gilbert Léoutre. Parmi ses attributions figurent notamment la construction du futur Centre Georges Pompidou et la politique de l'enseignement de l'architecture.

Après 1974, il réintègre l'Éducation nationale comme inspecteur général (lettres), chargé de mission à l'Office français des technologies modernes d'éducation, devenu Centre national de documentation pédagogique (1974) ; il s'intéresse particulièrement aux technologies éducatives (audiovisuel ou informatique appliqué à l'enseignement des lettres), et avait présidé de 1963 à 1968 la Commission interministérielle relative à l'utilisation des techniques audiovisuelles dans l'enseignement et la formation. En 1980, Henri Domerg est nommé inspecteur général de l'Éducation nationale chargé de mission au Centre national d'enseignement par correspondance. Il prend sa retraite en 1984.

DÉCORATIONS

Chevalier de la Légion d'honneur

Officier des Arts et des lettres

GEORGES DOMINJON

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	3 entretiens, durée : 4h30 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Champions nationaux – Construction européenne – Disparition du général de Gaulle (1968) – Mai 1968 – Pétrole – Plan Calcul – Sidérurgie
Noms de lieux	Algérie

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Georges Dominjon est né le 14 juin 1929 à Villeurbanne. Georges Dominjon est élève de l'ENA de 1953 à 1955. À sa sortie, il est nommé auditeur à la Cour des Comptes, où il devient conseiller référendaire en 1960. En 1957, il devient rapporteur particulier de la commission de vérification des comptes des entreprises publiques. Parallèlement à sa carrière dans l'administration, il est maître de conférences à la Faculté de droit et Professeur à l'Institut d'Études Politiques de Paris à partir de 1958.

Dès 1959, il est chargé de mission à la Direction des Carburants. De 1962 à 1969, il cumule les fonctions d'adjoint au directeur des carburants et de commissaire du Gouvernement près la société Elf-Union et de la Compagnie française des raffinages Total. À partir de 1969, il occupe successivement les postes de directeur des industries du fer et de l'acier puis de directeur des industries métallurgiques au ministère de l'Industrie. Après avoir été appelé, entre 1971 et 1972, comme directeur de cabinet de François-Xavier Ortoli, ministre du Développement industriel et scientifique (1969-1972), il retrouve ses fonctions de directeur des industries métallurgiques mécaniques et électriques au ministère de l'Industrie et de la Recherche en 1974.

En 1975, Georges Dominjon est réintégré à la Cour des comptes où il poursuit sa carrière : conseiller-maître en 1981, président de chambre en 1990. Il continue d'occuper des fonctions dans les domaines de la sidérurgie et du pétrole, comme administrateur de la société Sacilor et de la société Elf-Aquitaine entre 1980 et 1983.

Par ailleurs il a été secrétaire général du Comité interministériel pour les questions hospitalo-universitaires entre 1976 et 1981 et il est à partir de 1985 président de la Fondation franco-américaine Maréchal Foch puis, à partir de 1995, de l'Association hôpital Foch.

DÉCORATIONS

Officier de la Légion d'honneur

Commandeur de l'ordre national du Mérite

Chevalier des Palmes académiques

ÉCRITS DU TÉMOIN

DOMINJON, Georges, DUCAMIN, Bernard et VEDEL, Georges, *Rapport sur les conditions d'aide apportée en matière immobilière par les collectivités locales aux établissements d'enseignement privés sous contrat*, Paris, Ministère de l'Éducation nationale, 1993, 31 p.

BILANGE, François, *Justin Godart ou La plaisante sagesse lyonnaise*, Lyon, Éditions lyonnaise d'art et d'histoire, 2000, 142 p., postface de Georges Dominjon.

WIERVORKA, Annette (dir.), *Justin Godart : un homme dans son siècle (1871-1956)*, Paris, CNRS, 2004, 261 p., contribution de Georges Dominjon.

JEAN DONNEDIEU DE VABRES

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	4 entretiens, durée : 7h30 – Soumis à l'autorisation du témoin
Autres archives	<ul style="list-style-type: none">◆ Archives nationales : fonds privé Jean Donnedieu de Vabres (539 AP, 1-16)◆ Fondation de Gaulle : archives orales◆ Archives nationales : archives du Secrétariat général du Gouvernement, versement 820064 (Jean Donnedieu de Vabres)
Mots-clés	Accords de Grenelle (1968) – Affaire des généraux – Aménagement du territoire – Amis de Georges Pompidou – Avortement – Cabinet du général de Gaulle – Cabinet politique – Cabinet technique – Chargé de mission – Chef de cabinet – Commerce/distribution – Conceptions de Georges Pompidou (Aménagement du territoire) – Conférence de La Haye (1969) – Conseil constitutionnel – Conseils des ministres – Conseil d'État – Conseils restreints – Construction européenne – Décolonisation – Départ de Maignon (juillet 1968) – Dévaluation de 1969 – Éducation nationale – Élections législatives de 1962 – Élections législatives de 1973 – Élections présidentielles de 1965 – ENA – Énergie – Entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun – GPRF – Guerre d'Algérie – Harkis – Inflation – Information – Mai 1968 – Maladie présidentielle – Médias – Mensualisation – Ministère de la Coopération – Ministère de l'Équipement – Ministère de l'Intérieur – Ministère des Affaires sociales – Ministère des Armées – Notes – Nouvelle Société – Nucléaire – OAS – ORTF – Ouverture – Participation – Portrait de Georges Pompidou – Préfets de région – Protestantisme – Publicité – Quinquennat – Rapatriés d'Algérie – Référendum de 1969 – Référendum de 1972

	- Réforme constitutionnelle de 1962 - Réforme régionale de 1972 - Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas - Relations entre Pompidou et de Gaulle - Relations entre Pompidou et Messmer - Résistance - Sciences Po - Seconde Guerre mondiale - Secrétariat général du Gouvernement - Tourisme - Université - Vichy
Noms de lieux	Indochine - Maroc - Tunisie

NOTICE BIOGRAPHIQUE

NB : ne pas confondre Jean Donnedieu de Vabres avec son père (Henri Donnedieu de Vabres, juge et professeur de droit pénal international, 1880-1952), son frère (Jacques Donnedieu de Vabres, membre du Conseil d'État, 1915-1984) ou son neveu (Renaud Donnedieu de Vabres, homme politique né en 1954).

Jean Donnedieu de Vabres est né le 9 mars 1918 à Paris et décédé le 3 août 2009 à Paris. Son père (Henri Donnedieu de Vabres) était professeur de droit pénal international à Paris, ce qui lui a valu d'être nommé juge au Tribunal pénal international de Nuremberg. Son frère, Jacques, a fait comme lui des études de droit et fut reçu au Conseil d'État la même année. Jean Donnedieu de Vabres participe à la campagne de France dans l'artillerie. Après sa démobilisation, il prépare le concours du Conseil d'État auquel il est reçu comme major en 1941. Auditeur au Conseil d'État, il entre en contact avec la résistance dans le sillage d'Alexandre Parodi et de Michel Debré. C'est par leur biais qu'il participe aux travaux du Comité général d'études pour la Libération. En août 1944, Jean Donnedieu de Vabres est nommé chef de cabinet du Secrétaire général provisoire à l'Intérieur, Émile Laffon.

De septembre 1944 à janvier 1946, il est chargé de mission au cabinet du général de Gaulle, président du Gouvernement provisoire de la République française, où il s'occupe des affaires sociales et des questions juridiques. Il y fait la connaissance de Georges Pompidou. De mars 1946 à mai 1949, il est conseiller juridique et de législation du gouvernement tunisien, avant de réintégrer le Conseil d'État comme maître des Requêtes. Il devient rapporteur puis commissaire du Gouvernement auprès de la section du contentieux du Conseil d'État (1951-1954), tout en enseignant à l'IEP et à l'ENA. De février à octobre 1955, il est directeur du cabinet du ministre des Affaires marocaines et tunisiennes, Pierre July, puis conseiller juridique de l'Organisation commune des régions sahariennes (1957). À partir de la naissance de la V^e République, il est directeur du cabinet de Pierre Guillaumat, ministre des Armées puis ministre délégué auprès du Premier ministre, de 1958 à 1962.

D'avril 1962 à novembre 1962, il est directeur du cabinet de Georges Pompidou à l'hôtel Matignon. Nommé Secrétaire général adjoint de la Défense nationale en novembre 1962, il quitte Matignon pour y revenir à partir de 1964 comme Secrétaire général du Gouvernement, poste qu'il occupe jusqu'au décès de Georges Pompidou. Président de la Commission des opérations de Bourse (COB) de 1974 à 1980, puis de la Commission de la concurrence (1980-1986), il fut également président de l'École alsacienne, administrateur d'Havas et de la Société générale.

DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'Honneur

Commandeur de l'ordre national du Mérite

Croix de guerre 39-45

Commandeur des Palmes académiques

ÉCRITS DU TÉMOIN

« La réforme du Conseil d'État réalisée par l'ordonnance du 31 juillet 1945 », *Espoir*, no 103, 1995, p. 71.

« Contribution [la participation] », *Espoir*, no 125, décembre 2000, p. 46.

MAURICE DOUBLET

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	2 entretiens, durée : 3h20 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Aménagement du territoire – Architecture – Art et culture – Conseils restreints – DATAR – Démographie – Environnement – Jeux Olympiques de Grenoble – Littérature – Logement – Plan de stabilisation de 1963 – Portrait de Georges Pompidou – Préfets – Projet Beaubourg – Rapatriés d'Algérie – Relations entre Pompidou et de Gaulle – Seconde Guerre mondiale – Télécommunications – Transports – Urbanisme
Noms de lieux	Algérie – Région parisienne

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Maurice Doublet est né le 8 avril 1914 à Saint-Maixent (Deux-Sèvres), dans une famille d'officiers respectueuse de l'État et de ses institutions (il est décédé le 16 avril 2001). Il se lance dans une carrière politique après avoir choisi d'étudier le droit à la faculté de Bordeaux. Il est, très tôt, séduit par une carrière préfectorale. Il prend son premier poste en 1939, comme chef du cabinet du préfet de la Gironde. Fait prisonnier pendant la guerre, il est nommé à la fin de celle-ci Secrétaire général de la Corrèze, amorçant ainsi le début d'une longue carrière préfectorale. De 1949 à 1954, il occupe le poste de préfet dans les villes suivantes : Vichy en 1949, Sens en 1952 et Roanne en 1954. En 1956, il devient directeur de cabinet de Marcel Champeix, alors secrétaire d'État chargé des affaires algériennes, avant d'occuper en 1958 un nouveau poste de préfet, cette fois-ci dans le Tarn. En 1959, il est conseiller technique au cabinet de Pierre Chatenet, ministre de l'Intérieur.

C'est vers la fin des années 1950 que Maurice Doublet entend parler pour la première fois de Georges Pompidou. Il ne le croise sans doute que rarement, lorsque les préfets sont reçus, mais il entretient avec la famille Pompidou, et notamment les parents, des liens assez étroits. Sa première rencontre en personne avec Georges Pompidou date de juin 1966, lorsqu'il est muté par le Premier ministre dans la ville de Paris. Au cours de cet entretien ont été abordés des thèmes ayant trait à l'urbanisme, et plus précisément à ce qui préoccupait alors le plus Georges Pompidou : les transports. Maurice Doublet a donc occupé un rôle fondamental dans le réaménagement urbain de la capitale. Dernier préfet de la Seine, de 1967 à 1968, au moment de la création des nouveaux départements de la région parisienne, il devient préfet de Paris en 1968 avant d'assurer, un an plus tard, la fonction de préfet de la région parisienne pendant six années consécutives, de 1969 à 1975.

De par les fonctions qu'il a occupées entre 1967 et 1975, Maurice Doublet a été le témoin direct des ambitions de Georges Pompidou pour la France en terme d'urbanisme, notamment pour la ville de Paris. C'est ainsi qu'il a participé à la construction de cette capitale qui ne devait en aucun cas être « entretenue comme un musée » ainsi qu'à la naissance du centre d'affaire de La Défense. Maurice Doublet semble avoir complètement épousé l'idée de Georges Pompidou selon lequel la France, et surtout sa capitale, devaient regarder vers l'avenir mais sans jamais renoncer à leur authenticité.

Après la mort de Georges Pompidou en 1974, Maurice Doublet, à la retraite en 1976, se tourne un instant vers le monde de l'entreprise en devenant pendant une année administrateur de société jusqu'en 1977. Candidat aux municipales cette même année sur la liste se trouvant sous le patronage de Jacques Chirac dans le XII^e arrondissement de Paris, il abandonne finalement toutes ses responsabilités pour diriger le cabinet de celui-ci jusqu'en 1979.

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

1980-1981 : député européen, en remplacement de Pierre Messmer démissionnaire

DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'honneur
Grand officier de l'ordre national du Mérite
Croix de guerre 39-45
Commandeur des Palmes académiques
Officier du Mérite civil et du Mérite agricole
Chevalier de la Santé publique
Chevalier du Mérite social
Chevalier de l'Économie nationale
Chevalier des Arts et des Lettres
Chevalier du Mérite touristique

ÉCRITS DU TÉMOIN

Paris à l'heure des choix. Conférence du 25 avril 1968, Paris, Les Conférences des Ambassadeurs, 1968, 22 p.

Le phénomène urbain en région parisienne, supplément à *Promotions*, no 88, 1^{er} trimestre 1969, 24 p.

Les transports dans la région parisienne : paralysie ou dossier bleu. Conférence du 14 novembre 1972, Paris, Les Conférences des Ambassadeurs, 1972, 34 p.

Paris en procès, Paris, Hachette, 1976, 294 p.

MICHEL DRANCOURT

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	3 entretiens, durée : 4h03 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Bilan des années Pompidou – Champions nationaux – Choc pétrolier de 1973 – Conceptions de Georges Pompidou – Concorde – Déclarations de Rome et de Genève – Départ de Matignon (juillet 1968) – Dévaluation de 1969 – Élections législatives de 1967 – Élections législatives de 1973 – Élections présidentielles de 1965 – Élections présidentielles de 1974 – Georges Pompidou directeur de cabinet – Grève des mineurs de 1963 – Industrie – Lip – Mai 1968 – Médias – ORTF – Participation – Patronat – Plan de stabilisation de 1963 – Réforme constitutionnelle de 1962 – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Relations entre Pompidou et Debré – Système monétaire international – VI ^e Plan – Voyages en province
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Michel Drancourt est né le 9 mai 1928 à Cambrai (Nord) et décédé le 6 avril 2014 à Paris. Le témoin est originaire d'une famille d'industriels du Nord. Michel Drancourt est un journaliste spécialisé dans les questions économiques et politiques dans la presse et à la télévision française dans les années 1960, rédacteur en chef de la revue *Entreprise* (1957-1969), et responsable des questions économiques et politiques à la revue *Réalités* (1958-1979). Il fut ensuite commissaire à la conversion industrielle de la Lorraine de 1969 à 1973, tout en siégeant au Conseil économique et social de 1969 à 1974.

Michel Drancourt est un membre fondateur de l'Institut de l'Entreprise fondé en 1975, dont il est délégué général de 1976 à 1993. Il y marque une génération entière de journalistes économiques, fort de sa connaissance personnelle autant du journalisme que du monde de l'entreprise.

■ DÉCORATIONS

Officier de la Légion d'honneur

Officier de l'ordre du Mérite

■ ÉCRITS DU TÉMOIN

Une force inconnue : le crédit, Paris, Hachette, 1961, 191 p.

ARMAND, Louis, avec la collaboration de DRANCOURT, Michel, *Plaidoyer pour l'avenir*, Paris, Calmann-Lévy, 1961, 255 p.

Bilan économique de la V^e République, Paris, Éditions de l'Entreprise moderne, 1961, 159 p.

L'or, Paris, Hachette, 1964, 64 p.

Les clés du pouvoir, Paris, Fayard, 1964, 238 p.

ARMAND, Louis, et DRANCOURT, Michel, *Le Pari européen*, Paris, Fayard, 1968, 315 p.

Cinquante millions d'héritiers. Bilan d'un règne. Programme pour dix ans, Paris, Fayard/Entreprise, 1969, 345 p.

Ces entreprises qui font l'économie française, Paris, Entreprise moderne d'édition, 1969, 40 p.

La Recherche, Paris, France-Empire, 1971, 288 p.

Vive la croissance !, Paris, France-Empire, 1973, 83 p.

Les Nouvelles « Lettres persanes », Paris, Lattès, 1975, 247 p.

La France du grand large, Paris, Robert Laffont, 1981, 301 p.

La fin du travail, Paris, Hachette, 1984, 329 p.

Demain la croissance, Paris, Robert Laffont, 1985, 317 p.

L'économie volontaire : l'exemple du Japon, Paris, Odile Jacob, 1989, 248 p.

Mémoires de l'entreprise, Paris, Robert Laffont, 1993, 367 p.

Leçon d'histoire sur l'entreprise de l'Antiquité à nos jours, Paris, PUF, 1998, 462 p.

Les arbres ne poussent pas jusqu'au ciel... donc il faudra beaucoup de forêts : faut-il réinventer le progrès ?, Paris, Village mondial : Pearson Education France, 2003, 248 p.

BRULÉ, Michel, et DRANCOURT, Michel, *Service public : sortir de l'imposture*, Paris, Lattès, 2004, 314 p.

Les nouvelles frontières de l'entreprise : entreprise, territoire et mondialisation, Paris, PUF, 2005, 265 p.

COLLOMB, Bertrand, et DRANCOURT, Michel, *Plaidoyer pour l'entreprise*, Paris, Bourin, 2010, 321 p.

DANIEL DROULERS

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 1h03 - Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Chasses présidentielles - Décolonisation - Guerre d'Algérie - Protocole - Voyages présidentiels
Noms de lieux	Afrique

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Après sa formation à l'ENFOM, Daniel Droulers est affecté en Haute-Volta en 1953. Il y sert durant six ans, d'abord en tant qu'administrateur général auprès d'un commandant de cercle. Il est ensuite chef de poste administratif durant deux ans et connaît un intermède comme contrôleur puis inspecteur du travail. Il est finalement commandant de cercle. Lorsque la Haute-Volta accède à l'indépendance, en 1960, Daniel Droulers est en fonction d'autorité administrative territoriale et passe donc les commandes à un fonctionnaire local.

À son retour en France, intégré dans le corps des secrétaires adjoints des Affaires étrangères par l'ordonnance du 29 octobre 1958, il est affecté, de 1961 à 1962, à l'administration centrale de la direction des Affaires administratives et sociales. Il est ensuite vice-consul à Wellington (Nouvelle-Zélande) jusqu'en 1965. À cette date, il repasse par l'administration centrale avant d'être nommé deuxième secrétaire d'ambassade à Accra (Ghana), poste qu'il occupera durant quatre ans.

Il quitte l'Afrique en 1969 pour entrer à l'Élysée, au sein de l'équipe du protocole du Président Georges Pompidou composée d'un conseiller et de deux secrétaires adjoints des Affaires étrangères. De septembre 1969 à juillet 1973, Daniel Droulers est chargé de veiller à ce que le Président et tous les hauts dirigeants respectent un certains nombres de règles de préséance et participent aux événements de la vie officielle du Président. Durant cette période, les principaux collaborateurs de Daniel Droulers au protocole sont Gérard Pruvost, son superviseur, et Alain Briottet, plus spécifiquement en charge de Claude Pompidou. Daniel Droulers, quant à lui, est principalement chargé des déplacements du Président, des chasses présidentielles et des spectacles à l'Élysée.

Après avoir passé près de quatre années à l'Élysée, Droulers retourne à sa vocation diplomatique. Il est d'abord nommé premier secrétaire à Bangkok et représentant permanent de la France auprès de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique. Il continue sa carrière à Berne, en Éthiopie, à Honolulu, à Zagreb, au Kosovo, à Hanoï et à Djedda.

En France, il est chef adjoint de la section diplomatique de l'Institut des hautes études de défense nationale durant deux ans et, finalement, il termine sa carrière en tant que secrétaire général de la présidence française du Conseil de l'Europe chargé de préparer le sommet de cette institution à la fin de l'année 1997. Daniel Droulers est décédé le 25 janvier 2015.

DÉCORATIONS

Officier de l'Ordre National du Mérite

MAURICE DRUON

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 1h46 – Soumis à l'autorisation du témoin
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Amis de Georges Pompidou – Architecture – Artistes – Conceptions de Georges Pompidou (Culture) – Écrivains – Églises – Entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun – Latour-Maubourg – Mai 1968 – Ministère des Affaires culturelles – ORTF – Patrimoine – Portrait de Georges Pompidou – Projet Beaubourg – Projet du musée d'Orsay
Noms de lieux	Cajarc – Italie – La Défense – Orvilliers – Paris

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Maurice Druon est né le 23 mai 1918 à Paris, et décédé le 14 avril 2009 à Paris. Maurice Druon n'a pas connu son père, Lazare Kessel, membre de la Comédie-Française, qui se suicide avant de l'avoir reconnu. Le nom de Druon est en réalité celui de son beau-père, René Druon, dont il prend le nom à l'âge de sept ans. Son oncle est l'écrivain Joseph Kessel. Maurice Druon grandit en Normandie, à La Croix-Saint-Leufroy. Officier de cavalerie à l'école de Saumur, Maurice Druon participe en 1940 à la campagne de France (voir son premier roman, *Dernière brigade*, publié en 1946). Démobilisé, il demeure en zone libre et fait représenter au Grand Théâtre de Monte-Carlo sa première pièce, *Mégarée*, en 1942. En 1942, il s'engage dans la France Libre, gagne clandestinement Londres, via l'Espagne et le Portugal, et devient l'aide de camp du général François d'Astier de la Vigerie, puis travaille pour la BBC avec son oncle Joseph Kessel au programme « Honneur et patrie ». C'est là que les deux hommes composent le texte du *Chant des partisans*, mis en musique par Anne Marly. Chargé de mission pour le Commissariat à l'Intérieur et à l'Information, il devient en 1944 correspondant de guerre auprès des armées françaises jusqu'à la fin du conflit.

Après la guerre, il se consacre à la littérature, avec succès : il reçoit en 1948 le prix Goncourt pour *Les grandes familles*, et en 1966, le prix Pierre de Monaco « pour l'ensemble de son œuvre ». Il a également reçu le prix Saint-Simon en 1998, et le prix Agrippa d'Aubigné en 2000. L'auteur des *Rois*

maudits est élu à l'Académie française en 1966, à quarante-huit ans, en remplacement de l'écrivain Georges Duhamel. Il est secrétaire perpétuel de l'Académie française de novembre 1985 à octobre 1999, puis secrétaire perpétuel honoraire à partir du 1^{er} janvier 2000.

Maurice Druon a d'autre part un engagement gaulliste prononcé et un conservatisme assuré. Georges Pompidou le nomme ministre des Affaires culturelles en 1973, en partie pour compenser les remous causés par les choix architecturaux parisiens (notamment le futur centre Pompidou). Il fait partie du comité central du RPR et est membre de son conseil politique en 1979-1980. Élu député RPR de Paris en 1978, il ne se représente pas après la dissolution de l'Assemblée nationale en 1981.

■ EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Membre de la Commission de réforme de l'ORTF (1969-1970)

Ministre des Affaires culturelles (5 avril 1973-2 avril 1974)

Député RPR de Paris (mars 1978-mai 1981)

Délégué à l'Assemblée des Communautés européennes (1979-1980)

■ DÉCORATIONS

Grand officier de la Légion d'honneur

Commandeur des Arts et des Lettres

Médaillé de la France libre

■ ÉCRITS DU TÉMOIN

Romans :

La Dernière Brigade, 1946

Les grandes familles, 1948

La chute des corps (tome II des *Grandes familles*), 1950

Rendez-vous aux enfers (tome III des *Grandes familles*), 1951

La Volupté d'être, 1954

Les Rois maudits (1955-1977)

Tistou les pouces verts, 1957

Alexandre le Grand, 1958

Les Mémoires de Zeus (1963-1967)

Essais, théâtre, nouvelles :

Mégarée, théâtre (1942)

Le Sonneur de bien aller (1943), nouvelle

Lettres d'un Européen (1943), essai

Nouvelles lettres d'un Européen, 1970, essai

Un voyageur, théâtre, 1953
Le Coup de grâce, théâtre, 1953, en collaboration avec Joseph Kessel
L'hôtel de Mondez, 1956, nouvelle
Des seigneurs de la plaine à l'hôtel de Mondez, nouvelles, 1962
Paris, de César à Saint-Louis, 1964, essai
Bernard Buffet, 1964, essai
Le Pouvoir, 1965, notes et maximes
Le Bonheur des uns..., 1967, nouvelles
L'Avenir en désarroi, 1968
Une église qui se trompe de siècle, 1972
La Parole et le Pouvoir, 1974
Attention la France ! 1981
Réformer la démocratie, 1982
La Culture et l'État, 1985
Lettre aux Français sur leur langue et leur âme, 1994
Circonstances, 1997-1999
Le Bon Français, 1999
La France aux ordres d'un cadavre, 2000
Ordonnances pour un État malade, 2002
Le Franc-parler, 2003
Mémoires. L'aurore vient du fond du ciel, 2006

Témoignages :

« Notre ami Jean, ce chevalier [Jean Sainteny] », *Espoir*, no 24, octobre 1978, p. 4.
« Hommage à Yvon Morandat », *Espoir*, no 31, juin 1980, p. 57.
« Célébration du quarantième anniversaire de l'appel du 18 juin par la ville de Paris, compagnon de l'ordre de la Libération et par l'ordre de la Libération », *Espoir*, no 32, septembre 1980, p. 35.
« Du côté de chez Gaston [Gaston Palewski] », *Espoir*, no 50, mars 1985, p. 61-63.
« Discours à l'occasion de la remise de l'épée d'académicien à Michel Debré, le 12 janvier 1989 », *Espoir*, no 110, janvier 1997, p. 70.
« Discours prononcé lors des obsèques de Jacques Baumel le 22 février 2006 aux Invalides », *Espoir*, no 146, mars 2006, p. 115.
« La simplicité de la grandeur [Pierre Messmer] », *Espoir*, no 153, décembre 2007, p. 24.

CLAUDE DUCREUX

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	3 entretiens, durée : 5h00 – Soumis à l'autorisation du témoin
Autres archives	<i>Parcours de résistants. Volume 2</i> [Images animées] / Jean Gavard, Simone et Claude Ducreux, participants, Paris, Mémoire et espoirs de la Résistance, [DL 2012]. - 1 DVD vidéo monoface simple couche zone 2 (1h48 min) : 16/9, coul. (PAL), son., stéréo.
Mots-clés	Affaire Buffet-Bontems – Affaire Markovic – Affaire Touvier – <i>Anthologie de la poésie française</i> – Élections présidentielles de 1969 – ENFOM – Jeunesse – Mai 1968 – Peine de mort – Religions – Résistance
Noms de lieux	Gabon – Iran – Outre-Mer

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Claude Ducreux est né le 23 août 1923 à Houlgate (Calvados) et décédé le 20 juillet 2011. Après sa formation à l'ENFOM, en 1946, Claude Ducreux part au Gabon. Il est d'abord affecté à la division de contrôle des contributions directes, chargé de rédiger le premier code des contributions directes du Gabon. Il est ensuite administrateur adjoint de troisième classe au gouvernement central. Il occupe un poste au Tchad avant de quitter l'Afrique en 1952. De retour en France, il débute une carrière d'avocat. Il entre au cabinet de Pierre Mendès France en 1954.

En 1968, Georges Pompidou contacte Claude Ducreux pour avoir des renseignements sur Pierre Mendès France. Au moment de la campagne de 1969, Georges Pompidou entre à nouveau en relation avec lui pour avoir des liens avec les milieux des jeunes et les milieux sportifs.

D'autre part, Claude Ducreux a été résistant. Il a d'ailleurs été secrétaire général du Comité d'Action de la Résistance. Avec son épouse Simone, dans le cadre des missions de Mémoire et Espoirs de la Résistance et de l'Association Expositions de Résistance Intérieure, il se rend dans les classes de divers établissements scolaires dans toute la France afin de témoigner. Enfin, il était officiellement franc-maçon, 33° à la Grande Loge de France.

DÉCORATIONS

Officier de la Légion d'honneur

ÉCRITS DU TÉMOIN

Le Procès des intellectuels iraniens, Bruxelles, Association internationale des juristes démocrates, 1965, 7 p.

Mes années vertes : 1943-1945. Visages de la mémoire, Paris, AERI, 2010, 93 p.

PIERRE DUMAS

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	2 entretiens, durée : 4h00 – Librement consultable
Autres archives	Fondation de Gaulle : archives orales
Mots-clés	Élections législatives de 1968 – Mai 1968 – Parcs naturels – Pratique gouvernementale – Référendum de 1962 – Référendum de 1969 – Réforme constitutionnelle de 1962 – Relations avec le Parlement – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Relations entre Pompidou et de Gaulle – Secrétariat d'État chargé des relations avec le Parlement – Tourisme – UNR
Noms de lieux	Aquitaine – Languedoc-Roussillon

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Pierre Dumas est né le 15 novembre 1924 à Chambéry (Savoie) et y est décédé le 4 février 2004. Pierre Dumas est originaire de Savoie. Il est le fils de François Dumas, ancien sénateur de 1946 à 1952 inscrit au groupe du RGR. Il a été directeur commercial des cartonneries de La Rochette (1953-1958). Avec la V^e République, il s'engage dans la vie politique nationale et locale : conseiller général de la Savoie dans le canton de Chambéry-Sud (1958-1986), député UNR de la Savoie (3^e circonscription, 1958-1973), maire de Chambéry de 1959 à 1977.

Il entre au gouvernement en 1962 et y reste jusqu'en 1969, à différents secrétariats d'État : secrétaire d'État aux Travaux publics puis secrétaire d'État chargé des Relations avec le Parlement (1962), secrétaire d'État, chargé des Relations avec le Parlement, du Tourisme et de la Promotion sociale (1962-1967), secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé du Tourisme (1967-1968), secrétaire d'État aux Affaires sociales dans le gouvernement Couve de Murville (1968-1969).

Outre ces fonctions gouvernementales, il assume un certain nombre de responsabilités : président de la Société française pour le tunnel routier du Fréjus (depuis 1962), président du groupe des députés-maires de l'Assemblée nationale (1969-1973), président de l'Office national des forêts (1973-1983), chef de la délégation française du Conseil économique et social de l'ONU (1973-1977) et président du Conseil d'administration du parc national de la Vanoise (1963-1983).

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Secrétaire d'État aux Travaux publics (1962)

Secrétaire d'État chargé des Relations avec le Parlement (1962)

Secrétaire d'État chargé des Relations avec le Parlement, du Tourisme et de la Promotion sociale (1962 et 1966-1967)

Secrétaire d'État chargé du Tourisme (1967-1968)

Secrétaire d'État aux Affaires sociales (1968-1969)

Député de Savoie (1958-1963, 1967-1973)

Sénateur de Savoie (1986-1995)

Maire de Chambéry (1959-1977, 1983-1989)

DÉCORATIONS

Médaille de la Résistance

JEAN DUPORT

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 2h15 - Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Affaire Markovic - Affaires sociales - Annotations - Congés payés - Démission des ministres MRP (1962) - Directeur de cabinet - Grève des mineurs de 1963 - Guerre d'Algérie - IVe République - Nomination de Georges Pompidou (1962) - Participation - Portrait de Georges Pompidou - Réforme constitutionnelle de 1962 - Relations entre Pompidou et de Gaulle - Syndicats
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Né le 22 décembre 1922 à Belin (Gironde), Jean Duport devient rédacteur à l'office HLM de Paris en 1951. Sous-préfet de Barcelonnette en 1956, il entre au cabinet de Félix Gaillard deux ans plus tard comme chargé de mission. En 1958-1960, Jean Duport est chargé de mission dans le cabinet

de Pierre Guillaumat ministre des armées puis chef de son cabinet lorsque ce dernier est ministre délégué auprès du Premier ministre (1960-1962). En 1962-1963, il est chargé de mission dans le cabinet de Georges Pompidou, Premier ministre. Il suit tout particulièrement les affaires sociales. Il poursuit ensuite une carrière de magistrat et de professeur de droit.

DÉCORATIONS

Chevalier de l'ordre national du Mérite

ANNE-MARIE DUPUY

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	4 entretiens, durée : 6h15 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Affaire Markovic – Cabinet politique – Cabinet technique – Censure – Cinéma – Communication – Déclarations de Rome et de Genève – Déjeuners – Départ de Matignon (juillet 1968) – Disparition du général de Gaulle (1968) – Élections législatives de 1967 – Élections législatives de 1968 – Élections présidentielles de 1965 – ENS/Normaliens – Entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun – Gaullistes de gauche – Georges Pompidou député du Cantal – Grève des mineurs de 1963 – Jeunes Loups – Latour-Maubourg – Mai 1968 – Manifestation du 30 mai 1968 – Mensualisation – Ministère des Affaires étrangères – Nomination de Georges Pompidou (1962) – Notes – Nouvelle Société – Participation – Plan de stabilisation de 1963 – Portrait de Georges Pompidou – Projet Beaubourg – Protocole – Relations entre Pompidou et Juillet – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Relations entre Pompidou et de Gaulle – Relations entre Pompidou et Malraux – Religions – Sport
Noms de lieux	Cannes

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Anne-Marie Dupuy est née à Pithiviers (Loiret) le 18 septembre 1920 et décédée le 19 septembre 2008 à Paris. Dès 1940, Anne-Marie Dupuy souhaite contribuer à l'effort de la France libre. Après bien des péripéties, elle réussit à gagner l'Afrique du Nord où elle devient ambulancière

dans les Forces françaises libres. Elle participe notamment à la campagne d'Italie, et c'est à l'association des Anciens d'Italie qu'elle rencontre François Castex, le beau-frère de Georges Pompidou. François Castex la fait entrer au Comité Vendôme, qui regroupait les joailliers de la place Vendôme. Elle rejoint ensuite Rothschild Frères, en 1953, où elle devient chef du personnel. En 1955, elle rencontre Georges Pompidou, alors gérant de Commercial Transocéan. C'est l'année suivante, alors qu'il vient d'être nommé à la banque Rothschild, qu'il fait appel à Anne-Marie Dupuy qui devient chef du personnel à la banque ; elle le reste jusqu'en 1963.

À cette date Georges Pompidou, Premier ministre depuis avril 1962, lui propose de devenir sa chef adjointe de cabinet. Elle devient ensuite sa chef de cabinet, de 1966 à 1969, comme Premier ministre puis comme député du Cantal. Dans ces fonctions, elle gère notamment son agenda et ses rendez-vous. Lorsque Georges Pompidou est élu Président, elle conserve ses fonctions au Secrétariat général de la présidence de la République, avant d'être directeur de cabinet de Georges Pompidou en 1973-1974.

Au début de l'année 1974, Georges Pompidou se soucie visiblement d'assurer l'avenir professionnel de sa collaboratrice et la fait entrer au Conseil d'État. Elle y siège de 1974 à 1987. Parallèlement, proche de Jacques Chirac et de sa famille, Anne-Marie Dupuy s'engage en politique ; elle est notamment secrétaire générale adjointe du RPR. Elle se fait élire conseiller général de Cannes Est en 1982, fonctions qu'elle assume jusqu'en 1994. L'année suivante, en 1983, elle est élue maire de Cannes et, en 1984, député européen sur la liste RPR. En 1989, elle est battue à Cannes par Michel Mouillot et d'autre part ne se représente pas aux européennes.

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Maire de Cannes (1983-1989)

Député européen (juillet 1984-décembre 1988)

DÉCORATIONS

Officier de la Légion d'honneur

Officier de l'ordre national du Mérite

Croix du combattant volontaire 39-45

ÉCRITS DU TÉMOIN

Le destin et la volonté : mémoires, Paris, La Table Ronde, 1996, 311 p.

BERNARD ÉSAMBERT

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	5 entretiens, durée : 4h19 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Actionnariat ouvrier – Aéronautique – Aérospatial – Aménagement du territoire – Autoroutes – Champions nationaux – Choc pétrolier de 1973 – Conceptions de Georges Pompidou (Industrie) – Conférence de Washington (1974) – Conseils restreints – Départ de Matignon (juillet 1968) – Élections législatives de 1968 – Électricité – Énergie – Entourage – Gaz – Institut de développement industriel – Ingénieurs – – Mai 1968 – Maladie présidentielle – Mensualisation – Mines – Ministère de l'Industrie – Ministère des Affaires étrangères – Ministère des Finances – Nouvelle Société – Nucléaire civil – Participation – Patronat – Pétrole – Plan Calcul – Polytechnique – Ports – Prix – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Secrétariat général de la Présidence – Sidérurgie – Sommet de Copenhague (1973) – Télécommunications – Téléphone – Transports
Noms de lieux	Algérie – Antilles – Guyane – URSS

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Bernard Ésambert est né le 7 juillet 1934 à Paris, dans une famille juive d'origine polonaise et russe. Son père, prototype de « l'intellectuel juif » selon Bernard Ésambert, a fait mille petits métiers en France, de coupeur chapelier à électricien. Repéré par ses professeurs, il bénéficie de bourses d'études, fait les classes préparatoire avant d'intégrer l'École polytechnique puis l'École des Mines. À sa sortie, Bernard Ésambert est affecté au Gouvernement général d'Alger, où il s'occupe de la production agro-alimentaire et travaille à la direction du Plan de Constantine (septembre 1959-septembre 1960). Ingénieur des mines, il commence sa carrière comme chef du service des mines de la Guyane et des Antilles françaises de 1961 à 1964, puis travaille à la direction des gaz et de l'électricité au ministère de l'Industrie jusqu'en 1966. Il est ensuite chef du service de raffinage-distribution à la direction des carburants du ministère, et entre au cabinet de Georges Pompidou en octobre 1967.

Chargé de mission au cabinet du Premier ministre jusqu'en juillet 1968, responsable des affaires d'équipement, de transport et de télécommunications, il conserve ces fonctions au cabinet de Maurice Couve de Murville de juillet 1968 à juin 1969. Chargé de mission puis conseiller technique au Secrétariat général de la présidence de la République de juin 1969 à décembre 1973, Bernard Ésambert est le conseiller industriel du Président Pompidou. Après le décès de Georges Pompidou, Bernard Ésambert devient directeur du Crédit Lyonnais (1974-1977), puis PDG de la Compagnie financière Edmond de Rothschild (1977-1993) et d'autres compagnies financières : PDG de la Sofirec de 1980 à 1993, de la Compagnie des Glénans (1993-1997), il est président puis vice-président du groupe Bolloré de 1994 à 2001.

DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'honneur
Grand officier de l'ordre national du Mérite
Croix de la valeur militaire

ÉCRITS DU TÉMOIN

Le troisième conflit mondial, Paris, Plon, 1977, 330 p.

La guerre économique mondiale, Paris, Orban, 1981, 296 p.

La guerre économique. Conférence du 30 septembre 1981, Paris, Amicale des trésoriers de banque, 1981, 77 p.

Georges Pompidou, capitaine d'industrie, Paris, O. Jacob, 1994, 277 p.

Le rachat par les sociétés de leurs propres actions [mission de réflexion présidée par Bernard Ésambert], Paris, Commission des opérations de bourses, 1998, 65 p.

B. Ésambert, « L'aménagement du sanctuaire français européen », Fondation Charles de Gaulle et Association Georges Pompidou, *L'aménagement du territoire 1958-1974*, Paris, L'Harmattan, 1999, p. 241-252.

Une vie d'influence. Dans les coulisses de la V^e République, Paris, Flammarion, 2013, 546 p.

DENISE ESNOUS

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 1h15 - Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Accords de Grenelle (1968) - Affaire Jouhaud - Affaire Markovic - Déclarations de Rome et de Genève - Disparition du général de Gaulle (1968) - Élections législatives de 1968 - Grève des mineurs de 1963 - Latour-Maubourg - Mai 1968 - Maladie présidentielle - Nouvelle Société - Portrait de Georges Pompidou - Pot du lundi - Relations entre Pompidou et de Gaulle
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Denise Esnous est née le 18 juin 1927 à Lille et décédée le 2 avril 2011 à Paris. Elle fait ses études à l'Institut supérieur de secrétariat de Lille avant de commencer à travailler en assurant des missions d'intérim dans la presse puis dans une compagnie d'assurances avant de passer le concours des préfetures en 1947. En 1949, elle se marie et rejoint son mari à Paris. Elle entre comme secrétaire au ministère de l'Intérieur où elle est affectée à la DST. Elle y travaille deux ans, assumant les fonctions de secrétaire de Roger Wybot, le directeur de la DST, avant de passer en 1951 le concours pour l'administration centrale du ministère. Elle devient secrétaire de direction et au cabinet du ministre de l'Intérieur, Léon Martinaud-Déplat. Elle reste place Beauvau tout au long de la IV^e République ainsi que durant les premières années de la V^e République.

En 1962, elle intègre le secrétariat particulier de Georges Pompidou tout juste nommé Premier ministre, rejoignant ainsi Josette Hirigoyen et Madeleine Négrel (qui avait suivi Georges Pompidou depuis la banque Rothschild). Elle reste à ce poste jusqu'en 1968. Lorsque Maurice Couve de Murville devient Premier ministre, Denise Esnous reste en poste à Matignon pendant deux mois, avant d'être mutée au Secrétariat général pour la Communauté et les Affaires africaines et malgaches auprès de Jacques Foccart. Elle entretient des relations régulières avec Madeleine Négrel rue Latour-Maubourg, et rejoint l'équipe de campagne de Georges Pompidou pendant les élections présidentielles de 1969. De 1969 à 1974, elle est en poste au secrétariat général de l'Élysée.

Denise Esnous a poursuivi ses fonctions comme chef du secrétariat particulier de Jacques Chirac à Matignon (1974-1976) puis à la mairie de Paris (1977-1986) puis de nouveau à Matignon jusqu'en 1988 quand elle a pris sa retraite.

Denise Esnous a également été secrétaire générale adjointe de l'Association Georges Pompidou de 1996 à son décès en 2011.

HENRI FAGES

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	2 entretiens, durée : 4h04 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Affaire Jouhaud – Alliance atlantique – Budget – Conseils de défense – Défense nationale – Essais nucléaires – État-major particulier – Force de frappe – Guerre du Kippour – Guerre froide – IHEDN – IVe République – Lois de programme – Mai 1968 – Marine – Notes – Nucléaire – Portrait de Georges Pompidou – Pot du lundi – Renseignement – Service militaire – SNLE – Ventes d'armes
Noms de lieux	Algérie – Australie – États-Unis – Inde – Indochine – Moyen-Orient – Nouvelle-Zélande – Pacifique – Pakistan – Pologne – RFA – Royaume-Uni – Vietnam

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Henri Fages est né le 28 juin 1925 à Toulouse et décédé le 26 octobre 2010. Il passe sa jeunesse au Maroc, son père y étant directeur d'une entreprise minière depuis 1938. Il est reçu en 1943 à l'École navale, repliée à Casablanca. Une fois diplômé, il se porte volontaire en 1944 pour aller sur le *la Grandière*, un aviso colonial qui embarque pour le Japon et qui a pour mission d'escorter les forces américaines dans le Pacifique. Il sert sur différents théâtres de conflit (Indochine, croisière dans les eaux de l'AOF et de l'AEF).

À compter de 1951, il se spécialise dans l'arme sous-marine et prend en 1954 le commandement du *Bouan*, ancien sous-marin allemand, puis en 1956 du *Marsouin*. Il est nommé capitaine de corvette en 1960. De 1961 à 1962, il effectue un stage à l'école de guerre navale et est affecté en 1963 à l'état-major du commandant de l'escadre, puis est nommé chef de l'état-major de l'amiral commandant des forces sous-marines. Ce poste venait d'être créé en vue de conduire la mise en œuvre des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE). En 1965, il est nommé capitaine de frégate. De 1966 à 1967, Henri Fages commande l'escadrille des sous-marins de l'Atlantique située à Lorient. De 1968 à 1969 il est professeur à l'école de guerre navale à Paris. Il y est chargé des enseignements sur le nucléaire, les sous-marins et le renseignement. À l'été 1969, Henri Fages quitte l'école et prend le commandement de l'escorteur d'escadre le *Maillé Brezé*, chargé d'escorter le *Redoutable* (premier SNLE construit par la France) pendant ses essais. En septembre 1970, il devient auditeur à l'Institut des hautes études de Défense nationale et au Centre des hautes études militaires.

Le 15 février 1971 il est affecté à l'État-Major particulier du Président Georges Pompidou en tant qu'adjoint-mer. Il a pour tâche de s'occuper de la marine nationale et plus particulièrement des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (armes, équipages, renseignement militaire). Il assume également le suivi des plans de remplacement, en cas de crise grave, des civils en grève par des militaires dans les services fondamentaux (ORTF, EDF, transports, etc.). Il est également chargé des transmissions militaires, sauf celles, spécialisées, des forces aériennes stratégiques et des armes nucléaires, qui relèvent du colonel-air de l'EMP.

Henri Fages quitte l'EMP le 19 décembre 1973 pour aller prendre le commandement de l'escadrille des SNLE et de la base opérationnelle de Brest. Il obtient le rang de contre-amiral en 1975 et commande de 1977 à 1978 l'escadrille des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins. De 1978 à 1982, il est sous-chef d'État-major des armées et préside le Comité mixte Armées-CEA. Il est nommé vice-amiral en 1979, vice-amiral d'escadre en 1982 (date à laquelle il est nommé directeur des Centres d'expérimentations nucléaires) puis amiral en 1984.

DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'honneur

Commandeur de l'Ordre National du Mérite

ÉCRITS DU TÉMOIN

« Un intérêt majeur de la France en Océanie : le Centre d'expérimentation nucléaire du Pacifique », *Journal de la société des Océanistes*, no 87, 1988, p. 11-19.

« La modernisation de la composante nucléaire océanique stratégique », dans PASCALLON, Pierre (dir.), *Quelle politique de défense pour la France à l'aube du XXI^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 355-366.

ANDRÉ FANTON

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	4 entretiens, durée : 7h15 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Affaire Markovic – Assises de Lille (1967) – Conceptions de Georges Pompidou (Défense) – Conceptions de Georges Pompidou (Éducation) – Conceptions de Georges Pompidou (Paris) – Conseils de défense – Conseils des ministres – Constitution de 1958 – Déclarations de Rome et de Genève – Défense nationale – Départ de Matignon (juillet 1968) – Élections législatives de 1958 – Élections législatives de 1962 – Élections législatives de 1967 – Élections législatives de 1968 – Élections municipales – Élections présidentielles de 1965 – Élections présidentielles de 1969 – Gaullistes de gauche – Gendarmerie – Georges Pompidou député du Cantal – Georges Pompidou professeur – Grève des mineurs de 1963 – Guerre d'Algérie – Institutions – IV ^e République – Jeunes Loups – Lois de programme – Mai 1968 – Marine – Mirage libyens – Mouvements gaullistes – MRP – Nouvelle Société – Nucléaire militaire – ORTF – Ouverture au centre – Parlement européen – Portrait de Georges Pompidou – Présence et action du gaullisme – Presse – Référendum de 1969 – Référendum de 1972 – Réforme constitutionnelle de 1962 – Réforme de 1964 sur la départementalisation – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Relations entre Pompidou et de Gaulle – Résistance – RPF – SAC – Service militaire – Vedettes de Cherbourg
Noms de lieux	Calvados – Paris

NOTICE BIOGRAPHIQUE

André Fanton est né le 31 mars 1928 à Gentilly (Seine). Il a été l'élève de Georges Pompidou au lycée Henri IV durant les années scolaires 1942-1943 et 1943-1944. Après avoir obtenu sa licence de droit, il commence sa carrière professionnelle comme avocat au barreau de Paris en 1952. Dès 1947, à l'âge de 19 ans, il adhère au RPF et gravite dans les milieux gaullistes. C'est ainsi qu'il participe au *Courrier de la Colère* de Michel Debré à la fin de la IV^e République. En juin 1958, il est nommé chargé de mission dans le cabinet du Garde des Sceaux Michel Debré. Il occupe ces fonctions jusqu'en novembre 1958, date à laquelle il est élu député de Paris.

Durant les années 1960, André Fanton est l'un des cadres importants de l'UNR, comme adjoint au secrétaire général de l'UNR de 1961 à 1967, et également l'un des cinq membres de la direction collégiale de l'UDV^e (1967-1968). En 1969, il est appelé au gouvernement comme secrétaire d'État chargé de la Défense nationale (juillet 1969-juillet 1972). Il se présente aux élections législatives de 1973 et est élu député de Paris. Il s'engage activement dans le RPR comme membre du comité central et du conseil politique du RPR.

À partir des années 1980, sa carrière se délocalise de Paris à la Normandie : comme conseiller municipal de Lisieux, comme député du Calvados et comme membre du Conseil général du Calvados, pendant près de vingt ans, il marque la vie politique locale. Ses horizons restent cependant globaux : après des premiers mandats dans les années 1960, il est de nouveau parlementaire européen de 1980 à 1982 puis de 1984 à 1989. Même après la fin de son dernier mandat en 2004 comme vice-président du Conseil général du Calvados, il reste actif et influent, comme le dénote l'ouverture d'un blog politique en 2012, régulièrement mis à jour.

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Secrétaire d'État chargé de la Défense nationale (1969-1972)

Député UNR de la 9^e circonscription de la Seine (novembre 1958-juillet 1969)

Député de Paris (mars 1973-avril 1978)

Député du Calvados (mars 1986-mai 1988, mars 1993-avril 1997)

Parlementaire européen (décembre 1962-décembre 1969, juin 1980-avril 1982, juillet 1984-juillet 1989)

Conseiller municipal de Lisieux (1983-1995), premier adjoint au maire de 1983 à 1989

Membre (1985) puis vice-président (2001-2004) du Conseil général du Calvados

DÉCORATIONS

Chevalier de la Légion d'honneur

Chevalier de l'ordre national du Mérite

ÉCRITS DU TÉMOIN

Blog « Vu du pays d'Auge » : <http://www.vudupaysdauge.fr/> (depuis août 2012)

MAURICE FAURE

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	2 entretiens, durée : 2h25 – Librement consultable
Autres archives	<ul style="list-style-type: none">◆ Archives historiques de l'Union européenne : INT498 – Faure, Maurice, Jean Monnet Statesman of interdependence◆ Archives historiques de l'Union européenne : INT601 – Faure, Maurice, Voices on Europe◆ Fondation de Gaulle : archives orales◆ Archives orales du ministère des Affaires étrangères et européennes : AO 35 (2 entretiens, 2h50)
Mots-clés	Disparition du général de Gaulle (1968) – Élections législatives de 1967 – Élections présidentielles de 1965 – Élections présidentielles de 1969 – Entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun – FGDS – Mai 1968 – Portrait de Georges Pompidou – Pratique présidentielle – Référendum de 1969 – Réforme constitutionnelle de 1962
Noms de lieux	Lot

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Maurice Faure est né le 2 janvier 1922 à Azerat (Dordogne) et décédé le 6 mars 2014 à Cahors (Lot). Après de brillantes études d'histoire, Maurice Faure commence à enseigner en 1945 au lycée Fermat de Toulouse, jusqu'en 1950, et donne également des cours à l'Institut d'études politiques de Toulouse de 1948 à 1951. Au même moment, il commence sa carrière politique dans le parti radical-socialiste de la toute nouvelle la IV^e République ; il entre dans le cabinet du ministre de l'Éducation nationale Yvon Delbos en 1947, à l'âge de 25 ans. Il est ensuite chargé de mission (1947-1948) puis chef de cabinet (1950-1951) de Maurice Bourgès-Maunoury.

Maurice Faure est élu député du Lot pour la première fois en 1951 et sera constamment réélu jusqu'en 1983. Son activité nationale se double d'un engagement local : maire de Prayssac de 1953 à 1965, président de la Commission de développement économique régionale (CODER) Midi-Pyrénées de 1964 à 1970, maire de Cahors de 1965 à 1989, président du Conseil général du Lot de 1970 à 1984, vice-président du Conseil régional de Midi-Pyrénées de 1971 à 1995.

Secrétaire général du parti radical-socialiste de 1953 à 1958, il est nommé secrétaire d'État aux Affaires étrangères dans le gouvernement Guy Mollet en janvier 1956. À ce titre, il est l'un des signataires du Traité de Rome en 1957. Il conserve ses fonctions dans les cabinets Bourgès-Maunoury

et Gaillard en 1957-1958. Dans le bref cabinet Pflimlin de mai 1958, il est successivement ministre de l'Intérieur (14-17 mai) puis ministre des Institutions européennes (17-31 mai). Rejeté dans l'opposition durant toutes les années 1960 et 1970, Maurice Faure est cependant un parlementaire actif. Il préside le groupe parlementaire de l'Entente démocratique à l'Assemblée nationale de 1960 à 1962, puis le groupe du Rassemblement démocratique de 1962 à 1967. D'autre part, il préside le parti radical-socialiste de 1961 à 1965 et de 1969 à 1971. Son engagement européen se concrétise dans la présidence du Parti européen de 1961 à 1968 et dans un mandat de député européen de 1979 à 1981.

Maurice Faure ne revient au gouvernement qu'avec le retour de la gauche au pouvoir, en 1981. Il est brièvement Garde des Sceaux dans le gouvernement de Pierre Mauroy (22 mai-23 juin 1981) puis ministre de l'Équipement et du Logement dans le gouvernement Rocard de mai 1988 à février 1989. Il quitte ces fonctions pour intégrer le Conseil constitutionnel, où il siège de 1989 à 1998.

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Fonctions ministérielles :

Secrétaire d'État aux Affaires étrangères (1956-1958)
Ministre de l'Intérieur (14-17 mai 1958)
Ministre des Institutions européennes (17-31 mai 1958)
Garde des Sceaux (mai-juin 1981)
Ministre de l'Équipement (1988-1989)

Fonctions électives :

Député du Lot (juillet 1951-janvier 1983)
Député européen (1979-1981)
Sénateur du Lot (septembre 1983-juin 1988)
Maire de Prayssac (1953-1965)
Maire de Cahors (1965-1989)
Président du Conseil général du Lot (1970-1984)
Vice-président du Conseil régional de Midi-Pyrénées (1971-1995)

DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'honneur

ÉCRITS DU TÉMOIN

Le Mouvement des radicaux de gauche. Réflexions d'Henri Caillavet et de Maurice Faure, Paris, Presses Pocket, 1973, 94 p.

DELACAMPAGNE, Christian, et FAURE, Maurice, *D'une République à l'autre : entretiens sur l'histoire et la politique*, Paris, Plon, 1999, 182 p.

JEAN FERNIOT

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 2h30S – Librement consultable
Autres archives	IHTP : archives orales, ENT 0001-ENT 0101 (préparation du colloque « L'expérience Mendès France et le mendésisme »)
Mots-clés	Affaire Touvier – Communication – Image de Georges Pompidou – Mai 1968 – Maladie présidentielle – Mouvements gaullistes – Nomination de Georges Pompidou (1962) – Portrait de Georges Pompidou – Presse
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Jean Ferniot est né le 10 octobre 1918 à Paris et mort le 21 juillet 2012 dans cette même ville. Il débute sa carrière de journaliste à l'Agence France Presse où il entre comme rédacteur en 1944. Dès 1945, passionné par la vie politique française, il quitte l'Agence France Presse pour diriger le service politique du quotidien *Franc-Tireur*.

Il demeure à ce poste jusqu'en 1957, année où il entre comme chroniqueur politique à *L'Express*, dirigé par Jean-Jacques Servan-Schreiber. Jean Ferniot épousera en deuxième noces la sœur de ce dernier, Christiane Servan-Schreiber dite Christiane Collange, elle aussi journaliste. Il quitte *L'Express* un an plus tard pour prendre la tête du service politique de *France-Soir* dirigé par Pierre Lazareff, entre 1959 et 1963. Il retourne toutefois à *L'Express* entre 1963 et 1966 en tant que co-rédacteur en chef.

Le 19 septembre 1963, Jean Ferniot brosse dans un de ses articles le portrait de « Monsieur X », candidat idéal pour battre le gaullisme aux présidentielles. C'est qu'à l'été 1963, une rumeur s'est répandue, affirmant que le général de Gaulle a l'intention d'avancer au printemps 1964 les premières élections au suffrage universel direct, théoriquement prévues pour décembre 1965. *L'Express* lance ainsi une opération publicitaire et politique. En effet, les références à Monsieur X reviennent dans de nombreux articles, ce qui permet de tenir en haleine les lecteurs tout en poussant les partis d'opposition à se regrouper autour d'un candidat unique. Le 18 décembre 1963, Gaston Defferre présente sa candidature.

Continuant ses allers-retours entre les deux journaux, Jean Ferniot repart chez *France-Soir* entre 1967 et 1970. Il y est d'abord éditorialiste quotidien puis rédacteur en chef, adjoint au directeur général. Dans le même temps, il officie également à Radio-Luxembourg comme éditorialiste entre 1967 et 1983. Il y est l'un des chroniqueurs les plus écoutés. À partir des années 1970, Jean Ferniot fait son entrée à la télévision. Il est l'auteur ou le présentateur d'émissions telles que *L'avocat du diable* (1970), *Italiques* (1974), *De vive voix* (1975) ou *Le livre du mois* (1976).

Par ailleurs, Jean Ferniot, homme de lettres, a été directeur de collection, notamment chez Gallimard pour « L'air du temps » entre 1973 et 1977 et chez Grasset pour « Humeur » entre 1978 et 1983. Il a également été membre du jury du Prix Interallié, dont il a lui-même été récompensé en 1961 pour son ouvrage *L'Ombre portée*. Il a par ailleurs écrit une trentaine de livres. Outre la politique, Jean Ferniot s'est également intéressé à la gastronomie. Il a notamment tenu une chronique dans *L'Express* entre 1963 et 1969, sous le pseudonyme de « L'Oncle ». Il a également été président du Centre national des arts culinaires et de la Fondation pour les Arts de la table.

■ DÉCORATIONS

Croix de Guerre 39-45

Commandeur de l'ordre des Arts et des Lettres

Chevalier du Mérite agricole

Chevalier du Mérite de la République italienne

■ ÉCRITS DU TÉMOIN

Les Ides de mai, Paris, Plon, 1958, 185 p.

L'ombre portée, Paris, Gallimard, 1961, 235 p.

La Presse et la personnalisation du pouvoir, Dijon, Association française de science politique, 1962, 6 p.

Pour le pire, Paris, Gallimard, 1962, 246 p.

Derrière la fenêtre, Paris, Gallimard, 1964, 237 p.

De Gaulle et le 13 mai, Paris, Plon 1965, 492 p.

Mort d'une révolution: la gauche de mai, Paris, Denoël, 1968, 237 p.

Paris dans mon assiette, Paris, Tchou, 1969, 301 p.

Complainte contre X, Paris, Gallimard, 1972, 223 p.

8h 15 : de de Gaulle à Pompidou, Paris, Plon, 1972, 345 p.

Pierrot et Aline, Paris, Grasset, 1973, 305 p.

Ça suffit, Paris, Grasset, 1973, 123 p.

La petite Légume, Paris, Mercure de France, 1974, 140 p.

Avec Michel ALBERT, *Les Vaches maigres*, Paris, Gallimard, 1975, 259 p.

Les Honnêtes Gens, Paris, Gallimard, 1976, 211 p.

C'est ça la France, Paris, Julliard, 1977, 384 p.

Vous en avez vraiment assez d'être français ?, Paris, Grasset, 1979, 186 p.

Carnet de croûte, Paris, Robert Laffont, 1980, 275 p.

Le Pouvoir et la Sainteté, Paris, Grasset, 1982, 283 p.

Le Chien-Loup, Paris, Grasset, 1983, 217 p.

Saint Judas, Paris, Grasset, 1984, 281 p.

Un mois de juin comme on les aimait, Paris, Grasset, 1986, 342 p.

FERNIOT, Jean, et LE GOFF, Jacques, *La cuisine et la table : 5000 ans de gastronomie*, Paris, Seuil, 1986, 135 p.

Soleil orange, Paris, Grasset, 1988, 249 p.

Miracle au village, Paris, Grasset, 1989 250 p.

Je recommencerais bien, Paris, Grasset, 1991, 413 p.

L'Europe à table, Paris, éditions du Mécène, 1993, 268 p.

La France des terroirs gourmands, Paris, Reader's Digest, 1993, 216 p.

Jérusalem, nombril du monde, Paris, Librairie générale française, 1994, 187 p.

La Mouffe, Paris, éditions du Mécène, 1995, 268 p.

Morte saison, Paris, Grasset, 1996, 248 p.

FERNIOT, Jean, et MORENO, Ymelda, *Chère pomme de terre*, Paris, First, 1996, 301 p.

Un temps pour aimer, un temps pour haïr, Paris, Grasset, 1999, 444 p.

Ce soir ou jamais, Paris, Grasset, 2006, 273 p.

Noces de nuit, Paris, Grasset, 2003, 249 p.

C'était ma France, Paris, Grasset, 2004, 487 p.

L'Enfant du miracle, Paris, Grasset, 2006, 244 p.

Vivre avec ou sans Dieu, Paris, Grasset, 2007, 207 p.

Ah que la politique était jolie !, Paris, Grasset, 2010, 313 p.

Caprices de la chair, Paris, Grasset, 2011, 234 p.

JEAN FLORY

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	2 entretiens, durée : 3h03 – Librement consultable
Autres archives	◆ Archives historiques de l'Union européenne : INT602 – Flory, Jean, <i>Voices on Europe</i> , et INT712 – Flory, Jean, <i>The European Commission memories</i> ◆ Archives de la fondation Jean Monnet pour l'Europe : fonds Jean Flory
Mots-clés	Commission européenne – Conceptions de Georges Pompidou – Construction européenne – Crise de la chaise vide – Dévaluation de 1969 – Élections présidentielles de 1974 – Entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun – Euratom – GATT – Nucléaire – Pétrole – Politique industrielle communautaire – Portrait de Georges Pompidou – SGCI
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Jean Flory est né à Paris (Seine) le 10 novembre 1931. Après son service militaire, à la recherche d'un emploi, il est recruté dans les années 1950 par Robert Marjolin, qu'il connaît *via* des amis communs. Dans l'équipe de Marjolin, il voit de près les négociations européennes du Traité de Rome. Il devient ensuite son directeur adjoint (1958-1963) puis directeur de cabinet (1963-1968), lors que Marjolin devient vice-président de la Commission de la Communauté économique européenne. Les questions agricoles font partie des dossiers les plus lourds à gérer ; la crise de la chaise vide, liée à la PAC, est également un moment important. Après la fusion des exécutifs des Communautés européennes et le départ de Robert Marjolin, il intègre la direction générale des Affaires industrielles et technologique : il est directeur de la direction A : « Études et politique industrielle » (1968-1970), puis directeur de la direction F : « Politique industrielle et technologique » (1971-1972).

Après quinze années à la Commission européenne, Jean Flory éprouve le besoin de changer d'horizons. Il devient délégué général de la Fédération française des sociétés d'assurance puis président de la Prévention routière. D'autre part, il est membre du Conseil d'administration de l'Association Jean Monnet depuis 1997 appartient au conseil exécutif de la Fondation Jean Monnet.

DÉCORATIONS

Chevalier de l'ordre national du Mérite

ÉCRITS DU TÉMOIN

FLORY, Jean, et TOULEMON, Robert, *Une politique industrielle pour l'Europe*, Paris, PUF, 1974, 272 p.

FLORY, Jean, *Union européenne, un avenir exceptionnel*, 2014, 122 p.

JACQUES FOCCART

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	5 entretiens, durée : 3h31 – Soumis à l'autorisation du témoin
Autres archives	<ul style="list-style-type: none">◆ Fondation de Gaule : archives orales, archives du RPF◆ Archives nationales : fonds privé Jacques Foccart (5AG FPR)◆ Archives nationales : Secrétariat général pour les affaires africaines et malgaches, 1958-1974 (5AG FPU)
Mots-cléss	Amis de Georges Pompidou – Banque Rothschild – Barons du gaullisme – Chasses présidentielles – Conceptions de Georges Pompidou (Afrique) – Conseils

	restreints – Coopération – Déclarations de Rome et de Genève – Décolonisation – Départ de Matignon (juillet 1968) – Francophonie – Industrie – Investissements à l'étranger – Latour-Maubourg – Mai 1958 – Mai 1968 – Maladie présidentielle – Portrait de Georges Pompidou – Relations entre Pompidou et de Gaulle – Relations entre Pompidou et les ministres – Résistance – RPF – Secrétariat général pour les Affaires africaines et malgaches – Voyages
Noms de lieux	Afrique – Algérie – Djibouti – DOM-TOM – Niger – Nigeria – Nouvelle-Calédonie – Orvilliers – Outre-Mer

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Jacques Foccart est né le 31 août 1913 à Ambrières-le-Grand (Mayenne) et décédé le 19 mars 1997 à Paris. Jacques Foccart passe ses six premières années en Guadeloupe avant de rentrer en métropole en 1920. Il fait ses études en Mayenne à l'Immaculée Conception jusqu'en seconde. Par la suite, étant d'une santé fragile, il part vivre chez sa grand-mère à Monte-Carlo où passe son baccalauréat, avant d'entrer aux usines Renault comme prospecteur.

Mobilisé en août 1939, il subit la débâcle puis, après sa démobilisation, revient en Brière où il s'investit dans une entreprise qui fabrique du charbon de bois. Il entre en Résistance dès l'été 1940. Londres l'a spécialisé dans la lutte anti-char, en plus de l'activité classique des réseaux de résistance. Son secteur d'action était essentiellement la Normandie (Calvados, Orne, Mayenne, Sarthe). Lors du débarquement, il fait la jonction avec les Américains début août 1944 dans le secteur où il se trouve. Après la campagne de Normandie, il rentre dans son secteur en Mayenne et rencontre le général de Gaulle pour la première fois à Laval.

Après la guerre, il participe à l'aventure du Rassemblement du peuple français (RPF) avec Jacques Soustelle, tout en conservant une activité professionnelle à la société Safiex (société d'import-export). D'abord délégué régional, il devient secrétaire général du RPF au départ de Louis Terrenoire en 1954. Il est notamment conseiller RPF de l'Union française de 1952 à 1958.

Il se spécialise également dans les affaires de l'Outre-Mer selon le vœu du général de Gaulle. Il est ainsi conseiller technique au cabinet du général de Gaulle de juin 1958 à 1959. En janvier 1960, il succède à Raymond Janot au poste de secrétaire général de la Communauté, avant de devenir secrétaire général à la présidence de la République pour la Communauté et les Affaires africaines et malgaches (1961-1969). Il conserve ces fonctions durant le mandat de Georges Pompidou comme secrétaire général pour la Communauté et les affaires africaines et malgaches (1969-1974). Les activités de Foccart suscitent la controverse, pour ses liens présumés avec les services secrets, son rôle dans l'organisation du Service d'action civique (SAC), la nature de la politique qu'il mène envers l'Afrique, souvent résumée sous le terme péjoratif de « Françafrique ».

Après 1974, il est écarté de la gestion directe des affaires, mais reste un relais privilégié entre la France et les pays africains. En 1986, Jacques Chirac, devenu Premier ministre, l'appelle à ses côtés comme conseiller.

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Conseiller RPF de l'Union française (1952-1958)

DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'Honneur

Croix de guerre 1939-1945

Rosette de la Résistance

ÉCRITS DU TÉMOIN

Foccart parle, entretiens avec Philippe Gaillard, Paris, Fayard : tome I, 1995, 500 p. ; tome II, 1997, 525 p.

Journal de l'Élysée, Fayard-Jeune Afrique, tome 1 : *Tous les soirs avec de Gaulle (1965-1967)*, 1997, 813 p. ; tome 2 : *Le Général en mai (1968-1969)*, 1998, 789 p. ; tome 3 : *Dans les bottes du Général (1969-1971)*, 1999, 787 p. ; tome 4 : *La France pompidolienne (1971-1972)*, 2000, 650 p. ; tome 5 : *La Fin du gaullisme (1973-1974)*, 2001, 645 p.

JACQUES DE FOUCHIER

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	2 entretiens, durée : 1h50 – <i>communicabilité : inconnue</i>
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Banque Rothschild – Banques – Champions nationaux – Chasses présidentielles – Crédit – Franc – Georges Pompidou banquier – Mai 1968 – Maladie présidentielle – Portrait de Georges Pompidou – Radio
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Jacques de Fouchier est né le 11 juin 1911 au Pecq et décédé le 11 mars 1997. Il est le fils de Louis de Fouchier, président de chambre à la Cour des comptes. Son frère, Louis de Fouchier, a été PDG du Crédit du Nord. Jacques de Fouchier grandit à Paris, où il fait ses études secondaires au lycée Louis-le-Grand ; il y fait notamment la connaissance de Michel Debré. Reçu au concours de l'inspection des Finances en 1934, il intègre l'administration de l'État. Nommé sous-directeur au Trésor en 1942, il démissionne de l'administration de Vichy, puis est réintégré en 1944 comme directeur-adjoint des Relations économiques extérieures, jusqu'en 1946.

À cette date, il fonde l'UFEFE (Union financière d'entreprises françaises et étrangères, qui devient l'UFB en 1950), spécialisée dans le financement des matières premières, dans un contexte de reconstruction. En 1951, il fonde l'UCB (Union de crédit pour le bâtiment, financements immobiliers) puis en 1953 la CETELEM (Compagnie pour le financement des équipements électro-ménagers, équipement des particuliers). Ces sociétés sont regroupées en 1959 dans la Compagnie Bancaire qui fédère les structures. Directeur-fondateur de la COFIMER (compagnie financière pour l'outre-mer) à partir de 1957, il en devient président en 1969 et président d'honneur en 1982.

En 1967, Jacques de Fouchier devient vice-président de la Banque de Paris et des Pays-Bas, avant d'en prendre la présidence en 1969, jusqu'en 1978, puis de nouveau de 1981 à 1982, lors de la nationalisation. Il en fait le principal actionnaire de la Compagnie Bancaire. Il fut également président-directeur général de la Compagnie financière de Paribas (jusqu'en 1979), et président de l'Union française de banques, ainsi que de nombreuses autres structures bancaires. Un prix de l'Académie française porte son nom.

DÉCORATIONS

Grand officier de la Légion d'honneur

Croix de guerre 39-45

Commandeur de l'ordre royal norvégien de Saint Olav

ÉCRITS DU TÉMOIN

Le crédit différé. Conférence du 26 avril 1956 au Centre d'enseignement technique de la banque, Centre d'enseignement technique de la banque, 1956, 27 p.

La création des entreprises. Conférence du 24 octobre 1963 à l'ENA, Paris, Centre d'information et d'étude du crédit, Meaux, 1963, 43 p.

Notes sur les problèmes posés par l'environnement économique extérieur au cours du VI^e Plan, Paris, Commissariat général au Plan, Comité du financement, 1970, 2 volumes.

Le goût de l'improbable, Paris, Fayard, 1984, 270 p.

La banque et la vie, Paris, Odile Jacob, 1989, 336 p.

JACQUES FRIEDMANN

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	3 entretiens, durée : 5h00 – Librement consultable
---------------	--

Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Aéronautique – Cabinet politique – Centrisme – Choc pétrolier de 1973 – Commerce/distribution – Coopération économique et industrielle – Conceptions de Georges Pompidou (Europe) – Dévaluation de 1969 – Élections présidentielles de 1974 – ENA – Énergie – Entourage – Lip – Mai 1968 – Ministère/secrétariat d'État chargé des relations avec le Parlement – Ministère de l'Économie et des Finances – Nouvelle Société – PAC – Plan – Plan de stabilisation de 1963 – Productions agricoles : lait – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Relations entre Pompidou et les ministres – Relations entre Pompidou et Messmer – Secrétariat d'État à l'Économie et aux Finances – SGCI – Système monétaire international – Télécommunications – 6 ^e Plan
Noms de lieux	Paris

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Jacques Friedmann est né le 15 octobre 1932 à Paris dans une famille de la bourgeoisie parisienne et est décédé le 15 décembre 2009. Il fait la connaissance de Jacques Chirac sur les bancs de l'école et le retrouve à l'ENA ; il sera son proche collaborateur à plusieurs reprises. Après l'ENA, il effectue son service militaire en Algérie, où il contribue à l'élaboration du plan de Constantine. Recruté en 1964 comme chargé de mission au cabinet de Valéry Giscard d'Estaing, ministre de l'Économie et des Finances, il y devient conseiller technique en 1965-1966. En 1966, il est nommé chargé de mission à la Direction générale du commerce intérieur et des prix, avant d'être chargé des fonctions de secrétaire général adjoint du SGCI, comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne, de 1966 à 1967. Il est ensuite nommé chef de service du financement du Commissariat au Plan (1967-1970).

En 1969, il est nommé directeur de cabinet de Jacques Chirac, secrétaire d'État à l'Économie et aux Finances (juin 1969-janvier 1971), puis Ministre chargé des relations avec le Parlement (janvier 1971-juillet 1972), dans le gouvernement Chaban-Delmas. Jacques Friedmann quitte le cabinet de Jacques Chirac en 1971 pour être nommé chef du service central de l'Inspection générale de l'économie nationale, avant de rejoindre de 1972 à 1974 l'entourage de Pierre Messmer, comme conseiller pour les affaires économique et financières puis directeur de cabinet. Il reste dans les entourages ministériels après le décès de Georges Pompidou, comme chargé de mission auprès de Jacques Chirac, Premier ministre (1974).

Jacques Friedmann se tourne ensuite vers le monde économique, avec un bref retour au gouvernement comme chargé de mission auprès d'Édouard Balladur, ministre de l'Économie, en 1986-1987, où il s'occupe plus particulièrement des privatisations. Il est ainsi président de la Compagnie générale maritime (1974-1982), PDG de la Compagnie parisienne de chauffage urbain (1983-1987), et successivement président du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Épargne de Paris (1985-1995), du conseil d'administration d'Air France (mars 1987-1988), de la Société anonyme de gestion immobilière (à partir de 1989), du conseil d'administration de l'UAP (1993-1997), puis du conseil de surveillance d'AXA après la fusion des deux compagnies. En 1999, il est nommé président d'honneur du Conseil d'orientation du musée du quai Branly.

DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'honneur

Chevalier de l'ordre national du Mérite

ÉCRITS DU TÉMOIN

BOIS, Paul, et FRIEDMANN, Jacques, *Des diligences aux paquebots : 1851, la création des messageries maritimes [Exposition, Marseille, Docks de la Joliette septembre 2001]*, Le Havre, Association French Lines, 2001, 40 p.

HENRI FROMENT-MEURICE

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 2h20 - Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Action culturelle extérieure - Alliance atlantique - Banque Rothschild - Cambodge - Conférence de Paris (1973) - Déclarations de Rome et de Genève - ENA - Entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun - Essais nucléaires - Guerre froide - IVe République - Mai 1958 - Mai 1968 - Portrait de Georges Pompidou - Question allemande - Référendum de 1969 - Relations entre Pompidou et de Gaulle - Voyage en Chine (1973)
Noms de lieux	Asie - Australie - Chine - Égypte - États-Unis - Europe de l'Est - Israël - Japon - Nouvelle-Zélande - Pacifique - RFA - URSS - Vietnam

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Henri Froment-Meurice est né le 5 juin 1923 à Paris, dans une famille de la bourgeoisie parisienne. Affecté durant son service militaire au cabinet du général Koenig en octobre 1945 à Baden-Baden, jusqu'à sa démobilisation, Henri Froment-Meurice y suit les affaires de Berlin. Cette expérience confirme sa vocation diplomatique. Il est reçu à l'ENA en 1947 et effectue son stage la même année en Algérie. Au 1er janvier 1950, il intègre le Quai d'Orsay comme secrétaire des affaires étrangères et est affecté au tout nouveau Service des Pactes confié à Roland de Margerie. La même année, il est auditeur à l'IHEDN. En 1952, il est nommé secrétaire d'Extrême-Orient à Tokyo, avant de gagner l'Indochine où de 1953 à 1954 il est chef du service diplomatique à Saïgon. En 1954, il est appelé par Roland de Moustier, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, comme directeur de cabinet.

Il est ensuite nommé premier secrétaire d'ambassade à Moscou en 1956, jusqu'en mars 1959, avant de revenir à Paris comme sous-directeur d'Europe orientale à Paris. Dans le cadre de ces fonctions, Henri Froment-Meurice, préoccupé de l'évolution de la position française concernant les négociations sur Berlin, Paris se tenant à l'écart des consultations engagées par les Américains avec les Soviétiques, sollicite en 1961 un entretien avec Georges Pompidou (son père est entré à la banque en 1952, et connaît bien Georges Pompidou). Cet entretien sera sans suites.

En avril 1963, il est nommé chargé d'affaires « en pied » à l'ambassade de France au Caire, avec comme fonction de rouvrir les relations entre la France et l'Égypte, compromises depuis la crise de Suez. En 1964, les ambassadeurs ayant été échangés, il devient premier conseiller d'ambassade. Il revient à Paris en 1965 comme chef du service des échanges culturels et scientifiques ; dans le cadre de ces fonctions, il participe notamment au voyage de Georges Pompidou en URSS de juillet 1967. En 1966, il aide René Pleven, ami et voisin en Bretagne, à préparer l'intervention du député centriste lors du débat sur le retrait de la France du commandement intégré de l'OTAN.

En 1968, Henri Froment-Meurice est nommé ministre plénipotentiaire et affecté à Moscou comme ministre-conseiller. L'année suivante, en mars 1969, il est nommé directeur d'Asie-Océanie au Quai d'Orsay, poste qu'il occupe jusqu'en 1975. Ses principaux dossiers sont la guerre du Vietnam et la conférence de Paris, mais aussi les problèmes du Cambodge ou encore les conséquences des essais nucléaires français dans le Pacifique. En 1975, il prend la direction de la direction des Affaires économiques et financières du Quai d'Orsay. Il assume ensuite plusieurs ambassades, en URSS (1979-1981) puis en RFA (1982-1983).

Élevé à la dignité d'Ambassadeur de France et désormais à la retraite, Henri Froment-Meurice exerce diverses responsabilités dans le monde économique ou associatif (conseiller du président de Paribas de 1985 à 1991, membre des conseils d'administration de Philips de 1984 à 1986 ou de Robert Bosch France de 1984 à 1997, présidence de l'Association pour la concorde civile et la fraternité dans les Balkans à partir de 2006, etc.). Il a également été conseiller municipal de Penguily (Côtes-d'Armor), où il possède une résidence, de 1995 à 2001.

■ EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Conseiller municipal de Penguily (1995-2001)

■ DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'honneur

Officier de l'ordre national du Mérite

■ ÉCRITS DU TÉMOIN

Une puissance nommée Europe, Paris, Julliard, 1984, 249 p.

Une éducation politique : roman, Paris, Julliard, 1987, 288 p.

L'Europe de 1992, espace et puissance : la dimension extérieure du marché intérieur. Rapport au ministère des Affaires étrangères, Paris, La Documentation française, 1988, 119 p.

Vu du Quai : mémoires, 1945-1983, Paris, Fayard, 1998, 689 p.

Journal d'Asie : Chine, Inde, Indochine, Japon, 1969-1975, Paris, L'Harmattan, 2005, 488 p.

Les femmes et Jésus, Paris, Le Cerf, 2007, 126 p.

La mort dans le café : cométragédie en quinze tableaux, Paris, L'Harmattan, 2007, 141 p.

Journal de Moscou : ambassadeur au temps de la Guerre froide, 1956-1959, 1968-1969, 1979-1981, Paris, Colin, 2011, 744 p.

Journal de Bonn : ambassadeur de France de Schmidt à Kohl, 1982-1983, Paris, Colin, 2013, 180 p.

YANN GAILLARD

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	3 entretiens, durée : 4h33 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Affaires sociales – Agriculture – Assemblée nationale – Avortement – Bilan des années Pompidou – Conseil constitutionnel – Démographie – Disparition du général de Gaulle (1968) – Élections législatives de 1968 – Élections législatives de 1973 – Élections présidentielles de 1974 – Loi Faure – Mai 1968 – Manifestation du 30 mai 1968 – Ministère de l'Agriculture – Ministère de la Santé – Ministère de l'Éducation nationale – Nouvelle Société – PAC – Participation – Pratique gouvernementale – Pratique présidentielle – Productions agricoles : lait – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Relations entre Pompidou et Faure – Santé – SGCI – Syndicats – Syndicats agricoles
Noms de lieux	Aube

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Yann Gaillard est né le 9 octobre 1936 à Paris (Seine), de parents instituteurs. Il devient inspecteur adjoint des Finances en 1961, à sa sortie de l'ENA, puis inspecteur l'année suivante. Il entre dans les milieux gouvernementaux en 1966, comme conseiller technique au cabinet d'Edgar Faure, ministre de l'Agriculture, puis comme directeur adjoint de cabinet d'Edgar Faure devenu ministre de l'Éducation nationale (1968-1969). Parallèlement, en 1967, il est nommé secrétaire général adjoint du SGCI et le reste jusqu'en 1969. À cette date, il devient directeur de cabinet de Robert Boulin, ministre de la Santé et de la Sécurité sociale (juin 1969-juillet 1972). Il retourne ensuite auprès d'Edgar Faure comme directeur de cabinet, dans ses fonctions de ministre des Affaires sociales (1972-1973) puis de président de l'Assemblée nationale (1973-1978). Il sera également directeur de cabinet de Robert Boulin, ministre du Travail et de la Participation (avril 1978-octobre 1979). Yann Gaillard réintègre ensuite l'Inspection des Finances.

Il s'engage également en politique. Il a été notamment maire d'Essoyes (Aube) de 1977 à 2001, conseiller régional de Champagne-Ardennes et vice-président du Conseil général de l'Aube. Suppléant de Bernard Laurent dans l'Aube, il devient sénateur en juillet 1994 lors du décès du titulaire, avant d'être élu directement en 1998 et renouvelé en 2008 (groupe UMP).

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Maire d'Essoyes (1977-2001)

Sénateur de l'Aube (juillet 1994-septembre 2014)

Conseiller régional de Champagne-Ardenne

Vice-président du conseil général de l'Aube

■ DÉCORATIONS

Chevalier de la Légion d'honneur

Officier de l'ordre national du Mérite

Chevalier des Arts et des Lettres

■ ÉCRITS DU TÉMOIN

Mémoires des morts illustres, Paris, Gallimard, 1973, 216 p.

Le Cirque Orfala, Paris, Belfond, 1975, 150 p.

Gloire des morts illustres, Paris, Laffont, 1977, 214 p.

Buffon : biographie imaginaire et réelle, Paris, Hermann, 1977, 173 p.

Suppléments au voyage de La Pérouse : essai sur les voyages imaginaires et autres au XVIII^e siècle, Paris, Nadeau, 1980, 206 p.

La sirène du jardin des plantes, Paris, Belfond, 1981, 156 p.

Chronique des morts illustres, Paris, Bourgeois, 1984, 281 p.

L'amateur d'épouvante, ou le RER s'arrête à Boissy-Saint-Léger, Paris, Belfond, 1985, 203 p.

Choix de morts illustres, Paris, Union générale d'édition, 1987, 442 p.

Mort des morts illustres, Paris, Bourgeois, 1988, 220 p.

L'Orignal, Paris, Belfond, 1990, 131 p.

Reliques des morts illustres, Paris, Bourgeois, 1994, 178 p.

Adieu Colbert, Paris, Bourgeois, 2000, 286 p.

Le marché de l'art français aux enchères, Paris, Économica, 2000, 249 p.

FRANÇOIS GALL

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 043 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Amis de Georges Pompidou – Anthologie de la poésie française – Élections présidentielles de 1969 – Mai 1968 – Portrait de Georges Pompidou – Cinéma – Voyage aux États-Unis (1970)
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

François Gall a fait carrière dans le journalisme dont il a exploré plusieurs aspects : journaliste dans les agences AFP, Reuter et United Press, grand reporter à *France-Soir* mais aussi producteur et réalisateur d'émissions de télévision et de documentaires. Il a notamment réalisé la série « Des trains pas comme les autres » plusieurs fois nominée et récompensée.

Avec son frère Jacques, il a beaucoup voyagé, particulièrement en Asie et en Amérique. Les deux frères ont été durant neuf ans hors de France. Lorsque Jacques tombe malade, ils décident de mieux connaître le monde de la médecine. Ainsi, pendant des années, les deux hommes vont enquêter dans les hôpitaux et les cliniques et interviewer de nombreux médecins. Ils sont les auteurs d'une collection de romans d'aventure. Ils ont également écrit le texte d'une bande dessinée, *13 rue de l'Espoir*, dessinée par Paul Gillon et publiée quotidiennement par *France-Soir* de 1959 à 1972. Ils sont d'ailleurs très proches du directeur de ce journal, Pierre Lazareff.

C'est à Louveciennes, vers 1957-1958, durant l'un des déjeuners dominicaux organisé par les Lazareff qui réunissaient les mondes de l'art, des affaires et de la politique, que les frères Gall font la connaissance du couple Pompidou. François Gall devient alors un ami de Georges Pompidou et entre dans un petit cercle composé de huit à dix personnes dont Guy Béart, Bernard Buffet et Raymond Cordier. Ce petit groupe d'amis se réunissait régulièrement pour dîner et discuter non pas de politique mais d'art, sous toutes ses formes.

ÉCRITS DU TÉMOIN

Seul :

« Mon ami Georges Pompidou », *La Lettre de la Nation magazine*, no 259, 17 juin 1994, p. 18-19.

Des trains pas comme les autres, Paris, Éditions du Reader's Digest, 2002. Les documentaires dont ce livre est issu ont été publiés sur DVD par France-Télévision.

Avec son frère Jacques :

Les Invités du tour du monde, Paris, Gallimard 1958.

Un médecin dans la nuit, Paris, Le Livre de Poche, 1967

Or, feu, sang... vermeille, Paris, Presses de la Cité, 1967

Marie le ciel ouvert, Paris, Grasset, 1968

Mauve aux étranges amours, Paris, Presses de la Cité, 1968

Vermeille et le plus grand prince de la terre, Paris, Pocket, 1968

Neuf seigneurs d'Extrême-Orient, Paris, Fernand Nathan, 1974 (avec Lucien Bodard)

La Route carnivore, Paris, Fernand Nathan, 1976

Alba, Paris, éditions de Trévise, 1977

Alba, le pain et le fouet, Paris, Hachette, 1978

Alba, l'or et l'amour, Paris, Hachette, 1978

13 rue de l'Espoir, Paris, les Humanoïdes associés, 1980 et 1982 (dessins de Claude Gillon, scénario des frères Gall, série parue dans *France-Soir* de 1958 à 1972)

ROBERT GALLEY

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	2 entretiens, durée : 2h03 - Librement consultable
Autres archives	Fondation de Gaulle : archives orales
Mots-clés	Centrisme - Défense nationale - Disparition du général de Gaulle (1968) - Élections présidentielles de 1969 - Informatique - Majorité - Nouvelle Société - Nucléaire - Portrait de Georges Pompidou - Pratique présidentielle - Quinquennat - Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas - Télécommunications
Noms de lieux	Aube - Bretagne - États-Unis - Paris

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Robert Galley est né le 11 janvier 1921 à Paris et décédé le 8 juin 2012 à Troyes. Il a 19 ans quand, en 1940, il décide de rejoindre les forces françaises libres, dès le mois de juillet. Il participe activement aux opérations militaires d'Afrique du Nord, avant de rejoindre en 1943 la 2^e division blindée du général Leclerc, et finit la Seconde Guerre mondiale avec le titre de Compagnon de la Libération. Il reprend ensuite ses études et est reçu à l'École centrale en 1949, intégrant alors l'École nationale supérieure des pétroles et des moteurs. Il fait son stage à la Compagnie chérifienne des pétroles, où il travaille de 1950 à 1954. Il s'oriente ensuite vers le nucléaire, comme chef du département de construction des usines du CEA de 1955 à 1956. Il s'occupe notamment de la construction de l'usine d'extraction du plutonium de Marcoule (1955-1958) puis de celle de l'usine de séparation isotopique de Pierrelatte (1958-1962).

En 1966-1968, il est délégué à l'Informatique auprès de Georges Pompidou Premier ministre, tout en devenant président de la commission permanente de l'électronique au Commissariat général au Plan en octobre 1966, et président du Conseil d'administration de l'Institut de recherche en informatique et automatique (IRIA) en 1967. Ces fonctions font de lui le « père » du Plan Calcul. En mai 1968, lorsque le gouvernement est remanié, il est brièvement ministre de l'Équipement et du Logement. La même année il se lance en politique, se faisant élire député UDR de l'Aube en 1968, et s'investissant dans la politique municipale (maire adjoint en 1971, puis maire de Troyes à partir de 1972). En 1968-1969, il est ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales.

Robert Galley est ministre dans l'ensemble des gouvernements de la Présidence de Georges Pompidou. Il assume d'abord les fonctions de ministre des Postes et des Télécommunications de 1969 à 1972, puis de ministre des Transports de 1972 à 1973. Dans ce poste, les grands dossiers sont nombreux : projets aéronautiques (Airbus, Concorde), transports ferroviaires (TGV contre aérotrain), développement des transports en commun dans la région parisienne, premiers pas de la sécurité routière. De 1973 à 1974 enfin, il succède à Michel Debré comme ministre des Armées. Sa carrière ministérielle ne s'arrête pas avec la disparition de Georges Pompidou : il sera ministre de l'Équipement (1974-1976), ministre de la Coopération (1976-1980), et enfin ministre de la Coopération et de la Défense (1980-1981).

Durant les années 1980, Robert Galley reste actif en politique comme député RPR de l'Aube et comme maire de Troyes, fonctions qu'il exerce jusqu'en 1995, puis restant conseiller municipal et président du Grand Troyes jusqu'en 2001. Il est notamment trésorier du RPR de 1984 à 1990, ce qui vaudra des ennuis judiciaires entre 1998 et 2004.

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Ministre de l'Équipement et du Logement (mai-juillet 1968)

Ministre délégué chargé de la Recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales (juillet 1968-juin 1969)

Ministre des Postes et Télécommunications (juin 1969-juillet 1972)

Ministre des Transports (avril 1973-mars 1973)

Ministre des Armées (avril 1973-mai 1974)

Ministre de l'Équipement (mai 1974-août 1976)

Ministre de la Coopération (août 1976-décembre 1980)

Ministre de la Défense et de la Coopération (décembre 1980-mai 1981)

Député de l'Aube (1968-2002)
Conseiller général de l'Aube (1970-1988)
Maire de Troyes (1972-1995)

DÉCORATIONS

Grand Officier de la Légion d'Honneur
Compagnon de la Libération
Croix de Guerre 39-45
Médaille coloniale

ÉCRITS DU TÉMOIN

« Une indispensable révolution technologique », *Le Monde diplomatique*, février 1967.
« Au seuil de la révolution informatique », *Le Monde diplomatique*, décembre 1968.
« Le 501^e régiment de chars de combat », *Espoir*, no 105, janvier 1996, p. 107.
« Témoignage [sur mai 1968] », *Espoir*, no 115, 1998, p. 25.

RENÉ GALY-DEJEAN

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	8 entretiens, durée : 9h53 - Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Affaire Markovic - Aménagement du territoire - Architecture - Cabinet politique - Cabinet technique - Chef de cabinet - Conseil (municipal) de Paris - Déclarations de Rome et de Genève - Départ de Matignon (juillet 1968) - Élections législatives de 1962 - Élections législatives de 1967 - Élections législatives de 1968 - Élections législatives de 1968 - Élections municipales de 1965 - Élections municipales de 1971 - Élections présidentielles de 1969 - Élections présidentielles de 1974 - Entourage - Georges Pompidou député du Cantal - Jeunes Loups - Latour-Maubourg - Mai 1968 - Maladie présidentielle - Ministère des PTT - Mouvements gaullistes - Notes - Portrait de Georges Pompidou - Référendum de 1969 - Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas

	- Relations entre Pompidou et de Gaulle - Relations entre Pompidou et les ministres - Relations entre Pompidou et Messmer - Secrétariat général de la Présidence - Urbanisme - Voyages présidentiels
Noms de lieux	Algérie - Cajarc - Cantal - La Défense - Lot - Paris

NOTICE BIOGRAPHIQUE

René Galy-Dejean est né le 16 mars 1932 à Mauvezin (Gers), dans une famille d'agriculteurs. Il se destinait initialement à une carrière d'ingénieur, mais s'inscrit en définitive à la faculté de droit de Toulouse, puis de Paris. Parallèlement, il est reçu au concours d'inspecteur des Postes et Télécommunications, et commence sa carrière professionnelle au ministère des PTT en 1953. Il poursuit néanmoins ses études, et s'inscrit à l'Institut d'études politiques de Paris. Il suit les cours, mais n'a pas la possibilité de passer le diplôme, étant incorporé d'office en mars 1958. René Galy-Dejean est en effet affecté vingt-trois mois en Algérie (de mars 1958 à avril 1960).

À son retour en métropole, René Galy-Dejean est chargé des relations avec la presse au service des relations extérieures du ministère de PTT (1960-1962). Il entre dans l'entourage de Jacques Marette, ministre des PTT, au moment du référendum et des élections législatives de novembre 1962, le député du XV^e arrondissement recherchant quelqu'un pour réaliser son journal électoral. Après les élections, Jacques Marette lui propose de rentrer à son cabinet pour continuer à suivre ses affaires. Chef du secrétariat particulier, puis chef adjoint de cabinet puis chef de cabinet de Jacques Marette, ministre des PTT de 1962 à 1967, il s'occupe de la circonscription du ministre et de ses relations avec les parlementaires.

René Galy-Dejean fait la connaissance de Georges Pompidou au cours de la préparation des élections législatives de 1967, lorsqu'il est investi candidat de la majorité dans la 2^e circonscription de l'Ariège. C'est après ces élections qu'il entre au cabinet de Georges Pompidou comme chargé de mission responsable des relations avec les parlementaires. René Galy-Dejean assure le suivi des affaires du Cantal et du Lot après le départ du préfet Jacques Corbon du cabinet. Il suit également les voyages et déplacements de Georges Pompidou en province. Il fait partie des quelques collaborateurs qui accompagnent Georges Pompidou boulevard Latour-Maubourg, où il gère les mêmes dossiers qu'à Mâcon.

Au lendemain de l'élection présidentielle de Georges Pompidou, il est nommé chargé de mission (20 juin 1969-9 mai 1973) puis conseiller technique (10 mai 1973-9 janvier 1974) au Secrétariat général de la présidence de la République. Responsable de l'organisation des voyages et des déplacements du Président en province, il s'occupe également des dossiers parisiens, de l'aménagement de Paris et de la région parisienne, ainsi que des relations avec les élus parisiens. Après le départ d'Anne-Marie Dupuy de l'Élysée, début 1974, il devient chef de cabinet du chef de l'État, jusqu'en avril 1974.

René Galy-Dejean s'engage également sur le terrain local. Conseiller municipal de Paris de 1965 à 1971, conseiller général de la Seine de 1965 à 1971, conseiller de Paris de 1971 à 1977, il préside également la Société d'économie mixte d'équipement et d'aménagement du 15^e arrondissement de Paris (SEMEA XV) de 1965 à 1995. Candidat sur une liste du Mouvement des démocrates aux élections municipales de 1977, il est battu puis démissionne de ce mouvement. Il retrouve son siège de conseiller municipal aux élections de 1983 sous l'étiquette RPR et devient maire du XV^e arrondissement de Paris de 1983 jusqu'en 2008. René Galy-Dejean est élu député de Paris en 1991, à l'occasion d'une élection partielle, et siège au Palais-Bourbon jusqu'en 2007. Aux élections législatives de 2007, il n'est pas investi par l'UMP et ne conserve pas son siège.

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Conseiller municipal de Paris (1965-1971)
Conseiller général de la Seine (1965-1971)
Conseiller de Paris (1971-1977)
Maire du XV^e arrondissement de Paris (1983-2008)
Député de Paris (1991-2007)

DÉCORATIONS

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite
Croix de la Valeur militaire
Chevalier des Palmes académiques

JACQUES GASSEAU

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 2h19 - Soumis à l'autorisation du témoin
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Coopération - ORTF - Portrait de Georges Pompidou
Noms de lieux	Indochine

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Jacques Gasseau est né le 25 juillet 1922 à Laval (Mayenne) et décédé le 28 mai 2008. Il fait ses classes préparatoires à l'École de la France d'Outre-Mer au lycée Henri IV en 1941. C'est dans ce cadre qu'il a Georges Pompidou comme professeur. Il intègre l'ENFOM et commence sa carrière après la guerre en Indochine, comme administrateur de la France d'outre-mer au Vietnam de 1948 à 1953. Il revient ensuite comme chef de cabinet du préfet de Tarn-et-Garonne en 1954. La même année, il intègre l'ENA (promotion Guy Desbos, 1954-1956). Il renoue avec les problématiques indochinoises

comme secrétaire général de la Commission de reclassement des agents des cadres locaux d'Indochine en 1957. Il rejoint ensuite la diplomatie : chef du service d'information et de presse de l'ambassade de France à Rio de Janeiro en 1958, adjoint au chef du service de la coopération technique du ministère des Affaires étrangères en 1963. En 1966, il entre dans les milieux gouvernementaux, comme conseiller technique au cabinet de Jean Charbonnel, secrétaire d'État aux Affaires étrangères chargé de la Coopération technique, puis en 1967 de Yvon Bourges, successeur de Charbonnel. De 1968 à 1971, Jacques Gasseau est directeur de cabinet de Philippe Malaud, secrétaire d'État chargé de la Fonction publique puis chargé de la Fonction publique et des Services de l'information. Nommé ministre plénipotentiaire en 1971, il retrouve la direction du cabinet de Philippe Malaud, désormais ministre de l'Information, en 1973-1974.

À partir de 1974, sa carrière est résolument diplomatique : ambassadeur à Singapour (1974-1979), Ambassadeur en République du Botswana et en République de Zambie (1979-1983), Ambassadeur en Angola et en République démocratique de Sao-Tomé et Principe (septembre 1984-mai 1987), ministre plénipotentiaire hors classe (1986).

DÉCORATIONS

Chevalier de la Légion d'honneur

Officier de l'ordre national du Mérite

Médaille des Évadés

Médaille des Combattants volontaires

Médaille des Internés résistants

Officier du Mérite centre-africain

Officier du Cruzeiro do Sul

CHRISTIAN GERONDEAU

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 1h03 – <i>Communicabilité inconnue</i>
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Aérotrain – Autoroutes – Mai 1968 – Ministère de l'Équipement – Sécurité routière
Noms de lieux	Paris

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Christian Gerondeau est né le 23 mars 1938 à Paris, dans une famille d'ingénieurs depuis plusieurs générations. Christian Gerondeau commence sa carrière comme ingénieur à la Direction des routes au ministère des Travaux publics dirigé par Marc Jacquet. Il occupe ce poste de 1962 à 1966. À partir de 1966, toujours en tant qu'ingénieur, il passe à la Direction de l'aménagement foncier et de l'urbanisme au ministère de l'Équipement dirigé par Edgar Pisani puis par François-Xavier Ortoli. En 1968, il devient conseiller technique au cabinet de Pierre Dumas, secrétaire d'état aux Affaires sociales dans le gouvernement de Maurice Couve de Murville. Lorsque Georges Pompidou accède à la présidence de la République, Christian Gerondeau devient conseiller pour les question de transports, d'équipement, de construction et d'urbanisme au cabinet du Premier ministre Jacques Chaban-Delmas, de 1969 à 1972.

Ainsi, Christian Gerondeau œuvre dans le cadre d'une politique de grands travaux entamée par le général de Gaulle et poursuivie par Georges Pompidou pour développer les transports. Cette politique s'attache à moderniser les infrastructures pour limiter les phénomènes de saturation dans les zones de fort développement, stimuler les économies de certaines régions ou en désenclaver d'autres. Il s'agit de rattraper le retard français en matière d'infrastructures autoroutières mais aussi de développer les transports ferroviaires et aériens interrégionaux, les réseaux de transports français étant très centralisés.

Christian Gerondeau est également secrétaire général du comité interministériel de la Sécurité routière, à partir de sa création, le 2 juillet 1972, jusqu'en 1981. Il est en même temps président du Comité de la sécurité routière de la conférence européenne des ministres des Transports entre 1973 et 1982 ainsi que directeur de la Sécurité civile de 1975 à 1982. Le bilan catastrophique des accidents de la route en 1972 jette un discrédit sur l'automobile, la France devenant le pays le moins sûr d'Europe en matière de circulation. C'est cette situation qui oblige les ministères à prendre des mesures d'urgences envisagées depuis les conclusions de la « table ronde sur la sécurité » lancée en 1969, mesures que les pouvoirs publics, poussés par les constructeurs, ont toujours reportées. C'est grâce au Comité interministériel dirigé par Christian Gerondeau qu'il y a des évolutions, notamment en matière de port de la ceinture de sécurité, de limitation de vitesse et de lutte contre l'alcoolémie. Christian Gerondeau est d'ailleurs rapidement connu dans les médias sous le nom de « Monsieur sécurité ».

Par la suite, Christian Gerondeau a continué de s'occuper des questions de sécurité, notamment en tant que président de l'Association pour la diffusion des techniques de sécurité routières, à partir de 1987 ou encore comme président du Comité d'experts en sécurité routière de la Commission de Bruxelles entre 1990 et 1991. Il continue également de se charger des questions routières, notamment en tant que président de l'Union routière de France, de 1992 à 2003 ou encore en tant que président de la Fédération nationale des usagers de la route, à partir de 1993. Il est également président de la Fédération française des automobile-clubs depuis 1997.

Christian Gerondeau est aussi l'auteur de nombreux ouvrages qui ont, pour certains, été matière à débat, notamment au sujet de l'écologie mais aussi concernant le fonctionnement de l'École polytechnique. Il fait partie du think tank The Global Warming Policy Fondation.

DÉCORATIONS

Officier de la Légion d'honneur

Officier de l'ordre national du Mérite

ÉCRITS DU TÉMOIN

Les transports urbains, Paris, Presses Universitaires de France, 1969, 128 p.

La mort inutile, Paris, Plon, 1979, 249 p.

L'énergie à revendre, Paris, Jean-Claude Lattès, 1984, 333 p.

Les transports en France : quelques vérités bonnes à dire, Paris, Transports Actualités, 1993, 327 p.

Les transports en Europe, Paris, EDS, 1996, 424 p.

Candide au pays des libéraux, Paris, Albin Michel, 1998, 310 p.

La saga du RER et le maillon manquant, Paris, Presses de l'École nationale des Ponts et Chaussées, 2003, 200 p.

Les danseuses de la République: SNCF, transports publics et autres, Paris, l'Harmattan, 2004, 287 p.

CO2, un mythe planétaire, Paris, Éditions du Toucan, 2009, 266 p.

Écologie, la grande arnaque, Paris, Albin Michel, 2007, 277 p.

Écologie, la fin, 2012.

La poule aux œufs d'or: la renaissance de Polytechnique, Paris, Éditions du Toucan, 2013, 350 p.

JACQUES GETTEN

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 1h55 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Banque Rothschild – Georges Pompidou banquier – Georges Pompidou directeur de cabinet – Nomination de Georges Pompidou (1962) – Notes – Portrait de Georges Pompidou – Relations entre Pompidou et les milieux patronaux
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Jacques Getten est né le 14 juillet 1924 à La Rochelle (Charente-Maritime). Il naît dans une famille liée à la banque Rothschild, son père Pierre et son grand-père Maxime y étant administrateurs. Lui-même y fait sa carrière. Il est secrétaire général de la Société anonyme de

gérance et d'armement (SAGA) de 1950 à 1956, secrétaire général chez Rothschild Frères de 1956 à 1968, puis directeur général adjoint de la banque Rothschild en 1968-1969. Jacques Getten a côtoyé Georges Pompidou de 1953 à 1961, avant de perdre peu à peu contact avec lui lorsque Georges Pompidou arrive au gouvernement.

Sa propre carrière d'administrateur de sociétés se poursuit : notamment directeur général de la Compagnie du Nord (1969-1978), PDG de la compagnie de chemins de fer PLM (1981-1982), et plus largement administrateur de multiples sociétés.

■ DÉCORATIONS

Croix de guerre 39-45

JACQUES GODFRAIN

■ DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	4 entretiens, durée : 3h04 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Affaire Markovic – Barons du gaullisme – Cabinet politique – Cabinet technique – Chargé de mission – Chasses présidentielles – Collectivités territoriales – Conférences de presse – Coopération – Déclarations de Rome et de Genève – Déconcentration/décentralisation – Départ de Matignon (juillet 1968) – Élections législatives de 1967 – Élections législatives de 1968 – Élections municipales de 1965 – Élections présidentielles de 1965 – Élections présidentielles de 1969 – Élections présidentielles de 1974 – ENA – Entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun – Gaullistes de gauche – Image de Georges Pompidou – Jeunes Loups – Jeunesse – Journalistes – Latour-Maubourg – Mai 1968 – Maladie présidentielle – Ministère de l'Intérieur – Mouvements gaullistes – Mouvements de jeunesse – Nouvelle Société – OAS – Participation – Présence et action du gaullisme – Référendum de 1969 – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Relations entre Pompidou et de Gaulle – SAC – Secrétariat général de la Présidence – Secrétariat général pour les Affaires africaines et malgaches – Service de presse – UDR – Université – UNR
Noms de lieux	Aveyron

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Jacques Godfrain est né le 4 juin 1943 à Toulouse (Haute-Garonne), d'un père inspecteur général des écoles vétérinaires, et d'une mère originaire de Saint-Affrique dans l'Aveyron. En 1961, à dix-huit ans, Jacques Godfrain s'engage en politique en adhérant à l'UNR. Il milite dans les mouvements de jeunesse gaullistes et notamment à l'Union des Jeunes pour le Progrès, dont il est l'un des fondateurs en 1965. Il entre également au Service d'Action Civique, où il est repéré par Jacques Foccart. Lors de la crise de mai 1968, il est brièvement secrétaire général du Comité de Défense de la République, créé dans le but de rassembler l'opposition aux manifestants et aux mouvements gauchistes. Jacques Godfrain est par la suite l'un des cadres du mouvement gaulliste. Il est membre du comité central de l'UD V^e République en 1967 puis membre du bureau exécutif de l'UDR en 1971. Au RPR, il est secrétaire général chargé de la Sécurité, de 1984 à 1986, des affaires sociales et des professions libérales de 1984 à 1990, de la participation de 1990 à 1992 puis de 1997 à 1999, et membre du bureau politique de 1998 à 2002. À l'Assemblée nationale, il est vice-président du groupe RPR et questeur, de 1990 à 1995. En parallèle de son engagement politique, Jacques Godfrain est attaché de direction à la Société d'étude et de construction de moteur d'aviation de 1967 à 1968 puis attaché de direction à l'Union des transports aériens de 1970 à 1973 puis de 1974 à 1978.

À une échelle plus locale, il a œuvré dans la région Midi-Pyrénées. Dès 1962, il est attaché au centre de productivité de la région. Il s'est également impliqué en tant que député RPR de l'Aveyron, entre 1978 et 1995 puis entre 1997 et 2007. Il a également été conseiller général de l'Aveyron entre 1981 et 1992, conseiller municipal de Saint-Affrique de 1977 à 1995, conseiller régional de la région Midi-Pyrénées de 1992 à 1997 et maire de Millau de 1995 à 2008.

Sous la présidence de Georges Pompidou, Jacques Godfrain est chargé de mission au Secrétariat général de la présidence de la République, du 20 juin 1973 au 2 avril 1974, affecté au service de presse de l'Élysée. Plus tard, au sein du gouvernement d'Alain Juppé, Jacques Godfrain est nommé ministre délégué chargé de la Coopération auprès du ministre des Affaires étrangères, Hervé de Charrette, de 1995 à 1997. Dans la continuité de ces fonctions, il cherche à développer les relations au sein de la francophonie, notamment en tant que président de l'Association francophone d'amitié et de liaison, depuis 1997 ou du groupe d'amitié France-Gabon entre 2002 et 2007. Il œuvre également pour la coopération, notamment en tant que président de France Volontaires à partir de 2002 et comme membre du Haut conseil de la coopération internationale entre 1999 et 2007.

Fidèle au gaullisme, Jacques Godfrain a été élu Président de la Fondation Charles de Gaulle le 18 janvier 2011.

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Député de l'Aveyron (1978-1995, 1997-2007)

Maire de Millau (1995-2008)

Ministre délégué à la Coopération (1995-1997)

DÉCORATIONS

Chevalier de la Légion d'honneur

Officier du Mérite agricole

ÉCRITS DU TÉMOIN

ARLÈS, Michel, et GODFRAIN, Jacques, *Saint-Affrique : vallées de la Sorgues et du Dourdon*, Paris, Nouvelles éditions latines, 1973, 30 p.

L'Afrique notre avenir, Paris, Michel Lafon, 1998, 304 p.

Oser la participation. Lettre ouverte au nouveau président de la République, Paris, Technologia, 1995, 88 p.

Politique sociale et participation, Monaco, éditions du Rocher, 1999, 222 p.

« La participation : idée centrale de la pensée gaullienne », *Espoir*, no 125, décembre 2000, p. 7.

Manifeste pour un gaullisme social, Monaco, éditions du Rocher, 2002, 157 p.

Les ponts, le diable et le viaduc, Paris, le Jardin des Livres, 2003, 287 p.

JULIEN GRACQ

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 1h54 – Librement consultable
Autres archives	Bibliothèque universitaire d'Angers et BNF : fonds Julien Gracq
Mots-clés	Anthologie de la poésie française – Cinéma – Éducation nationale – ENS/Normaliens – Haut comité de la langue française – Latin – Livre – Mai 1968 – ORTF – Portrait de Georges Pompidou – Pots Maillard – Relations entre Pompidou et de Gaulle – Sciences Po
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Louis Poirier, dit Julien Gracq, est né 27 juillet 1910 à Saint-Florent-le-Vieil (Maine-et-Loire) et décédé le 22 décembre 2007 à Angers. Il est le second enfant d'un couple de commerçants aisés. Ses ancêtres paternels sont originaires de Saint-Florent-le-Vieil.

Élève interne au lycée de Nantes, expérience plus traumatisante qu'agréable, Louis Poirier rencontre Georges Pompidou pour la première fois lors d'une remise de prix du Concours général. Il est admis en classe préparatoire au lycée Henri IV et intègre l'ENS en 1930. Au cours de ses études, il a l'occasion de croiser régulièrement Georges Pompidou entré en 1931. Poirier, Pompidou et René

Brouillet suivent également ensemble les cours de l'École libre de sciences politiques et font leur service militaire ensemble à Saint-Maixent. Leurs chemins se séparent ensuite, Georges Pompidou étant nommé à Marseille et le témoin au lycée de Quimper. Louis Poirier y anime une section syndicale de la CGT et adhère en 1936 au PCF (il rendra sa carte en 1939 à l'annonce du pacte germano-soviétique). Un projet de thèse de géographie sur l'URSS échoue faute de visa, ce qui l'amène à se consacrer à l'écriture de son premier roman, *Au Château d'Argol*. Il prend bientôt le pseudonyme de Julien Gracq. Mobilisé en 1939, Julien Gracq est fait prisonnier et rapatrié d'Allemagne pour raisons sanitaires début 1941. À Paris, il a l'occasion de recroiser Georges Pompidou qui enseigne au lycée Henri IV. En 1942, Julien Gracq est nommé assistant de géographie à l'université de Caen et envisage de nouveau de faire une thèse, tout en continuant sa production littéraire. En 1947, il est nommé au lycée Claude-Bernard de Paris, où il enseigne l'histoire-géographie jusqu'à sa retraite en 1970.

Après la guerre, la carrière littéraire de Julien Gracq commence à s'affirmer, marquée par le prix Goncourt (qu'il refuse) décerné en 1951 au *Rivage des Syrtes*. Les « déjeuners normaliens » organisés régulièrement à partir de 1962 par Georges Pompidou devenu Premier ministre puis Président sont l'occasion de rencontres plus fréquentes. Celles-ci sont cependant discontinues, à l'occasion de dîners en compagnie d'hommes politiques, et autour de discussions portant surtout sur les années de l'ENS, bien plus que sur la politique ou la littérature.

À partir de 1970, Julien Gracq, désormais à la retraite, acquiert une notoriété considérable et la reconnaissance universitaire, autant pour son œuvre romanesque que pour son travail critique. Il décède en 2007.

■ ÉCRITS DU TÉMOIN

« Bocage et plaine dans le sud de l'Anjou », *Annales de géographie*, 1934

Au château d'Argol, 1939

Un beau ténébreux, 1945

Liberté grande, 1946

André Breton, quelques aspects de l'écrivain, 1948

Le Roi pêcheur, 1948

La Littérature de l'estomac, 1950

Le Rivage des Syrtes, 1951

Prose pour l'Étrangère, 1952

Un Balcon en forêt, 1952

Préférences, 1961

Lettrines I, 1961

La Presqu'île, 1970

Lettrines II, 1974

Les Eaux étroites, 1976

En lisant en écrivant, 1980

La Forme d'une ville, 1985

Proust considéré comme terminus, suivi de Stendhal, Balzac, Flaubert, Zola, 1986

Autour des sept collines, 1988

Carnets du grand chemin, 1992

Entretiens, 2002

Plénièrement, réédition en 2006 chez Fata Morgana d'un texte d'hommage à André Breton publié dans la NRF en 1967

RENÉ GROUSSARD

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	9 entretiens, durée : 18h57 – Soumis à l'autorisation du témoin
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Affaire Markovic – Agriculture – Banques – Bilan des années Pompidou – Commission européenne – Conceptions de Georges Pompidou – Construction européenne – Dévaluation – Discours d'Aurillac (1967) – Discours de Saint-Flour (1971) – Disparition du général de Gaulle (1968) – Élections législatives de 1968 – Élections présidentielles de 1974 – Enseignement agricole – Entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun – FORMA – Industries agro-alimentaires – Mai 1968 – Manifestation du 30 mai 1968 – Ministère des Finances – Nouvelle Société – PAC – Politique des prix et des structures (agriculture) – Portrait de Georges Pompidou – Pratique gouvernementale – Pratique présidentielle – Prix agricoles – Productions agricoles : lait – Référendum de 1969 – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Relations entre Pompidou et Chirac – Relations entre Pompidou et Debré – Relations entre Pompidou et de Gaulle – Rénovation rurale – SGCI – Syndicats agricoles – UDR
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

René Groussard est né le 15 décembre 1929 à Saint-Martin-lès-Melle (Deux-Sèvres), d'un père agriculteur qui l'entraîne dans la Résistance pendant la Seconde Guerre mondiale. Après des études d'agronomie, René Groussard devient en 1955 chargé d'études au Centre d'expansion économique Bordeaux Sud-Ouest, avant d'être expert de la coopération technique internationale de 1957 à 1962, effectuant des missions en Tunisie, au Maroc et en Iran. Durant toutes les années 1960 (1962-1969), il est chef de service à la Société pour le développement et le financement de l'économie agricole (SOFIDECA), tout en étant chargé d'études au Commissariat général au Plan de 1962 à 1965.

Il intègre ensuite les cabinets ministériels comme chargé de mission pour les questions agricoles aux cabinets des ministres des Finances successifs : Michel Debré (janvier 1966-mai 1968), Maurice Couve de Murville (mai-juillet 1968) et François-Xavier Ortoli (juillet 1968-juin 1969). René Groussard est ensuite chargé de mission pour les questions agricoles entre 1969 et 1972 au cabinet du Premier ministre Jacques Chaban-Delmas (Premier ministre). Parallèlement, de 1969 à 1973, il assume les fonctions de chef de service au FORMA (Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles) et de Directeur général de la Compagnie pour favoriser le regroupement économique dans l'agriculture. En 1973, il devient Directeur général du Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNASEA), poste qu'il occupe jusqu'en 1986. À cette date, il entre à la Cour des Comptes où il est conseiller-maître de 1986 à 1995.

René Groussard s'implique par ailleurs dans de nombreuses structures : Président du conseil de direction de l'Office national interprofessionnel des fruits, des légumes et de l'horticulture, légumes, tabac, et houblon (1987-1989), président de la Commission des comptes de l'agriculture de la Nation (1977-2000), président du Conseil d'administration de l'École supérieure d'agriculture de Purpan (1987-1993), correspondant à l'Académie des Sciences d'Outre-Mer, membre de l'Académie d'Agriculture depuis 1987 dont il devient trésorier perpétuel en 1989, administrateur de « Prospective 2100 » à partir de 2001, administrateur et trésorier du centre France-Asie (2004-2012), vice-Président du Comité d'action de la Résistance à partir de 2010, président de l'Association nationale pour l'étude de l'histoire de l'agriculture du XX^e siècle (2007-2011).

■ DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'honneur

Officier de l'ordre national du Mérite

Croix de guerre 39-45

Croix du combattant volontaire de la Résistance

Commandeur du Mérite agricole

■ ÉCRITS DU TÉMOIN

GROUSSARD, René, et MARSAL, Pierre, *Monde du vivant, agriculture et société : la pépite et le grain de blé*, Paris, Montréal, 1998, 383 p.

GROUSSARD, René, et COLOMER, Jean-François, *Vive l'agriculture : le politique, les hommes, le vivant*, Paris, France Agricole, 2001, 155 p.

YVES GUÉNA

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	3 entretiens, durée : 2h57 - Librement consultable
Autres archives	Fondation de Gaule : archives orales
Mots-clés	Aéronautique - Aéroports - Assemblée nationale - Choc pétrolier de 1973 - Conseils restreints - Constitution de 1958 - Élections législatives de 1962 - Élections législatives de 1967 - Élections présidentielles de 1965 - Élections présidentielles de 1974 - ENA - ENFOM - Entourage - Gaullistes de gauche - Georges Pompidou directeur de cabinet - Mai 1968 - Maladie présidentielle - Ministère chargé des Relations avec le Parlement - Ministère de l'Industrie - Ministère de l'Information - Ministère des Finances - Ministère des PTT - Ministère des Transports - Mouvements gaullistes - ORTF - Portrait de Georges Pompidou - PTT - Relations entre Pompidou et les ministres - Républicains indépendants - Résistance - Télécommunications - TGV
Noms de lieux	Côte d'Ivoire - Dordogne - Maroc

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Yves Guéna est né le 6 juillet 1922 à Brest et décédé le 2 mars 2016. Il s'engage dans la Résistance alors qu'il est élève au lycée de Brest, quittant la France pour l'Angleterre dès juin 1940. Engagé volontaire dans les Forces françaises libres, il participe à toutes les campagnes militaires de la France Libre, et débarque en Normandie en juin 1944, où il est grièvement blessé. Il bénéficie d'un régime d'accès facilité et raccourci à l'ENA en tant qu'engagé volontaire au côté de la France libre et y est admis en 1946. Il devient contrôleur civil au Maroc à sa sortie, en 1947. Il occupe ce poste jusqu'en 1954.

Nommé maître des Requêtes au Conseil d'État en 1957, il est conseiller technique puis directeur de cabinet de Michel Debré, ministre de la Justice de juin 1958 à janvier 1959. Quand Michel Debré devient Premier ministre, Yves Guéna est choisi pour être directeur adjoint de son cabinet. Il occupe ce poste entre janvier 1959 à juillet 1959, date à laquelle il est nommé Haut Commissaire en Côte-d'Ivoire, puis envoyé extraordinaire et plénipotentiaire de la République française à partir d'août 1960, lorsque la Côte d'Ivoire devient indépendante. En 1967, il est nommé ministre des Postes et Télécommunications. Lors des événements de mai 1968, il est chargé par le Premier ministre de remettre de l'ordre dans les radios périphériques, notamment en les menaçant de leur couper les fréquences si elles continuent à couvrir de façon trop complaisante les manifestations étudiantes. Il devient ensuite ministre de l'Information le 30 mai 1968 puis redevient ministre des Postes et Télécommunications dans le gouvernement Couve de Murville. Sous la présidence de Georges Pompidou, il est ministre des Transports entre 1973 et 1974 puis ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat entre le 1^{er} mars et le 27 mai 1974.

Conseiller d'État à partir de 1972, devenu honoraire en 1974, Yves Guéna a exercé des responsabilités au sein des mouvements gaullistes. En effet, il est secrétaire général adjoint puis secrétaire général de l'UDR entre 1974 et 1976, délégué politique du RPR entre 1977 et 1978, conseiller politique et trésorier national du RPR entre 1978 et 1979. Fortement impliqué en Aquitaine, il est, dès 1962, député de la Dordogne, fonction qu'il conserve jusqu'en 1981 puis qu'il retrouve entre 1986 et 1988 ; il en est ensuite sénateur de 1989 à 1997. Il est également conseiller général de ce département, de 1970 à 1989, et maire de Périgueux de 1971 à 1997. De surcroît, il est membre de la Commission de développement économique régional d'Aquitaine entre 1971 et 1973 puis vice-président du Conseil régional d'Aquitaine entre 1985 et 1986. Enfin, il est membre du Conseil constitutionnel depuis 1997, et en a été président de 2000 à 2004.

Fidèle à la mémoire du général de Gaulle, il est président de l'Institut Charles de Gaulle de 2000 à 2006 et président de la Fondation du même nom de 2001 à 2006.

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Député de la Dordogne (1962-1981, 1986-1988)

Maire de Périgueux (1971-1997)

Sénateur de la Dordogne (1989-1997)

Vice-président du Sénat (1992-1997)

Ministre des Postes et Télécommunications (avril 1967-mai 1968)

Ministre de l'Information (31 mai au 10 juillet 1968)

Ministre des Postes et Télécommunications (juillet 1968-juin 1969)

Ministre des Transports (avril 1973-février 1974)

Ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (1^{er} mars-27 mai 1974)

DÉCORATIONS

Grand Officier de la Légion d'honneur

Croix de guerre 1939-1945

Médaille de la Résistance

ÉCRITS DU TÉMOIN

Historique de la Communauté, Paris, Fayard, 1962, 192 p.

Maintenir l'État, Paris, Fayard, 1970, 127 p.

Le temps des certitudes 1940-1969, Paris, Flammarion, 1982, 360 p.

Catilina ou la gloire dérobée, Paris, Flammarion, 1984, 316 p.

Écrits et discours, Périgueux, La Lauze/La Dordogne de Demain ; tome 1 : 1962-1987, *25 années de vie publique*, 1987, 175 p. ; tome 2 : 1987-1997, *10 années de vie publique*, 1999, 230 p. ; tome 3 : 1997-2007, *10 années de vie publique*, 2008, 239 p.

« Témoignage sur la France libre », *Espoir*, no 95, janvier 1994, p. 78-79.

« La réforme de la justice [Michel Debré] », *Espoir*, no 110, janvier 1997, p. 35.

Moi le duc de Lauzun, citoyen Biron, Paris, Flammarion, 1997, 429 p.

- « Témoignage [sur Mai 1968] », *Espoir*, no 115, 1998, p. 28.
- Le Baron Louis*, Paris, Perrin, 1999, 282 p.
- Phèdre 2000*, Paris, Séguier, 2000, 108 p.
- « Les jeunes engagés de la France libre », *Espoir*, no 123, juin 2000, p. 29.
- « Avant-propos [La 1^{re} DFL] », *Espoir*, no 124, octobre 2000, p. 5.
- « À propos de l'ouvrage de Georges Bouvier, *Les compagnons de la longue marche* », *Espoir*, no 124, octobre 2000, p. 135.
- « Notre priorité : la jeunesse », *Espoir*, no 131, juin 2002, p. 93.
- « Quarante ans d'amitié franco-allemande », *Espoir*, no 134, avril 2003, p. 67.
- « Allocution du 8 juillet 2003 à l'occasion de l'inauguration de l'exposition "Charles de Gaulle" à Moscou », *Espoir*, no 136, septembre 2003, p. 80.
- « Un destin exemplaire : Jean Simon, le Soldat du Général », *Espoir*, no 137, décembre 2003, p. 153.
- « Adieu Paul-Marie. Hommage prononcé lors des obsèques de Paul-Marie de La Gorce le 8 décembre 2004 », *Espoir*, no 142, mars 2005, p. 1.
- L'histoire de France racontée à mes petits-enfants*, Pascal, Paris, 2005, 154 p.
- « Hommage à Paul-Marie de La Gorce », *Espoir*, no 142, mars 2005, p. 74.
- « Communiqué de la Fondation Charles de Gaulle à l'annonce du projet de la municipalité de Marignane d'élever une stèle célébrant les membres de l'OAS condamnés à mort et exécutés », *Espoir*, no 144, septembre 2005, p. 107.
- « Pour la première fois, le peuple avait hésité [Élection présidentielle de 1965]. Extrait de son ouvrage, *Le Temps des certitudes* », *Espoir*, no 145, décembre 2005, p. 28.
- « Allocution à l'occasion de la cérémonie de lancement des travaux de l'Historial Charles de Gaulle aux Invalides, le 9 novembre 2005 », *Espoir*, no 145, décembre 2005, p. 86.
- « Allocution à l'occasion de l'inauguration de la Maison natale du général de Gaulle et de l'exposition "De Gaulle, homme du Nord" », *Espoir*, no 145, décembre 2005, p. 97.
- « Discours à l'occasion du bicentenaire de la bataille d'Austerlitz, le 2 décembre 2005 », *Espoir*, no 145, décembre 2005, p. 102.
- « Le successeur naturel du Général ne pouvait être que Pompidou », *Espoir*, no 148, septembre 2006, p. 45-50.
- « À propos de l'ouvrage de Paul-Marie de La Gorce, *Frère, nous sommes tous des salauds* », *Espoir*, no 148, septembre 2006, p. 118.
- « Discours à l'occasion de la pose de la première pierre du Mémorial Charles de Gaulle à Colombey-les-deux-Églises, le 9 novembre 2006 », *Espoir*, no 149, décembre 2006, p. 8.
- « Il faut sans arrêt rappeler aux Français leur histoire », *Espoir*, no 149, décembre 2006, p. 29.
- « Discours à l'occasion de la remise du Prix littéraire de la Résistance à Pierre Lefranc le 15 novembre 2006 », *Espoir*, no 149, décembre 2006, p. 114.
- GALLO, Max, et GUÉNA, Yves, *De Gaulle : les images d'un destin*, Paris, Le Cherche-Midi, 2007, 215 p.
- « Quel homme était Pierre Messmer », *Espoir*, no 153, décembre 2007, p. 11.
- « L'héritage de la politique arabe du général de Gaulle », *Espoir*, no 156, mars 2009, p. 134.
- Mémoires d'outre-Gaulle*, Paris, Flammarion, 2010, 314 p.
- « La France face au monde arabe », *Espoir*, no 166, automne 2011, p. 62-64.

OLIVIER GUICHARD

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	4 entretiens, durée : 3h50 – Librement consultable
Autres archives	<ul style="list-style-type: none">◆ Fondation de Gaule : archives du RPF, archives orales◆ Archives régionales des Pays de la Loire : fonds Olivier Guichard, 23W1 à 23W861◆ Archives orales de l'enseignement : témoin no 23
Mots-clés	Affaire Markovic – Aménagement du territoire – Art et culture – Banque Rothschild – Barons du gaullisme – Cabinet du général de Gaulle – CEA – Chasses présidentielles – Chef de cabinet – CODER – Conceptions de Georges Pompidou (Aménagement du territoire) – Conceptions de Georges Pompidou (Éducation nationale) – Constitution de 1958 – DATAR – Déconcentration/décentralisation – Déclarations de Rome et de Genève – Élections législatives de 1951 – Élections législatives de 1958 – Élections présidentielles de 1969 – Entourage – Environnement – Gaullistes de gauche – Georges Pompidou directeur de cabinet – Industrie – Littérature – Mai 1958 – Mai 1968 – Ministère de l'Aménagement du territoire – Ministère de l'Environnement – Ministère de l'Équipement – Ministère de l'Industrie – Ministère de l'Éducation nationale – Ouverture – Plan Pinay-Rueff – Portrait de Georges Pompidou – Relations entre Pompidou et de Gaulle – Religions – Résistance – RPF – Sciences Po – Tourisme – UNR – Villes nouvelles
Noms de lieux	Auvergne – Cajarc – Colonies françaises – Loire-Atlantique – Lot – Sahara

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Olivier Guichard est né le 27 juillet 1920 à Néac (Gironde) et décédé le 20 janvier 2004 à Paris. Il est le fils du baron Louis Guichard, officier de marine et de Madeleine Brisson. En 1940, après avoir voulu partir en Espagne, Olivier Guichard poursuit ses études à la faculté de Bordeaux puis de Lyon jusqu'en 1942. Il revient à Paris et, pour échapper au STO, il s'engage dans les marinières comme conducteur de péniches en 1943. L'année suivante, il part dans le Sud-Ouest, rejoint un maquis et participe à la libération de Libourne. En septembre 1944, il s'engage dans l'infanterie coloniale et rejoint son régiment à Besançon. Il passe la fin de la guerre en Alsace et sur le Rhin.

Dès 1947, coopté par son ami René Rivière, Olivier Guichard rejoint le mouvement gaulliste en tant que chargé de mission au RPF. Il est alors nommé délégué du RPF en charge de huit départements du Sud-Ouest : Gironde, Landes, Pyrénées-Atlantiques, Hautes-Pyrénées, Lot, Lot-et-Garonne, Gers et Tarn-et-Garonne. En 1951, à la demande de Georges Pompidou qui part chez Rothschild, Olivier Guichard le remplace en tant que chef de cabinet du général de Gaulle. Ainsi, il est l'un des proches collaborateurs du Général durant sa « traversée du désert », période qui débute avec l'échec des élections municipales en 1953 (et la dissolution du RPF), et s'achève avec le retour au pouvoir du général de Gaulle en 1958. Olivier Guichard travaille alors à Paris, où il est notamment en

charge d'organiser les rencontres entre de Gaulle, qui vient deux fois par semaine, et les personnalités qui comptent. Il voyage également aux côtés du Général. Il prend parallèlement un poste de direction des relations publiques au Commissariat à l'Énergie atomique, entre 1955 et 1958.

En 1958, Olivier Guichard devient directeur adjoint du cabinet de De Gaulle. La même année, il est nommé préfet de 3^e classe, hors cadre. À partir de 1959 il est conseiller technique au Secrétariat général de la présidence de la République pour les questions politiques puis il quitte l'Élysée pour devenir délégué général à l'organisation commune des régions sahariennes, d'août 1960 à avril 1962. Après les accords d'Évian, il quitte ce poste et devient chargé de mission auprès de Georges Pompidou (Premier ministre du 14 avril 1962 au 10 juillet 1968). Il est le premier délégué à la toute nouvelle Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale fondée le 14 février 1963. Au sein de la DATAR, il parvient à mettre en avant l'importance qu'il accorde au rôle des régions. Il y demeure jusqu'en avril 1967. La même année, il est élu député de Loire-Atlantique. Il est également nommé ministre de l'Industrie, poste qu'il occupe jusqu'en 1968. Il est ensuite ministre du Plan et de l'Aménagement du territoire jusqu'en 1969. Il prépare le référendum de 1969 sur la régionalisation et la réforme du Sénat, projet repris et développé par le ministre Jean-Marcel Jeanneney et dont l'échec provoque le départ du général de Gaulle.

Ministre de l'Éducation nationale entre 1969 et 1972 dans le gouvernement de Jacques Chaban-Delmas, il est notamment à l'origine de la création de l'université de technologie de Compiègne. Par la suite, ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement, du Logement et du Tourisme dans les deux gouvernements de Pierre Messmer, entre 1972 et 1974, il favorise le développement des autoroutes concédées et la création de la zone industrielle de Fos-sur-Mer. Parallèlement, il fait interdire en 1973 la construction des grands ensembles typiques des années 1960. Enfin, il est ministre de la Justice entre 1976 et 1977, dans le gouvernement Raymond Barre. Sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, il préside le rapport *Vivre ensemble*, publié en septembre 1976. Cette Commission comprenait des élus, des fonctionnaires et des experts qui, pendant près d'un an, constituent un volumineux dossier sur la crise des collectivités locales et les remèdes à lui apporter.

Par ailleurs, Olivier Guichard est maire de La Baule entre 1971 et 1995, et devient président du Conseil régional des Pays-de-Loire en 1976. Il a aussi été président du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et conception et des rivages lacustres entre 1986 et 1989. Considéré comme un des « barons du gaullisme », il participe activement à préserver son héritage, notamment par sa participation à la création de Carrefour du gaullisme en 1979. Il se fait également le biographe de De Gaulle, avec la publication de *Mon Général*, en 1980.

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Ministre de l'Industrie (1967-1968)

Ministre du plan et de l'aménagement du territoire (1968-1969)

Ministre de l'Éducation nationale (1969-1972)

Ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Équipement, du Logement et du Tourisme (1972-1974)

Ministre d'État, Aménagement du territoire (1974)

Ministre d'État, Garde des Sceaux et Ministre de la Justice (1976-1977)

Député de Loire-Atlantique : 7^e circonscription (1967-1998)

Président du conseil régional des Pays de la Loire (1974-1998)

Maire de Néac (1962-1971)

Maire de La Baule (1971-1995)

DÉCORATIONS

Officier de la Légion d'Honneur

Médaille militaire

Croix de guerre 39-45

ÉCRITS DU TÉMOIN

Aménager la France, Paris, Robert Laffont, 1965, 247 p.

L'éducation nouvelle, Paris, Plon, 1970, 162 p.

Un chemin tranquille, Paris, Flammarion, 1975, 214 p.

Mon Général, Paris, Grasset, 1980, 484p.

« Témoignage [sur Mai 1958] », *Espoir*, no 116, octobre 1998, p. 13.

Vingt ans en 40, Paris, Fayard, 1999, 184 p.

« Entretien avec Paul-Marie de La Gorce [De Gaulle et les régions] », *Espoir*, no 127, juin 2001, p. 15.

« Du RPF à Matignon », *Espoir*, no 138, mars 2004, p. 121.

« L'élection ramenait le Général sur le terrain des Français. Extrait de son ouvrage, *Mon Général* », *Espoir*, no 145, décembre 2005, p. 24.

« Pas de ville sans cité », 1973, dans PAQUOT, Thierry (dir.), *Banlieues, un anthologie*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2008, 124 p.

JEAN-LOUIS GUILLAUD

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	3 entretiens, durée : 3h32 – Soumis à l'autorisation du témoin
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Conceptions de Georges Pompidou – Disparition du général de Gaulle (1968) – Élections présidentielles de 1965 – Entourage – Image de Georges Pompidou – Information – Mai 1968 – Ministère de l'Information – ORTF – Pratique présidentielle – Publicité – SECAM – Service de presse – SLII – Télévision
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Jean-Louis Guillaud est né le 5 mars 1929 à Caen (Calvados) et décédé le 3 décembre 2015. Jean-Louis Guillaud commence sa carrière de journaliste en 1953, à l'âge de vingt-quatre ans. Il exerce d'abord au service politique de la Société générale de presse, puis à celui de *Paris Jour*. En 1961, après un séjour en Algérie comme directeur adjoint de l'Information de la Délégation générale du gouvernement, il entre au service politique de *France-Soir* (où exerce également Jean Ferniot) et au *Nouveau Candide*. De 1963 à 1968, il est rédacteur en chef de l'actualité télévisée à la RTF (1963-1968). Devenu directeur adjoint de l'actualité télévisée en septembre 1968, il en est promu directeur en janvier 1969, succédant à Édouard Sablier. En 1969-1970, il est directeur chargé de mission auprès de Jean-Jacques de Bresson (directeur général de l'ORTF), et responsable de la coordination des études préparatoires à la création de la troisième chaîne de télévision (1969-1970).

Membre du comité radio-télévision du VI^e Plan, il est affecté au service de presse dirigé par Denis Baudoin comme chargé de mission au secrétariat général de la Présidence de la République (1970-juillet 1972). Il devient ensuite directeur de la régie des stations régionales de la troisième chaîne de télévision à l'ORTF jusqu'en 1974.

En 1975, Jean-Louis Guillaud est nommé directeur général chargé des programmes à TF1. Il produit notamment l'émission « L'Île aux Enfants ». Il est ensuite PDG de TF1 de 1978 à mai 1981. Il reste dans les milieux de la télévision et de l'information, notamment comme directeur général de Antégor et Wagram Audio-transferts de 1981 à 1983, directeur des activités de télévision du groupe Hachette (1984-1987), président de l'AFP (1987-1990), président de TV France International (1994-2009).

DÉCORATIONS

Officier de la Légion d'honneur

Officier de l'ordre national du Mérite

Chevalier des Arts et des Lettres

ÉCRITS DU TÉMOIN

1939, *la drôle de France : les photos retrouvées de l'AFP*, Paris, La Découverte/Agence France-Presse, 1989, 223 p.

« L'information télévisée au temps du Général », dans Institut Charles de Gaulle, *De Gaulle et les médias*, Paris, Plon, 1994, p. 246-252.

FRANÇOIS GUILLAUME

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	2 entretiens, durée : 2h50 – Librement consultable
Autres archives	Fondation de Gaulle : archives orales
Mots-clés	Agriculture – Aménagement du territoire – Crise de la chaise vide – Déjeuners – Élections présidentielles de 1969 – Entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun – Fiscalité – Institutions européennes – Mai 1968 – PAC – Politique des prix et des structures (agriculture) – Portrait de Georges Pompidou – Rénovation rurale – Syndicats agricoles
Noms de lieux	États-Unis – Lorraine

NOTICE BIOGRAPHIQUE

François Guillaume est né le 19 octobre 1932 à Ville-en-Vermois (Meurthe-et-Moselle). Après avoir passé le baccalauréat, il devient agriculteur en 1950 dans l'exploitation de sa famille et s'engage dans le syndicalisme agricole en 1957. En 1963, il est secrétaire général adjoint du CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs), qu'il préside de 1964 à 1968. À ce titre, durant la même période, il siège au Conseil économique et social au titre des organismes agricoles. En 1970-1971 il est membre de la section du plan et de la conjoncture au Conseil économique et social. Durant les années 1970, ses horizons deviennent européen : de 1972 à 1979 il est membre du Comité économique et social européen. Parallèlement, de 1972 à 1975, il est secrétaire adjoint de la FNSEA, qu'il préside de 1979 à 1986 (ce qui le conduit de nouveau à siéger au CES).

De 1971 à 1980, il préside le Parc naturel régional de Lorraine qu'il a contribué à fonder. Dans les années 1980, il préside la société Saint-Hubert Industrie Laitière et, de 1980 à 1986, il est président du Comité économique et social de Lorraine. En mars 1986, il est nommé ministre de l'Agriculture dans le gouvernement de Jacques Chirac, et exerce ces fonctions jusqu'en 1988. L'année suivante, il est élu député européen et s'intéresse de près, dans le cadre du Parlement européen, aux questions d'alimentation du Tiers-Monde. En 1993, il s'investit sur le plan national comme député RPR de Meurthe-et-Moselle (Lunéville) et est réélu jusqu'en 2007, date à laquelle il ne se représente pas. Il demeure cependant très actif en Lorraine, et investi dans la lutte contre la faim, sous la forme d'une association fondée en 1988 (Le Plan Guillaume pour un nouvel ordre économique mondial).

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Ministre de l'Agriculture (mars 1986-mai 1988)

Député de Meurthe-et-Moselle (1993-2007)

Député européen (1989-1993)

ÉCRITS DU TÉMOIN

Le pain de la liberté, Paris, J.-C. Lattès, 1983, 301 p.

Afrique le défi alimentaire. Colloque parlementaire du 20 mars 1997 à l'Assemblée nationale, Paris, Assemblée nationale, 1997, 119 p.

Le complot des maîtres du pouvoir, Paris, J.-C. Lattès, 1999, 156 p.

Vaincre la faim, Paris, Eyrolles, 2009, 217 p.

TOGNOLLI, Gino, *Les Trente Glorieuses en Lorraine, 1945-1975*, Nancy, Éditions Place Stanislas, 2010, 83 p. ; avec des témoignages de Jacques Chérèque et François Guillaume.

PIERRE GUIRAL

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 1h00 - Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Portrait de Georges Pompidou - Religions
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Pierre Guiral est né le 3 juillet 1909 à Marseille, d'un père employé de commerce, et décédé le 1^{er} janvier 1996, à Marseille également. Pierre Guiral est né le 3 juillet 1909 à Marseille d'un père employé de commerce. Pierre Guiral a fait toute sa carrière dans l'enseignement, d'abord dans l'enseignement secondaire comme professeur de lycée, successivement à Pau (1932-1933), Avignon (1933-1934) et Marseille (1934-1947), où il fait la connaissance de Georges Pompidou. En 1947, il est nommé assistant à la faculté des lettres d'Aix-en-Provence, débutant ainsi une carrière universitaire. Il soutient sa thèse en 1955 sur Prévost-Paradol, et est élu professeur dans la même université deux ans plus tard. Il exerce diverses responsabilités, notamment comme président de l'Institut historique de Provence (à partir de 1953), membre du comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale (à partir de 1967), vice-président de l'Association des amis de Jules Isaac (à partir de 1964), mais aussi membre de l'Académie de Marseille, de l'Association des amis d'Alain, de la société des amis de Chateaubriand.

« Sans renier ses propres convictions, un souci permanent de recherche de l'autre l'entraîne à s'approcher avec une sorte de fascination de sujets et de personnages discutés, voire controversés : anarchistes, maurrassiens, Napoléon III, Thiers, Clemenceau, ... et, pour commencer, le héros de sa thèse, Prévost-Paradol. Il est de même sensible au passé colonial de la France en Algérie qui fait, entre autres, l'objet de sa thèse complémentaire. Catholique convaincu, il n'a cessé d'entretenir des rapports privilégiés avec les autres communautés religieuses, protestants, israélites et orthodoxes. De même, d'extraction bourgeoise, il avoue sa préférence parmi ses œuvres pour sa *Vie quotidienne des domestiques*, un hommage aux humbles » (Roland Caty et Pierre Échinard, hommage à Pierre Guiral, sur Massalire, http://www.massalire.fr/biographie/guiral_pierre_bio.htm, consulté le 20 décembre 2012).

■ DÉCORATIONS

Légion d'honneur

■ ÉCRITS DU TÉMOIN

Les Bouches-du-Rhône, histoire et géographie du département, Grenoble, Bordas, 1945, 239 p. (avec Louis Pierrein)

Marseille et l'Algérie, Gap, Ophrys, 1956, 252 p.

Prévost-Paradol, 1829-1870 : pensée et action d'un libéral sous le Second Empire, Paris, PUF, 1955, 844 p.

Histoire générale de la presse française, Paris, PUF, 1969-1976, 5 volumes (co-dirigé avec Claude Bellanger, Jacques Godechot et Fernand Terrou)

Guide de l'étudiant en histoire moderne et contemporaine, Paris, PUF, 1971, 333 p. (avec René Pillorget et Maurice Agulhon)

Libération de Marseille, Paris, Hachette, 1974, 222 p.

La Vie quotidienne en France à l'âge d'or du capitalisme, 1852-1879, Paris, Hachette, 1976, 285 p.

La Provence de 1900 à nos jours, Toulouse, Privat, 1978, 414 p.

La Vie quotidienne des domestiques en France au XIX^e siècle, Paris, Hachette, 1978, 287 p. (avec Guy Thuillier)

La Vie quotidienne des députés en France de 1871 à 1914, Paris, Hachette, 1980, 379 p. (avec Guy Thuillier)

La Vie quotidienne des professeurs en France en 1870 à 1940, Paris, Hachette, 1982, 315 p. (avec Guy Thuillier)

Histoire de Marseille, Paris, Mazarine, 1983, 371 p. (avec Paul Amargier)

Adolphe Thiers, ou De la nécessité en politique, Paris, Fayard, 1986, 622 p.

Les Marseillais dans l'histoire, Toulouse, Privat, 1988, 317 p. (co-dirigé avec Félix Reynaud)

Les militaires à la conquête de l'Algérie, 1830-1857, Paris, Critérion, 1992, 318 p.

Clemenceau en son temps, Paris, Grasset, 1994, 457 p.

L'âge d'or du capitalisme : 1852-1879, Paris, Hachette, 1995, 265 p.

Pierre Guiral a d'autre part publié de nombreux articles de recherche, avant-propos, éditions de documents, catalogues d'exposition, etc.

MICHEL HABIB-DELONCLE

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	6 entretiens, durée : 9h26 – Librement consultable
Autres archives	Fondation de Gaule : archives orales
Mots-clés	Assises de Lille (1967) – Chargé de mission – Commission européenne – Conseiller technique – Construction européenne – Déclarations de Rome et de Genève – Défense nationale – Départ de Matignon (juillet 1968) – Élections législatives de 1962 – Élections législatives de 1967 – Élections législatives de 1968 – Élections législatives de 1973 – Élections présidentielles de 1965 – Élections présidentielles de 1969 – Élections présidentielles de 1974 – Entourage – Entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun – Gaullistes de gauche – Georges Pompidou directeur de cabinet – Gouvernement Chaban-Delmas – Gouvernement Messmer – Guerre du Kippour – <i>La Nation</i> (journal) – Mai 1968 – Maladie présidentielle – Manifestation du 30 mai 1968 – Manifeste des présidents de commission UDR – Ministère de l'Éducation nationale – Mouvement paneuropéen – Mouvements gaullistes – MRP – Nomination de Georges Pompidou (1962) – Nouvelle Société – ORTF – Ouverture – Parlement européen – Pratique gouvernementale – Pratique présidentielle – Quinquennat – Référendum de 1969 – Référendum de 1972 – Réforme constitutionnelle de 1962 – Relations avec le Parlement – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Relations entre Pompidou et Chirac – Relations entre Pompidou et Couve de Murville – Relations entre Pompidou et de Gaulle – Républicains indépendants – RPF – UDR – UNR – UNR-UDT
Noms de lieux	Chine – Moyen-Orient

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Michel Habib-Deloncle est né le 26 novembre 1921 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine) et décédé le 26 octobre 2006 à l'hôpital Georges-Pompidou à Paris. Il débute sa scolarité au lycée Condorcet, avant d'obtenir son baccalauréat avec la mention « très bien » en juin 1938. Il continue sa formation par de brillantes études à l'École libre des sciences politiques, dans la section diplomatie (il est major de sa promotion en 1940). Cependant, en 1940, les lois sont telles que Michel Habib-Deloncle, fils d'étranger, ne peut travailler dans la fonction publique. Il poursuit alors ses études à la Faculté de droit et de lettres de Paris. Il est diplômé d'études supérieures de droit public et de droit privé, et obtient également une licence d'histoire.

Sous l'Occupation, Michel Habib-Deloncle s'engage dans le mouvement résistant des Jeunes Chrétiens Combattants dirigé par Gilbert Dru et Maurice-René Simonnet. Il établit notamment un réseau permettant aux étudiants voulant échapper au Service de Travail Obligatoire (STO) de rejoindre le maquis. Il décide également d'organiser des cours de secourisme de la Croix-Rouge pour

tous ceux qui souhaiteraient rejoindre les services de santé de l'armée de l'Intérieur. Pendant son activité de résistant, il fait la connaissance de Claude Verny, le fondateur de l'Organisation Civile et Militaire des Jeunes (OCMJ). Après la guerre, de 1945 à 1947, grâce à Claude Verny, Michel Habib-Deloncle parvient à échapper au service militaire et devient substitut du procureur général français Henri Donnedieu de Vabres auprès du tribunal militaire international de Nuremberg.

Dès 1948, Michel Habib-Deloncle s'engage en politique et entre dans le Rassemblement du Peuple Français (RPF). Tout au long de sa carrière politique, il reste fidèle au gaullisme, ne quittant plus le parti gaulliste sous ses différentes appellations. Il fait d'ailleurs souvent parti de ses instances dirigeantes. Par exemple, de 1948 à 1954, il est secrétaire administratif du groupe RPF de l'Assemblée nationale. En 1959, il est Trésorier puis Secrétaire général exécutif du groupe Union pour la Nouvelle République (UNR) à l'Assemblée nationale, avant d'en être le vice-président de 1961 à 1962. Par ailleurs, de 1954 à 1958, il est Conseiller de l'Union française, inscrit au groupe des Républicains sociaux.

Lors des élections législatives de 1958, Michel Habib-Deloncle se présente sous les couleurs de l'UNR dans la 20^e circonscription de la Seine (XVI^e arrondissement de Paris). Il est élu député au deuxième tour, le 30 novembre 1958. Il s'y représente et est réélu successivement aux élections législatives de novembre 1962, de mars 1967 et de juin 1968. À l'Assemblée nationale, il est notamment l'un des défenseurs de la réforme de la Constitution proposée par le général de Gaulle en 1962.

Appelé au gouvernement, Michel Habib-Deloncle cède son siège de député à sa suppléante Odette Launay, membre du Centre féminin d'études et d'information (CFEI) depuis sa création en 1965 et directrice de la revue *Femme Avenir*. Du 28 novembre 1962 au 8 janvier 1966, Michel Habib-Deloncle est secrétaire d'État aux Affaires étrangères dans le deuxième gouvernement de Georges Pompidou, sous la tutelle de Maurice Couve de Murville, ministre des Affaires étrangères.

Dans le troisième gouvernement de Georges Pompidou, du 8 janvier 1966 au 1^{er} avril 1967, Michel Habib-Deloncle est secrétaire d'État à l'Éducation nationale, sous la tutelle du ministre de l'Éducation nationale Christian Fouchet. Durant son mandat, il s'occupe particulièrement de l'enfance inadaptée et handicapée. Il défend également le gouvernement sur des sujets polémiques, tels que l'amnistie des ultras de l'Algérie ou l'affaire Ben Barka en 1966.

De 1967 à 1973, Michel Habib-Deloncle fait partie de la délégation parlementaire française au Parlement européen, où il s'intéresse aux questions internationales (d'Europe et du Moyen-Orient principalement). En 1972, il est vice-président du parlement européen. De 1967 à 1974, Michel Habib-Deloncle est également directeur politique du journal gaulliste *La Nation*.

Grand ami des pays arabes – Michel Habib-Deloncle était rapporteur de la Commission des Affaires étrangères sur les questions du Proche et Moyen-Orient, fonction qui lui permit de rencontrer des personnalités telles que le roi Fayçal d'Arabie, ainsi que les présidents égyptien Gamal Abdel Nasser et libanais Charles Hélou –, il fut sollicité par la Ligue des États arabes pour prendre la présidence de la Chambre de commerce franco-arabe (CCFA) dont il fit un acteur central dans la promotion et le développement des relations économiques et commerciales franco-arabes. Il en est le président depuis sa fondation le 8 décembre 1970 jusqu'en juin 2002.

DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'honneur

Croix de guerre 39-45

ÉCRITS DU TÉMOIN

Le phénomène du redressement français / conférence prononcée par Michel Habib-Deloncle le 20 novembre 1958, Impr. SPI, Paris, 1958, 19 p.

La V^e République : un chef d'œuvre en péril, France-Empire, Paris, 1988, 183 p.

« Des grandes mutations agricoles à la PAC », *Espoir*, no 156, mars 2009, p. 29.

AUGUSTE HAURY

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 2h03 – <i>Communicabilité inconnue</i>
Autres archives	<i>Inconnues</i>
Mots-clés	Art et culture – ENS/Normaliens – LAURS – Louis-le-Grand – Mai 1968 – Portrait de Georges Pompidou – Sport – Université
Noms de lieux	DOM-TOM – Japon – RFA – URSS

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Auguste Haury est né le 28 février 1910 et décédé en juin 2002. Il fait de brillantes études de lettres : deux prix au concours général de 1926, entrée à l'École normale supérieure en 1930, agrégation de lettres en 1935. Il enseigne le latin en lycée à Vesoul (1935-1942), Lyon (1942-1946) et enfin Saint-Germain-en-Laye (1946-1953). En 1953 il est recruté comme chargé d'enseignement à l'université de Bordeaux, où il fait carrière jusqu'à sa retraite en 1978 comme professeur de langue et de littérature latine. Il rencontre Georges Pompidou en classes préparatoires et garde contact avec lui jusqu'à la fin de sa vie, notamment par l'intermédiaire des « pots normaliens ».

ÉCRITS DU TÉMOIN

L'auteur, enseignant à l'université, a écrit un certain nombre d'articles de recherche. Nous ne mentionnons que les ouvrages dans cette liste :

- *L'ironie et l'humour chez Cicéron*, Leiden, E.J. Brill, 1955, 328 p.
- *La Ciris. Poème attribué à Virgile*, Bordeaux, éditions Bière, 1957, XLIX-79 p.

- *Regulus vel pueri soli sapiunt. Antonius a Sancto Exuperio scripsit et ipse picturis ornavit ; qui liber « Le Petit Prince » inscribitur, ab Augusto Haury in latinum conversus*, Paris, F. Hazan, 1961, 95 p.
- *Cicéron : Orationes in Catilinam*. Édition, introduction et commentaire de Auguste Haury, Paris, PUF, coll. « Érasme », 1969, 200 p.

ANDRÉ HOLLEAUX

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	3 entretiens, durée : 3h20 – Soumis à l'autorisation du témoin
Autres archives	Archives nationales : 548AP (fonds privé André Holleaux)
Mots-clés	Censure – Cinéma – Culture – Déconcentration/décentralisation – Éducation populaire – Mai 1968 – Ministère des Affaires culturelles – ORTF – Patrimoine – Pratique gouvernementale – Relations entre Pompidou et Malraux
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

André Pierre Holleaux est né le 30 juin 1921 à Paris et décédé en juillet 1997. Son père, agriculteur en Tunisie, vend sa propriété après la guerre de 1914-1918 et rentre à Paris vivre de ses rentes. Sa mère, d'origine italienne, est issue d'une famille de bijoutiers de la Rue de la Paix. Après une jeunesse qu'il qualifie de « sans histoire », André Holleaux se cache durant l'Occupation et gagne la zone Sud, où il se fait embaucher comme mineur de fond à Gardanne. Malgré une profonde admiration pour de Gaulle dès 1942, le témoin avoue qu'il pensait peu à la politique à cette époque. Très impressionné par l'arrivée des troupes alliées en août 1944, il s'engage dans la 2^e division du général Leclerc en 1944 après la libération de Paris et participe notamment à la libération de Strasbourg. Se présentant au concours du Conseil d'État à la session réservée aux candidats empêchés par la guerre, André Holleaux y entre en octobre 1946. C'est à ce moment-là que, en 1947 ou 1948, il rencontre Georges Pompidou alors maître des requêtes.

André Holleaux, catholique, sympathise rapidement avec un certain nombre de personnages influents du MRP, notamment Robert Lecourt (président du MRP), Pierre-Henri Teitgen (ministre d'État et vice-président du Conseil), Jean Letourneau (ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme), Paul Bacon (ministre du Travail). Il entre dans les réseaux démocrates-chrétiens en travaillant sur des problèmes juridiques confiés par le groupe MRP de l'assemblée nationale. Lorsque

Robert Lecourt devient Garde des Sceaux en 1948, il l'appelle dans son cabinet et le charge de l'administration pénitentiaire, ce qui conduit André Holleaux à se rendre dans de nombreuses prisons et maisons centrales. Il en conserve un souvenir très marquant, notamment de la présence de gradés, de généraux, ou d'amiraux ayant subi les conséquences de l'épuration administrative. Durant cette période charnière de sa carrière politique, il se lie également avec des aumôniers des prisons, en particulier le Père Mouren avec lequel il crée l'association « Les Liens Brisés » (dont il sera président jusqu'aux années 1990) afin d'aider les jeunes menacés par des enquêtes judiciaires ou qui sortent de prison. Cet passage par les cabinets ministériels lui permet d'autre part de découvrir les rouages de l'État.

André Holleaux devient ensuite administrateur du Bureau central d'études pour les équipements d'outre-mer (société d'État) et parallèlement à ses fonctions au Conseil d'état, désireux de connaître la France d'outre-mer, il en est nommé directeur de la caisse centrale à Madagascar en 1951, dirigée par André Postel-Vinay. Il revient ensuite dans les milieux gouvernementaux comme membre de cabinet : commissaire du gouvernement au contentieux en 1953, conseiller technique au cabinet de Jules Ramadier secrétaire d'État à la Marine marchande (1953), conseiller technique au cabinet d'André Bettencourt secrétaire d'État à l'information dans le gouvernement Mendès France (1954-1955). Il devient ensuite membre du Conseil supérieur de la cinématographie en 1956 en tant que membre du cabinet du Secrétaire d'État de l'Information pour des missions occasionnelles.

Le Conseil d'État lui propose finalement de partir en 1956 au Cambodge comme conseiller du gouvernement royal cambodgien pour un travail d'expert. Le prince Sihanouk avait en effet demandé au Conseil d'État un collaborateur afin de créer un Conseil d'État dans son propre pays. Durant cette période qui le marque profondément, André Holleaux entretient ainsi des relations avec le prince et se passionne pour l'Asie.

À son retour en 1958, l'ancien MRP Robert Buron, alors ministre des Travaux publics, lui demande d'intégrer son cabinet en tant que directeur adjoint. Il rejoint l'année suivante celui du garde des Sceaux Edmond Michelet en qualité de directeur de cabinet cette fois-ci, poste qu'il occupe jusqu'en 1961. L'essentiel de ses missions l'envoie en Algérie. C'est d'ailleurs au cours de cette période qu'il croise à nouveau Georges Pompidou. Le ministre d'État chargé des Affaires culturelles André Malraux lui demande ensuite en 1962 de remplacer son directeur de cabinet, Georges Loubet.

André Holleaux occupe ces fonctions jusqu'en 1965, année tournant lorsqu'il devient simultanément Directeur général du Centre national de la cinématographie française (jusqu'en 1969) ainsi que Membre du conseil d'administration de l'ORTF (jusqu'en 1970). Il est finalement réintégré au Conseil d'État en 1970 et nommé Conseiller d'État en 1971. La même année, il accède à la présidence du Conseil administratif supérieur de la ville de Paris, qu'il exerce jusqu'en 1977. Par la suite, il sera notamment Président-directeur général de FR3 (1982-1985). Il prend sa retraite du Conseil d'État en 1990, mais continue d'avoir des activités variées : président de la commission de contrôle des assurances (1990-1995), conseiller régional d'Île-de-France (1992-1997) et président du comité régional de l'environnement (1993-1997).

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Conseiller régional d'Île-de-France (1992-1997)

DÉCORATIONS

Officier de la Légion d'honneur

Commandeur de l'ordre national du Mérite

Croix de guerre 39-45

Commandeur des Arts et des Lettres
Officier du Mérite sportif
Plusieurs décorations étrangères, dont du Cambodge

ÉCRITS DU TÉMOIN

« Le gouvernement du Cambodge contemporain », *Politique étrangère*, no 4, 1958, p. 414-426.

« L'administration des magistrats et leur indépendance », *Revue française de science politique*, vol. 13, no 1, 1963, p. 44-65.

Environnement et cadre de vie en Île-de-France à l'horizon 2015 : vers un nouveau schéma directeur de l'Île-de-France. Actes du colloque du 6 juin 1991, Paris, M et M Conseil, 1991, 75 p.

Le juge administratif et l'urbanisme : l'expropriation pour cause d'utilité publique, chronique de jurisprudence 1985-1994, Paris, EFE, 1994, 282 p.

CÉLÉRIER, Thibaut, et HOLLEAUX, André, *300 arrêts analysés pour un permis de construire conforme au POS*, Paris, EFE, 1996, 282 p.

« Témoignage [sur André Malraux] », *Espoir*, no 111, avril 1997, p. 55-58.

Malraux ministre au jour le jour : souvenirs, Paris, Comité d'histoire du Ministère de la Culture/Documentation française, 2004, 187 p.

LUCIENNE HUBERT-RODIER

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	3 entretiens, durée : 3h00 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Conférences de presse – Déclarations de Rome et de Genève – Départ de Matignon (juillet 1968) – Élections présidentielles de 1969 – Georges Pompidou directeur de cabinet – Guerre d'Algérie – Image de Georges Pompidou – Journalistes – <i>La Nation</i> (journal) – Mai 1968 – Manifestation du 30 mai 1968 – Nomination de Georges Pompidou (1962) – Politique étrangère – Pratique présidentielle – Référendum de 1969 – Relations entre Pompidou et Couve de Murville – RPF – Voyage aux États-Unis (1970) – Voyages présidentiels
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Lucienne Hubert-Rodier est née le 14 décembre 1915 à Bagdad (Irak) et décédée le 24 juin 2012 à Paris. Son père était originaire de Marseille et devient consul de France en Mésopotamie. Il est fait prisonnier par les Turcs pendant la Première Guerre mondiale et revient à Marseille en 1919. Le frère de Lucienne Hubert-Rodier, Édouard Sablier, fut également journaliste, notamment au *Monde*. Lucienne Hubert-Rodier (c'est le nom de son mari) fait ses études dans des écoles religieuses puis au lycée Molière jusqu'au baccalauréat qu'elle passe à 16 ans et demi, en 1932. À la stupéfaction de sa famille, elle souhaite devenir journaliste. Un ami de la famille, député et directeur d'un périodique, lui conseille de faire des études supérieures afin de pouvoir traiter des sujets intéressants. Elle choisit les études de droit, qu'elle conduira jusqu'au doctorat, obtenu vers 1938. Elle suit également un cours de journalisme à la Sorbonne. Les questions internationales l'intéressent tout particulièrement, notamment du fait des nombreux déplacements connus du fait du métier de son père, tandis que la France de Vichy la détourne des questions de politique intérieure.

Elle se marie en 1940 et est rapidement mère, si bien qu'elle ne commence réellement à travailler qu'en 1945-1947, malgré quelques papiers dans *Paris-Midi*. D'autre part, durant la guerre, elle participe immédiatement avec son mari à un réseau franco-polonais qui faisait passer des gens à Londres. À la Libération, comme elle avait été résistante, le général de Gaulle devient sa référence, même si elle avait été proche de la SFIO dans les années 1930 et ne s'inscrira jamais à un parti. En 1947, elle commence à écrire dans le journal *Samedi Soir*, couvrant l'actualité étrangère. Après la disparition du journal en 1954, elle devient attaché de presse pour le compte du Comité des Foires, ce qui la conduit à faire de nombreux voyages à l'étranger (Brésil, Pérou, Finlande...). Vers 1958-1959, elle rejoint le journal gaulliste *La Nation*, grâce aux contacts qu'elle avait conservés avec des journalistes gaullistes. Elle y exercera de 1960 à 1981. D'autre part, elle a longtemps été secrétaire générale de l'Association de la presse diplomatique.

DÉCORATIONS

Officier de la Légion d'honneur

ÉCRITS DU TÉMOIN

« Revue de presse consécutive au dévoilement de la statue du général de Gaulle à Québec, le 23 juillet 1997 », *Espoir*, no 112, septembre 1997, p. 59.

PAUL HUVELIN

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	3 entretiens, durée : 3h10 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Accords de Grenelle (1968) – Affaire Markovic – <i>Anthologie de la poésie française</i> – Chasses présidentielles – Disparition du général de Gaulle (1968) – Franc – Mensualisation – Nouvelle Société – Participation – Patronat – Portrait de Georges Pompidou – Relations entre Pompidou et de Gaulle – Syndicats
Noms de lieux	Afrique – États-Unis – Japon – RFA – Royaume-Uni – Tunisie – URSS

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Paul Huvelin est né le 22 juillet 1902 à Chorey-lès-Beaune (Côte-d'Or) et décédé le 8 octobre 1995. Il est très marqué par la Première Guerre mondiale vécue comme adolescent avec quatre frères au front, ainsi que par la Seconde. Il fait son service militaire comme lieutenant d'artillerie après l'École polytechnique, puis entre, en 1924, à la Métallurgique de Normandie. En 1928, il entre dans le groupe de la Générale d'entreprises où il découvre le métier et les responsabilités de chef d'entreprise, dans des compagnies d'électricité. C'est ainsi que de 1940 à 1946, il est PDG de l'Énergie électrique du Nord de la France. Lors de la nationalisation de l'électricité après la Seconde Guerre mondiale, il est temporairement inspecteur chez EDF en 1946-1947, avant de faire partie des fondateurs de Kléber-Colombes en association avec des Américains (il en devient président en 1959). Il fait en 1947 un voyage aux États-Unis, ce qui change complètement ses perspectives et le conduit à s'engager dans le syndicalisme patronal en faveur de l'industrie.

En 1966, il succède à Georges Villiers comme président du CNPF, fonction qu'il conserve jusqu'en 1972, et siège à ce titre au Conseil économique et social de 1965 à 1975. Il en sera président d'honneur jusqu'à la fin de sa vie. Il a également présidé l'UNICE (Union des confédérations des industries et des employeurs d'Europe, syndicat patronal européen fondé en 1958) de 1971 à 1976, ainsi que le Centre français de promotion industrielle en Afrique (CEPIA) de 1973 à 1983, et administrateur de nombreuses sociétés.

DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'honneur

Grand officier de l'ordre national du Mérite

Commandeur des Palmes académiques

ÉCRITS DU TÉMOIN

L'entreprise dans la compétition internationale, Jouy-en-Josas, CRC, 1969, 58 p.

PHILIPPE D'IRIBARNE

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 1h30 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Aérotrain – Aménagement du territoire – Concorde – Ministère de l'Équipement – Ministère des Finances – Transports
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Philippe d'Iribarne est né le 7 mars 1937 à Casablanca (Maroc). Il fait de brillantes études d'ingénieur (X-Mines), complétées par un cursus de sciences politiques. Il commence sa carrière en Algérie, comme chargé de mission à la direction de l'énergie et de l'industrialisation (1960-1961), puis passe quatre années à Toulouse comme ingénieur des mines puis comme chargé de mission auprès du préfet de région Midi-Pyrénées. En 1966, il entre au cabinet d'Edgard Pisani, ministre de l'Équipement. L'année suivante, il entre à la direction de la Prévision du ministère des Finances, où il est responsable de la section « Recherche et informatique », jusqu'en 1972.

En 1973-1974, il est nommé chargé de mission à la présidence de la République pour les questions de civilisation et de conditions de vie. Entre-temps, en 1972, il devient directeur du CEREBE au CNRS (centre de recherche sur le bien-être, qui devient par la suite « Gestion et société »), fonctions qu'il exerce jusqu'à aujourd'hui.

DÉCORATIONS

Chevalier de la Légion d'honneur

ÉCRITS DU TÉMOIN

La science et le prince, Paris, Denoël, 1970, 359 p.

Les consommations alimentaires. Rapport principal du Centre de recherche sur le bien-être, Paris, CEREBE, 1972, 62 p.

La politique du bonheur, Paris, Le Seuil, 1973, 239 p.

BIDOU, Catherine, et d'IRIBARNE, Philippe, *Caractéristiques de l'habitat, qualité de l'habiter et malaise du logement*, Paris, CEREBE, 1974, 124 p.

Le gaspillage et le désir, Paris, Fayard, 1975, 154 p.

La logique de l'honneur : gestion des entreprises et traditions nationales, Paris, Le Seuil, 1989, 279 p.

Le chômage paradoxal, Paris, PUF, 1990, 191 p.

Culture et mondialisation : gérer par-delà les frontières, Paris, Le Seuil, 1998, 354 p. (ouvrage collectif)

Le Tiers-Monde qui réussit : nouveaux modèles, Paris, Odile Jacob, 2003, 272 p.

L'étrangeté française, Paris, Le Seuil, 2006, 289 p.

Penser la diversité du monde, Paris, Le Seuil, 2008, 169 p.

L'épreuve des différences : l'expérience d'une entreprise mondiale, Paris, Le Seuil, 2009, 164 p.

Les immigrés de la République : impasses du multiculturalisme, Paris, Le Seuil, 2010, 131 p.

L'envers du moderne : conversations avec Julien Charnay, Paris, CNRS, 2012, 196 p.

L'islam devant la démocratie, Paris Gallimard, 2013, 186 p.

ROBERT JABLON

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	2 entretiens, durée : 3h15 – Librement consultable
Autres archives	CHEFF : archives orales (durée : 26h46)
Mots-clés	Banque Rothschild – Décolonisation – Georges Pompidou banquier – Georges Pompidou directeur de cabinet – Guerre d'Algérie – Pétrole – Portrait de Georges Pompidou
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Robert Jablon est né le 29 avril 1909 à Paris (Seine) et décédé le 2 mars 2008. Il entre chez Rothschild en 1939 (il y reste jusqu'en 1975), y est directeur à partir de 1956. Il a pour collaborateur de 1953 à 1962 Georges Pompidou à la banque Rothschild. Robert Jablon a également été administrateur de diverses sociétés, notamment PDG de la Fédération continentale (assurances-vie) de 1963 à 1974, PDG de Mim France et Mim Gestion, ainsi que d'une maison de titres qu'il a créée, Invesco France.

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Conseiller municipal de Jambville (Yvelines)

ÉCRITS DU TÉMOIN

JABLON, Robert, QUENNOUËLLE-CORRE, Laure, et STRAUS, André, *Politique et finance à travers l'Europe du XX^e siècle : entretiens avec Robert Jablon*, Bruxelles, Peter Lang, 2009, 399 p.

RAYMOND JANOT

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	2 entretiens, durée : 2h30 – Soumis à l'autorisation du témoin
Autres archives	◆ Fondation de Gaulle : archives orales ◆ Archives nationales : 4AG/25, « Secrétariat général de la Présidence, notes adressées au Président par le conseiller juridique Raymond Janot »
Mots-clés	Cabinet du général de Gaulle – Constitution de 1958 – Élections législatives de 1958 – Portrait de Georges Pompidou – Pratique présidentielle – Référendum de 1958 – Référendum de 1972 – Réforme constitutionnelle de 1962 – RPF – Seconde Guerre mondiale
Noms de lieux	Indochine – Outre-Mer – Yonne

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Raymond Janot est né le 9 mars 1917 à Paris et décédé le 25 novembre 2000 à Serbonnes (Yonne). Mobilisé en 1939, il voit ses études interrompues par la guerre. Il épouse en 1940 Catherine de Serbonnes qu'il a rencontrée à l'École libre des sciences politiques. Prisonnier en Allemagne, il s'évade en 1943, s'engage dans la Résistance dans le réseau de son épouse avant de rejoindre l'Algérie en 1944 pour entrer dans les Commandos de France. Après la guerre, il devient auditeur au Conseil d'État puis maître des requêtes en 1948. Parallèlement il assume des fonctions dans les milieux gouvernementaux, comme conseiller juridique de la présidence de la République (1947-1951), conseiller aux Affaires économiques du haut commissariat de France en Indochine (1951-1952), directeur de cabinet de Jean Letourneau, ministre des Relations avec les États associés (1952-1953). Il est ensuite secrétaire général du Conseil d'État de 1956 à 1959.

En juin 1958, il entre comme conseiller technique chargé de la Constitution à la présidence du Conseil, au cabinet du général de Gaulle, et y participe activement à la rédaction de la Constitution de la V^e République. De 1959 à 1960 il est secrétaire général de la Communauté, puis directeur général de la RTF (mars 1960-février 1962). Il est ensuite réintégré au Conseil d'État en 1962, jusqu'en 1986.

Parallèlement, Raymond Janot s'engage dans la politique locale : il est maire de sa commune, Serbonnes, dès 1947, et le restera jusqu'en 1971. Par la suite, tout en restant conseiller municipal, il est longtemps membre du conseil général de l'Yonne (1959-1992), et membre du CODER de Bourgogne (1964-1973). Enfin, il préside le Conseil régional de Bourgogne de 1989 à 1992.

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Conseiller général de l'Yonne (1959-1992)

Vice-président (1985-1989) puis président (1989-1992) du Conseil régional de Bourgogne

Maire de Serbonnes (1947-1971)

Conseiller municipal de Serbonnes (1977-1989)

ÉCRITS DU TÉMOIN

« Naissance d'une Constitution », *Espoir*, no 25, décembre 1978, p. 7.

« 39 ans après : quand naissait la V^e République. Au cabinet du général de Gaulle », *Espoir*, no 65, 1988, p. 25.

« Le général de Gaulle et le septennat », *Espoir*, no 77, décembre 1991, p. 9.

« Du discours de Bayeux à la Constitution de la V^e République », *Espoir*, no 108, septembre 1996, p. 12.

« Épisodes peu connus ou inconnus du passage de la IV^e à la V^e République », *Espoir*, no 118, mars 1999, p. 47-50.

JEAN-MARCEL JEANNENEY

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	2 entretiens, durée : 5h50 – Librement consultable
Autres archives	◆ Archives d'histoire contemporaine de Sciences Po : fonds Jean-Marcel Jeanneney ◆ IHTP : archives orales, ENT 0227-0229 (politique énergétique de la V ^e République)
Mots-clés	Accords de Grenelle (1968) – Affaire Ben Barka – Affaire Markovic – Allocations familiales – ANPE – Barons du gaullisme – CECA – Charbonnages – Choc pétrolier de 1973 – Chômage – Conférence des Açores (1971) – Contraception – Coopération – Déconcentration/décentralisation – Déclarations de Rome et de Genève – Disparition du général de Gaulle (1968) – Élections législatives de 1967 – Élections législatives de 1968 – Énergie – Entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun – Franc – Gaullistes de gauche – Grève des mineurs de 1963 – Immigration – Mai 1968 – Ministère de l'Industrie – Ministère des Affaires sociales – Mouvement réformateur – Nouvelle Société – Ordonnances de 1967 – Participation – Pétrole – Plan Pinay-Rueff – Portrait de Georges Pompidou – Quinquennat – Rapatriés d'Algérie – Référendum de 1969 – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Relations entre Pompidou et Debré – Relations entre Pompidou et de Gaulle – Salaires – Santé – Sécurité sociale – Sénat – SMIG/SMIC – Syndicats – UDR – Union économique et monétaire
Noms de lieux	Algérie – Haute-Saône – RFA

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Jean-Marcel Jeanneney est né le 13 novembre 1910 à Paris et décédé le 17 septembre 2010, à Paris également. Il fait de brillantes études de droit et d'économie dans les années 1930 (il rencontre Michel Debré à l'École libre des sciences politiques) et commence à enseigner en 1936 à Dijon puis en 1937 à la faculté de droit de Grenoble. Il reste en contact avec les milieux politiques qu'il connaît à travers son père, Jules Jeanneney, président du Sénat de 1932 à 1942. En 1944, il devient directeur de cabinet de son père, ministre d'État de septembre 1944 à janvier 1946 dans le gouvernement de Gaulle. À ce poste, il participe de près à la création de l'ENA et des IEP de Paris et Strasbourg. Il revient à Grenoble dès décembre 1945 comme professeur d'économie, et rapidement comme doyen de la faculté de droit (octobre 1947-1954). Parallèlement, il commence à enseigner l'économie politique en 1952 à la faculté de droit et de sciences économiques de Paris, tout en dirigeant les études économiques à la FNSP. Il publie à cette époque de nombreux ouvrages pédagogiques portant sur l'économie française et mondiale.

À l'automne 1958, il fait partie du comité Pinay-Rueff qui prépare la réforme économique et notamment le nouveau franc. Il est ensuite ministre de l'Industrie de janvier 1959 à avril 1962 (le

Commerce lui étant brièvement attribué de janvier à novembre 1959), avec Raymond Barre comme directeur de cabinet. Jean-Marcel Jeanneney est ensuite nommé haut-représentant de la France en Algérie de juillet 1962 à avril 1963 : il a pour tâche d'assurer l'application des accords d'Évian au lendemain de l'indépendance. Il est ensuite nommé président de la Commission d'études de la politique de Coopération (1963) et siège au Conseil économique et social de 1964 à 1966 au titre des personnalités qualifiées.

De janvier 1966 à mai 1968 il est ministre des Affaires sociales (réunissant le Travail et la Santé), puis brièvement ministre d'État et député UDR de l'Isère (juin-août 1968). Son mandat de député est écourté dans la mesure où il est nommé ministre d'État dans le gouvernement Couve de Murville, chargé de préparer la réforme du Sénat et la régionalisation. Le projet échoue lors du référendum du 27 avril 1969 et cause le départ du général de Gaulle. Jeanneney assume alors l'intérim du ministère de la Justice après la démission de René Capitant.

Sa carrière politique prend également un tournant local. Il est maire de Rioz de 1967 à 1989, conseiller général de Haute-Saône de 1965 à 1976, président du Conseil général de Haute-Saône en 1970-1971 (il démissionne en novembre 1971 lorsqu'il quitte l'UDR pour adhérer en 1972 au mouvement réformateur de Jean Lecanuet et Jean-Jacques Servan-Schreiber). Il soutient les candidatures de François Mitterrand en 1974 et 1981. En 1981, François Mitterrand le nomme représentant personnel du Président pour préparer le sommet du G7 à Ottawa.

Après 1969, Jean-Marcel Jeanneney revient à sa carrière universitaire, comme professeur d'économie à l'université Paris 1 (1970-1980, émérite à partir de 1982) et membre du Conseil d'administration de la Fondation nationale des sciences politiques. En février 1981, il fonde l'OFCE (observatoire français des conjonctures économiques), qu'il préside jusqu'en 1989.

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Ministre de l'Industrie (janvier 1959-avril 1962)

Ministre des Affaires sociales (janvier 1966-mai 1968)

Conseiller général de Haute-Saône (1965-1976)

Maire de Rioz (1967-1989)

DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'honneur

Grand-Croix de l'ordre national du Mérite

Commandeur des Palmes académiques

ÉCRITS DU TÉMOIN

Essai sur les mouvements des prix en France depuis la stabilisation monétaire (1927-1935), Paris, Sirey, 1936, 258 p.

Description statistique de la France et de son économie, 1919-1939, École nationale des cadres d'Uriage, 1941, 60 p.

COLLIARD, Claude-Albert, et JEANNENEY, Jean-Marcel, *Économie et droit de l'électricité*, Pais, Domat-Montchrestien, 1950, 277 p.

Cours d'économie sociale comparé, rédigé d'après les notes et avec l'autorisation de M. Jeanneney. Diplômes d'études supérieures économie politique, sciences économiques, 1952-1953, Paris, Les Cours de Droit, 1953, 309 p. [plusieurs rééditions]

Les commerces de détail en Europe occidentale : essai de comparaison internationale de la productivité des magasins et du travail commercial, Paris, Colin, 1954, 73 p.

Forces et faiblesses de l'économie française, 1945-1956, Paris, Colin, 1956, 340 p. [plusieurs rééditions]

Tableaux statistiques relatifs à l'économie française et l'économie mondiale, Paris, Colin, 1957, 202 p.

JEANNENEY, Jean-Marcel, et PERROT, Marguerite, *Textes de droit économique et social français, 1789-1957, Paris, Colin, 1957, 712 p.*

Cours d'économie financière, rédigé d'après les notes de M. J.-M. Jeanneney (licence, 4^e année, 1958-1959), Paris, Les Cours de Droit, 1959, 216 p. [plusieurs rééditions]

BARRE, Raymond, FLAMANT, Maurice, JEANNENEY, Jean-Marcel, et PERROT, Marguerite, *Documents économiques, Paris, PUF, 1958-1959, 2 volumes.*

Économie politique, Paris, PUF, 1959, 304 p. [plusieurs rééditions]

JEANNENEY, Jean-Marcel, et QUIERS-VALETTE, Suzanne, *Essai d'une comptabilité interrégionale française pour 1954, Paris, Colin, 1968, 2 volumes.*

À mes amis gaullistes, Paris, Presses Pocket, 1973, 251 p.

10 ans à la mairie de Rioz : compte rendu de mandat, Paris, 1977, 25 p.

Pour un nouveau protectionnisme Paris, Le Seuil, 1978, 155 p.

« De Gaulle et la régionalisation », *Espoir*, no 27, juin 1979, p. 37.

Seize années à la mairie de Rioz, Rioz, 1983, 15 p.

BARBIER-JEANNENEY, Élisabeth, et JEANNENEY, Jean-Marcel, *Les économies occidentale du XIX^e siècle à nos jours, Paris, FNSP, 1985, 2 volumes.*

Vouloir l'emploi, Paris, Odile Jacob, 1994, 238 p.

Écoute la France qui gronde, Paris, Arléa, 1996, 143 p.

Une mémoire républicaine : entretiens avec Jean Lacouture, Paris, Le Seuil, 1997, 348 p.

« Contribution [La Participation] », *Espoir*, no 125, décembre 2000, p. 43.

« La décentralisation voulue par de Gaulle et celle réalisée par Gaston Defferre, *Espoir*, no 127, juin 2001, p. 41.

Que vive la constitution de la V^e République, Paris, Arléa, 2002, 190 p.

« Comment aider le Tiers-Monde ? Un rapport vieux de quarante ans », *Espoir*, no 134, avril 2003, p. 29.

JEANNENEY, Jean-Marcel, et PUJALS, Georges, *Les économies de l'Europe occidentale et leur environnement international de 1972 à nos jours, Paris, Fayard, 2004, 762 p.*

Démocratie au village : la pratique du pouvoir à Rioz en Franche-Comté depuis la Révolution, Paris, FNSP, 2009, 554 p.

Jean-Marcel Jeanneney à l'OFCE : fondations et contributions (1981-1989). Textes choisis et introduits par Jean-Paul Fitoussi et Éloi Laurent, Paris, OFCE, 2011, 324 p.

BIBLIOGRAPHIE

KOCHER-MARBOEUF, Éric, *Le Patricien et le Général. Jean-Marcel Jeanneney et Charles de Gaulle, 1958-1969*, Paris, CHEFF, 2 volumes, 2003, 1209 p.

LISKENNE, Anne, *L'Algérie indépendante. L'ambassade de Jean-Marcel Jeanneney (juillet 1962-janvier 1963)*, Paris, Armand Colin, 2015, 288 p.

MICHEL JOBERT

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	9 entretiens, durée : 13h28 – Librement consultable
Autres archives	<ul style="list-style-type: none">◆ Archives nationales : fonds privé Michel Jobert (89 AJ)◆ Archives orales du ministère des Affaires étrangères et européennes : AO 37 (2 entretiens, 3h00)◆ IHTP : archives orales, ENT 0001-ENT 0101 (préparation du colloque « L'expérience Mendès France et le mendésisme »)
Mots-clés	Accords de Grenelle (1968) – Affaire Markovic – Alliance atlantique – Amis de Georges Pompidou – Annotations – Assemblée nationale – Assises de Lille (1967) – Bilan des années Pompidou – Cabinet politique – Cabinet technique – Cellule diplomatique – Centrisme – Chargé de mission – Chasses présidentielles – Cinéma – Conceptions de Georges Pompidou (Asie) – Conférence des Açores (1971) – Conseiller technique – Constitution de 1958 – Coopération – Cour des comptes – Crise de la chaise vide – CSCE – Déclarations de Rome et de Genève – Directeur de cabinet – Élections législatives de 1967 – Élections législatives de 1968 – Élections présidentielles de 1965 – Élections présidentielles de 1969 – Élections présidentielles de 1974 – ENA – ENFOM – Entourage – Entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun – Environnement – FGDS – Forêts – Force de frappe – Gaullistes de gauche – Gendarmerie – Georges Pompidou député du Cantal – Georges Pompidou directeur de cabinet – Guerre d'Algérie – Guerre du Kippour – Guerre du Vietnam – Image de Georges Pompidou – Institutions – Jeunes Loups – Latour-Maubourg – Livre sterling – Mai 1968 – Majorité – Maladie présidentielle – Ministère de l'Intérieur – Ministère des Affaires étrangères – Ministère des Finances – Notes – Nouvelle Société – Opposition – ORTF – Ostpolitik – OTASE – Participation – Pétrole – Politique étrangère – Préfets – Quinquennat – Rapatriés d'Algérie – Référendum de 1969 – Référendum de 1972 – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Relations entre Pompidou et de Gaulle – Relations entre Pompidou et les ministres – Relations entre Pompidou et Messmer – Républicains indépendants – Sciences Po – Secrétariat général de la Présidence – Secrétariat général pour les Affaires

	africaines et malgaches – Secrétariat général de la présidence de la République – SGCI – Sommet de Paris (1972) – Syndicats – UDR – UEO – Union économique et monétaire – UNR-UDT – Voyages
Noms de lieux	Afrique – Algérie – Auvergne – Cambodge – Chine – Colonies françaises – États-Unis – Israël – Japon – Maroc – Moyen-Orient – Québec – Royaume-Uni – Sahara – URSS

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Michel Jobert est né le 11 septembre 1921 à Meknès (Maroc) et décédé le 22 mai 2002 à Paris. Diplômé de Sciences politiques à l'été 1941, il quitte la France et n'y revient qu'à l'été 1944. Au moment du débarquement allié en Afrique du Nord, Michel Jobert est mobilisé comme 2^e classe au régiment des tirailleurs marocains de Casablanca, participant à la campagne d'Italie en 1943 puis au débarquement en Provence en 1944. Blessé en 1944, il rejoint son unité au printemps 1945 et travaille pendant huit mois à Innsbrück auprès de l'administrateur général de la zone française d'occupation. Après l'ENA, il entre à la Cour des comptes en décembre 1948.

Auditeur (1949) puis conseiller référendaire à la Cour des comptes (1953), Michel Jobert entre dans les cabinets ministériels de la IV^e République, auprès de Pierre Abelin, secrétaire d'État aux Finances (septembre 1952-janvier 1953), Paul Bacon, ministre du Travail et de la Sécurité sociale (janvier 1953-juin 1954) puis de Pierre Mendès France, président du Conseil du juin 1954 à février 1955. De 1956 à 1958, il est directeur de cabinet du haut commissaire de la République en AOF, Gaston Cusin, puis il officie comme directeur de cabinet du ministre d'État chargé de la Coopération puis des DOM-TOM, Robert Lecourt, de 1959 à 1961.

Il entre au cabinet du Premier ministre Georges Pompidou en mai 1963 comme directeur adjoint du cabinet, puis succède à François-Xavier Ortoli comme directeur du cabinet du Premier ministre du 8 janvier 1966 au 10 juillet 1968. Il reste au service de Georges Pompidou devenu député du Cantal de juillet 1968 à juin 1969, et travaille à ses côtés dans ses bureaux boulevard de Latour-Maubourg. Georges Pompidou le nomme Secrétaire général de la présidence de la République (20 juin 1969-6 avril 1973), puis ministre des Affaires étrangères des gouvernements Messmer (4 avril 1973-27 mai 1974). Parallèlement à ses fonctions auprès de Georges Pompidou, Michel Jobert fut président du Conseil d'administration de l'Office national des forêts (1966-1973).

Nommé conseiller-maître à la Cour des comptes en 1971, il réintègre son corps d'origine de 1974 à 1981. En 1974, il fonde le Mouvement des démocrates (MDD), ne se reconnaissant ni dans les partis gaullistes, ni dans la gauche. Par hostilité à Valéry Giscard d'Estaing, il soutient la candidature de François Mitterrand dès le premier tour de 1981. François Mitterrand le nomme ministre d'État, ministre du Commerce extérieur dans le Gouvernement Mauroy en juin 1981, mais il démissionne le 20 mars 1983, estimant ne pas avoir les moyens de remplir sa fonction. Par la suite il se consacre à l'écriture, tout en continuant d'intervenir dans le débat public, notamment au moment de la guerre d'Irak de 1990-1991. En 1990, il devient avocat au barreau de Paris, à l'âge de 69 ans.

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Ministre des Affaires étrangères (avril 1973-mai 1974)

Ministre du Commerce extérieur (juin 1981-mars 1983)

■ DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'Honneur

Croix de guerre 39-45

■ ÉCRITS DU TÉMOIN

Mémoires d'avenir, Paris, Grasset, 1974, 310 p. [prix Aujourd'hui en 1974]

L'Autre regard, Paris, Grasset, 1976, 412 p.

Lettre ouverte aux femmes politiques, Paris, Albin Michel, 1976, 178 p.

Parler aux Français, Paris, Arthaud, 1977, 236 p.

La vie d'Hella Schuster, Paris, Albin Michel, 1977, 188 p.

Maroc : extrême Maghreb du soleil couchant, Éditions J.A, 1984, 199 p.

La Rivière aux grenades : oued Kroumane, Paris, Albin Michel, 1982, 255 p.

Chroniques du Midi libre, Paris/Montpellier, Hachette/Midi Libre, 1982, 124 p.

Vive l'Europe libre ! Réflexions sur l'Europe, Paris, Ramsay, 1984, 207 p.

Par trente-six chemins : je n'irai pas, Paris, Albin Michel, 1984, 243 p.

Maghreb : « à l'ombre de ses mains », Paris, Albin Michel, 1985, 276 p.

Les Américains, Paris, Albin Michel, 1987, 218 p.

Journal immédiat et pour une petite éternité, Paris, Albin Michel, 1987, 246 p.

Vandales ! Paris, Albin Michel, 1990, 261 p.

Journal du Golfe, août 1990-août 1991, Paris, Albin Michel, 1991, 353 p.

« Ni dieu, ni diable » : conversations avec Jean-Louis Remilleux, Paris, Albin Michel, 1993, 407 p.

Chroniques de l'espérance : 1988-1992, Casablanca, Horizons méditerranéens, 1993, 505 p.

L'aveuglement du monde occidental : quatre années de politique internationale au travers des chroniques de MEDI, Paris, Albin Michel, 1997, 479 p.

Les illusions immobiles : chroniques de politique internationale, 1996-1998, Paris, Albin Michel, 1999, 279 p.

■ BIBLIOGRAPHIE

WEED, K., *L'image publique d'un homme secret : Michel Jobert et la diplomatie française*, Paris, éditions Fernand Lanore, 1988, 282 p.

YVES JOUHAUD

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 1h20 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Affaire Markovic – Coopération – Décolonisation – ENFOM – Portrait de Georges Pompidou
Noms de lieux	Gabon – Nouvelle-Calédonie – Outre-Mer

NOTICE BIOGRAPHIQUE

NB : ne pas confondre Yves Jouhaud, magistrat, avec Émile Jouhaud, général impliqué dans le putsch d'Alger le 22 avril 1961, ou Léon Jouhaux, leader de la CGT puis de FO des années 1910 aux années 1950.

Yves Jouhaud est né le 31 janvier 1926 à Bourges (Cher). Il commence sa carrière outre-mer : président du tribunal d'appel à Saint-Pierre et Miquelon en 1951, substitut du procureur à Dakar au ressort de la cour d'appel de l'Afrique occidentale française en mars 1953, procureur de la République à Ouagadougou à l'automne 1956. En 1956, il est chargé du bureau d'études législatives à la direction des services judiciaires du ministère de la France d'Outre-Mer puis, en 1960, chargé de mission au secrétariat général pour la Communauté. À partir de 1965, et jusqu'en 1972, il est conseiller à la cour d'appel de Paris. En 1967, il est appelé comme conseiller technique au cabinet du Premier ministre Georges Pompidou, et le demeure dans les cabinets de ses successeurs, Maurice Couve de Murville (1968-1969) puis Jacques Chaban-Delmas (1969-1972).

À partir de 1972, Yves Jouhaud poursuit sa carrière de magistrat : procureur général près la cour d'appel de Saint-Denis-de-la-Réunion (novembre 1972-1976) puis de Reims (mai 1976-1979), président de chambre à la Cour de Cassation d'octobre 1979 à 1989, président de la Commission des études et du rapport (1986-1989), président de la première chambre civile (1989-1992). Il prend sa retraite de magistrat en 1992 mais ne met pas fin pour autant à son activité de juriste. Depuis 1992 il préside la Commission et le Fonds d'indemnisation des hémophiles et transfusés contaminés par le VIH. Il est vice-président (1998-1999) puis président (depuis 1999) de la première cour de révision judiciaire de la principauté de Monaco.

DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite
Chevalier des Palmes académiques
Officier de l'Étoile noire
Commandeur de l'ordre de Saint-Charles

ÉCRITS DU TÉMOIN

À propos du statut de la magistrature d'outre-mer, Penant, août 1958.

GABRIEL KASPEREIT

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	3 entretiens, durée : 5h34 - Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	CGPME - Conseil (municipal) de Paris - Conseils des ministres - Conseils restreints - Élections législatives de 1967 - Élections législatives de 1968 - Élections présidentielles de 1969 - Élections présidentielles de 1974 - Mai 1968 - Maladie présidentielle - Manifestation du 30 mai 1968 - Nomination de Georges Pompidou (1962) - Parlement européen - PME - Pratique présidentielle - Référendum de 1969 - Réforme constitutionnelle de 1962 - Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas - Relations entre Pompidou et Messmer - Républicains sociaux - UDR - UNR
Noms de lieux	Paris

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Gabriel Kaspereit est né le 21 juin 1919 à Paris (Seine) et est décédé le 1^{er} août 2006 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Officier d'active de 1940 à 1946, résistant, il participe aux combats de la Libération dans la 2^e division blindée du général Leclerc. Il poursuit une carrière dans le secteur privé

après guerre, notamment comme directeur commercial à la société des biscuits Brun-Pâtes La Lune (1952-1961). Parallèlement, il s'engage en politique dans le RPF puis dans le groupe des Républicains sociaux : il est membre du comité directeur des Républicains sociaux et secrétaire général de la Fédération à Paris (1955-1958). En 1959, il entre au comité central de l'UNR, et il présidera la fédération UNR-UDT de la Seine de 1961 à 1967.

Gabriel Kaspereit fait une brillante carrière parlementaire : député UNR de Paris (dans le IX^e arrondissement) de 1961 à 1969 puis de 1973 à 1997, représentant français au Parlement européen de 1967 à 1969 puis de 1973 à 1979. Il s'implique également à l'échelon local : conseiller de Paris de 1965 à 1977, conseiller général de la Seine de 1965 à 1968, administrateur du district de Paris de 1967 à 1973, maire du IX^e arrondissement (1983-2001). Il assume également des responsabilités ministérielles, comme secrétaire d'État à la moyenne et à la petite Industrie et à l'Artisanat dans le gouvernement Chaban-Delmas de 1969 à 1972.

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Député UNR, UDR, RPR de Paris (1961-1969 et 1973-1997)

Maire du IX^e arrondissement de Paris (1983-2001)

Secrétaire d'État à la moyenne et à la petite Industrie et à l'Artisanat (1969-1972)

DÉCORATIONS

Chevalier de la Légion d'honneur

Croix de guerre 39-45

Médaille de la Résistance

Croix du combattant volontaire

ÉCRITS DU TÉMOIN

La région parisienne, une région à part. Conférence du 5 juin 1974 au théâtre Marigny, Paris, Conférences des ambassadeurs, 1974, 28 p.

CHRISTIAN DE LA MALÈNE

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 1h38 – Librement consultable
Autres archives	Fondation de Gaulle : archives orales
Mots-clés	Conseil (municipal) de Paris – Départ de Matignon (juillet 1968) – Élections législatives de 1967 – Élections présidentielles de 1965 – Élections présidentielles de 1969 – Image de Georges Pompidou – Mai 1968 – Maladie présidentielle – Nomination de Georges Pompidou (1962) – Quinquennat – Référendum de 1969 – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Christian de La Malène est né le 5 décembre 1920 à Nîmes (Gard) et est décédé le 26 septembre 2007. Durant la Seconde Guerre mondiale il est engagé volontaire : fait prisonnier, il s'évade et termine la guerre avec le rang de lieutenant. Il adhère au RPF dès la fondation du parti, au printemps 1947, au moment où il achève ses études de droit, spécialisé dans la sociologie des groupes politiques. Il devient secrétaire administratif du groupe RPF puis des Républicains sociaux au Conseil de la République en 1952. Durant la lutte contre la CED, il se rapproche de Michel Debré. Candidat malheureux aux législatives de 1956 dans l'Aveyron, il est cependant élu Conseiller de l'Union française (1957-1958) puis député UNR de la Seine (novembre 1958-août 1961), il entre dans le gouvernement de Michel Debré, comme secrétaire d'État chargé de l'Information (août 1961-avril 1962). Il est réélu député UNR-UDT en novembre 1962. Durant ses premiers mandats de député sous la V^e République, il est également représentant UNR de la France à l'Assemblée des communautés européennes (1958-1961, 1962-1979). Parallèlement, il s'engage dans la vie politique locale, comme conseiller municipal de Paris, à partir de 1965 (et jusqu'en 1989) ; il sera notamment rapporteur général du budget.

Après la crise de mai 1968, il est brièvement ministre chargé de la Recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales dans le dernier gouvernement Pompidou (31 mai-13 juillet 1968). Il est par ailleurs réélu député en juin 1968, et le reste jusqu'en 1977. Il se présente alors aux élections sénatoriales et siège au Sénat de 1977 à 2004. D'autre part, en 1969, Christian de la Malène devient président de la Société anonyme d'économie mixte d'aménagement, de rénovation et de restauration du secteur des Halles à Paris. En 1979, lors des premières élections au Parlement européen au suffrage universel, il est élu député européen sur la liste RPR ; systématiquement réélu, il aura siégé au Parlement européen de 1959 à 1994.

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Conseiller municipal de la ville de Paris (1965-1989)

Député de Paris (1958-1961 et 1968-1977)

Député européen (1962-1994)

Sénateur de Paris (1977-2004)

Secrétaire d'État, auprès du Premier ministre, chargé de l'Information (1961-1962)

Ministre chargé de la Recherche scientifique et des questions Atomiques et Spatiales (mai-juillet 1968)

DÉCORATIONS

Croix de guerre 39-45

Chevalier de la Légion d'honneur

ÉCRITS DU TÉMOIN

Paris et son district : organisation des compétences et répartition des ressources, Paris, Conférences des Ambassadeurs, 1966, 46 p.

KRASNOPOLSKI, Philippe, et LA MALÈNE, Christian de, *Une espérance inassouvie : 30 ans d'Europe*, Paris, Masson, 1989, 114 p.

Pages de vie et de mort en Courlande, Paris, Éditions Champs-Élysées, 2002, 177 p.

DOMINIQUE DE LA MARTINIÈRE

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	3 entretiens, durée : 3h45 – Soumis à l'autorisation du témoin
Autres archives	CHEFF : archives orales (durée : 23h39)
Mots-clés	Fiscalité – Mai 1968 – Portrait de Georges Pompidou – Transports
Noms de lieux	Algérie – Royaume-Uni

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Dominique de la Martinière est né le 25 octobre 1927 à La Roche-sur-Yon et décédé le 4 novembre 2002. Il est issu d'une famille de la bourgeoisie rurale aisée, très croyante (quatre de ses sept frères et sœurs entrent en religion). À la sortie de l'ENA en 1952, il est affecté à l'Inspection générale des Finances. En 1955, il entre comme conseiller technique au cabinet de Roger Duchet, ministre de la Reconstruction, jusqu'en 1958. Il est ensuite brièvement chargé de mission au cabinet de Pierre Pflimlin, en mai 1958. Il revient alors à sa carrière à la Direction générale des Impôts : chargé de mission en 1958, directeur-adjoint en 1960, chef de service en 1964. En 1966-1967, il passe un an à Londres, comme conseiller financier près l'Ambassade de France. Enfin, d'août 1967 à novembre 1973, il est directeur général des Impôts. Il devient ensuite président de la Compagnie générale transatlantique, poste qu'il occupe jusqu'en 1974, puis de la Compagnie générale maritime. En 1976, il est nommé inspecteur général des Finances.

Dans les décennies suivantes, sa carrière s'oriente vers l'entreprise. Il est par exemple président de la Société financière Gaz et Eaux qui appartient au groupe Lazard de 1977 à 1990, président de la société Lucia de 1993 à 1999, par ailleurs administrateur de nombreuses sociétés. Parallèlement, il se tourne vers la vie politique. C'est ainsi qu'en 1974, il est trésorier de campagne de Jacques Chaban-Delmas. Il s'investit également sur le plan local, comme conseiller général de Poitou-Charentes. Il a notamment présidé le Parc naturel régional du Marais poitevin de 1992 à 1994.

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Premier vice-président du Conseil régional de Poitou-Charentes (1998-2002)

DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'honneur

Grand Officier de l'Ordre national du Mérite

Officier du Mérite agricole

Commandeur de l'ordre du Lion (Sénégal)

ÉCRITS DU TÉMOIN

Finances publiques, Paris, Amicale des élèves de l'IEP, 1963, 348 p.

Lettre à tous les parents qui refusent le massacre de l'enseignement, Paris, Albin Michel, 1984, 218 p.

L'impôt du diable : le naufrage de la fiscalité française, Paris, Calmann-Lévy, 1990, 141 p.

« L'État de gaspillage ? », *Le Débat*, no 71, 1992/4.

JEAN LAFFONT

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 1h18 - Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	État-major particulier - Marine - Notes
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Jean Laffont est né le 22 novembre 1929. Il entre à l'école du Commissariat de la Marine en octobre 1951. A sa sortie, en 1953, il est affecté à la direction du commissariat de la Marine en Tunisie, au service des approvisionnements de la flotte. De 1955 à 1957, il embarque à bord de l'escorteur d'escadre le *Vauquelin* et participe à la campagne de Suez. De 1957 à 1959, il est commissaire de la Marine à l'École navale, puis, de 1959 à 1961, il devient administrateur délégué du service des approvisionnements des ordinaires (SAO) à Brest. D'avril 1962 à juin 1964, il officie au Cambodge, comme expert auprès de la mission d'assistance militaire à la Marine royale khmer. De retour en métropole, il est chef du bureau « habillement, couchage, casernement » à la direction centrale du Commissariat de la Marine de 1964 à 1968.

Jean Laffont est affecté au cabinet militaire du Premier ministre Georges Pompidou le 1^{er} juillet 1968 et poursuit ses fonctions sous le Gouvernement Couve de Murville de juillet 1968 à juin 1969. Après l'élection de Georges Pompidou à la présidence de la République, il est nommé à l'état-major particulier du Président, du 21 juin 1969 au 1^{er} juillet 1971. Il poursuit sa carrière professionnelle dans le secteur privé, comme secrétaire général puis directeur général de la société Servair qu'il a fondée.

JACQUES LARCHÉ

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	5 entretiens, durée : 2h27 [5 ^e entretien tronqué] – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Comités interministériels – Constitution de 1958 – Construction européenne – Décolonisation – IV ^e République – Maladie présidentielle – Pratique présidentielle – Quinquennat – Référendum de 1962 – Réforme constitutionnelle de 1962 – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Relations entre Pompidou et de Gaulle – Seconde Guerre mondiale – Secrétariat général du Gouvernement
Noms de lieux	Indochine

NOTICE BIOGRAPHIQUE

NB : ne pas confondre Jacques Larché (qui a fait sa carrière au Conseil d'État) et Gérard Larcher (sénateur des Yvelines depuis 1986 et président du Sénat depuis 2014).

Jacques Larché est né le 4 février 1920 à Paris et décédé le 13 août 2014. Après des études de droit qui le conduisent jusqu'au doctorat et un cursus à l'ENA (1949-1951), il devient auditeur au Conseil d'État en 1953, puis maître des requêtes en 1957. Ses fonctions l'amènent rapidement à participer au fonctionnement des rouages gouvernementaux, comme secrétaire général de la délégation française auprès du Comité intergouvernemental créé par la conférence de Messine (1955-1956), puis comme chargé de mission au secrétariat général de la conférence pour l'Euratom. D'autre part, il est chef adjoint puis chef de cabinet de Félix Gaillard (ministre des Finances puis président du Conseil), de juin 1957 à avril 1958. L'avènement de la V^e République le conduit à exercer durablement les fonctions de directeur au secrétariat général du gouvernement (1958-1974), puis secrétaire général du gouvernement par intérim de 1974 à 1975.

Il est mis en disponibilité du Conseil d'État en 1976 et fait valoir ses droits à la retraite en 1978. Son activité professionnelle continue cependant, comme président d'honneur d'Aéroports de Paris à partir de 1977, juge titulaire à la Haute Cour de Justice (1984-1990, 1992-2004), et président de la Haute-Cour de Justice (1986-1988). Jacques Larché mène une carrière politique à partir des années 1970. Conseiller municipal de Rebais de 1971 à 1983, conseiller général du canton de Rebais (Seine-et-Marne) à partir de 1973, il est sénateur de 1977 à 2004 et président du Conseil général de Seine-et-Marne de 1992 à 2004.

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Conseiller municipal de Rebais (1971-1983)

Conseiller général de Seine-et-Marne (1973-2004)

Président du Conseil général de Seine-et-Marne (1992-2004)

Sénateur (UMP) de Seine-et-Marne (1977-2004)

DÉCORATIONS

Officier de la Légion d'honneur

Croix de guerre 39-45

Chevalier des Palmes académiques

Croix du combattant volontaire

Médaille coloniale

ANDRÉ DE LATTRE

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 2h19 – Librement consultable
Autres archives	◆ CHEFF : archives orales (durée : 12h30) ◆ Fondation de Gaule : archives orales
Mots-clés	Banque de France – Choc pétrolier de 1973 – Crédit – Dévaluation – Plan de stabilisation de 1963 – Questions monétaires – Système monétaire international – Union économique et monétaire
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

André de Lattre est né le 26 avril 1923 à Paris (Seine) et décédé le 21 décembre 2013. Après avoir participé activement aux combats de la Seconde Guerre mondiale et obtenu un doctorat en droit, il entre à l'Inspection générale des Finances en 1946. Après un bref passage au cabinet du

secrétaire d'État aux Finances en 1948, il entre à la Direction des Finances extérieures en 1949. Il est détaché comme attaché financier en 1954, avant de devenir sous-directeur (1955) puis directeur adjoint (1957) des Finances extérieures.

En 1959, il est nommé conseiller technique chargé des questions économiques au Secrétariat général de la présidence de la République, au moment de la mise en œuvre du plan Pinay-Rueff créant notamment le nouveau franc. Il est ensuite directeur de cabinet de Wilfrid Baumgartner, ministre des Finances et des Affaires économiques dans le cabinet Michel Debré remanié (1960-1961). Il devient directeur des Finances extérieures (1961) puis censeur de la Banque de France (1962-1965). Il exerce ces fonctions dans un contexte de défense du franc, d'affirmation de l'étalon-or et de conversion des réserves de dollars en or, politique suivie par le général de Gaulle et qui crée des tensions importantes avec les États-Unis. Il vit également de près les aspects monétaires et financiers du plan de stabilisation de 1963. En 1965-1966, il est conseiller personnel de George David Woods, président de la Banque mondiale.

André de Lattre revient ensuite à la Banque de France, comme second (1966) puis premier (1973-1974) sous-gouverneur, et enfin comme membre du Conseil général de la Banque de France (1974-1984). Les dossiers majeurs qu'il suit à l'époque de Georges Pompidou sont les effets de mai 1968, la dévaluation de 1969, le flottement du mark à partir de mai 1971, la suspension de la convertibilité du dollar en août 1971 et la crise du système monétaire international qui s'ensuit, mais aussi la politique conjoncturelle et le problème de l'inflation.

De 1974 à 1982, il est également PDG du Crédit National. Devenu inspecteur général des Finances en 1973, il fait valoir ses droits à la retraite 10 ans plus tard, mais continue d'exercer une activité dans le domaine bancaire.

■ DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'honneur

■ ÉCRITS DU TÉMOIN

Les Finances extérieures de la France, 1945-1958, Paris, PUF, 1959, 392 p.

« Témoignage à propos du plan de stabilisation de 1963 », *Espoir*, no 69, décembre 1989, p. 26.

Servir aux finances, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1999, 422 p.

DE LATTRE, André, et MARGAIRAZ, Michel, « De Gaulle, les finances extérieures de la France et le système monétaire international », dans *Cahiers de la Fondation Charles de Gaulle*, « La politique économique et financière du général de Gaulle, 1958-1969 », no 15, 2005, p. 43-72.

Son cours à l'Institut d'études politiques de Paris (1959-1983), *Politique économique de la France*, a été réédité chaque année, sous son nom ou en collaboration avec Daniel Deguen, Michel Pébereau, Antoine Dupont-Fauville, selon les années.

FRANÇOIS LAVONDÈS

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	5 entretiens, durée : 12h25 – Soumis à l'autorisation du témoin
Autres archives	<i>Inconnues</i>
Mots-clés	Actionnariat ouvrier – Annotations – Avortement – Cabinet politique – CGT – Chômage – Conceptions de Georges Pompidou (Société) – Conseil constitutionnel – Déconcentration/décentralisation – Élections présidentielles – ENA – Entourage – Famille – Formation professionnelle – Handicapés – Image de Georges Pompidou – Immigration – Lip – Mai 1968 – Maladie présidentielle – Médiateur de la République – Mensualisation – Ministère des Affaires sociales – Notes – Nouvelle Société – Participation – Parti socialiste – Police – Pot du lundi – Préfets – Quinquennat – Référendum de 1972 – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Relations entre Pompidou et les ministres – Relations entre Pompidou et Messmer – Retraites – Salaires – Santé – Sciences Po – Secrétariat général de la présidence de la République – SMIG/SMIC – Syndicats
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

François Lavondès est né le 30 janvier 1932 à Avignon. Après son baccalauréat, il fait une hypokhâgne à Montpellier, puis part aux États-Unis pendant une année. De retour en France en 1951, il entre à l'Institut d'études politiques de Paris. Diplômé de l'IEP, il intègre l'ENA (promotion Alexis de Tocqueville 1958-1960). À la sortie de l'École, il choisit le Conseil d'État. Auditeur (1960), puis maître des Requêtes (1967) au Conseil d'État, il est en 1964 conseiller technique du directeur général de la radiodiffusion française, Robert Bordaz, puis en 1967, il travaille auprès de Robert Bordaz à l'organisation de l'exposition universelle de Montréal. François Lavondès est nommé conseiller technique au Secrétariat général de la présidence de la République en juin 1969. Jusqu'au 2 avril 1974, il fut le conseiller social du Président Pompidou.

Après le décès de Georges Pompidou, il est secrétaire général du Conseil économique et social jusqu'en 1990, puis réintègre le Conseil d'État. Président de sous-section à la section du contentieux (1991-1996), il préside également la commission centrale des Impôts directs en 1991, la commission nationale de l'Équipement commercial de 1993 à 2002, et la commission des infractions fiscales en 2000.

DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'honneur

Commandeur de l'ordre national du Mérite

JEAN-PHILIPPE LECAT

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	3 entretiens, durée : 11h11 - Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Accords de Grenelle (1968) - Actionnariat ouvrier - Affaire Markovic - Affaires sociales - Alliance atlantique - Annotations - ANPE - Cabinet politique - Cabinet technique - Chargé de mission - Chef de cabinet - Choc pétrolier de 1973 - Cinéma - Conceptions de Georges Pompidou (Afrique) - Conceptions de Georges Pompidou (Culture) - Conceptions de Georges Pompidou (Information) - Conseils des ministres - Conseil d'État - Conseiller technique - Déclarations de Rome et de Genève - Départ de Matignon (juillet 1968) - Directeur de cabinet - Élections législatives de 1967 - Élections législatives de 1968 - Élections présidentielles de 1969 - ENA - Entourage - Fiscalité - Gauche - Gaullistes de gauche - Grève des mineurs de 1963 - Information - Intéressement - Latour-Maubourg - Mai 1968 - Majorité - Maladie présidentielle - Ministère de l'Économie et des Finances - Ministère de l'Information - Ministère des Affaires sociales - Notes - ORTF - Ostpolitik - Ouverture - Parlement - Participation - Porte-parole du Gouvernement - Portrait de Georges Pompidou - Presse - Projet Beaubourg - Publicité - Question de confiance - Quinquennat - Référendum de 1969 - Référendum de 1972 - Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas - Relations entre Pompidou et de Gaulle - Relations entre Pompidou et les ministres - Relations entre Pompidou et Messmer - Républicains indépendants - Retraites - Salaires - Secrétariat d'État à l'Emploi - Secrétariat d'État au Budget - Sécurité sociale - Service de presse - Syndicats - TGV - UDR - Voyages
Noms de lieux	Algérie - États-Unis - RFA - Royaume-Uni - URSS

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Jean-Philippe Lecat est né le 29 juillet 1935 à Dijon et décédé le 26 mars 2011. Nommé auditeur au Conseil d'État à sa sortie de l'ENA en 1963, Jean-Philippe Lecat entre en juillet 1966 au cabinet de Georges Pompidou, comme chargé de mission pour les Affaires sociales, adjoint d'Édouard Balladur. En juin 1968, il est élu député de Côte d'Or et commence ainsi une carrière politique qui se développe également sur le plan local (conseiller général à partir de 1970, conseiller général à partir de 1973). Il est également un des cadres du mouvement gaulliste : membre du comité central de l'UDR en novembre 1971, délégué national chargé des affaires d'éducation nationale (janvier 1970), puis secrétaire général adjoint de l'UDR de décembre 1971 à décembre 1973.

Jean-Philippe Lecat fait partie du gouvernement de 1972 à 1974, comme porte-parole, et brièvement comme Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie et des Finances d'avril à octobre 1973. Réintégré au Conseil d'État en 1974, il est nommé maître des requêtes en 1975 et deviendra conseiller d'État en 1988. Il revient dans l'entourage présidentiel comme chargé de mission auprès de Valéry Giscard d'Estaing, chargé de la presse et de la communication (juillet 1976-mars

1978). Il quitte ses fonctions pour devenir ministre de la culture, jusqu'en mars 1981. Dans ce cadre, il crée notamment une Direction du Patrimoine et fait voter la loi sur les archives de 1979, qui organise en particulier la collecte des archives présidentielles. Il présidera d'ailleurs l'École nationale du Patrimoine de 1990 à 1999.

■ EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Porte-parole du Gouvernement (mai 1972-mars 1973)

Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie et des Finances (avril-octobre 1973)

Porte-parole du Gouvernement (octobre 1973-mai 1974)

Ministre de la Culture et de la Communication (avril 1978-mars 1981)

Conseiller général de la Côte d'Or (1970-1988)

Conseiller régional de Bourgogne (1973-2004)

Député de Beaune (1968-1972, 1978)

■ DÉCORATIONS

Officier de la Légion d'honneur

Officier de l'ordre national du Mérite

Croix de la valeur militaire

Commandeur des Arts et des lettres

■ ÉCRITS DU TÉMOIN

L'année du patrimoine. Communication faite à l'Académie des Beaux-Arts, séance du 29 octobre 1980, Paris, Firmin-Didot, 1980, réédition 1981, 26 p.

Quand flamboyait la Toison d'or, Paris, Fayard, 1982, 398 p.

Beaune, Rennes, Ouest-France, 1983 (plusieurs rééditions et traductions), 32 p.

Toute la Bourgogne, Lausanne/Paris, La Bibliothèque des Arts, 1985, 207 p.

Le siècle de la Toison d'or, Paris, Flammarion, 1986, 191 p.

L'Ardeur et le tourment : images de la Révolution en Bourgogne, Dijon, éditions du Bien public, 1989, 88 p.

Entretiens avec Jean-Philippe Lecat, ministre de la Culture et de la Communication, 1978-1981, recueillis et présentés par Françoise MOSER, Paris, La Documentation française/Comité d'histoire du ministère de la Culture et de la Communication, 2016, 496 p.

■ BIBLIOGRAPHIE

Hommage à Jean-Philippe Lecat, ministre de la Culture et de la Communication (avril 1978-mars 1981. Actes de la table ronde organisée le 22 novembre 2011, Paris, Comité d'histoire du ministère de la Culture et de la Communication, 2013, 90 p.

MOLLARD, Claude, « Jean-Philippe Lecat », dans *Le cinquième pouvoir. La culture et l'État de Malraux à Lang*, Paris, Armand Colin, 1999, p. 190-196.

MOSSER, Françoise, « Les experts d'un ministre de la Culture : Jean-Philippe Lecat (1978-1981) », *Actes de la journée d'étude du 16 janvier 2012 : « Experts et décision »*, École pratique des hautes études, 2013, p. 97-112.

WALLON, Emmanuel, article « Lecat (ministère) », dans DE WARESQUIEL, Emmanuel (dir.) *Dictionnaire des politiques culturelles de la France depuis 1959*, Paris, Larousse/CNRS éditions, 2001, p. 360-362.

PIERRE LELONG (1912)

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	2 entretiens, durée : 2h30 – Librement consultable
Autres archives	Archives orales de l'enseignement : témoin no 9
Mots-clés	Accords d'Évian (1962) – Enseignement technique – ENS/Normaliens – Grandes Écoles – Portrait de Georges Pompidou – Recherche scientifique – Relations entre Pompidou et de Gaulle
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Pierre Lelong est né le 14 mars 1912 à Paris et décédé le 12 octobre 2011. Ses parents étaient instituteurs à Paris. Il intègre l'ENS en 1931 et passe son doctorat de mathématiques en 1941. Peu de temps après l'École Normale Supérieure, Pierre Lelong est recruté au tout nouveau CNRS, en 1938. Il enseigne à la faculté des sciences de Paris de 1940 à 1942 puis, à partir de 1944 à Grenoble, où il s'intéresse aux liens entre université et industrie. En 1946, il est recruté comme professeur à l'université de Lille, où il exerce jusqu'en 1954, date à laquelle il revient à la faculté de Paris. Il ne la quittera plus jusqu'en 1981, quand il devient professeur émérite. Sa carrière mathématique a été couronnée par de nombreux prix et de multiples décorations. En 1980 il est élu correspondant de l'Académie des sciences puis, en mai 1985, membre à part entière, section de mathématique.

Pierre Lelong joue d'autre part un rôle d'expertise au plus haut niveau. En 1959, il devient conseiller du général de Gaulle pour les questions de recherche. Il fait partie du Comité consultatif de la recherche scientifique et technique de décembre 1960 à décembre 1964, et le préside de 1961 à 1963. Il assume d'autres fonctions dans les organismes gouvernementaux, notamment comme

président du Comité Mathématiques au Commissariat général du Plan pour la préparation du V^e Plan. Il est l'un des fondateurs de l'IRIA (institut de recherche en informatique et automatique, futur INRIA).

Pierre Lelong et Georges Pompidou se connaissent personnellement depuis l'École normale supérieure, qu'ils intègrent tous deux en 1931. Georges Pompidou le consulte, comme Premier ministre puis comme Président, sur les grandes orientations scientifiques du pays, par exemple les questions spatiales.

■ DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'honneur

Officier des palmes académiques

Chevalier de l'ordre de la Santé publique

Commandeur de l'ordre du Soleil (Pérou)

Commandeur de l'ordre de l'Étoile noire (Bénin)

■ ÉCRITS DU TÉMOIN

Comme chercheur en mathématiques, Pierre Lelong a publié de nombreux articles. Autres écrits identifiés :

- « L'évolution de la science et la planification de la recherche », *Revue économique*, vol. 15, no 1, 1964, p. 1-62.
- « Ministre d'État, chargé de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales, 25 avril 1962-2 février 1965 [Gaston Palewski] », *Espoir*, no 50, mars 1985, p. 34-36.
- « Hommage à Marc Zamansky », *Espoir*, no 110, janvier 1997, p. 130.
- « Le général de Gaulle et la recherche en France », *Revue d'histoire du CNRS*, no 1, 1999 [en ligne]. <http://histoire-cnrs.revues.org/481> [consulté le 28 octobre 2014]
- « La recherche scientifique, mission nationale, et l'Élysée », *Cahiers de la Fondation Charles de Gaulle*, « La politique économique et financière du général de Gaulle, 1958-1969 », no 12, 2003, p. 200-221.

PIERRE LELONG (1931)

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	5 entretiens, durée : 8h30 – Librement consultable
Autres archives	◆ Archives Nationales, fonds Pierre Lelong (92AJ) ◆ Fondation de Gaulle : archives orales
Mots-clés	Agriculture – Chargé de mission – Conseiller technique – Discours d'Aurillac (1967) – Élections législatives – Élections présidentielles de 1974 – FORMA – Georges Pompidou banquier – Loi d'orientation agricole (1960-1962) – Mouvements gaullistes – PAC – Plan – Plan de stabilisation de 1963 – Politique des prix et des structures (agriculture) – Portrait de Georges Pompidou – Pratique présidentielle – Relations entre Pompidou et de Gaulle – Relations entre Pompidou et Giscard d'Estaing – Relations entre Pompidou et Juillet – Relations entre Pompidou et Pisani – Rénovation rurale – SGCI – Syndicats agricoles – UDR
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Pierre Lelong est né le 22 mai 1931 à Paris. À sa sortie de l'ENA, en 1958, il devient administrateur civil au ministère des Finances (direction de la comptabilité publique, direction du Trésor, SGCI). En juillet 1962, il est nommé chargé de mission au cabinet de Georges Pompidou à Matignon, grâce à François-Xavier Ortoli qu'il connaissait par l'intermédiaire du SGCI. Rattaché à la cellule économique du cabinet d'abord dirigée par René Montjoie, il est plus spécialement chargé des questions agricoles et rurales.

Il doit ainsi l'aider à traiter des questions concernant la Politique Agricole Commune, mise en place en 1962. Les fondements de la PAC, posés dès le gouvernement Michel Debré, vont vers la modernisation des structures, la réduction du nombre d'exploitants et le relèvement du revenu individuel moyen sans pour autant augmenter déraisonnablement les prix. L'idée de Pompidou est alors de « maintenir à la terre un maximum de gens, avec le minimum d'aides publiques, mais d'une façon néanmoins compatible avec un Marché commun européen ». Le Premier ministre crée une Commission des comptes de l'agriculture chargée, lors d'un rendez-vous annuel, d'évaluer, de façon concertée avec les professionnels, les revenus réels, où siège Pierre Lelong. Celui-ci demeure au cabinet de Georges Pompidou jusqu'en octobre 1967, et doit gérer différentes crises agricoles (viticulture, grève du lait, fermeture d'abattoirs en Bretagne). Entre temps, en 1965, il devient conseiller référendaire à la Cour des comptes.

Après son passage à Matignon, il accède à la direction du Fonds d'orientation et de régulation des marchés agricoles (FORMA) entre 1967 et 1968. Parallèlement, il se lance en politique. Il est notamment secrétaire général adjoint de l'UDR de janvier à septembre 1971, tandis que René Tomasini en est le secrétaire général. Après un échec aux législatives de mars 1967, il est élu député

UDR du Finistère (4^e circonscription de Morlaix-Saint-Pol de Léon) en juin 1968. Il est réélu en 1973, puis abandonne ces fonctions quand il devient secrétaire d'État aux Postes et Télécommunication dans le gouvernement Chirac. Il crée notamment l'École nationale supérieure des télécommunications de Bretagne.

Revenu à la Cour des Comptes en 1975, il entre en octobre 1977 à la nouvelle Cour des comptes européenne qu'il préside de 1981 à 1984. Réintégré en 1989 à la Cour des Comptes française, il est, de 1994 à 1997, Président de la deuxième Chambre chargée notamment du contrôle des ministères techniques (Défense, Espace, Télécommunications, Nucléaire) et des entreprises publiques de leur compétence. Il est ensuite président de la commission spécialisée des marchés d'armement (1997-2004), puis de la Commission des marchés Publics de l'État (2005-2008) et président de la Commission Consultative du Secret de la Défense Nationale (1999-2005).

■ EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Député du Finistère (juin 1968-mai 1974)

Secrétaire d'État aux Postes et Télécommunications (mai 1974-janvier 1975)

■ DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'honneur

Officier de l'Ordre national du Mérite

Grand-croix de la Couronne de chêne (Luxembourg)

■ ÉCRITS DU TÉMOIN

Avec DE WILDE, Robert, *Les Marchés agricoles*, Paris, Presses Universitaires de France, 1970, 128 p.

« La crise agricole et rurale », *Études*, n° 378, 1993.

« L'impensable mondialisation des marchés agricoles », *Le Débat*, n° 155, 2009.

Une expérience française : cinquante ans au cœur de la République, Chaintreaux, France-Empire Monde, 2012, 428 p.

GILBERT LÉOUTRE

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 1h19 - Librement consultable
Autres archives	◆ Archives nationales, 543 AP 24 (Éducation nationale, mai-décembre 1973) ◆ Archives orales de l'enseignement : entretien no 61
Mots-clés	Chargé de mission - Conceptions de Georges Pompidou - Conseiller technique - Éducation nationale - Entourage - Notes - Portrait de Georges Pompidou - Pratique présidentielle - Secrétariat général de la Présidence
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Gilbert Léoutre est né à Bône en Algérie le 20 mai 1938, où il fait ses études primaires et secondaires. Ses parents, inquiets de la situation en Algérie, l'envoient en hypokhâgne au Lycée Pothier à Orléans puis aux lycées Henri IV et Louis Le Grand. Enfin, il entre l'École Normale Supérieure de la rue d'Ulm (1960) et est reçu à l'agrégation de lettres classiques en 1963.

Gilbert Léoutre débute sa carrière en tant qu'enseignant au lycée Benjamin Franklin à Orléans en 1963. De 1964 à 1966, il fait son service militaire comme sous-lieutenant d'infanterie à Montpellier puis près de Paris. Il retourne à l'enseignement entre 1966 et 1968 au lycée Pothier à Orléans, où il a étudié lui-même. Il préfère évoluer dans l'administration. Il fait ainsi régner l'ordre au lycée Stéphane Mallarmé à Paris de 1968 à 1969. Il devient proviseur au lycée d'Auch dans le Gers de 1969 à 1972 puis inspecteur d'Académie de l'Aveyron de 1972 à 1973 et enfin inspecteur d'Académie de Paris en 1973.

Gilbert Léoutre n'est pas lié à un parti politique. Toutefois, la gestion de la crise de mai 1968 par Georges Pompidou le pousse à se qualifier de pompidolien. Il rencontre le Président Pompidou à l'Élysée en tant que proviseur du lycée d'Auch vers 1971. Il fait à cette occasion état du désordre qui règne, d'après lui, à l'Éducation nationale. Par l'intermédiaire de Michel Bruguière, ancien camarade de l'École Normale Supérieure, il fait la connaissance de Jean-François Saglio, alors chargé de mission au secrétariat de l'Élysée pour les questions d'Éducation nationale, désireux de s'entretenir avec un proviseur.

En janvier 1973, le Président Pompidou demande à Michel Bruguière de lui proposer trois normaliens pour succéder à Jean-François Saglio, transféré au ministère de l'Environnement. Gilbert Léoutre est choisi pour son expérience de l'Éducation nationale en tant que professeur, censeur, proviseur et inspecteur d'Académie. Gilbert Léoutre est donc chargé de mission au secrétariat général de l'Élysée sur les questions d'Éducation nationale du 10 mai 1973 au 2 avril 1974. Ce travail de haut fonctionnaire porte sur des questions de gestion et d'ordre général liées au ministère de l'Éducation nationale. Toutefois, il a connaissance de certains dossiers tels que le projet de réforme Fontanet et la réforme des universités ainsi que la création de l'université Aix-Marseille.

Gilbert Léoutre sera ensuite conseiller technique dans les cabinets de deux ministres de l'Éducation nationale, René Haby (1974-1978) et Christian Beullac (1978-1981) puis directeur des Affaires Générales, Internationales et de la Coopération du ministre de l'Éducation nationale René Monory (1986-1988).

DÉCORATIONS

Officier de la Légion d'honneur (2002)

ÉCRITS DU TÉMOIN

LÉOUTRE, Gilbert, et SALOMON, Pierre, *Baudelaire et le symbolisme*, Paris, Masson, 1970, 255 p.

LÉOUTRE, Gilbert, et ROUSSEAU, J., « Les langues régionales et l'Europe », *Revue internationale d'éducation*, 1994.

« Enseigner la diversité culturelle », *Revue de l'Éducation*, vol. 17, CIEP, 1998.

BERNARD LOUZEAU

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	2 entretiens, durée : 2h08 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Défense nationale – État-major particulier – Marine – SNLE – Voyages présidentiels
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Bernard Louzeau est né le 19 novembre 1929 à Talence (Gironde). Après deux années passées à l'École navale puis une année sur la *Jeanne d'Arc*, porte-hélicoptère navire-école de la Marine Nationale, Bernard Louzeau demande à être envoyé en octobre 1950 en Indochine. Il est affecté pour 6 mois sur un aviso à la frontière du Tonkin au moment de la bataille de la Route Coloniale 4. Il passe ensuite 18 mois sur les flottilles amphibies (jusqu'en 1952).

Après la campagne en Indochine, il rejoint le sous-marin d'avant-guerre *L'Africaine* en 1953. Il décide au terme de cette expérience sous-marine d'intégrer l'École de sous-mariniens en vue d'obtenir le certificat d'allégation sous-marine. Il part ensuite au début de l'année 1955 pour Cherbourg à bord du *Narval*, premier sous-marin construit après la Seconde Guerre mondiale. Il y reste d'abord une année en tant qu'officier dit « en troisième », c'est-à-dire chargé des armes sous-marines, puis il en tant que second durant deux ans, jusqu'à la fin de l'année 1957. Il est finalement appelé en 1958 au commandement de l'ancien sous-marin allemand rebaptisé *Le Laubie* à Toulon, avec de régulières missions de renforcement naval près des côtes d'Alger jusqu'en août 1959.

Dès le mois suivant, Bernard Louzeau demande à entrer à l'école atomique nouvellement créée à Cherbourg. Il y passe le diplôme d'ingénieur en génie atomique puis effectue un stage de six mois dans ce domaine, à l'issue duquel on lui demande de rester à l'école en tant que professeur de neutronique jusqu'en 1962. Après son expérience dans l'enseignement à l'école d'application militaire de l'énergie atomique, il demande à réintégrer le commandement de sous-marins. Il se retrouve ainsi de mai à septembre 1962 à la tête du *Dauphin*, retrouvant ce qui lui plaisait le plus.

Dans un contexte perturbé, non seulement par les réticences de nombreux marins au développement de la Marine atomique mais aussi par le manque de personnel, il rejoint l'école supérieure de guerre navale en 1963 (promotion 1963). En décembre de la même année, l'amiral Bailleux lui annonce que la Marine espère lui faire prendre la tête du *Redoutable*, bâtiment prototype sous-marin nucléaire lanceur d'engins (SNLE) en construction. Bernard Louzeau est alors placé à la direction du personnel de la Marine, au bureau des études générales. Il est en fait chargé de la gestion du personnel, donc du recrutement des officiers mariniens et de leur formation à l'École atomique. Par ailleurs, toujours dans le cadre de son poste de directeur du personnel, il séjourne par exemple de septembre à décembre 1965 avec deux officiers au centre de recherche et de développement sur l'énergie nucléaire de Cadarache afin de s'occuper du futur réacteur du *Redoutable*.

La mise sur cale de la tête de série autorisée en mars 1963, la construction du bâtiment débute en 1964. Bernard Louzeau en est nommé commandant désigné pour suivre les travaux, et il en prend le commandement en avril 1968. Le 29 mars 1967, le *Redoutable*, premier sous-marin nucléaire lanceur d'engins (SNLE) français est lancé à Cherbourg en présence du Général de Gaulle. Louzeau en conduit les essais et l'armement jusqu'à sa mise en service et effectue la première patrouille opérationnelle avec l'équipage Bleu jusqu'en 1972. C'est à l'automne 1971, à bord du *Redoutable*, que Bernard Louzeau rencontre pour la première fois Georges Pompidou. Le Président est alors en visite à Brest pour le départ de la *Jeanne d'Arc*. Il en profite pour visiter, à l'Île-Longue, le premier SNLE français, en fin de période d'essai et à deux mois de son départ en patrouille. Lors de cette rencontre, Georges Pompidou exprime le souhait d'avoir dans le futur un commandant de SNLE dans son État-Major. Le 1^{er} décembre 1971, le sous-marin est enfin mis au service actif au sein de la Force Océanique Stratégique (FOST) et quitte la base sous le commandement de Bernard Louzeau, qui assume ces fonctions jusqu'à fin mai 1972.

Il rentre à Paris et obtient un poste d'attente à l'état-major de la Marine. En novembre 1973, il remplace le commandant Henri Fages et est nommé adjoint marine à l'état-major particulier du Président de la République, commandé par le Général Thénos jusqu'en 1976. Il sert Georges Pompidou pendant moins de six mois mais demeure au poste sous Valéry Giscard d'Estaing, jusqu'en 1975. Par la suite, Bernard Louzeau demeure au sein de la Marine dont il devient le chef d'état-major en 1987. Depuis 1990, il est membre de l'Académie de marine.

DÉCORATIONS

Grand Officier de la Légion d'honneur

Grand-Croix de l'ordre national du Mérite

ÉCRITS DU TÉMOIN

Les bateaux noirs : les sous-marins français, Paris, Chourgnoz, 1992, 159 p.

LAISNEY, André, *Le Redoutable et l'histoire des techniques des sous-marins*, Nantes, Marines Éditions, 2012, 175 p. Préface de Bernard Louzeau.

JEAN-LOUIS LUCET

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	4 entretiens, durée : 5h50 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Construction européenne – Coopération – Déclarations de Rome et de Genève – Élections présidentielles de 1965 – Élections présidentielles de 1969 – Entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun – Francophonie – Langue française – Mai 1968 – Mirage libyens – Pot du lundi – Protocole – Secrétariat général de la Présidence – Voyages
Noms de lieux	Afrique – Algérie – Andorre – Chine – États-Unis – Europe de l'Est – Israël – RFA – Royaume-Uni – URSS

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Jean-Louis Lucet est né le 13 juillet 1933 à Paris. Il se familiarise avec la vie à l'étranger et le contexte international dès son enfance (son père est en poste aux États-Unis de 1935 à 1945, puis à Beyrouth), ce qui lui donne très tôt la vocation de diplomate. Il fait son stage de l'ENA à Lille, puis choisit la carrière diplomatique. Mis à la disposition du ministre d'État chargé des affaires algériennes, Louis Joxe, il est affecté en Algérie jusqu'en juin 1962 comme chargé de mission auprès du directeur de la sûreté nationale en Algérie. À ce titre il participe aux négociations avec le FLN, qui conduisent aux accords d'Évian du 18 mars 1962.

À partir de 1962, Jean-Louis Lucet quitte la France pour les États-Unis, d'abord attaché puis deuxième secrétaire de l'ambassade américaine auprès de Hervé Alphand. Avec l'aide de son épouse, Nicole, Hervé Alphand a fait de l'ambassade française un lieu de réception réputé pour la société américaine, entretenant notamment des relations d'amitié avec le couple Kennedy. Jean-Louis Lucet, plus particulièrement chargé des relations publiques, demeure aux États-Unis jusqu'en 1965, date à

laquelle son père, Charles Lucet, remplace Hervé Alphand en tant qu'ambassadeur de France aux États-Unis. Jean-Louis Lucet part alors pour le Royaume-Uni. Il y est d'abord deuxième puis secrétaire d'ambassade auprès de Geoffroy Chodron de Courcel, ambassadeur de France au Royaume-Uni de 1962 à 1972.

À partir de mai 1970, Jean-Louis Lucet est chargé de mission au Secrétariat de la Présidence de la République, succédant à Georges Gaucher, et le reste jusqu'à la mort de Georges Pompidou. Il travaille avec Jean-Bernard Raimond, conseiller technique pour les Affaires étrangères. Parmi ses attributions on trouve la circulation des télégrammes diplomatiques et l'organisation des voyages présidentiels. Par la suite, Jean-Louis Lucet continue sa carrière diplomatique, comme conseiller d'abord, notamment au Caire et en Italie, puis comme ambassadeur, notamment au Sénégal, en Gambie, en Israël, en Italie et auprès du Saint-Siège.

Il est vice-président du Secours catholique entre 2004 et 2008 et de la Fondation Caritas France ainsi que membre du conseil d'administration de la Villa Médicis à Rome, de l'Académie de Saintonge et de l'Œuvre d'Orient à Jérusalem. Marié à Jacotte Simon, il est ainsi gendre de Pierre-Henri Simon dont il sert l'œuvre à travers des expositions, colloques, conférences et présentations d'ouvrages.

DÉCORATIONS

Chevalier de la Légion d'honneur

Officier de l'ordre national du Mérite

Commandeur du Mérite de la République italienne

ÉCRITS DU TÉMOIN

« Le statut de Jérusalem » dans *La France et la Terre sainte*, Paris, Parole et Silence, 2010, p. 225-248.

ANDRÉ MARGUENAU

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 2h06 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Affaire Markovic – Déclarations de Rome et de Genève – Latour-Maubourg – Mai 1968 – Maladie présidentielle – Relations entre Pompidou et de Gaulle – Voyages – Voyages en province
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

D'abord dessinateur industriel, André Marguenaux passe en 1936 les concours pour entrer dans la police judiciaire. Affecté d'abord à l'identité judiciaire, il entre pour six ans dans la délégation judiciaire. Il s'y occupe d'escroquerie et d'abus de confiance. Il passe ensuite à la brigade criminelle où il reste également six ans.

Lors de la guerre d'Algérie et de la montée du FLN, les circonstances favorisent un renforcement du service de sécurité du Président de la République et des hautes personnalités. André Marguenaux postule alors pour un poste. Lorsqu'il entre au service, il est d'abord affecté auprès du docteur Sid Cara, président du comité du salut public d'Alger. Il travaille ensuite auprès de Maurice Papon, préfet de police.

En avril 1962, André Marguenaux est chargé de la sécurité du nouveau Premier ministre, Georges Pompidou. Il travaille un jour sur deux, en alternance avec un autre garde. Au début, il n'accompagne pas le Premier ministre en province et à l'étranger. Par la suite, il demeure auprès de Georges Pompidou lors de ses déplacements, que ce soit en France ou à l'étranger. Il reste au service de Georges Pompidou jusqu'en 1973.

GILLES MARTINET

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	2 entretiens, durée : 2h30 – Soumis à l'autorisation du témoin
Autres archives	<ul style="list-style-type: none">◆ Fondation de Gaule : archives orales◆ Archives nationales, F60 (Secrétariat général du Gouvernement)◆ CHEFF : archives orales (durée : 6h30)◆ Archives d'histoire contemporaine de Sciences Po : fonds Gilles Martinet◆ IHTP : archives orales, ENT 0001-ENT 0101 (préparation du colloque « L'expérience Mendès France et le mendésisme »)
Mots-clés	Affaire Markovic – Déclarations de Rome et de Genève – Latour-Maubourg – Mai 1968 – Maladie présidentielle – Relations entre Pompidou et de Gaule – Voyages – Voyages en province
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Gilles Martinet est né le 8 août 1916 dans le 14^e arrondissement de Paris et est décédé le 29 mars 2006. Gilles Martinet fait des études d'histoire et envisage de se présenter à l'agrégation. Mais la situation de son père, ruiné, le force à interrompre ses études. Il devient alors journaliste, en 1936-1937 au service Étranger d'Havas, dont son père connaissait le directeur Léon Rollin. Son engagement politique est précoce : il est responsable du groupe des étudiants communistes de la Sorbonne et adhère au PCF en 1933. Il le quitte en décembre 1938 à la suite du procès Boukharine. Mobilisé en 1939, il est démobilisé à Clermont-Ferrand en août 1940. Au même moment, l'AFP est nationalisée par Pétain et un certain nombre de journalistes (communistes ou ex-communistes, francs-maçons, etc.) en sont exclus. Gilles Martinet devient élève-officier, affecté au ravitaillement général.

Il se lie avec les milieux syndicalistes et participe en 1942 à la création d'un journal clandestin, le *Bulletin ouvrier*, avec un ancien du PSOP (parti socialiste ouvrier et paysan), Pierre Bernard, et un militant du parti maximaliste italien, Bogoni. Contacté par Pierre Stibbe, Gilles Martinet fait fusionner le *Bulletin ouvrier* avec l'*Insurgé*, journal du mouvement socialiste de résistance intérieure française dirigé par Marie-Gabriel Fugère. Gilles Martinet y devient éditorialiste.

Il manque d'être arrêté en 1943 puis monte à Paris où il s'investit dans le Mouvement de Libération Nationale et travaille au développement de l'agence de presse de la Résistance, AID, animée par Pierre Hervé. Au lendemain de l'insurrection de Paris, réinvestir les médias, sous contrôle allemand durant la guerre, est un objectif prioritaire de la Résistance. Ainsi, le 20 août 1944, Gilles Martinet, et sept autres journalistes : Claude Martial Bourgeon, Basile Tesselin, Claude Roussel, Pierre Courtade, Jean Lagrange, Max Olivier et Vincent Latève, reprennent le contrôle de l'ancien immeuble Havas occupé par l'Office Français d'Information, contrôlé par l'occupant, situé place de la Bourse.

Ce sont les débuts de l'Agence France-Presse qui est officiellement créée par une ordonnance du 30 septembre 1944. Gilles Martinet devient le premier rédacteur en chef de l'AFP, poste qu'il occupe entre 1944 et 1948. Parallèlement, de 1945 à 1950, il dirige *La Revue internationale* avec Pierre Naville, revue marxiste anti-stalinienne, anti-colonialiste, qui lui donne un cadre pour exprimer les opinions qu'il ne peut manifester explicitement dans le cadre de l'AFP. Il est également directeur de l'agence intercontinentale de 1948 à 1949.

Gilles Martinet quitte définitivement l'AFP en 1949. En 1950, il crée avec Claude Bourdet et Roger Stéphane l'hebdomadaire *L'Observateur*, qui prend ensuite le nom de *France Observateur*. Il en est le directeur puis le gérant unique de 1963 à 1964, époque à laquelle il devient administrateur du *Nouvel Observateur* qui lui succède en 1964. Il conserve ce poste jusqu'en 1985. Par ailleurs, il prend une part active au mouvement socialiste : membre du PSU de 1947 à 1949, puis membre fondateur de l'Union progressiste (1950-1954), il est successivement secrétaire général de l'Union de la gauche socialiste entre 1957 et 1960, secrétaire national adjoint du Parti socialiste unifié de 1960 à 1967, membre du bureau exécutif en 1973, puis de 1975 à 1979, secrétaire national du nouveau parti socialiste de François Mitterrand. En 1973, il publie *Le Système Pompidou*, pamphlet dénonçant les travers de la république gaullienne.

Gilles Martinet n'a pas fait de carrière politique locale ou nationale. En revanche, en 1979, il est élu député européen (groupe socialiste). Il siège au Parlement européen jusqu'en novembre 1981, date à laquelle il est nommé ambassadeur de France en Italie. Il le reste jusqu'en octobre 1984.

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Député européen (1979-1981)

DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite
Commandeur des Arts et des Lettres
Grand-croix du Mérite de la République italienne
Commandeur de l'ordre de l'Honneur (Grèce)
Officier du Ouissam Alaouite (Maroc)

ÉCRITS DU TÉMOIN

Le Marxisme de notre temps, Paris, Julliard, 1962, 180 p.
La Conquête des pouvoirs (1968), Paris, Le Seuil, 1968, 188 p.
Les 5 communismes : russe, yougoslave, chinois, tchèque, cubain, Paris, Le Seuil, 1971, 251 p.
Le Système Pompidou, Paris, Le Seuil, 1973, 187 p.
L'Avenir depuis vingt ans, Paris, Stock, 1974, 182 p.
Sept syndicalismes, Grande-Bretagne, RFA, Suède, Italie, France, États-Unis, Japon, Paris, Seuil, 1979, 256 p.
Cassandra et les tueurs, cinquante ans d'une histoire française, Paris, Le Seuil, 1986, 276 p.
Les Italiens, Paris, Grasset, 1990, 324 p.
Le Réveil des nationalismes français, Le Seuil, 1994, 144 p.
Une certaine idée de la gauche 1936-1997, Paris, Éditions Odile Jacob, 1997, 264 p.
1958-1962. Lorsqu'une République chasse l'autre. Souvenirs d'un témoin, Paris, Michalon, 1999, 288 p.
Les Clés de la V^e République, suivi de Mendès France, le contre-exemple, Paris, Seuil, 2002, 155 p.
L'Observateur engagé, Paris, JC Lattès, 2004, 282 p.

PAUL MASSON

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	4 entretiens, durée : 6h33 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>

Mots-clés	Affaire Markovic – Aménagement du territoire – Coopération – Défense nationale – Déjeuners – Élections présidentielles de 1969 – Élections présidentielles de 1974 – Mai 1968 – Maladie présidentielle – Nucléaire militaire – Pratique gouvernementale – Préfets – Référendum de 1969 – Relations entre Pompidou et Debré – Service militaire
Noms de lieux	États-Unis – Lot

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Paul Masson est né le 21 juillet 1920 à Ussel (Corrèze) et est décédé le 28 mai 2009. Diplômé de l'École nationale de la France d'Outre-Mer, il entame une carrière d'administrateur en Afrique, occupant divers postes durant les années 1940-1950 (1945 : Niger, 1948 : Haute-Volta, 1954 : Soudan, 1957-1958 : Guinée). Parallèlement, il est à plusieurs reprises membre des cabinets de plusieurs ministres de l'Outre-Mer au cours de la IV^e République (Paul Coste-Floret, 1947-1949 ; Louis Jacquinot, 1951-1952, Jean-Jacques Juglas puis Pierre-Henri Teitgen, 1955 ; André Colin, 1958).

En 1959-1960, il retourne en Haute-Volta, comme haut-commissaire représentant le président de la Communauté. Gouverneur de la France d'Outre-Mer en 1960, il est, de 1961 à 1967, directeur-général du Bureau pour le développement de la production agricole, poste crucial pour les programmes de lutte contre les famines. Il fait notamment partie des délégations françaises auprès de la FAO en 1961-1965, du conseil d'administration de l'Institut de recherche et d'agronomie tropicale du Comité français pour la campagne mondiale contre la faim, etc.

Paul Masson devient ensuite préfet du Lot (1967-1971) et à ce titre il rencontre à plusieurs reprises Georges Pompidou, conseiller municipal de Cajarc à partir de 1965, député du Cantal élu en 1967 puis président de la République à partir de 1969. Le Lot est un département important dans le cadre de la politique de rénovation rurale, et Georges Pompidou s'y intéresse particulièrement ; Paul Masson est en contact régulier avec Jean Michardière, commissaire à la rénovation rurale pour la zone Limousin-Lot. De 1971 à 1973, il est directeur du cabinet civil et militaire du ministre d'État de la Défense nationale, Michel Debré. Paul Masson poursuit ensuite sa carrière préfectorale : préfet de la région Centre et préfet du Loiret (1973-1976), préfet de la Gironde et de la région Aquitaine (1976), préfet de la zone de défense Sud-Ouest (1976-1978), avant de revenir dans l'entourage ministériel comme directeur de cabinet d'Yvon Bourges, ministre de la Défense (1978-1979).

En 1979, Paul Masson rejoint le secteur privé, comme directeur délégué de Péchiney-Ugine-Kuhlman. Parallèlement, fort de son ancrage local comme maire de Estouy depuis 1979, il se lance en politique et est élu sénateur du Loiret en 1983. Il le restera jusqu'en 2001. Il s'investit également localement, comme conseiller régional à partir de 1986, réélu en 1992. Paul Masson assume d'autre part des responsabilités juridiques, comme juge titulaire à la Haute Cour de Justice à partir de 1992, et comme juge à la Cour de Justice de la République (1993-2001).

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Maire de Estouy (1979-2001)

Président du syndicat de pays du Pithiverais (1996-2009)

Conseiller régional du Centre (1986-1998)

Sénateur du Loiret (septembre 1983-septembre 2001)

DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite
Officier des Palmes académiques
Commandeur du Mérite agricole
Commandeur de l'Étoile noire (Bénin)

ÉCRITS DU TÉMOIN

L'aide bilatérale, assistance, commerce ou stratégie ?, Paris, PUF, 1967, 332 p.

MICHEL MAURICE-BOKANOWSKI

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	2 entretiens, durée : 2h30 - Librement consultable
Autres archives	Fondation de Gaule : archives orales
Mots-clés	Charbonnages - Commerce extérieur français - Déclarations de Rome et de Genève - Entreprises - Grève des mineurs de 1963 - Ministère de l'Industrie - PTT - Pratique gouvernementale - Renault - RPF - UNR
Noms de lieux	Hauts-de-Seine

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Michel Maurice-Bokanowski est né à Paris (Seine) le 6 novembre 1912 et y est décédé le 3 mai 2005. Fils d'un avocat et député qui fut deux fois ministre de Raymond Poincaré, il croise durant sa jeunesse un certain nombre d'hommes politiques de la III^e République, comme André Tardieu ou Albert Sarraut. Ce sont pour lui des hommes brillants, mais paralysés par le système politique parlementaire et l'état d'une France endormie sur ses lauriers après 1918, au prestige en berne. Le jeune Michel-Bokanowski souhaite travailler rapidement afin de se procurer un certain niveau de vie. Il est recruté chez Citroën comme directeur de succursale en Corse, avant d'être engagé chez Philips. D'autre part, il effectue son service militaire en Afrique (Maroc, Mauritanie en 1934). Il ne pense alors pas du tout à la politique, s'estimant peu doué et peu formé pour cette carrière.

En 1939, il est mobilisé et participe aux combats de 1940. Évacué à Dunkerque, il revient en France puis passe en Afrique du Nord où il s'engage dans l'aviation. En 1943 il s'engage dans les FFL ; il finira la guerre avec le grade de capitaine et le titre de Compagnon de la Libération. En 1945, il revient à sa carrière d'administrateur de sociétés, mais s'engage très vite dans la mouvance gaulliste : dès 1940 il s'était fait le serment personnel de contribuer à réformer les institutions françaises, et lors de la création du RPF il « [se] présente spontanément rue de Solférino ». C'est au RPF qu'il rencontre Pierre Lefranc, Christian Fouchet et beaucoup d'autres. Il est secrétaire général du RPF pour la région parisienne de 1948 à 1951, et élu député de la Seine en juin 1951 puis de nouveau en janvier 1956, sous les étiquettes RPF puis Républicain social. Sous la V^e République, il est élu sénateur des Hauts-de-Seine, en septembre 1968, il est réélu en 1977 puis en 1986. Il ne se représente pas en 1995. D'autre part, il est maire d'Asnières de 1959 à 1994.

Appelé « à [sa] stupéfaction » comme secrétaire d'État à l'Intérieur par Michel Debré qu'il connaissait peu mais avec qui il avait eu des « relations de militants » en 1954-1958, le témoin découvre un univers administratif qu'il ne connaît pas du tout. Il s'occupe plus spécialement de la police. Il est ensuite nommé ministre des Postes et Télécommunications, à un moment d'intenses modernisations (tri postal mécanique, tournées motorisées, etc.). Lors de la formation du gouvernement Pompidou en avril 1962, il est pressenti pour devenir ministre de l'Industrie, mais ce n'est pas Georges Pompidou qui le sollicite directement. Comme ministre de l'Industrie de 1962 à 1966, Michel Maurice-Bokanowski suit un certain nombre de dossiers importants, notamment la grève des mineurs de 1963, la construction navale, le projet Concorde, la politique énergétique, la sidérurgie (plan Debré), etc.

Après son départ du gouvernement, Michel Maurice-Bokanowski continue la politique comme sénateur et comme maire d'Asnières, jusqu'en 1995. Il poursuit d'autre part sa carrière privée comme administrateur de sociétés.

■ EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Maire d'Asnières (1959-1994)

Député RPF puis Républicain social de la Seine (1951-1958), député UNR de la Seine (1958)

Sénateur UDR puis RPR des Hauts-de-Seine (1968-1995)

Secrétaire d'État à l'Intérieur (janvier 1959-février 1960)

Ministre des Postes et Télécommunications (février 1960-avril 1962)

Ministre de l'Industrie (avril 1962-février 1966)

■ DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'honneur

Compagnon de la Libération

Croix de guerre 39-45

■ ÉCRITS DU TÉMOIN

« Rencontre de Gaulle-Malraux », *Espoir*, no 40, 1983 ?, p. 30.

Avant la bombe ? La défense civile nucléaire, Paris, Albatros, 1985, 115 p.

FRANÇOIS MAURIN

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	2 entretiens, durée : 3h20 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Aéronautique – Alliance atlantique – Armée de l'Air – Conseil d'État – Défense nationale – Dissuasion – Élections présidentielles de 1969 – Essais nucléaires – Force de frappe – Guerre du Kippour – Lois de programme – Mai 1968 –
Noms de lieux	Algérie – Indochine – RFA – Suisse

NOTICE BIOGRAPHIQUE

François Maurin est né le 8 mars 1918 à Paris dans une famille de militaires : son grand-père était amiral, son père (Louis Maurin) général d'artillerie et ministre de la guerre de novembre 1934 à mai 1935 puis de janvier à juin 1936. François Maurin choisit de faire l'École de l'Air, tandis que ses deux frères font respectivement Polytechnique et Centrale. Il devient pilote de l'armée de l'Air. Après la Seconde Guerre mondiale, il est pilote d'avions de transports en Indochine pendant presque trois ans, rentrant en France en 1949 où il est affecté à Villacoublay. De 1954 à 1956, il commande le Centre d'expérience de l'armée de l'Air à Brétigny, base de pilotes d'essai pour de nouveaux matériels, civils ou militaires. Il est ensuite reçu à l'École de guerre où il étudie de 1956 à 1958, avant d'être affecté au Bureau des études générales à l'état-major de l'armée de l'Air, qu'il dirige de 1960 à 1963 ; y voit les débuts de développement de la force aérienne stratégique. Il passe également trois ans au Centre d'expériences aériennes à Mont-de-Marsan (1959-1962), où sont expérimentés les Mirage III et IV.

En 1964, François Maurin est nommé général de brigade et devient sous-chef Plans de l'état-major de l'armée de l'Air. Devenu général de division aérienne en 1966, il commande la 3^e région aérienne de Bordeaux en 1966-1967 avant d'assumer le commandement de la Défense aérienne du territoire de 1967 à 1969, à Taverny. C'est là qu'il vit l'année 1968, assurant notamment le remplacement des contrôleurs aériens civils en grève en mai 1968 par des contrôleurs aériens militaires. Parallèlement, de 1967 à 1971, François Maurin est membre du Conseil supérieur de l'Air.

Nommé major-général de l'Armée de l'Air en janvier 1969, puis second de l'Armée de l'Air en janvier 1970, il est promu général d'armée de l'Air en 1971 et devient chef d'état-major des Armées en juin 1971, poste qu'il occupe jusqu'en 1975. Durant la même période, il est également membre du Comité de l'énergie atomique.

François Maurin entre ensuite au Conseil d'État, où il siège de 1975 à 1986, est vice-président de l'IFRI en 1979 et également président de la Caisse nationale militaire de sécurité sociale de 1986 à 1999.

DÉCORATIONS

Grand-Croix de la Légion d'Honneur
Grand-Croix de l'Ordre national du Mérite
Croix de Guerre 1939-1945
Croix de guerre des théâtres d'opérations extérieurs
Médaille de l'Aéronautique

ÉCRITS DU TÉMOIN

« Pérennité et nécessité de la défense », *Défense nationale*, no 324, juillet 1973.
« Menaces militaires et politique de défense », *Le Monde diplomatique*, mars 1974.
« Entretien avec le chef d'état-major des armées (CEMA) à l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) », *Défense nationale*, no 335, juillet 1974.
« Réponse aux auditeurs de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) », *Défense nationale*, no 345, juin 1975.
« L'originalité française et le commandement », *Défense nationale*, no 500, juillet 1989.
« La dissuasion. La force nucléaire stratégique », *Espoir*, no 93, septembre 1993, p. 25.
« Avenir de la défense militaire française », *Défense nationale*, no 548, décembre 1993.
« La Défense nationale [Michel Debré] », *Espoir*, no 110, janvier 1997, p. 60.
« L'engagement militaire de la France dans le monde actuel », *Espoir*, no 117, novembre 1998, p. 66-68.
« La coopération en matière d'armement Air », in VAÏSSE, Maurice (dir.), *Armement et V^e République : fin des années 1950-fin des années 1960*, Paris, CNRS Éditions, 2002, p. 117-119.
« Fidèle à la doctrine gaulliste même lorsqu'elle était violemment mise en cause [Paul-Marie de La Gorce] », *Espoir*, no 142, mars 2005, p. 85.

PIERRE MAZEAUD

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	3 entretiens, durée : 3h56 - Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>

Mots-clés	Affaire Jouhaud – Affaire Markovic – Appel des 43 – Choc pétrolier de 1973 – Conceptions de Georges Pompidou – Déclarations de Rome et de Genève – Départ de Maignon (juillet 1968) – Disparition du général de Gaulle (1968) – Élections législatives de 1968 – Élections législatives de 1973 – Élections municipales de 1965 – Élections présidentielles de 1965 – Élections présidentielles de 1974 – Gouvernement Messmer – Jeunes Loups – Jeux Olympiques de Grenoble – Mai 1968 – Maladie présidentielle – Manifeste des présidents de commission UDR – Ministère de la Jeunesse et des Sports – Mouvements gaullistes – Nouvelle Société – Portrait de Georges Pompidou – Pratique gouvernementale – Quinquennat – Référendum de 1969 – Réforme constitutionnelle de 1962 – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Relations entre Pompidou et les ministres
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Pierre Mazeaud est né le 24 août 1929 à Lyon. Issu d'une famille de juristes, il est fils de Jean Mazeaud, magistrat à Grenoble et Conseiller à la Cour de cassation, qui s'était distingué durant la Seconde Guerre mondiale par son engagement dans la Résistance. Pierre Mazeaud soutient sa thèse de doctorat en droit en 1955 et commence à enseigner à l'automne 1955 à la Faculté de Droit de Paris comme chargé de TD. Il conserve ce poste jusqu'en 1968 malgré ses multiples responsabilités ministérielles. Tout au long de sa carrière, il enseignera d'ailleurs le droit dans divers institutions. En 1961, Pierre Mazeaud est nommé juge d'instance au Lamentin (Martinique), puis en 1964 juge de grande instance à Versailles.

Ses premiers engagements politiques ne laissent rien présager de ce que sera sa carrière politique puisque Pierre Mazeaud commence par présider la Fédération des jeunes anarchistes et par collaborer avec plusieurs journaux libertaires et anarchistes. En 1960, Pierre Mazeaud fait la connaissance de Michel Debré, alors qu'il donnait des cours particuliers à son fils. Michel Debré se prend d'affection pour le jeune juriste et le convainc de rejoindre le parti gaulliste. Cette première rencontre marque le début d'une longue amitié entre les deux hommes.

En 1961, Pierre Mazeaud est chargé de mission au cabinet de Michel Debré, Premier ministre. Lorsque Georges Pompidou devient Premier ministre le 14 avril 1962, Pierre Mazeaud est nommé chargé de mission au cabinet du Garde des sceaux, Jean Foyer, grâce au soutien actif de Michel Debré. Il est ensuite chargé de mission auprès de François Missoffe, ministre de la jeunesse et des sports de 1967 à 1968. Il s'occupe en particulier avec Marceau Crespin, directeur des sports, de l'organisation des Jeux olympiques d'hiver de février 1968 à Grenoble.

La première expérience électorale de Pierre Mazeaud a lieu en mars 1965, lors des élections municipales. Il se présente à Limoges sous les couleurs de l'Union pour la Nouvelle République (UNR) mais échoue face au socialiste Louis Longequeue. Lors des élections législatives de mars 1967, dans le cadre de l'opération « Jeunes loups » organisée par les jeunes gaullistes de la région, Pierre Mazeaud se présente dans la troisième circonscription de Haute-Vienne. Il est à nouveau battu par le socialiste Longequeue avec 30,1 % des suffrages exprimés. Battu à deux reprises dans le Limousin socialiste, Pierre Mazeaud se présente l'année suivante dans les Hauts-de-Seine. Porté par la vague gaulliste, il est élu député de la douzième circonscription (comprenant notamment Clamart, Châtillon et Montrouge) dès le 1er tour, le 30 juin 1968.

À l'Assemblée nationale, il se distingue par des prises de positions en matière de lutte contre la drogue ou sur des questions liées à la famille. En particulier, il intervient pour défendre l'idée de ne pas renoncer au principe de l'autorité du chef de famille. Il est réélu dans les Hauts-de-Seine lors des

élections de mars 1973. Il est ensuite député de Haute-Savoie pour le Rassemblement Pour la République (RPR) jusqu'en 1998. Sous la présidence de Georges Pompidou, Pierre Mazeaud est nommé secrétaire d'État auprès de Pierre Messmer, Premier ministre, chargé de la Jeunesse, des Sports et des loisirs à partir du 2 mars 1973. Jusqu'au 26 août 1976, il occupe diverses fonctions gouvernementales toutes en relation avec le domaine de la Jeunesse et les Sports. Le sport occupant une place centrale dans sa vie personnelle, Pierre Mazeaud en fait son sujet de prédilection à l'Assemblée nationale à compter des années 1970.

En octobre 1975, il fait adopter par le Parlement une loi sur le développement du sport, appelée « loi Mazeaud ». Cette loi organise l'enseignement du sport à l'école, confié soit à des enseignants, soit à des éducateurs sportifs. Par ailleurs, alpiniste chevronné, Pierre Mazeaud dirige notamment la première expédition française à escalader l'Everest en 1978.

Pierre Mazeaud quitte le gouvernement en août 1976, lors du départ de Jacques Chirac de Matignon. Sa carrière politique continue d'être exemplaire et il reçoit de nombreuses distinctions. Il est notamment élu en 2005 membre de l'Académie des sciences morales et politiques, au fauteuil laissé vacant par Alice Saunier-Séïté. Ce fauteuil avait précédemment été occupé par l'oncle de Pierre Mazeaud, Henri Mazeaud, jusqu'en 1993. Le 21 février 1998, Pierre Mazeaud est nommé au Conseil constitutionnel par le Président de la République Jacques Chirac. Il en est le président de 2004 à 2007.

■ EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Secrétaire d'État chargé de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs (mars 1973-mars 1974)

Secrétaire d'État chargé de la Jeunesse et des Sports (mars-mai 1974)

Secrétaire d'État chargé de la Jeunesse et des Sports (mai 1974-août 1976)

Maire de Saint-Julien-en-Genevois (1979-1989)

Conseiller régional de Rhône-Alpes (1992-1998)

Député des Hauts-de-Seine (juillet 1968-mai 1973), de Haute-Savoie (avril 1986-mars 1998)

■ DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'honneur

Officier du Mérite sportif

Commandeur de l'ordre de Tahiti Nui

■ ÉCRITS DU TÉMOIN

De quelques problèmes relatifs à la condition de la femme mariée à Rome, Thèse de doctorat en droit, Paris : Faculté de droit de Paris, 1955, 220 p.

Le Pilier du Fresnay, Paris, Schiffer, 1961, 26 p.

Montagne pour un homme nu, Paris, Arthaud, 1971, 291 p.

Everest 1978, Paris, Denoël, 1979, 221 p.

DECK, Claude, et MAZEAUD, Pierre, *La route de l'Everest*, Paris, Denoël, 1979, 145 p.

Sports et liberté, Paris, Denoël, 1980, 230 p.

- Nanga-Parbat, Montagne cruelle*, Paris, Denoël, 1982, 262 p.
- Des cailloux et des mouches ou l'échec à l'Himalaya*, Paris, Orban, 1985, 229 p.
- Rappel au règlement*, Paris, France-Empire, 1994, 196 p.
- « La vie de la Constitution à la lumière du discours de Bayeux », *Espoir*, no 108, septembre 1996, p. 16.
- « Allocution prononcée à la mairie de Boulogne-Billancourt, le 11 avril 2002 [Hommage à Georges Gorse] », *Espoir*, no 131, juin 2002, p. 77.
- Notice sur la vie et les travaux d'Alice Saunier-Séïté. Séance publique du lundi 29 janvier 2007*, Paris, Palais de l'Institut, 2007, 25 p.
- « Vœux 2008 », *Espoir*, no 153, décembre 2007, p. 1.
- « À la découverte d'un pays "plus vieux que l'histoire" [la Chine] », *Espoir*, no 153, décembre 2007, p. 48.
- Commission sur le cadre constitutionnel de la nouvelle politique d'immigration (présidée par Pierre Mazeaud), *Pour une politique des migrations transparente, simple et solidaire. Rapport au Ministre de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire*, Paris, La Documentation française, 2008, 246 p.
- « L'esprit de la Constitution de 1958 », *Espoir*, no 155, décembre 2008, p. 4.
- « Hommage à Jean Foyer », *Espoir*, no 155, décembre 2008, p. 126.
- Propositions de réforme de la législation sur le financement des campagnes électorales pour les élections législatives. Rapport au Président de l'Assemblée nationale*, Paris, La Documentation française, 2009, 72 p.
- MAZEAUD, Pierre, et PUIGELIER, Catherine (dir.), *Le peuple et l'idée de norme*, Paris, Panthéon-Assas/LGDJ, 2012, 225 p.

BIBLIOGRAPHIE

GUILLAUMONT, Olivier, *Pierre Mazeaud, l'Insoumis*, Paris, éditions Guérin, 2012, 328 p.

JEAN MÉO

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	2 entretiens, durée : 4h39 – Librement consultable
Autres archives	CHEFF : archives orales (durée : 1h00)

Mots-clés	Choc pétrolier de 1973 – Constitution de 1958 – Élections présidentielles de 1969 – ELF – Georges Pompidou directeur de cabinet – Industrie – Mai 1968 – Pétrole – Plan Pinay-Rueff – Seconde Guerre mondiale
Noms de lieux	Algérie

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Jean Méo est né le 26 avril 1927 à Vosne-Romanée (Côte-d'Or), dans une famille de vigneron. Polytechnicien, ingénieur du Corps des Mines et auditeur à l'École libre des Sciences politiques, Jean Méo commence par faire un stage de terrain dans les Houillères de Lorraine. Il est ensuite chargé de mission aux cabinets de Paul Ramadier, Félix Gaillard, Edgar Faure et Pierre Pflimlin ministres des Finances (1957-1958). Il vient de faire une demande de mutation à la BIRD, prévue pour le 4 juin 1958, mais le retour au pouvoir du général de Gaulle change ses projets.

Grâce à sa double compétence d'ingénieur et d'économiste, il est choisi par Roger Goetze pour le secrétariat général de la Présidence : Jean Méo devient chargé de mission pour les questions économiques et financières au cabinet du général de Gaulle, conjointement avec Roger Goetze, Antoine Dupont-Fauville et Maurice Pérouse. Il fait donc la connaissance de Georges Pompidou dès le 3 juin 1958, mais ne le rencontre qu'épisodiquement, dans les couloirs. Jean Méo conserve les mêmes fonctions au secrétariat général de la présidence de la République (1959-1960). Il est ensuite nommé directeur général adjoint puis directeur général de l'Union générale des Pétroles devenue Elf-ERAP puis Elf-Union (1960-1972) ; il est en parallèle directeur général de la branche raffinage-distribution (1966-1972) et administrateur-directeur général de Socantar.

En 1972, Jean Méo devient directeur général délégué de France éditions et Publications (FEP), éditeur notamment de *France-Soir*. Il préside ensuite l'agence Havas, de 1974 à 1978. En 1979, il est nommé secrétaire général adjoint du RPR. En septembre 1981, il devient député européen comme suivant sur la liste « Défense des intérêts de la France en Europe » après la démission d'André Turcat. Lui-même démissionne en septembre 1982 et est remplacé par la suivante sur la liste, Magdeleine Anglade. Enfin, de 1986 à 1992, il préside l'Institut français du pétrole.

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Député européen (1981-1982)

DÉCORATIONS

Officier de la Légion d'honneur

Chevalier du Mérite agricole

ÉCRITS DU TÉMOIN

MÉO, Jean, et BELTRAN, Alain, « De Gaulle et la modernisation de l'économie française », dans *Cahiers de la Fondation Charles de Gaulle*, « La politique économique et financière du général de Gaulle, 1958-1969 », no 15, 2005, p. 105-126.

« Faire fonctionner la Maison natale », *Espoir*, no 147, juin 2006, p. 140.

« Pompidou incarnait la continuité gaullienne », *Espoir*, no 148, septembre 2006, p. 51-56.

« Le Général n'a pratiquement laissé aucun objet pour un musée », *Espoir*, no 149, décembre 2006, p. 135.

Une fidélité gaulliste à l'épreuve du pouvoir : de De Gaulle à Chirac, Panazol, Lavauzelle, 2008, 429 p.

PIERRE MESSMER

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	8 entretiens, durée : 9h30 – Librement consultable
Autres archives	Service historique de la Défense
Mots-clés	Accords de Grenelle (1968) – Aéronautique – Aérospatial – Affaire des généraux – Affaire Markovic – Agriculture – Alliance atlantique – Amis de Georges Pompidou – Assemblée nationale – Avortement – Cabinet de Georges Pompidou – Centrisme – Champions nationaux – Chômage – Commerce/distribution – Conceptions de Georges Pompidou – Conceptions de Georges Pompidou (Agriculture) – Conceptions de Georges Pompidou (Industrie) – Conceptions de Georges Pompidou (Outre-mer) – Conceptions de Georges Pompidou (Société) – Conseils des ministres – Constitution de 1958 – Construction européenne – Crise monétaire de 1971 – Déclarations de Rome et de Genève – Décolonisation – Défense nationale – Départ de Matignon (juillet 1968) – Dévaluation – Droits de tirage spéciaux – Élections législatives de 1967 – Élections législatives de 1973 – Élections présidentielles de 1965 – Élections présidentielles de 1969 – ENFOM – Entourage – FECOM – Gaullistes de gauche – Georges Pompidou directeur de cabinet – GPRF – Guerre d'Algérie – Harkis – Immigration – Institutions – Latour-Maubourg – Lip – Mai 1968 – Maladie présidentielle – Ministère des Affaires sociales – Ministère des Armées – Ministère des DOM-TOM – Mouvements gaullistes – Nouvelle Société – Nucléaire civil – Opposition – Ouverture – Parlement – Participation – Plan Calcul – Politique contractuelle – Portrait de Georges Pompidou – Présence et action du gaullisme – Questions monétaires – Référendum de 1969 – Réforme constitutionnelle de 1962 – Réforme régionale de 1972 – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Relations entre Pompidou et de Gaulle – Relations entre Pompidou et les ministres – Relations entre Pompidou et Messmer – Renseignement – Retraites – Salaires – Seconde Guerre mondiale – Sécurité routière – Sidérurgie – Syndicats – Syndicats agricoles – Tourisme – UDR
Noms de lieux	Algérie – Colonies françaises – Indochine – Nouvelle-Calédonie – Outre-Mer – Polynésie française – Sénégal – Vietnam

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Pierre Messmer est né le 20 mars 1996 à Vincennes et décédé le 29 août 2007 à Paris. Élève-administrateur des colonies à partir de 1938, Pierre Messmer rejoint les forces françaises libres en 1940. Il est affecté à la 13^e demi-brigade de la Légion étrangère. Chef de section, puis commandant de compagnie, il est engagé dans les expéditions de Dakar puis du Gabon. Il fait campagne en Érythrée, en Syrie en 1941, puis en Libye avec Bir Hakeim et El Alamein entre 1942 et 1943. Il est ensuite affecté en Tunisie. Après la libération de Paris, aux côtés de la 2^e Division Blindée, après les campagnes de France et d'Allemagne, de nouveau avec la 13^e demi-brigade de Légion étrangère, il fait un rapide passage à la Direction de la mission française à Calcutta. En 1945, il est parachuté au Tonkin. Fait prisonnier par le Viêt-minh, il s'échappe après deux mois de captivité, et rejoint la mission française à Hanoï.

Démobilisé, il devient secrétaire général du comité interministériel pour l'Indochine en 1946 puis, entre 1947 et 1948, il est nommé directeur du cabinet d'Émile Bollaert, haut-commissaire de France en Indochine. Devenu administrateur en chef de la France d'outre-mer en 1950, il est gouverneur de la Mauritanie entre 1952 et 1954 puis de la Côte d'Ivoire entre 1954 et 1956. Directeur de cabinet de Gaston Defferre, ministre de la France d'outre-mer entre janvier et avril 1956, il est ensuite nommé haut-commissaire au Cameroun (1956-1958) puis en Afrique équatoriale française (1958), enfin haut-commissaire général en Afrique occidentale française (1958-1959).

Fidèle du général de Gaulle, il est son ministre des Armées pendant près de dix ans, entre 1960 et 1969. Il est associé aux grandes options géostratégiques de la France, notamment sur le nucléaire. Sous Georges Pompidou, en 1971, au sein du gouvernement de Jacques Chaban-Delmas, il est nommé ministre des Départements et Territoires d'Outre-Mer, jusqu'en 1972, date à laquelle il devient Premier ministre, choisi par le Président dans la perspective des élections législatives de 1973.

Le nouveau Premier ministre, qui aime la simplicité et les rapports directs, ramène à dix le nombre de secrétaires d'État. En créant un ministère de l'Information ou en nommant un proche du président à la tête de l'ORTF, il tourne la page jugée trop libérale de l'ère précédente. Lors de son discours de politique générale du 3 octobre 1972, les problèmes qu'il pointe avant tout sont l'inflation et le chômage qui génèrent des tensions sociales. Face à cela, le programme est celui de « l'égalité des chances » déclinée sur de nombreux points, en particulier : une égalité « effective » de l'homme et de la femme, une formation qui doit être possible tout le long de la vie active, la réforme de l'enseignement et celle du droit de licenciement, afin de mieux protéger les salariés. Deux priorités économiques sont mises en avant : « la vitalité de notre tissu industriel » et « développer la recherche et les industries de pointe ». Le secteur primaire doit être modernisé : « Il faut spécialiser notre agriculture en fonction de nos capacités comme des besoins de la Communauté économique européenne. »

Son gouvernement poursuit la politique d'investissement et de grands équipements qui met en avant les grands succès de l'innovation nationale : inauguration du boulevard périphérique de Paris en avril 1973, lancement du programme de TGV Paris-Lyon, ouverture de l'aéroport Charles-de-Gaulle en mars 1974. Le Premier ministre amplifie le programme de centrales nucléaires. En effet, le plan Messmer, mené à partir de 1973, prévoit la construction de 4 à 6 réacteurs par an jusqu'en 1985. Cette accélération est confirmée après le premier choc pétrolier, qui voit les prix de l'énergie fossile s'envoler. Les acquis de l'ère précédente sont préservés. Le gouvernement Messmer bénéficie encore du souffle des Trente Glorieuses – relèvement des allocations familiales de 12%, hausse du SMIC de 11,6%, mensualisation des ouvriers et extension des mesures participatives – mais, déjà, avec le premier choc pétrolier, la forte inflation vient grever ces avancées sociales.

Au fil des mois, Pierre Messmer supplée de plus en plus le président de la République en raison de la grave maladie de ce dernier. À la mort du président, son mandat se poursuit sous la présidence par intérim d'Alain Poher puis prend fin en mai 1974. Élu député de Moselle en 1968, il conserve

cette fonction jusqu'en 1988, sous l'étiquette UDR puis RPR. Très impliqué dans cette région, il est également conseiller général de la Moselle de 1970 à 1982, maire de Sarrebourg de 1971 à 1989 et membre puis président du Conseil régional de Lorraine. Pierre Messmer a aussi été représentant à l'Assemblée des communautés européennes (liste Défense des intérêts de la France en Europe) entre 1979 et 1984. Il a été honoré de plusieurs titres et fonctions, en tant que membre de l'Académie des sciences d'outre-mer à partir de 1976 et membre l'Académie des sciences morales et politiques à partir de 1988.

Il a également été chancelier de l'Institut de France entre 1998 et 2005 et membre de l'Académie française, élu le 25 mars 1999 au fauteuil de Maurice Schumann. Pierre Messmer a part ailleurs tenté de perpétuer la mémoire de Charles de Gaulle, en tant que président de l'Institut Charles de Gaulle, entre 1995 et 1997 puis de la Fondation Charles de Gaulle entre 1995 et 1998. Il a ensuite présidé l'Association Georges Pompidou jusqu'à son décès.

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

1960-1969 : Ministre des Armées

1971-1972 : Ministre d'État chargé des Départements et Territoires d'outre-mer

Juillet 1972- avril 1974 : Premier ministre

1968-1988 : Député de la Moselle

1971-1981 : Maire de Sarrebourg

DÉCORATIONS

Grand chancelier de l'ordre de la Libération

Grand-croix de la Légion d'honneur

Compagnon de la Libération

Croix de guerre 39-45

Médaille de la Résistance

ÉCRITS DU TÉMOIN

« Il y a quarante ans. Morts à Bir-Hakeim », *Espoir*, no 40, 1983 ?, p. 44.

« La bataille de Bir-Hakeim », *Espoir*, no 56, septembre 1986, p. 34.

« À propos de l'ouvrage de Frédéric Bozo, *La France et l'OTAN. De la guerre froide au nouvel ordre européen* », *Espoir*, no 78, mars 1992, p. 40.

« Il y a 50 ans. Bir-Hakeim », *Espoir*, no 81, juin 1982 (?), p. 2.

« Hommage au professeur Robert de Vernejoul », *Espoir*, no 87, 1992, p. 56.

Après tant de batailles, mémoires, Paris, Albin Michel, 1992, 462 p.

« Geoffroy de Courcel à la 1^{re} DFL », *Espoir*, no 92, juin 1993, p. 34-37.

« Le général de Gaulle et la politique de défense », *Espoir*, no 93, septembre 1993, p. 3.

« Préface "De Gaulle et la Marine" », *Espoir*, no 97, juin 1994, p. 9-10.

- « Naissance de la France libre », *Espoir*, no 100, janvier 1995, p. 9.
- « Allocution à l'occasion de la présentation des nouveaux aménagements de la Maison natale, le 22 novembre 1995 », *Espoir*, no 106, mars 1996, p. 80-81.
- « Présentation [Michel Debré] », *Espoir*, no 110, janvier 1997, p. 7.
- « Allocution à l'occasion du dévoilement de la statue du général de Gaulle à Québec, le 23 juillet 1997 », *Espoir*, no 112, septembre 1997, p. 54.
- Les Blancs s'en vont : récit de décolonisation*, Paris, Albin Michel, 1998, 301 p.
- « Discours lors de sa réception à l'Académie française, le 10 mars 2000 », *Espoir*, no 121, décembre 1999 (?), p. 87.
- « La nouvelle stratégie militaire et ses conséquences sur l'organisation et l'emploi de nos armées » dans DRAGO, Roland (dir.), *Le Rôle et la place de l'État au début du XXI^e siècle*, Paris, PUF, 2001, 400 p.
- La Patrouille perdue et autres récits extraordinaires*, Paris, Albin Michel, 2002, 167 p.
- Avec Philippe de SAINT-ROBERT, *Ma part de France*, Paris, François-Xavier de Guibert, 2003, 228 p.
- « De Gaulle et la Coopération », *Espoir*, no 134, avril 2003, p. 15.
- « Introduction à l'œuvre militaire du général de Gaulle », *Espoir*, no 137, décembre 2003, p. 7.
- « L'esprit des armées et le nouveau règlement militaire », *Espoir*, no 137, décembre 2003, p. 149.
- « Le statut des objecteurs de conscience », *Espoir*, no 137, décembre 2003, p. 151.
- « Hommage à Paul-Marie de La Gorce », *Espoir*, no 142, mars 2005, p. 73.
- « Les alliances sont utiles et parfois nécessaires mais elles ne sont pas éternelles [Sortie de l'OTAN]. Extrait de son ouvrage, *Après tant de batailles* », *Espoir*, no 146, mars 2006, p. 14.
- « Pompidou était le meilleur successeur possible du Général », *Espoir*, no 148, septembre 2006, p. 40-42.
- Au sein de l'Académie des sciences morales et politiques, *La France prépare mal l'avenir de sa jeunesse*, Paris, Seuil, 2007, 117 p. Avant-propos de Raymond Barre et Pierre Messmer.
- « Tous les colonisés souhaitent que les Blancs s'en aillent », *Espoir*, no 152, septembre 2007, p. 67-73.
- « Hommage au général Jacques Bourdis », *Espoir*, no 152, septembre 2007, p. 139-140.

BIBLIOGRAPHIE

- AUDIGIER, François, COCHET, François, LACHAISE, Bernard, et VAÏSSE, Maurice, *Pierre Messmer. Au croisement du militaire, du colonial et du politique*, Paris, Éditions Riveneuve, 2013, 512 p.
- DRUON, Maurice (dir.), *Pierre Messmer, une conscience française*, Paris, Nicolas Chaudun, 2008, 143 p.

JEAN MICHARDIÈRE

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	3 entretiens, durée : 5h15 – Soumis à l'autorisation du témoin
Autres archives	inconnues
Mots-clés	Agriculture- Aménagement du territoire – Ministère de l'Agriculture – PAC – Rénovation rurale
Noms de lieux	Cajarc – Cantal – DOM-TOM – Lot

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Jean Michardière est né le 16 août 1921 à Vernon (Vienne), dans une famille d'instituteurs d'origine rurale. Après le baccalauréat, Jean Michardière fait ses classes préparatoires à Poitiers puis à Lyon (il était inscrit au lycée Henri IV mais la guerre l'empêche de « monter » à Paris). En 1942, il l'École agronomique de Montpellier (école nationale supérieure des sciences agronomiques appliquées). Il entame sa carrière en 1947 comme ingénieur des services agricoles, d'abord à Mont-de-Marsan puis, à partir de 1951, à Limoges. En 1954, il devient ingénieur principal directeur adjoint des services agricoles de Nantes.

De 1958 à 1964, il est ingénieur en chef directeur des services agricoles du Cantal. Durant cette période sont déterminés et mis en place les grands objectifs de la politique agricole, sur la base de la loi d'orientation agricole de 1960 préparée par Michel Debré, à laquelle s'ajoute la loi complémentaire du 8 août 1962. Entre-temps Georges Pompidou est nommé à Matignon, alors que Jean Michardière est en fonction dans le Cantal. Leur première rencontre se fait d'ailleurs dans ce département. L'année 1965 est celle de la création des directions départementales de l'agriculture. Jean Michardière est alors nommé premier directeur départemental de l'agriculture d'Ille-et-Vilaine. C'est également en 1965, avec la réforme de l'administration centrale de l'agriculture, menée par Edgard Pisani, que le Génie rural et les Eaux et Forêts fusionnent en un seul corps, celui des IGREF. Jean Michardière devient lui-même IGREF.

La politique de rénovation rurale définie par le décret du 24 octobre 1967 place à la tête de chaque zone de rénovation rurale un commissaire à la rénovation rurale. Jean Michardière fait partie des quatre premiers commissaires nommés par décret le 15 novembre 1967 et installés à la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale, selon la volonté du délégué Jérôme Monod. Jean Michardière est en charge du Limousin et du Lot. Il reçoit notamment la mission de déposer, dans un délai de trois mois, un rapport qui, après une large concertation avec les élus, les organisations professionnelles et les principales autorités administratives, recense les actions à conduire prioritairement pour surmonter les handicaps contrariant le développement économique de la zone. Alors qu'il occupe ce poste, il rédige également un rapport remis à Georges Pompidou en mars 1968 concernant le tourisme.

Michel Cointat, ministre de l'Agriculture du 8 janvier 1971 au 5 juillet 1972, le place à la direction de son cabinet en 1971. Par la suite, Jean Michardière devient commissaire à l'aménagement du Massif central, poste qu'il occupe de 1974 à 1978. En 1978, il devient membre de la Cour des comptes et membre du Conseil de l'Office national des forêts. Il a également présidé au conseil d'administration du Centre national pour l'aménagement des structures des exploitants agricoles.

DÉCORATIONS

Chevalier de la Légion d'honneur

Chevalier de l'ordre national du Mérite

Commandeur du Mérite agricole

Chevalier des Palmes académiques

ÉCRITS DU TÉMOIN

Aspects et problèmes de l'agriculture auvergnate, Clermont-Ferrand, Société des amis des universités de Clermont, 1980, 223 p. (préface).

Avec MUZZELEC, Raymond et GAIN, Nicole, *Les Agents non-titulaires dans la fonction publique: rapport présenté*, Paris, 1979, 184 p.

« La rénovation rurale », dans François CARON et Maurice VAÏSSE (dir.), *L'Aménagement du territoire, 1958-1974*, Paris, L'Harmattan, 1999, p. 309-316.

FRANÇOIS MISSOFFE

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	2 entretiens, durée : 3h09 – Librement consultable
Autres archives	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Fondation de Gaule : archives orales ◆ Archives orales du ministère des Affaires étrangères : AO62 (1 entretien, 1h15)
Mots-clés	Accords de Grenelle (1968) – Affaire Markovic – Conseils des ministres – Déclarations de Rome et de Genève – Élections législatives de 1958 – Élections législatives de 1962 – Élections législatives de 1967 – Élections législatives de 1968 – Élections législatives de 1973 – Élections présidentielles de 1965 – Élections présidentielles de 1969 – Gaullistes de

	gauche – Jeunesse – Jeux Olympiques de Grenoble – Mai 1968 – Maladie présidentielle – Ministère de la Jeunesse et des Sports – Ministère des Rapatriés – Mouvements gaullistes – Portrait de Georges Pompidou – Prix – Quinquennat – Référendum de 1969 – Réforme constitutionnelle de 1962 – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Résistance – Secrétariat d'État au Commerce intérieur – Sport – UNR
Noms de lieux	Asie – Indochine – Japon – La Villette

■ NOTICE BIOGRAPHIQUE

François Missoffe est né le 13 octobre 1919 à Toulon (Var) et mort le 28 août 2003 à Rouen. Il est le fils de Jacques Missoffe, vice-amiral d'escadre et de Simone Tardieu. Il a épousé Hélène de Mitry, femme politique, notamment secrétaire d'État auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale dans le gouvernement de Raymond Barre, conseillère de Paris, députée RPR de la 24^e circonscription, sénatrice, conseillère régionale en Île-de-France. Leur fille aînée, Françoise de Panafieu, elle aussi femme politique française, membre de l'UMP, a été secrétaire d'État au Tourisme, députée de la 16^e circonscription de Paris et conseillère de Paris pour le XVII^e arrondissement, arrondissement dont elle fut la maire.

Après avoir rejoint la France libre à Londres en compagnie de ses frères en 1943, François Missoffe s'engage dans les Forces Libres françaises. En 1945, il est expédié en Inde puis en Chine pour atteindre les Japonais en Indochine. Proche du général de Gaulle et surtout de Jacques Foccart, il adhère au RPF en 1949. Il est député UNR de la Seine (24^e circonscription, dans le XVII^e arrondissement de Paris) entre 1958 et 1960, mandat qu'il exerce à nouveau entre novembre et décembre 1962 puis entre mars et mai 1967, affilié à l'UD-V^e, et enfin entre juin 1968 et juillet 1974, à l'UDR. Il est alors remplacé par sa femme, Hélène Missoffe. Il est également premier trésorier général de l'UNR entre 1959 et 1961, avant d'être secrétaire d'État au commerce intérieur entre 1961 et 1962 dans les gouvernement successifs de Michel Debré et de Georges Pompidou. C'est lui qui, en 1961, lance la formule « Suivez le bœuf ! », destinée à faire baisser le coût de la viande. Toujours au sein du gouvernement de Georges Pompidou, il est nommé ministre chargé des Rapatriés, entre 1962 et 1964.

Il est, entre 1966 et 1968, le premier ministre en titre de la Jeunesse et des Sports, secteur qui depuis 1963 bénéficiait d'un secrétariat d'État. Nommé dans le cadre du remaniement qui suit les élections présidentielles de décembre 1965, la promotion de Jeunesse et Sports en ministère s'accompagne d'une tentative pour fonder ce que François Missoffe a appelé une politique de la jeunesse, à partir d'une vaste consultation de la jeunesse, connue sous le nom de « Livre blanc » ou « Rapport Missoffe ». C'est au sujet de ce rapport qu'il est pris à partie par les étudiants, le 8 janvier 1968, lors de l'inauguration de la piscine du campus de Nanterre. Il en résulte un incident avec Daniel Cohn-Bendit.

Par ailleurs, ambassadeur au Japon entre 1964 et 1966, François Missoffe met à contribution les connaissances acquises durant cette expérience en tant que chargé de mission temporaire auprès du ministre des Affaires étrangères en Asie en 1973 puis en tant que chargé d'une mission d'étude destinée à améliorer les échanges commerciaux entre la France et le Japon entre de 1979 à 1981. En parallèle François Missoffe s'occupe de plusieurs questions commerciales et industrielles, notamment en tant que président de l'Association pour la compensation des échanges commerciaux (Aceco) ou comme président de l'Union pour le financement des industries de la mer et des régions portuaires (Ufinemer) entre 1986 et 1987.

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Député gaulliste (UNR,UDV^e, UDR) de la Seine : 1958-1974

Ministre chargé des Rapatriés (1962-1964)

Ministre de la Jeunesse et des Sports (1966-1968)

DÉCORATIONS

Croix de guerre 1939-1945

Médaille de la Résistance

Grand officier de la légion d'honneur

ÉCRITS DU TÉMOIN

« Une politique des sports... », *La Revue administrative*, no 115, janvier-février 1967, p. 40-42.

Une politique de la jeunesse : pour quoi faire ?, Paris, Les conférences des ambassadeurs, 1967, 24 p.

Jeunes d'aujourd'hui, d'après le rapport du Ministère de la Jeunesse et des Sports, 1967, Paris, La Documentation Française, 1967, 338 p.

« L'Asie du Sud-Est dans le contexte international », *Politique étrangère*, no 4, 1976, p. 321-335.

Duel rouge, Paris, Ramsay, 1977, 278 p. Sur la couverture : « 200 millions de Russes contre 800 millions de Chinois »

BIBLIOGRAPHIE

BESSE, Laurent, « Un ministre et les jeunes : François Missoffe, 1966-1968 », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, no 4, janvier-avril 2008.

JÉRÔME MONOD

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	2 entretiens, durée : 2h00 – Librement consultable
Autres archives	Archives d'histoire contemporaine de Sciences Po : fonds Jérôme Monod

Mots-clés	Aérotrain – Aménagement du territoire – Automobile – DATAR – Déconcentration/décentralisation – Démission des ministres MRP (1962) – Ministère de l'Aménagement du territoire – Ministère de l'Industrie – Portrait de Georges Pompidou – Ports – Rénovation rurale – Transports – Transports aériens – Villes nouvelles
Noms de lieux	Aquitaine – Bretagne – Languedoc-Roussillon – Paris

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Jérôme Monod est né le 7 septembre 1930 à Paris. Au sortir de l'ENA (promotion France-Afrique, 1955-1957) où il rencontre notamment Édouard Balladur, Jacques de La Rosière, Jacques Calvet, il devient auditeur de 2^e classe à la Cour de Comptes en 1957, avant d'être rapporteur près la mission d'études du Secrétariat général pour les Affaires algériennes en 1958. Il est ensuite nommé chargé de mission au cabinet du Premier ministre Michel Debré (janvier 1959-avril 1962).

Conseiller technique et adjoint au directeur de cabinet de Maurice Schumann (ministre chargé de l'Aménagement du territoire, 15 avril-15 mai 1962), il est, dès la création de la structure en février 1963, chargé de mission à la Délégation à l'Aménagement du territoire et à l'Action régionale (DATAR). Il y est délégué adjoint à partir de 1966. Le 24 octobre 1968, il devient délégué, succédant à Olivier Guichard qui vient d'être nommé ministre du Plan et de l'Aménagement du territoire dans le gouvernement de Georges Pompidou. En tant que délégué de la DATAR, Monod met en œuvre la stratégie d'Olivier Guichard qui passe par la décentralisation industrielle en province. Il fait, entre autres, installer des instruments et des infrastructures en vue de la reconversion des bassins houillers, et de la création d'emplois de remplacement issus des industries nouvelles. Il négocie par ailleurs l'implantation de Ford à Bordeaux et rachète, pour le compte de l'État, l'île de Porquerolles menacée d'urbanisation ainsi qu'une partie de l'étang de Vaccarès afin de faciliter la création du Parc naturel régional de Camargue. Il est également à l'initiative de la création du Conservatoire du littoral en 1975.

Cette même année, il quitte ses fonctions à la DATAR pour devenir, entre septembre 1975 et août 1976, directeur de cabinet du Premier ministre Jacques Chirac dont il est un proche ami politique. Il devient d'ailleurs le premier secrétaire général du Rassemblement pour la République (RPR), parti créé par Chirac le 5 décembre 1976. Il occupe ce poste jusqu'en 1978.

Lorsqu'il s'écarte des institutions du RPR, Monod se tourne vers le monde de l'entreprise et entre, en octobre 1979, à la Lyonnaise des eaux. Il y est d'abord administrateur et vice-président mais devient, dès 1980, Président-directeur général. La même année, il devient président du conseil d'administration du Centre français du commerce extérieur, poste qu'il occupe durant trois ans. En 1990, la Lyonnaise des eaux fusionne avec l'entreprise Dumez et Monod demeure à la tête de ce groupe. Entre 1995 et 1997, il est vice-président directeur général de la Compagnie financière de Suez, compagnie qui fusionne avec le groupe Lyonnaise des eaux-Dumez en 1997. À cette date, Monod est fait Président du conseil de surveillance du groupe. À cette responsabilité s'ajoute la présidence du conseil de la stratégie à partir de 1999. En 2000, il cesse d'occuper ces fonctions pour devenir Président d'honneur de Suez et retourne vers la politique. En effet, entre 2000 et 2007, il est conseiller du Président Jacques Chirac.

Au cours de sa carrière, Monod participe à plusieurs groupes de réflexion. Il est notamment Public Member du Hudson Institute à partir de 1972. Il est le Président-fondateur de la Fondation pour l'innovation politique, créée en 2004. Il fait également parti du groupe de pression qu'est la Table ronde des industriels européens dont il est président entre 1992 et 1995 pour continuer d'en être membre jusque 2000.

DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'honneur

Officier des Arts et des Lettres

Chevalier des Palmes Académiques

ÉCRITS DU TÉMOIN

MONOD, Jérôme, et SERGE, Antoine, *L'harmonisation des circonscriptions administratives françaises*, Paris, La Documentation française, 1962, 71 p.

DE CASTELBAJAC, Philippe, et MONOD Jérôme, *L'Aménagement du territoire*, Paris, PUF, coll. « Que-Sais-Je », 1971, 128 p. [multiples rééditions]

Transformation d'un pays : pour une géographie de la liberté, Paris, Fayard, 1974, 186 p.

Propositions pour la France, Paris, Stock, 1977.

MAGOUDI, Ali, et MONOD, Jérôme, *Manifeste pour une Europe souveraine, ou Comment les nations européennes retrouveront ensemble leur liberté*, Paris, Odile Jacob, 1999, 157 p.

« Entretien [de Gaulle et les régions] », *Espoir*, no 127, juin 2001, p. 25.

CHAVEL, Cécile, DEBIÉ, Franck, et MONOD, Jérôme, *Integration and community in North America : mission to New York and Washington, January 25-February 1, 2006*, Paris, Fondation pour l'innovation politique, Paris, 2006, 95 p.

BOISHUE, Jean de, et MONOD, Jérôme, *Retour de la Russie : chroniques d'un voyage dans l'Est de l'Europe*, Paris, Fondation pour l'innovation politique, Paris, 2006, 65 p.

DEBIÉ, Franck, et MONOD, Jérôme, *Aller en Iran : 5-16 janvier 2008*, Paris, Fondation pour l'Innovation politique, 2008, 49 p.

Le Déchirement. Lettres d'Algérie et du Maroc, 1953-1958, Paris, Fayard, 2008, 152 p.

Les Vagues du temps : mémoires, Paris, Fayard, 2009, 417 p.

Le Bhoutan : à contre-courant du monde, Paris, L'Archipel, 2010, 140 p.

L'avenir de l'aménagement des territoires, Paris, Institut Diderot, 2014, 36 p.

ÉTIENNE MOUGEOTTE

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 0h48 – Librement consultable
Autres archives	inconnues

Mots-clés	Information – Maladie présidentielle – Médias – Ministère de l'Information – Nouvelle Société – ORTF – Télévision
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Étienne Mougeotte est né le 1^{er} mars 1940 à La Rochefoucauld (Charentes). Il fait de brillantes études à l'IEP de Paris puis à l'Institut français de presse. Durant son année à l'IFP (1962-1963), il est également vice-président de l'UNEF, chargé des questions internationales. Sa carrière de journaliste commence au quotidien *Paris-Normandie*, avant de devenir reporter pour France-Inter de 1965 à 1967 (notamment correspondant à Beyrouth en 1966-1967). Il devient ensuite chef d'édition à Europe 1 de 1968 à 1969 (présente les journaux).

Fin octobre 1969, après avoir candidaté spontanément, il rejoint l'ORTF comme rédacteur en chef adjoint d'Information Première (dans le cadre de la réorganisation de l'information autour d'une « unité autonome de l'information » de la première chaîne par Pierre Desgraupes, voulue par Jacques Chaban-Delmas). En août 1972, il revient à la radio, d'abord sur RTL pour les journaux du matin, ensuite sur Europe 1 en 1973 (il en est rédacteur en chef puis directeur de l'information jusqu'en 1981). Il devient alors directeur adjoint du pôle média du groupe Matra-Hachette, et poursuit une brillante carrière : directeur du département audiovisuel de Hachette, rédacteur en chef du *Journal du Dimanche*, directeur de rédaction de Télé 7 Jours de 1984 à 1987. Il est d'autre part président du Syndicat national de la vidéocommunication de 1982 à 1987.

En 1987, sa carrière prend un nouveau tournant quand il entre à TF1, racheté par Francis Bouygues. Il devient vice-président et directeur d'antenne de TF1 après son rachat par Francis Bouygues, fondateur et président de LCI lancée en 1994. EN 2007 il quitte TF1 et rejoint la direction du *Figaro Magazine*. Avant de devenir directeur de l'ensemble des rédactions du groupe Le Figaro. À l'été 2012, il est remplacé à ce poste par Alexis Brézet, sur décision du propriétaire du groupe, Serge Dassault. Étienne Mougeotte devient alors directeur général et directeur d'antenne de Radio Classique.

DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'honneur

Commandeur de l'ordre national du Mérite

PIERRE MOUSSA

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 1h05 - Librement consultable
Autres archives	◆ Archives orales du CHEFF (durée : 26h00) ◆ Archives d'histoire contemporaine de Sciences Po : fonds Pierre Moussa
Mots-clés	Concorde - Coopération - Mai 1958 - Mai 1968 - Outre-Mer - Participation - Portrait de Georges Pompidou - Transports aériens
Noms de lieux	Afrique

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Pierre Moussa est né le 5 mars 1922 à Lyon, d'un père universitaire en Égypte et d'une mère sage-femme. Après avoir intégré l'ENS en 1940 et avoir été reçu à l'agrégation en 1943 puis au concours de l'Inspection des Finances en 1946, Pierre Moussa entre à l'Inspection générale des Finances, d'abord en tant qu'inspecteur adjoint puis en tant qu'inspecteur des Finances, poste qu'il conserve jusqu'en 1972. Il officie également dans plusieurs cabinets ministériels de ministres MRP, notamment, de 1954 à 1955, auprès de Robert Buron, ministre de la France d'Outre-Mer.

Entre 1954 et 1959, il est directeur des Affaires économiques et du plan à l'administration centrale de la France d'Outre-Mer. Il s'occupe tout particulièrement du développement économique des territoires d'outre-mer et œuvre dans le sens de la stabilisation des cours de certaines matières premières essentielles à l'économie de nombreux territoires. Il fait prendre un décret permettant la création de sociétés financières pour le développement des territoires d'outre-mer sur le modèle des sociétés pour le développement régional. Dans ce cadre est notamment créée Cofimer, alliance entre Paribas et Rothschild, dirigée par Jacques de Fouchier. Georges Pompidou s'implique dans le développement de Cofimer, au nom de la banque Rothschild. Ainsi, durant cette période, Pierre Moussa se lie avec Georges Pompidou, dont il a déjà souvent entendu parler au sein du réseau de l'École Normale Supérieure. Jusqu'en 1969, les deux hommes se voient régulièrement.

En 1959, lorsque Robert Buron est nommé Ministre des Travaux Publics et des Transports, Pierre Moussa devient Directeur des transport aériens au secrétariat général de l'Aviation civile et commerciale, et ce jusqu'en 1962. À cette date, Pierre Moussa devient directeur du département Afrique de la Banque mondiale. En 1965, il quitte le service de l'État : de retour à Paris, il est conseiller du président, puis président lui-même de la Fédération française des sociétés d'assurance jusqu'en 1969. D'autre part, il est professeur à l'École nationale de la France d'outre-mer entre 1955 et 1959, maître de conférence, puis professeur à l'École nationale d'administration entre 1956 et 1960 et à l'Institut d'études politiques de Paris entre 1959 et 1971.

En février 1969, Jacques de Fouchier l'appelle auprès de lui pour occuper le poste de directeur général adjoint de la Banque de Paris et des Pays-Bas (Paribas), poste qu'il occupe jusqu'en novembre. Il devient ensuite directeur général de la Compagnie financière de Paris et des Pays-Bas et de la banque, puis administrateur-directeur général de la Compagnie financière. Il quitte Paribas en 1981. Par la suite, Pierre Moussa travaille notamment pour la banque Pallas.

DÉCORATIONS

Officier de la Légion d'honneur

Officier de l'ordre national du Mérite

ÉCRITS DU TÉMOIN

Les chances économiques de la Communauté franco-africaine, Paris, Armand Colin, 1957, 273 p.

Les nations prolétaires, Paris, Presses Universitaires de France, 1959, 201 p.

L'économie de la zone franc, Paris, Presses Universitaires de France, 1960, 128 p.

Les États-Unis et les nations prolétaires, Paris, Seuil, 1965, 92 p.

La Roue de la fortune. Souvenirs d'un financier, Paris, Fayard, 1989, 412 p.

Caliban naufragé, les relations Nord/Sud à la fin du XX^e siècle, Paris, Fayard, 1994, 330 p.

Notre aventure humaine, Paris, Grasset, 2005, 188 p.

Les 25 empires du désert, Paris, Saint-Simon, 2011, 351 p.

MADELEINE NÉGREL

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	3 entretiens, durée : 3h32 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Affaire Markovic – Amis de Georges Pompidou – Artistes – Banque Rothschild – Cabinet du général de Gaulle – Conceptions de Georges Pompidou (Arts) – Déclarations de Rome et de Genève – Départ de Matignon (juillet 1968) – Élections législatives de 1951 – Élections présidentielles de 1969 – Georges Pompidou directeur de cabinet – Guerre d'Algérie – Journalistes – Latour-Maubourg – Littérature – Livre – Mai 1958 – Mai 1968 – Maladie présidentielle – Peintres – Portrait de Georges Pompidou – Relations entre Pompidou et de Gaulle – RPF – Théâtre – Tourisme
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Madeleine Négrel est née en mars 1920. Madeleine Négrel entre en mars 1945 au cabinet de Charles de Gaulle, président du Gouvernement provisoire de la République (GPRF), comme secrétaire de Jean Donnedieu de Vabres et de Jean Touchard, respectivement chargés de mission pour les affaires juridiques et les affaires culturelles. Quand le Rassemblement du peuple français (RPF) est fondé, Gaston Palewski lui demande de venir travailler rue de Solférino auprès du général de Gaulle. Elle s'occupait alors du courrier.

Lors de la mise en place du Comité général d'études, dont le secrétariat général est confié à Georges Pompidou, elle devient sa secrétaire particulière : « je fis appel à Madeleine Négrel, qui avait été rue Saint-Dominique la secrétaire de Jean Donnedieu de Vabres et n'hésita pas à accepter, parce qu'elle était gaulliste. » (Georges Pompidou, *Pour rétablir une vérité*, Paris, Flammarion, 1982, p. 51). Madeleine Négrel devient ainsi la secrétaire particulière de Georges Pompidou en 1947 et le suit dans toutes ses fonctions jusqu'en 1974, de la banque Rothschild à Matignon, puis à l'Élysée, en passant par Latour-Maubourg.

ROLAND NUNGESSER

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	3 entretiens, durée : 3h06 – Librement consultable
Autres archives	Témoignage oral auprès du Programme interministériel « Histoire et évaluation des villes nouvelles »
Mots-clés	Assises de Lille (1967) – Assises de Nantes (1973) – Chargé de mission – Conceptions de Georges Pompidou (Logement) – Conseiller technique – DATAR – Déclarations de Rome et de Genève – Départ de Matignon (juillet 1968) – Élections législatives de 1962 – Élections législatives de 1967 – Élections législatives de 1968 – Élections législatives de 1973 – Élections présidentielles de 1965 – Élections présidentielles de 1969 – Élections présidentielles de 1974 – Gaullistes de gauche – HLM – Jeunes Loups – Logement – Mai 1968 – Maladie présidentielle – Ministère de la Jeunesse et des Sports – Ministère/secrétariat d'État chargé des relations avec le Parlement – Mouvements gaullistes – Nouvelle Société – Ouverture au centre – Parlement – Préfets – Quinquennat – Référendum de 1969 – Réforme de 1964 sur la départementalisation – Réforme constitutionnelle de 1962 – Relations entre Pompidou et les ministres – Républicains indépendants – RER – Résistance – Sciences Po – Secrétariat d'État à l'Économie et aux Finances – Secrétariat d'État au Logement – UDR – UDT – UNR
Noms de lieux	Algérie – Paris

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Roland Nungesser est né le 9 octobre 1925 à Nogent-sur-Marne et décédé le 30 mars 2011 à Saint-Mandé. Le premier engagement politique de Roland Nungesser se fait dans la Résistance, auprès de son père et de son enseignant Jacques Kosciusko-Morizet, alors qu'il est encore au lycée. Il participe notamment au mouvement Libération Nord.

Gaulliste dès ses débuts, Roland Nungesser entre au conseil municipal de sa ville en 1953. Il en devient le premier magistrat six ans plus tard. Il demeure maire UNR-UDT de Nogent jusqu'en 1995. Pendant ses 36 ans de mandat, il transforme profondément sa commune, avec notamment la construction d'un important centre nautique, l'aménagement des bords de Marne, la rénovation du centre-ville et le remontage du Baltard, seul pavillon des anciennes Halles de Paris sauvé de la destruction. Par ailleurs, Roland Nungesser est membre de la Commission des finances, rapporteur de l'Information et de l'ORTF en 1959 ainsi que de la recherche scientifique et spatiale et des budgets du Premier ministre en 1960. À partir de 1962, il est au conseil d'administration du district de Paris, d'abord en tant que secrétaire puis comme président, entre 1963 et 1964.

Alors que Georges Pompidou est Premier ministre, il est nommé secrétaire d'État au logement entre janvier 1966 et avril 1967 puis secrétaire d'État à l'économie et aux finances, chargé des Affaires internationales entre avril 1967 et mai 1968. Durant la crise de mai 1968, il est très brièvement nommé ministre de la Jeunesse et des Sports. Il reste à ce poste jusqu'à la fin du gouvernement Pompidou, en juillet.

Député UNR, UDVe, UDR puis RPR, d'abord de la Seine, entre 1958 et 1966 puis du Val de Marne entre 1967 et 1997, il est d'abord secrétaire (1958-1960), vice-président (1969-1974) puis premier vice-président (1977-1978) et premier vice-président honoraire (1997) à l'Assemblée nationale. Au Parlement, il s'est notamment battu en faveur de la loi-programme sur les équipements sportifs. Il est également l'un des artisans de la loi sur la protection de la nature. Au sein du RPR, il est préposé à l'environnement et à l'écologie. Il s'engage aussi en faveur d'une Charte de l'animal. Il est d'ailleurs fait président puis président d'honneur de la Société protectrice des animaux (SPA) entre 1984 et 1988.

Les questions de l'aménagement urbain et de l'industrie nautique l'ont intéressé tout au long de sa carrière. En effet, dès 1947, il est sous-directeur de la société pour la reconstruction et le renouvellement du parc fluvial jusqu'en 1963. Il est par la suite secrétaire général puis Commissaire général du Salon nautique international de Paris entre 1957 et 1962. À cette date, il devient vice-président de la Chambre syndicale des industries nautiques. En 1961, il fonde le Conseil supérieur de la navigation de plaisance et des sports nautiques dont il est président jusqu'en 1990.

Sa carrière d'homme politique élu et plus particulièrement de maire l'amène à être président du Comité de liaison des élus locaux en 1971, président de l'Union des maires de l'agglomération parisienne entre 1978 et 1983. Il fonde en 1983 l'association des maires d'Île-de-France, dont il devient président. À la même date, il est également vice-président de l'association des maires de France.

Très actif quant à la mémoire du général de Gaulle et du gaullisme, il est notamment secrétaire général du Comité de liaison des mouvements gaullistes à partir de 1972 et président de Carrefour du gaullisme à partir de 1979.

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

1959-1995 : Maire de Nogent-sur-Marne

1967-1988 : Conseiller général du canton de Nogent-Sur-Marne

1970-1976 : Président du Conseil général du Val-de-Marne

1958-1966 : Député UNR de la Seine

1968-1997 : Député UDVe, UDR puis RPR du Val de Marne

Mai-juillet 1968 : Ministre de la Jeunesse et des Sports

DÉCORATIONS

Commandeur de la légion d'honneur

Chevalier du mérite commercial

ÉCRITS DU TÉMOIN

L'aménagement du territoire ne peut se faire contre Paris, Paris, La Documentation Française, 1963, 16 p.

Paris : de la notion de cité à celle de région / Conférence donnée le 6 avril 1964 au Palais de Chaillot à Paris par M. Roland Nungesser, Paris, 1964, 19 p.

Pour une nouvelle société : la révolution qu'il faut faire, Paris, Plon, 1970, 123 p.

La Charte du gaullisme, 1973, 6 p.

Un nouveau cap pour la France, Paris, Plon, 1985, 205 p.

Le projet gaulliste de 1986, Paris, Carrefour du gaullisme, 1986, 37 p.

Du petit vin blanc au Palais-Bourbon, Paris, Albin Michel, 2003, 248 p.

FRANÇOIS-XAVIER ORTOLI

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	6 entretiens, durée : 5h58 – Soumis à l'autorisation du témoin
Autres archives	<ul style="list-style-type: none">◆ Archives historiques de l'Union européenne : 300 dossiers d'archives privées de François-Xavier Ortoli (fonds FXO).◆ Ministère de l'Économie et des Finances, Centre des Archives économiques et Financières : cabinet de François-Xavier Ortoli, ministre de l'Économie et des Finances du 12 juillet 1968 au 21 juin 1969◆ Archives nationales : sous-série 81AJ, activités du Commissariat général du plan◆ François-Xavier Ortoli, entretien réalisé en 2004 pour le compte du Programme interministériel Histoire et Évaluation des villes nouvelles

	<ul style="list-style-type: none"> ◆ CHEFF : archives orales (durée : 5h30) ◆ Fondation de Gaulle : archives orales
Mots-clés	Agriculture – Aménagement du territoire – Chargé de mission – Chef de cabinet – Commissariat général du Plan – Commission européenne – Conceptions de Georges Pompidou – Conseiller technique – Crise de la chaise vide – Départ de Matignon (juillet 1968) – Dévaluation – Directeur de cabinet – Élections législatives de 1962 – Élections présidentielles de 1965 – Élections présidentielles de 1974 – Emploi – Énergie – Entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun – GATT – Grève des mineurs de 1963 – Logement – Mai 1968 – Ministère de l'Équipement – Ministère de l'Industrie – PAC – Participation – Pétrole – Plan Calcul – Plan de stabilisation de 1963 – Portrait de Georges Pompidou – Pratique présidentielle – Relations entre Pompidou et de Gaulle – Relations entre Pompidou et les ministres – SGCI – Syndicats – VI ^e Plan
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

François-Xavier Ortoli est né le 16 février 1925 à Ajaccio (Corse-du-Sud) et est décédé le 29 novembre 2007 à Paris (Paris). Son père étant directeur de l'enregistrement en Indochine, François-Xavier Ortoli y passe la plus grande partie de sa jeunesse. Après avoir préparé le baccalauréat au lycée Albert-Sarrault de Hanoï, il commence des études de droit à l'université indochinoise. Lorsqu'éclate la Seconde Guerre mondiale, François-Xavier Ortoli interrompt ses études pour s'engager dans la résistance contre le Japon. Notamment il rejoint l'un des premiers commandos français dans le Tonkin. Il se rend ensuite en Chine, où il suit une formation de parachutiste.

Une fois la guerre achevée, François-Xavier Ortoli termine sa licence de droit et quitte l'Indochine afin de présenter l'École nationale d'administration. Il passe quelques mois sur les bancs de l'Institut d'études politiques de Paris avant d'intégrer l'ENA en février 1947. Il en sort major un an après et intègre l'inspection des Finances. En 1950, François-Xavier Ortoli fait ses premiers pas dans le monde politique en tant qu'attaché aux cabinets de Robert Buron, secrétaire d'État aux affaires économiques. François-Xavier Ortoli suit Robert Buron lorsque celui-ci devient ministre de l'information (1951), puis ministre des affaires économiques (1953).

Le 18 avril 1962, François-Xavier Ortoli est appelé comme conseiller technique du cabinet du premier ministre Georges Pompidou. Il constitue la cellule économique et est chargé, en particulier, des questions agricoles. Il s'entoure notamment de René Montjoie et Jean Labussière. Il y reste jusqu'au 14 novembre 1962. Le 7 décembre 1962, il prend la suite de Jean Donnedieu de Vabres comme directeur de cabinet de Georges Pompidou. Dans ces fonctions, il recrute Michel Jobert, dont il avait été camarade de promotion à l'ENA, comme directeur adjoint.

Le 22 janvier 1966, François-Xavier Ortoli est nommé Commissaire général au Plan. Notamment, il conçoit et met en place les principaux éléments de la stratégie du Plan Calcul, destiné à assurer l'indépendance de la France en matière de gros ordinateurs, adopté le 16 juillet 1966 par le Général de Gaulle. Assisté de Pierre Audoin, il négocie avec les grands groupes industriels et bancaires, et le ministère des Finances, les structures, les objectifs et les moyens de financement de la première étape du Plan Calcul.

Il revient au gouvernement en avril 1967 comme ministre de l'Équipement et du Logement, avant d'être brièvement ministre de l'Éducation nationale du 31 mai au 10 juillet 1968. Entre-temps, lors des élections législatives de juin 1968, François-Xavier Ortoli se présente dans la première circonscription du Nord (Lille-Ouest) sous les couleurs de l'Union des Démocrates pour la République

(UDR). Il est élu au premier tour. Le 12 août 1968, il est appelé au Gouvernement. Il est alors remplacé par Gabriel Vancalster dans la circonscription lilloise. Après sa députation, François-Xavier Ortoli se présente aux élections municipales de Lille de 1971, mais il est battu par le socialiste Arthur Notebart.

Dans le gouvernement Couve de Murville, il reçoit le portefeuille de ministre de l'Économie et des Finances. Le fléchissement conjoncturel de l'activité mondiale contraint François-Xavier Ortoli à renforcer le contrôle des changes, réinstauré par Michel Debré, et à revenir à l'encadrement des échanges par des restrictions ou des contingentements d'importation. François-Xavier Ortoli réforme également la profession d'expert-comptable avec la création du diplôme d'études comptables supérieures (loi du 31 octobre 1968), celle de l'expertise douanière (loi du 31 décembre 1968) et la refonte des statuts du Crédit foncier (décret du 24 février 1969).

En 1969, sous le gouvernement de Jacques Chaban-Delmas, le ministère de l'Industrie absorbe le ministère de la Recherche scientifique et des Questions atomiques et spatiales. Il prend la dénomination de ministère du Développement industriel et de la Recherche scientifique. François-Xavier Ortoli prend sa direction le 20 juin 1969 et jusqu'au 5 juillet 1972. Il met en place une politique de l'innovation technologique à partir de la recherche fondamentale : développement d'un « complexe scientifico-industriel », aménagement de l'action de l'Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR), réorientation de la stratégie du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et de l'Institut scientifique de recherche agronomique (INRA) en vue d'une plus grande efficacité industrielle. Dans le domaine du nucléaire, François-Xavier Ortoli instaure une « filière » internationale pour la construction des centrales nucléaires et élabore une collaboration européenne.

Du 5 janvier 1973 à 1977, François-Xavier Ortoli est le premier président français de la Commission des communautés européennes à Bruxelles. Il succède au Néerlandais Sicco Mansholt. A cette époque, la « Commission Ortoli » doit faire face à une période d'instabilité géopolitique avec la guerre de Kippour et la crise chypriote.

François-Xavier Ortoli doit également faire face à la récession économique qui suit le premier choc pétrolier. Il est le premier président de la Commission à négocier directement avec le COMECON, bien que les négociations n'aient pas abouti. Après avoir cédé sa place à la présidence de la Commission au britannique Roy Jenkins, il est nommé vice-président de la Commission des communautés européennes pour les affaires économiques et monétaire (1977-1984). Dans le contexte de la crise économique il conçoit et propose le Système monétaire européen (SME) comme « stratégie de sortie de crise » et comme une nouvelle étape de l'intégration européenne. En effet, le SME doit répondre à un triple objectif : la relance durable des économies européennes, l'accélération des échanges commerciaux, notamment à l'intérieur de la Communauté, et le retour à un certain ordre monétaire international.

Après dix ans à la Commission européenne, François-Xavier Ortoli est choisi en 1984 par Laurent Fabius, alors Premier ministre, pour occuper le poste de président directeur général de Total-Compagnie française, alors détenue à 35% par le gouvernement français. Il conserve ce poste jusqu'en 1990, date à laquelle il en devient président d'honneur.

DÉCORATIONS

Grand Officier de la Légion d'honneur

Médaille militaire

Grand Officier de l'ordre national du Mérite

Croix de guerre 39-45

Médaille de la Résistance

Commandeur des Palmes académiques

ÉCRITS DU TÉMOIN

Commissariat général du plan d'équipement et de productivité. Le développement industriel, rapport du groupe d'experts, Paris, La Documentation française, 1968, 72 p.

ORTOLI, Francois-Xavier, et FRANK, Robert, « De Gaulle et la construction européenne », dans *Cahiers de la Fondation Charles de Gaulle*, « La politique économique et financière du général de Gaulle, 1958-1969 », no 15, 2005, p. 73-103.

BIBLIOGRAPHIE

BADEL, Laurence, et BUSSIÈRE, Éric, *François-Xavier Ortoli : l'Europe, quel numéro de téléphone ?*, Paris, Descartes Cie, 2011, 253 p.

JACQUES PATAULT

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	3 entretiens, durée : 5h12 - Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Accords d'Évian (1962)- Chargé de mission - Conseiller technique - ENFOM - Guerre d'Algérie - Guinée - Mai 1968 - Maladie présidentielle - Notes - Portrait de Georges Pompidou - Pratique gouvernementale - Préfets - Renseignement - Résistance
Noms de lieux	Afrique - Outre-Mer - Sénégal

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Né le 15 avril 1924 à Paris, Jacques Patault effectue ses études au lycée Henri IV où il est l'élève de Georges Pompidou. Il intègre l'ENFOM en 1943. En 1946, Georges Pompidou le place au Comité de l'Indochine puis, en janvier 1948, lui présente Jacques Foccart, dans le cadre du RPF. Après l'obtention du brevet de l'École nationale de la France d'Outre-mer, il débute sa carrière en Afrique occidentale française (1948-1953) et au ministère de la France d'Outre-mer (1954-1957). Il participe ensuite à de nombreux cabinets ministériels : celui du général Koenig, ministre de la Défense nationale (1954-1955, de Gérard Jaquet, ministre de la France d'Outre-mer (1957), de Bernard Cornut-Gentille, ministre de la France d'Outre-mer puis ministre des Postes et Télécommunications (1958-1959), de Roger Frey, ministre délégué, puis ministre de l'Intérieur (1960-1961).

En 1962, Georges Pompidou l'appelle à son cabinet de nouveau Premier ministre ; il s'y occupe notamment des questions de renseignement (liaison avec le SDECE). En 1968, il est nommé préfet de la Drôme puis de Saône-et-Loire (1972-1974). Devenu préfet hors cadre en 1974, il poursuit sa carrière comme trésorier-payeur général des Landes (1976), à l'Établissement national des invalides de la Marine (1979-1985), à la Coopération (1985-1989) avant de prendre sa retraite en 1989.

DÉCORATIONS

Officier de la Légion d'honneur

Officier de l'Ordre national du Mérite

Officier des Palmes académiques

Chevalier du Mérite agricole

Chevalier du Mérite social

GEORGES PÉBEREAU

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	2 entretiens, durée : 3h00 – Soumis à l'autorisation du témoin
Autres archives	<i>Inconnues</i>
Mots-clés	Aérotrain – Autoroutes – Champions nationaux – Ingénieurs – Logement – Loi d'orientation agricole (1960-1962) – Lyon – Mai 1968 – Maladie présidentielle – Ministère de l'Équipement – Plan Calcul – Portrait de Georges Pompidou – Relations entre Pompidou et Pisani – Télécommunications – Téléphone – Villes nouvelles – Voyages
Noms de lieux	Bretagne – États-Unis – Région parisienne

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Georges Pébereau est né le 20 juillet 1931 à Digne (Basses-Alpes) et décédé le 18 avril 2012. Il débute sa carrière comme ingénieur des Ponts-et-Chaussées. Comme président de PCM (association des ingénieurs des Ponts et Chaussées et des Mines), il a l'occasion de rencontrer le général de Gaulle et Georges Pompidou, et leur fait valoir l'intérêt de regrouper les fonctions de construction, logement, équipement, etc.

Lors que la décision de créer un ministère de l'Équipement est prise et qu'Edgard Pisani est nommé à sa tête, le général de Gaulle fait demander, via François Bloch-Lainé et Paul Delouvrier, que Georges Pébereau ait une fonction dans le cabinet de Pisani. C'est ainsi qu'après avoir été conseiller d'Edgard Pisani, de 1967 à 1968 il occupe les fonctions de directeur de cabinet des différents ministres de l'Équipement : François-Xavier Ortoli, Robert Galley et Albin Chalandon. Il prend ensuite la direction de sociétés, notamment la Compagnie générale d'électricité d'Ambroise Roux et la Compagnie industrielle des télécommunications, et y poursuit sa carrière jusqu'aux années 1990.

DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'honneur

Commandeur de l'Ordre national du Mérite

ÉCRITS DU TÉMOIN

GRISSET, Pascal, et PÉBEREAU, Georges, *L'industrie, une passion française*, Paris, PUF, 2005, 269 p.

JACQUES PELLETIER

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 1h00 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	CDP – Centre démocrate – Élections législatives de 1973 – Élections présidentielles de 1969 – Élections présidentielles de 1974 – Mai 1968 – Pratique présidentielle – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Sénat
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Jacques Pelletier est né le 1^{er} août 1929 à Villers-en-Prayères et décédé le 3 septembre 2007 à Paris. Dès 1953, à l'âge de vingt-quatre ans, il devient maire de Villers-en-Prayères. C'est le début d'une importante carrière électorale : maire de sa commune natale de 1953 à sa mort en 2007 (et

président de l'Association des maires de France de 1983 à 1995), conseiller général de l'Aisne à partir de 1958 (il préside le Conseil général de 1964 à 1979 et en est vice-président de 1979 à 1985), sénateur de l'Aisne (1966-2007). D'autre part, agriculteur formé à l'École supérieure d'agriculture d'Angers, il s'investit très tôt dans la vie syndicale : il préside le Cercle des jeunes agriculteurs de l'Aisne en 1955 et devient en 1956 vice-président du CNJA, et accède en 1960 à la présidence du Comité d'expansion économique de l'Aisne.

La carrière politique de Jacques Pelletier se fait dans le cadre de la gauche démocratique. En 1970, il devient vice-président du Centre démocrate et, en 1973, secrétaire national du Mouvement réformateur. En 1966, il se présente sous l'étiquette du Centre démocrate lors d'une élection sénatoriale partielle : il est élu et devient le plus jeune sénateur du Palais du Luxembourg. Il devient, en 1968, secrétaire du Sénat, fonction qu'il assume jusqu'en 1974 et siège dans diverses commissions (Affaires culturelles de 1966 à 1973, commission des Lois de 1974 à 1978). Ses thèmes de prédilection sont l'éducation, notamment l'enseignement rural et l'enseignement technique, ainsi que l'aménagement du territoire.

Inscrit au groupe de la Gauche démocratique, Jacques Pelletier est un militant du Centre démocrate dont il devient vice-président de 1970 à 1973. Il tente d'y développer un « centrisme d'opposition » jusqu'en 1974, date à laquelle il quitte ce mouvement, refusant de rejoindre la majorité de Valéry Giscard d'Estaing trop à droite à ses yeux. Mais en 1978, il incarne l'ouverture à gauche voulue par Valéry Giscard d'Estaing en devenant secrétaire d'État à l'éducation dans le gouvernement de Raymond Barre. Il réintègre le Sénat en 1980 et, à partir de 1982, il y préside le groupe de la Gauche démocratique au Sénat. Lors des élections présidentielles de 1988, Jacques Pelletier soutient Raymond Barre au premier tour puis François Mitterrand au second. Cette prise de position lui vaut d'incarner à nouveau l'ouverture dans un gouvernement, de gauche cette fois : il est en effet nommé ministre de la Coopération dans le gouvernement de Michel Rocard de juin 1988 à 1991.

Il est ensuite Médiateur de la République, de mars 1992 à 1998, avant de revenir au Sénat, dans le groupe de la Gauche démocratique devenu Rassemblement démocratique social et européen, qu'il préside à partir de 2001, année où il devient également vice-président du Parti radical. Son engagement en faveur de la coopération avec le Sud reste constant ; c'est ainsi qu'il est nommé président du Haut Conseil de la coopération internationale en 2003. Le 3 septembre 2007, âgé de 78 ans, Jacques Pelletier s'éteint à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce où il avait été admis fin août à la suite d'un accident cérébral.

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Maire de Villers-en-Prayères (1953-2007)

Conseiller général du canton de Braine, Aisne (1958-2004)

Sénateur de l'Aisne (1966-1978, 1980-1988, 1998-2007)

Secrétaire d'État à l'Éducation (1978-1980)

Ministre de la Coopération et du développement (1988-1991)

JACQUES PERRILLIAT

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	3 entretiens, durée : 3h50 – Librement consultable
Autres archives	Archives nationales : Délégation à la petite et moyenne industrie, 19810540/3
Mots-clés	Chef de cabinet – Coopération – DATAR – Déconcentration/décentralisation – Éducation nationale – Élections présidentielles de 1969 – Enseignement privé – Enseignement technique – Latin – Ministère de l'Industrie – Projet Beaubourg
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Jacques Perrilliat est né le 1^{er} décembre 1951 à Teniet-el-Haad (Algérie). Après avoir décroché son diplôme de sciences politiques, il commence une carrière de chef de cabinet, successivement au service des préfets des Landes, de Savoie et du Haut-Rhin (1955-1959), avant d'être brièvement sous-préfet d'Ancenis (Loire-Atlantique) en 1960. Il est alors appelé comme chargé de mission à l'organisation commune des régions subsahariennes et, en 1961, comme conseiller technique au cabinet de Jean de Broglie, secrétaire d'État au Sahara et Outre-mer puis secrétaire d'État chargé de la Fonction publique.

De 1962 à 1963, il occupe les fonctions de chef de cabinet de Georges Pompidou, Premier ministre, avant de prendre la direction du cabinet d'Olivier Guichard, lors de la création de la DATAR en 1963. En 1965, il devient chargé de mission pour l'action régionale auprès d'Olivier Guichard. Il garde ce poste jusqu'en 1970, quand il est appelé comme directeur de cabinet par Pierre Billecocq, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale puis du ministre des Affaires étrangères (chargé de la coopération), et enfin auprès du ministre des Transports. En 1973, après avoir été nommé préfet, Jacques Perrilliat devient directeur de cabinet du préfet de Paris Jean Verdier (1973-1974).

Il poursuit ensuite sa carrière administrative en région parisienne : directeur des sports au ministère de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs (1974-1980), préfet de l'Essonne (1980-1982), directeur général des services de la région Île-de-France (1982-1986), directeur général de l'administration au ministère de l'Intérieur (1986-1988), responsable du projet du Stade de France (1993-1997), président de l'Office du tourisme de Paris (1999-2002), président du Palais Omnisport de Paris-Bercy (POPB) (1994-2004).

Parallèlement, il s'investit dans le syndicalisme patronal. Il est vice-président de la commission sociale au Conseil national du patronat français (CNPF) de 1990 à 1992, et président exécutif de la Fédération des grands magasins devenue Union du grand commerce de centre-ville (UCV) de 1989 à 2008. Jacques Perrilliat est consultant depuis 2009 et administrateur de la Fondation de la deuxième chance depuis 1998.

DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite
Commandeur des Palmes Académiques
Commandeur du Mérite agricole
Chevalier des Arts et des Lettres

ÉCRITS DU TÉMOIN

Les vestiaires du sport, Paris, J.-C. Godefroy, 1985, 160 p.

LOUIS PERRIN

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	2 entretiens, durée : 2h54 - Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Agriculture - Chambres d'agriculture - Entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun - Industries agro-alimentaires - INRA - Loi d'orientation agricole (1960-1962) - Ministère de l'Agriculture - PAC - Politique des prix et des structures - Pratique gouvernementale - Pratique présidentielle - Productions agricoles : vin - Référendum de 1969 - Rénovation rurale - Syndicats agricoles
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Louis Perrin est né le 29 décembre 1923 à Limours (Seine-et-Oise) et décédé le 20 juin 2012. Il est agriculteur depuis 1949 à Saint-Lupercé. Il s'investit dans le syndicalisme agricole et devient président de la Fédération départementale de syndicats d'exploitants agricoles d'Eure-et-Loir (1959-1967). À partir de 1963, il siège au Conseil économique et social au titre de l'agriculture, jusqu'en 1989 (il est vice-président du Bureau du CES de 1979 à 1989). Il prend également en charge de 1969 à 1974, la vice-présidence de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA). En 1967, il accède à la présidence de la chambre d'agriculture d'Eure-et-Loir, et le restera jusqu'en 1989.

D'autre part, de 1969 à 1974, il appartient au conseil de direction du FORMA, Fonds d'orientation et de régulation des marchés agricoles. En 1974, après avoir été vice-président, puis secrétaire général, il assure la présidence de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA). Il occupe parallèlement les fonctions de président de l'Institut national d'agronomie (1972-1980). De 1974 à 1980 il préside le Conseil économique et social du Centre.

DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'Honneur

Commandeur de l'Ordre national du Mérite

Commandeur du Mérite agricole

PIERRE PFLIMLIN

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 1h04 - Librement consultable
Autres archives	◆ Fondation de Gaule : archives orales ◆ Archives orales de l'European University Institute : INT495 ◆ CHEFF : archives orales (durée : 2h35)
Mots-clés	Aménagement du territoire - Constitution de 1958 - Construction européenne - Entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun - Georges Pompidou directeur de cabinet - Industrie - Maladie présidentielle - Ministère de la Coopération - MRP - Plan Fouchet
Noms de lieux	Alsace

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Pierre Pflimlin est né le 5 février 1907 à Roubaix (Nord) et mort le 27 juin 2000 à Strasbourg. Après avoir obtenu son doctorat en droit et sciences politiques en 1932, portant sur l'industrie à Mulhouse, il devient avocat au barreau de Strasbourg, en 1933, à l'âge de vingt-six ans. Dès cette époque, il s'engage en politique, dans la mouvance démocrate-chrétienne, comme membre de l'Union populaire républicaine en Alsace. En 1940, lorsque l'Alsace est envahie par l'Allemagne et déclarée zone interdite, il choisit de devenir magistrat. En 1941, il travaille ainsi au secrétariat général de la jeunesse, à Vichy, avant d'être nommé juge d'instruction à Thonon-les-Bains (de 1941 à 1944), et de revenir dans l'Est en 1944 comme substitut du procureur de la république à Metz.

Dès la Libération il s'investit dans la vie politique locale, comme conseiller municipal de Strasbourg, dès la Libération. C'est le début d'une brillante carrière municipale, puisqu'il restera conseiller municipal jusqu'en 1959, date à laquelle il devient maire de Strasbourg. Il occupe ces fonctions jusqu'en 1983. En 1951 il est élu conseiller général du Bas-Rhin et le restera jusqu'en 1976, l'ayant présidé de 1951 à 1960.

Pierre Pflimlin assume de plus de nombreuses responsabilités dans le domaine économique, liées à son investissement local : dans le domaine du transport fluvial, il est administrateur (à partir de 1946) puis président du Port autonome de Strasbourg (1970-1977), président de la Compagnie générale pour la navigation sur le Rhin (1961-1969), président du Conseil de surveillance de la Compagnie française de navigation rhénane (1967-1981), président du Consortium international pour la navigation rhénane (1973-1975), administrateur de la Société d'études et de l'Association Mer du Nord-Méditerranée. D'autre part, il est président (1965-1970) puis président d'honneur (1970) de la CODER d'Alsace et président du groupe de presse l'Alsace en 1986.

D'autre part, Pierre Pflimlin s'engage en politique au niveau national, dans le cadre du MRP tout juste fondé ; il le présidera de 1956 à 1959. Il reprend la politique comme représentant à l'Assemblée constituante, dont il est élu président de la Commission des Affaires économiques en novembre 1945. En 1946 il est élu député du Bas-Rhin (et le restera jusqu'en 1971). Sa carrière politique sous la IV^e République est très brillante, et il est ministre à plusieurs reprises : sous-secrétaire d'État à la Santé publique (février-juin 1946), sous-secrétaire d'État à l'Économie nationale (juin-décembre 1946), ministre de l'Agriculture (novembre 1947-août 1951), ministre du Commerce (août 1951-janvier 1952), ministre d'État chargé du Conseil de l'Europe (janvier-mars 1952), ministre de la France d'Outre-mer (mars 1952-janvier 1953), ministre des Finances (février 1955-janvier 1956), ministre des Finances, des Affaires économiques et du Plan (novembre 1957-mai 1958), président du Conseil des ministres (13-31 mai 1958). Il est le dernier président du Conseil de la IV^e République et assure la transition avec le gouvernement du général de Gaulle, qui le nomme ministre d'État (juin 1958-janvier 1959). Il est de nouveau brièvement ministre de la Coopération dans le premier gouvernement Pompidou, d'avril à mai 1962, mais démissionne avec les autres ministres en réaction aux propos du général de Gaulle sur la construction européenne.

Pierre Pflimlin est en effet un militant de longue date de l'intégration européenne. De 1959 à 1967 il fait partie de la délégation française à l'Assemblée consultative européenne et au Conseil de l'Europe. Il préside d'ailleurs l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe de 1963 à 1966. En 1979, il est élu au Parlement européen lors des premières élections européennes. Il est vice-président (1979-1984) puis président (1984-1987) du Parlement européen, où il siège jusqu'en 1989.

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Fonctions ministérielles :

Sous-secrétaire d'État à la Santé Publique (1946)

Sous-secrétaire d'État à l'Économie nationale (1946)

Ministre de l'Agriculture (1948-1951)

Ministre du Commerce (1951-1952)

Ministre d'État chargé du Conseil de l'Europe (1952)

Ministre de la France d'Outre-mer (1952-1953)

Président du Conseil désigné le 10 février 1955, renonce, le 14 février 1955 à constituer le cabinet

Ministre des Finances (1955-1956)

Ministre des Finances, des Affaires économiques et du Plan (1957-1958)

Président du Conseil des ministres (14-31 mai 1958)

Ministre d'État au cabinet de Charles de Gaulle (1958-1959)

Ministre d'État chargé de la Coopération (1962)

Fonctions électives :

Conseiller municipal de Strasbourg (1945-1959)

Maire de Strasbourg (1959-1983)

Conseiller général du Bas-Rhin (1951-1976)

Président du Conseil général du Bas-Rhin (1951-1960)

Député du Bas-Rhin (1946-1971)

Membre du Conseil régional d'Alsace (1973-1983)

Président du Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg (1967-1983)

Parlementaire européen (1959-1967, 1979-1989)

Président de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe (1963-1966)

Vice-président (1979-1984) puis président (1984-1987) du Parlement européen

DÉCORATIONS

Croix de guerre 39-45

ÉCRITS DU TÉMOIN

Cours d'économie alsacienne, Paris, Sirey, 1930-1932, 2 volumes.

L'industrie de Mulhouse. Étude historique de ses moyens de production et de ses chefs, thèse de l'Université de Strasbourg, faculté de droit et des sciences politiques, Paris, Sirey, 1932, 248 p.

LAUFEBURGER, Henry, et PFLIMLIN, Pierre, *La nouvelle structure économique du Reich : groupes, cartels et politique des prix*, Paris, Hartmann, 1938, 106 p.

Sortir de l'ornière : pour une politique nationale de productivité, supplément de *Forces nouvelles*, janvier 1954, 64 p.

« Dix mois rue de Rivoli », supplément à *l'Économie*, no 521, 29 décembre 1955, 48 p.

PFLIMLIN, Pierre, et ULRICH, René, *L'Alsace, destin et volonté*, Paris, Calmann-Lévy, 1963, 263 p.

LEGRAND-LANE, Raymond, et PFLIMLIN, Pierre, *L'Europe communautaire*, Paris, Plon, 1966, 399 p.

Itinéraires d'un Européen : entretiens avec Jean-Louis English et Daniel Riot, Strasbourg, La Nuée Bleue, 1989, 397 p.

Mémoires d'un Européen : de la IV^e à la V^e République, Paris, Fayard, 1991, 391 p.

« Témoignage [sur mai 1958] », *Espoir*, no 116, octobre 1998, p. 15.

Les choix d'une vie : entretiens avec Édouard Pflimlin et Carole Monmarché, Strasbourg, éditions du Signe, 2001, 165 p.

BIBLIOGRAPHIE

Cercle Pierre Pflimlin, *Pierre Pflimlin : Alsacien et Européen*, Strasbourg, Coprur, 2007, 57 p.

OLIVIER PHILIP

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	4 entretiens, durée : 3h01 – Soumis à l'autorisation du témoin
Autres archives	Archives orales de l'enseignement : témoin no 52
Mots-clés	Aménagement du territoire – Annotations – Barons du gaullisme – Centrisme – Chargé de mission – Chef de cabinet – Communes – Conceptions de Georges Pompidou (Aménagement du territoire) – Conseiller technique – DATAR – Déconcentration/décentralisation – Directeur de cabinet – Élections législatives de 1967 – ENA – Entourage – Gaullistes de gauche – Georges Pompidou député du Cantal – Jeunes Loups – Médias – Notes – Parti socialiste – Préfets – Préfets de région – Presse – Réforme régionale de 1972 – Relations entre Pompidou et de Gaulle – Relations entre Pompidou et les ministres – Rénovation rurale – Républicains indépendants – Résistance – Syndicats agricoles – Télévision – UNR-UDT
Noms de lieux	Bretagne – Cantal – Guyane – Limousin – Paris

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Olivier Philip est né le 31 août 1925 à New York (États-Unis) et décédé le 18 mars 2013. Il a 16 ans lorsqu'il quitte la France à l'été 1941 pour rejoindre son père à Londres en juillet 1942, en passant par l'Espagne, le Portugal, les États-Unis et le Canada. Formé à l'École militaire de la France libre à New York et à l'école spéciale militaire de Saint-Cyr, ce cadet de la France libre est mobilisé du 1^{er} juillet 1942 au 30 juin 1945. Il reprend ensuite ses études à l'Institut d'études politiques de Paris et à la faculté de droit. Il intègre l'ENA en 1946 et en sort en décembre 1948. Il achève également une thèse de droit.

Administrateur civil à la sortie de l'ENA, il s'engage dans la carrière préfectorale : sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la Guadeloupe (1951), puis secrétaire général du Var (1953), de la Guyane (1954). Il entre ensuite dans les cabinets ministériels auprès du haut commissaire à la Jeunesse et aux Sports Maurice Herzog, en octobre 1958. En janvier 1960, Olivier Philip est nommé conseiller technique au cabinet de Louis Joxe, ministre de l'Éducation nationale pour être mis à la disposition du haut commissaire à la jeunesse et aux sports (Pierre Guillaumat, chargé de l'interim), puis occupe à nouveau les fonctions de directeur de cabinet de Maurice Herzog, secrétaire d'État à la

Jeunesse et aux Sports de 1961 à 1964.

Nommé préfet de la Nièvre de septembre 1964 à mars 1966, il est ensuite au cabinet du Premier ministre Georges Pompidou. Responsable de la préparation des élections législatives de 1967, il exerce ses fonctions de conseiller technique au cabinet du Premier ministre du 3 mars 1966 au 1^{er} août 1967. Il poursuit sa carrière préfectorale comme préfet de la région Limousin et de la Haute-Vienne (août 1967-1972), préfet de la région Bretagne et d'Ille-et-Vilaine (novembre 1972-1978), préfet de la région Rhône-Alpes et du Rhône (juillet 1978-1984). Il est enfin Commissaire de la République pour la région Île-de-France et de Paris septembre 1984 à sa retraite en 1991.

DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'honneur

Croix de guerre 1939-1945

ÉCRITS DU TÉMOIN

Le problème de l'Union européenne, Paris, La Baconnière, 1950, 383 p.

CLAUDE PIERRE-BROSSOLETTE

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	6 entretiens, durée : 8h51 – Communicabilité inconnue
Autres archives	CHEFF : archives orales (durée : 31h00)
Mots-clés	Aéronautique – Banque de France – Budget – Conférence des Açores (1971) – Deutschmark – Dévaluation – Dollar – Franc – Industrie – Inflation – Institut de développement industriel – Livre sterling – Mai 1968 – Nucléaire – Plan Calcul – Plan de stabilisation de 1963 – PTT – Questions monétaires – Union économique et monétaire – 6e Plan
Noms de lieux	RFA

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Claude Pierre-Brossolette est né le 5 mars 1928 à Paris. Il est le fils de Pierre Brossolette, professeur, journaliste et héros de la Résistance. Lorsque Claude Pierre-Brossolette passe son diplôme

à l'Institut politique de Paris, l'un des membres du jury est Georges Pompidou. Il entre ensuite à l'ENA, de 1950 à 1952. Il y rencontre Valéry Giscard d'Estaing qui assiste à quelques séminaires ; toutefois, ils ne font pas connaissance personnellement, Valéry Giscard d'Estaing, étant dans l'année antérieure à la sienne. À sa sortie de l'ENA, en 1952, il devient inspecteur adjoint des Finances. Robert Lacoste, ministre des Affaires économiques et financières lui demande de rejoindre son cabinet, mais le gouvernement ne dure pas deux semaines. Claude Pierre-Brossolette reste chargé de mission au cabinet du nouveau ministre des Affaires économiques et financières, Paul Ramadier, du 14 février 1956 au 21 mai 1957.

Il est ensuite affecté, entre 1957 et 1958, à Washington, comme adjoint au conseiller financier, Jean Cottier. Il profite de cette année aux États-Unis pour observer la pratique de l'autorité monétaire américaine. Il y croise à nouveau Valéry Giscard d'Estaing, qui fait partie de la délégation française à la XI^e session de l'Assemblée générale des Nations unies. Les deux hommes se rencontrent chez un ami commun, Michel Poniatowski, attaché financier à Washington à partir de 1956.

À son retour en France, Claude Pierre-Brossolette est chargé de mission à la direction des Finances extérieures où on lui confie la direction de l'équipe des négociateurs français chargée de résoudre les problèmes monétaires de la Sarre. Dès 1959, Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'État aux Finances aux côtés du ministre des Finances et des Affaires économiques, Antoine Pinay, approche Claude Pierre-Brossolette en lui demandant, par le biais de Michel Poniatowski, de venir à son cabinet. Claude Pierre-Brossolette refuse, venant de prendre un nouveau bureau aux Finances extérieures. Peu de temps après, il devient conseiller technique de Wilfrid Baumgartner, ministre des Finances de 1960 à 1962 et, dans ce cadre, travaille avec Valéry Giscard d'Estaing, notamment en l'accompagnant à Bruxelles pour des négociations européennes.

C'est à partir de 1962 que Claude Pierre-Brossolette est directeur adjoint de cabinet Valéry Giscard d'Estaing, ministre des Finances et des Affaires économiques jusqu'en 1966. Il occupe ensuite, de 1967 à 1971, le poste de secrétaire général du Conseil national du crédit. En 1969, Valéry Giscard d'Estaing, à nouveau ministre de l'Économie et des Finances dans le gouvernement de Jacques Chaban-Delmas, nomme Claude Pierre-Brossolette chargé de mission au sein de son cabinet avant d'en faire, en 1971, le directeur du Trésor du ministère de l'Économie et des Finances. À partir de cette date, il est également censeur de la Banque de France et du Crédit national et accède à la vice-présidence de la Caisse nationale des télécommunications jusqu'en 1974.

Valéry Giscard d'Estaing devenu Président, il fait de Claude Pierre-Brossolette son secrétaire général à l'Élysée jusqu'en 1976, date à laquelle il est porté à la présidence du Crédit lyonnais jusqu'en 1982. Il préside ensuite la Banque Stern de 1982 à 1986 puis la Banque Demachy.

■ DÉCORATIONS

Chevalier de la Légion d'honneur

Officier de l'ordre national du Mérite

Chevalier des Palmes académiques

Médaille de la Résistance

■ ÉCRITS DU TÉMOIN

« La grande querelle monétaire internationale », CHEFF, 1991, 11 pages dactylographiées.

« Des accords de Bretton Woods aux taux de change flottants. Sur l'histoire de notre système monétaire international », *Commentaire*, no 68, 1994, p. 817-823.

JEAN PINCHON

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	4 entretiens, durée : 5h55 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Crise de la chaise vide – Loi d'orientation agricole (1960-1962) – Mai 1968 – Ministère de l'Agriculture – PAC – Politique des prix et des structures – Portrait de Georges Pompidou – Prix agricoles – Productions agricoles : lait – Questions monétaires – Relations entre Pompidou et Edgar Faure – Rénovation rurale – Syndicats agricoles
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Jean Pinchon est né le 13 septembre 1925 à Beuzeville (Eure) et est décédé le 3 octobre 2009 à Beuzeville également. Après des études d'ingénieur agronome à l'Institut national d'agronomie, Jean Pinchon devient secrétaire de René Blondelle, président de la FNSEA de 1951 à 1953 puis du Comité de coordination des associations spécialisées agricoles (1954-1959). Il participe ensuite à plusieurs cabinets ministériels : chargé de mission au cabinet de Wilfrid Baumgartner, ministre des Finances (1960), conseiller technique de Valéry Giscard d'Estaing, ministre des Finances (1961-1966), directeur de cabinet d'Edgar Faure, ministre de l'Agriculture (1966-1968). Au cabinet d'Edgar Faure il retrouve Jacques Poly, qui sera l'un des concepteurs de la loi sur l'élevage.

Jean Pinchon devient ensuite directeur général de la société pour la promotion des ventes de produits agricoles et alimentaires (Sopexa), qui promeut les produits français à l'étranger. Il assume ces fonctions jusqu'en 1970, date à laquelle il prend la direction de la société anonyme Louis Dreyfus et Cie. Directeur de la société anonyme Louis Dreyfus et Cie. Il la préside jusqu'en 1991 puis en est administrateur jusqu'en 2002.

D'autre part, à partir de 1983, Jean Pinchon siège à l'INAO (Institut national des appellations d'origine), d'abord comme président du comité Vins et eaux-de-vie (1983-1993), puis comme président de son Conseil permanent (1991-1998). Il contribue notamment à élargir les compétences de l'INAO aux produits agro-alimentaires autres que le vin et à faire adopter par l'Europe le système des indications géographiques des produits agricoles (AOP, IGP). Il préside lui-même le bureau

interprofessionnel du Calvados (1980-2000), la Société des caves de Roquefort (1986-1995), le conseil général de l'Institut national agronomique (1989-1993).

« Très concerné par la recherche, la formation et le développement, Président du Conseil général de l'Institut national agronomique (1989-93), il sera l'instigateur des recherches sur les produits d'origine et des collaborations organisées entre l'INRA et l'INAO. C'était une personnalité très attachante, doué d'un grand charisme et d'une chaleur humaine incomparable. Bon convive, expert et gourmand, excellent orateur, plein d'humour, sa conversation était toujours très enrichissante pour ses interlocuteurs. Il était la mémoire de l'agriculture française et les responsables politiques ou professionnels l'ont toujours consulté. Il avait été un des bâtisseurs de la PAC, avait remis les problèmes de qualité au premier rang et conféré un prestige accru aux produits français et à nos terroirs dans le monde. » (Claude Béranger, « Hommage à Jean Pinchon », *Terroirs et Cultures*, automne 2009).

DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'Honneur

Grand officier de l'ordre national du Mérite

Commandeur du Mérite agricole

ÉCRITS DU TÉMOIN

Mémoires d'un paysan, 1925-2009, Paris, L'Harmattan, 2010, 258 p.

EDGARD PISANI

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	6 entretiens, durée : 8h22 – Librement consultable
Autres archives	◆ Archives nationales : 491 AP (fonds Edgard Pisani) ◆ Fondation de Gaulle : archives orales
Mots-clés	Agriculture – Aménagement du territoire – Banques – Crise de la chaise vide – Entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun – Loi d'orientation agricole (1960-1962) – Mai 1968 – Ministère de l'Équipement – PAC – Portrait de Georges Pompidou – Pratique gouvernementale – Relations entre Pompidou et de Gaulle – Relations entre Pompidou et Pisani – Syndicats agricoles

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Edgard Pisani est né le 9 octobre 1918 à Tunis et fait ses études au lycée Carnot de Tunis. En septembre 1938, il rejoint Paris pour aller en khâgne au lycée Louis-le-Grand et y découvre un milieu très politisé.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, Edgard Pisani exerce différentes activités et s'engage progressivement dans la Résistance. Son rôle lors de la Libération de Paris lui vaut d'être remarqué et d'être nommé chef de cabinet du préfet de police en août 1944, avec rang de sous-préfet, ce qui fait de lui, à 26 ans, le plus jeune sous-préfet de France. En 1946, il est nommé directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur André Le Troquer, dont il est alors le gendre. Le 1^{er} août 1946, il obtient le poste de préfet de Haute-Loire. En janvier 1947, il est brièvement nommé directeur de cabinet d'André Le Troquer, ministre de la Défense nationale avant de devenir préfet de la Haute-Marne. Ultérieurement, il expliquera avoir découvert, grâce à ces postes, l'administration et la France « avec ses petites et ses incroyables grandeurs ».

Le 1^{er} août 1954, Edgard Pisani est élu sénateur de la Haute-Marne (réélu en 1955) sur la liste du Rassemblement des gauches républicaines. En 1961, il entre dans le gouvernement de Michel Debré comme ministre de l'Agriculture. À la tête de ce ministère, il joue un grand rôle dans la mise en place de la loi d'orientation agricole de 1962, qui permettra la modernisation de l'agriculture française. Il joue également un grand rôle dans la mise en place du Marché Commun agricole en négociant avec les partenaires européens, et dans la rénovation de l'enseignement agricole. De 1966 à 1967, il est ministre de l'Équipement dans les troisième et quatrième cabinets de Georges Pompidou. Il démissionne avec fracas de son poste en avril 1967 pour manifester son hostilité à la volonté du pouvoir de gouverner par ordonnances.

Suite à cette démission, Edgard Pisani siège au Parlement sur les bancs du groupe gaulliste. Comme gaulliste de gauche fondateur du Mouvement pour la réforme. Durant les événements de mai 1968, il vote la censure au gouvernement Georges Pompidou, contrairement à René Capitant. La carrière politique d'Edgard Pisani marque le pas à partir du vote de la censure au gouvernement. En 1969, il appelle à voter Alain Poher contre Georges Pompidou. Réélu sénateur en 1974, il siège comme non-inscrit avant de rejoindre le groupe socialiste.

Edgard Pisani mène d'autre part une carrière européenne, d'abord comme député européen élu en 1979, puis comme commissaire européen de 1981 à 1984, chargé du Développement. Il est enfin brièvement vice-président de la commission européenne, en remplacement de François-Xavier Ortoli, du 26 octobre au 2 décembre 1984.

De 1984 à 1985, il est Haut-Commissaire de la République en Nouvelle Calédonie, au moment des affrontements entre partisans et opposants de l'indépendance, puis ministre chargé de la Nouvelle Calédonie dans le gouvernement Fabius de mai à novembre 1985. Il est ensuite chargé de mission auprès du président de la République de 1986 à 1992, et directeur de l'Institut du Monde Arabe de 1988 à 1995. En 1992, il entre au Conseil économique et social et s'investit activement, à partir des années 1990, dans les réflexions sur l'agriculture, le développement, les politiques alimentaires et agricoles mondiales.

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Sénateur de la Haute-Marne (1954-1961, 1974-1981)

Conseiller général du Maine-et-Loire (1964-1965)
Maire de Montreuil-Bellay, Maine-et-Loire (1965-1975)
Député du Maine-et-Loire (1967-1968)
Ministre de l'Agriculture (24 août 1961-8 janvier 1966)
Ministre de l'Équipement (8 janvier 1966-1^{er} avril 1967)
Député européen (1979-1981)
Commissaire européen, chargé du Développement (26 mai 1981-25 octobre 1984)
Vice-président de la commission européenne (26 octobre-2 décembre 1984)

■ DÉCORATIONS

Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de guerre 39-45
Médaille de la Résistance

■ ÉCRITS DU TÉMOIN

La région, pourquoi faire ou Le triomphe des Jacondins, Paris, Calmann-Lévy, 1969, 228 p.
Le Général indivis, Paris, Albin Michel, 1974, 251 p.
Utopie foncière : l'espace pour l'homme, Paris, Gallimard, 1977, 212 p.
Socialiste de raison : études et engagement politique, Paris, Flammarion, 1978, 235 p.
Défis du monde, Paris, Ramsay, 1979, 283 p.
La main et l'outil : le développement du Tiers monde et l'Europe, Paris, Robert Laffont, 1984, 248 p.
Pour l'Afrique, Paris, Éditions Odile Jacob, 1988, 251 p.
1992, et après..., Paris, Éditions du Seuil, 1988, 296 p.
La gauche dans tous ses états, Paris, Seuil, 1988, 173 p.
Persiste et signe, Paris, Odile Jacob, 1991, 478 p.
Regards, Paris, Éditions du Seuil, 1991, 244 p.
Le Golfe en conflits : dossier, Paris, Éditions du Seuil, 1991, 168 p.
Minorités : quelles chances dans l'Europe ? : dossier, Paris, Éditions du Seuil, 1991, 274 p.
Dialogues eurafricains, Paris, Seuil, 1992, 313 p.
L'URSS : autoportrait. Dossier, Paris, Éditions du Seuil, 1992, 225 p.
Après Maastricht : dossier, Paris, Éditions du Seuil, 1992, 218 p.
PISANI, Edgard, GROUPE DE SEILLAC, *Pour une agriculture marchande et ménagère*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 1994, 191 p.
La passion de l'État : entretiens avec Jean Lacouture, Paris, Arléa, 1997, 86 p.
Une certaine idée du monde : l'utopie comme méthode, Paris, Éditions du Seuil, 2001, 234 p.
Un vieil homme et la terre : neuf milliards d'êtres à nourrir, la nature et les sociétés rurales à

sauvegarder, Paris, Éditions du Seuil, 2004, 231 p.

Le monde pourra-t-il nourrir le monde? Et l'Europe garder ses paysans ? : Leçon inaugurale 2004, Angers, Groupe ESA, 2004, 61 p.

Vive la révolte ! : un vieil homme et la politique, Paris, Éditions du Seuil, 2006, 197 p.

Le sens de l'État : entretiens avec Stéphane Paoli et Jean Viard, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2008, 125 p.

Utopie foncière, Paris, Éditions du Linteau, 2009, 237 p.

Mes mots, Paris, Éditions de l'Aube, 2013, 93 p.

RAYMOND POLIN

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	3 entretiens, durée : 4h10 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Anthologie de la poésie française – Art et culture – Pot des normaliens – Élections présidentielles de 1969 – ENS/Normaliens – LAURS – Loi Faure – Mai 1968 – ORTF – Portrait de Georges Pompidou – Projet Beaubourg – Université
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Raymond Polin est né le 7 juillet 1910 à Briançon et décédé le 8 février 2001. Il passe son baccalauréat en 1928 puis devient interne en classes préparatoires à Louis-le-Grand en 1928-1930. Il y rencontre Georges Pompidou entré comme pensionnaire en octobre 1929. Il intègre ensuite l'ENS en philosophie, passe l'agrégation de philosophie en 1934, et effectue son service militaire à l'école de sous-officiers de Saint-Maixent. En 1935 il devient assistant à l'ENS auprès de Célestin Bouglé, puis professeur de lycée à Laon en 1938. Mobilisé en 1939, il est fait prisonnier en 1940 puis relâché. Il enseigne en lycée à Chartres et Paris jusqu'à la fin de la guerre.

Après avoir soutenu sa thèse en 1944, intitulée « La Création des valeurs, recherches sur le fondement de l'objectivité axiologique », il est recruté comme professeur à l'université de Lille. En 1961, il est nommé à l'université de Paris, où il est titulaire de la chaire de philosophie générale. Très marqué par mai 1968, il préside en 1969 le comité de soutien universitaire à Georges Pompidou pour l'élection présidentielle, à la demande de son ancien condisciple *via* Michel Bruguère (Raymond Polin

y met une condition : qu'Edgar Faure ne soit pas nommé à l'Éducation). De 1976 à 1981 il préside l'université de la Sorbonne (Paris IV). Il est d'autre part membre du conseil d'administration de l'ORTF à partir de 1972, et de celui de la BNF de 1976 à 1980. Enfin, en 1981, il est élu membre de l'Académie des sciences morales et politiques.

ÉCRITS DU TÉMOIN

L'auteur, professeur de philosophie à l'université, a beaucoup écrit. Nous ne mentionnons ici que les ouvrages sous son nom propre, en excluant les directions d'ouvrages, les actes, les articles, etc.

- CHARON, J.-G., et POLIN, Raymond, *Les coopératives rurales et l'État en Tchécoslovaquie et en Roumanie*, Paris, Alcan, 1934, 164 p.
- *La création des valeurs : recherches sur le fondement de l'objectivité axiologique*, Paris, PUF, 1944, 312 p. (plusieurs rééditions)
- *Essai sur la compréhension des valeurs*, Paris, PUF, 1945, 139 p.
- *Du laid, du mal, du faux*, Paris, PUF, 1948, 184 p.
- *Politique et philosophie chez Thomas Hobbes*, Paris, PUF, 1952, 267 p.
- *La politique morale de John Locke*, Paris, PUF, 1960, 320 p.
- *Le bonheur considéré comme l'un des beaux-arts*, Paris, PUF, 1965, 120 p.
- *Éthique et politique*, Paris, Sirey, 1968, 257 p.
- *L'obligation politique*, Paris, PUF, 1971, 160 p.
- *La politique de la solitude : essai sur la philosophie politique de Jean-Jacques Rousseau*, Paris, Sirey, 1971, 286 p.
- *La liberté de notre temps*, Paris, Vrin, 1977, 272 p.
- *De Cive ou les fondements de la politique*, Paris, Sirey, 1981, 393 p.
- *Hobbes, Dieu et les hommes*, Paris, PUF, 1981, 239 p.
- *Notice sur la vie et les travaux d'Étienne Souriau, 1892-1979, lue dans la séance du 21 février 1984*, Paris, Institut de France, Académie des sciences morales et politiques, 1984, 21 p.
- *Le libéralisme : espoir ou péril*, Paris, La Table Ronde, 1984, 370 p.
- *La création des cultures : d'une philosophie de l'histoire à une philosophie des cultures*, Paris, PUF, 1993, 282 p.
- *La République entre démocratie sociale et démocratie aristocratique*, Paris, PUF, 1997, 321 p.
- *Vérités et libertés : essai sur la liberté d'expression*, Paris, PUF, 2000, 122 p.

CHRISTIAN PONCELET

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	2 entretiens, durée : 2h10 - Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Accords de Grenelle (1968) - ANPE - Assises de Lille (1967) - CFTC - Choc pétrolier de 1973 - Chômage - Conceptions de Georges Pompidou (Société) - Élections présidentielles de 1965 - Élections législatives de 1967 - Emploi - Entourage - Femmes - Gaullistes de gauche - Grève des mineurs de 1963 - Image de Georges Pompidou - Lip - Mai 1968 - Mensualisation - Ministère des Affaires sociales - Ministère/secrétariat d'État chargé des relations avec le Parlement - Mouvements gaullistes - Nouvelle Société - Opposition - Ouverture au centre - Parlement - Participation - Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas - Relations entre Pompidou et les ministres - Relations entre Pompidou et Messmer - Républicains indépendants - Retraites - Salaires - SMIG/SMIC - Syndicats - UDR
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Christian Poncelet est né le 24 mars 1928 à Blaise (Ardennes). Il commence sa carrière en 1950 comme sous-ingénieur des PTT, devenant contrôleur des télécommunications de 1953 à 1962. Il s'engage rapidement dans le syndicalisme au sein de la CFTC, devenant membre de son comité confédéral national.

En 1962, Christian Poncelet s'engage en politique. Il est élu député gaulliste des Vosges puis, l'année suivante, lors d'une élection partielle dans le canton de Remiremont, conseiller général des Vosges. Ce mandat local est renouvelé continûment jusqu'en 2014, complété à Remiremont par un mandat de conseiller municipal à partir de 1965, de premier adjoint à partir de 1971, et enfin de maire de 1983 à 2001.

Christian Poncelet entre au gouvernement en juillet 1972, comme secrétaire d'État aux Affaires sociales dans le gouvernement Messmer, et enchaîne ensuite les mandats de secrétaire d'État, à l'Emploi et à la Population (avril 1973-février 1974), à la Fonction publique (mars-mai 1974), au Budget (mai 1974-mars 1977), aux relations avec le Parlement (avril-septembre 1977). Élu sénateur des Vosges en septembre 1977, sa carrière prend un tour parlementaire pour près de quarante années : réélu sénateur jusqu'en septembre 2014 (date à laquelle il ne se représente pas), il préside le Sénat de 1998 à 2008. Parallèlement, il préside le Conseil général des Vosges à partir de 1976.

Christian Poncelet est membre de l'Académie des sciences morales et politiques depuis 2003.

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Mandats électifs :

Conseiller municipal de Remiremont (1965-1971), premier adjoint au maire (1971-1983), maire de Remiremont (1983-2001)

Député de Remiremont, Vosges (1962-1977)

Sénateur des Vosges (septembre 1977-septembre 2014) et président du Sénat (1998-2008)

Conseiller général des Vosges (1963 à nos jours), président du Conseil général des Vosges (1976 à nos jours)

Conseiller régional de Lorraine (1977-1992)

Député européen (1979-1980)

Représentant à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (1980-1984)

Mandats ministériels :

Secrétaire d'État aux Affaires sociales (juillet 1972-avril 1973)

Secrétaire d'État chargé de l'Emploi et de la Population (avril 1973-février 1974)

Secrétaire d'État chargé de la Fonction publique (mars-mai 1974)

Secrétaire d'État au Budget (mai 1974-mars 1977)

Secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement (avril-septembre 1977)

ÉCRITS DU TÉMOIN

Notice sur la vie et les travaux de Bernard Destremau (1917-2002) : séance publique du lundi 31 janvier 2005, Paris, Institut de France, Académie des sciences morales et politiques, 2005, 22 p.

BERNARD PONS

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	2 entretiens, durée : 2h51 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Affaire Markovic – Aménagement du territoire – Cantal – Chasses présidentielles – Conseil économique et social – Conseils des ministres – Déclarations de Rome

	et de Genève – Départ de Matignon (juillet 1968) – Élections cantonales de 1967 – Élections législatives de 1967 – Élections législatives de 1968 – Élections législatives de 1973 – Élections présidentielles de 1969 – Enseignement agricole – Forêts – Image de Georges Pompidou – Institut de développement industriel – Jeunes Loups – Latour-Maubourg – Ministère/secrétariat d'État de/à l'Agriculture – Mouvements gaullistes – Ouverture au centre – PAC – Portrait de Georges Pompidou – Presse – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Relations entre Pompidou et les ministres – Rénovation rurale – Résistance – RPF – Syndicats agricoles
Noms de lieux	Cajarc – Lot

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Bernard Pons est né le 18 juillet 1926 à Béziers (Hérault). Il participe à la Résistance dans les maquis du Lot, avec ses frères, à partir de 1943. Il entame ses études de médecine après la guerre et s'installe comme médecin généraliste à Cahors, dans le Lot, en 1952. C'est là qu'il fait la connaissance de Georges Pompidou, conseiller municipal de Cajarc dans les années 1960. En 1967, Bernard Pons s'engage en politique en se présentant aux élections législatives de mars. Il est élu député du Lot (au moment où Jacques Chirac est élu député de Corrèze) et conseiller général du canton de Cajarc. Réélu, il occupera ces deux fonctions jusqu'en 1978, date à laquelle il quitte le Lot pour la région parisienne.

En juin 1969, il est nommé secrétaire d'État auprès du ministre de l'Agriculture, successivement Jacques Duhamel, Michel Cointat et Jacques Chirac, et occupe ce poste jusqu'en mars 1973. Bernard Pons est un proche de Jacques Chirac dès cette époque et lui sera fidèle tout au long de sa carrière politique. Adhérent du RPF, de l'UNR puis du RPR, dès leur création, il exerce des responsabilités dans le mouvement gaulliste comme secrétaire général du RPR de 1979 à 1984, puis comme président du groupe RPR à l'Assemblée nationale (1988-1995).

En 1978, Bernard Pons est élu député de l'Essonne, puis, en juin 1981, député de Paris. Deux ans plus tard, il est élu conseiller de Paris, et siège pendant un an à Strasbourg comme député européen (1984-1985). Jacques Chirac l'appelle au gouvernement en mars 1986 et Bernard Pons est nommé ministre des Départements et Territoires d'Outre-Mer. Il doit notamment gérer les suites de la crise kanak (prise d'otages de la grotte d'Ouvéa), mais il attache également son nom à la loi pour encourager l'investissement dans les DOM-TOM.

Redevenu député de Paris à partir de 1988, il retourne au gouvernement comme Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports de juin 1995 à mai 1997, Jacques Chirac étant président de la République. Seul député de droite élu au premier tour en 1997, il se retire de la vie politique en 2002 et son dernier mandat, comme conseiller de Paris, s'achève en 2008.

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Député du Lot (1967-1978), de l'Essonne (1978-1981), de Paris (1981-1986, 1988-2002)

Député européen (1984-1985)

Conseiller général du canton de Cajarc (1967-1978)

Conseiller régional d'Île-de-France (1978)

Conseiller de Paris (1983-2008)

Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Agriculture (juin 1969-mars 1973)

Ministre des départements et territoires d'Outre-mer (mars 1986-mai 1988)

Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports (mai 1995-juin 1997)

DÉCORATIONS

Chevalier de la Légion d'Honneur

JEAN POUDEVIGNE

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	2 entretiens, durée : 3h30 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	CDP – Déclarations de Rome et de Genève – Départ de Matignon (juillet 1968) – Élections législatives de 1962 – Élections législatives de 1967 – Élections législatives de 1968 – Élections législatives de 1973 – Élections présidentielles de 1965 – Élections présidentielles de 1969 – Élections présidentielles de 1974 – Entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun – Mai 1968 – Majorité – Nomination de Georges Pompidou (1962) – PDM – Référendum de 1962 – Référendum de 1969 – Référendum de 1972 – Réforme constitutionnelle de 1962 – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Républicains indépendants
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Jean Poudevigne est né le 3 avril 1922 en Avignon (Vaucluse). Après avoir été chargé secrétaire de rédaction de la revue *L'Économie* de 1948 à 1949 puis chargé des relations publiques de l'Union des chambres syndicales des industries du pétrole de 1949 à 1958, il entre politique. Élu député du Gard (Beaucaire) en 1958, battu lors des législatives de novembre 1962 mais élu en mai 1963 lorsque l'élection est invalidée, il est inscrit au groupe des Indépendants et paysans d'action sociale (1958-1962), non inscrit de 1963 à 1968, puis, de 1967 à 1973, il siège au groupe Progrès et démocratie moderne. Parallèlement, il assure le secrétariat général du mouvement Centre démocratie et progrès de 1969 à 1973.

Il devient ensuite vice-président délégué de Radio Monte-Carlo (1973-1979), directeur général délégué du syndicat national de l'industrie pharmaceutique (1980-1987), PDG de Sud-Radio (1987-1990), PDG de Communication et Santé (depuis 1990). D'autre part, il est maire de sa commune, Domazan, de 1959 à 1989, et conseiller général du Gard à partir de 1964 jusqu'en 2001.

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Député du Gard (novembre 1958-octobre 1962, mai 1963-avril 1973)

Maire de Domazan (1959-1989)

Conseiller général du Gard (1964-2001)

PIERRE POUGET

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	2 entretiens, durée : 3h10 - Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Affaire Jouhaud - Affaire Markovic - Affaire Touvier - Déclarations de Rome et de Genève - ENS/Normaliens - Francophonie - LAURS - Maladie présidentielle - Portrait de Georges Pompidou - Pot des normaliens - Religions
Noms de lieux	Maroc

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Pierre Pouget est né vers 1910 et décédé le 19 juin 2010. Pierre Pouget réussit le baccalauréat avec mention Très Bien puis obtient une bourse d'études pour l'hypokhâgne du lycée de Montpellier avant d'être pris à la khâgne de Louis-le-Grand en 1930. Il y rencontre Georges Pompidou et ils intègrent ensemble l'École normale supérieure en 1931. Ils y partagent la même chambre et effectueront également leur service militaire la même année à l'école des sous-officiers de Saint-Maixent.

Pierre Pouget devient enseignant de lettres en lycée (Vanves puis Tunis) et à ce titre participe à l'édition d'ouvrages parascolaires. Proviseur du lycée de Rodez, il est ensuite chargé de mission au Maroc jusqu'en 1965 avant d'être nommé, grâce à Georges Pompidou, conseiller culturel à Athènes puis à Rome. Pierre Pouget participe également régulièrement aux déjeuners organisés par Georges Pompidou avec ses anciens camarades de l'École normale supérieure.

ROBERT POUJADE

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 1h21 - Librement consultable
Autres archives	Archives du ministère de l'Environnement, cabinet Robert Poujade
Mots-clés	Assises de Lille (1967) - Départ de Matignon (juillet 1968) - Élections législatives de 1967 - Gouvernement Chaban-Delmas - Mai 1968 - Ministère de l'Environnement - Mouvements gaullistes - Nomination de Georges Pompidou (1962) - Ouverture au centre - Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas - Relations entre Pompidou et de Gaulle - RPF - UNR-UDT
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Robert Poujade est né le 6 mai 1928 à Moulins (Allier). Normalien et agrégé de lettres classiques, Robert Poujade commence à enseigner en 1954, au lycée Carnot de Dijon. Depuis plusieurs années déjà, il s'est engagé en politique dans les rangs du gaullisme, par refus du système de la III^e et de la IV^e République : en 1958, il est nommé secrétaire général de la fédération de l'UNR de Côte-d'Or. En 1960, il entre au comité central de l'UNR, puis, en 1961, il accède à son bureau. En 1967, il devient l'un des secrétaires nationaux de l'UNR avant d'être, de 1968 à 1971, secrétaire général de l'UDR.

Parallèlement, il s'investit dans la vie politique locale. Élu conseiller municipal de Dijon, il devient député de la Côte-d'Or en 1967 et le sera sans discontinuer jusqu'en 2002, à l'exception des années 1981-1986. Il est également élu au Conseil général de Côte-d'Or en 1967 et au Conseil régional de Bourgogne en 1970. De plus, il est membre du Conseil économique et social de 1964 à 1967, à la demande de Georges Pompidou

En 1971, Robert Poujade est nommé par Georges Pompidou à la tête du tout nouveau ministère de l'Environnement. Parmi les dossiers prioritaires il traite des parcs nationaux (création du Parc de la Vanoise), de la négociation avec l'industrie des grands accords de lutte contre la pollution, de la réforme de la chasse, de la lutte contre le bruit (où il admet avoir échoué), de la préparation de la loi de protection de la nature qui aboutira plus tard. Son investissement dans les questions d'environnement, dans le domaine associatif dans les années 1960, au niveau ministériel en 1971-1974, se prolongera : Président du Conservatoire du littoral en 1978, président de la Commission nationale des secteurs sauvegardés. Il a d'autre part été président de l'Association des Villes d'art et d'histoire, président du Conseil d'administration de la Bibliothèque nationale, vice-président de l'Association des maires des grandes villes de France.

■ EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Conseiller municipal (1968-1971) puis maire de Dijon (mars 1971-2001)

Conseiller général de la Côte-d'Or (1967-1988), président du Conseil général de 1982 à 1988

Conseiller régional de Bourgogne (1970-1986)

Député de la Côte-d'Or (mars 1967-janvier 1971, 1978-mai 1981, mars 1986-juin 2002)

Ministre délégué chargé de la protection de la nature et de l'environnement (janvier 1971-février 1974)

■ DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'honneur

Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Commandeur des Arts et des Lettres

Officier des Palmes Académiques

Médaille d'honneur de la Jeunesse et des Sports

■ ÉCRITS DU TÉMOIN

Environnement : mythes et réalités, Dijon, CRDP, 1975, 33 p.

Le ministère de l'impossible, Paris, Calmann-Lévy, 1975, 278 p.

BEAUVALOT, Yves, et POUJADE, Robert, *Dijon*, Paris, Albatros, 1980, coll. « La France vue du ciel », non paginé.

Discours académiques, Dijon, Académie des sciences, arts et belles-lettres de Dijon, 1995, ca. 150 p.

Passage du siècle : les étapes d'une renaissance urbaine, Précy-sous-Thil : éditions de l'Armançon, 2007, 251 p.

Avec de Gaulle et Pompidou : mémoires, Paris, L'Archipel, 2011, 301 p.

Retrouver Malraux : souvenirs et relecture : essai, Paris, P.-G. De Roux, 2011, 285 p.

JEAN-LOUIS PRAT

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 1h00 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Anthologie de la poésie française – Art et culture – Portrait de Georges Pompidou – Projet Beaubourg
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Jean-Louis Prat est né en 1940 et a fait des études d'art. En 1969, Aimé Maeght propose à Jean-Louis Prat, alors âgé de 29 ans et commissaire-priseur chez Maurice Rheims, de prendre la direction artistique de sa Fondation. Celle-ci, installée à Saint-Paul de Vence, a été créée en 1964 par Aimé et Marguerite Maeght, un couple néerlandais galeristes d'art passionnés par l'art contemporain, avec le soutien énergique d'André Malraux. Jean-Louis Prat rencontre Georges Pompidou au cours de l'été 1972, lorsque le Président et son épouse viennent visiter la rétrospective Nicolas de Staël. Il démissionne de ces fonctions en octobre 2004 et mène depuis une carrière de commissaire indépendant.

ÉCRITS DU TÉMOIN

En tant que commissaire-priseur et directeur de la Fondation Maeght, Jean-Louis Prat est l'auteur de nombreux catalogues d'exposition consacrés à Giacometti, Malraux, Dubuffet, Miró, etc.

GÉRARD PRUVOST

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 2h12 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Conférence des Açores (1971) – Maladie présidentielle – Portrait de Georges Pompidou – Radio – Sommet de Reykjavik – Voyages
Noms de lieux	Belgique – Chine – URSS

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Gérard Pruvost est né le 26 décembre 1933 à Paris et étudie à Sciences Po puis intègre l'ENA (1960-1962). Il fait son service militaire dans la météorologie en Algérie et au Maroc. À la sortie de l'ENA, il entre à la direction Afrique-Levant du Quai d'Orsay où il est en poste de 1962 à 1963. Il devient successivement troisième puis second Secrétaire d'Ambassade au Caire, de 1963 à 1966, avant d'être muté à Bonn de 1967 à 1969, où il est premier secrétaire. Il est ensuite contacté par Jacques Sénard, alors Chef de la cellule du protocole à l'Élysée, dont il a fait connaissance au Caire. Gérard Pruvost est ainsi nommé sous-directeur du protocole en novembre 1969, et dirige la cellule du protocole présidentiel jusqu'en novembre 1973. Il a pour mission d'organiser les voyages présidentiels, en France comme à l'étranger, ainsi que les déjeuners et dîners officiels du Président Pompidou.

De l'Élysée il passe ensuite à la Société financière de radiodiffusion (SOFIRAD) sur proposition d'Édouard Balladur. Il y accède au poste de conseiller technique pour les affaires internationales, puis devient Directeur général de la Somera RMC Proche-Orient de 1979 à 1986. Après, il est ensuite simultanément PDG de la Compagnie libanaise de télévision Sal et Président de France Media International de 1986 à 1989.

Il quitte le monde des médias en 1990, quand il est nommé chargé de mission au cabinet de Jacques Chirac, maire de Paris, de 1990 à 1994, avant de rejoindre le Quai d'Orsay comme chargé de mission auprès du Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères de 1994 à 1996. De 1996 à 1999, il est chef du bureau de l'Ambassade de France à Berlin. Cette fonction l'amène à accéder au poste de conseiller du président de la Commission interministérielle de coopération franco-allemande (depuis 1999). En outre, Gérard Pruvost est nommé juge assesseur à la Cour Nationale du Droit d'Asile en 2009.

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Conseiller général du Calvados de 1989 à 1998

DÉCORATIONS

Officier de l'Ordre national du Mérite (1996)

JEAN-BERNARD RAIMOND

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	9 entretiens, durée : 6h30 – Soumis à l'autorisation du témoin
Autres archives	Archives orales du ministère des Affaires étrangères et européennes : AO 33
Mots-clés	Accords d'Évian (1962) – Affaire Markovic – Alliance atlantique – Art et culture – Cabinet politique – Cambodge – Commerce extérieur français – Conférence de Genève (1959) – Conférence des Açores (1971) – Conférences de presse – Construction européenne – CSCE – Déclarations de Rome et de Genève – Décolonisation – Désarmement – Détente – Disparition du général de Gaulle (1968) – Éducation nationale – Élections législatives de 1967 – Élections présidentielles de 1969 – Entourage – Entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun – Environnement – Gouvernement Couve de Murville – Guerre d'Algérie – Guerre du Kippour – Guerre du Vietnam – Guerre froide – Industrie – IVe République – Mai 1968 – Ministère des Affaires étrangères – Mirages libyens – Nucléaire civil – ONU – Ostpolitik – Parti communiste – Portrait de Georges Pompidou – Pot du lundi – Presse – Protocole – Référendum de 1969 – Référendum de 1972 – Relations entre Pompidou et de Gaulle – Renseignement – Secrétariat général de la Présidence – Voyage aux États-Unis (1970) – Voyage en Chine (1973) – Voyages
Noms de lieux	Afrique – Afghanistan – Arabie Saoudite – Cuba – États-Unis – Europe de l'Est – Iran – Israël – Italie – Japon – Jordanie – Libye – Maghreb – Maroc – Moyen-Orient – Pologne – Québec – RFA – Roumanie – Royaume-Uni – Tchécoslovaquie – Tunisie – URSS – Yougoslavie

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Jean-Bernard Raimond est né le 6 février 1926 à Paris. Il entre au Ministère des Affaires étrangères en 1956, après être passé par l'École Normale Supérieure et l'École Nationale d'Administration. Il y a travaillé essentiellement sur l'Europe centrale et orientale. En 1967 il devient directeur adjoint du cabinet de Maurice Couve de Murville, ministre des Affaires étrangères. De juillet 1968 à juin 1969 il reste au cabinet de Maurice Couve de Murville Premier ministre, puis entre en

1969 au Secrétariat général de la présidence de la République, comme chargé de mission puis comme conseiller diplomatique du Président Pompidou. Au début de 1974 il devient ambassadeur au Maroc (jusqu'en 1977).

Il s'élève ensuite dans la carrière de diplomate : directeur d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, directeur de cabinet de Louis de Guiringaud, ministre des Affaires étrangères (1978), directeur général des relations culturelles, scientifiques et techniques (1979-1981), ambassadeur en Pologne (1982-1984) puis en URSS (1985-1986) avant de devenir ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement Jacques Chirac (1986-1988). De 1988 à 1991 il est ambassadeur auprès du Saint-Siège, avant d'être élevé en 1991 à la dignité d'Ambassadeur de France.

■ EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement Chirac (1986-1988)

Député RPR d'Aix-en-Provence (1993-2002)

■ DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'honneur

Commandeur de l'Ordre national du Mérite

Chevalier des Palmes académiques

Grand-cordon du Ouissam-Alaouite

Grand-croix de l'ordre de Pie IX

■ ÉCRITS DU TÉMOIN

Durant sa carrière, Jean-Bernard Raimond a publié de nombreux articles, sous son nom ou sous le pseudonyme de « Michel Auberti » (d'après le nom de sa mère), portant sur l'actualité internationale (notamment dans la *Revue de défense nationale*, *Foreign Affairs*, etc.). Il est d'autre part l'auteur de :

- *Le Quai d'Orsay à l'épreuve de la cohabitation*, Paris, Flammarion, 1992, 221 p.
- *Le Choix de Gorbatchev*, Paris, Odile Jacob, 1992, 269 p.
- *Jean-Paul II, un pape au cœur de l'histoire*, Paris, Le Cherche Midi, 1999, 315 p.
- *Le regard d'un diplomate sur le monde, 1960-2010*, Paris, éditions du Félin, 2010, 165 p.

PIERRE RAYNAL

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 2h30 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Assises de Nantes (1973) – Conceptions de Georges Pompidou – Départ de Matignon (juillet 1968) – Élections législatives de 1967 – Élections législatives de 1968 – Élections législatives de 1973 – Élections présidentielles de 1969 – Georges Pompidou député du Cantal – Maladie présidentielle – Portrait de Georges Pompidou – Rénovation rurale – Voyages en province
Noms de lieux	Cantal

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Pierre Raynal est né le 9 janvier 1920 à Paris et décédé le 1^{er} octobre 2008 à Chaudes-Aigues. Ses parents sont cafetiers à Paris, mais pour des raisons de santé il a été élevé par ses grand-parents maternels à Saint-Urcize. Pierre Raynal passe le baccalauréat en 1939, et est immédiatement mobilisé. En 1940, démobilisé, il est transféré dans un chantier de jeunesse dans la Drôme, jusqu'en 1941. Il entame ensuite des études de médecine, d'abord à Clermont-Ferrand, ensuite à Paris. Il devient rapidement médecin de campagne, ne pouvant financer un internat à Paris. C'est ainsi qu'il installe son cabinet de médecine à Chaudes-Aigues et devient conseiller général du Cantal en 1949, à l'âge de 29 ans ; c'est le début d'une longue carrière départementale qui durera jusqu'en 1992, qui le verra président du Conseil général du Cantal de 1976 à 1988. Lors des élections municipales de 1953, il est élu maire de sa commune, et le demeure jusqu'en 1995.

Pierre Raynal rencontre Georges Pompidou en 1964, lorsque le Premier ministre fait une visite officielle dans le Cantal. En juin 1968, par l'intermédiaire de Jacques Corbon, préfet du Cantal, il est sollicité pour devenir le suppléant de Georges Pompidou aux prochaines législatives. Lorsque Georges Pompidou devient président de la République, Pierre Raynal siège à l'Assemblée nationale comme député du Cantal, à partir de septembre 1969. Il reste député du Cantal jusqu'en 1993, sous l'étiquette UDR puis RPR.

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Maire de Chaudes-Aigues (1953-1995)

Conseiller régional du Cantal (1949-1992), président du Conseil régional du Cantal (1976-1998)

Député du Cantal (1969-1993)

DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'honneur

ÉCRITS DU TÉMOIN

Cantal la vie !, 1976

BIBLIOGRAPHIE

CHAMPEIL, Jean-Claude, *Des vies de Cantaliens du XX^e siècle*, Aurillac, Champeil, 2007, 114 p.

JEAN-PIERRE RICHER

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 1h15 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Mai 1968 – Portrait de Georges Pompidou
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Jean-Pierre Richer est né le 26 juin 1939 à Montrouge. Au sortir de l'ENA (promotion Montesquieu, 1964-1966), il entame une carrière préfectorale, d'abord comme directeur de cabinet du préfet de la Manche (1966-1968), puis de l'Indre-et-Loire (1968-1970), avant de devenir secrétaire de la Direction générale des affaires politiques et de l'administration du territoire en 1970 puis secrétaire général de l'Orne de 1972 à 1973. À la fin de l'année 1973, Jean-Pierre Richer est nommé chargé de mission au secrétariat général de la présidence de la République, au service des Requêtes et Témoignages. Il devient ensuite administrateur civil au ministère de l'Intérieur, avant d'intégrer les cabinets ministériels : conseiller technique au cabinet de Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur, il est directeur de cabinet de Christian Bonnet, qui assume ces fonctions de mars 1977 à mai 1981.

Jean-Pierre Richer rejoint alors l'administration, comme sous-directeur au ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation (1981-1986), puis comme directeur de la circulation, des transports et du commerce à la préfecture de police (1986-1992) et enfin comme directeur de l'administration à la préfecture de Paris (1992-1993). Il renoue alors avec les postes préfectoraux : préfet de Haute-Marne (1993-1994), du Var (1994-1995), des Hauts-de-Seine (octobre 1995-septembre 2000), de la Vienne et de la région Poitou-Charentes (2000-2002), du Nord, de la région Nord-Pas-de-Calais et de la zone de défense Nord (2002-2004), président de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie (2003-2004). Admis à faire valoir ses droits à la retraite en 2004, il est élu président national du Secours Catholique, et assume ces fonctions jusqu'en 2007. Il prend ensuite la présidence du Conseil supérieur de l'université catholique de Lille et appartient, de 2007 à 2008, à la section Affaires sociales du Conseil économique, social et environnemental.

DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'honneur

Commandeur de l'ordre national du Mérite

JACQUES RIGAUD

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	7 entretiens, durée : 9h40 – Soumis à l'autorisation du témoin
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Art et culture – CDP – Centre démocrate – Centrisme – Chargé de mission – Conceptions de Georges Pompidou – Conseiller technique – Conseils des ministres – Construction européenne – Départ de Matignon (juillet 1968) – Directeur de cabinet – Disparition du général de Gaulle (1968) – Élections législatives de 1967 – Élections législatives de 1968 – Élections législatives de 1973 – Élections présidentielles de 1965 – Élections présidentielles de 1969 – Élections présidentielles de 1974 – Entourage – Georges Pompidou directeur de cabinet – Gouvernement Messmer – Mai 1968 – Majorité – Maladie présidentielle – Manifestation du 30 mai 1968 – Ministère de l'Agriculture – MRP – Nouvelle Société – ORTF – PDM – Portrait de Georges Pompidou – Pratique présidentielle – Projet Beaubourg – Projet du musée d'Orsay – Référendum de 1962 – Référendum de 1969 – Réforme constitutionnelle de 1962 – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Relations entre Pompidou et de Gaulle – Syndicats agricoles
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Jacques Rigaud est né le 2 février 1932 à Paris et est décédé le 6 décembre 2012 à Paris. Il est élevé dans une famille modeste, dans le quartier des Épinettes à Paris. Alors que son père (René Rigaud) est maçon, sa mère tient une petite mercerie. Tout d'abord élève à l'école Saint-Michel des Batignolles, Jacques Rigaud poursuit ensuite sa scolarité au lycée Carnot, avant d'entre à l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris. Il en sort diplômé et licencié en droit en juin 1951. En janvier 1952, il est admis à la section économique de l'École nationale d'administration alors qu'il n'a pas vingt ans et qu'il est encore mineur. Pierre Racine, le directeur des stages de l'ENA, décide de le placer dans le Loir-et-Cher en stage chez le plus jeune préfet de France, Pierre Sudreau.

À sa sortie de l'ENA, Jacques Rigaud entame une carrière au Conseil d'État et en gravit progressivement tous les échelons : auditeur de deuxième classe en 1954, auditeur de première classe en 1956, maître des requêtes en 1960, Commissaire du gouvernement auprès l'assemblée du contentieux du Conseil d'État en 1964 et finalement Conseiller d'État en 1979. En 1986, il est admis à faire valoir ses droits à la retraite du conseil d'État. De 1965 à 1969, il est également rapporteur adjoint au Conseil constitutionnel. Parallèlement, Pierre Sudreau, désormais ministre de la Construction, fait appel à Jacques Rigaud comme chargé de mission en 1958, sous le dernier gouvernement de la IV^e République puis dans le gouvernement de Michel Debré. En 1960, il est brièvement mis à la disposition d'André Jacomet, secrétaire général de l'Administration en Algérie. Ensuite, de 1961 au 20 juin 1969, Jacques Rigaud exerce les fonctions de conseiller juridique de la direction des Transports terrestres au ministère des Travaux publics.

Le 29 juin 1969, Jacques Rigaud est appelé par Jacques Duhamel, ministre de l'Agriculture, qui en fait son directeur de cabinet, dans le gouvernement de Jacques Chaban-Delmas. Les questions européennes sont alors au centre des problématiques. Lorsque, le 7 janvier 1971, Jacques Duhamel est nommé ministre des Affaires Culturelles, Jacques Rigaud le suit. Parallèlement, Jacques Rigaud s'investit en politique, comme membre du comité directeur du Centre Démocratie et Progrès (CDP) à partir de juillet 1969. Le 5 avril 1973, Jacques Duhamel est remplacé par Maurice Druon au ministère des Affaires Culturelles qui reconduit Jacques Rigaud comme directeur de cabinet, jusqu'à son départ le 7 juin 1973.

Durant cette période, Jacques Rigaud est à l'origine de plusieurs initiatives culturelles telles que la réforme de l'opéra et la nomination à sa tête du chef d'orchestre-compositeur suisse Rolf Liebermann. De même, il est à l'origine de la nomination de Jack Lang au théâtre national du Chaillot ou encore du transfert du Théâtre National Populaire (TNP) à Lyon-Villeurbanne, plaçant à sa tête Patrice Chéreau et Roger Planchon. En 1971, il invente le concept de « centre culturel de rencontre », utilisant certains lieux du patrimoine comme espaces de création. C'est par exemple le cas de la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon (Gard) ou encore de l'abbaye de Royaumont (Val d'Oise). Des monuments comme l'abbaye de Fontevraud (Maine-et-Loire), une prison, la Corderie royale de Rochefort (Charente-Maritime) ou l'abbaye d'Ardenne (Calvados), tous à l'abandon, deviennent, avec le concours de l'État, des régions et des collectivités locales, des lieux d'accueil pour les artistes en résidence.

De novembre 1975 à novembre 1978, Jacques Rigaud est sous-directeur général de l'UNESCO. En 1980, il rejoint le secteur privé en prenant la tête d'Ediradio (RTL). Il y reste jusqu'au 30 juin 2000. Il s'implique également dans le mécénat culturel en créant en 1979 l'Association pour le développement du mécénat industriel et commercial (ADMICAL). Dans le cadre de cette association, Jacques Rigaud participe à la création la même année de la première fondation d'entreprise en France, celle du Crédit Agricole-Pays de France.

De 1981 à 1987, il est également président de l'établissement public du musée d'Orsay. Dans ce cadre, il a par exemple soutenu l'organisation de concerts dans l'auditorium, ou encore des acquisitions dans le domaine de la photographie.

■ DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite
Commandeur du Mérite agricole
Commandeur des Arts et des Lettres

■ ÉCRITS DU TÉMOIN

Débats sur la France de demain : le manifeste des Cinq et les commentaires des Cent, Julliard, Paris, 1961, 260 p.

La Culture pour vivre, Paris, Gallimard, 1975, 307 p.

DELCORS, Xavier, et RIGAUD, Jacques, *Les institutions administratives françaises : les structures*, Paris, Dalloz/Presses de la FNSP, 1984, 407 p.

DELCORS, Xavier, et RIGAUD, Jacques, *Les institutions administratives françaises : le fonctionnement*, Paris, Dalloz/Presses de la FNSP, 1986, 427 p.

Libre culture, Paris, Gallimard, 1990, 443 p.

Miroir des mots, Paris, Laffont, 1991, 264 p.

Le Bénéfice de l'âge, Paris, Grasset, 1993, 296 p.

La République des médias, Paris, Fondation Saint-Simon, 1994, 48 p.

L'Exception culturelle ; Culture et pouvoir sous la V^e République, Paris, Grasset, 1995, 298 p.

Un balcon sur le temps, Paris, Grasset, 1999, 317 p.

Les Deniers du rêve : essai sur l'avenir des politiques culturelles, Paris, Grasset, 2001, 276 p.

Vivre à propos, Paris, Grasset, 2005, 299 p.

Le Prince au miroir des médias : Machiavel 1513-2007, Paris, Arléa, 2006, 143 p.

Les Âges de la vie : entretiens avec Pierre-Michel Menger, Paris, éditions de l'Aube, Paris, 2008, 115 p.

Quand les ombres s'allongent : petit traité de sagesse et d'impatience à l'usage des générations montantes, Paris, éditions de Fallois, 2010, 187 p.

GABRIEL ROBIN

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 1h00 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Choc pétrolier de 1973 – CSCE – Pratique présidentielle – Relations entre Pompidou et Giscard d'Estaing – SGCI
Noms de lieux	Europe de l'Est – Royaume-Uni – Pologne – RDA – Roumanie – URSS

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Gabriel Robin est né le 25 août 1929 à Molières-sur-Cèze (Gard). Après les classes préparatoires à Montpellier, Gabriel Robin intègre l'ENS en 1949, puis passe l'agrégation d'histoire en 1953 et enseigne pendant deux ans au lycée à Avignon. En 1956, il réussit le concours de l'École Nationale d'Administration. À la sortie de l'ENA, Gabriel Robin choisit la carrière diplomatique. Il entame sa carrière diplomatique à l'administration centrale du ministère des Affaires étrangères, où il travaille de 1958 jusqu'en 1961 à la direction d'Europe. De 1961 à 1968, il fait partie de la Représentation permanente de la France aux Communautés européennes. À Bruxelles, il est successivement deuxième secrétaire (de 1961 à 1965), premier secrétaire (de 1965 à 1967) et enfin deuxième conseiller (de 1967 à 1968).

De janvier à juin 1969, Gabriel Robin est conseiller technique (conseiller diplomatique) au cabinet du Premier ministre Maurice Couve de Murville. Il regagne ensuite l'administration centrale du Quai d'Orsay comme sous-directeur de l'Europe occidentale (de 1969 à 1972). Après un passage à Londres comme premier conseiller d'ambassade (de 1972 à 1973) il est nommé conseiller technique au Secrétariat général de la présidence de la République, prenant ainsi le relais de son ami de l'ENS, Jean-Bernard Raimond, qui avait insisté pour que Gabriel Robin le remplace. Gabriel Robin occupe ce poste de la fin de 1973 à 1979, à l'exception de mai et juin 1974, quand il est brièvement chef du service de Coopération culturelle et technique. En effet, malgré le décès de Georges Pompidou, Gabriel Robin demeure en poste à l'Élysée comme conseiller diplomatique sous Valéry Giscard d'Estaing, qui lui propose de rester.

En 1979, et jusqu'en 1981, il dirige la direction des Affaires politiques au ministère des Affaires étrangères. En tant que conseiller des présidents Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing, puis directeur des Affaires politiques au Quai d'Orsay, Gabriel Robin vit, de l'intérieur, les réalités du pouvoir. Son expérience lui vaut d'être élevé à la dignité d'ambassadeur de France en 1983. A ce moment-là, il est en congé spécial, jusqu'en 1987, quand il est nommé Représentant permanent de la France au Conseil de l'OTAN à Bruxelles. Il reste en poste à Bruxelles jusqu'en 1992, pour faire valoir ses droits à la retraite en 1993. De 1996 à 2000, il préside la commission de publication des *Documents diplomatiques français*.

DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'honneur

Officier de l'Ordre national du Mérite

ÉCRITS DU TÉMOIN

La crise de Cuba, octobre 1962 : du mythe à l'histoire, Paris, Economica, 1984, 153 p.

La diplomatie de Mitterrand ou le triomphe des apparences 1981-1985, Les Loges-en-Josas, Éditions de la Bièvre, 1985, 254 p.

« La crise de Cuba, octobre 1962 », *Espoir*, no 69, décembre 1989, p. 12.

Un monde sans maître : ordre ou désordre entre les Nations ?, Paris, Odile Jacob, 1995, 288 p.

« À propos de la politique américaine du général de Gaulle », *Espoir*, no 136, septembre 2003, p. 51.

Entre empire et nations : Penser la politique étrangère, Paris, Odile Jacob, 2004, 336 p.

« La capacité de s'adapter à l'événement », *Espoir*, no 155, décembre 2008, p. 69.

MICHEL ROCARD

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 1h35 – Librement consultable
Autres archives	<ul style="list-style-type: none">◆ Archives nationales : fonds 581 AP (PSU), 680 AP (Michel Rocard), 5AG4 (François Mitterrand), archives de Matignon, du ministère du Plan, du ministère de l'Agriculture◆ Archives municipales de Conflans-Sainte-Honorine : fonds Michel Rocard◆ Fondation Jean Jaurès : archives du Parti socialiste◆ IHTP : archives orales, ENT 0001-ENT 0101 (préparation du colloque « L'expérience Mendès France et le mendésisme »)
Mots-clés	Constitution de 1958 – Élections législatives de 1967 – Élections législatives de 1968 – Élections présidentielles de 1965 – Élections présidentielles de 1969 – Grève des mineurs de 1963 – Lip – Mai 1968 – Nomination de Georges Pompidou (1962) – Plan de stabilisation de 1963 – Réforme constitutionnelle de 1962 – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Michel Rocard est né le 23 août 1930 à Courbevoie (Hauts-de-Seine). En novembre 1949, il adhère à la Fédération nationale des étudiants socialistes (FNES) et devient secrétaire du groupe des étudiants socialistes de Sciences Po puis du groupe de Paris en 1950. Il adhère à la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière) en 1951. En 1953, il est secrétaire d'administration au ministère de la Santé publique et de la population, affecté à la sous-direction des naturalisations. Lors du 7^e congrès du FNES, en décembre 1953, il est élu secrétaire national des Étudiants socialistes et le reste jusqu'à 1955. De février à avril 1956, il travaille au secrétariat d'État des Affaires marocaines et tunisiennes d'Alain Savary. La même année il intègre l'ENA puis est affecté, comme toute sa promotion, en Algérie de septembre 1958 à avril 1959. Il choisit d'entrer à l'Inspection des Finances, poussé par Alain Savary.

En 1962, il devient inspecteur des Finances au service des études économiques et financières puis chargé de mission et chef de la division des budgets économiques à la direction de la prévision. En 1965, il est secrétaire général de la Commission des comptes et des budgets économiques de la Nation. Il adopte le pseudonyme de Georges Servet pour ses actions militantes en raison de ses fonctions dans l'administration jusqu'à ce qu'il quitte son poste en 1967 pour devenir secrétaire général du Parti Socialiste Unifié (PSU). Il réintègre l'inspection des Finances en 1973.

La guerre d'Algérie a déterminé son engagement politique. En effet, deux ans après la vague d'attentats du 1^{er} novembre 1954 qui marque le début de la guerre d'Algérie, il rejoint, en janvier 1957, le Comité socialiste d'Études et d'Action pour la Paix en Algérie, créé entre autres par Alain Savary après le détournement de l'avion de Ben Bella. Il adresse au cabinet du Président de la République, au printemps 1959, un rapport qu'il a rédigé en Algérie sur les camps de regroupement. Il cherche à transmettre au général de Gaulle, par l'intermédiaire de Jean François-Poncet au Quai d'Orsay, des informations données par Jacques Bugnicourt sur les exactions commises en Algérie.

En septembre 1958, il rejoint d'anciens militants de la SFIO qui fondent le Parti socialiste autonome, opposés à l'engagement de Guy Mollet et Robert Lacoste dans la guerre d'Algérie. En 1959, Michel Rocard adhère au club Jean Moulin, groupe de réflexion favorable à l'implication des ouvriers dans la gestion des entreprises, hostile à l'action parlementaire, marqué par le poids des jeunes technocrates, des fonctionnaires européens et de l'influence catholique. Michel Rocard s'implique d'autre part dans le Parti socialiste unifié (PSU) dont il est un membre fondateur en avril 1960. Ce nouveau parti est censé constituer une nouvelle force entre le Parti communiste et la SFIO. Les militants du PSU font le constat de l'incapacité de ces deux grands partis de gauche à mettre fin à la guerre d'Algérie et à analyser aussi bien les ressorts du gaullisme que les bouleversements à l'œuvre dans la société. Son opposition au général de Gaulle ne l'empêche pourtant pas de se montrer favorable à l'idée de l'élection du président de la République au suffrage universel direct lors du référendum du 28 octobre 1962, à rebours de la campagne du « non » de Pierre Mendès France, considérant que les grands électeurs n'étaient pas suffisamment représentatifs de l'électorat et ce malgré le risque d'une dérive populiste.

Michel Rocard devient secrétaire adjoint de la Fédération de Paris du PSU dès le 22 janvier 1961 puis membre du comité politique national du parti de mars 1961 à juin 1967. En 1964-1965, Michel Rocard est le promoteur, avec Pierre Mendès France, d'un « contre-plan », par opposition au cinquième Plan du gouvernement. Le contre-plan cherche les moyens d'élever le niveau de vie tout en réduisant le temps de travail, de favoriser le rôle des syndicats dans les entreprises et d'accroître l'engagement de l'État dans l'économie. Il est l'auteur de l'amendement Servet en octobre 1965, promettant le ralliement du PSU à François Mitterrand lors du second tour de la présidentielle de juin 1969, mais sans renoncement à la campagne du PSU. Michel Rocard est remarqué au sein du parti à la rencontre de Grenoble de 1966 par son opposition aux nationalisations.

En mai 1968, le PSU de Michel Rocard est le seul parti de gauche à ne pas souffrir de l'hostilité des étudiants, notamment grâce à sa présence au sein de l'UNEF. Les liens du PSU avec la CFTD

facilitent la mise en relation des étudiants avec les travailleurs et l'alliance du mouvement étudiant avec le mouvement ouvrier. Rocard préside aux négociations entre le PSU, l'UNEF de Jacques Sauvageot, Alain Krivine pour les Jeunesses communistes révolutionnaires et Alain Geismar, secrétaire général du SNESup. Ensemble, ils négocient avec la préfecture et la police les conditions des défilés. Rocard s'attache avec Alain Krivine à éviter tout débordement. L'idée de Rocard selon laquelle le PSU doit porter le socialisme après la chute de la SFIO explique l'engagement du PSU dans les événements de Mai 68. Avant le rassemblement du stade Charléty, le 27 mai, il cherche en vain à convaincre Pierre Mendès France de prendre la parole.

L'année suivante, à la différence des premières élections présidentielles au suffrage universel direct, en 1965, où le PSU n'était pas parvenu à choisir un candidat et s'était rallié à la candidature de François Mitterrand, le PSU présente Michel Rocard comme candidat à l'élection présidentielle de 1969. Il obtient 3,6 % des suffrages exprimés. D'autre part, Michel Rocard n'obtient pas le ralliement du PSU au programme commun de la gauche en 1972. Les bons résultats de François Mitterrand aux élections de mai 1974 posent le problème de la reconstruction de la gauche non communiste dans la perspective de l'union de la gauche, conduite par le PS. Trois courants s'affrontent au PSU sur la question de la fusion avec le PS : l'aile gauche refuse catégoriquement cette idée, une voie intermédiaire préfère la solution du travail en commun avec le PS dans le cadre de comités d'action en période de lutte sociale, et la ligne du bureau national, portée par Michel Rocard, prône la fusion avec le PS. Il démissionne du secrétariat national du PSU en novembre 1973. Il est mis en minorité en octobre 1974 à la convention nationale du PSU et participe aux Assises nationales du socialisme, les 13 et 14 octobre 1974, qui préparent l'entrée au Parti socialiste des 40% de minoritaires du PSU favorables à la fusion avec le PS.

Rocard quitte le PSU en novembre 1974 et adhère au Parti socialiste le 23 décembre 1974 et devient secrétaire national du parti qu'en octobre 1975. Il est maire de Conflans-Sainte-Honorine de 1977 à 1994, député des Yvelines à plusieurs reprises, sénateur des Yvelines de 1995 à 1997, et député européen de 1984 à 2009. Michel Rocard fait partie du gouvernement Mauroy en 1981 comme ministre du Plan et de l'Aménagement du Territoire, puis devient ministre de l'Agriculture en 1982. Il démissionne 4 avril 1985 en raison de son refus d'introduire la proportionnelle aux législatives. Il est Premier ministre du 10 mai 1988 au 15 mai 1991.

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Fonctions partisans :

Secrétaire national du Parti socialiste unifié (25 juin 1967-26 novembre 1973)

Membre titulaire du bureau exécutif du parti socialiste (1975-1981 ; depuis 1986)

Secrétaire national chargé du secteur public (octobre 1975-1979)

Membre du Comité directeur (1987)

Président de la direction provisoire (3 avril 1993-22 octobre 1993)

Premier secrétaire du PS (22 octobre 1993-19 juin 1994)

Fonctions électives :

Député de Marly (octobre 1969-mars 1973)

Conseiller municipal de Conflans-Sainte-Honorine (1973-1977)

Maire de Conflans-Sainte-Honorine (20 mars 1977-5 septembre 1994)

Député de la 3^e circonscription des Yvelines (19 mars 1978-21 juin 1981)

Député socialiste des Yvelines (17 mars 1986-1988)

Député européen (1994-2009)

Sénateur des Yvelines PS (24 septembre 1995-novembre 1997)

Fonctions ministérielles :

Ministre du Plan et de l'Aménagement du Territoire (25 mai 1981-21 mars 1983)

Ministre de l'Agriculture (22 mars 1983-4 avril 1985)

Premier Ministre (10 mai 1988-15 mai 1991)

DÉCORATIONS

Grand Officier de la Légion d'honneur

Grand-Croix de l'ordre national du mérite

Commandeur des Palmes académiques

Commandeur du Mérite agricole

Grand-Croix de l'ordre du Christ (Portugal)

Grand-Croix du Mérite de la République italienne

Grand officier de l'ordre de la République tunisienne

Grand officier de l'ordre de la République de l'Équateur

Commandeur de l'ordre de l'Honneur de Grèce

Commandeur de l'ordre des Pléiades

Grand officier de l'ordre d'Orange-Nassau (Pays-Bas)

ÉCRITS DU TÉMOIN

Le PSU et l'avenir socialiste de la France, Paris, Le Seuil, 1969, 183 p.

Questions à l'État socialiste, Paris, Stock, 1972, 184 p.

JAUMONT, Bernard, LENÈGRE, Daniel, et ROCARD, Michel, *Le Marché commun contre l'Europe*, Paris, Le Seuil, 1973, 190 p.

Un député pour quoi faire, Paris, Syros, 1973, 90 p.

GALLUS, Jacques, et ROCARD, Michel, *L'Inflation au cœur*, Paris, Gallimard, 1975, 256 p.

Parler vrai, textes politiques, précédés d'un entretien avec Jacques Julliard, Paris, Le Seuil, 1979, 169 p.

On ne change pas la société par décret, 1979.

Le Cœur à l'ouvrage, Paris, Odile Jacob/Seuil, Paris, 1987, 344 p.

« Allocution prononcée le 19 novembre 1990 à l'UNESCO pour l'ouverture des Journées internationales "De Gaulle en son siècle" », *Espoir*, no 73, 1990, p. 54.

Un contrat entre les générations, Paris, Gallimard, 1991, 160 p.

ARCHIMBAUD, Aline, DAMETTE, Félix, et ROCARD, Michel, *La Nation, l'Europe, le monde*, Paris, Les

Éditions de l'Atelier, 1995, 112 p.

Éthique et démocratie, Paris, Labor et Fides, 1996, 59 p.

GARRISON, Janine, et ROCARD, Michel, *L'Art de la paix/l'Édit de Nantes*, Atlantica, 1997,

Les Moyens d'en sortir, Paris, Le Seuil, 1996, 271 p.

Mutualité et droit communautaire, Paris, La Documentation française, 1999, 97 p.

Mes idées pour demain, Paris, Odile Jacob, 2000, 269 p.

Michel Rocard (Entretien avec Judith Weintraub), Paris, Flammarion, coll. « Mémoire vivante », 2001, 280 p.

Pour une autre Afrique, Paris, Flammarion, 2001, 137 p.

Si la gauche savait. Entretiens avec Georges-Marc Benamou, Paris, Robert Laffont, 2005, 363 p.

« La deuxième gauche, une histoire inachevée, entretien avec Michel Rocard », *Esprit*, février 2006, p. 140-147.

BOLKESTEIN, Frits, et ROCARD, Michel, *Peut-on réformer la France ?*, Paris, Autrement, 2006, 124 p.

Oui à la Turquie, Paris, Hachette Littératures, 2008, 157 p.

GNESOTTO, Nicole, et ROCARD, Michel, *Notre Europe*, Paris, Robert Laffont, 2008, 394 p.

KAIJA GUERRIER, Éric, KRETZ, Véronique, RICATEAU-PFERSDORFF, Charlotte, et ROCARD, Michel, « Faire de Strasbourg la capitale intellectuelle de l'Europe », *Le Diable*, n°7, Verdier, septembre 2009.

Si ça vous amuse. Chronique de mes faits et méfaits, mémoires, Paris, Flammarion, 2010, 577 p.

JUPPÉ, Alain, et ROCARD, Michel, *La politique telle qu'elle meurt de ne pas être*, Paris, JC Lattès, 2011, 314 p.

Mes points sur les i - Propos sur la présidentielle et la crise, Paris, Odile Jacob, 2012, 268 p.

La politique ça vous regarde !, Paris, Gallimard Jeunesse, 2012, 117 p.

BIBLIOGRAPHIE

ANDREANI, Jean-Louis, *Le Mystère Rocard*, Paris, Robert Laffont, 1993, 732 p.

BENSAÏD, Daniel, *L'anti-Rocard ou les haillons de l'utopie*, Paris, La Brèche, 1980, 188 p.

Chapuis, Robert, *Si Rocard avait su... Témoignage sur la deuxième gauche*, Paris, L'Harmattan, coll. « Des poings et des roses », 2007,

EVIN, Kathleen, *Michel Rocard ou l'Art du possible*, Paris, Jean-Claude Simoën, 1979, 243 p.

HAMON, Hervé, et ROTMAN, Patrick, *L'Effet Rocard*, Stock, 1980, 363 p.

KERNALEGENN, Tudi, PRIGENT, François, RICHARD, et SAINCLIVIER, Jacqueline (dir.), *Le PSU vu d'en bas. Réseaux sociaux, mouvement politique, laboratoire d'idées (années 1950-années 1980)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, 376 p.

RENNES, Julien, *Michel Rocard : du Parti socialiste unifié au Parti socialiste: itinéraire d'un homme politique de gauche dans la France de 1967 à 1974*, mémoire de l'IEP de Toulouse, 1997.

SANTINI, Sylvie, *Michel Rocard : un certain regret*, Stock, 2004, 247 p.

SCHNEIDER, Robert, *La Haine tranquille*, Le Seuil, 1992, 279 p.

SCHNEIDER, Robert, *Michel Rocard*, Stock, 1987, 309 p.

FRANÇOIS DE ROSE

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	2 entretiens, durée : 2h34 – Soumis à l'autorisation du témoin
Autres archives	<ul style="list-style-type: none">◆ Fondation de Gaulle : archives orales◆ Témoignage sur la création du CERN : http://public.web.cern.ch/public/fr/people/DeRose-fr.html [consulté le 6 mai 2013]◆ Entretien avec Richard Pétris sur le système de sécurité internationale : http://www.irenees.net/bdf_fiche-entretien-43_fr.html [consulté le 6 mai 2013]
Mots-clés	Alliance atlantique – Guerre du Kippour – Mai 1968 – Nucléaire – Nucléaire militaire – Seconde Guerre mondiale
Noms de lieux	États-Unis – Moyen-Orient – Portugal

NOTICE BIOGRAPHIQUE

François de Rose est né le 3 novembre 1910 à Carcassonne et décédé le 23 mars 2014 à Neuilly-sur-Seine. Il choisit la diplomatie et non la carrière militaire comme ses ancêtres, parce qu'il a eu l'œil crevé à 10 ans. Il commence des classes préparatoires de mathématiques puis se tourne vers les sciences politiques, en vue de s'orienter vers la diplomatie, qu'il voit comme une voie complémentaire de la défense, l'un et l'autre contribuant à la sécurité du pays. Il obtient son diplôme de l'École libre des sciences politiques en 1933, puis effectue son service militaire. Il prépare ensuite le concours des Affaires étrangères. Reçu en 1937, il est nommé attaché d'ambassade à Londres où il reste en poste jusqu'au début de la guerre. Sans nouvelles de sa famille, il décide de rentrer en France, d'où il part en Afrique du Nord comme conseiller du général Weygand. Dans ce cadre, François de Rose participe notamment à la négociation d'un accord avec les États-Unis, qui permet par la suite le ravitaillement de l'Afrique du Nord. Il travaille également au cabinet du général Giraud à Alger, puis demande à être mobilisé comme officier de liaison dans l'armée anglaise pour les derniers mois de guerre en Afrique du Nord. Après un passage au cabinet du résident général au Maroc, Gabriel Puaux, il regagne l'Angleterre après juin 1944 et reprend service comme officier de liaison dans l'armée britannique, jusqu'à la fin de 1944, quand il revient au cabinet du résident général au Maroc comme directeur de cabinet.

En 1945 François de Rose est nommé conseiller auprès de la délégation française à Rome à un moment où il n'existe pas encore d'ambassade formelle. Son ambassadeur, Alexandre Parodi, nommé à l'ONU, lui propose de venir travailler à la délégation française à l'ONU. C'est ainsi que François de Rose se retrouve à New York de 1946 à 1950, où il s'intéresse aux questions atomiques et stratégiques. A sa propre demande, il occupe le poste de représentant diplomatique de la France (assisté d'un conseiller scientifique) dans la commission de l'ONU chargée de faire des propositions pour le contrôle international de l'énergie atomique.

En 1950 François de Rose est nommé à l'administration centrale à la direction des Affaires

économiques, jusqu'en 1952, avant de servir à l'ambassade de Madrid comme ministre-conseiller (de 1952 à 1956). C'est également à cette époque qu'il est membre du Comité de l'énergie atomique, d'abord de 1951 à 1954, puis de 1956 à 1964. Au début des années 1950, il s'occupe en effet de la création de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN), organisation dont il est Président de 1958 à 1960. Simultanément, il continue de travailler à l'administration centrale de 1956 à 1961, comme Chef des services des pactes, des Affaires atomiques et des Affaires spatiales. Étant donné ses compétences dans le domaine nucléaire, François de Rose devient adjoint au chef d'état-major général de la Défense nationale de 1961 à 1962. En parallèle, il prend la direction du groupe de travail « Groupe d'évaluation stratégique » à l'état-major de la Défense nationale. Il est également membre du Comité de la recherche spatiale de 1961 à 1962, et membre de la Commission de la physique corpusculaire du CNRS de 1960 à 1964.

François de Rose poursuit par ailleurs sa carrière diplomatique : ambassadeur au Portugal de 1964 à 1969, puis Représentant permanent de la France à l'OTAN de 1970 à 1974. En 1974 il est élevé à la dignité d'ambassadeur de France. L'année suivante il fait valoir ses droits à la retraite. Il reste pourtant actif en tant que PDG (de 1976 à 1983) et Président d'honneur (de 1983 à 1989) de la Société Pathé Marconi (Pathé-Cinéma), ainsi qu'en tant qu'Administrateur de la Croix-Rouge française (de 1976 à 1993). D'autre part, il est Vice-président de l'International Institute for Strategic Studies (IISS) à Londres de 1986 à 2002, et Membre honoraire de la division européenne de la Commission Trilatérale.

■ DÉCORATIONS

Officier de la Légion d'honneur

Commandeur de l'ordre national du Mérite

Croix de guerre 39-45

■ ÉCRITS DU TÉMOIN

« Atlantic Relationships and Nuclear Problems », *Foreign Affairs*, avril 1963.

La France et la défense de l'Europe, Paris, Le Seuil, 1976, 120 p.

« Faut-il renforcer l'Alliance atlantique ? », *Défense nationale*, no 366, mai 1977.

« Europe and America: The Future of SALT and Western Security in Europe », *Foreign Affairs*, été 1979.

« Inflexible response », *Foreign Affairs*, automne 1982.

« La défense de la France et de l'Europe », *Défense nationale*, no 427, décembre 1982.

Contre la stratégie des Curiaces, Paris, Julliard, 1983, 130 p.

La politique de défense du président Giscard d'Estaing, Paris, Association française de Science Politique, 1983, 25 p.

« La France et l'avenir de la dissuasion en Europe », *Politique Internationale*, no 24, été 1984.

« Les dilemmes logistiques et nucléaires tactiques de la France », *Politique étrangère*, no 3, 1984.

La Paix. Pourquoi pas ?, 1986

« Grands problèmes posés par une petite unité », *Défense nationale*, no 480, octobre 1987.

Défendre la défense, 1989.

- « Libre opinion. La crise des stratégies », *Défense nationale*, no 509, mai 1990.
- « Quelques nouveaux paramètres de sécurité en Europe », *Défense nationale*, no 519, avril 1991.
- « Esclaves de l'indépendance », *Le Monde*, 6 juin 1991.
- « Les DOM-TOM face à la nouvelle donne stratégique : atouts et menaces », dans *Les DOM-TOM dans la politique de défense de la France*, Paris, Dunod/IRIS, 1992.
- La Troisième guerre mondiale n'a pas eu lieu, un essai sur l'Alliance atlantique et la paix*, Bruxelles, Desclée de Brouwer, coll. « Culture de paix », 1995, 157 p.
- « France-OTAN : la fin du désamour ? », *Politique étrangère*, no 71, printemps 1996, p. 81-88.
- « Du CERN à ITER », *Le Monde*, 4 février 2004.
- DUMOND, Jean-Pierre, et de ROSE, François, *Le commandant de Rose, créateur de l'aviation de chasse : héros méconnu de la Grande guerre, 1876-1916*, Société des Écrivains, 2007, 489 p.
- « La découverte du boson de Higgs, symbole de l'excellence européenne », *Le Monde*, 28 juillet 2012.

GUY DE ROTHSCHILD

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	2 entretiens, durée : 1h59 – Librement consultable
Autres archives	Archives nationales du monde du travail : Fonds Banque Rothschild
Mots-clés	Affaire Markovic – Amis de Georges Pompidou – Architecture – Art et culture – Banques – Chasses présidentielles – Déclarations de Rome et de Genève – Georges Pompidou banquier – Image de Georges Pompidou – Industrie – Pétrole – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Relations entre Pompidou et de Gaulle – Religions – Sport – Voyages privés de Pompidou
Noms de lieux	Afrique – États-Unis – Israël

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Le baron Guy de Rothschild est né le 21 mai 1909 à Paris et décédé le 12 juin 2007. En 1940 Guy de Rothschild, étant juif, perd sa nationalité française, à l'âge de 29 ans. Contraint de quitter la France à l'arrivée des troupes nazies pour se réfugier aux États-Unis, il rejoint ensuite les Forces françaises libres à Londres. Entre 1945 et 1967, il est associé-gérant de MM. Rothschild Frères. Au début des années 1950, cette société en nom collectif est « plus une nébuleuse qu'un groupe

structuré », selon Jacques Getten, collaborateur direct de Georges Pompidou chez Rothschild. La société n'est d'ailleurs pas un groupe très puissant, aux dires d'Anne-Marie Dupuy, chef des services administratifs et du personnel de la banque Rothschild et future directrice de cabinet de Georges Pompidou. La maison a certainement souffert de l'occupation allemande et des lois antisémites de Vichy. Pourtant, elle semble avoir conservé d'importants intérêts dans les transports maritimes ainsi que dans les secteurs pétrolier et minier.

C'est à cette période que René Fillon, directeur général de la banque Rothschild jusqu'en 1955 mais aussi ancien trésorier du RPF, agrégé de lettres et normalien, insiste auprès de Guy de Rothschild pour qu'il rencontre Georges Pompidou. Ne sachant que faire d'un autre agrégé, il finit par accepter de le recevoir bien qu'il n'ait pas d'emploi ou d'usage immédiat pour quelqu'un tel que Georges Pompidou. Suite à cette rencontre Guy de Rothschild offre tout de même à Georges Pompidou un poste dans une filiale, la Compagnie du nord, ancienne Compagnie des chemins de fer du Nord qui avait perdu, en 1937, l'exploitation de son réseau ferroviaire au profit de la SNCF. En septembre 1954, Guy de Rothschild confie à Georges Pompidou la cogérance de la Société commerciale Transocéan. Le banquier se souvient : les « suggestions [de Georges Pompidou] concernant Transocéan me parurent fort intéressantes et je le nommai directeur général de l'affaire. Il réussit à la remettre à flot, et cette performance, de la part d'un homme qui avait su assimiler si rapidement des techniques financières et commerciales jusqu'alors inconnues de lui, ne manqua pas de m'étonner. »

Peu de temps après, c'est un déplacement d'une quinzaine de jours en Afrique visant à développer les affaires de la Société Anonyme de Gérance et d'Armement en Guinée et au Sénégal qui rapproche les deux hommes. Bientôt les Pompidou sont invités presque chaque semaine par les Rothschild, pour la chasse (notamment dans leur domaine de Ferrières) comme pour les soirées mondaines. Georges Pompidou ayant gagné sa confiance, Guy de Rothschild le nomme à la direction de Rothschild frères dès 1956, lorsque René Fillon, devenu sénateur, quitte le groupe. Hormis un bref passage par la direction du cabinet du Général de Gaulle, lors de son retour en 1958, Georges Pompidou demeure auprès de Guy de Rothschild jusqu'en 1961.

Lorsque Georges Pompidou entre au gouvernement, les deux hommes continuent d'entretenir des rapports amicaux. Par la suite, Guy de Rothschild est Président-Directeur général de la banque Rothschild, de 1967 à 1979. Il est également administrateur de MM. Rothschild and Sons Ltd à Londres de 1968 à 1979, puis administrateur de Rothschild Inc. New York à partir de 1982. Outre ces postes dans la société Rothschild, il a également d'importantes responsabilités dans des sociétés minières et métallurgiques. En effet, il est administrateur de The Rio-Tinto Zinc Corp. à Londres entre 1956 et 1978. De surcroît, il préside la Société minière et métallurgique de Penarroya entre 1964 et 1971 puis la société Le Nickel devenue la société Imetal Paris, de 1971 à 1979.

Au sein du monde politique, il s'est notamment lié d'amitié avec Jacques Chirac, puis Édouard Balladur. Concerné par la cause juive, il est président du Fonds juif unifié de 1950 à 1982 et du Consistoire de 1950 à 1956.

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Maire de Ferrières-en-Brie de 1977 à 1983

DÉCORATIONS

Officier de la Légion d'honneur

Croix de guerre 39-45

Chevalier du mérite agricole

ÉCRITS DU TÉMOIN

Contre bonne fortune, Paris, Belfond, 1983, 372 p.

Mon ombre siamoise, Paris, Grasset, 1993, 215 p.

Le fantôme de Léa, Paris, Plon, 1998, 193 p.

Les surprises de la fortune, Neuilly, Michel Lafon, 2002, 369 p.

MICHEL ROUGAGNOU

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	4 entretiens, durée : 9h37 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Barons du gaullisme – Conférence des Açores (1971) – Conférences de presse – Construction européenne – Décolonisation – ENFOM – Entourage – Entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun – Georges Pompidou professeur – Image de Georges Pompidou – Information – Journalistes – Mai 1968 – Maladie présidentielle – Ministère des Affaires étrangères – Portrait de Georges Pompidou – Presse – Protocole – Référendum de 1972 – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Secrétariat général de la Présidence – Service de presse – Télévision – Voyage en Chine (1973) – Voyages
Noms de lieux	Afrique – Algérie – Belgique – Djibouti – Gabon – Inde – Iran – Italie – Lorraine – Royaume-Uni – URSS

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Michel Rougagnou est né le 21 juillet 1933 à Boissy-Saint-Léger. Il est marqué par la Seconde Guerre mondiale qui commence quand il a 7 ans, où voit son père prisonnier de guerre pendant 5 ans en Allemagne. Durant ses études, il se révèle doué pour les lettres, mais n'est pas tenté par l'enseignement. Il choisit l'une des deux grandes écoles alors ouvertes aux littéraires, l'ENFOM ou l'ENA. Son cursus à l'ENFOM se déroule de 1954 à 1957. Il effectue ensuite son service militaire, alors de deux ans et demi, à l'état-major de l'armée de l'Air à Paris. Avec la décolonisation, il est reclassé au quai d'Orsay et entame une carrière de diplomate. Il est d'abord affecté à l'administration centrale, à la direction des affaires africaines et malgaches. De 1964 à 1967 il est secrétaire d'ambassade aux Pays-Bas, où il se familiarise avec les problématiques de la communication publique, avant de devenir premier secrétaire en Inde (1968-1970).

Lorsque l'Élysée cherche à étoffer son service de presse, en 1970, et s'adresse pour cela au ministère des Affaires étrangères, c'est son nom qui est proposé. Michel Rougagnou devient alors chargé de mission pour la presse et l'information au secrétariat général de la Présidence. Il fait également partie de la délégation française à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (1974-1975). En 1975, Yvon Bourges, ministre de la Défense, l'appelle comme conseiller technique responsable des services d'information et de presse. Michel Rougagnou renoue ensuite avec les affectations diplomatiques comme consul général à Los Angeles de 1975 à 1979, puis premier conseiller à Bonn (1979-1981). En 1981, François Mitterrand fait appel à lui comme chef du protocole de l'Élysée, jusqu'en 1983. Il est ensuite ambassadeur dans différents pays (Roumanie : 1983-1987, Pérou : 1987-1989, ministre plénipotentiaire en 1990, puis Kenya : 1993-1996, RDC : 1996-1998), avant de prendre sa retraite.

DÉCORATIONS

Officier de la Légion d'honneur

Officier de l'ordre national du Mérite

Grand officier des ordres nationaux d'Italie, d'Égypte, du Maroc, de Saint-Marin, d'Autriche

JEAN ROYER

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 1h44 – Soumis à l'autorisation du témoin
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Cinéma – Commerce/distribution – Cumul des mandats – Déclarations de Rome et de Genève – Disparition du général de Gaulle (1968) – Élections législatives de 1962 – Élections présidentielles de 1965 – Élections présidentielles de 1974 – Loi Royer – Mai 1968 – Maladie présidentielle – Ministère/secrétariat d'État chargé des relations avec le Parlement – Nouvelle Société – Portrait de Georges Pompidou – Quinquennat – Référendum de 1969 – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Relations entre Pompidou et de Gaulle – Républicains indépendants
Noms de lieux	Indre-et-Loire

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Jean Royer est né le 21 octobre 1920 à Nevers (Nièvre) et décédé à Chambray-les-Tours (Indre-et-Loire) le 25 mars 2011. Il devient instituteur rural à partir de 1940. Il ne peut préparer le concours de l'ENS de Fontenay-Saint-Cloud, mais étudie à la faculté de Poitiers où il décroche deux certificats de licence d'histoire et de géographie, ce qui lui permet d'enseigner en collège (collège Michelet à Tours). Il s'engage en politique avec le RPF à partir de 1947, notamment par hostilité à la IV^e République et au système des partis. Ayant rencontré de Gaulle à Paris à la suite de difficultés financières du RPF en Indre et Loire, il est désigné délégué départemental du RPF le 1^{er} décembre 1949. Il se met alors deux ans en congé de l'enseignement afin de militer.

En 1951, il manque de près d'être élu député. C'est alors qu'il quitte le RPF dont il estime qu'il se transforme en parti classique. Jean Royer revient à l'enseignement, avant de se réinvestir en politique en 1958. Il se présente seul aux législatives, face à un candidat officiel du parti gaulliste, qu'il bat, mais rejoint la majorité présidentielle sans jamais adhérer à un parti. C'est le début d'une longue carrière parlementaire qui ne s'interrompra qu'en 1997. D'autre part, il est maire de Tours de 1959 à 1995 où son implication dans les questions d'urbanisme lui vaut le surnom de « maire bâtisseur ».

En 1973, Jean Royer est nommé ministre du Commerce et de l'Artisanat. Il devient ensuite ministre des Postes et Télécommunications dans le deuxième gouvernement (printemps 1974). Comme ministre du Commerce, il déploie une intense activité pour élaborer la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (dite Loi Royer) adoptée en décembre 1973, qui réglemente notamment l'ouverture des grandes surfaces afin de soutenir l'existence des petits commerces. Après le décès de Georges Pompidou, il décide de se présenter à l'élection présidentielle, se présentant comme le candidat de l'« ordre moral ». Il recueille 3,17 % des voix et se désiste en faveur de Valéry Giscard d'Estaing. Jean Royer se consacre ensuite à la vie parlementaire et municipale, constamment réélu député et maire jusqu'au milieu des années 1990.

FONCTIONS POLITIQUES EXERCÉES

Maire de Tours (1959-1995)

Député d'Indre-et-Loire (1958-1997)

Conseiller général d'Indre-et-Loire (1961-1988)

Ministre du Commerce et de l'Artisanat (avril 1973-février 1974)

Ministre des Postes et Télécommunications (février-mai 1974)

ÉCRITS DU TÉMOIN

À Tours, *action municipale et renaissance civique*, Le Chesnay, SICLER, 1972, 50 p.

Il était une fois un maire, Chambray, CLD, 1997, 175 p.

BIBLIOGRAPHIE

CHAREIRE, Olivier, « L'application de la loi Royer en matière d'urbanisme commercial dans le département du Rhône, 1974-1988 », *Revue de géographie de Lyon*, vol. 64, no 64-2, 1989, p. 87-98.

GARBAR, Christian-Albert, *Jean Royer 1974 : objectif Élysée*, Blois, Le Clairmirouère du temps, 1981, 215 p.

YVES SABOURET

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	2 entretiens, durée : 3h06 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Actionnariat ouvrier – Affaire Lip – Avortement – CDP – Conseils restreints – Élections législatives de 1973 – Élections présidentielles de 1974 – Emploi – Famille – Formation professionnelle – Maladie présidentielle – Mensualisation – Ministère des Affaires sociales – Ministère du Travail – Nouvelle Société – Participation – Politique contractuelle – Presse – Programme commun de la gauche – Quinquennat – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Relations entre Pompidou et les ministres – Relations entre Pompidou et Messmer – Retraites – Salaires – Syndicats
Noms de lieux	Côtes-du-Nord

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Yves Sabouret est né le 15 avril 1936 à Paris. Sorti major de l'ENA, il fait son stage puis entre dans les cabinets ministériels, comme conseiller technique au cabinet d'Albin Chalandon, ministre de l'Équipement et du Logement dans le Gouvernement Couve de Murville (juillet 1968-juin 1969). Il est ensuite directeur du cabinet Joseph Fontanet, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Population dans le Gouvernement Jacques Chaban-Delmas de juin 1969 à juillet 1972. En juillet 1972, il devient conseiller pour les Affaires sociales au cabinet du Premier ministre Pierre Messmer, jusqu'en juin 1974. Il s'engage parallèlement en politique, comme membre du Centre progrès et démocratie moderne (CDP). Élu maire de Saint-Cast-le-Guildo (Côtes-du-Nord) en 1967, il le reste jusqu'en 1995. Il est également longtemps conseiller général des Côtes-du-Nord, de 1973 à 1992, président de la la Société de développement général de la Bretagne pendant plus de vingt ans (1977-2000) et conseiller régional de Bretagne pendant trois ans (1973-1976).

Après le décès de Georges Pompidou et un passage par le secrétariat d'État à la condition féminine en 1974-1975 comme directeur de cabinet de Françoise Giroud, il quitte l'administration pour le secteur privé : proche de Jean-Luc Lagardère, il est administrateur adjoint puis vice-président de la société Matra, administrateur et adjoint au directeur général du groupe Europe 1 (1975-1979),

directeur général (1981-1990), puis vice-président-directeur général de Hachette (1981-1990) ; président d'Atlas Copco France en 1984, Codirecteur général (1990), PDG (1990) de la Société pour l'exploitation de la 5^e chaîne de télévision ; directeur général des Nouvelles messageries de la presse parisienne de 1994 à 2003, membre du comité de directeur du groupe Lagardère, et conseiller spécial d'Arnaud Lagardère ; président du conseil d'administration d'Ingenico (2004-2005) ; enfin, il est président de la Fondation de France de 2007 à 2010.

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Maire de Saint-Cast-le-Guildo (1967-1995)

Conseiller général des Côtes-du-Nord (1973-1992)

Conseiller régional de Bretagne (1973-1976)

DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'honneur

Commandeur de l'ordre national du Mérite

Croix de la valeur militaire

JEAN-FRANÇOIS SAGLIO

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	3 entretiens, durée : 5h38 – Librement consultable
Autres archives	Archives orales de l'enseignement : témoin no 53
Mots-clés	Amis de Georges Pompidou – Baccalauréat – Conseils restreints – Coopération – Déjeuners – Églises – Enseignement privé – Enseignement supérieur – Enseignement technique – Grandes Écoles – IUT – Latin – Loi Faure – Mai 1968 – Ministère de l'Éducation nationale – Notes – Plan – Portrait de Georges Pompidou – Pratique présidentielle – Syndicats – Syndicats étudiants – Université
Noms de lieux	Compiègne – Sénégal

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Jean-François Saglio est né le 29 juillet 1936 à Toulon (Var). Son père, Georges Saglio, originaire de Paris et du Limousin, est officier de marine. Diplômé des Mines en 1958, il débute sa carrière comme ingénieur des mines à Metz (Moselle) en 1961. Il contribue à la loi-cadre sur l'eau du 16 décembre 1964, fixant la création d'agences financières de bassin et prend la direction de l'Agence financière du bassin Rhin-Meuse en 1966.

En 1968, Jean-François Saglio fait la connaissance de Georges Pompidou lors d'un dîner organisé par Alain Pompidou. Après l'élection du Président Pompidou, le 15 juin 1969, Michel Jobert, alors secrétaire général de l'Élysée, lui propose de rallier l'équipe du nouveau chef de l'État. Jean-François Saglio se voit ainsi confier, du 27 juin 1969 au 10 février 1973, le poste de chargé de mission au secrétariat général de la Présidence de la République pour les questions d'Éducation nationale. Il succède ainsi à Henri Domerg, beau-frère du Président, chargé de ces questions à Matignon. Georges Pompidou fait appel à Saglio pour ses compétences et ses qualités d'organisateur, estimant que l'Éducation nationale manque d'ordre. Il doit connaître l'institution et ses rouages ainsi que les acteurs qui la composent, faire le lien entre le ministère et l'Élysée et s'assurer du bon fonctionnement de l'Éducation nationale. Jean-François Saglio rédige donc des notes sur le baccalauréat, le fonctionnement du secondaire, l'orientation scolaire et adresse au président un rapport sur les professeurs d'enseignement général de collège (PEGC). Il s'oppose à la méthode globale et à la multiplication excessive des filières d'enseignement. Jean-François Saglio est favorable à l'instauration du *numerus clausus* en médecine au terme de la deuxième année d'études. Il rencontre les représentants des enseignants, des parents et des étudiants pour mieux appréhender la situation de l'Éducation nationale et travaille avec le ministre de l'Éducation nationale, Olivier Guichard, son directeur de cabinet, André Giraud, et son conseiller technique, Jean-Marie Arbelot.

Jean-François Saglio prend la tête de la Prévention des Pollutions et des Nuisances au ministère de l'Environnement par le décret daté du 15 mai 1973. Le ministre Robert Poujade recherche en effet des ingénieurs des Mines qui connaissent aussi bien les ressources françaises que leur exploitation et qui peuvent s'adapter rapidement dans ce nouveau ministère créé. De plus, Poujade travaille aussi en lien avec l'Éducation nationale pour sensibiliser les enseignants et les élèves aux questions environnementales. Saglio est un candidat d'autant plus sérieux qu'il a déjà contribué à la loi-cadre sur l'eau de 1964, a dirigé l'Agence financière Rhin-Meuse et a déjà collaboré avec le ministre Olivier Guichard, désormais ministre de l'Équipement et de l'Aménagement du territoire.

Jean-François Saglio conserve cette fonction jusqu'à 1978. Il devient alors, par le décret de Michel d'Ornano daté du 6 mars 1978, délégué à la Qualité de la Vie au ministère de la Culture et de l'Environnement, fonctions qu'il exerce de 1978 à 1979 avant d'être nommé à la tête de l'Agence foncière et technique de la région parisienne, puis d'Elf-Aquitaine de 1981 à 1987. En 1986, Jean-François Saglio devient ingénieur général des Mines et de 1987 à 1988 prend la direction générale de l'industrie au ministère de l'Industrie du second gouvernement Chirac. Il est membre du Conseil général des mines de 1990 à 1993 et du comité scientifique de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN) de 1990 à 2000. Par ailleurs, il dirige le conseil d'administration de l'agence de l'eau Rhin-Meuse de 1992 à 1997 et préside l'Institut français de l'environnement de 1995 à 1998. Il a assuré la direction et la présidence de différentes entreprises telles qu'Airparif depuis 2006 et Carlo Tassara depuis 2007.

En 1982, Jean-François Saglio rend hommage à la mémoire de Georges Pompidou en publiant avec Claude Pompidou *Pour rétablir une vérité*, manuscrit de Georges Pompidou concernant la crise de 1968.

DÉCORATIONS

Officier de la Légion d'honneur

Officier de l'ordre national du Mérite

Croix de la Valeur militaire

ÉCRITS DU TÉMOIN

FALQUE, Max, LAMOTTE, Henri, et SAGLIO, Jean-François, *Les déchets, Droits de propriété, économie, environnement*, Bruxelles, Bruylant, 2006, 648 p.

« Au cabinet du Président Pompidou, à propos de l'enseignement », *Lettre de la Nation*, n° 259, 1994, p. 17.

« Les débuts du ministère de l'Environnement », *Les Annales des Mines, Responsabilité & Environnement*, n°46, avril 2007, p. 34-41.

MAURICE SCHUMANN

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	4 entretiens, durée : 5h10 - Librement consultable
Autres archives	<ul style="list-style-type: none">◆ Archives orales du ministère des Affaires étrangères et européennes : AO 33 (3 entretiens, 4h50)◆ IHTP : archives orales, ENT 0001-ENT 0101 (préparation du colloque « L'expérience Mendès France et le mendésisme »)◆ Fondation Charles de Gaulle : F 40 : Fonds Maurice Schumann F 40
Mots-clés	Affaire Markovic - Affaires sociales - Alliance atlantique - Allocations familiales - Aménagement du territoire - CEA - Cinéma - Commission européenne - Conceptions de Georges Pompidou (Aménagement du territoire) - Construction européenne - CSCE - DATAR - Déconcentration/décentralisation - Déclarations de Rome et de Genève - Départ de Matignon (juillet 1968) - Eau - Élections législatives de 1962 - Élections législatives de 1968 - Élections présidentielles de 1969 - ENS/Normaliens - Entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun - Franc-maçonnerie - Francophonie - Guerre du Vietnam - Industrie - Mai 1968 - Maladie présidentielle - Ministère de l'Aménagement du territoire - Ministère de la Recherche scientifique - Ministère des Affaires étrangères - Ministère des Affaires sociales - Mouvements gaullistes - MRP - Nucléaire - Ostpolitik - Ouverture - PAC - Parlement - Participation - Portrait de Georges Pompidou - Préfets - Recherche scientifique - Réforme constitutionnelle de 1962 - Réforme régionale de 1972 - Religions - Résistance - Salaires - Seconde Guerre mondiale - Voyages
Noms de lieux	Biafra - Canada - États-Unis - Europe de l'Est - Israël - Libye - Maroc - Nord - RFA

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Après des études de philosophie, Maurice Schumann entre à l'agence Havas en 1935 où il occupe les fonctions de chef adjoint de grand reportage. Il travaille à Londres puis à Paris. Publiant de nombreux éditoriaux sur les relations internationales, il devient un expert reconnu dans ce domaine. Engagé volontaire en 1939, il est agent de liaison auprès des soldats britanniques. Il entend, à Niort, l'appel du 18 juin 1940. En juillet 1940, il rejoint à Londres Charles de Gaulle et devient le porte-parole de la France-libre. À la BBC, il intervient dans l'émission Honneur et Patrie sur les ondes de Radio Londres. Il participe à la bataille de France avec l'armée britannique puis la 2^e DB du général Leclerc.

À la Libération, Maurice Schumann jouit d'une très forte popularité. Sa voix symbolise le combat des Français pour leur libération. Il retrouve alors Georges Pompidou, connu durant ses études et, selon son témoignage, ils ne se sont « plus jamais quittés ». En novembre 1944, il devient membre de l'Assemblée consultative provisoire. Il participe à la fondation du Mouvement Républicain Populaire (MRP) dont il devient, avec le soutien de Georges Bidault, le président en 1945 lors du congrès constitutif. Cette période marque le début d'une riche carrière politique. Jean Catrice lui propose d'être candidat dans le Nord et la liste de Maurice Schumann est la mieux élue de France avec plus de 43 % des suffrages exprimés. Durant la Quatrième République, les liens de Maurice Schumann, alors président du MRP, et le général de Gaulle sont complexes. Le vote par le MRP en 1946 de la Constitution ou le débat sur la Communauté Européenne de Défense en 1952-1954 constituent des épisodes illustrant les relations entre les deux hommes. En parallèle à ses activités, Maurice Schumann poursuit ses activités dans la presse puisqu'il dirige le journal *L'Aube* de 1944 à 1951.

En août 1951, Maurice Schumann fait son entrée au gouvernement en tant secrétaire d'État aux Affaires étrangères. Il occupe ce poste jusqu'en 1954 dans les gouvernements dirigés successivement par René Pleven, Edgar Faure, Antoine Pinay, Daniel Mayer et Joseph Laniel. La carrière politique de Maurice Schumann connaît une brève interruption en 1956 puisqu'il est rappelé pour servir lors de l'opération de Suez. En 1957, il est élu président de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

Maurice Schumann accueille avec enthousiasme le retour de Charles de Gaulle. Ses fonctions de président de la commission des Affaires étrangères l'amènent à intervenir régulièrement dans l'hémicycle. Il y soutient les grands axes de la politique extérieure menée par Charles de Gaulle et Maurice Couve de Murville, y compris dans sa dimension européenne. Lorsqu'il constitue son gouvernement en avril 1962, Georges Pompidou propose au MRP d'occuper cinq postes ministériels au lieu de trois précédemment. Maurice Schumann fait alors son entrée au gouvernement en tant que ministre de l'Aménagement du territoire. Sa présence au sein du gouvernement sera de courte durée. La conférence de presse de Charles de Gaulle du 15 mai entraîne la démission des ministres MRP du gouvernement.

Après l'attentat du Petit-Clamart et le projet de réforme constitutionnelle, Maurice Schumann est confronté à un dilemme. Le MRP exprime son hostilité au projet d'élection du président de la République au suffrage universel et, lors du débat de censure du 5 octobre 1962, il se trouve écarté entre sa fidélité au MRP et sa fidélité au gaullisme. Avec 6 députés MRP sur 57, il ne vote pas la censure au gouvernement Pompidou.

En 1965, Maurice Schumann soutient la candidature de De Gaulle dès le premier tour contre Jean Lecanuet. Lors de la fondation en février 1966 du Centre démocrate, Maurice Schumann s'estime libre de tout engagement et rejoint la famille gaulliste. Lors des législatives de 1967, Maurice Schumann est candidat dans le Nord avec le soutien du mouvement gaulliste. Réélu, il est apparenté au groupe parlementaire de l'UDR. Georges Pompidou soutient fermement son entrée au gouvernement, heureux de s'entourer de gaullistes historiques. Maurice Schumann est nommé ministre d'État chargé de la Recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales en 1967.

En 1969, Georges Pompidou le nomme ministre des Affaires étrangères. Jacques Chaban-Delmas affirme à Maurice Schumann « Il nous faut à la fois assurer la continuité du gaullisme et donner un nouveau départ à l'Europe, tu es notre homme ». En effet, sa nomination, ainsi que celle de Michel Debré aux Armées, est hautement symbolique. Ancien porte-parole de la France libre, ancien MRP et européen convaincu, Maurice Schumann apparaît comment étant apte à négocier l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. La collaboration entre Georges Pompidou et Maurice Schumann ne se fait cependant pas sans heurts. Ainsi, en matière européenne, le ministre des Affaires étrangères souhaiterait aller plus vite et formule des réserves sur la politique arabe (notamment au sujet de la vente des *Mirage* à la Libye). Lors des élections législatives de 1973, Maurice Schumann gêné par la candidature dissidente de Jacques Houssin perd son son siège de député et doit quitter ses fonctions ministérielles.

En mars 1974, il est élu à l'Académie française où il succède à Wladimir d'Ormesson et fait son entrée, en septembre, au Sénat en tant que sénateur du Nord. Il sera réélu jusqu'en 1998, date de son décès. Au Sénat, il mène une riche carrière : vice-président de 1977 à 1983, président de la commission des Affaires culturelles de 1986 à 1995. À la fin de l'année 1993, il prend la direction du Collège des conservateurs du domaine de Chantilly. Il décède le 9 février 1998 à Paris.

■ EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Mandats électifs :

Député MRP puis UDR du Nord (1945-1973)

Sénateur UDR et RPR du Nord (1974-1998), vice-président du Sénat (1977-1983)

Conseiller régional du Nord-pas-de-Calais

Fonctions ministérielles :

Secrétaire d'État aux Affaires étrangères dans les gouvernements René Pleven (11 août 1951-20 janvier 1952), Edgar Faure (20 janvier-8 mars 1952), Antoine Pinay (14 mars 1952-8 janvier 1953), René Mayer (10 janvier-28 juin 1953), Joseph Laniel (2 juillet 1953-18 juin 1954)

Ministre délégué auprès du Premier ministre pour l'Aménagement du territoire (avril-mai 1962)

Ministre d'État, chargé de la Recherche scientifique et des Questions atomiques et spatiales (avril 1967-mai 1968)

Ministre d'État, chargé des Affaires sociales (mai 1968-juin 1969)

Ministre des Affaires étrangères (juin 1969-mars 1973)

■ DÉCORATIONS

Compagnon de la Libération

Croix de guerre 1939-1945

Chevalier de la Légion d'honneur

Grand officier de l'Ordre de Léopold (Belgique)

Nous n'indiquons ici que les ouvrages et articles publiés en nom propre, mais pas les préfaces, collaborations, conférences, etc.

Le Germanisme en marche, préface de François Mauriac (sous le pseudonyme d'André Sidobre), Paris, Le Cerf, 1938, 48 p.

Les problèmes ukrainiens et la paix européenne (sous le pseudonyme d'André Sidobre), Paris, Jouve, 1939, 79 p.

Mussolini (sous le pseudonyme d'André Sidobre), Paris, Le Cerf, 1939, 49 p.

Paris... d'hier et d'aujourd'hui (sous le pseudonyme d'André Sidobre), Londres, vers 1942, 28 p.

DEMONTÈS, A., GRAND, Charles, et SCHUMANN, Maurice, *L'Ardèche martyre : crimes commis par les Allemands ou leurs serviteurs en violation du droit international public, les années sanglantes de 1942 à 1944*, Largentière. Mazel, 1946, 255 p.

L'homme des tempêtes [le général de Gaulle], Paris, éditions du Mail, 31 p.

Honneur et patrie, Paris, éditions du livre français, 1946, 352 p.

L'évolution institutionnelle de l'Europe, Nancy, Centre européen universitaire, 1952, 66 p.

Le vrai malaise des intellectuels de gauche, Paris, Plon, 1957, 55 p.

Le rendez-vous avec quelqu'un, Paris, Julliard, 1962, 175 p.

La voix du couvre-feu : cent allocutions de celui qui fut le porte-parole du général de Gaulle, 1940-1944, Paris, Plon, 1964, 335 p.

Les flots roulant au loin, Paris, Julliard, 1973, 133 p.

La Mort née de leur propre vie : Pégyu, Simone Weil, Gandhi, Paris, Fayard, 1974, 188 p.

CASTRIES, René de la Croix, et SCHUMANN, Maurice, *Discours de réception de M. Maurice Schumann à l'Académie française et réponse de M. le duc de Castries, le 30 janvier 1975*, Paris, Fayard, 1975, 146 p.

Angoisse et certitude, Paris, Flammarion, 1978, 203 p.

Un certain 18 juin, Paris, Plon, 1980, 307 p.

DUTOURD, Jean, et SCHUMANN, Maurice, *Discours de réception de M. Jean Dutourd à l'Académie française, et réponse de M. Maurice Schumann, 10 janvier 1980*, Paris, Flammarion, 1980, 103 p.

Le concerto en ut majeur, Paris, Plon, 1982, 256 p.

« Volontaire pour l'aventure [Christian Fouchet] », *Espoir*, no 45, décembre 1983, p. 16.

Qui a tué le duc d'Enghien ?, Paris, Perrin, 1984, 214 p.

« Les guetteurs des grandes aventures [Jacques Bingen] », *Espoir*, no 48, octobre 1984, p. 34.

« "La France libre" trois ans avant le 18 juin 1940 [Stanislas Fumet] », *Espoir*, no 52, septembre 1985, p. 48.

Une grande imprudence, Paris, Flammarion, 1986, 275 p.

« À propos du colloque De Gaulle-Malraux. Entretien avec Philippe de Saint-Robert », *Espoir*, no 62, 1988, p. 59.

La victoire et la nuit : récits, Paris, Julliard, 1989, 190 p.

LEFÈBURE, Amélie, et SCHUMANN, Maurice, *Chantilly, domaine princier*, Paris, Bibal, 1989, 118 p.

Meurtre en ut majeur, Paris, Bouri, 1993, 193 p.

« Geoffroy de Courcel », *Espoir*, no 92, juin 1993, p. 4-6.

« Au général Michel Fourquet », *Espoir*, no 93, septembre 1993, p. 58.

« Témoignage sur la France libre », *Espoir*, no 95, janvier 1994, p. 64-70.

Bergson ou le retour de Dieu, Paris, Flammarion, 1995, 140 p.

« Allocution par Pierre Messmer, à l'occasion de la présentation des nouveaux aménagements de la Maison natale, le 22 novembre 1995 », *Espoir*, no 106, mars 1996, p. 86.

JACOB, François, et SCHUMANN, Maurice, *Discours de réception de François Jacob à l'Académie française. Réponse de Maurice Schumann*, Paris, Odile Jacob, 1997, 90 p.

« Entretien avec Philippe de Saint-Robert à propos du colloque "De Gaulle-Malraux" », *Espoir*, no 111, avril 1997, p. 107-112.

« Discours prononcé à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'appel du 18 juin à Colombey-les-deux Églises, le 17 juin 1990 », *Espoir*, no 128, octobre 2001, p. 55.

BIBLIOGRAPHIE

Espoir, numéro 128 (octobre 2001) est presque intégralement consacré à Maurice Schumann.

Maurice Schumann : actes de la journée d'études du 30 novembre 2007 à Tourcoing, Lille, Université Charles-de-Gaulle-Lille 3, 2009, 125 p.

BETHOUARD, Bruno, DELANNOY, Francis, et TELLIER, Thibault (dir.), *Maurice Schumann*, Lille, Ceges, 2009, 129 p. (actes du colloque 2007 sur Maurice Schumann)

MICHAU, François-Xavier, *Maurice Schumann de 1911 à 1940, l'homme et ses écrits*, Université de Lille III, mémoire de maîtrise soutenu en 1985 sous la direction d'Yves-Marie Hilaire.

RIMBAUD, Christiane, *Maurice Schumann, sa voix, son visage*, Paris, Odile Jacob, 2000, 288 p.

TELLIER, Thibault, *Maurice Schumann 1939-1945, une voix dans la nuit*, université de Lille III, mémoire soutenu en 1991 sous la direction de Jean-François Sirinelli.

RIMBAUD, Christiane, *Maurice Schumann, sa voix, son visage*, Paris, Odile Jacob, 2000, 288 p.

JEAN-PIERRE SEGUIN

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 1h50 – Librement consultable
Autres archives	◆ <i>Entretien avec Jean-Pierre Seguin des 3 et 10 décembre 2001</i> / Jean-Yves Sarazin, Marie-Odile Illiano, interview ; Jean-Pierre Seguin, participant. -

	<p>Reproduction numérisée. - Paris, Bibliothèque nationale de France, 2001. - 4 disques compacts enregistrables (3 h 06 min 09 s).</p> <p>◆ Entretien avec Jean-Pierre Seguin, fondateur de la Bibliothèque publique d'information, 20 septembre 2006. Gérald Grunbert et Françoise Gaudet, en ligne sur le site de la BPI : http://www.bpi.fr/modules/resources/download/default/Decouvrir_la_Bpi/Documents/Histoire%20Bpi/Seguin.pdf, consulté le 10 décembre 2012]</p> <p>◆ France-Culture, « La BPI a 30 ans. Le projet », émission du 27 janvier 2007 avec Jean-Pierre Seguin. Disponible en ligne : http://www.franceculture.fr/2007-01-27-la-bpi-a-30-ans-le-projet [consulté le 10 décembre 2012]</p> <p>◆ Biographie dans BNF, <i>Les Gardes et directeurs du département des estampes de 1720 à 2006</i>, Paris, BNF, 2010, 19 p. Disponible en ligne : http://www.bnf.fr/documents/directeurs_estampes.pdf [consulté le 11 décembre 2012]</p>
Mots-clés	BPI - ENS/Normaliens - Informatique - Livre - Portrait de Georges Pompidou - Projet Beaubourg
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Jean-Pierre Seguin est né le 7 mars 1920 à Avranches (Manche). Après avoir été fait prisonnier en 1940, il est libéré fin 1942 et revient à Paris. Il trouve une place à la Bibliothèque nationale dans les « chantiers de travaux intellectuels », avant d'être titularisé en 1946. En 1951 Julien Cain lui confie la responsabilité du réaménagement des collections du département des Imprimés, incluant la surélévation du Magasin central ; Jean-Pierre Seguin conserve ce poste jusqu'en 1968. En 1956, un voyage professionnel à Berlin lui fait découvrir la Gedenkbibliothek offerte par les Américains aux Berlinois, et il en revient émerveillé par son fonctionnement comme bibliothèque publique.

Dès lors sa réflexion sur les bibliothèques françaises le conduit à concevoir le projet de bibliothèque publique des Halles, projet remis le 25 avril 1965 et adopté en 1967-1968 ; Jean-Pierre Seguin, promu conservateur en chef le 1^{er} octobre 1968, est chargé de la préparation de la BPI. En 1969, ce projet est intégré au projet du centre Beaubourg. Jean-Pierre Seguin est étroitement associé au projet de BPI et il en est le conservateur jusqu'en 1977. Il revient ensuite à la Bibliothèque nationale. Directeur du département des Estampes de 1978 à 1981, il finit sa carrière comme inspecteur général des bibliothèques avant de prendre sa retraite en 1985.

DÉCORATIONS

Palmes académiques (chevalier en 1959, officier en 1965, commandeur en 1976)

Légion d'honneur (chevalier en 1968, officier en 1980, commandeur en)

Chevalier de l'ordre de Georges I^{er} de Grèce

ÉCRITS DU TÉMOIN

Barbey d'Aurevilly. Études de bibliographie critique, Avranches, 1949, 159 p.

« Antoine Chassaignon, imprimeur, libraire et canardier parisien, 1810-1854 », *Arts et traditions populaires*, 1955, p. 116-133.

« Les "Canards" de faits divers de petit format, en France, au XIX^e siècle », *Arts et traditions populaires*, no 1, janvier-mars 1956, p. 30-45 et no 2, avril-juin 1956, p. 113-135.

Canards du siècle passé, Paris, P. Horay, 1969, non paginé.

Comment est née la BPI ? Invention de la médiathèque, Paris, BPI, 1987, 131 p. Disponible en ligne sur le site de la BPI : <http://editionsdelabibliotheque.bpi.fr/livre/?GCOI= 84240100047060&fa=details> [consulté le 10 décembre 2012]

Eugène Morel (1869-1934) et la lecture publique : un prophète en son pays, Paris, Bibliothèque publique d'information, coll. « Études et recherche », Paris, 1993, 222 p.

Jean-Pierre Seguin a également contribué à des catalogues d'exposition ainsi qu'à de nombreuses revues traitant des beaux-arts et du livre. Il a notamment été rédacteur en chef du *Bulletin critique du livre français*.

PHILIPPE SÉGUIN

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 1h24 - Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Agriculture - Conceptions de Georges Pompidou (Agriculture) - Conceptions de Georges Pompidou (Environnement) - Élections législatives de 1967 - Élections présidentielles de 1969 - Entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun - Environnement - Gaullistes de gauche - Image de Georges Pompidou - Industries agro-alimentaires - Mai 1968 - Maladie présidentielle - Notes - PAC - Productions agricoles : élevage - Rapatriés d'Algérie - Référendum de 1969 - Secrétariat d'État à l'Agriculture - Sport - Syndicats agricoles - UDR
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Philippe Séguin est né le 21 avril 1943 à Tunis et décédé le 7 janvier 2010 à Paris. Il fait ses études à Aix-en-Provence dans les années 1960, et écrit alors dans le journal *Le Provençal*. Politiquement, il évolue progressivement vers le gaullisme, et s'engage peu à peu dans le

militantisme. C'est ainsi que lors des élections législatives du printemps 1967, il est directeur de campagne de Michel-Henry Fabre, candidat giscardien. L'année 1968, ayant intégré l'ENA, il effectue son stage en Polynésie française comme chef par interim de la circonscription administrative des Îles-du-Vent. En 1970, à la sortie de l'ENA, Philippe Séguin devient auditeur à la Cour des comptes, puis chargé de mission auprès du recteur de l'académie de Nice et chef de la division de la scolarité (1970-1971). Réintégré à la Cour des comptes en 1971, il est chargé de mission au Secrétariat général de la Cour (d'octobre 1972 à mars 1973). Il entre ensuite au Secrétariat général de la présidence de la République, où il exerce les fonctions de chargé de mission pour les questions agricoles, l'Environnement et les Rapatriés, de mars 1973 au décès du Président Pompidou. Il est ensuite nommé adjoint au directeur de l'éducation physique et des sports auprès du Secrétaire d'État puis du ministre de la Qualité de la vie (1974-1975). Conseiller référendaire (1977), il poursuit dans les cabinets ministériels comme chargé de mission au cabinet du secrétaire d'État chargé des Relations avec le Parlement (avril-septembre 1977), puis au cabinet du Premier ministre Raymond Barre (octobre 1977-février 1978).

Il commence alors une brillante carrière politique, d'abord comme député de la 1^{re} circonscription des Vosges de 1978 à 1986. Vice-président de l'Assemblée nationale de 1981 à 1986, il est réélu en 1986, mais cède son siège à Alain Jacquot, car il devient ministre des Affaires sociales et de l'Emploi dans le Gouvernement Chirac de mars 1986 à mai 1988. À nouveau député des Vosges de 1988 à 2002, il préside l'Assemblée nationale de 1993 à 1997, ainsi que le groupe RPR au Palais-Bourbon en 1997. Président du RPR de 1997 à 1999, il fut également maire d'Épinal (1983-1997), membre (1979-1986) et vice-président (1979-1983) du Conseil général de Lorraine.

De juillet 2004 à son décès en 2010, il est le premier Président de la Cour des comptes.

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Député des Vosges (1978-1986, 1988-2002)

Conseiller général de Lorraine (1979-1986)

Maire d'Épinal (1983-1997)

Ministre des Affaires sociales et de l'emploi (1986-1988)

DÉCORATIONS

Grand-croix de l'ordre national du Mérite

Chevalier des Palmes Académiques

Chevalier des Arts et des Lettres

Chevalier du mérite agricole

Commandeur de l'ordre de Tahiti Nui

Grand officier de l'ordre de la Pléiade

ÉCRITS DU TÉMOIN

Réussir l'alternance. Contre l'esprit de revanche, Paris, Robert Laffont, 1985, 220 p.

La Force de convaincre. Entretiens avec Pierre Servent, Paris, Payot, 1990, 165 p.

Louis Napoléon le Grand, Paris, Grasset, 1990, 447 p. (prix du Second Empire de la fondation Napoléon en 1990)

De l'Europe en général et de la France en particulier (en collaboration avec Marie-France Garaud), Paris, Le Pré aux clercs, 1992, 248 p.

Discours pour la France, Paris, Grasset, 1992, 114 p.

Demain, la France (en collaboration avec Charles Pasqua). Tome 1 : *La priorité sociale*, Paris, Albin Michel, 1992, 153 p. Tome 2 : *La Reconquête du territoire*, Paris, Albin Michel, 1993, 236 p.

Ce que j'ai dit, Paris, Grasset, 1993, 117 p.

Discours encore et toujours républicains. De l'exception française, Paris, Denoël, 1994, 349 p.

Deux France ? (en collaboration avec Alain Minc), Paris, Plon, 1994, 303 p.

240 dans un fauteuil. La saga des présidents de l'Assemblée, Paris, Le Seuil, 1995, 1086 p.

En attendant l'emploi, Paris, Le Seuil, 1996, 174 p.

« Allocution lors du dévoilement de la statue du général de Gaulle à Québec, le 23 juillet 1997 », *Espoir*, no 112, septembre 1997, p. 55.

« *C'est quoi la politique ?* », Paris, Albin Michel, 1999, 93 p.

Plus français que moi tu meurs ! France, Québec, des idées des fausses à l'espérance partagée, Paris, Albin Michel, 2000, 202 p.

Itinéraire dans la France d'en bas, d'en haut et d'ailleurs, Paris, Le Seuil, 2003, 600 p.

JEAN SÉRISÉ

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	2 entretiens, durée : 2h30 – Soumis à l'autorisation du témoin
Autres archives	CHEFF : archives orales (35h00)
Mots-clés	Affaire Markovic – Dévaluation de 1969 – Dollar – Institutions européennes – Mai 1968 – Plan de stabilisation de 1963 – Prix – Questions monétaires – Relations entre Pompidou et de Gaulle – Relations entre Pompidou et Giscard d'Estaing – Ve Plan
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Jean Sérisé est né le 28 avril 1920 à Bordières (Pyrénées-Atlantiques). Après avoir combattu durant la Seconde Guerre mondiale et s'être illustré dans la Résistance, il fait partie de la première promotion de l'ENA, en 1946-1947. Il devient administrateur civil au ministère des Finances, et

progresses en carrière : chef de bureau en 1953, sous-directeur au service des études économiques et financières en 1959. En 1954-1955, il fait partie du cabinet de Pierre Mendès France. À partir de 1962, il rejoint le cercle des collaborateurs de Valéry Giscard d'Estaing, qu'il suivra toute sa vie. Auprès du ministre des Finances, il est d'abord conseiller technique, puis directeur de cabinet (1964-1966, 1969), et enfin chargé de mission (1970-1972).

À cette date, il devient président-directeur général du Comptoir des entrepreneurs (1972-1974) puis également président-directeur général du Groupement pour le financement de l'audiovisuel et de la télédiffusion (1973-1976). Durant cette période, il est par ailleurs membre du conseil général de la Banque de France (1968-1972), président de la commission mixte de la diffusion de la presse française dans le monde (1972-1976) et membre du Haut conseil de l'audiovisuel (1973-1976). Il est chargé de mission auprès de Valéry Giscard d'Estaing, président de la République, de 1974 à 1981.

DÉCORATIONS

Officier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre national du Mérite

Croix de guerre 39-45

Médaille de la Résistance

ÉCRITS DU TÉMOIN

Défense de la raison politique, Paris, Julliard, 1982, 299 p.

Mémoires d'un autre, Paris, éditions de Fallois, 1999, 375 p.

Requiem pour la planète bleue : brève histoire de la vie et des hommes, Paris, éditions de Fallois, 2010, 347 p.

« Des inégalités économiques entre nations européennes et des manières de les corriger », *Commentaire*, no 139, 2012/3, p. 751-756.

SIMONNE SERVAIS

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	2 entretiens, durée : 4h25 – Soumis à l'autorisation du témoin
Autres archives	◆ Archives nationales, fonds présidentiel Georges Pompidou : archives remises par Simonne Servais, 5AG2/1101-1116. ◆ Fondation de Gaulle : archives orales

Mots-clés	Accords de Grenelle (1968) – Affaire Markovic – Alliance atlantique – Conférences de presse – Déclarations de Rome et de Genève – Départ de Matignon (juillet 1968) – Élections présidentielles de 1965 – Élections présidentielles de 1969 – Entourage – Georges Pompidou directeur de cabinet – Grève des mineurs de 1963 – Guerre d'Algérie – Journalistes – Mai 1968 – Médias – Ministère de l'Information – Ministère des Finances – ORTF – Participation – Portrait de Georges Pompidou – Référendum de 1969 – Relations entre Pompidou et de Gaulle – RPF – Service de presse – Sciences Po – Télévision – Voyages
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Simonne Servais est née le 12 septembre 1922 à Paris. Elle fait ses études au lycée Jules Ferry à Paris puis, poussée par son père, elle suit les cours de l'École libre des Sciences politiques pendant la guerre, où elle fréquente Jacques Marette. Diplômé de l'École libre des Sciences politiques en 1943, elle est licenciée en droit. En 1947, par ses relations familiales, elle fait la connaissance de Jacques Donnedieu de Vabres, directeur du cabinet du ministre des Finances René Mayer, et travaille à ses côtés au cabinet de René Mayer. Elle devient ainsi attachée de presse des ministres des Finances successifs, de 1947 à 1951, René Mayer, Henri Queuille, puis Maurice Petsche. En 1947, elle adhère dès sa création au RPF, mais elle ne milite pas dans le mouvement gaulliste. En 1951, Maurice Petsche la fait nommer adjoint au directeur du service de presse de l'OTAN, poste qu'elle occupe jusqu'en juin 1958.

Georges Pompidou fait alors appel à elle pour s'occuper des relations avec la presse au cabinet de Charles de Gaulle, président du Conseil. De juin 1958 à janvier 1959, elle est chargée de mission au cabinet du Général, et la seule femme de son équipe. Elle poursuit ses fonctions au cabinet de Roger Frey, ministre de l'Information de janvier 1959 à février 1960. De 1960 à avril 1962, elle est chargée de mission à la présidence direction générale de l'Agence Havas, auprès de Christian Chavanon.

En avril 1962, Georges Pompidou lui demande de rejoindre son cabinet. Attachée de presse d'avril 1962 à janvier 1966, puis chargée de mission de janvier 1966 à juillet 1968, Simonne Servais s'occupe durant toute la période des relations du Premier ministre avec la presse écrite et audiovisuelle. Durant la courte traversée du désert de Georges Pompidou, elle retourne à l'agence Havas, puis est nommée à l'Élysée. Conseiller technique au Secrétariat général de la présidence de la République du 20 juin 1969 au 1^{er} novembre 1970, elle dirige le service de presse du chef de l'État, secondée par un adjoint, Jean Cérez.

À l'automne 1970, le Président se sépare de sa fidèle collaboratrice et réorganise son service de presse, confiée à des journalistes professionnels. Elle est alors nommée ministre plénipotentiaire, conseiller technique auprès du directeur général des relations culturelles, scientifiques et techniques au ministère des Affaires étrangères, Pierre Laurent.

DÉCORATIONS

Chevalier de la Légion d'honneur

ÉCRITS DU TÉMOIN

« Souvenir et image du général de Gaulle en France (atelier A) », *Espoir*, no 73, 1990, p. 60.

« À propos de l'ouvrage de Pierre Sainderichin, *De Gaulle et le monde* », *Espoir*, no 75, juin 1991, p. 65.

JEAN-MARIE SOUTOU

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 1h40 – Soumis à l'autorisation du témoin
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun – IVe République – Pétrole
Noms de lieux	Algérie

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Jean-Marie Soutou est né le 18 septembre 1912 à Bruges (Pyrénées-Atlantiques) et décédé le 10 septembre 2003. Après des études sommaires, il est obligé d'abandonner l'école et de commencer à travailler. Il gagne sa vie en tant que radioélectricien, et s'engage simultanément dans la vie associative. Ainsi, il s'approche des milieux de la revue *Esprit* et en devient le rédacteur en chef en 1939. Par son implication dans la revue, Jean-Marie Soutou rencontre l'ambassadeur espagnol José Semprun, qui est proche d'Emmanuel Mounier, fondateur d'*Esprit*. Jean-Marie Soutou aide le diplomate à fuir d'Espagne. Il dit lui-même sur cette période que la guerre civile espagnole le marque pour le reste de sa vie : il prend alors conscience des dangers du communisme et du totalitarisme, qu'il refuse « fondamentalement ». Selon ses propres dires il est à partir de ce moment-là durablement « mithridatisé » contre toute forme de totalitarisme.

C'est précisément dans ce même cadre de la revue *Esprit*, puis par son implication dans les *Cahiers du Témoignage Chrétien* qu'il participe activement à la Résistance. Il s'occupe ainsi du sauvetage de juifs, et notamment des enfants. Puisque son nom figure sur les listes de la Gestapo, il doit se réfugier à Lyon, mais sa fuite ne l'empêche pas d'être arrêté en janvier 1943. Relâché quelques mois plus tard, il quitte Lyon pour s'exiler à Genève, afin d'échapper définitivement aux Allemands. C'est en Genève qu'il se retrouve au noyau d'une dynamique européenne de résistance, en tant que représentant les Mouvements Unis de la Résistance (MUR). Dès 1943, il devient en effet

l'attaché de presse de la délégation des MUR en Suisse sous le pseudonyme de « Béraud ». Ainsi, il contribue à la rédaction du bulletin d'information des MUR en Suisse, non pas seulement destiné à l'agence suisse de presse, mais aussi à Reuter et à United Press. Surtout, il organise des réunions rassemblant les Européens réfugiés. Ces activités le placent au carrefour des relations entre résistants et anglo-saxons, et lui permettent d'accéder à une carrière diplomatique. C'est par le biais de son passage à Genève que Jean-Marie Soutou a en effet été intégré au Quai d'Orsay à la fin de la guerre, grâce à un concours spécial qui avait été mis en place pour des candidats issus de la Résistance. Lui-même considère pour cela que son parcours est « atypique », d'autant plus qu'il n'a pas suivie une formation régulière.

Il est d'abord désigné comme secrétaire d'Ambassade à Belgrade en 1945. Jean-Marie Soutou a toujours porté une grande attention au monde communiste, ce qui a contribué à son affectation en Yougoslavie. Il y passe un peu plus de cinq ans, et à son retour en France en 1951, il continue de se dédier aux services diplomatiques en tant qu'administrateur au Ministère des Affaires étrangères. Il seconde notamment Olivier Wormser avec la création au Quai d'Orsay d'un vrai service des affaires économiques. À ce titre, il est au cœur des négociations concernant le plan Marshall et l'OECE, et ce, de janvier 1951 jusqu'à l'arrivée de Pierre Mendès France à la Présidence du Conseil et au Quai d'Orsay en 1954. À ce moment-là, Jean-Marie Soutou est recruté comme directeur adjoint de cabinet de Pierre Mendès France, dont il devient le conseiller diplomatique. Il travaille alors notamment sur la construction européenne et à ce titre il prend part dans toutes les grandes négociations européennes.

Il est ensuite nommé en 1955 sous-directeur de d'Europe (Europe orientale) au Quai d'Orsay, avant d'être envoyé à Moscou (1956-1958) comme ministre-conseiller d'ambassade en URSS. Ses séjours en Yougoslavie et à Moscou lui donnent la réputation d'un grand connaisseur des affaires russes et allemandes. En revenant de Moscou en 1958, Maurice Couve de Murville l'envoie comme consul général à Milan, où il reste quelque temps. Au début des années 1960, il est alors nommé Directeur des affaires d'Europe au Ministère des Affaires Étrangères (1961-1962), puis Directeur des affaires africaines et malgaches et chargé des affaires d'Afrique Levant (1962-1966).

De 1966 à 1971 il est Inspecteur général des postes diplomatiques et consulaires, puis Ambassadeur en Algérie de 1971 à 1975. Après cette mission en Algérie, il retourne en 1975 au cœur d'un sujet qui lui est cher, la construction européenne, en tant que représentant de la France auprès des Communautés européennes. À la fin de sa carrière diplomatique, il accède au poste de Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, et est élevé à la dignité d'Ambassadeur de France. Il fait valoir ses droits à la retraite en 1979.

L'importance qu'il a attachée pendant toute sa vie à la vie associative le pousse à accepter la Présidence de la Croix-Rouge française (1978-1983). Enfin, il a pu déployer sa connaissance des hommes et son expérience de la vie à la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme (CNCDH), dont il est membre de 1986 à 1989.

DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'honneur

Grand Officier de l'ordre national du Mérite

ÉCRITS DU TÉMOIN

SOUTOU, Jean-Marie, *Un diplomate engagé. Mémoires, 1939-1979*, Paris, Éditions de Fallois, 2011, 560 p.

ROBERT DE SOUZA

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	3 entretiens, durée : 5h00 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Affaire Markovic – Construction européenne – Entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun – Francophonie – Guerre d'Algérie – Guerre du Kippour – Latour-Maubourg – Mai 1968 – Maladie présidentielle – Portrait de Georges Pompidou – Relations entre Pompidou et de Gaulle – Voyages
Noms de lieux	Afrique – Chili – Grèce – Iran – Japon – Moyen-Orient – Québec – Royaume-Uni – Tunisie

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Robert de Souza est né le 5 juillet 1921 à Paris et décédé en 2006. Robert de Souza entre à l'École libre des sciences politiques à la fin des années 1930, et la guerre l'oblige de finir sa troisième année à Lyon. Il échoue en 1945 au concours des Affaires étrangères, mais tente avec succès l'ENA, où il est reçu au printemps 1946. À l'issue de son cursus, il choisit les Affaires étrangères. Il est alors envoyé au Luxembourg, de 1949 à 1952, en tant que vice-consul. Après cette première ouverture à l'étranger, il est affecté au Secrétariat Général de l'administration centrale de 1952 à 1956. Il y a notamment pour mission de lire, de trier et d'annoter les principaux télégrammes diplomatiques qui arrivent de tous les postes. Il repart à l'étranger en 1956, comme premier secrétaire aux affaires culturelles en Syrie. Il s'y occupe en particulier des établissements d'enseignement français en Syrie, à un moment où les relations diplomatiques sont rompues entre la France et la Syrie en conséquence de l'affaire de Suez. La Suisse accepte de gérer les intérêts français sur place. Robert de Souza se retrouve ainsi dans un premier temps dans l'Ambassade suisse, mais est finalement renvoyé par les Syriens. C'est ainsi qu'il arrive au Liban (1957-1961) comme Premier Secrétaire, puis Deuxième Conseiller.

De retour en France, il souhaite repartir à l'étranger aussitôt. En particulier, il songe à Tunis. La crise de Bizerte rend ce projet toutefois impossible. Simultanément, le Directeur des Affaires marocaines et tunisiennes au Quai d'Orsay, Louis de Guiringaud, demande un renfort en personnel pour son département de Maroc-Tunisie (1961-1962). C'est ainsi que Robert de Souza arrive à l'Administration centrale du Ministère des Affaires étrangères, aux Affaires marocaines et tunisiennes (« Maro-Tuni »).

Sa période à Matignon (22 avril 1962-1^{er} septembre 1964) représente une parenthèse dans sa carrière diplomatique. Robert de Souza est en effet contacté début 1962 par Robert Gillet, alors directeur de cabinet de Maurice Couve de Murville, pour devenir conseiller diplomatique de Georges Pompidou. Rétrospectivement, Robert de Souza estime avoir été choisi parce qu'il figurait sur la liste des noms transmise par le Quai d'Orsay à Matignon et parce qu'il avait un ami en commun avec Georges Pompidou, Olivier Guichard. Ainsi, il arrive « par accident » dans le cabinet du Premier ministre.

En tant que conseiller technique de Georges Pompidou aux Affaires étrangères, il est chargé d'informer le Premier ministre et de préparer ses interventions publiques concernant la politique extérieure. Il s'occupe également de préparer les voyages à l'étranger du Premier ministre, qu'il accompagne lors de ses déplacements, et de ses entrevues avec ses homologues étrangers. De plus, il rédige des notes à l'attention de Georges Pompidou pour les réunions hebdomadaires que ce dernier tient avec le Ministre des Affaires étrangères. Mais l'essentiel de ses activités consiste à trier les télégrammes diplomatiques. De Souza reste en poste à Matignon pendant deux ans avant de revenir volontairement vers la carrière diplomatique, cette fois en Grèce. Même si Georges Pompidou n'a pas influencé sa nomination à Athènes, il semble que le fait d'appartenir au cabinet du Premier Ministre l'ait favorisée.

Son séjour à l'étranger est à nouveau interrompu quand, en 1969, son ancien ami de Beyrouth, Jean de Lipkowski, nommé secrétaire d'État aux Affaires étrangères, l'appelle auprès de lui. Il exerce auprès de lui les fonctions de directeur de cabinet (1969-1972) sans perdre de vue son objectif premier, qui est d'exercer à l'étranger. C'est ainsi qu'en 1972, il est sur le point d'être affecté en Syrie. Mais un autre diplomate étant nommé à Damas, il accepte la proposition de Michel Jobert d'aller à Téhéran, autre pays de ce Moyen-Orient qui le fascine. Par la suite, il est envoyé comme ambassadeur aux Pays-Bas (1977-1980).

Représentant permanent de la France auprès de l'Office des Nations Unies à Genève (1981-1985), puis Conseiller diplomatique du gouvernement (1986-1987), il fait valoir ses droits à la retraite en 1987. De 1986 à 1989 Robert de Souza est délégué pour la France au Haut Conseil d'Euréka (agence de la Coordination de la Recherche européenne), et a représenté en parallèle le Ministre des Affaires étrangères au conseil d'administration de la Croix-Rouge française.

■ DÉCORATIONS

Officier de la Légion d'honneur

Commandeur de l'ordre national du Mérite

Officier des Arts et des Lettres

BERNARD STASI

■ DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	4 entretiens, durée : 2h53 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	CDP – Centrisme – Déconcentration/décentralisation – Déclarations de Rome et de Genève – Décolonisation – Départ de Matignon (juillet 1968) – Élections

	législatives de 1968 – Élections législatives de 1973 – Élections présidentielles de 1965 – Élections présidentielles de 1969 – Élections présidentielles de 1974 – Entourage – Entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun – Institutions – Mai 1968 – Majorité – Ministère de la Jeunesse et des Sports – Ministère des DOM-TOM – Mouvements gaullistes – Nouvelle Société – Pratique présidentielle – Référendum de 1969 – Référendum de 1972 – Réforme constitutionnelle de 1962 – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Relations entre Pompidou et les ministres – Relations entre Pompidou et Messmer
Noms de lieux	DOM-TOM – Marne

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Bernard Stasi est né le 4 juillet 1930 à Reims (Marne) et est décédé le 4 mai 2011 à Paris. Il s'engage dans la vie politique dès l'après-guerre, en participant aux jeunes MRP et aux jeunesses fédéralistes pro-européennes. C'est ainsi qu'il entre dans l'entourage de Pierre Schmitter, président MRP de l'Assemblée et député de la Marne. Reçu à l'ENA en 1957, il fait son stage à Vannes (Morbihan) puis il est nommé en 1959 chef de cabinet du préfet d'Alger (où il fréquente Jacques Chirac également en poste, mais auprès du directeur de l'Agriculture à la Délégation générale) puis, en 1960, chef de la section études à la Direction générale des affaires politiques au ministère de l'Intérieur.

En 1963, Bernard Stasi devient conseiller technique au cabinet de Maurice Herzog, secrétaire d'État à la Jeunesse et aux Sports, grâce à Olivier Philip, directeur de cabinet du secrétaire d'État et ancien président de l'association des anciens élèves de l'ENA. Bernard Stasi y est notamment chargé des relations avec les syndicats et les associations. Il assiste également aux Jeux Olympiques de Tokyo en 1964, où il s'occupe des personnalités françaises invitées, et participe à la préparation des Jeux olympiques de Grenoble en 1968.

Ensuite, de 1966 à 1968, il est directeur de cabinet du secrétaire général pour l'administration des départements d'Outre-Mer, Max Moulin, où il remplace Jean-Claude Arousseau, un de ses camarades de promotion, appelé au cabinet de Georges Pompidou. Max Moulin, devenu préfet du Rhône, est rapidement remplacé par Raymond Jacquet. Les questions principales concernant les DOM-TOM sont alors le sucre, la banane, la décentralisation, mais aussi les émeutes en Guadeloupe en 1967.

Bernard Stasi, en poste dans l'administration, est en retrait de la vie politique durant les années 1960, tout en continuant le militantisme MRP dans la Marne, où il se rend tous les week-ends. Toutefois, en juin 1968, il se présente aux élections législatives à Épernay (Marne), soutenu par les gaullistes et les centristes, et est élu député. D'abord non-inscrit, il siège ensuite au groupe centriste. Lors que le Centre démocratie et progrès est créé, en 1969, il en devient vice-président. Il siège donc au groupe centriste et participe notamment aux travaux du GEPAR (groupe d'études parlementaire pour l'aménagement rural), dont Georges Pompidou et son conseiller pour les questions agricoles, Michel Woimant, suivent les travaux avec intérêt.

En avril 1973, sur la demande de Jacques Duhamel auprès du Président, Bernard Stasi entre au gouvernement, non pas à la Jeunesse et aux Sports comme il s'y attendait, mais aux Territoires d'Outre-Mer. À ce poste, il est souvent en conflit avec Jacques Foccart, mais a le soutien de son Premier ministre. Les principaux dossiers dont il traite sont la décentralisation, l'indépendance des Comores, Djibouti, le nickel de Nouvelle-Calédonie, la lutte contre les fraudes électorales, En mars 1974, Georges Pompidou fait cependant le choix de Foccart, à ses yeux garantie d'une certaine permanence gaulliste aux yeux des chefs d'État africains, et lors du remaniement gouvernemental Stasi quitte ses fonctions.

Lors des élections présidentielles consécutives à la mort de Georges Pompidou, il soutient la candidature de Jacques Chaban-Delmas. Comme il avait été réélu député de la Marne (et le sera continûment jusqu'en 1993, sur les listes Progrès et démocratie moderne, puis Union centriste et enfin UDF), il revient à la vie parlementaire et est vice-président de l'Assemblée nationale de 1978 à 1983. Bernard Stasi est d'autre part maire d'Épernay de 1970 à 1977 puis de 1983 à 2000, conseiller régional de Champagne-Ardenne de à (et président de région de 1981 à 1988), et député européen de 1984 à 1988. Enfin, il est médiateur de la République de 1998 à 2004 et signe un rapport remarqué sur la laïcité. Il est également à l'origine de la création de la HALDE.

■ EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Maire d'Épernay (1970-1977, 1983-2000)

Président de la région Champagne-Ardenne (1981-1988)

Député de la Marne (1968-1973, 1978-1993)

Député européen (1994-1998)

Ministre des Territoires d'Outre-Mer (1973-1974)

■ DÉCORATIONS

Officier de la Légion d'honneur

Chevalier de l'ordre national du Mérite

Chevalier du Mérite agricole

Chevalier des Palmes académiques

Officier du Mérite sportif

■ ÉCRITS DU TÉMOIN

SOISSON, Jean-Pierre, STASI, Bernard, et STIRN, Olivier, *Le piège. Comment lire le programme commun*, Paris, France-Empire, 1973, 171 p.

Club Démocratie Nouvelle (sous la direction de Bernard Stasi et Bertrand Schneider), *Vie associative et démocratie nouvelle*, Paris, PUF, 1979, 157 p.

L'immigration, une chance pour la France, Paris, Robert Laffont, 1984, 184 p.

« Aménagement du territoire, performance ou redécouverte ? », *Inter-régions*, 1987, n° 87.

La politique au cœur, Paris, Robert Laffont, 1993, 207 p.

Vers la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité. Rapport au Premier ministre, Paris, La Documentation française, 2004, 131 p.

Rapport de la commission de réflexion sur l'application du principe de laïcité dans la République remis au Président de la République le 11 décembre 2003, Paris, La Documentation française, 2003, 166 p.

PICARD, Olivier, et STASI, Bernard, *Tous Français. Immigration, la chance de la France*, Paris, Hugo Doc, 2007, 165 p.

OLIVIER STIRN

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	3 entretiens, durée : 4h09 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Accords de Grenelle (1968) – ANPE – Appel des 43 – Conseils des ministres – Coopération – DOM-TOM – Élections législatives de 1968 – Élections législatives de 1973 – Élections présidentielles de 1969 – Élections présidentielles de 1974 – Emploi – Jeunes Loups – Mai 1968 – Manifestation du 30 mai 1968 – Manifeste des présidents de commission UDR – Pratique présidentielle – Quinquennat – Référendum de 1969 – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Relations entre Pompidou et le Parlement – Secrétariat général de la Présidence – Syndicats – UDR
Noms de lieux	Calvados

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Olivier Stirn est né le 24 février 1936 à Boulogne-Billancourt. Son enfance se déroule durant la Seconde Guerre mondiale ; hébergé par la famille Baylet, Olivier Stirn garde de cette période une profonde admiration pour le général de Gaulle. Après des études à l'Institut d'études politiques de Paris et un doctorat de droit, Olivier Stirn réussit le concours de sous-préfet. Il commence sa carrière comme directeur de cabinet du préfet de la Meuse où il fait la connaissance de Louis Jacquinet en 1961. En 1964, Olivier Stirn devient chargé de mission au cabinet puis chef de cabinet (1965) de Louis Jacquinet (ministre d'État chargé des DOM-TOM). De 1966 à 1967, il est chef de cabinet de Jean Charbonnel, secrétaire d'État aux Affaires étrangères en charge de la Coopération. De 1967 à 1968, il est chef de cabinet de Jacques Chirac, secrétaire d'État aux Affaires sociales chargé des problèmes de l'emploi.

Lors des élections législatives de 1968, il est élu député du Calvados (circonscription de Vire) et s'inscrit au groupe de l'UDR. En compagnie de Pierre Mazeaud, Jean-Philippe Lecat ou Jacques Chirac, il symbolise le renouvellement générationnel gaulliste qui se déroule à l'occasion des élections législatives de 1967 puis de 1968. Approfondissant son implantation locale, il est élu conseiller général du Calvados en 1970. Il occupera ce poste jusqu'en 1988.

À la veille des élections législatives de 1973, il rédige avec Jean-Pierre Soisson et Bernard Stasi le livre *Le Piège*, qui constitue une critique du programme commun de la gauche. Il est nommé secrétaire d'État auprès du ministre chargé des Relations avec le Parlement (1973-1974) dans le second gouvernement dirigé par Pierre Messmer. Proche de Jacques Chirac, Olivier Stirn signe, durant la campagne présidentielle de 1974, « l'appel des 43 ». Il poursuit sa carrière politique sous Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand en occupant différents postes ministériels. En tant que secrétaire d'État aux DOM-TOM, il suit avec attention les dossiers des Comores et de Djibouti, qui

deviennent indépendants respectivement en 1975 et 1978. Après la rupture politique entre Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing, Olivier Stirn quitte le mouvement gaulliste pour fonder le Mouvement des Sociaux-Libéraux (MSL) en février 1977 afin de rassembler en dehors du RPR la « famille politique de sensibilité gaulliste ». Le MSL rallie le 20 juillet le Parti radical. En 1978, il rejoint l'UDF en cours de formation, avec le Parti radical.

Olivier Stirn entame alors une période politique qui l'emmène à se rapprocher du Parti socialiste de François Mitterrand. En 1984, il fonde l'Union centriste et radicale et dirige la liste de l'Entente radicale et écologiste pour les États-Unis d'Europe aux élections européennes, avec le Mouvement radical de gauche et les écologistes de Brice Lalonde. En 1986, il rallie le Parti socialiste. En 1988, il est nommé secrétaire d'État au Tourisme dans le gouvernement dirigé par Michel Rocard. Il quitte ses fonctions ministérielles en 1990.

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Mandats locaux :

Conseiller général du Calvados (1970-1988, 1994-2001)

Maire de Vire (1971-1989)

Président de la communauté urbaine de Cherbourg (1989-1990)

Mandats parlementaires :

Député du Calvados : UDR (1968-1973), UDF (1978, 1981-1984), non-inscrit (1984-1986)

Député de la Manche : socialiste (1986-1988), apparenté socialiste (1988)

Fonctions ministérielles :

Secrétaire d'État auprès du ministre chargé des relations avec le Parlement (1973-1974)

Secrétaire d'État aux DOM-TOM (1974-1976)

Secrétaire d'État aux Affaires étrangères (1978)

Ministre délégué aux DOM-TOM (1988)

Ministre délégué au Tourisme (1988-1990)

DÉCORATIONS

Chevalier de la Légion d'honneur

ÉCRITS DU TÉMOIN

Un syndicat de fonctionnaires britanniques : le « National union of public employees », Paris, mémoire soutenu à l'Institut d'Études politiques, 1958, 135 p.

Un syndicat de fonctionnaires : la Fédération Générale des fonctionnaires chrétiens, mémoire de DES, mai 1960

SOISSON, Jean-Pierre, STASI, Bernard, et STIRN, Olivier, *Le piège*, Paris, France-Empire, 1973, 171 p.

Une certaine idée du centre, Paris, Albin Michel, 1985, 186 p.

Mes présidents : 50 ans au service de la V^e République, Paris, le Félin Kiron, 2004, 266 p.

PIERRE SUDREAU

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	4 entretiens, durée : 5h36 - Librement consultable
Autres archives	<ul style="list-style-type: none">◆ Archives nationales : 91AJ/1 à 39 (fonds Pierre Sudreau)◆ Archives orales de l'AHICF: « Les origines des grandes vitesses ferroviaires en France », entretien avec Pierre Sudreau (durée : 1h08)◆ Fondation de Gaulle : archives orales◆ Archives orales de l'enseignement : témoin no 109
Mots-clés	Aérotrain - Affaire Touvier - Barons du gaullisme - CDP - Constitution de 1958 - Construction/immobilier - Départ de Matignon (juillet 1968) - Disparition du général de Gaulle (1968) - Élections législatives de 1967 - Élections législatives de 1968 - Élections présidentielles de 1965 - Élections présidentielles de 1969 - Georges Pompidou directeur de cabinet - Logement - Mai 1968 - Portrait de Georges Pompidou - Pratique gouvernementale - Quinquennat - Réforme constitutionnelle de 1962 - Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas - Relations entre Pompidou et de Gaulle - Relations entre Pompidou et Messmer - Seconde Guerre mondiale - TGV - Urbanisme
Noms de lieux	-

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Pierre Sudreau est né le 13 mai 1919 à Paris (9^e arrondissement) et est décédé le 22 janvier 2012 à Paris. Son père meurt en 1925, alors qu'il n'a que cinq ans. Sa mère reprend la direction de l'entreprise familiale et place son fils en pension, au lycée Hoche de Versailles, de 1926 à 1936. Le jeune Pierre Sudreau lit beaucoup. À douze ans, bouleversé par la lecture de *Vol de Nuit*, il écrit à Saint-Exupéry pour lui faire part de son émotion. Ce dernier lui répond puis l'invite à discuter. Saint-Exupéry se prend d'affection pour le jeune homme et l'invite régulièrement à déjeuner. Se forme alors une amitié qui marque profondément Pierre Sudreau. Saint-Exupéry se serait inspiré de Pierre pour son personnage du Petit Prince. Après avoir passé le baccalauréat en 1936, Pierre Sudreau poursuit ses études à l'École libre des Sciences Politiques et à la Faculté de droit et de lettres de Paris.

Du 15 octobre 1939 au 15 avril 1942, Pierre Sudreau est mobilisé. Il est alors envoyé à l'École d'aviation de Guéret, qui se replie à Bordeaux-Mérignac en juin 1940. Après la signature de l'armistice, il occupe officiellement un poste de haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur sous

l'Occupation. Officieusement, Pierre Sudreau travaille en réalité pour la Résistance. En 1942, il est officier des Forces Française Combattantes (FFC). En mai 1943, il est chef du réseau Brutus pour la zone occupée (zone nord). Le 10 novembre 1943, Pierre Sudreau est arrêté et torturé dans la prison de Fresnes avant d'être déporté dans le camp de concentration de Buchenwald.

Après la Libération, en 1951, il commence une carrière préfectorale dans le Loir-et-Cher à la demande du général de Gaulle. Il a tout juste 32 ans et est alors le plus jeune préfet de France. Durant son mandat de préfet, il est notamment à l'initiative du premier spectacle son et lumière mondial, en 1952 à Chambord. Puis il occupe diverses fonctions dans l'Administration, notamment celles de directeur général adjoint du Service de la documentation extérieure et du contre-espionnage (SDECE) et de conseiller d'Edgar Faure dans différents cabinets ministériels. De 1955 à 1958, Pierre Sudreau est Commissaire à la Construction et à l'Urbanisme de la région parisienne. En juin 1958, il est nommé ministre de la Construction du général de Gaulle dans le dernier gouvernement de la IV^e République, puis de Michel Debré en 1959 lorsque le général de Gaulle devient président de la République. Jusqu'en avril 1962, Pierre Sudreau est au centre des projets d'urbanisme de Paris et de sa région. C'est l'époque de la construction des grands ensembles « fonctionnels », de la mise en chantier du RER, du périphérique et du lancement du quartier des affaires de La Défense dans l'Ouest parisien. Pierre Sudreau participe également au choix de Roissy comme lieu du plus grand aéroport du pays, à la création des zones à urbaniser en priorité (ZUP) ou encore à la republication du décret du baron Haussmann du 26 mars 1852 imposant le nettoyage des façades tous les dix ans.

Dans le premier cabinet de Georges Pompidou, il occupe le poste de ministre de l'Éducation à partir du 15 avril 1962. Il entreprend alors une vaste réforme destinée à donner à la République un instrument éducatif à la hauteur de ses ambitions. Pierre Sudreau réussit notamment à faire passer un budget en hausse sensible et prévoit de lancer des constructions nouvelles, de démocratiser et de réformer l'Université et d'assouplir les conditions d'accès à l'enseignement supérieur. Toutefois, opposé au projet de référendum sur l'élection du président de la République au suffrage universel, il démissionne le 15 octobre 1962. Pierre Sudreau est le seul membre du gouvernement à exprimer ouvertement ses réserves au Conseil des ministres, le 12 septembre. Il pense que le moment est mal choisi après les remous des accords d'Évian, et surtout parce que cette réforme présente des risques politiques.

Pendant quelques années, Pierre Sudreau délaisse la politique pour se lancer dans les affaires. À partir de 1963, il préside la Fédération des Industries ferroviaires et il est notamment PDG de la société d'études Mer du nord-Méditerranée en 1964. Il renvient en politique pour les élections législatives de 1967, auxquelles il se présente dans le département du Loir-et-Cher, dans les rangs du groupe Progrès et Démocratie moderne (PDM). Le 3 avril 1967, il est élu député dans la circonscription de Blois. Il est réélu dans la même circonscription jusqu'en 1981, successivement sous les couleurs de l'Union centriste puis de l'UDF. Bien implantée dans sa région, il devient ensuite maire de Blois de 1971 à 1989 et président du Conseil régional de la région Centre de 1976 à 1979. En 1972, il est président d'honneur du conseil français du Mouvement européen.



DÉCORATIONS

Grand-Croix de la Légion d'Honneur

Croix de guerre 39-45

Médaille de la Résistance

Commandeur des Palmes académiques

ÉCRITS DU TÉMOIN

L'enchaînement, Paris, Plon, 1967, 313 p.

Notre avenir à l'ère atomique. Conférence faite à Paris le 19 octobre 1967, Paris, Centre d'études politiques et civiques, 1968, 64 p.

Rapport du Comité d'étude pour la réforme de l'entreprise : présidé par Pierre Sudreau [rapport remis au Président de la République et au Premier ministre le vendredi 7 février 1975], Paris, La Documentation française, 1975, 191 p.

La stratégie de l'absurde : l'enjeu des années 80, Paris, Plon, 1980, 236 p.

De l'inertie politique, avant-propos de René Rémond, Paris, Stock, 1985, 189 p.

Au-delà de toutes les frontières, Paris, Odile Jacob, 1990, réédition augmentée en 2002, 367 p.

Sans se départir de soi : quelques vérités sans concession, entretiens avec François George, Paris, Tirésias, 2004, 54 p.

BIBLIOGRAPHIE

« Table ronde avec Pierre Sudreau, Jean Donnedieu de Vabres, Jean Foyer, Jean-Marcel Jeanneney », dans « Changer de République ? 1962-2004 », *Parlement(s), Histoire et Politique*, revue du Comité d'histoire parlementaire et politique, hors-série no 1, 2004, p. 23-29.

BINOT, Jean-Marc, et BOYER, Bernard, *Nom de code : Brutus. Histoire d'un réseau de la France libre*, Paris, Fayard, 2007, 481 p.

COHEN, Évelyne, « Expliquer Paris à la télévision : Pierre Sudreau et les problèmes de la construction (1958) », *Sociétés et représentations*, no 17, 2004/1, p. 117-127.

RIMBAUD, Christiane, *Pierre Sudreau, un homme libre*, Préface de Jacques Rigaud, Paris, Le Cherche-Midi, 2004, 235 p.

HENRI TORRE

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	1 entretien, durée : 1h30 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Affaire Lip – Choc pétrolier de 1973 – Conseils des ministres – Élections législatives de 1973 – Élections présidentielles de 1969 – Élections présidentielles

	de 1974 – Entourage – Mai 1968 – Ministère du Développement industriel et scientifique – PME – Référendum de 1969 – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Relations entre Pompidou et Giscard d'Estaing – Secrétariat d'État au Budget
Noms de lieux	Ardèche

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Henri Torre est né le 12 avril 1933 à Casablanca. Henri Torre commence sa carrière comme chef de cabinet du général Dubail, gouverneur de Casablanca en 1956. L'année suivante, il rejoint la compagnie sucrière marocaine Casablanca, d'abord comme attaché à la direction, ensuite comme directeur adjoint. Il la quitte en 1965 et devient directeur de société à Valence en 1966. En juin 1968, il est élu député de l'Ardèche dans la circonscription de Tournon, et réélu en mars 1973. Comme député, il est membre du bureau politique du groupe UDR à l'Assemblée nationale. Parallèlement, il entame une carrière politique locale, comme maire de Boulieu-lès-Annonay à partir de 1969, conseiller général d'Ardèche (canton de Serrières) à partir de 1970 et président du district urbain d'Annonay à partir de 1971.

En avril 1973, Henri Torre devient secrétaire d'État auprès de Jean Charbonnel, ministre du Développement industriel et scientifique. Les dossiers importants y sont alors la politique des champions nationaux, les programmes nucléaires, spatiaux et aéronautiques dans les cadres nationaux et européens, la place des PME dans le tissu industriel. En octobre 1973, il devient secrétaire d'État au Budget, et le reste jusqu'au décès de Georges Pompidou. Il se rapproche ensuite de Jacques Chirac et consolide son implantation en Ardèche, dont il devient sénateur en 1980, réélu plusieurs fois. Parallèlement, il préside le conseil général d'Ardèche de 1979 à 1998. Il met un terme à sa carrière politique en ne se représentant pas aux élections sénatoriales en 2008.

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Conseiller général de l'Ardèche, canton de Serrières (1970-2001)

Président du Conseil général de l'Ardèche (1979-1998)

Député de l'Ardèche (1968-1980)

Sénateur d'Ardèche (1980-2008)

Secrétaire d'État à l'Industrie (avril-octobre 1973) puis au Budget (octobre 1973-avril 1974)

DÉCORATIONS

Henri Torre a refusé la Légion d'honneur en 2009 puis en 2012, pour marquer son désaveu de la politique suivie par Nicolas Sarkozy.

RAYMOND TRIBOULET

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	2 entretiens, durée : 1h42 – Librement consultable
Autres archives	Fondation de Gaulle : archives orales
Mots-clés	Conceptions de Georges Pompidou (Europe) – Départ de Matignon (juillet 1968) – Élections législatives de 1967 – Élections présidentielles de 1969 – Élections présidentielles de 1974 – Georges Pompidou directeur de cabinet – Guerre d'Algérie – Mai 1968 – Ministère de la Coopération – Ministère des Anciens combattants – Portrait de Georges Pompidou – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Résistance
Noms de lieux	Calvados

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Raymond Triboulet est né le 3 octobre 1906 à Paris, et décédé le 26 mai 2006. Raymond Triboulet achète après le décès de son père en 1925 une grande ferme dans la plaine de Caen, qu'il exploite jusqu'à la guerre, tout en entretenant des activités de journaliste dans la presse financière et en s'investissant dans le syndicalisme agricole. Il est mobilisé en 1939, fait prisonnier en juin 1940 puis envoyé en captivité en Allemagne. Tuberculeux, il est rapatrié en France en 1941. Il s'engage alors rapidement dans la Résistance (mouvement Ceux de la Résistance). En 1943-1944, il est secrétaire du Comité de Libération du Calvados puis, à la Libération, il devient sous-préfet des communes libérées, puis de Bayeux.

Il est élu député indépendant du Calvados en novembre 1946, puis adhère au RPF dès sa fondation. Député RPF puis républicain social du Calvados jusqu'en 1958, Raymond Triboulet est président du groupe RPF à l'Assemblée nationale puis du groupe des Républicains sociaux. Il assume d'autre part des fonctions ministérielles, comme ministre des Anciens combattants dans le gouvernement Edgar Faure de février à octobre 1955. Il s'intéresse également de près à la construction européenne et fait partie des représentants français à l'Assemblée consultative de la CECA. En juillet 1958, il est élu par la commission du suffrage universel pour représenter l'Assemblée nationale au comité consultatif constitutionnel. La même année, il est élu conseiller général du Calvados (canton de Tilly-sur-Seulles) et le restera jusqu'en 1976 ; il sera ensuite durant quatre ans membre du Conseil économique et social de Basse-Normandie (1976-1980).

Raymond Triboulet continue sa carrière nationale, constamment réélu député UNR du Calvados de 1958 à 1973. Il ne siège cependant pas au Palais-Bourbon car il assume des fonctions ministérielles : de nouveau ministre des Anciens combattants de 1959 à 1962, puis ministre délégué chargé de la Coopération de décembre 1962 à janvier 1966. Revenu à la vie parlementaire, il est représentant de la France au Parlement européen et président du groupe de l'UDE au Parlement européen de 1967 à 1973. Enfin, il préside le comité français pour l'union paneuropéenne de 1973 à

1987. Il a d'autre part été élu membre de l'Académie des sciences morales et politiques en 1978, au siège de Wilfrid Baumgartner, et s'y investit au point de devenir président de l'Académie et de l'Institut en 1991.

■ EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Conseiller général du Calvados (1968-1976)

Député de Bayeux, Calvados (1946-1973)

Ministre des Anciens Combattants (février-octobre 1955, janvier 1959-novembre 1962)

Ministre délégué chargé de la Coopération (décembre 1962-janvier 1966)

■ DÉCORATIONS

Croix de guerre 1939-1945

Médaille de la Résistance

Grand officier de la Légion d'honneur

Grande Médaille d'honneur du Sénat

■ ÉCRITS DU TÉMOIN

Les billets de Négus, Paris, Les Œuvres françaises, 1939, 157 p.

Sens dessus dessous, Paris, 1951, 239 p.

Des vessies pour des lanternes, Vire, Éditions Lecuire, 1958, 71 p.

Pourquoi la coopération ? Conférence du 15 octobre 1964, Paris, Conférences des Ambassadeurs, 1964, 35 p.

Halte au massacre. Propos d'un automobiliste sage, Paris, Bordas, 1966, 96 p.

Grandeurs et servitudes de la majorité. Conférence du 17 novembre 1966, Paris, Les Conférences des Ambassadeurs, 1966, 28 p.

L'Europe véritable et la Grande-Bretagne. Conférence du 7 mai 1971, Paris, Les Conférences des Ambassadeurs, 1971, 31 p.

Correspondance de Gaston Jean-Baptiste de Renty. Texte établi et annoté par Raymond Triboulet, Paris, Desclée de Brouwer, 1978, 1048 p.

À tous ceux qui sont mal dans leur peau, Paris, Éditions France-Empire, 1981, 190 p.

Notice sur la vie et les travaux de Wilfrid Baumgartner, 1902-1978. Séance du 10 février 1981, Paris, Institut de France, 1981, 26 p.

Un gaulliste de la IV^e, Paris, Plon, 1985, 352 p.

Un ministre du Général, Paris, Plon, 1985, 364 p.

Gaston de Renty (1611-1649) : un homme de ce monde, un homme de Dieu, Paris, Beauchesne, 1991, 435 p.

« Témoignage sur De Gaulle et les batailles de la Libération », *Espoir*, no 96, avril 1994, p. 82-91.

« À la mémoire de Michel Debré », *Espoir*, no 110, janvier 1997, p. 86

Tous comptes faits, Sèvres, 1998, 56 p.

ANTOINE VEIL

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	4 entretiens, durée : 4h00 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Accords de Grenelle (1968) – Aéroports – Affaire Markovic – Affaire Touvier – CDP – Centre démocrate – Centrisme – Chasses présidentielles – Construction européenne – Déclarations de Rome et de Genève – Démission des ministres MRP (1962) – Élections législatives de 1968 – Élections législatives de 1973 – Élections municipales de 1971 – Élections présidentielles de 1965 – Élections présidentielles de 1969 – Élections présidentielles de 1974 – IVe République – Mai 1968 – Maladie présidentielle – Nouvelle Société – PDM – Quinquennat – Référendum de 1969 – Référendum de 1972 – Réforme constitutionnelle de 1962 – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Relations entre Pompidou et de Gaulle – Santé – Transports
Noms de lieux	Afrique – Algérie

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Antoine Veil est né le 28 août 1926 à Blâmont (Meurthe-et-Moselle) et décédé le 11 avril 2013 à Paris (il est l'époux de Simone Veil). Au début de la IV^e République, en janvier 1947, il entre comme attaché parlementaire au cabinet de Pierre-Henri Teitgen, par le biais de Michel de Boissieu, maître de conférences à Sciences Po, et chef de cabinet de Pierre-Henri Teitgen. Cette activité professionnelle lui permet de continuer ses études à Sciences Po en parallèle. Ensuite, de 1948 à 1949, Antoine Veil est attaché au cabinet d'Alain Poher, qui est alors Secrétaire d'État au budget. Ce dernier, devenu commissaire général aux Affaires allemandes en 1948, nomme Antoine Veil en janvier 1950 à un poste contractuel au Consulat général de France à Wiesbaden, puis au Consulat général de France à Stuttgart. Ainsi, Antoine Veil passe trois ans en Allemagne avant de préparer le concours de l'ENA (1953-1954).

Après l'ENA, Antoine Veil choisit l'Inspection des Finances, plutôt que le Conseil d'État : il espérait que la tonalité économique de l'Inspection des Finances lui ouvrirait plus de portes, lui permettant ainsi d'élargir son futur parcours professionnel. En tant qu'inspecteur adjoint des

Finances (1955), puis inspecteur (1957), il participe à des missions notamment en Algérie en 1957 et en 1958. Simultanément, il revient au cabinet d'Alain Poher (secrétaire d'État à la Marine) à partir de l'automne 1957. Sous la V^e République, Antoine Veil poursuit sa carrière dans les cabinets. En 1959 il devient directeur de cabinet de Joseph Fontanet (secrétaire d'État à l'Industrie et au Commerce en 1959, puis, de 1959 à 1961, au Commerce Intérieur). Il conserve ce poste lorsque Joseph Fontanet devient ministre de la Santé publique et de la Population (1961-1962).

En 1964 Antoine Veil quitte la sphère politique et publique pour se diriger vers le privé. Il occupe des postes de dirigeant de grandes entreprises, d'abord dans le secteur des transports maritimes, aériens et ferroviaires, puis, vers la fin de sa carrière, dans le secteur du tourisme et dans le secteur bancaire, ainsi que dans d'autres domaines. Ainsi, il est Délégué général du Comité central des armateurs de France de 1964 à 1968, puis chargé des questions non maritimes au groupe des Chargeurs réunis en 1969, dont il devient Directeur général adjoint cette même année. Il accède ensuite au poste d'Administrateur et de Directeur général de l'Union de transports aériens (de 1971 à 1980) et est simultanément Président-directeur Général de la Compagnie aéromaritime d'affrètement et Administrateur de la compagnie Air Inter (également de 1971 à 1980).

Parallèlement à sa carrière dans les affaires, Antoine Veil entame une carrière politique. En 1966, il est membre du comité directeur du Centre démocrate. En 1971, il est élu conseiller de Paris, fonction qu'il occupe jusqu'en 1989. Quelques années plus tard il devient conseiller régional d'Île-de-France (de 1976 à 1986). Il est également membre du Comité de soutien à Valéry Giscard d'Estaing candidat pour un second septennat à la présidence de la République 1981 et Président du Club Vauban.

De 1982 à 1983 il est administrateur de sociétés puis Président-directeur Général de Manurhin, avant de devenir Président de l'Institut du Transport aérien (de 1981 à 1985). Durant cette période il est également Président de Matra transport (de 1984 à 1985). Ensuite, il est Administrateur délégué de la Compagnie internationale des wagons-lits et du tourisme (de 1985 à 1989). De 1986 à 2000, il est vice-président du Conseil national du tourisme, puis Président de la Sofica-Valor (de 1986 à 1988). Dans les années 1990 il est Président du conseil de surveillance de la Banque internationale de placement, Président de la société AV Consultants, Président-directeur Général de la société Orlyval (1992), de la société SAGA (1996) et de Sapiens France (1996). De 2008 à 2013 il est entre autres administrateur de Havas.

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Conseiller puis conseiller municipal de Paris (1971-1989)

Conseiller régional d'Île de France (1976-1986)

DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'honneur

Commandeur de l'ordre national du Mérite

Officier de la Santé publique

Officier du Mérite commercial et industriel

Chevalier du Mérite agricole

Chevalier de l'ordre de l'Économie nationale

ÉCRITS DU TÉMOIN

PINAY, Antoine, et VEIL, Antoine, *Un Français comme les autres : entretiens avec Antoine Pinay*, Paris, Belfond/Jean-Cyrille Godefroy, 1984, 184 p.

La mémoire longue, Paris, Plon, 1991, 211 p.

Les années de sable, Paris, Flammarion, 1994, 169 p.

Le phénomène de chaîne et de marque pour l'entreprise indépendante, Paris, Conseil national du tourisme, 1995, 52 p.

Comédie française, Paris, Plon, 1997, 162 p.

Le financement du tourisme et de l'hôtellerie en période de mutation, Paris, La Documentation française, 1999, 67 p.

VEIL, Antoine et GALIERO, Emmanuel, *Salut. Ce que Simone n'a pas dit*, Monaco, Alpee, 2010, 140 p.

JACQUES VIMONT

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	5 entretiens, durée : 8h00 – Librement consultable
Autres archives	Archives orales du ministère des Affaires étrangères et européennes : AO 15 (12 entretiens, 23h20)
Mots-clés	Conceptions de Georges Pompidou (Affaires étrangères) – CSCE – Guerre d'Algérie – Guerre du Kippour – Guerre froide – Indochine – Mai 1968 – Ministère des Affaires étrangères – Nucléaire militaire – Pratique présidentielle – Seconde Guerre mondiale – Sport – Voyage à Pitsounda (1974) – Voyages
Noms de lieux	Amérique latine – États-Unis – Europe de l'Est – Maroc – Mexique – Tchécoslovaquie – Tunisie – URSS

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Jacques Vimont est né le 17 juillet 1911 à Paris et décédé le 7 février 2002. Il réussit le concours du Quai d'Orsay au printemps 1938 et est affecté en Yougoslavie, puis en Tunisie. C'est là qu'il passe la Seconde Guerre mondiale, au cabinet de Marcel Peyrouton, résident de France à Tunis, avant de revenir en février 1943 à Paris, où il participe aux travaux du bureau d'études clandestin du ministère des Affaires étrangères, le « bureau Chauvel ».

Sous la IV³^e République, il poursuit une carrière classique de diplomate qui le voit successivement sous-directeur des protectorats (janvier 1945), conseiller du gouvernement chérifien (1946-1949), premier conseiller d'ambassade à Berne (1949-1950), secrétaire général du gouvernement tunisien (1950-1951), premier conseiller d'ambassade à Rio de Janeiro (1951-1953). Après un passage par les cabinets ministériels comme directeur adjoint de cabinet de Georges Bidault, ministre des Affaires étrangères (mars 1953-juin 1954), il est affecté aux États-Unis comme premier conseiller d'ambassade à Washington (1954-1957).

Il revient ensuite à l'administration centrale, d'abord comme chargé des affaires d'Amérique (1957-1958) puis comme directeur du personnel au Quai d'Orsay (1958-1965). À l'issue de ce long séjour à Paris, il est successivement ambassadeur au Mexique (1965-1969), en Tchécoslovaquie (1969-1972) et enfin en URSS (1973-1976). Il fait alors valoir ses droits à la retraite, tout en conservant certaines activités : membre du conseil d'administration d'Air France (1976-1980), membre du Conseil de l'ordre de la Légion d'honneur (1977-1981).

DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'Honneur

Grand croix de l'ordre national du Mérite

Commandeur des Arts et des Lettres

Commandeur des Palmes Académiques

ÉCRITS DU TÉMOIN

BAILLOU, Jean, LUCET, Charles, et VIMONT, Jacques, *Les Affaires étrangères et le corps diplomatique français*, vol. 2, 1870-1980, Paris, CNRS, 1984, 1020 p.

LUCIEN VOCHEL

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	2 entretiens, durée : 3h00 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Décolonisation – Élections législatives de 1967 – Élections législatives de 1973 – Grève des mineurs de 1963 – Mai 1968 – Référendum de 1969 – Relations entre Pompidou et de Gaulle
Noms de lieux	Algérie – Guyane

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Lucien Vochel est né le 19 juillet 1919 à Évreux (Eure). Lucien Vochel entame des études de droit à Paris, mais elles sont interrompues par la guerre. Il est en effet mobilisé de 1939 à juin 1940, dans un peloton d'élèves officiers d'artillerie qui sera affecté sur le bord de la Loire pour défendre les dernières positions. Avec les autres combattants il est fait prisonnier. Il peut s'évader quelque temps après et arrive à Clermont-Ferrand en zone libre. Compte tenu de son âge, il doit rester mobilisé dans l'armée d'armistice. Il rentre ensuite en Normandie, à Évreux, où il avait été secrétaire adjoint puis secrétaire général de mairie depuis 1936. Il reprend ses fonctions qui lui donnent l'occasion d'aider des pilotes anglais et américains. Il appartient aussi au réseau de résistance anglais « Boat Master » jusqu'au moment où tous ses camarades de réseau sont arrêtés. De là, il passe dans un réseau français quelque temps avant le débarquement. Il joue alors également un rôle dans la sauvegarde de la ville d'Évreux lors de l'arrivée des Américains.

De 1944 à 1945 il travaille comme chef de cabinet du préfet de l'Eure, rencontré dans la Résistance. Lucien Vochel est une dernière fois mobilisé de 1845 à 1947. À cette date, Émile Bollaert est nommé haut commissaire en Indochine et Lucien Vochel le suit comme attaché de cabinet. Il ensuite rentre en France en 1949 et est successivement membre de divers cabinets ministériels, notamment ceux de George Gorse et de Charles Brune, jusqu'en 1951. Il est ensuite de nouveau affecté Outre-Mer, d'abord à Alger (tribunal administratif en 1951), puis en Guyane (sous-préfet de l'Inini), de nouveau en Algérie (secrétaire général du département de Grande Kabylie à Tizi-Ouzou de 1956 à juin 1958). Il est ensuite affecté à la direction des Affaires politiques du ministère des Affaires intérieures. Il y passe six mois avant d'être nommé sous-préfet de Rochefort (1959) puis de Valenciennes (1961).

Lucien Vochel est ensuite nommé Conseiller technique au cabinet de Roger Frey (ministre de l'Intérieur) de décembre 1962. Ce dernier lui demande de suivre les travaux de la Direction générale des collectivités locales au ministère de l'Intérieur, qui a notamment pour mission de traiter les problèmes qui concernent le regroupement de communes, ainsi que les concessions des services publics, comme les concessions d'eaux, les projets routiers et hospitaliers, et les logements sociaux. Il accède ensuite au poste de préfet de la Mayenne, poste qu'il occupe de 1964 à 1967.

Lucien Vochel rejoint à nouveau Paris en 1967 comme directeur adjoint du cabinet de Christian Fouchet (ministre de l'Intérieur), puis directeur général des affaires politiques et de l'administration du territoire. Il devient ensuite membre des comités des programmes de radiodiffusion et de télévision de l'ORTF, toujours en 1967. L'année suivante il est préfet de la région Poitou-Charentes, et préfet de la Vienne, de 1977 à 1981 préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et des Bouches-du-Rhône. Il termine sa carrière préfectorale comme préfet de Paris et préfet de la région Île-de-France (de 1981 à 1984).

Il est admis à la retraite en 1984, mais continue ses activités professionnelles en tant que conseiller des présidences d'Euromarché (1984), de la Compagnie générale des Eaux (1984), puis de Vivendi, de Carrefour (1990), de la Compagnie générale du bâtiment (1993), du groupe Bolloré (1997) et de Vinci (1999). Il est aussi Président d'honneur de l'Association du corps préfectoral et des hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur, Membre de l'Académie des sciences d'outre-mer (1992), Président (1986) puis Président d'honneur (depuis 2001) de la Fédération des entreprises des départements d'outre-mer (FEDOM), Vice-président de l'association Valentin Haüy, Conseiller de la fondation ATD quart-monde et Vice-président de la fondation Assistance aux animaux.

DÉCORATIONS

Grand officier de la Légion d'honneur

Grand-croix de l'ordre national du Mérite

Médaille des Évadés
 Croix de guerre 39-45
 Médaille de la Résistance
 Médaille de l'Aéronautique
 Grande médaille de vermeil de la Ville de Paris

ÉCRITS DU TÉMOIN

« Les entreprises et leur ambition de développement dans l'économie des départements d'outre-mer », *Revue de l'administration territoriale de l'État*, no 170, janvier-mars 1996, p. 109-114.

« Guyane, un demi-siècle de changement », *Revue de l'administration territoriale de l'État*, no 183, octobre-décembre 1999, p. 97-101.

Un parcours inattendu de Saint-Laurent-du-Maroni à Paris, Hervé Chopin Éditions, 2013, 222 p.

MICHEL WOIMANT

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	6 entretiens, durée : 8h02 – Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Mots-clés	Agriculture – Aménagement du territoire – Annotations – Cellule économique – Chargé de mission – Commerce/distribution – Commissariat général du Plan – Conceptions de Georges Pompidou (Agriculture) – Conceptions de Georges Pompidou (Environnement) – Conceptions de Georges Pompidou (Europe) – Conseiller technique – Construction européenne – DATAR – Décolonisation – Départ de Matignon (juillet 1968) – Élections présidentielles de 1969 – ENA – Entourage – Entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun – Environnement – FORMA – Industries agro-alimentaires – Latour-Maubourg – Logement – Mai 1968 – Ministère de l'Agriculture – Ministère des Affaires étrangères – Ministère des Finances – Nouvelle Société – PAC – Parcs naturels – Portrait de Georges Pompidou – Prix – Rapatriés d'Algérie – Référendum de 1969 – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Relations entre Pompidou et les ministres – Relations entre Pompidou et Messmer – Sciences Po – SGCI – Syndicats agricoles
Noms de lieux	Algérie – Colonies françaises – La Défense – Les Halles – Paris

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Michel Woimant est né le 23 août 1932 à Boulogne-sur-Seine. À la sortie de l'ENA, il devient administrateur civil à la Direction des relations économiques extérieures (DREE) du Ministère des Finances (1960-1962), puis il travaille dans les cabinets ministériels des Gouvernements de Georges Pompidou. Il est conseiller technique au cabinet d'Edgard Pisani, ministre de l'Agriculture de mai 1962 à janvier 1966, puis au cabinet de Charles de Chambrun, secrétaire d'État au Commerce extérieur (1966-1967). Il est parallèlement chargé du secteur agricole au Secrétariat général de Coopération économique européenne (SGCI) en juillet 1964, et chef du bureau de la politique agricole de la DREE. Il entre au cabinet de Georges Pompidou en septembre 1967 comme conseiller agricole jusqu'en juillet 1968, et poursuit ses fonctions dans le cabinet de Maurice Couve de Murville (juillet 1968-juin 1969).

Nommé conseiller référendaire à la Cour des comptes en mars 1969, il devient conseiller technique au Secrétariat général de la présidence de la République de juin 1969 à mars 1973, conseiller agricole du Président Pompidou. Il occupe ensuite les fonctions de directeur général adjoint de la Caisse nationale de crédit agricole (CNCA) de 1973 à 1975, puis réintègre la Cour des comptes en 1976. Conseiller maître à la Cour des comptes (1986-2000), président des conseils d'administration du Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNASEA) de 1986 à 1989 et de l'école nationale des Chartes (1993-1998). Il fut également l'un des fondateurs de l'Association Georges Pompidou, dont il fut le premier secrétaire général de 1989 à 1997.

EXERCICE DE FONCTIONS POLITIQUES

Adjoint au maire de Compiègne (1978-2008)

Conseiller général de l'Oise (1993 à 2001)

Vice-président du Conseil général de l'Oise (1998-2001)

DÉCORATIONS

Chevalier de la Légion d'honneur

GÉRARD WORMS

DESCRIPTION ET SOURCES DISPONIBLES

Entretien IGP	2 entretiens, durée : 3h33 - Librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>

Mots-clés	Aérotrain – Comités interministériels – Concorde – DATAR – Institut de développement industriel – Ministère de l'Environnement – Nouvelle Société – Nucléaire civil – ORTF – Plan – TGV
Noms de lieux	Région parisienne

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Gérard Worms est né le 1^{er} août 1936 à Paris. Son premier engagement politique date de ses années d'étudiant, lorsqu'en 1954-1955 il prend la carte des jeunes mendésistes. En 1958, il se rallie au général de Gaulle. Ingénieur à l'Organisation commune des régions sahariennes de 1960 à 1962, il y fait la connaissance d'Oliver Guichard, délégué général à l'OCRS. En 1963, lorsque la DATAR est créée, Gérard Worms y devient chargé de mission, de 1963 à 1967. Nommé conseiller technique au cabinet d'Oliver Guichard, ministre de l'Industrie de 1967 à 1968 puis chargé du Plan et de l'Aménagement du Territoire de 1968 à 1969, il devient ensuite conseiller technique au cabinet de Jacques Chaban-Delmas, Premier ministre, en 1969.

Simon Nora quitte le cabinet de Chaban-Delmas en août 1971 et, peu de temps après, Gérard Worms le suit chez Hachette. Il devient directeur général adjoint de Hachette en 1972, puis directeur général en 1975, entrant au conseil d'administration du groupe Hachette en 1978. Il poursuit ensuite sa carrière chez Rhône-Poulenc, Suez et enfin dans la banque Rothschild.

DÉCORATIONS

Commandeur de la Légion d'honneur

Chevalier de l'ordre national du Mérite

Chevalier de l'ordre du Mérite maritime

ÉCRITS DU TÉMOIN

Les méthodes modernes de l'économie appliquée, Paris, Dunod, 1965, 260 p. (plusieurs rééditions)

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

A

Abelin, Pierre.....	69, 175
Achard, Pierre.....	1
Alibert, Jean.....	67
Alphand, Hervé.....	16, 197
Anglade, Magdeleine.....	210
Anglès, Jean-Paul.....	2
Arbelot, Jean-Marie.....	278
Audoin, Pierre.....	227
Aurillac, Michel.....	5
Aurousseau, Jean-Claude.....	294

B

Bacon, Paul.....	162, 175
Balladur, Édouard.....	8, 18, 82, 129, 188, 219, 255, 272
Barakrok, Abdelkader.....	6
Barnier, Michel.....	13
Barre, Raymond.....	1, 10, 57, 286
Barrot, Jacques.....	12
Barrot, Noël.....	12
Baumel, Jacques.....	67
Baumgartner, Wilfrid.....	186, 240, 241
Béart, Guy.....	134
Béjart, Maurice.....	14
Béliard, Jean.....	15
Belin, Roger.....	18
Berger, Gaston.....	14
Bergeron, André.....	19
Bernadet, Éliane.....	65
Bernard, Jean-René.....	1, 20
Bernard, Pierre.....	200
Berthoin, Jean.....	97
Bettencourt, André.....	22, 163
Beullac, Christian.....	195
Biasini, Émile-Joseph.....	24, 46

Bidault, Georges.....	69, 280, 307
Billecocq, Pierre.....	233
Billotte, Pierre.....	86
Blancard, Jean.....	25
Bloch-Lainé, François.....	27, 231
Blondelle, René.....	241
Boegner, Jean-Marc.....	29
Boegner, Marc.....	29
Boissieu, Alain de.....	86
Boiteux, Marcel.....	31
Bollaert, Émile.....	212, 308
Bongrand, Michel.....	32
Bonifacio, Antoine.....	33
Bonnet, Christian.....	1, 35
Bord, André.....	37
Bordaz, Robert.....	39, 187
Bouglé, Célestin.....	245
Boulez, Pierre.....	40
Boulin, Robert.....	21, 132
Bouloche, André.....	97
Bouloux, Jean-Marie.....	70
Bourdet, Claude.....	200
Bourgeon, Claude Martial.....	200
Bourgès-Maunoury, Maurice.....	120
Bourges, Yvon.....	140, 202, 274
Bousquet, Jean.....	43
Bousquet, René.....	44
Bouygues, Francis.....	221
Brajot, Guy.....	45
Bresson, Jean-Jacques de.....	155
Brézet, Alexis.....	221
Briottet, Alain.....	46, 105
Brosse, Claudius.....	48
Brouillet, René.....	146
Bruguière, Michel.....	194, 245
Brune, Charles.....	308

Brunet, Jean-Pierre.....	50
Buffet, Bernard.....	134
Bugnicourt, Jacques.....	265
Burin des Roziers, Étienne.....	29, 30, 51
Buron, Robert.....	70, 163, 222, 227

C

Caffarelli, Gérard de.....	53
Cailleau, Michel.....	89
Cain, Julien.....	284
Calvet, Jacques.....	54, 219
Cannac, René.....	56
Cannac, Yves.....	56
Cannes.....	112
Cara, Sid.....	199
Carrère, Gilbert.....	58
Castex, François.....	113
Catrice, Jean.....	280
Catroux, Georges.....	29, 51
Cérez, Jean.....	289
Ceyrac, François.....	59
Chaban-Delmas, Jacques.....	57, 148, 182, 295, 311
Chalandon, Albin.....	231, 276
Challe, Maurice.....	87
Chamant, Jean.....	63
Chambrun, Charles de.....	310
Champeix, Marcel.....	101
Chandernagor, André.....	64
Chapelle, Henri.....	67
Charbonnel, Jean.....	66, 140, 296, 301
Chatenet, Pierre.....	101
Chaussebourg, Fernand.....	69
Chavanon, Christian.....	289
Chenot, Bernard.....	67
Chéreau, Patrice.....	261
Chevallier, Jacques.....	71
Chevènement, Jean-Pierre.....	56, 68
Cheysson, Claude.....	65, 91
Chirac, Jacques.....	9, 30, 68, 102, 113, 116, 126, 129, 219, 249, 255, 272, 294, 296, 301

Clément, Laurent.....	72
Cohn-Bendit, Daniel.....	217
Cointat, Michel.....	73, 216
Colin, André.....	72, 202
Collange, Christiane.....	122
Contamine, Claude.....	75
Conte, Arthur.....	77
Corbon, Jacques.....	80, 138
Cordier, Raymond.....	134
Cornut-Gentile, Bernard.....	229
Coste-Floret, Paul.....	202
Cottier, Jean.....	240
Coudé du Foresto, Yvon.....	69
Courcel, Geoffroy de.....	198
Courtade, Pierre.....	200
Couve de Murville, Maurice.....	148, 256, 263, 310
Crespin, Marceau.....	207
Croisset, Charles de.....	81
Cusin, Gaston.....	175

D

d'Astier de la Vigerie, François.....	106
Daney de Marcillac, Jean.....	83
Dannaud, Jean-Pierre.....	89
Dauge, Louis.....	84
David-Weill, Michel.....	85
de Boissieu, Michel.....	304
de Broglie, Jean.....	233
de Courcel, Geoffroy.....	3
de Gaulle, Élisabeth.....	87
de Lipkowski, Jean.....	1
de Rose, François.....	269
Debré, Michel.....	6, 56, 65, 76, 83, 100, 118, 127, 148, 149, 171, 180, 202, 207, 219
Dechartre, Philippe.....	88
Defferre, Gaston.....	212
Delbos, Yvon.....	120
Delouvrier, Paul.....	6, 87, 231
Deniau, Jean-François.....	91, 94
Deniau, Xavier.....	91, 93

Denieul, Michel.....	95	Flory, Jean.....	124
Domerg, Henri.....	96, 278	Foccart, Jacques.....	116, 125, 144, 217, 229, 294
Dominjon, Georges.....	98	Fontanet, Joseph.....	276, 305
Donnedieu de Vabres, Henri.....	100, 160	Fouchet, Christian.....	204, 308
Donnedieu de Vabres, Jacques.....	100, 289	Fouchier, Jacques de.....	127, 222
Donnedieu de Vabres, Jean.....	99, 224, 227	Fouchier, Louis de.....	127
Donnedieu de Vabres, Renaud.....	100	Fourcade, Pierre.....	82
Dorey, Henri.....	70	Foyer, Jean.....	207
Doublet, Maurice.....	101	François-Poncet, André.....	91
Doueil, Pierre.....	48	François-Poncet, Jean.....	265
Drancourt, Michel.....	103	Frey, Roger.....	42, 96, 229, 289, 308
Droulers, Daniel.....	105	Friedmann, Jacques.....	128
Dru, Gilbert.....	159	Froment-Meurice, Henri.....	130
Druon, Maurice.....	106, 261	Fugère, Marie-Gabriel.....	200
Dubail, ?.....	301		
Duchet, Roger.....	182	G	
Ducreux, Claude.....	109	Gaillard, Félix.....	111, 184, 210
Duhamel, Jacques.....	12, 261, 294	Gaillard, Yann.....	132
Dujardin, Édouard.....	39	Gall, François.....	134
Dumas, François.....	110	Galley, Robert.....	135, 231
Dumas, Pierre.....	67, 110, 141	Galy-Dejean, René.....	137
Dupont-Fauville, Antoine.....	210	Gasseau, Jacques.....	139
Duport, Jean.....	111	Gaucher, Georges.....	16, 198
Dupuy, Anne-Marie.....	112, 272	Gavini, Jacques.....	61
E		Geismar, Alain.....	266
Ésambert, Bernard.....	114	Gerondeau, Christian.....	140
Esnous, Denise.....	115	Getten, Jacques.....	142, 272
F		Gillet, Robert.....	292
Fabius, Laurent.....	228	Gillon, Paul.....	134
Fabre, Michel-Henry.....	286	Giraud, André.....	82, 278
Fages, Henri.....	116, 196	Giraud, Henri.....	269
Fanton, André.....	67, 118	Giroud, Françoise.....	276
Faure, Edgar.....	132, 210, 241, 299	Giscard d'Estaing, Valéry....	11, 13, 55, 57, 70, 83, 129, 188, 240, 241, 263, 288, 305
Faure, Maurice.....	91, 120	Godfrain, Jacques.....	143
Ferniot, Jean.....	122, 155	Goetze, Roger.....	210
Fillon, René.....	272	Gorse, Georges.....	30, 308
Flacelière, Robert.....	44	Gracq, Julien.....	44, 145
		Groussard, René.....	147
		Guéna, Yves.....	149

Guichard, Olivier.....	152, 233, 278, 292, 311
Guillaud, Jean-Louis.....	154
Guillaumat, Pierre.....	26, 100, 112, 238
Guillaume, François.....	156
Guiral, Pierre.....	157
Guiringaud, Louis de.....	292

H

Haas-Picard, Raymond.....	96
Habib-Deloncle, Michel.....	159
Haby, René.....	96, 195
Haury, Auguste.....	161
Hervé, Pierre.....	200
Herzog, Maurice.....	238, 294
Hirigoyen, Josette.....	116
Holleaux, André.....	162
Houssin, Jacques.....	281
Hubert-Rodier, Lucienne.....	164
Huvelin, Paul.....	60, 166

I

Iribarne, Philippe d'.....	167
----------------------------	-----

J

Jablon, Robert.....	168
Jacomet, André.....	261
Jacquinet, Louis.....	202, 296
Jacquot, Alain.....	286
Janot, Raymond.....	126, 169
Jaquet, Gérard.....	229
Jeanneney, Jean-Marcel.....	11, 171
Jeanneney, Jules.....	171
Jobert, Michel.....	16, 21, 47, 76, 174, 227, 278
Jordanie.....	256
Jospin, Lionel.....	56
Jouhaud, Émile.....	177
Jouhaud, Yves.....	177
Jouhaux, Léon.....	177
Joxe, Louis.....	21, 76, 238

Juglas, Jean-Jacques.....	202
Juillet, Pierre.....	67
July, Pierre.....	100
Juppé, Alain.....	13

K

Kaspereit, Gabriel.....	178
Kessel, Joseph.....	106
Koenig, Pierre.....	37, 130, 229
Kosciusko-Morizet, Jacques.....	225
Krivine, Alain.....	266

L

La Loyère, Arlette de.....	76
La Malène, Christian de.....	180
La Martinière, Dominique de.....	181
La Rosière, Jacques de.....	219
Labussière, Jean.....	227
Laffon, Émile.....	100
Lagardère, Arnaud.....	277
Lagardère, Jean-Luc.....	276
Lagrange, Jean.....	200
Lang, Jack.....	261
Larché, Jacques.....	184
Latève, Vincent.....	200
Lattre, André de.....	185
Launay, Odette.....	160
Laurent, Pierre.....	289
Laurent, Bernard.....	132
Lavondès, François.....	187
Lazareff, Pierre.....	122, 134
Le Troquer, André.....	243
Lecanuet, Jean.....	172
Lecat, Jean-Philippe.....	188, 296
Lecourt, Robert.....	162, 175
Lefranc, Pierre.....	204
Lelong, Pierre (1912).....	190
Lelong, Pierre (1931).....	192
Léoutre, Gilbert.....	97, 194

Letourneau, Jean.....	4, 162, 170
Liebermann, Rolf.....	261
Liegen, ?.....	46
Lipkowski, Jean de.....	293
Longequeue, Louis.....	207
Loubet, Georges.....	163
Louet, Henri.....	7
Louzeau, Bernard.....	195
Lucet, Charles.....	198
Lucet, Jean-Louis.....	197

M

Malaud, Philippe.....	140
Malraux, André.....	24, 37, 46, 163
Marette, Jacques.....	138, 289
Margerie, Roland de.....	130
Marguenaux, André.....	198
Marjolin, Robert.....	125
Marly, Anne.....	106
Martinaud-Déplat, Léon.....	72, 116
Martinet, Gilles.....	199
Masson, Paul.....	201
Maurice-Bokanowski, Michel.....	203
Maurin, François.....	205
Maurin, Louis.....	205
Mayer, René.....	39, 51, 289
Mazeaud, Henri.....	208
Mazeaud, Jean.....	207
Mazeaud, Pierre.....	206, 296
Mendès France, Pierre. 22, 89, 109, 175, 265, 288, 291	
Méo, Jean.....	209
Messmer, Pierre.....	6, 94, 102, 129, 211, 276
Michardière, Jean.....	202, 215
Michelet, Edmond.....	163
Missoffe, François.....	207, 216
Missoffe, Hélène.....	217
Mitterrand, François.....	72, 172, 175, 265, 274
Mollet, Guy.....	65, 77
Monod, Jérôme.....	215, 218

Monory, René.....	195
Montjoie, René.....	192, 227
Morbihan.....	35
Moris, Roger.....	6
Mougeotte, Étienne.....	220
Mouillot, Michel.....	113
Moulin, Max.....	294
Mounier, Emmanuel.....	290
Mouren, ?.....	163
Moussa, Pierre.....	222
Moustier, Roland de.....	130
Moutet, Marius.....	65

N

Naville, Pierre.....	200
Négrel, Madeleine.....	116, 223
Nora, Simon.....	56, 311
Notebart, Arthur.....	228
Nungesser, Roland.....	224

O

Olivier, Max.....	200
Ortoli, François-Xavier.....	98, 148, 192, 226, 231, 243

P

Palewski, Gaston.....	29, 224
Panafieu, Françoise de.....	217
Papon, Maurice.....	199
Parodi, Alexandre.....	27, 100, 269
Patault, Jacques.....	229
Pébereau, Georges.....	9, 230
Pélissier, Jacques.....	58
Pelletier, Jacques.....	231
Pérouse, Maurice.....	210
Perrilliat, Jacques.....	233
Perrin, Louis.....	234
Petsche, Maurice.....	289
Peyrefitte, Alain.....	11, 16, 76, 91, 96
Peyrouton, Marcel.....	306

Pflimlin, Pierre.....	4, 37, 182, 210, 235
Philip, Olivier.....	238, 294
Pierre-Brossolette, Claude.....	239
Pinay, Antoine.....	27
Pinchon, Jean.....	241
Pisani, Edgard.....	74, 167, 231, 242, 310
Planchon, Roger.....	261
Pleven, René.....	131
Poher, Alain.....	56, 243, 304
Polin, Raymond.....	245
Poly, Jacques.....	241
Poncelet, Christian.....	247
Poniatowski, Michel.....	6, 240, 259
Pons, Bernard.....	248
Postel-Vinay, André.....	163
Poudevigne, Jean.....	250
Pouget, Pierre.....	251
Poujade, Robert.....	67, 252, 278
Pouyade, Pierre.....	67
Prat, Jean-Louis.....	254
Pruvost, Gérard.....	105, 255
Puaux, Gabriel.....	269

Q

Queuille, Henri.....	289
----------------------	-----

R

Racine, Pierre.....	261
Raimond, Jean-Bernard.....	256, 263
Ramadier, Jules.....	163
Ramadier, Paul.....	210, 240
Raynal, Pierre.....	258
Reynaud, Paul.....	2
Rheims, Maurice.....	254
Richer, Jean-Pierre.....	259
Rigaud, Jacques.....	260
Rivière, René.....	152
Robin, Gabriel.....	263
Rocard, Michel.....	264

Rollin, Léon.....	200
Rossi, André.....	1
Rothschild, Guy de.....	271
Rougagnou, Michel.....	273
Roussel, Claude.....	200
Roux, Ambroise.....	50, 231
Royer, Jean.....	274

S

Sablier, Édouard.....	155, 165
Sabouret, Yves.....	276
Saglio, Jean-François.....	97, 194, 277
Saint-Exupéry, Antoine de.....	298
Sarkozy, Nicolas.....	9, 68
Sarrault, Albert.....	203
Saunier-Séité, Alice.....	208
Sauvageot, Jacques.....	266
Savary, Alain.....	265
Schmitt, René.....	69
Schneider, Pierre.....	294
Schueller, Eugène.....	22
Schueller, Liliane.....	22
Schuman, Robert.....	3, 27
Schumann, Maurice.....	213, 219, 279
Seguin, Jean-Pierre.....	283
Séguin, Philippe.....	285
Semprun, José.....	290
Sénard, Jacques.....	255
Senghor, Léopold Sédar.....	6, 44
Sérisé, Jean.....	287
Servais, Simonne.....	16, 76, 288
Servan-Schreiber, Jean-Jacques.....	122, 172
Sihanouk, Norodom.....	163
Simon, Pierre-Henri.....	198
Simonnet, Maurice-René.....	159
Soisson, Jean-Pierre.....	296
Solal-Céligny, Jérôme.....	65
Soustelle, Jacques.....	67, 126
Soutou, Jean-Marie.....	290

Souza, Robert de.....	292
Stasi, Bernard.....	293, 296
Stéphane, Roger.....	200
Stibbe, Pierre.....	200
Stirn, Olivier.....	47, 296
Sudreau, Pierre.....	21, 261, 298

T

Taittinger, Jean.....	67
Tardieu, André.....	203
Teitgen, Pierre-Henri.....	162, 202, 304
Terrenoire, Louis.....	126
Tesselin, Basile.....	200
Thénoz, Michel.....	196
Tomasini, René.....	67, 192
Torre, Henri.....	300
Touchard, Jean.....	224
Triboulet, Raymond.....	302
Turcat, André.....	210

U

Ulrich, Maurice.....	30
----------------------	----

V

Vancalster, Gabriel.....	228
Veil, Antoine.....	304
Verdier, Jean.....	233
Verny, Claude.....	160
Villiers, Georges.....	60, 166
Vimont, Jacques.....	306
Vochel, Lucien.....	307

W

Weygand, Maxime.....	269
Woimant, Michel.....	294, 309
Woods, George David.....	186
Worms, Gérard.....	310
Wormser, Olivier.....	291
Wybot, René.....	116

INDEX DES LIEUX

A

Afghanistan.....	256
Afrique.....	32, 42, 105, 126, 166, 175, 197, 222, 229, 256, 271, 273, 292, 304
Algérie.....	25, 37, 48, 55, 84, 86, 89, 98, 101, 114, 116, 126, 138, 171, 175, 181, 188, 197, 205, 210, 211, 224, 273, 290, 304, 307, 309
Allemagne.....	
RDA.....	263
RFA.....	1, 15, 50, 116, 130, 161, 166, 171, 188, 197, 205, 239, 256, 279
Alsace.....	235
Amérique latine.....	2, 47, 306
Andorre.....	58, 197
Aquitaine.....	24, 110, 219
Arabie Saoudite.....	256

Ardèche.....	301
Asie.....	84, 130, 217
Aube.....	132, 135
Australie.....	116, 130
Auvergne.....	152, 175
Aveyron.....	143

B

Belgique.....	255, 273
Biafra.....	279
Bretagne.....	27, 135, 219, 230, 238
Brive-la-Gaillarde.....	66

C		Indochine. 93, 100, 116, 139, 169, 184, 205, 211, 217, 306	
Calvados.....	118, 296, 302	Indre-et-Loire..... 274	
Cambodge.....	84, 130, 175, 256	Iran..... 109, 256, 273, 292	
Cameroun.....	93	Israël..... 25, 130, 175, 197, 256, 271, 279	
Canada.....	71, 279	Italie..... 51, 106, 256, 273	
Cannes.....	112	J	
Cantal.....	48, 80, 138, 215, 238, 248, 258	Japon..... 50, 84, 130, 161, 166, 175, 217, 256, 292	
Chili.....	292	Jordanie..... 256	
Chine.....	22, 50, 130, 159, 175, 197, 255	L	
Compiègne.....	277	Languedoc-Roussillon..... 110, 219	
Congo.....	84	Libye..... 25, 256, 279	
Corrèze.....	66	Limousin..... 238	
Côte d'Ivoire.....	149	Loire-Atlantique..... 152	
Côtes-du-Nord.....	276	Loiret..... 93	
Cuba.....	256	Lorraine..... 156, 273	
D		Lot..... 48, 80, 95, 120, 138, 152, 202, 215, 249	
Dahomey (Bénin).....	24	Lozère..... 48	
Dinard.....	42	Lyon..... 230	
E		M	
Égypte.....	130	Madagascar..... 91	
Éthiopie.....	47	Maghreb..... 256	
Europe de l'Est.....	130, 197, 256, 263, 279, 306	Marne..... 294	
G		Maroc..... 100, 149, 175, 251, 256, 279, 306	
Gabon.....	109, 177, 273	Mexique..... 306	
Grèce.....	43, 292	Morbihan..... 35	
Guinée.....	24, 229	Moyen-Orient..... 116, 159, 175, 256, 269, 292	
H		N	
Haute-Loire.....	12	Niger..... 126	
Haute-Saône.....	171	Nigeria..... 126	
Hauts-de-Seine.....	203	Nord..... 279	
I		Nouvelle-Zélande..... 116, 130	
Ille-et-Vilaine.....	42		
Inde.....	116, 273		

O

Outre-Mer.....	109, 126, 169, 177, 211, 222, 229
<i>Antilles</i>	114
<i>Colonies françaises</i>	93, 152, 175, 211, 309
<i>Djibouti</i>	93, 126, 273
<i>DOM-TOM</i>	126, 161, 215, 294, 296
<i>Guyane</i>	114, 238, 307
<i>Nouvelle-Calédonie</i>	93, 126, 177, 211
<i>Polynésie française</i>	93, 211

P

Pacifique.....	116, 130
Pakistan.....	116
Pologne.....	84, 116, 256, 263
Portugal.....	269
Pyrénées-Orientales.....	77

Q

Québec.....	33, 47, 175, 256, 292
-------------	-----------------------

R

Région parisienne.....	5, 80, 101, 230, 311
<i>Conseil (municipal) de Paris</i>	137, 178, 180
<i>Hauts-de-Seine</i>	203
<i>La Défense</i>	97, 106, 138, 309
<i>La Villette</i>	217
<i>Les Halles</i>	97, 309
<i>Paris</i> . 18, 85, 95, 106, 118, 129, 135, 138, 140, 178, 219, 224, 238, 309	

RER.....	224
----------	-----

Roumanie.....	256, 263
Royaume-Uni.....	2, 116, 166, 175, 181, 188, 197, 256, 263, 273, 292

S

Sahara.....	152, 175
Saint-Siège.....	84
Sénégal.....	48, 93, 211, 229, 277
Suisse.....	205

T

Tchécoslovaquie.....	256, 306
Tunisie.....	47, 71, 100, 166, 256, 292, 306

U

URSS.....	15, 50, 91, 114, 130, 161, 166, 175, 188, 197, 255, 256, 263, 273, 306
-----------	--

V

Vienne.....	69
Vietnam.....	84, 116, 130, 211

Y

Yonne.....	63, 169
Yougoslavie.....	256

INDEX DES THÈMES POMPIDIENS**A**

Amis de Georges Pompidou.	51, 88, 99, 106, 125, 134, 174, 211, 223, 271, 277
Annotations.....	111, 174, 187, 188, 238, 309
Anthologie de la poésie française.....	33, 109, 134, 145, 166, 245, 254

B

Banque Rothschild.....	33, 51, 125, 127, 130, 142, 152, 168, 223
Bilan des années Pompidou.....	58, 103, 132, 147, 174

C

Cabinet de Georges Pompidou.....	20, 211
<i>Cabinet politique</i> 8, 37, 99, 112, 129, 137, 143, 174, 187, 188, 256	
<i>Cabinet technique</i>	8, 99, 112, 137, 143, 174, 188

Cellule diplomatique.....	20, 47, 174
Cellule économique.....	8, 20, 309
Chargé de mission.....	1, 37, 99, 143, 159, 174, 188, 192, 194, 224, 227, 229, 238, 260, 309
Chef de cabinet.....	20, 99, 137, 152, 188, 227, 233, 238
Conseiller technique....	8, 37, 58, 63, 159, 174, 188, 192, 194, 224, 227, 229, 238, 260, 309
Directeur de cabinet.....	20, 111, 174, 188, 227, 238, 260
État-major particulier.....	61, 116, 183, 195
Protocole.....	2, 47, 105, 112, 197, 256, 273
Service de presse.....	15, 143, 154, 188, 273, 289
Cabinet du général de Gaulle.....	99, 152, 169, 223
Cajarc.....	47, 95, 106, 138, 152, 215, 249
Conceptions de Georges Pompidou...58, 61, 103, 124, 147, 154, 194, 207, 211, 227, 258, 260	
Administration.....	72, 80
Affaires étrangères.....	306
Afrique.....	125, 188
Agriculture.....	211, 285, 309
Aménagement du territoire.....	99, 152, 238, 279
Arts.....	223
Asie.....	174
Banque.....	27
Culture.....	39, 88, 106, 188
Défense.....	118
Éducation.....	118
Éducation nationale.....	152
Entreprises.....	27
Environnement.....	285, 309
État.....	51
Europe.....	51, 129, 302, 309
Finances.....	27
Industrie.....	114, 211
Information.....	76, 188
Logement.....	224
Médias.....	88
Outre-Mer.....	93, 211
Paris.....	118
Participation.....	88
Plan.....	27
Recherche.....	66
Société.....	187, 211, 247
Travail.....	89

D

Déclarations de Rome et de Genève....	4, 8, 32, 33, 48, 51, 63, 66, 77, 86, 93, 103, 112, 115, 118, 126, 130, 137, 143, 152, 159, 164, 171, 174, 188, 197, 198, 199, 203, 207, 211, 216, 223, 224, 248, 250, 251, 256, 271, 274, 279, 289, 293, 304
---------------------------------------	---

Déjeuners.....	33, 39, 43, 48, 59, 95, 112, 156, 202, 277
Départ de Matignon (juillet 1968)	8, 20, 24, 32, 35, 37, 58, 61, 63, 66, 69, 77, 86, 99, 103, 112, 114, 118, 126, 137, 143, 159, 164, 180, 188, 207, 211, 223, 224, 227, 249, 250, 252, 258, 260, 279, 289, 293, 298, 302, 309

E

Entourage.	8, 20, 32, 51, 69, 73, 93, 97, 114, 129, 137, 149, 152, 154, 159, 174, 187, 188, 194, 211, 238, 247, 256, 260, 273, 289, 294, 301, 309
------------	--

G

Georges Pompidou banquier...	127, 142, 168, 192, 271
Georges Pompidou député du Cantal	80, 93, 112, 118, 137, 174, 238, 258
Georges Pompidou directeur de cabinet	27, 39, 51, 64, 66, 86, 103, 142, 149, 152, 159, 164, 168, 174, 210, 211, 223, 235, 260, 289, 298, 302
Georges Pompidou professeur.....	33, 118, 273

I

Image de Georges Pompidou	10, 32, 47, 122, 143, 154, 164, 174, 180, 187, 247, 249, 271, 273, 285
---------------------------	--

J

Jeunesse de Georges Pompidou.....	43
-----------------------------------	----

L

Latour-Maubourg..	8, 20, 48, 106, 112, 115, 126, 137, 143, 174, 188, 198, 199, 211, 223, 249, 292, 309
LAURS.....	33, 59, 161, 245, 251
Louis-le-Grand.....	59, 161

M

Maladie présidentielle..	2, 8, 20, 33, 35, 47, 55, 58, 64, 76, 77, 80, 81, 91, 93, 95, 99, 114, 115, 122, 126, 127, 137, 143, 149, 159, 174, 178, 180, 184, 187, 188, 198, 199, 202, 207, 211, 217, 221, 223, 224, 229, 230, 235, 251, 255, 258, 260, 273, 274, 276, 279, 285, 292, 304
--------------------------	--

N

Nomination de Georges Pompidou (1962)....	2, 35, 37, 63, 66, 86, 111, 112, 122, 142, 159, 164, 178, 180,
---	--

250, 252, 264

Notes. 8, 20, 61, 97, 99, 112, 116, 137, 142, 174, 183, 187, 188, 194, 229, 238, 277, 285

O

Orvilliers..... 106, 126

P

Pompidou, Alain.....278

Pompidou, Claude.....47, 105, 278

Portrait de Georges Pompidou.4, 5, 14, 18, 19, 21, 32, 33, 35, 37, 41, 43, 47, 48, 51, 53, 59, 64, 72, 73, 80, 81, 85, 89, 95, 97, 99, 101, 106, 111, 112, 115, 116, 118, 120, 122, 124, 126, 127, 130, 134, 135, 137, 139, 142, 145, 147, 149, 152, 156, 157, 161, 166, 168, 169, 171, 177, 181, 188, 190, 192, 194, 207, 211, 217, 219, 222, 223, 227, 229, 230, 241, 242, 245, 249, 251, 254, 255, 256, 258, 259, 260, 273, 274, 277, 279, 284, 289, 292, 298, 302, 309

Pot des normaliens.....33, 245, 251

Pot du lundi.....21, 83, 115, 116, 187, 197, 256

Pots Maillard.....145

R

Relations entre Pompidou et.....

Chaban-Delmas. 8, 12, 21, 22, 24, 27, 32, 35, 37, 55, 56, 66, 69, 73, 77, 89, 91, 100, 103, 110, 112, 114, 118, 129, 132, 135, 137, 143, 147, 159, 171, 174, 178, 180, 184, 187, 188, 207, 211, 217, 231, 247, 249, 250, 252, 260, 264, 271, 273, 274, 276, 294, 296, 298, 301, 302, 304, 309

Chirac.....66, 147, 159

Couve de Murville.....50, 159, 164

de Gaulle. 4, 8, 18, 21, 48, 51, 58, 63, 86, 100, 101, 110, 111, 112, 115, 118, 126, 130, 138, 143, 145, 147, 152, 159, 166, 171, 174, 184, 188, 190, 192, 198, 199, 211, 223, 227, 238, 242, 252, 256, 260, 271, 274, 287, 289, 292, 298, 304, 307

Debré.....103, 147, 171, 202

Edgar Faure.....132, 241

Giscard d'Estaing...22, 35, 55, 63, 81, 192, 263, 287, 301

Juillet.....112, 192

le Parlement.....22, 63, 64, 66, 95, 110, 159, 296

les milieux patronaux.....142

les ministres.47, 63, 66, 91, 95, 126, 129, 138, 149, 174, 187, 188, 207, 211, 224, 227, 238, 247, 249, 276, 294, 309

Malraux.....24, 112, 162

Messmer 8, 21, 32, 35, 91, 100, 129, 138, 174, 178, 187, 188, 211, 247, 276, 294, 298, 309

Peyrefitte.....39, 95

Pisani.....73, 192, 230, 242

INDEX DE POLITIQUE EXTÉRIURE

A

Action culturelle extérieure.....45, 130

C

Choc pétrolier de 1973.4, 20, 55, 56, 81, 103, 114, 129, 149, 171, 185, 188, 207, 210, 247, 263, 300

Commerce international.....2

Commerce extérieur français.....55, 203, 256

Droits de douane.....20

GATT.....124, 227

Conférence/sommet.....

Açores (1971).....20, 55, 171, 174, 239, 255, 256, 273

Copenhague (1973).....114

Genève (1959).....256

La Haye (1969).....1, 10, 20, 29, 51, 99

Paris (1972).....175

Paris (1973).....84, 130

Reykjavik (1973).....255

Washington (1974).....114

Construction européenne 4, 10, 22, 29, 37, 55, 73, 91, 98, 99, 124, 147, 159, 184, 197, 211, 235, 256, 260, 273, 279, 292, 304, 309

CED.....51

Crise de la chaise vide37, 50, 53, 73, 124, 156, 174, 227, 241, 242

Entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun 1, 2, 20, 50, 51, 55, 91, 99, 106, 112, 120, 124, 130, 143, 147, 156, 159, 171, 174, 197, 227, 234, 235, 242, 250, 256, 273, 279, 285, 290, 292, 294, 309

PAC...1, 4, 8, 10, 20, 29, 37, 50, 51, 53, 73, 91, 129, 132, 147, 156, 192, 215, 227, 234, 241, 242, 249, 279, 285, 309

Plan Fouchet.....235

Politique industrielle communautaire.....50, 63, 124

Union économique et monétaire.....	8, 10, 55, 171, 175, 185, 239
Coopération..	42, 47, 66, 84, 88, 91, 93, 126, 139, 143, 171, 174, 177, 197, 202, 222, 233, 277, 296
Coopération économique et industrielle.....	129

D

Décolonisation..	24, 99, 105, 126, 168, 177, 184, 211, 256, 273, 293, 307, 309
------------------	---

G

Guerre du Kippour.	116, 159, 174, 205, 256, 269, 292, 306
Guerre du Vietnam.....	174, 256, 279
Guerre froide.....	116, 130, 256, 306
CSCE.....	174, 256, 263, 279, 306
Désarmement.....	256
Détente.....	256
Ostpolitik.....	174, 188, 256, 279
Question allemande.....	130

I

Investissements à l'étranger.....	126
-----------------------------------	-----

O

Organisations internationales.....	
Alliance atlantique....	29, 61, 63, 86, 116, 130, 174, 188, 205, 211, 256, 269, 279, 289
ONU.....	256
OTASE.....	174
UEO.....	175
UNESCO.....	89

P

Politique étrangère.....	22, 164, 174
--------------------------	--------------

S

Système monétaire international.....	8, 10, 21, 50, 55, 103, 129, 185
Accords de Washington (1971).....	20
Crise monétaire de 1971.....	20, 211
Crise monétaire de 1973.....	83
Deutschmark.....	20, 239
Dollar.....	20, 239, 287
Droits de tirage spéciaux.....	20, 211
Franc.....	81, 127, 166, 171, 239
Franc CFA.....	42
Livre sterling.....	2, 10, 20, 174, 239

INDEX DES THÈMES

A

Administration du territoire.....	5, 58
Collectivités territoriales.....	143
Communes.....	95, 238
Préfets.....	5, 58, 101, 174, 187, 202, 224, 229, 238, 279
Préfets de région.....	99, 238
Réforme de 1964 sur la départementalisation..	118, 224
Réforme régionale de 1972.....	5, 58, 63, 80, 83, 95, 100, 211, 238, 279
Aéronautique.	25, 55, 63, 114, 129, 149, 205, 211, 239
Airbus.....	4
Concorde.....	4, 103, 167, 222, 311
Aérospatial.....	42, 66, 114, 211
Affaire Ben Barka.....	171
Affaire Buffet-Bontems.....	109
Affaire des généraux.....	99, 211

Affaire Jouhaud.....	115, 116, 207, 251
Affaire Markovic.	8, 32, 35, 37, 48, 61, 66, 86, 93, 109, 111, 112, 115, 118, 137, 143, 147, 152, 166, 171, 174, 177, 188, 198, 199, 202, 207, 211, 216, 223, 248, 251, 256, 271, 279, 287, 289, 292, 304
Affaire Touvier.....	37, 66, 109, 122, 251, 298, 304
Affaires sociales.....	4, 8, 66, 111, 132, 188, 279
Actionnariat ouvrier.....	8, 88, 114, 187, 188, 276
Affaire Lip. .	8, 66, 103, 129, 187, 211, 247, 264, 276, 300
Fiscalité.....	188
Grève des mineurs de 1963...	27, 51, 103, 111, 112, 115, 118, 171, 188, 203, 227, 247, 264, 289, 307
Handicapés.....	27, 187
Intéressement.....	188
Participation.....	112, 114, 132, 143, 166, 171, 174, 187, 188, 211, 222, 227, 247, 276, 279, 289
Politique contractuelle.....	8, 56, 89, 211, 276

Agriculture..4, 20, 55, 73, 93, 132, 147, 156, 192, 211, 215, 227, 234, 242, 285, 309

Discours d'Aurillac (1967).....147, 192

Discours de Saint-Flour (1971).....147

FORMA.....73, 147, 192, 309

Loi d'orientation agricole (1960-1962)..53, 73, 192, 230, 234, 241, 242

Politique des prix et des structures.....53, 147, 156, 192, 234, 241

Productions agricoles : élevage.....285

Productions agricoles : lait.....21, 129, 132, 147, 241

Productions agricoles : vin.....234

Rénovation rurale.....27, 53, 72, 73, 147, 156, 192, 215, 219, 234, 238, 241, 249, 258

Aménagement du territoire 4, 8, 22, 24, 27, 37, 48, 63, 66, 80, 99, 101, 114, 137, 152, 156, 167, 202, 215, 219, 227, 235, 238, 242, 248, 279, 309

CODER.....5, 63, 152

DATAR.....24, 27, 63, 101, 152, 219, 224, 233, 238, 279, 309, 311

Déconcentration/décentralisation.....8, 27, 56, 66, 143, 152, 162, 171, 187, 219, 233, 238, 279, 293

Art et culture.....14, 97, 101, 152, 161, 162, 245, 254, 256, 260, 271

BPI.....97, 284

Cinéma 8, 76, 97, 112, 134, 145, 162, 174, 188, 274, 279

Danse.....97

Exposition 72/72.....14, 39, 97

IRCAM.....39, 41, 97

Littérature.....101, 152, 223

Livre.....97, 145, 223, 284

Maisons de la Culture.....45

Musées.....97

Musique.....24, 97

Patrimoine.....106, 162

Politique culturelle.....14, 24, 45, 260

Projet Beaubourg...14, 22, 39, 41, 47, 95, 97, 101, 106, 112, 188, 233, 245, 254, 260, 284

Projet du musée d'Orsay.....39, 97, 106, 260

Théâtre.....14, 24, 45, 89, 97, 223

Asie.....84, 130, 217

Assemblées.....

Assemblée nationale.....132, 149, 174, 211

Parlement.....8, 188, 211, 224, 247, 279

Sénat.....171, 231

B

Banques.....20, 27, 85, 127, 147, 242, 271

Banque de France.....185, 239

Crédit.....20, 27, 127, 185

Budget.....20, 24, 63, 66, 81, 83, 86, 97, 116, 239

C

Centrisme...12, 63, 129, 135, 174, 211, 238, 260, 293, 304

CDP.....231, 250, 260, 276, 293, 298, 304

Centre démocrate.....69, 231, 260, 304

Centre Démocratie et Progrès.....12, 69

PDM.....69, 250, 260, 304

Chasses présidentielles.....53, 86, 105, 125, 127, 143, 152, 166, 174, 248, 271, 304

Commerce/distribution.....99, 129, 211, 274, 309

Artisanat.....24, 42

Loi Royer.....274

Communication.....32, 112, 122

Conférences de presse.....143, 164, 256, 273, 289

Sondages.....32

Constitution de 1958...18, 64, 88, 118, 149, 152, 169, 174, 184, 210, 211, 235, 264, 298

Cumul des mandats.....64, 274

Domaine réservé.....61

Institutions.....8

Quinquennat...8, 69, 99, 135, 159, 171, 174, 180, 184, 187, 188, 207, 217, 224, 274, 276, 296, 298, 304

Réforme constitutionnelle de 1962.....18, 51, 63, 64, 69, 100, 103, 110, 111, 118, 120, 159, 169, 178, 184, 207, 211, 217, 224, 250, 260, 264, 279, 294, 298, 304

Construction/immobilier.....24, 35, 298

D

Défense nationale...25, 55, 61, 71, 86, 116, 118, 135, 159, 195, 202, 205, 211

Armée de l'Air.....205

Dissuasion.....205

Force de frappe.....61, 116, 174, 205

Lois de programme.....116, 118, 205

Marine.....61, 71, 116, 118, 183, 195

Service militaire.....116, 118, 202

SNLE.....71, 116, 195

Démocratie chrétienne.....

Démission des ministres MRP (1962).....111, 219, 304

MRP...4, 18, 22, 63, 64, 66, 69, 118, 159, 235, 260, 279

E

Éducation nationale.....33, 99, 145, 194, 233, 256

Baccalauréat.....277

Enseignement agricole.....147, 249

Enseignement privé.....	233, 277
Enseignement technique.....	190, 233, 277
Latin.....	145, 233, 277
Élections cantonales.....	
1967.....	249
Élections législatives.....	192
1951.....	152, 223
1958.....	18, 118, 152, 169, 216
1962.....	42, 51, 99, 118, 137, 149, 159, 216, 224, 227, 250, 274, 279
1967.....	8, 12, 32, 42, 48, 51, 63, 69, 73, 76, 80, 88, 93, 95, 103, 112, 118, 120, 137, 143, 149, 159, 171, 174, 178, 180, 188, 211, 216, 224, 238, 247, 249, 250, 252, 256, 258, 260, 264, 285, 298, 302, 307
1968.....	5, 8, 35, 37, 48, 58, 63, 66, 69, 73, 77, 80, 95, 110, 112, 114, 115, 118, 132, 137, 143, 147, 159, 171, 174, 178, 188, 207, 216, 224, 249, 250, 258, 260, 264, 279, 293, 296, 298, 304
1973.....	8, 12, 32, 35, 42, 58, 64, 69, 93, 95, 99, 103, 132, 159, 207, 211, 216, 224, 231, 249, 250, 258, 260, 276, 294, 296, 300, 304, 307
Élections municipales.....	118
1965.....	137, 143, 207
1971.....	37, 137, 304
Élections présidentielles.....	187
1965.....	8, 15, 32, 51, 53, 69, 76, 83, 86, 99, 103, 112, 118, 120, 143, 149, 154, 159, 174, 180, 197, 207, 211, 216, 224, 227, 247, 250, 260, 264, 274, 289, 294, 298, 304
1969.....	4, 8, 12, 22, 32, 33, 37, 41, 48, 51, 53, 56, 63, 64, 69, 85, 109, 118, 120, 134, 135, 137, 143, 152, 156, 159, 164, 174, 178, 180, 188, 197, 202, 205, 210, 211, 216, 223, 224, 231, 233, 245, 249, 250, 256, 258, 260, 264, 279, 285, 289, 294, 296, 298, 300, 302, 304, 309
1974.....	5, 12, 32, 35, 37, 69, 73, 91, 103, 124, 129, 132, 137, 143, 147, 149, 159, 178, 192, 202, 207, 224, 227, 231, 250, 260, 274, 276, 294, 296, 300, 302, 304
Appel des 43.....	207
Emploi.....	8, 227, 247, 276, 296
ANPE.....	8, 171, 188, 247, 296
Chômage.....	8, 20, 59, 83, 171, 187, 211, 247
Formation professionnelle.....	88, 187, 276
Énergie... ..	10, 25, 31, 50, 51, 66, 81, 99, 114, 129, 171, 227
Charbonnages.....	10, 171, 203
Électricité.....	31, 114
ELF.....	20, 27, 210
Gaz.....	114
Pétrole.....	8, 21, 25, 27, 50, 55, 84, 98, 114, 124, 168, 171, 174, 210, 227, 271, 290
Enseignement supérieur.....	10, 277
IUT.....	277
Loi Faure.....	66, 132, 245, 277
Mouvements étudiants.....	19
Université.....	8, 100, 143, 161, 245, 277
Entreprises.....	56, 203
Concurrence/compétitivité.....	20
PME.....	66, 178, 301
Renault.....	89, 203
Environnement.....	8, 81, 101, 152, 174, 256, 285, 309
Eau.....	279
Forêts.....	73, 174, 249
Parcs naturels.....	110, 309
F	
Fiscalité.....	20, 66, 156, 181
TVA.....	21
G	
Gauche.....	188
FGDS.....	64, 120, 174
Grande fédération.....	69
Mouvement réformateur.....	171
Parti communiste.....	256
Parti socialiste.....	187, 238
Programme commun de la gauche.....	8, 276
Gouvernement.....	
Chaban-Delmas.....	1, 63, 66, 159, 252
Couve de Murville.....	63, 66, 256
Messmer.....	159, 207, 260
Grandes Écoles.....	25, 190, 277
ENA 1.....	45, 48, 91, 99, 129, 130, 143, 149, 174, 187, 188, 238, 309
ENFOM.....	45, 93, 109, 149, 174, 177, 211, 229, 273
ENS/Normaliens.....	33, 43, 112, 145, 161, 190, 245, 251, 279, 284
Ingénieurs.....	114, 230
Mines.....	114
Polytechnique.....	114
Sciences Po.....	21, 27, 47, 100, 145, 152, 174, 187, 224, 289, 309
Guerre d'Algérie.....	47, 63, 64, 80, 84, 99, 105, 111, 118, 164, 168, 174, 211, 223, 229, 256, 289, 292, 302, 306
Accords d'Évian (1962).....	37, 80, 190, 229, 256
Harkis.....	99, 211
OAS.....	99, 143
Putsch des généraux.....	37, 51, 86, 93
Rapatriés d'Algérie.....	51, 99, 101, 171, 174, 285, 309

I

Immigration.....	171, 187, 211
Industrie.....	20, 66, 103, 126, 152, 210, 235, 239, 256, 271, 279
<i>Automobile</i>	88, 219
<i>Champions nationaux</i> ..	8, 55, 81, 98, 103, 114, 127, 211, 230
<i>Industries agro-alimentaires</i>	73, 147, 234, 285, 309
<i>Institut de développement industriel</i> .	114, 239, 249, 311
<i>Sidérurgie</i>	21, 55, 98, 114, 211
Information.....	39, 42, 48, 76, 99, 154, 188, 221, 273
<i>Censure</i>	112, 162
<i>SLII</i>	39, 48, 95, 154
Informatique.....	135, 284
<i>Plan Calcul</i>	4, 55, 66, 98, 114, 211, 227, 230, 239
<i>Unidata</i>	66
Institutions.....	118, 174, 211, 294
<i>Caisse des dépôts et consignations</i>	27
<i>Chambres d'agriculture</i>	234
<i>Conseil constitutionnel</i>	99, 132, 187
<i>Conseil d'État</i>	4, 18, 93, 99, 188, 205
<i>Conseil économique et social</i>	19, 48, 248
<i>Cour des comptes</i>	174
<i>Inspection générale des Finances</i>	20
<i>Médiateur de la République</i>	187
Ive République. 63, 69, 73, 84, 86, 111, 116, 118, 130, 184, 256, 290, 304	

J

Jeunesse.....	8, 109, 143, 217
<i>Éducation populaire</i>	162
<i>Majorité civile</i>	81
<i>Mouvements de jeunesse</i>	143
Justice.....	
<i>Peine de mort</i>	109

L

Langue française.....	20, 93, 197
<i>Francophonie</i>	33, 47, 88, 97, 126, 197, 251, 279, 292
<i>Haut comité de la langue française</i>	145

M

Mai 1958.....	4, 93, 126, 130, 152, 222, 223
Mai 1968, 8, 10, 12, 14, 18, 19, 20, 22, 24, 25, 31, 32, 35, 37, 41, 42, 45, 48, 53, 56, 58, 61, 63, 64, 66, 69,	

73, 77, 83, 86, 89, 93, 95, 98, 99, 103, 106, 109, 110, 112, 114, 115, 116, 118, 120, 122, 126, 127, 129, 130, 132, 134, 137, 140, 143, 145, 147, 149, 152, 154, 156, 159, 161, 162, 164, 171, 174, 178, 180, 181, 187, 188, 197, 198, 199, 202, 205, 207, 210, 211, 217, 222, 223, 224, 227, 229, 230, 231, 239, 241, 242, 245, 247, 250, 252, 256, 259, 260, 264, 269, 273, 274, 277, 279, 285, 287, 289, 292, 294, 296, 298, 301, 302, 304, 306, 307, 309

Accords de Grenelle (1968)....4, 8, 19, 20, 31, 61, 86, 99, 115, 166, 171, 174, 188, 211, 216, 247, 289, 296, 304

Disparition du général de Gaulle (1968) 4, 19, 25, 35, 37, 45, 48, 58, 61, 66, 69, 77, 86, 98, 112, 115, 120, 132, 135, 147, 154, 166, 171, 207, 256, 260, 274, 298

Manifestation du 30 mai 1968..35, 37, 66, 73, 112, 132, 147, 159, 164, 178, 260, 296

Maladie présidentielle..2, 8, 20, 33, 35, 47, 55, 58, 64, 76, 77, 80, 81, 91, 93, 95, 99, 114, 115, 122, 126, 127, 137, 143, 149, 159, 174, 178, 180, 184, 187, 188, 198, 199, 202, 207, 211, 217, 221, 223, 224, 229, 230, 235, 251, 255, 258, 260, 273, 274, 276, 279, 285, 292, 304

Médias.....15, 32, 76, 99, 103, 221, 238, 289

ORTF8, 15, 20, 24, 39, 42, 45, 48, 56, 58, 76, 77, 99, 103, 106, 118, 139, 145, 149, 154, 159, 162, 174, 188, 221, 245, 260, 289, 311

Presse 21, 51, 89, 91, 118, 122, 188, 238, 249, 256, 273, 276

Radio.....39, 89, 127, 255

Télévision. 24, 39, 45, 76, 89, 97, 154, 221, 238, 273, 289

Milieus intellectuels.....

Artistes.....39, 85, 106, 223

Écrivains.....106

Journalistes.....143, 164, 223, 273, 289

Peintres.....223

Ministère/Secrétariat d'État.....

Affaires africaines et malgaches.....42, 126, 143, 174

Affaires culturelles.....24, 45, 89, 97, 106, 162

Affaires étrangères....2, 47, 91, 112, 114, 174, 256, 273, 279, 306, 309

Affaires sociales.8, 99, 171, 187, 188, 211, 247, 276, 279

Agriculture. 20, 53, 73, 91, 132, 215, 234, 241, 249, 260, 285, 309

Aménagement du territoire.....22, 152, 219, 279

Anciens combattants.....37, 302

Armées.....93, 99, 211

Budget.....188, 301

Commerce intérieur.....217

Coopération.....91, 99, 235, 302

Développement industriel et scientifique.....301

DOM-TOM.....93, 211, 294

Économie et Finances.....129, 188, 224

Éducation nationale.....20, 132, 152, 159, 277

Emploi.....188

Environnement.....	152, 252, 311
Équipement.....	99, 140, 152, 167, 227, 230, 242
Finances.....	20, 55, 83, 114, 147, 149, 167, 174, 289, 309
Industrie.....	114, 149, 152, 171, 203, 219, 227, 233
Information.....	76, 95, 149, 154, 188, 221, 289
Intérieur.....	37, 99, 143, 174
Jeunesse et Sports.....	207, 217, 224, 294
Logement.....	35, 224
PTT.....	137, 149
Rapatriés.....	217
Recherche scientifique.....	279
Relations avec le Parlement	64, 110, 129, 149, 224, 247, 274
Santé.....	132
Transports.....	63, 149
Travail.....	276
Mouvement paneuropéen.....	20, 159
Mouvements gaullistes.....	37, 48, 66, 73, 89, 93, 118, 122, 137, 143, 149, 159, 192, 207, 211, 217, 224, 247, 249, 252, 279, 294
Assises de Lille (1967)	8, 66, 88, 118, 159, 174, 224, 247, 252
Assises de Nantes (1973).....	224, 258
Barons du gaullisme....	125, 143, 152, 171, 238, 273, 298
Gaullistes de gauche... .	8, 51, 73, 88, 112, 118, 143, 149, 152, 159, 171, 174, 188, 211, 216, 224, 238, 247, 285
La Nation (journal).....	159, 164
Présence et action du gaullisme.....	66, 93, 118, 143, 211
Républicains sociaux.....	178
RPF...32, 37, 86, 118, 126, 152, 159, 164, 169, 203, 223, 249, 252, 289	
SAC.....	32, 118, 143
UDR....8, 42, 66, 143, 147, 159, 171, 175, 178, 188, 192, 211, 224, 247, 285, 296	
UDT.....	224
UJP.....	37
UNR....8, 48, 51, 66, 110, 143, 152, 159, 178, 203, 217, 224	
UNR-UDT.....	159, 175, 238, 252

N

Nouvelle Société	4, 8, 12, 19, 20, 27, 32, 55, 56, 59, 63, 64, 69, 89, 91, 93, 99, 112, 114, 115, 118, 129, 132, 135, 143, 147, 159, 166, 171, 174, 187, 207, 211, 221, 224, 247, 260, 274, 276, 294, 304, 309, 311
Nucléaire. .	25, 42, 93, 99, 116, 124, 135, 239, 269, 279
CEA.....	152, 279
Essais nucléaires.....	61, 116, 130, 205
Nucléaire civil.....	31, 56, 71, 114, 211, 256, 311
Nucléaire militaire.....	71, 86, 118, 202, 269, 306

O

Ordonnances de 1967.....	4, 8, 19, 95, 171
--------------------------	-------------------

P

Participation...4, 8, 10, 19, 27, 51, 56, 83, 89, 99, 103, 111	
Plan.....4, 8, 21, 83, 97, 129, 192, 277, 311	
Commissariat général du Plan.....	56, 83, 227, 309
Ve Plan.....	63, 83, 287
Vle Plan.....	31, 55, 56, 73, 83, 103, 129, 227, 239
Prix.....8, 21, 81, 83, 114, 217, 287, 309	
Inflation.....	20, 55, 56, 81, 83, 99, 239
Plan de stabilisation de 1963.....	21, 51, 55, 63, 83, 101, 103, 112, 129, 185, 192, 227, 239, 264, 287
Prix agricoles.....	73, 147, 241
Protection sociale.....	
Allocations familiales.....	171, 279
Retraites.....	73, 187, 188, 211, 247, 276
Sécurité sociale.....	171, 188
Publicité.....	32, 99, 154, 188

Q

Questions monétaires....	1, 2, 8, 10, 56, 185, 211, 239, 241, 287
Dévaluation.....	147, 185, 211, 227, 239
Dévaluation de 1969.....	4, 8, 10, 20, 55, 56, 85, 99, 103, 124, 129, 287
Plan Pinay-Rueff.....	27, 152, 171, 210

R

Recherche scientifique.....	31, 66, 190, 279
IHEDN.....	116
INRA.....	234
Référendum.....	
1958.....	169
1962.....	18, 51, 63, 110, 184, 250, 260
1969...4, 8, 12, 19, 22, 32, 35, 37, 48, 53, 58, 63, 64, 66, 69, 77, 86, 95, 99, 110, 118, 120, 130, 137, 143, 147, 159, 164, 171, 174, 178, 180, 188, 202, 207, 211, 217, 224, 234, 250, 256, 260, 274, 285, 289, 294, 296, 301, 304, 307, 309	
19722, 8, 21, 32, 51, 55, 64, 99, 118, 159, 169, 174, 187, 188, 250, 256, 273, 294, 304	
Religions.....8, 33, 109, 112, 152, 157, 251, 271, 279	
Églises.....	8, 106, 277
Franc-maçonnerie.....	279
Protestantisme.....	99

Républicains indépendants.....8, 35, 55, 63, 149, 159, 174, 188, 224, 238, 247, 250, 274

S

Salaires.....8, 171, 187, 188, 211, 247, 276, 279

Congés payés.....111

Mensualisation....56, 59, 83, 89, 99, 112, 114, 166, 187, 247, 276

Politique des revenus.....10, 21

SMIG/SMIC.....89, 171, 187, 247

Santé.....132, 171, 187, 304

Seconde Guerre mondiale. 24, 37, 43, 66, 86, 93, 100, 101, 169, 184, 210, 211, 269, 279, 298, 306

France Libre.....61

GPRF.....51, 99, 211

Résistance....32, 37, 63, 89, 93, 100, 109, 118, 126, 149, 152, 217, 224, 229, 238, 249, 279, 302

Vichy.....100

Sécurité.....93

Gendarmerie.....118, 174

Police.....187

Renseignement.....116, 211, 229, 256

Société.....64

Avortement.....8, 99, 132, 187, 211, 276

Contraception.....171

Démographie.....101, 132

Famille.....8, 187, 276

Femmes.....247

Sport.....48, 112, 161, 217, 271, 285, 306

Jeux Olympiques de Grenoble.....48, 101, 207, 217

Structures de gouvernement.....

Comités interministériels.....1, 20, 184, 311

Conseils de défense.....116, 118

Conseils des ministres 35, 37, 51, 63, 66, 73, 88, 99, 118, 178, 188, 211, 216, 248, 260, 296, 300

Conseils restreints 1, 20, 51, 99, 101, 114, 125, 149, 178, 276, 277

Porte-parole du Gouvernement.....188

Pratique gouvernementale 18, 37, 50, 56, 64, 66, 73, 76, 110, 132, 147, 159, 162, 202, 203, 207, 229, 234, 242, 298

Pratique présidentielle. 22, 37, 42, 48, 53, 55, 61, 63, 64, 66, 73, 95, 97, 120, 132, 135, 147, 154, 159, 164, 169, 178, 184, 192, 194, 227, 231, 234, 260, 263, 277, 294, 296, 306

Secrétariat général de la Présidence 8, 21, 47, 58, 83, 97, 114, 138, 143, 174, 175, 187, 194, 197, 256, 273, 296

Secrétariat général du Gouvernement 4, 18, 51, 100, 184

SGCI. .1, 4, 21, 29, 50, 91, 124, 129, 132, 147, 175, 192, 227, 263, 309

Syndicats.....8, 66, 111, 132, 166, 171, 175, 187, 188, 211, 227, 247, 276, 277, 296

CFTC.....247

CGPME.....178

CGT.....187

Patronat.....19, 27, 59, 66, 103, 114, 166

Syndicats agricoles 53, 73, 132, 147, 156, 192, 211, 234, 238, 241, 242, 249, 260, 285, 309

Syndicats étudiants.....277

T

Télécommunications.....101, 114, 129, 135, 149, 230

PTT.....149, 203, 239

SECAM.....24, 48, 91, 154

Téléphone.....114, 230

Tourisme.....24, 27, 89, 100, 110, 152, 211, 223

Transports.....18, 101, 114, 167, 181, 219, 304

Aéroports.....149, 304

Aérotrain.....63, 140, 167, 219, 230, 298, 311

Autoroutes.....22, 114, 140, 230

Ports.....22, 114, 219

Sécurité routière.....140, 211

TGV.....25, 63, 149, 188, 298, 311

Transports aériens.....219, 222

Transports ferroviaires.....63

U

Urbanisme.....101, 138, 298

Architecture.....27, 95, 97, 101, 106, 137, 271

HLM.....224

Logement.....27, 35, 81, 101, 224, 227, 230, 298, 309

Villes nouvelles.....5, 27, 152, 219, 230

V

Ventes d'armes.....116

Mirage libyens.....118, 197, 256

Vedettes de Cherbourg.....61, 118

Vie politique.....

Appel des 43.....296

Investitures.....73

Jeunes Loups....32, 66, 95, 112, 118, 137, 143, 174, 207, 224, 238, 249, 296

Majorité.....8, 66, 135, 174, 188, 250, 260, 294

Manifeste des présidents de commission UDR. 159, 207, 296

Motion de censure.....63, 73

Opposition.....8, 174, 211, 247

Ouverture au centre 8, 35, 63, 64, 66, 99, 118, 152, 159, 188, 211, 224, 247, 249, 252, 279	Voyage à Pitsounda (1974).....306
Question de confiance.....188	Voyage aux États-Unis (1970).....134, 164, 256
Voyages. .2, 15, 47, 105, 126, 138, 164, 175, 188, 195, 197, 198, 199, 230, 255, 256, 273, 279, 289, 292, 306	Voyage en Chine (1973).....2, 130, 256, 273
	Voyages en province.....48, 80, 103, 198, 199, 258
	Voyages privés de Pompidou.....271

TABLE DES MATIÈRES

Pierre ACHARD.....1	Jean-Pierre BRUNET.....50
Jean-Paul ANGLÈS.....2	Étienne BURIN DES ROZIERS.....51
Jean AUBRY.....4	Gérard de CAFFARELLI.....53
Michel AURILLAC.....5	Jacques CALVET.....54
Édouard BALLADUR.....8	Yves CANNAC.....56
Raymond BARRE.....10	Gilbert CARRÈRE.....58
Jacques BARROT.....12	François CEYRAC.....59
Maurice BÉJART.....14	Émile CHALINE.....61
Jean BÉLIARD.....15	Jean CHAMANT.....63
Roger BELIN.....18	André CHANDERNAGOR.....64
André BERGERON.....19	Jean CHARBONNEL.....66
Jean-René BERNARD.....20	Fernand CHAUSSEBOURG.....69
André BETTENCOURT.....22	Jacques CHEVALLIER.....71
Émile-Joseph BIASINI.....24	Laurent CLÉMENT.....72
Jean BLANCARD.....25	Michel COINTAT.....73
François BLOCH-LAINÉ.....27	Claude CONTAMINE.....75
Jean-Marc BOEGNER.....29	Arthur CONTE.....77
Marcel BOITEUX.....31	Jacques CORBON.....80
Michel BONGRAND.....32	Charles de CROISSET.....81
Antoine BONIFACIO.....33	Jean DANÉY DE MARCILLAC.....83
Christian BONNET.....35	Louis DAUGE.....84
André BORD.....37	Michel DAVID-WEILL.....85
Robert BORDAZ.....39	Alain de BOISSIEU.....86
Pierre BOULEZ.....40	Philippe DECHARTRE.....88
Yvon BOURGES.....42	Jean-François DENIAU.....91
Jean BOUSQUET.....43	Xavier DENIAU.....93
Guy BRAJOT.....45	Michel DENIEUL.....95
Alain BRIOTTET.....46	Henri DOMERG.....96
Claudius BROSSE.....48	Georges DOMINJON.....98

Jean DONNEDIEU DE VABRES.....	99	André HOLLEAUX.....	162
Maurice DOUBLET.....	101	Lucienne HUBERT-RODIER.....	164
Michel DRANCOURT.....	103	Paul HUVELIN.....	166
Daniel DROULERS.....	105	Philippe d'IRIBARNE.....	167
Maurice DRUON.....	106	Robert JABLON.....	168
Claude DUCREUX.....	109	Raymond JANOT.....	169
Pierre DUMAS.....	110	Jean-Marcel JEANNENEY.....	171
Jean DUPORT.....	111	Michel JOBERT.....	174
Anne-Marie DUPUY.....	112	Yves JOUHAUD.....	177
Bernard ÉSAMBERT.....	114	Gabriel KASPEREIT.....	178
Denise ESNOUS.....	115	Christian de LA MALÈNE.....	180
Henri FAGES.....	116	Dominique de LA MARTINIÈRE.....	181
André FANTON.....	118	Jean LAFFONT.....	183
Maurice FAURE.....	120	Jacques LARCHÉ.....	184
Jean FERNIOT.....	122	André de LATTRE.....	185
Jean FLORY.....	124	François LAVONDÈS.....	187
Jacques FOCCART.....	125	Jean-Philippe LECAT.....	188
Jacques de FOUCHIER.....	127	Pierre LELONG (1912).....	190
Jacques FRIEDMANN.....	128	Pierre LELONG (1931).....	192
Henri FROMENT-MEURICE.....	130	Gilbert LÉOUTRE.....	194
Yann GAILLARD.....	132	Bernard LOUZEAU.....	195
François GALL.....	134	Jean-Louis LUCET.....	197
Robert GALLEY.....	135	André MARGUENAU.....	198
René GALY-DEJEAN.....	137	Gilles MARTINET.....	199
Jacques GASSEAU.....	139	Paul MASSON.....	201
Christian GERONDEAU.....	140	Michel MAURICE-BOKANOWSKI.....	203
Jacques GETTEN.....	142	François MAURIN.....	205
Jacques GODFRAIN.....	143	Pierre MAZEAUD.....	206
Julien GRACQ.....	145	Jean MÉO.....	209
René GROUSSARD.....	147	Pierre MESSMER.....	211
Yves GUÉNA.....	149	Jean MICHARDIÈRE.....	215
Olivier GUICHARD.....	152	François MISSOFFE.....	216
Jean-Louis GUILLAUD.....	154	Jérôme MONOD.....	218
François GUILLAUME.....	156	Étienne MOUGEOTTE.....	220
Pierre GUIRAL.....	157	Pierre MOUSSA.....	222
Michel HABIB-DELONCLE.....	159	Madeleine NÉGREL.....	223
Auguste HAURY.....	161	Roland NUNGESSER.....	224

François-Xavier ORTOLI.....	226	Michel ROCARD.....	264
Jacques PATAULT.....	229	François de ROSE.....	269
Georges PÉBEREAU.....	230	Guy de ROTHSCHILD.....	271
Jacques PELLETIER.....	231	Michel ROUGAGNOU.....	273
Jacques PERRILLIAT.....	233	Jean ROYER.....	274
Louis PERRIN.....	234	Yves SABOURET.....	276
Pierre PFLIMLIN.....	235	Jean-François SAGLIO.....	277
Olivier PHILIP.....	238	Maurice SCHUMANN.....	279
Claude PIERRE-BROSSOLETTE.....	239	Jean-Pierre SEGUIN.....	283
Jean PINCHON.....	241	Philippe SÉGUIN.....	285
Edgard PISANI.....	242	Jean SÉRISÉ.....	287
Raymond POLIN.....	245	Simonne SERVAIS.....	288
Christian PONCELET.....	247	Jean-Marie SOUTOU.....	290
Bernard PONS.....	248	Robert de SOUZA.....	292
Jean POUDEVIGNE.....	250	Bernard STASI.....	293
Pierre POUGET.....	251	Olivier STIRN.....	296
Robert POUJADE.....	252	Pierre SUDREAU.....	298
Jean-Louis PRAT.....	254	Henri TORRE.....	300
Gérard PRUVOST.....	255	Raymond TRIBOULET.....	302
Jean-Bernard RAIMOND.....	256	Antoine VEIL.....	304
Pierre RAYNAL.....	258	Jacques VIMONT.....	306
Jean-Pierre RICHER.....	259	Lucien VOCHÉL.....	307
Jacques RIGAUD.....	260	Michel WOIMANT.....	309
Gabriel ROBIN.....	263	Gérard WORMS.....	310